

J
103

H7

1969/70

P76

A1

DATE

Can. Parl. H. of C.
Standing Committee on
Procedure and Organiza-
tion, 1969/70.
Minutes of proceedings
and evidence

NAME NOM

DATE DUE

JUL 31 1997

MAY 8 - 2001

GAYLORD

PRINTED IN U.S.A.

J

103

H7

1969/70

P76

A1

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Second Session

Deuxième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

vingt-huitième législature, 1969-1970

COMITÉ PERMANENT

DE LA

STANDING COMMITTEE

ON

COMITÉ PERMANENT

DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

D. Gordon Blair

Président

Ordered.—That the Standing Committee on Procedure and Organization, in session with Mr. Speaker, begin _____ in order to study the question of radio and television. M. Gordon Blair fut nommé à la tête de la commission permanente de procédure et d'organisation, en session avec le député à la présidence, pour étudier la question de la radio et de la télévision.

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 1

WEDNESDAY, MARCH 18, 1970

LE MERCREDI 18 MARS 1970

THURSDAY, APRIL 9, 1970

LE JEUDI 9 AVRIL 1970

Respecting

Concernant

1970-71 Estimates of Parliament.

Le Budget des dépenses 1970-1971
du Parlement.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le Procès-verbal)

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

Deuxième session de la

Second Session

Assemblée législative, 1969-1970

Tweaty-eighth Parliament, 1969-70

STANDING COMMITTEE
ON
PROCEDURE AND ORGANIZATION

Chairman
Vice-Chairman

Mr. Gordon Blair
Mr. Marcel Lambert

COMITÉ PERMANENT
DE LA

Président
Vice-président

and Messrs.

Aiken,
Deachman,
Fairweather,
Forest,

Francis,
Jerome,
Knowles (*Winnipeg North*
Centre),

Reid,
Rondeau,
St. Pierre—12.

Le secrétaire du comité,
Michael B. Kirby,
Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65 (4) (b)

Conformément à l'article 65 (4) (b) du
règlement¹ Replaced Mr. Fortin November 3, 1969.¹ Remplace M. Fortin le 3 novembre
1969.² Replaced Mr. Macdonald (*Rosedale*)
March 2, 1970.² Remplace M. Macdonald (*Rosedale*)
le 2 mars 1970.

LE MARDI 12 MARS 1970
LE LUNDI 8 AVRIL 1970

WEDNESDAY, MARCH 12, 1970
THURSDAY, APRIL 8, 1970

Conseil
Le ministre des députées 1969-1970
du Personnel

Réception
1970-71 Réunions de la Commission
des Procédures et du Réglement

WITNESSES—TÉMOMINS
(Voir si Témoins)

See Witnesses to Proceedings

ORDERS OF REFERENCE

WEDNESDAY, February 18, 1970.

Ordered,—That Vote 1 relating to the Senate;

Vote 5 relating to the House of Commons; and

Vote 10 relating to the Library of Parliament, be referred to the Standing Committee on Procedure and Organization.

MONDAY, March 23, 1970.

Ordered,—That the Standing Committee on Procedure and Organization, in consultation with Mr. Speaker, be directed to study the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House and its Committees, including the legal, procedural, and technical aspects thereof, and the question of arrangements made for reporters for the electronic media in the Parliament Buildings.

ATTEST:

*Le greffier de la Chambre des communes,
ALISTAIR FRASER,
The Clerk of the House of Commons.*

ATTESTÉ:

*M. Forest propose que le
M. Forest déclare que le
M. Forest a été nommé à la
M. Forest déclare que le
M. Forest a été nommé à la*

*M. Forest propose que le
imprimer milles copies de ses
verbaux et déclarer qu'il sera
un index alphabétique et
de référence au sein de la
Chambre.*

ORDRES DE RENVOI

Le MERCREDI 18 février 1970

Il est ordonné,—Que le crédit n° 1 relatif au Sénat;

Le crédit n° 5 relatif à la Chambre des communes; et

Le crédit n° 10 relatif à la Bibliothèque du Parlement soient renvoyés au comité permanent de la procédure et de l'organisation.

Le LUNDI 23 mars 1970

Il est ordonné,—Que le comité permanent de la procédure et de l'organisation en consultation avec M. l'Orateur, soit chargé de faire l'étude du sujet de la transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre, y compris les aspects légaux, techniques et de procédure qui s'y rapportent, et des dispositions à prendre pour les correspondants affectés aux média électroniques dans les édifices du Parlement.

ATTESTÉ:

*M. Forest propose que le
M. Forest déclare que le
M. Forest a été nommé à la
M. Forest déclare que le
M. Forest a été nommé à la*

*M. Forest propose que le
imprimer milles copies de ses
verbaux et déclarer qu'il sera
un index alphabétique et
de référence au sein de la
Chambre.*

[Text] 1970-71—carried.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, March 18, 1970
(1)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:50 p.m. for the purpose of organization.

Members present: Messrs. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Francis, Jerome, Knowles (*Winnipeg North Centre*), Lambert (*Edmonton West*) and Reid—(9).

The Clerk attending and having called for nominations to elect a Chairman, Mr. Reid moved, seconded by Mr. Fairweather, that Mr. Blair do take the Chair of this Committee as Chairman.

On motion of Mr. Forest, it was

Agreed: That nominations be closed.

The Clerk of the Committee having declared Mr. Blair elected as Chairman, he took the Chair and thanked the Committee for its expression of confidence after which he opened nominations for a Vice-Chairman.

Mr. Deachman moved, seconded by Mr. Reid, that Mr. Lambert (*Edmonton West*) be elected Vice-Chairman of this Committee.

On motion of Mr. Forest, it was

Agreed: That nominations be closed.

The Chairman having declared Mr. Lambert (*Edmonton West*) elected as Vice-Chairman, Mr. Lambert thanked the Committee.

Mr. Forest moved that the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and in a supplementary issue a Sessional Index prepared by the Library of Parliament.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MERCREDI 18 mars 1970
(1)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit aujourd'hui à 3h 50 de l'après-midi, à des fins d'organisation.

Députés présents: MM. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Francis, Jerome, Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), et Reid—(9).

Le greffier préside l'élection et demande la mise en candidature pour élire une président; M. Reid propose, appuyé de M. Fairweather, que M. Blair occupe le fauteuil du Comité en qualité de président.

M. Forest propose, et

Il est décidé: Que la mise en candidature soit close.

Le greffier du Comité déclare M. Blair dûment élu président du Comité. M. Blair prend place au fauteuil présidentiel et remercie les membres du Comité de la confiance qu'ils lui accordent, après quoi il invite les députés à proposer des candidats au poste de vice-président.

M. Deachman propose, appuyé de M. Reid, que M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) soit élu vice-président du Comité.

M. Forest propose, et

Il est décidé: Que la mise en candidature soit close.

Le président déclare M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), élu vice-président du Comité. M. Lambert remercie le Comité.

M. Forest propose que le Comité fasse imprimer mille exemplaires des procès-verbaux et témoignages et, en supplément, un index sessionnel préparé par le service de références de la Bibliothèque du Parlement.

After debate, the question being put on the motion of Mr. Forest, it was adopted.

Mr. Deachman moved that the Chairman be authorized to hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present.

After debate, the question being put on the motion of Mr. Deachman, it was adopted.

The Committee proceeded to discuss future business.

It was

Agreed: That the Chairman consult with the proper officials to arrange the orderly appearance of witnesses after the Easter recess.

After further debate, at 4:30 p.m., on motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*) the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, April 9, 1970.

(2)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:37 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Aiken, Blair, Deachman, Forest, Jerome, Knowles (*Winnipeg North Centre*), Lambert (*Edmonton West*), St. Pierre (8).

Witnesses: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House of Commons; Lieutenant Colonel D. V. Currie, Sergeant-at-Arms; Mr. Alex Small, Second Clerk Assistant and Director of Legislative Services; and Mr. Georges St. Jacques, Chief of Personnel.

The Committee proceeded to the consideration of the Estimates of Parliament. The Chairman called Vote 5—Programme Expenditures of the House of Commons.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Fraser made a statement and he and his officials were questioned.

Après délibération, la proposition mise aux voix par M. Forest, est adoptée.

M. Deachman propose que le président soit autorisé à tenir des réunions pour entendre les témoignages et à en autoriser la publication en l'absence d'un quorum.

Après délibération, la question mise aux voix par M. Deachman, est adoptée.

Le Comité discute ensuite des projets.

Il est

Décidé: Que le président consulte les fonctionnaires appropriés pour organiser la comparution ordonnée des témoins après le congé de Pâques.

Après discussion générale, et à 4h 30 de l'après-midi, M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), propose que la séance du Comité soit levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le JEUDI 9 avril 1970

(2)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi à 3h 37. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Aiken, Blair, Deachman, Forest, Jerome, Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Lambert (*Edmonton-Ouest*) St-Pierre—(8).

Témoins: MM. Alistair Fraser, greffier de la Chambre des communes; le lieutenant-colonel D. V. Currie, sergent d'armes; Alex Small, second greffier adjoint et directeur des Services législatifs et Georges St-Jacques, chef du personnel.

Le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses du Parlement. Le président met en délibération le crédit 5—dépenses du programme de la Chambre des communes.

Le président présente les témoins; M. Fraser fait ensuite une déclaration et répond, ainsi que les fonctionnaires, aux questions des députés.

Later, Vote 5—Programme Expenditures of the House of Commons for the fiscal year 1970-71—carried.

EVIDENCE

The witnesses were excused and the Committee proceeded to discuss future business.

Thunder

Agreed,—That the Library of Parliament Estimates be considered at the next meeting of the Committee.

Ordered,—That the Clerk of the Committee circulate the letter and attached memorandum sent to the Chairman of the Committee by Mr. George Davison in connection with the television of proceedings in the House of Commons.

At 5:00 p.m., on motion of Mr. Deachman, the Committee adjourned to Wednesday, April 15, 1970.

Vote 5—House of Commons
Expenditures included
allowance of residence to the
Chairman of the House of Commons
apartments in the Deputy Speaker's
apartments in the House of Commons; allowances to
the Deputy Chairman and to the
Assistant Deputy Chairman of Committees and the
wants as listed in the
Estimates and contributions—\$13,500.
1970.

Le greffier du Comité,
Michael B. Kirby,
Clerk of the Committee.

Plus tard, le crédit 5—dépenses du programme de la Chambre des communes pour l'année financière 1970-1971, est adopté.

Les témoins se retirent et le Comité discute des travaux futurs.

Il est convenu,—Que le Budget des dépenses de la Bibliothèque du Parlement sera étudié à la prochaine séance du Comité.

Il est ordonné,—Que le greffier du Comité fasse circuler la lettre et le mémoire en annexe envoyés au président du Comité par M. George Davison, au sujet de la télévision des débats de la Chambre des communes.

A 5h, sur une proposition de M. Deachman, la séance du Comité est levée jusqu'au mercredi 15 avril 1970.

The Chairman: We have with us this afternoon Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House of Commons; Mr. Alex Snell, the Second Clerk Assistant and the Director of Legislative Services; and Mr. George St. George, the Clerk of Personnel. Lieutenant-Colonel D. V. Currie, the Sergeant-at-Arms, is presently engaged on other duties but he undoubtedly will be available for questioning later on.

You will note that our meeting is open which is a new departure in our proceedings. There is at least one representative of the press present, and I presume that it would be sensible to allow her the use of a table for the convenience of taking notes.

I have had a preliminary discussion with the Clerk and, subject to your approval, I would suggest that we ask Mr. Fraser to open the discussion with a comment on these Estimates.

Le président:
Nous avons avec nous ce midi
M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre des communes; M. Alex Snell, deuxième greffier adjoint et directeur des services législatifs; et M. George St. George, greffier du personnel. Le colonel D. V. Currie, sergent à l'armes, est actuellement occupé à d'autres tâches mais il sera sans doute disponible pour être interrogé plus tard.

Vous remarquerez que notre réunion est ouverte au public ce qui est une nouveauté dans nos procédures. Il y a au moins un représentant de la presse présent et je suppose qu'il vaudrait mieux lui permettre d'utiliser une table pour faciliter l'écriture de ses notes.

Je vais discuter avec le greffier et si vous approuvez, je lui demanderai de commencer par une courte intervention sur ces estimations.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, April 9, 1970

• 1538

The Chairman: Gentlemen, may I call the meeting to order? We are two short of a quorum, but I understand that Mr. Aiken will be along shortly. Would you like to wait for him, or is there general agreement to proceed now?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Gentlemen, we are considering Vote 5 of the Estimates for the House of Commons. The Clerk has circulated an off-print from the Estimates. This particular Estimate is summarized at page 17-8 and the descriptive material goes over to 17-14.

Vote 5—House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of apartments to the Deputy Speaker of the House of Commons; allowances to the Deputy Chairman and to the Assistant Deputy Chairman of Committees and the grants as listed in the Estimates and contributions—\$13,621,000.

• 1540

The Chairman: We have with us this afternoon Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House of Commons; Mr. Alex Small, the Second Clerk Assistant and the Director of Legislative Services; and Mr. George St. Jacques, the Chief of Personnel. Lieutenant-Colonel D. V. Currie, the Sergeant-at-Arms, is presently engaged on other duties but he undoubtedly will be available for questioning later on.

You will note that our meeting is open, which is a new departure in our proceedings. There is at least one representative of the press present, and I presume that it would be permissible to allow her the use of a table for the convenience of taking notes.

I have had a preliminary discussion with the Clerk and, subject to your approval, I would suggest that we ask Mr. Fraser to open the discussion with a comment on these Estimates.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 9 avril 1970

Le président: Messieurs, la séance est ouverte. Il nous manque deux députés pour atteindre le quorum, mais je crois que M. Aiken devrait arriver bientôt. Voulez-vous qu'on l'attende ou désirez-vous commencer dès maintenant?

Des voix: D'accord.

Le président: Messieurs, nous étudierons aujourd'hui le crédit n° 5 du Budget des dépenses de la Chambre des communes. Le greffier a fait distribuer des copies du budget des dépenses dont le résumé figure à la page 17-9, et dont les détails vont jusqu'à la page 17-15.

Credit 5-Chambre des communes-Dépenses du programme, y compris des indemnités de logement en remplacement d'une résidence pour l'Orateur de la Chambre des communes, et d'un appartement pour l'Orateur suppléant; indemnité au vice-président et au vice-président adjoint des comités; subventions inscrites au Budget et contributions—\$13,621,000.

Le président: Nous avons avec nous cet après-midi le greffier de la Chambre des communes, M. Alistair Fraser, le second greffier adjoint et directeur des services législatifs, M. Alex Small, et le chef du personnel, M. Georges St. Jacques. Le Sergent d'armes, le lieutenant-colonel D. V. Currie, est présentement retenu par des engagements, mais il sera certainement ici plus tard.

Vous remarquerez que nous avons adopté une nouvelle méthode de conduite de nos délibérations. Il y a au moins une représentante de la presse, et j'espère que l'on pourra mettre une table à sa disposition pour lui permettre de prendre des notes.

Je me suis entretenu tantôt avec le greffier, et si tel est votre désir, je propose que nous demandions à M. Fraser de commencer la discussion par des commentaires sur le Budget de dépenses.

[Text]

Is that agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Alistair Fraser (Clerk of the House of Commons): Mr. Chairman and gentlemen, as you know, this is the first time we have appeared before this Committee, and the second time we have appeared before any committee of the House.

Last year the Parliamentary Estimates came before the Committee on Miscellaneous Estimates and only one member of the present Committee, namely Mr. Lambert, was there on that occasion. At that time he may recall there were two items discussed at that Committee hearing—there were a number—which caught the attention of members, the first had to do with the matter of overtime pay with particular respect to employees of the various party offices and the second had to do with the desirability or nondesirability of the payment of a bilingual bonus to various secretarial employees of members of Parliament.

I can report to this Committee that the matter of overtime was taken care of, I think to the satisfaction of the employees concerned, and as a result of the representations of the Committee it was decided that a bilingual bonus would be paid to secretarial employees of both the staff of the House of Commons and members' secretaries, subject to certain criteria.

In the past year we have had two alterations so far as our senior staff is concerned. Mr. Small, who last year was Director of Legislative Services and still is, occupied the position of Third Clerk Assistant. He is now Second Clerk Assistant, having been promoted to that position.

The second alteration, so far as our senior staff is concerned, is that at the time of our appearance last year we had a Director of Administration in the person of Mr. de Salaberry. Reporting to him were the Financial Officer of the House, the Chief of Personnel, the Chief of the Members' Offices Branch, the Chiefs of our Stationery, Printing and Office Machines Branch, our Post Office and our Health Unit. When Mr. de Salaberry retired from his position he and I had a discussion about whether or not it was absolutely necessary for us to fill the vacancy created by his departure. We felt for the time being we would have those various branches report directly to the Clerk, and they have been doing so for the past eight or nine months. I am not sure that it has worked out all that

[Interpretation]

Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Alistair Fraser (greffier de la Chambre des communes): Monsieur le président, messieurs, comme vous le savez, c'est la première fois que nous nous présentons devant le Comité de la procédure et de l'organisation, et c'est la deuxième fois que nous comparaissions devant l'un ou l'autre des Comités de la Chambre.

L'an dernier, le Budget des dépenses du Parlement a été soumis au Comité des prévisions budgétaires en général et un seul membre du présent Comité, soit M. Lambert, était présent à cette occasion. M. Lambert se souvient peut-être que le Comité avait discuté de deux points qui avaient particulièrement attiré l'attention des députés, le premier étant la question des sursalaires de surtemps versés aux employés des divers partis, et le deuxième l'opportunité de verser une prime de bilinguisme aux secrétaires des parlementaires.

Je peux dire aux membres du Comité que la question des heures supplémentaires a été réglée à la satisfaction des intéressés et, à la suite de démarches faites devant le Comité, on a décidé de verser une prime au bilinguisme, dans certaines conditions, aux secrétaires de la Chambre des communes et aux secrétaires des députés.

Au cours de l'année passée, il y a eu deux mutations au sein de nos cadres. M. Small qui était directeur des services législatifs et qui l'est encore, occupait le poste de troisième greffier adjoint. Il est maintenant deuxième greffier adjoint après avoir été promu à ce poste.

Le deuxième changement qui s'est produit au sein de notre personnel supérieur concerne le poste du directeur de l'administration, qui était alors M. de Salaberry. Le directeur des finances de la Chambre, le chef du personnel, le chef de la direction des bureaux des députés, les chefs de notre direction de la papeterie, des impressions et des machines de bureau, notre bureau de poste et notre infirmerie relevaient de M. de Salaberry. Au moment où M. de Salaberry a quitté son poste, nous nous sommes demandés s'il était vraiment nécessaire de combler la vacance créée par son départ. Nous avons cru que les divers services pourraient relever directement du Greffier, et il en est ainsi depuis 8 ou 9 mois. Je ne suis pas sûr que les résultats aient été excellents dans tous les cas, et il y aura

[Texte]

well, and we may have to give consideration to filling the position of Director of Administration which remains vacant, or possibly creating some other new position. I am finding the work a little bit heavy. I hope the work of the House has not suffered. In any event, that is the present status.

Our biggest project during the year had to do with the beefing-up, if I may use that expression, of the Committees Branch consequent upon the new Standing Orders. Mr. Small and Mr. Plouffe, the Chief of the Branch, have presided over that. As a result of increased personnel requirements, we have taken on a good deal of extra staff. Pursuant to a recommendation of this Committee we have moved the supporting services of the Committees Branch from the West Block to new premises in the Vanguard Building. I am happy to report that that move has gone quite well, so far as we know there has been no great interference with the work of the Committees, and certainly the staff is working under much more favourable and better working conditions.

Our biggest problem remains today, as it did a year ago—the question of space. Members know very well that they are restricted by a lack of space. Certainly, many employees of the House still labour under very bad working conditions. We are far too crowded and, had we more space, we would be in a much happier position.

Mr. Chairman, those are my general comments, and I am open to any questions that members might care to raise. I hope Colonel Currie will be with us shortly. Mr. Small can discuss the Committees and Legislative Services, and I have asked Mr. St. Jacques to be here to answer any queries that there may be with respect to Personnel.

• 1545

Other officers of the Department are standing nearby in case there should be specific questions that we are not capable of answering.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I note that there is now a quorum.

The Chairman: Yes, indeed.

Mr. Lambert and Mr. Deachman have indicated they wish to ask questions, and I will take note of others who may wish to do so.

Mr. Lambert (Edmonton-West): Mr. Chairman, I am interested in getting a breakdown of the costs of the administration of Committees.

[Interprétation]

[Interprétation]

peut-être lieu de combler le poste du Directeur de l'administration qui reste vacant ou de créer quelque autre poste. Je trouve le fardeau un peu lourd. J'espère que le travail de la Chambre n'en souffre pas. Voilà pour la situation actuelle.

Le fait saillant de l'année a été la croissance de la Direction des Comités par suite de l'adoption des nouveaux règlements. M. Small et M. Plouffe, le chef de la Direction, s'en sont chargé. Les besoins en personnel se sont donc accrus considérablement et nous avons dû engager du personnel supplémentaire. A la suite d'une recommandation présentée par votre Comité, nous avons déménagé les services de soutien de la Direction des Comités qui occupait l'édifice de l'Ouest, dans des nouveaux locaux à l'édifice Vanguard. Je suis heureux de pouvoir dire que le déménagement s'est fait sans nuire d'une manière notable au travail des Comités, et les employés travaillent maintenant dans les conditions beaucoup plus convenables.

Comme par le passé, nous sommes toujours aux prises avec des problèmes d'espace. Les députés sont eux-mêmes touchés par le manque d'espace. Beaucoup d'employés de la Chambre travaillent encore dans des conditions défavorables. Nos locaux sont trop encombrés et nous pourrions fournir un meilleur service si nous avions davantage d'espace.

Monsieur le président, j'ai fini mes observations générales et je serai maintenant heureux de répondre aux questions des députés. J'espère que le colonel Currie sera bientôt ici. M. Small peut répondre aux questions concernant le service législatif et la Direction des Comités, et j'ai demandé à M. St. Jacques de répondre aux questions touchant le personnel.

Les autres fonctionnaires se tiennent à votre disposition au cas où il y aurait des questions précises auxquelles nous ne pourrions pas répondre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je remarque que nous avons maintenant atteint le quorum.

Le président: En effet. M. Lambert et M. Deachman ont indiqué qu'ils désiraient poser des questions et je vais prendre note des autres députés qui désireraient faire de même.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, j'aimerais connaître la ventilation des frais d'administration des Comités.

[Text]

Some concern has been expressed in a number of quarters over this quick proliferation and that perhaps, like Topsy, this has grown in spite of everything. Having been a member also of the Miscellaneous Estimates Committee, along with Mr. Forest in his capacity as Parliamentary Secretary, we examined some Supplementary Estimates for the other place, where it was found that some of the committees now are spending money as though it was going out of style.

Could we get a breakdown, in our own shop, of what personnel are required in the Committees Branch so far as secretarial and administrative staff is concerned, the cost thereof, as well as the cost of the equipment and the cost of operating it?

Also, Mr. Chairman, I think we should be able to investigate what control there is over the costs of Committees when travelling, how these costs are determined, if Committees make their own decisions in this regard or are given reasonable freedom to decide when they shall travel and the costs they shall incur. Perhaps Mr. Fraser would like to go into that. I know Mr. Speaker is concerned about this problem, as I am, particularly this authority of Committees to decide. There is a very loose area here.

Mr. Fraser: May I ask Mr. Small to deal with those points, Mr. Lambert?

Mr. Alex Small (Second Clerk Assistant of the House of Commons and Director of Legislative Services): Of course I do not have the detailed figures, but I will make up a report giving you the full details on the questions that have been asked. (*This information will be supplied to the Committee as soon as the final figures for the fiscal year 1969-70 as of March 31, 1970, are available.*)

I would like to give a general picture of what has happened in the Committee sector. Taking the years from 1950 to 1964-65, about a 15-year period, a search of the Journals of the House for reports of substance will show that committees received and reported on an average of 15 or 16 referrals from the House per session.

In the 1964-65 Session, when the first revised Committee structure was brought in, it jumped to 36, in the 1966-67 Session it jumped to 76, and in the last Session it jumped to 122. In other words it has gone from an average in the 15 year period from 1951 to 1965 of 16 to 120 plus per session. These are reports of substance.

[Interpretation]

Je sais qu'en certains lieux, on a manifesté de l'appréhension devant cette rapide prolifération et peut-être comme la petite Topsy, le service a poussé envers et contre tous. Puisque, de même que M. Forest qui était alors secrétaire parlementaire, j'ai déjà fait partie du Comité des prévisions budgétaires en général, nous avons étudié quelques prévisions supplémentaires pour le Sénat et nous avons découvert que certains comités dépensaient de l'argent à tour de bras.

Pouvons-nous avoir des détails sur le nombre d'employés de bureau qui sont nécessaires à la Direction des comités, de même que sur le montant de paiements, les frais d'équipement et les frais courants?

Également, monsieur le président, je pense que nous devrions savoir qui contrôle les frais de déplacement des députés des comités, de quelle manière ces frais sont établis, et si les comités prennent leur propre décision ou encore s'ils ont une certaine liberté de décider du moment où ils se déplaceront et du montant de leurs dépenses. Peut-être que M. Fraser pourrait nous donner des prévisions à ce sujet. Je sais que l'Orateur de la Chambre se préoccupe de ce problème, et c'est également mon cas, surtout en ce qui a trait à la liberté décisionnelle des comités. Je pense que la question est très vaste.

M. Fraser: Puis-je demander à M. Small de répondre à ces questions, monsieur Lambert?

M. Alex Small (Deuxième greffier adjoint de la Chambre des communes et directeur des services législatifs): Je n'ai pas de chiffres précis en main, mais je vais préparer un rapport qui répondra en détail aux questions que l'on a posées. Ces renseignements seront remis aux membres du Comité dès que seront disponibles les derniers chiffres de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Je voudrais maintenant vous brosser un tableau général de ce qui s'est produit dans le secteur des comités. De 1950 à 1964-1965, c'est-à-dire au cours d'une période de 15 ans, une étude des journaux de la Chambre de cette période révélera que les comités ont reçu en moyenne 15 ou 16 renvois de la Chambre par session.

Durant la session de 1964-1965, lors de la première réorganisation des comités, le nombre de questions étudiées est passé à 36, au cours de la session 1966-1967, il est passé à 76, et il a atteint 122 à la dernière session. Autrement dit, les questions étudiées par les comités sont passées d'une moyenne de 16 par session pour la période allant de 1951 à 1965,

[Texte]

[Interprétation]

à 120 et plus par session. Il s'agit là de rapports importants.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Qu'entendez-vous par «rapport»? Est-ce une question renvoyée?

M. Small: C'est une question renvoyée, soit un projet de loi, une enquête ou un sujet particulier pour lesquels le comité a recueilli des témoignages et fait rapport à la Chambre selon un ordre de renvoi précis.

J'ai puisé ces renseignements dans les journaux des sessions, à une liste des appendices.

Mr. Lambert (Edmonton-West): What do you mean by a report? Is this a question referred?

Mr. Small: This is a matter referred—either a bill, an enquiry or subject matter—where the Committee took evidence and reported thereon to the House—a distinct order of reference.

The source of this information is the back of the sessional Journals, under a list of appendices.

Now I do not have our budget back to 1951—I think it is fairly static—but if we refer back to the budget for 1964-65 we will find that our budget has barely tripled on operating expenses. It has gone much higher on staff for a number of reasons. We were not putting the same emphasis on bringing out documents in both languages. Documents in French would come out one session or even later, whereas now they come out simultaneously with the English. We have had to increase the staff in that connection, and we use much the same criteria for staff that we do in Hansard.

• 1550

Mr. Lambert (Edmonton-West): What about the numbers of personnel you have now in the Committees Branch?

Mr. Small: In the Committees Branch itself the staff has been increased from 28 to 42. This takes in the Chief of the Branch, Mr. Plouffe's area, and his assistant, 19 Committee officers classified from level one up to level three, the supervisory and clerical personnel, and messengers and office clerks. In the other supporting area, for 1969-70 the Committee Reporting Service, stands at about 50 and we propose to double that in 1970-71. This is because of the bilingual documents. In addition to that, the Translation Bureau has increased and has set up a specific translation service for Committees in the same manner as they have for the Debates translation. Does that answer that question?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, I have a further question in that area. At certain times some of the Committees are given, shall we say, A-1 priority or super priority with regard to their report in which case transcript of evidence may take about three or four days with the result that the text for Thursday's meeting is available for the next Tuesday's meeting. Generally, however, if a com-

Je ne possède pas non plus de chiffres sur le budget à partir de 1951, je pense qu'il est resté à peu près le même mais si nous revenons à celui de 1964-1965, l'on constate que le budget a pratiquement triplé au titre de nos dépenses de fonctionnement. La rémunération des employés s'est accrue encore plus rapidement pour plusieurs raisons. Les documents n'étaient pas publiés alors dans les deux langues. Parfois les documents en langue française étaient publiés la session suivante ou même plus tard, tandis que présentement, ils paraissent en même temps que ceux de langue anglaise. Pour cette raison, nous avons dû accroître nos effectifs et nous avons à peu près les mêmes critères que pour le hansard.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Combien y a-t-il de personnes présentement au service de la Direction des Comités?

M. Small: Le personnel a été porté de 28 à 42 employés. Ceci comprend le chef de la Direction, M. Plouffe, et son adjoint, 19 agents des comités dont la classe de travail varie de 1 à 3, le personnel de surveillance et les préposés aux écritures, les messagers et les commis de bureau. Pour l'année 1969-1970, le personnel du service des Comités se compose d'environ cinquante employés, et nous compsons doubler l'effectif pour l'année 1970-1971. La présentation bilingue des documents exige cette mesure. En outre, le Bureau des traductions a mis sur pied une équipe spéciale affectée à la traduction des délibérations des Comités et qui fonctionne d'après le même principe que le service des Débats. Est-ce que cela répond à votre question?

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. J'aurais une autre question touchant le même sujet. Il arrive parfois que l'on accorde une priorité absolue aux apports des Comités et, en pareil cas, la transcription des témoignages nécessite environ trois ou quatre jours, en sorte que le procès-verbal de la séance du jeudi est à la disposition des députés pour la réunion du mardi suivant. D'une manière

[Text]

mittee does not have this particular priority, it may be a fortnight to three weeks before its reports are available. In view of the fact, particularly when a committee is considering legislation after the bill has been reported back to the House and the government, quite naturally, would like to get on with it and there is an unfortunate delay because no one will proceed without copies of the evidence, what are the chances for a normal pattern of much closer reporting of the evidence?

Mr. Small: The objective is to have a committees' *Minutes of Proceedings and Evidence* come out the same as *Hansard*, but we still have not built up our staff to that extent. We have just acquired new quarters and are moving in the staff. Now that we have the space, we will be hiring staff and we are still recruiting them.

Mr. Lambert (Edmonton West): My question, Mr. Small, was: When do you expect to be able to have the evidence available, say, even in three or four days?

Mr. Small: I would say by the end of this session.

Mr. Lambert (Edmonton West): By the end of this session this will be the normal course of events.

Mr. Small: I should restrict that to priority business like bills that go back on the Order Paper. There are some topics to which we have to give priority. For example, if a bill is referred to a committee, it goes back on the Order Paper, whereas if a subject matter of a bill is referred, it may be in that committee until the end of the session and we do not give those things the same priority. However, the moment we know the deadline for a matter to be reported back to the House, then we give it top priority over everything else, including bills, particularly if we know that subject is going to be taken up before departmental Estimates.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am particularly concerned with one Committee of which I am a member, the Finance Committee. We had a rather elaborate question referred to the Committee and when it came time to prepare a report—it was a long and involved item—we finally had to do so without some of the evidence and work from the documents that had been provided to us. Some people had them, while others did not

[Interpretation]

générale, cependant, si on ne donne pas toujours pareille priorité à un comité, le rapport n'est pas publié avant deux ou trois semaines. Lorsqu'un comité a terminé par exemple l'étude d'un projet de loi et qu'il a déposé son rapport à la Chambre, il est tout à fait normal que le gouvernement désire adopter ce projet de loi, et il arrive que l'adoption en soit retardée parce que la transcription des témoignages n'a pas encore été publiée. J'aimerais savoir si vous en viendrez à publier les témoignages dans un délai normal?

M. Small: L'objectif ultime est de publier les procès-verbaux et témoignages des comités de la même manière que nous le faisons pour le *hansard*, mais nous ne possédons pas l'effectif nécessaire à l'heure actuelle. Nous venons tout juste d'acquérir de nouveaux locaux et nous déménageons présentement le personnel. Avec les locaux nécessaires, nous pourrons engager du personnel et d'ailleurs nous en recrutons encore présentement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je voulais savoir, monsieur Small, quand vous estimatez pouvoir publier les témoignages dans un délai raisonnable, disons en trois ou quatre jours?

M. Small: Vers la fin de la présente session.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Les délais seront donc raisonnables vers la fin de la présente session.

M. Small: Disons que cela devrait être le cas pour les travaux prioritaires comme les projets de loi qui figurent à l'Ordre du jour. Nous devons donner priorité à certaines questions. Par exemple, si un projet de loi est renvoyé à un comité, il revient à l'Ordre du Jour, tandis que si le sujet d'un projet de loi est renvoyé, ce comité peut l'étudier jusqu'à la fin de la session et nous ne lui accordons pas la même priorité. Cependant, quand nous connaissons la date à laquelle le rapport doit être présenté à la Chambre, nous lui donnons priorité avant tout autre document, y compris les projets de loi, surtout si nous savons que le sujet sera traité avant les prévisions budgétaires des ministères.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je m'intéresse particulièrement aux travaux d'un comité dont je suis membre, celui des Finances. On nous avait soumis une question assez longue à étudier et lorsque vint le moment de rédiger le rapport—c'était un sujet vaste et compliqué—nous avons dû le faire sans pouvoir disposer de tous les témoignages, et nous avons travaillé à partir des documents que l'on avait pu nous donner.

[Texte]

which was just impossible. Therefore, I hope we are making some progress if the Committee structure is to have any ultimate value.

[Interprétation]

Certains en avaient des exemplaires, d'autres n'en avaient pas, ce qui créait une situation impossible. C'est pourquoi j'espère que la structure actuelle des comités est en train de s'améliorer, si on veut qu'elle atteigne sa pleine valeur.

Mr. Small: I would like to make a little comment on that. It is possible to provide a transcript, if this is of use, and we have done that for every committee that has asked for it within a matter of days. The problem is in getting the translation refined for the simultaneous printing of the bilingual document and also the printing of it, which we do not control. We do not control either the translation of the printing. We try to co-operate as much as possible, but what we do and have done is provide—and we have done this upon request from a number of committee Chairmen and committee Clerks—Members with a transcript, even unedited, within a matter of a day or two. We have done this with a number of committees and it has worked reasonably well with those we have tried and I see no reason why we could not do that in the Committee you referred to.

• 1555

Mr. Lambert (Edmonton West): This is all right for committee Chairmen, but I meant for the general membership of the Committee. That is all I would want on that, but I wonder what Mr. Fraser would have to say about the control of the costs.

Mr. Fraser: The only thing I would say about it, sir, is that I agree with you, that it is a grey area. If a committee is going to travel, it comes back to the House, as you know, for authority to do that. They travel by commercial means, generally speaking, but I have had some concern. Mr. Small has brought to my attention a number of times, and I have brought to Mr. Speaker's attention, the fact that occasionally our committees are not travelling as cheaply as they might. There are some places that are accessible by train, for instance, but sometimes committees go to by air. I do not know that it is the function of the Clerk of the House or the officials of the House to tell committees how they should travel and what they should do. It is a matter that I am discussing with Mr. Speaker and it is a matter of concern—of minor concern in any event—to us.

As far as the payment of specialists, experts and so on is concerned, the order, if I am right, that they work under is that the

Mr. Small: Je voudrais préciser quelque chose à ce sujet. Il nous est possible de fournir une transcription, si cela peut-être utile, et c'est ce que nous avons fait dans un délai de quelques jours, chaque fois qu'un comité nous en a fait la demande. Le problème réside dans le fait que la publication d'un document bilingue exige la révision de l'interprétation et son impression, et nous n'avons aucun contrôle sur la traduction ou sur l'impression. Nous collaborons dans la mesure du possible, mais ce que nous avons fait et continuons de faire c'est de fournir aux députés—nous avons fait la demande d'un certain nombre de présidents et de greffiers de comité—une transcription, même non revisée, des témoignages dans un délai d'un jour ou deux. C'est ce que nous avons fait pour un certain nombre de comités, et comme les intéressés ont semblé être satisfaits, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions faire de même dans le cas de votre comité.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est très bien pour l'usage des présidents, mais je pense aux autres membres du comité. C'est tout ce que je voulais savoir à ce sujet, mais je me demande si M. Fraser pourrait nous dire quelque chose au sujet du contrôle des frais.

Mr. Fraser: Je m'accorde avec vous pour dire que c'est un problème flou. Si un comité juge qu'il doit se déplacer, il revient à la Chambre de fournir l'autorisation. D'une manière générale, ils utilisent des moyens de transport commerciaux, mais je me suis posé certaines questions. M. Small a porté plusieurs fois une attention, et j'en ai fait part à l'Orateur de la Chambre, qu'il arrive que nos comités ne voyagent pas dans la classe la plus économique. Ils pourraient par exemple se déplacer par le train, et il arrive qu'ils aient recours à l'avion. Je ne crois pas qu'il appartienne au Greffier de la Chambre ou aux fonctionnaires de la Chambre d'indiquer aux comités les moyens de transport qu'ils doivent utiliser. J'ai discuté de la question avec l'Orateur et c'est une question qui nous préoccupe, de façon secondaire de toute façon.

Pour ce qui est des services des spécialistes et des experts, je crois que les comités sont autorisés à retenir les services d'un expert et

[Text]

committee is empowered to hire expert assistance at a per diem or other rate subject to the approval of Mr. Speaker. Recommendations are made and, generally speaking, he approves them.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is a particular area in which I am concerned, not only with cost because it may be that a committee will suddenly decide that it wants to go to Washington or, as in the case of the Senate Committee on Science Policy, wants to go to Europe and all that sort of thing. Who prevails? If Mr. Speaker feels that the expenditure may be knocking his budget all out of proportion, does he have a power of veto?

Mr. Fraser: It is a grey area, sir. The words are, "Subject to the approval of Mr. Speaker". I think it is something this Committee, if I may say so, other than considering these Estimates, might very well look at. It is our principal budgeting difficulty as far as drawing up the Estimates for the operation of our committees is concerned. I would imagine, really, our main problem is attempting to anticipate the wants and desires of committees with particular reference to this hiring of expert staff. Of course, as you know, it is a reasonably new development and I suspect it is a matter that we are not all too clear on so far as control is concerned.

Mr. Lambert (Edmonton West): I trust, Mr. Chairman, you will bear with me on a couple of further questions in this area and I apologize to the Committee for doing this. For instance, in the case of the Finance Committee, it has hired a considerable number of people to which I have no objection. They are all quite competent people and I am sure they are going to be worth it, but I am interested in the mechanics of how you arrive at some global figure? Is there some open-ended authorization—certainly not from the House—where it is conceivable that by the time this is through, the Finance Committee bill may amount to \$750,000 because that technical staff do not come cheaply and we do not know how long the hearings are going to take.

Mr. Fraser: That is correct, sir, and it is certainly very difficult for us to estimate and budget for them.

Mr. Lambert (Edmonton West): Does Mr. Speaker seek the advice of the Commissioners in this regard?

Mr. Fraser: I do not think he has to date, sir. Mind you, I do not think that it has been a very serious problem to date. I appreciate that it is certainly on the horizon and the

[Interpretation]

à lui verser des honoraires quotidiens ou une autre forme de rémunération, pourvu que l'Orateur donne son approbation. D'une manière générale, ce dernier approuve les recommandations.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est un sujet qui m'intéresse particulièrement, parce qu'il peut arriver qu'un comité décide soudainement qu'il faut qu'il aille à Washington ou, comme c'est le cas pour le comité du Sénat sur la politique scientifique, il peut désirer aller en Europe ou ailleurs. Que se produit-il alors? Si l'Orateur estime que les dépenses peuvent grever son budget, a-t-il alors un droit de véto?

M. Fraser: On dit: «sous réserve de l'approbation de l'Orateur». Je pense que c'est un sujet sur lequel devrait se pencher notre comité, à part l'étude des dépenses. C'est notre principale difficulté pour ce qui est d'établir le budget de fonctionnement de nos comités. Je pense que notre principal problème est de prévoir les désirs des comités pour ce qui est de l'engagement de spécialistes. Comme vous le savez, c'est assez nouveau et je pense que nous ne savons pas exactement à qui la responsabilité revient.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je pense, monsieur le président, que vous me permettrez de poser deux autres questions à ce sujet, et je m'en excuse auprès du Comité. Par exemple, dans le cas du Comité des finances, nous avons retenu les services d'un grand nombre de personnes, et je n'ai pas d'objection. Ils sont tous compétents et je suis sûr qu'ils rendront service, mais ce qui me préoccupe, ce sont les moyens d'en arriver à un montant global. Avons-nous toute la liberté voulue—ce n'est certainement pas la Chambre qui l'accorde—pour que le Comité des finances puisse présenter une facture de \$750,000, étant donné que les services des experts sont coûteux et que nous ne savons pas quand prendront fin les séances de délibérations.

M. Fraser: C'est exact, monsieur et c'est certainement très difficile d'évaluer nos dépenses.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'Orateur demande-t-il l'avis des commissaires à ce sujet?

M. Fraser: Je ne pense pas qu'il l'ait fait jusqu'à présent. D'ailleurs, le problème n'a pas été très sérieux jusqu'ici. Je pense que le problème se pose au Comité des finances et

[Texte]

Finance Committee is certainly there as, perhaps, our principal problem in this area at the time. The only Committee that I can recall in the past—there may have been others—but the only one that I can recall for the moment was, I think the Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts that considered the question of the Company of Young Canadians and I think there was some question as to the fee that might be charged by counsel there. I think Mr. Speaker had some reservations about it, but in the end the opinion of the Committee was taken, the resolution of the Committee was agreed to so far as the Speaker was concerned. This was our first indication of the problem. Obviously the Finance Committee, with the very large number of experts and highly qualified people they will want to hire, certainly presents a bit of a problem.

- 1600

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, and they may have to do some travelling, too. I will leave it at that, but I would suggest, Mr. Chairman, that this is an area in which, I think, we should do something or get the lines cleared before we run into a nasty situation. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: The next names I have are Mr. Deachman and Mr. Knowles.

Mr. Deachman: Mr. Chairman, I wanted to continue the line of questioning which was initiated by Mr. Lambert. This is the area of greatest expansion, both in numbers of employees and in costs and also an area in which we find the most problems because it is rapidly expanding.

When we met here a year ago we were discussing the question already touched on by Mr. Lambert. We should have some kind of a cost accounting and analysis of the way committees spend their money by committee. As I understand it now, we know what goes into the Committee Branch but we do not know what a particular committee spends and the way in which it calls for money. We have very little idea of how that money is authorized. As we have seen at this table today, we have very few ideas as members of Parliament about whether or not limits are placed upon those expenditures, and so on.

I wondered, Mr. Chairman, whether this Committee could be assisted along the line of questioning which was initiated in the last meetings we held last year concerning what exactly does take place in the expenditures and the calling of expenditures for commit-

[notion qu'il a]

[Interprétation]

[notre T]

qu'à l'heure actuelle c'est notre problème principal à ce sujet. Par le passé, le problème s'est posé à un seul autre comité qui était, si je me souviens bien, le Comité de la radio-diffusion, des films et de l'assistance aux arts qui étudiait la question de la Compagnie des jeunes Canadiens et je pense qu'il avait été question des honoraires à verser au conseil. Je pense que l'Orateur avait apporté certaines réserves, mais après consultation avec les membres du Comité, l'opinion de ce dernier avait prévalu. C'était la première manifestation du problème. Il est évident que le Comité des Finances est aux prises avec la même difficulté puisqu'il faudra engager un grand nombre d'experts et de personnes qualifiées.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, et il faudra peut-être aussi que le Comité se déplace. Je n'irai pas plus loin, mais j'estime, monsieur le président, que c'est une question que nous devrions tenter de régler, ou qu'il nous faudrait obtenir des directives claires, avant que la situation ne se gâte. Merci, monsieur le président.

Le président: Les orateurs suivants sont MM. Deachman et Knowles.

M. Deachman: Monsieur le président, je voudrais revenir au problème qu'a soulevé M. Lambert. Les comités connaissent présentement une grande expansion, à la fois pour ce qui est du nombre d'employés et des frais de fonctionnement, et c'est justement cette expansion rapide qui nous cause le plus de problèmes.

Il y a un an, nous avons discuté du même problème dont parlait tantôt M. Lambert. Nous devrions peut-être avoir une sorte de comptabilité, une analyse de la manière dont les comités dépensent leur argent. Si je ne m'abuse, nous avons maintenant une idée générale de ce qui se passe au sein de la Direction des comités, mais nous ne savons pas quelles sont les dépenses d'un comité donné ni de quelle façon il a besoin d'argent. Nous avons une très faible idée de la manière dont les dépenses sont autorisées. Comme on vient tout juste de le dire, nous ne savons pas trop, nous les députés du Parlement, quelles sont les limites imposées à nos dépenses. Je me demande, monsieur le président, si le Comité ne devrait pas prendre les moyens d'obtenir des réponses aux questions que nous avions posées lors des dernières réunions l'année dernière au sujet du montant exact

[Text]

tees. The Clerk of the House could perhaps assign a budgetary expert to the Committee Branch for a while to dig out some of these details and to provide this Committee with an analysis that would get us a good deal closer to the facts than we have been able to get heretofore within this Committee.

Mr. Fraser: Yes, Mr. Chairman, we will be glad to do that.

Mr. Deachman: That would be very valuable as a starting point, for instance, should we decide that committees themselves ought to have more autonomy in regard to the spending of their own money. Even if they did not achieve more autonomy in the spending of their money, at least the House of Commons itself could make some determination of whether or not the spending of an individual committee for one purpose or another has gone too far.

There are another couple of points I want to touch on here. This whole system is based on converting into type just as fast as possible—almost instantly—every word that falls from the lips of members of Parliament and keeping it forever. If it were not really necessary in the operation of committees that absolutely everything that a member of Parliament says in a committee be recorded verbatim and preserved forever, then the costs and the method of handling our affairs would change. Would that not be so?

Mr. Fraser: It may well be, Mr. Chairman. It is really, I think, a matter of policy for the honorable members rather than for the staff of the House to decide. I would not particularly want to make the decision.

Mr. Deachman: No, I think members of Parliament would want to reserve that decision. I am merely putting that forward now in front of members of Parliament. The fact that we insist on this within committees adds immeasurably to the cost of operating the whole thing and to the number of people who must be accommodated in staff here. Is that not so?

I want to draw attention, Mr. Chairman, to an incident which took place last year and which undoubtedly has taken place since. The Fisheries Committee went off to the West Coast and in one or two days of hearings put the same amount of words on tapes that the entire committee system running full blast

[Interpretation]

de nos dépenses et du moyen d'obtenir des crédits. Le Greffier de la Chambre pourrait peut-être fournir pendant un certain temps un expert comptable à la Direction des Comités pour découvrir quelques-uns de ces détails et pour nous fournir une analyse détaillée qui nous permettrait d'être beaucoup mieux renseignés que nous l'avons été jusqu'ici.

M. Fraser: Monsieur le président, nous serions heureux de donner suite à cette proposition.

M. Deachman: Ce serait sans aucun doute un bon point de départ si nous décidions que les comités eux-mêmes devraient avoir plus d'autonomie dans la dépense de leur argent. Même s'ils n'obtiennent pas ce genre d'autonomie, du moins la Chambre des communes pourrait déterminer dans quelle mesure un comité a trop dépensé à telle ou telle fin.

Il y a également un ou deux problèmes que je désire soulever. Selon notre système actuel, on s'efforce de transcrire le plus rapidement possible—presque instantanément—chaque parole qui sort de la bouche des députés et ces paroles sont soigneusement conservées. S'il n'était pas absolument nécessaire pour le bon fonctionnement des comités que chaque parole prononcée par un député lors des séances soit enregistrée mot à mot et soigneusement conservée, peut-être que nous pourrions alors modifier et le montant de nos dépenses et la méthode d'exécuter nos travaux. J'aime-rais savoir ce que vous en pensez.

M. Fraser: C'est une éventualité, monsieur le président. En fait, la décision de modifier la méthode de travail revient aux députés eux-mêmes plutôt qu'au personnel de la Chambre. Je ne voudrais pas moi-même prendre cette décision.

M. Deachman: Non, je pense que les députés tiendraient à la prendre eux-mêmes. Je ne fais que soulever la question devant les députés. Le fait que nous insistions pour tenir la transcription de toutes nos paroles ajoute énormément à nos frais courants, sans compter le grand nombre d'employés que nous devons installer ici. N'est-ce pas ce qui se passe?

Je voudrais rappeler, monsieur le président, l'incident qui a eu lieu l'an dernier et qui s'est sans doute reproduit depuis. Le Comité des pêches est allé siéger sur la côte du Pacifique et, dans l'espace d'un jour ou deux, il a enregistré le même nombre de mots que si toute l'organisation des comités avait fonc-

[Texte]

poured on to tapes in the course of a week. Do you, Mr. Small, recall that incident?

• 1605

Mr. Small: Yes.

Mr. Deachman: Am I roughly right in my figures?

Mr. Small: You are accurate.

Mr. Deachman: The suggestion was made that in taking evidence of this kind we could get along with the notes of a secretary as a minute of a meeting and that the tape could be stored because it represents verbal evidence presented one way and another, all of which does not need to be recorded verbatim. Is there a possibility of exploring this avenue as a way of cutting down the enormous volume of paper that gushes out of the committee system?

Mr. Small: There is no physical barrier to it. The barrier is the committee itself. If the committee wants it in print, we have to print it.

Mr. Deachman: Yes I know, but I am suggesting that in the course of investigating the costs of committees, that item could be searched out to find out whether or not it is possible.

Mr. Small: The printing of committee reports runs to more than \$250,000 per session.

Mr. Fraser: We might have some problem, Mr. Deachman, if I may say so, as to who decides what is to be printed. Mr. Lambert, earlier in the day was concerned that reports are not coming out quickly. It is difficult for him and perhaps other members to understand the time interval.

Mr. Deachman: Mr. Fraser, all I am trying to get at initially is can we have an investigation made to find out what are the ideas of members and what are the thoughts of people in the House of Commons as to the necessity of pouring every single word, including everything we are saying in this room at the moment as we casually discuss our expenditures, on to the records and preserving it for posterity? I am sure my grandson will never read it.

I want to carry it one step further. For the last two years, I repeatedly have made the suggestion that the public in submitting briefs should be encouraged to submit them in a certain form. They should be typewritten, within certain margins, on paper, in a certain

[Interprétation]

tionné à pleine capacité pendant toute une semaine. Vous rappelez-vous cet incident, monsieur Small?

M. Small: Oui.

M. Deachman: Les chiffres sont passablement exacts, n'est-ce pas?

M. Small: Ils sont précis.

M. Deachman: On a suggéré que pour enregistrer les témoignages, il suffirait des notes de la secrétaire qui seraient le procès-verbal d'une séance, et le ruban pourrait être conservé parce qu'il contient les témoignages verbaux, et il est nécessaire que tout soit enregistré mot à mot. N'y aurait-il pas moyen d'étudier cette méthode qui permettrait de réduire l'énorme quantité de documents que produit le système des comités

M. Small: Nous n'y voyons pas d'obstacle matériel. Tout dépend de la volonté du Comité. Si le Comité veut faire imprimer des documents, nous les ferons imprimer.

M. Deachman: Oui, je sais, mais lorsqu'on étudiera les dépenses des comités, on pourrait peut-être se pencher sur cette proposition pour découvrir si elle est réalisable.

M. Small: L'impression des rapports des comités coûte plus de \$250,000 par session.

M. Fraser: Monsieur Deachman, le problème serait peut-être de savoir qui décide de ce qui doit être imprimé. M. Lambert a souligné plus tôt que les rapports n'étaient pas publiés assez tôt. Il lui est difficile de comprendre, et c'est peut-être le cas pour d'autres députés, la raison d'un tel délai.

M. Deachman: Monsieur Fraser, tout ce que je demande présentement, c'est s'il est possible d'effectuer une étude sur ce que pensent les députés et les gens de la Chambre des communes sur la nécessité d'enregistrer chaque parole, y compris tout ce que nous disons présentement dans cette salle alors que nous discutons de nos dépenses, et de conserver les documents pour la postérité. Je suis persuadé que mon petit-fils ne les lira jamais.

Je voudrais également aller un peu plus loin. Au cours des deux dernières années, j'ai proposé à plusieurs reprises que les mémoires présentés par le public devraient avoir une présentation uniforme. Ils devraient être dactylographiés, comporter une certaine marge

[Text]

way, so that they could be offset and printed with the record. A very good example is the Senate brief submitted to the Senate by Noranda Mines Ltd. when they recently appeared before the Senate National Finance Committee. Here you have an example of a typed brief which did not have to be recast in type and which could be offset and printed quickly. Is it not possible to print a set of instructions on the back of every committee report as to the form in which committee briefs should be submitted to a committee of the House of Commons? Is it not possible to get out an instruction manual or sheet which can be sent to anyone who is thinking of submitting a brief to the House of Commons, giving them the expected format and letting them know that the House of Commons cannot be responsible for the length of time required to prepare that brief if they do not want to submit it in that form?

If some of these things were done, which are just standard practices, we could reduce the torrent of work that has arisen around reports or briefs submitted to committees. People seem to consider as a right to have their briefs not only printed, but also translated laboriously here on the Hill at the public expense, while they get across notions which many members of committees are not even prepared to read or agree with. I will end my questioning there.

The Chairman: You had a supplementary question, Mr. Jerome?

Mr. Jerome: A supplementary to Mr. Deachman's line of questioning. Are tapes that are used in the transcription of committee minutes at the present time stored and kept? First of all I should ask, in every case of a committee hearing do we begin with a tape of the proceedings?

• 1610

Mr. Small: Yes. All committees are now taped when they sit in open session. The exception is when this Committee sits in camera.

Mr. Jerome: All right. In other words, every committee report that is circulated starts with a tape?

Mr. Small: That is correct.

Mr. Jerome: Are those tapes stored?

Mr. Small: Those tapes are cleared after the copy has been edited by the editing staff.

Mr. Jerome: Have we ever tried to use a minute of the type which Mr. Deachman

[Interpretation]

[Interpretation]

en sorte que nous puissions en tirer des exemplaires et les annexer au dossier. On a un très bon exemple dans le mémoire présenté au Sénat par la *Noranda Mines Ltd.* lorsqu'elle a comparu devant le Comité des finances du Sénat. Vous avez là un exemple d'un mémoire dactylographié que nous avons pu reproduire rapidement. N'est-il pas possible d'imprimer des directives au dos de chaque rapport de comité, décrivant la forme que devrait avoir chaque mémoire soumis à un Comité de la Chambre des communes? Ne pourrait-on pas préparer un manuel ou une feuille de directives qui serait envoyé à qui-conque désire soumettre un mémoire à la Chambre des communes, expliquant que la Chambre ne sera pas responsable des retards si le mémoire n'est pas présenté sous la forme convenue?

Grâce à cette uniformisation, nous pourrions diminuer la somme de travail causée par la présentation de mémoires ou de rapports au Comité. Les gens semblent considérer comme un droit non seulement de faire imprimer leurs mémoires, mais également de le faire traduire ici même aux frais de l'État, alors que beaucoup de députés ne sont pas disposés à lire ou à être d'accord avec les idées qu'ils émettent. Je termine ici mon intervention.

Le président: Vous avez une question complémentaire, monsieur Jerome?

M. Jerome: Une question qui complète celles de M. Deachman. Est-ce que les rubans qu'on utilise pour la transcription des procès-verbaux des comités sont entreposés ou conservés actuellement? Je devrais d'abord demander si les délibérations de chaque séance de comité sont enregistrées.

M. Small: Oui. Toutes les séances des comités sont présentement enregistrées, sauf lorsque les comités siègent à huis clos.

M. Jerome: Autrement dit, chaque rapport de comité qui est publié provient d'abord d'un ruban?

M. Small: C'est exact.

M. Jerome: Ces rubans sont-ils entreposés?

M. Small: Les bandes sont effacées après que la transcription a été révisée par les revisseurs.

M. Jerome: Avez-vous déjà essayé de dresser un compte rendu du genre dont par-

[Texte]

described? Has an attempt ever been made to use this, to your knowledge?

Mr. Small: There are some committees—they are rare—where a precis has been kept.

Mr. Jerome: Yes. The briefs that were described as having been submitted to committees in the past, are they kept on file by the Committees Branch?

Mr. Small: All briefs, if they are not printed, are filed as an appendix and they form part of the record of the committee.

Mr. Jerome: Do you mean that they are included in the committee reports?

Mr. Small: It can be done both ways. They may be printed as part of the record or they may merely be filed as an exhibit.

An hon. Member: It depends on what the committee orders.

Mr. Small: Yes, it depends on what the committee orders.

Mr. Jerome: Yes.

Mr. Small: They are either printed, or, if they are not printed as part of the record, they are official exhibits and form part of that committee's records, but they are not printed.

Mr. Jerome: So, in the latter case where they are official exhibits of the committee proceedings they would presumably be kept some place on file by the Committees Branch in any case?

Mr. Small: That is correct.

Mr. Jerome: So, there is a possibility, since we originate with tapes and as these documents are kept on file, that the elimination of the unnecessary duplication of these things might save an awful lot of money and time?

Mr. Deachman: May I ask a supplementary question at this point. When a committee decides to print a report do the members have any idea what the cost of that operation will be?

Mr. Small: No.

Mr. Deachman: Or is that done without any reference or thought to what it is going to cost?

Mr. Small: The committee does not consider the question of cost at all.

Mr. Jerome: May I ask one more question. At present does the Clerk of the committee

[Interprétation]

lait M. Deachman? L'expérience a-t-elle jamais été tentée?

M. Small: Pour quelques rares comités, nous avons conservé un résumé des délibérations.

M. Jerome: Les mémoires qui ont été présentés aux comités par le passé sont-ils conservés dans les dossiers de la Direction des comités.

M. Small: Tous les mémoires, s'ils ne sont pas imprimés, figurent en appendice dans le dossier du comité.

M. Jerome: Voulez-vous dire qu'ils sont inclus dans les rapports de comité?

M. Small: Ils peuvent être conservés de deux façons. Ils peuvent être imprimés et faire partie du dossier, ou simplement être conservés comme une pièce de dossier.

Une voix: Tout dépend de la volonté du comité.

M. Small: Oui, tout dépend de la volonté du comité.

M. Jerome: Oui.

M. Small: Ils sont soit imprimés, soit, s'ils ne sont pas imprimés en annexe du dossier, conservés comme pièces officielles et font partie des dossiers, mais ils ne sont pas imprimés.

M. Jerome: Ainsi, dans le deuxième cas où ils sont considérés comme pièces officielles, ils seraient de toute façon conservés dans les dossiers par la Direction des comités.

M. Small: C'est exact.

M. Jerome: Ainsi, puisque tout commence par des bandes magnétiques et que ces documents sont conservés au dossier il se pourrait que l'élimination de ce double emploi inutile économise beaucoup de temps et d'argent?

M. Deachman: J'aimerais poser une question complémentaire. Lorsqu'un comité décide de faire imprimer un rapport, les membres ont-ils une idée du coût de cette opération?

M. Small: Non.

M. Deachman: Est-il question alors du prix que cela pourrait coûter?

M. Small: Le comité ne tient nullement compte de la question du prix.

M. Jerome: Encore une autre question. A l'heure actuelle, le greffier du comité est-il

[Text]

assume responsibility for keeping any kind of a note or a minute?

Mr. Small: He keeps a record of the proceedings of the committee, which is very sketchy. It merely consists of decisions of the committee and it may include a brief abstract of what a person said, but generally speaking his minutes are restricted to decisions of the committee.

Mr. Jerome: Is it feasible for the Clerk to assume the slightly additional responsibility of keeping a brief resume of what is said by the members?

Mr. Small: If we were to double the committee clerk staff I would say yes, but under the present arrangement I do not think a committee clerk could look after his normal duties and be a precis writer as well.

Mr. Jerome: Thank you.

The Chairman: Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, even though we are still groping so far as the committee system is concerned, I think we would be moving in the right direction if we were to expand it, and I hope we will continue to do so. That being the case, we have to assume that it is going to cost money and I share the concern expressed by Mr. Lambert, Mr. Deachman and Mr. Fraser with respect to the grey area, namely, the whole question of control of expenses. I gather from what has been said that what you call budgeting is really just a case of guessing what the committees will require during the course of a session, adding up these guesses and putting that in as an estimate.

• 1615

Mr. Fraser: That is correct, sir.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You do not decide that this is the amount of money that is to be spent and then hope that everyone will stay within that budget. It seems to me that we might well consider something new in this area. I do not like the idea of completely undirected committee autonomy. One committee may get grandiose ideas and hire the most expensive personnel to travel to British Columbia, Australia, and what have you, and another committee may think this is not the thing to do and does not spend so much money. I think unrestricted committee autonomy over expenditures among the various committees is unfair. You will not be surprised if I say that I do not

[Interpretation]

chargé de faire un compte rendu des délibérations?

M. Small: Il fait un compte rendu des délibérations du Comité, mais ce compte rendu est très sommaire. Il contient essentiellement les décisions du Comité et peut également comprendre un résumé des discussions, mais en règle générale, ce compte rendu ne renferme que les décisions du Comité.

M. Jerome: Ne pourrait-on pas demander en plus au greffier de fournir un bref compte rendu de ce qu'ont dit les députés?

M. Small: Ce serait possible à condition de doubler le personnel qui est au service du greffier du comité; cependant, selon l'organisation actuelle, un secrétaire ne peut remplir ses tâches normales et préparer en même temps un résumé des délibérations.

M. Jerome: Merci.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, même si nous ne savons pas trop à quoi nous en tenir au sujet de l'organisation des comités, j'estime que nous irions dans la bonne voie si le système se développait et j'espère qu'il continuera à le faire. Nous devons supposer que cette expansion coûtera de l'argent et je partage l'inquiétude exprimée par MM. Lambert, Deachman et Fraser au sujet du contrôle des dépenses. D'après ce qui a été dit, ce que nous appelons notre budget n'est en réalité qu'une série d'évaluations des besoins des comités au cours d'une session, et il suffit d'ajouter ces évaluations pour obtenir une estimation des dépenses.

M. Fraser: C'est exact, monsieur.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'est pas question de décider avant du montant d'argent qui sera dépensé en espérant que chaque comité respectera la limite du budget. Je crois que nous devrions utiliser une nouvelle méthode. Je ne crois pas qu'il faille accorder aux Comités une autonomie complète. Il pourrait arriver qu'un Comité ait des idées de grandeur, engage beaucoup de personnel et se rende en Colombie-Britannique, en Australie ou n'importe où ailleurs, alors qu'un autre Comité, qui n'aurait pas les mêmes idées, pourrait se contenter de dépenser beaucoup moins d'argent. Je pense qu'il est injuste de laisser aux Comités une liberté complète en matière de dépenses. Par contre,

[Texte]

want to go to the other extreme and let the Commissioners of Internal Economy who, for all practical purposes, are the government in the sense of the Treasury Board—I know the Speaker is there but it is the Treasury Board's influence—control what Parliament does.

I wonder if there is not a place for an in-between body, for Commissioners of Parliamentary Economy—a committee, if you will. Perhaps this Committee or an extension of Grant Deachman's Committee or an extension of the House Leaders could take a bird's-eye look at the whole thing, make recommendations, even establish a budget and say that this is as far as we are going this year; if this committee insists on travelling this year and we think it is all right we will say so, subject to the understanding that another committee makes the trip next year. I am not suggesting that that committee would have dictatorial control over it. I think other members have said that this is something that has to come back to Parliament. It seems to me that some sense of planning, some sense of fairness as amongst the committees ought to be brought into the picture. I do not suppose I am suggesting anything new, but I hope that we could move in this direction. I feel if we do not that we will just go on and expenses will grow and some committees will get the lion's share, and at that point somebody is going to say that we have spent too much money. I know that certain influential people have already said that enough committees have travelled, it is time we stopped doing it.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Knowles, would you accept the suggestion that perhaps if the Commissioners of Internal Economy were more representative of the House membership...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): ...that that would be a body that could perhaps draw up a general budget and if a committee used up their allotment, and they had a valid purpose, they could come back for a supplementary budgetary allowance.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think so.

Mr. Lambert (Edmonton West): At the present time nobody dares to blow the whistle.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But it is set up under some statute. It comes from the British North America Act, does it not?

The Chairman: That is correct, Mr. Knowles.

[Interprétation]

[Interprétation]

je ne veux pas aller d'un extrême à l'autre et laisser aux Commissaires de l'économie interne qui, à toutes fins pratiques, constituent le gouvernement du point de vue du Conseil du Trésor, je sais que l'Orateur est là, mais c'est l'influence du Conseil du Trésor le soin de contrôler ce que fait le Parlement.

Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de créer un organisme intermédiaire qui serait formé de Commissaires de l'économie parlementaire, disons un comité si vous voulez. Peut-être que ce comité, ou un prolongement du comité de Grant Deachman ou un prolongement des leaders de la Chambre, pourrait étudier l'ensemble de la situation, présenter des recommandations et même établir un budget des dépenses pour l'année; si un comité insiste pour ce déplacer durant l'année, nous lui accordons la permission si nous le jugeons à propos, à condition que se soit le tour d'un autre comité l'année suivante. Je ne dis pas que ce comité devrait avoir des pouvoirs dictatoriaux. Je pense que d'autres députés ont dit que cette prérogative revenait au Parlement. Il me semble que les comités devraient être soumis à une certaine planification, à une certaine uniformité. Je ne pense pas que présenter ici quelque chose de nouveau, mais j'espère que nous nous engagerons dans cette voie. Sinon, nos dépenses croîtront sans cesse et certains comités obtiendront la part du lion et il se trouvera alors quelqu'un pour dire que nous dépensons trop. Je sais que certains personnages influents ont déjà dit que les comités avaient assez voyagé, qu'il était temps de les arrêter.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur Knowles, si les Commissaires de l'économie interne représentaient mieux la composition de la Chambre...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ...ils pourraient constituer un organisme qui préparerait un budget général, et lorsqu'un comité aurait disposé de tous ses crédits, il pourrait demander une allocation supplémentaire pourvu qu'il ait une bonne raison.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je crois que ce serait une bonne chose.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Présentement, personne n'ose donner le signal.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourtant, c'est écrit dans quelque loi. Je crois que cette loi est l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, n'est-ce pas?

Le président: C'est exact, monsieur Knowles.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I would not want to have to go to Westminster in the hope that this would be corrected.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Knowles, I have looked at that and in a recent speech I think I made the comment that it does not require that the Commissioners shall be of the government. The Commissioners of Internal Economy are not limited to members from the government side.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But are they limited to members of the Privy Council?

Mr. Lambert (Edmonton West): Not necessarily.

Mr. Fraser: I believe so.

Mr. Lambert (Edmonton West): If that is so, then they would be even more representative of the House.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): As I say, perhaps Mr. Lambert and I could get together on the nature of it. Possibly it might be better to revise the set up of the Commissioners of Internal Economy not only for this purpose but for general purposes as well. That it should be a body on which the government and the Treasury side of government is represented, but surely Parliament should have greater representation there itself from the various members and from all the parties.

Mr. Chairman, I have the floor now and to save taking it again may I raise another question. Inconsistent though it may be with the suggestion that we should watch expenditures, I would like to ask what happened to the report that this Committee made a year or so ago wherein we recommended that a new building be erected a few yards from here so that we might start coping with this space problem to which the Clerk and others have referred. It really is becoming a problem and what worries me is that we will not get this extra space until things have broken down so completely that we will not even get the value out of it. Could we not do things in advance once in awhile instead of afterwards?

Mr. Fraser: If you are asking me, Mr. Knowles, I know very well that those people who build buildings are aware of the report of this Committee. Certainly from the point of view of the staff of the House and the convenience of its administration I can only state it would be highly desirable if the report were implemented and the building were built, period. That is all I can say about it.

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne voudrais pas être obligé de m'adresser à Westminster ne espérant que ce serait corrigé.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur Knowles, j'ai déjà étudié la question et dans un de mes derniers discours, j'ai affirmé, je crois, qu'il n'était pas nécessaire que les Commissaires fassent partie du gouvernement. Les Commissaires de l'économie interne ne proviennent pas tous nécessairement du côté gouvernemental.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais ne sont-ils pas tous des membres du Conseil privé?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pas nécessairement.

M. Fraser: Je le crois.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si tel est le cas, ils représenteraient encore mieux la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Peut-être que M. Lambert et moi pourrions nous mettre d'accord sur la nature de l'organisme. Peut-être qu'il y aurait lieu de réviser l'organisation des Commissaires de l'économie interne, non seulement dans ce but précis, mais dans un but général. Le gouvernement et le Trésor devraient sûrement être représentés au sein de cet organisme, mais le Parlement devrait aussi être représenté lui-même par les députés de tous les partis.

Monsieur le président, puisque vous m'avez cédé la parole, j'aimerais poser une autre question. Bien que cela aille à l'encontre de la suggestion visant à réduire les dépenses, j'aimerais savoir ce qu'il est advenu du rapport rédigé par ce Comité il y a environ un an, dans lequel on recommandait de construire un nouvel édifice à quelques pas de celui-ci pour faire face au problème d'espace que le greffier et d'autres membres ont mentionné plus tôt. C'est devenu un problème réel et, ce qui me préoccupe, c'est que nous n'essaierons pas d'obtenir les locaux supplémentaires avant que les choses se détériorent complètement. Ne pourrions-nous pas nous attaquer au problème avant plutôt qu'après?

M. Fraser: Monsieur Knowles, je sais très bien que les responsables de la construction des édifices sont au courant de ce rapport. Tout ce que je puis dire, c'est que du point de vue du personnel de la Chambre et des besoins de son administration, il serait hautement souhaitable que ce rapport soit appliqué et que l'édifice soit construit. C'est tout ce que je peux dire à ce sujet.

[Texte]

• 1620

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This applies not only to the staff side; it certainly applies to the problems that members face. When I came here we were two members to a room and each of us had a secretary, and the other member's wife was there all the time too. There were five of us in the room, and the result was that my colleague, the other member, got deaf. However, things have changed and our having to operate, as most members do, with a member and a secretary in one room, which is not very large, is just not an efficient operation.

I do not see us getting to the kind of workload that the Congressmen and Senators have in Washington. Most of us have been down there to see them and they are practically civil servants with the thousands of letters that they get, compared to our hundreds. However, our load is increasing.

The other day I asked Mr. Lavoie, the Postmaster at the House of Commons, if my experience was that of the House generally, that the incoming mail had increased tremendously. I hope I do not misquote him, but I think he said to me that the amount of mail coming into the House of Commons today is 20 times what it was 10 years ago. That is a big load for the House of Commons Post Office, but it just means that the load that the members are having to cope with is that much heavier. I know that if we get more space we will have that many more people in the space, but this is a real problem.

Would there be any chance now, do you suppose, that a private member, a member other than the chairman of a committee, could move its report? Maybe we could resurrect that report of this committee of a couple of years ago and get it moved on the floor of the House.

I am not getting any answers to that, eh?

Mr. Fraser: If there is any procedural problem, you can put another one in, Mr. Chairman.

The Chairman: I suppose to answer the question directly, we would have to make a fresh report this year.

Another thought occurs to me. I am glad the chairman mentioned it. We have all received notices of some sort from the committee that is investigating the conditions of life of members. I had thought of advising the chairman of this report, as something that should be considered by that committee.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I just feel, Mr. Chairman, that this will be done

[Interprétation]

[Texte]

[Interprétation]

[Texte]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cette situation s'applique non seulement au personnel, mais aussi aux députés. Lorsque je suis arrivé ici, nous étions cinq personnes dans le même bureau: deux députés, deux secrétaires et la femme de l'autre député. Naturellement, les temps changent et il nous est impossible de donner notre plein rendement quand il nous faut travailler dans une petite pièce, en présence d'un député et d'une secrétaire.

Nous ne pourrions certainement pas accomplir l'immense tâche des sénateurs ou des membres du Congrès à Washington. En effet, ils ont été pratiquement transformés en fonctionnaires, et ils doivent répondre à des milliers de lettres alors que nous, nous en avons des centaines. Toutefois, notre travail va toujours s'accroissant.

Le maître de poste de la Chambre des communes, M. Lavoie, m'a dit, et j'espère rapporter fidèlement ses paroles, que le total des lettres reçues en 1970 est 20 fois plus élevé qu'en 1960. C'est beaucoup pour le bureau de poste de la Chambre, mais cette comparaison indique que le volume du courrier des députés est beaucoup plus élevé maintenant. Si par ailleurs nous avons plus d'espace, il y aura davantage de personnel pour le remplir, ce qui pose un problème réel.

Est-il possible qu'un député autre que le président du Comité puisse proposer la présentation de son rapport? Peut-être pourrions-nous ressusciter ce rapport vieux de deux ans et le présenter à la Chambre?

On ne me répond pas, hein?

M. Fraser: Monsieur le président, vous pourriez peut-être en déposer une autre, en cas de problème de procédure.

Le président: J'imagine pour répondre directement à cette question, qu'il faudra présenter un nouveau rapport cette année.

Nous avons tous reçu un avis de la part du Comité qui étudie la situation des députés et à mon avis il était souhaitable de mettre le président au courant de l'existence de ce rapport pour que le Comité en fasse l'étude.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, j'ai l'impression que ce

[Text]

for those who occupy our places in the thirty-fifth Parliament, but what about having them now in the twenty-eighth and twenty-ninth.

The Chairman: You are preaching to the converted. Would it be appropriate for us to note that suggestion of Mr. Knowles and consider the advisability of looking again at accommodation and the possibility of, as it were, making this report a second time? Or, as the Clerk points out, we might be able to include it in the comments on these estimates.

Mr. Lambert (Edmonton West): Why could you not, in these comments on these Estimates, refer it back to the Committee with a strong recommendation that that report be brought forward.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Well, if we plan to do it, I hope you will keep a note of it, Mr. Chairman.

The Chairman: I have. Mr. St. Pierre.

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, I am not going to get into the general subject of budget controls of committees but only to make the general observation that if the committees are going to continue to expand in their work and their duties, we should be eagerly looking forward to finding ways to spend money, to spend it properly, of course, but to spend it. I think the present conditions under which committees operate here are rather shocking. It is no one's fault, but the system is growing. My personal feeling is that we should be spending money as cheerfully as it can be spent in this area.

However, I did not want to deal with that broad issue but to deal specifically with Mr. Deachman's remarks on the printing of reports. I find myself in disagreement with almost every word that Mr. Deachman speaks. He speaks of this tremendous cost—a quarter of a million dollars for printing these reports. Well, I suppose it is a big figure, but it works out to 8 cents a citizen and I would not be a bit hesitant to see the citizens charged two bits apiece per year to get committee reports out much more quickly than they come.

• 1625

He mentions the Fisheries Committee for last year. I was on that tour and I can assure the Committee it was atrociously boring at times. It was no joy, particularly since in town after town we were given almost duplicate briefs at great length. My feeling is that

[Interpretation]

rapport fera l'objet d'une étude au cours de la trente-cinquième législature, mais pourquoi pas au cours de la vingt-huitième ou vingt-neuvième législature?

Le président: Vos prédications atteignent ceux qui sont déjà de votre avis. Convient-il de prendre en note la proposition de M. Knowles et d'envisager l'opportunité de construire cet édifice et de présenter ce rapport une deuxième fois? Ou bien, ainsi que le suggère le Greffier, nous pourrions faire rentrer cette recommandation dans les observations sur le Budget des dépenses?

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourquoi ne pas renvoyer ces observations sur le budget au Comité avec la recommandation de présenter le rapport?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si nous projetons de le faire, j'espère que vous en prendrez note, monsieur le président.

Le président: C'est déjà fait. Monsieur St-Pierre.

M. St-Pierre: Monsieur le président, j'aborde maintenant la question du contrôle du budget des comités. Je tiens toutefois à préciser que si les comités doivent s'acquitter de responsabilités plus lourdes et augmenter leur volume de travail, il faudra trouver moyen de dépenser judicieusement cet argent. A mon avis, les conditions dans lesquelles nous sommes forcés de travailler à l'heure actuelle sont révoltantes. Naturellement, on ne peut jeter la pierre à personne, car c'est le système qui prend de l'ampleur. J'estime qu'il faut dépenser de l'argent et qu'il faut le faire de bon cœur.

Quant à l'impression des rapports, je ne suis pas du tout d'accord avec les propos de M. Deachman. A son avis, il s'agit là d'une dépense monumentale d'un quart de million de dollars. Que le chiffre soit énorme, je n'en disconviens pas, mais cette publication revient à 8 cents par citoyen et à mon avis, la population pourrait fort bien payer 25 cents chaque année pour recevoir beaucoup plus rapidement les rapports des comités.

Le Comité des pêches de l'an dernier a attiré son attention. J'ai fait ce voyage, et je puis vous assurer qu'il n'a guère été amusant. L'ennui régnait puisqu'on nous a remis, à presque tous les endroits que nous avons visités, des mémoires à peu près identiques. Je

[Texte]

the citizens of those towns had every right to bore us and every right to present their briefs and every right to have them printed. A great many of them afterwards wrote to me and asked me to send them the full committee reports, and at least some of them have read them all, unbelievable as that may be, because they quote them back to me.

There is a value in committee reports, and I am disappointed that apparently Mr. Small says that at the end of this year the fastest service we can expect will be three to four days on high priority reports. Is that correct, Mr. Small?

Mr. Small: That is correct.

Mr. St. Pierre: The low priority reports would still be requiring how much time?

Mr. Small: We would hope within a week.

Mr. St. Pierre: Admittedly I do not read many of the other committee reports, the ones in which I am not personally interested myself, unless my attention is drawn to some particular thing in them. However, I make very extensive use of the reports of the committees on which I have served, which are chiefly Fisheries and Forestry and Northern Development, and I am frequently bedevilled by their absence. Time and time again I find myself needing a recent report and it is not prepared.

I just wanted to register my feelings, Mr. Chairman, that we should quickly spend more money in this area, as necessary, to bring the reports as close as possible to the speed of Hansard, not necessarily the accuracy of Hansard. I think we can bear a little inaccuracy in committee reports in the name of speed, but I think 24 hour speed is what we should aim for.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is the aim.

Mr. Small: The aim is to do what we are doing with Hansard. In other words, next to Hansard, we would like to have the top priority material out the day following Hansard. All other materials we would like to have printed within a week.

I should apologize to the committee. I gave the wrong figure on printing for committees. It is actually closer to a million dollars than a quarter of a million dollars. I am very sorry. I looked at the wrong figures.

Mr. St. Pierre: There is always someone who shoots you down.

The Chairman: That is your two bits.

[Interprétation]

crois que les citoyens de ces villes avaient parfaitement le droit de présenter ces mémoires et de les faire imprimer. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ils m'ont demandé plus tard de leur envoyer les rapports du comité et certains d'entre eux les ont lus en entier.

Ces rapports de comité ont donc leur utilité, et M. Small m'a déçu quand il déclare qu'à la fin de cette année, le service le plus rapide pour la publication des rapports prioritaires sera de trois à quatre jours. Est-ce exact, monsieur Small?

M. Small: C'est exact.

M. St-Pierre: Et que dire des rapports qui ne sont pas à la tête des priorités?

M. Small: Nous espérons les publier en une semaine.

M. St-Pierre: J'avoue que je ne lis guère les rapports des autres comités ceux qui ne m'intéressent pas—personnellement. Toutefois, j'utilise abondamment les rapports des comités où j'ai siégé, surtout ceux des pêches et forêts ainsi que des affaires indiennes et du développement du nord canadien, et j'ai été à maintes reprises agacé par leur absence. Combien de fois ai-je eu besoin d'un rapport récent qui n'était pas prêt?

A mon avis, monsieur le président, il nous faudrait consacrer plus d'argent à cette fin, ce qui nous permettrait de présenter les rapports presque aussi rapidement que le hansard, pas nécessairement avec la même exactitude. Il faudrait essayer d'avoir ces rapports dans les 24 heures, en sacrifiant un peu l'exactitude au bénéfice de la vitesse.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà notre but.

M. Small: Nous voulons adopter la formule du hansard. En d'autres termes, nous voudrions que les questions les plus importantes soient publiées dès le lendemain après le hansard. Quant aux autres documents ils devraient être publiés dans la semaine.

Je regrette, je crois avoir fait erreur en citant le chiffre d'un quart de million de dollars pour la publication des comités. Il s'agit plutôt d'un million de dollars. Veuillez m'excuser, j'ai regardé les mauvais chiffres.

M. St-Pierre: Il y a toujours quelqu'un pour vous assommer.

Le président: Ce sont vos 25 cents.

[Text]

Mr. Deachman: Do you want to make it 50 cents?

Mr. Forest: Is the delay due to lack of translation or lack of facilities?

Mr. Small: It is a combination. We have not completed our own staffing. The Translation Bureau have not completed their training and recruiting of translators and the Printing Bureau have not finished their conversion to printing on this scale.

Mr. Fraser: And as well as that, committees sit principally on Tuesdays and Thursdays and when you have from 12 to 14 committees sitting simultaneously, it makes quite a job.

Mr. St. Pierre: I quite sympathize with the Committees Branch. There is no question that they are overworked.

The Chairman: Are there any other comments, particularly on the question of committees? Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, this question pertains to the secretarial staff which is available to members.

The Chairman: Very good.

Mr. Lambert (Edmonton West): At the time of the Easter recess there was an indication that there would be a pool system set up for additional requirements. Just where do we stand with that, and what is its availability, Mr. Fraser? I found that it was not available, that it was just plugged right up. In other words, the requirements were fully utilized.

• 1630

Mr. Fraser: It was, in the first place, one of these estimating problems, Mr. Lambert. The decision was made by your friends, the Commissioners, to authorize the creation of a pool. I believe the first estimate made by our people, of the possible number of ladies who would be available was—29, Mr. St. Jacques? It quickly became apparent that that was an underestimate and we then went back with a further estimate of 42, I think. Again there was the problem of space. It was all very well having authorization to establish the pool but until we were able to complete the removal of the support facilities for the Committees Branch from the West Block to the building they are now inhabiting, there was just no place to put these ladies. I will ask Mr. St. Jacques to elaborate on where it goes as of after Easter. I am telling you the situation, which was a negative situation, as of Easter, and which is about the time that you asked the question.

[Interpretation]

M. Deachman: Vous voulez que ce soit 50 cents?

M. Forest: Le retard est-il attribuable à la pénurie de traducteurs ou à l'absence d'installations?

M. Small: Il s'agit d'une combinaison des deux facteurs. Notre personnel n'est pas complet et le Bureau des traductions n'a pas fini de former et de recruter des traducteurs; par ailleurs, l'Imprimerie n'a pas encore ce qu'il faut pour imprimer à cette vitesse.

M. Fraser: Songez aussi que les mardis et les jeudis, il y a douze ou quatorze comités qui siègent à la fois. Cela représente tout un travail.

M. St-Pierre: Il ne fait aucun doute que la Direction des comités est surchargée de travail et je compatis avec elle.

Le président: Y a-t-il d'autres observations sur la question des comités? Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, ma question porte sur le secrétariat qui est à la disposition des députés.

Le président: Excellent.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Au moment de l'ajournement de Pâques, on a laissé entendre qu'il y aurait une centrale des secrétaires à la disposition des députés. Pouvez-vous nous mettre au courant, monsieur Fraser? J'ai malheureusement constaté qu'on n'avait pas pris cette initiative.

M. Fraser: Monsieur Lambert, il s'agissait avant tout d'un problème d'évaluation. Ce sont vos amis, les Commissaires, qui ont décidé de permettre la création d'un groupe de dactylos. Par suite de la première extrapolation, on pouvait mettre 29 secrétaires à la disposition des députés. On a constaté rapidement que ce chiffre n'était pas suffisant et le nombre a été porté à 42. Nous devions quand même faire face à un problème d'espace et nous ne pouvions pas embaucher d'autres secrétaires avant de quitter l'édifice de l'Ouest et d'aménager les services de soutien de la Direction des comités là où ils sont maintenant. Monsieur St. Jacques, que s'est-il passé depuis Pâques?

[Texte]

[Interprétation]

[Texte]

Mr. G. St. Jacques (Chief of Personnel): Well, since Easter we have been advised that certain space will be made available for the pool, and so far a certain number of square feet has been put at our disposal which we think will accommodate roughly about 15, at the most, of these 42 positions which, eventually, we would like to establish in a pool area. The space is being prepared right now and I think within a week's time it will be available. But here again I should emphasize that this space will provide for only about 10 to 15 bodies.

Mr. Lambert (Edmonton West): Well, I have heard the figure of 106 on the supplementary secretarial staff of the House at the present time.

Mr. St. Jacques: At present we are getting people into members' offices on a call basis. We have a list of people whom we have interviewed. We have not had the opportunity of testing all of these people because of the heavy demand for such assistance, but nevertheless we have been able to build up an inventory of people who are willing to come in for these term appointments. And it is quite true that just recently we had over 100 people floating around from one office to another. Translated into man-months, this means about 70 to 75 man-months each month. Going back to December, we had 65 man-months, in January we had as many as 70, and I would not be surprised if our statistics for March indicated that we had around 75 to 80.

Mr. Lambert (Edmonton West): It may be a little abnormal due to a heavy inflow of correspondence on the White Paper, and it seems to me that the petition type of thing is increasing. I am just wondering—because to me it is highly inefficient staff-bearing in mind our cramped space and at the present time makeshift accommodation where we have two persons typing in an office with a member there as well, whether the degree of efficiency of all three does down. If so, this cannot continue.

Mr. St. Jacques: Well, I think this is the reasoning behind the idea of establishing pools. We feel that members occupying offices with their secretaries have very limited space. This additional help in their offices I think in many cases is a handicap, and this is the reason for the pools. However, I have been informed that quite a few members prefer this situation and that even when a pool is established, they will want to get girls out of the pool into their offices. But we hope nevertheless to find space for at least 40 or 42

[Interprétation]

M. St. Jacques (Chef du personnel): Depuis Pâques, on nous informe que certains locaux seront disponibles pour la centrale dactylographique, et jusqu'ici un certain nombre de pieds carrés ont été mis à notre disposition pour loger tout au plus 15 des 42 personnes que nous voudrions ultimement dans notre centrale dactylographique. Nous nous occupons de cette question et d'ici une semaine tout sera prêt. Je rejète cependant qu'il n'y aura de place que pour 10 ou 15 personnes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): On m'a pourtant laissé entendre qu'il y avait 106 personnes comme personnel supplémentaire de secrétariat de la Chambre des communes.

M. St. Jacques: Nous avons mis sur pied un système d'appel pour répondre aux besoins des députés. On n'a pas eu l'occasion de mettre toutes ces personnes à l'épreuve en raison des demandes toujours plus pressantes, mais on a pu quand même établir un répertoire du personnel qui veut bien se présenter pour ces postes provisoires. Récemment, on avait plus de 100 personnes qui se baladaient d'un bureau à l'autre ce qui représente entre 70 et 75 hommes-mois pour chaque mois. En décembre, c'était 65, en janvier, 70 et pour mars, je ne serais pas surpris de voir que c'est 75 ou 80.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cette situation est peut-être un peu anormale en raison de l'immense correspondance au sujet du Livre blanc et il me semble que ce genre de pétitions s'accroît de jour en jour. Il s'agit donc d'un personnel fort peu efficace à mon sens, si l'on tient compte de l'espace réduit dans lequel deux dactylographes et un député sont confinés pour faire leur travail. Leur rendement en est sûrement diminué et il ne faut plus tolérer pareille situation.

M. St. Jacques: Eh bien, c'est la raison pour laquelle nous nous proposons d'établir des centrales dactylographiques. Le député est sûrement très limité dans son travail, s'il a sa sténographe dans son bureau. On m'informe néanmoins que beaucoup de députés préfèrent cette situation à la centrale dactylographique même après que celui-ci aura été mis sur pied. Malgré tout, on espère pouvoir loger 42 secrétaires et que le gros du travail se fera à la centrale dactylographique. Dans cette perspective, trois ou quatre personnes se met-

[Text]

secretaries, and we would hope then that most of the work would be done in the pool area. Then, depending on the urgency of the matters submitted to the pool, we could have as many as three or four people working on a particular project for a member to get it out on time rather than to assign only one person, as we are doing right now.

Mr. Lambert (Edmonton West): Parkinson's Law applies here, the amount of work rising with the number of people involved, so that we are going to get this rather unsatisfactory situation for some time to come.

Mr. St. Jacques: I am not in a position at this stage to determine if we will be given additional space. I know that space is a problem for everyone and that when the space was allocated as a result of the departure of the Committee sector, there were many requirements that had to be filled, as a result of which we only obtained square feet enough to accommodate possibly 15 people.

- 1635

Mr. Lambert (Edmonton West): Well, there is not only the question of the personnel but there is also the question of equipment. Have you enough additional typewriters available to put a second electric typewriter into these offices more or less on request of the members?

Mr. St. Jacques: I think we have purchased as many as 30, and recently we requisitioned for an additional 15.

Mr. Lambert (Edmonton West): These come to about what—\$400 to \$500 each?

Mr. St. Jacques: That is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): There is a matter of budgetary control here. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Gentlemen, are there any other questions that you would care to direct to the witnesses? If none are forthcoming for the moment, Mr. Fraser has a further statement he wishes to make.

Mr. Fraser: It is something I missed in my initial remarks. I wanted to mention to the Committee and for the record my own appreciation of the devoted work of the staff of the House of Commons, who labour long and hard hours on behalf of members. As the senior officer of the House, I did want to say that.

Mr. St. Pierre: And the same to you.

[nototé à présent]

[Interpretation]

traient au service d'un député et feraient le travail d'urgence dans un délai acceptable.

au tout adéquate pour ce que cette dernière chose à faire dans l'ordre du jour et de la situation actuelle. Il faut faire une chose dans l'ordre du jour et de la situation actuelle.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): En vertu de la loi de Parkinson, le travail augmente avec le nombre du personnel et la situation ne rentrera certainement pas dans l'ordre demain.

M. St. Jacques: Je ne suis pas à même de vous dire si on nous accordera des locaux supplémentaires. Le problème de l'espace est universel et, en nous accordant certains locaux lors du départ des Comités, il fallait tenir compte des exigences de certains autres secteurs et en conséquence, nous avons obtenu un certain nombre de pieds carrés pouvant recevoir 15 personnes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Certes, le personnel est en cause, mais il ne faut pas oublier l'équipement. Avez-vous suffisamment de machines à écrire pour répondre aux demandes des députés pour par exemple, mettre une autre machine électrique dans ces bureaux?

M. St. Jacques: Nous en avons déjà acheté 30 et bientôt nous en aurons 15 autres.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Elles coûtent de \$400 à \$500 chacune?

M. St. Jacques: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est une question de contrôle budgétaire, n'est-ce pas? Merci, monsieur le président.

Le président: Messieurs, y a-t-il d'autres questions que vous aimeriez poser aux témoins? S'il n'y en a pas pour l'instant, M. Fraser tient à faire une autre déclaration.

M. Fraser: Au cours de mes observations préliminaires, j'ai négligé un détail. Il s'agit du travail dévoué du personnel de la Chambre des communes qui se dévoue corps de tête pendant de longues heures au service des députés. Je tiens à le signaler, en ma qualité de haut fonctionnaire de la Chambre.

M. St. Pierre: Que le compliment s'adresse à vous aussi!

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): May I raise a supplementary?

The Chairman: Certainly.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is a subject I have raised with Mr. Speaker. I am sorry if I am tending to monopolize. This concerns Standing Order 26 (10). When a request to make such a motion is made on a Wednesday, there is a strong likelihood of its being granted as a Wednesday evening sitting. Mr. Fraser, just what does this involve with regard to House and support staff?

Mr. Fraser: It involves this, sir. If we sit for an extra two or three hours on a Wednesday night, it means that our Journals Branch, our Hansard Branch, I suppose some of our constabulary staff, some of our restaurant staff, who normally would be on half-time duty on a Wednesday evening, are forced to remain here at the behest of members. I would imagine that there are members of the staff who would not be concerned—I suppose our cleaning staff and so on. It involves also keeping our page staff in the Chamber, as well as the people who look after our electronic sound amplification system up there and, generally speaking, other than possibly the Committees Branch, it involves extra work of that nature. It also involves, of course, an extra shift at the government Printing Bureau.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is my view that Wednesday night is one that should not be available for this. This is not adjourning the business of the House; it is merely adding to the business of the House and it is contrary to the spirit of the rule. I have very strong views that Wednesday night is not a night for this but for the adjournment of the business of the House, and that if it needs to be called on a Wednesday we should move into a Thursday evening. But there has been such a tendency—I think we have had three in this last session—and I personally think, and I have expressed my views to Mr. Speaker, that this is a practice that should not continue because I know that it causes extreme dislocation to the staff and you have all your problems of overtime with many of them. Moreover, it is not within the spirit of the rule. I am interested in the consequences and complications caused by such a decision on a Wednesday night.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I share Mr. Lambert's feeling against this being done, and I can tell him that we decided this morning not to move Standing Order 26 today because we did not want to do the unpopular thing of having a sitting tonight. But I do not think you should

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Puis-je poser une question complémentaire?

Le président: Certainement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il s'agit d'un sujet que j'ai soulevé avec l'Orateur. Je m'excuse si je monopolise le temps du Comité, mais ma question se rapporte au paragraphe 10 du règlement 26. Lorsqu'une motion est proposée le mercredi, il y a une forte chance qu'elle soit adoptée à la séance du soir. Monsieur Fraser, où en sommes-nous pour ce qui est du personnel de soutien?

M. Fraser: Si l'on siège le mercredi soir, tout le personnel, le personnel des publications, celui du hansard, certains de nos constables, notre personnel du restaurant, toutes ces personnes seront forcées de rester au service des députés. Je suppose que certains membres du personnel comme les préposés au nettoyage, les pages et les ingénieurs électroniques ne sont pas en cause. Il ne faut surtout pas oublier qu'il faut une autre équipe à l'Imprimerie.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le mercredi soir ne devrait pas être disponible à cette fin, car dans ce cas-ci, il ne s'agit pas d'enrayer la bonne marche des travaux de la Chambre, ce qui s'oppose à l'esprit du règlement. Il est nettement préférable de choisir le jeudi soir pour faire le travail qui presse. Je tiens à ce que cette tendance ne se poursuive pas, car la désorganisation de tout le personnel est en cause. Il serait fort intéressant d'évaluer toutes les conséquences de ce dérangement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je partage l'opinion de M. Lambert et je puis lui dire que nous avons voté ce matin contre la décision de présenter le règlement 26 aujourd'hui parce qu'une séance du soir ne nous intéressait pas. A mon avis, il ne faudrait pas insinuer que l'Orateur

[Text]

suggest that Mr. Speaker is not interpreting the rule correctly. Maybe we made a mistake when we drew up the rule, but that is the way we drew it, right here in this room.

Mr. Lambert (Edmonton West): As a matter of fact the wording is being interpreted as though it were mandatory that it should be Wednesday night and that I do not agree with. As a result, perhaps Mr. Speaker may hear these comments that even if one is put on the Wednesday it is not necessary for him to have it debated on the Wednesday evening. He has the power within the wording of the rule at the present time to carry it over to the subsequent date.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I agree that he has the power but he obviously is not going to set it for a Wednesday night, if he...

Mr. Lambert (Edmonton West): Of course it is discretionary, but I say that the exercise of his discretion in that way causes very serious complications.

Mr. Deachman: What about Friday night? If we do it on Wednesday night or Friday night, it would not interfere with the work of the House; we could carry on with the work of the House.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The rule provides for a Friday one to begin at 3 o'clock, does it not?

The Chairman: Are there any other comments?

Mr. Lambert (Edmonton West): Adjourning for business of the House, not adding to the business of the House.

The Chairman: Mr. Lambert, I was wondering whether you were going to force me to make a ruling on this complicated thing.

In any event, are there any further comments on the estimates and the work of the officers of the House of Commons?

I might perhaps in passing, and paying all proper tribute to Mr. Fraser, call your attention to page 1710, where the first heading describes the activities of members of Parliament in terms of annual planned man-years. I see that the 264 members are projected as doing 296 man-years of work. Is that a compliment of a sort?

Mr. Jerome: It is more than one a piece.

[Interpretation]

de la Chambre a mal interprété la règle, car c'est nous qui l'avons rédigée. Il se peut que nous ayons commis une erreur, mais c'est nous qui l'avons rédigée dans cette même salle.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si l'on s'en fie à l'interprétation de la règle, le travail du mercredi soir serait obligatoire et je m'y oppose. Il se peut que l'Orateur sache qu'il ne lui est pas nécessaire de tenir une réunion le mercredi soir. Le libellé du règlement lui permet d'ajourner le débat jusqu'à la date suivante.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je n'en disconviens pas, mais il est certain qu'il ne tiendra pas un débat le mercredi soir, s'il...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire qui, par ailleurs, crée des complications extrêmement graves.

M. Deachman: Que dire du vendredi soir? La bonne marche des travaux de la Chambre n'en serait pas entravée et nous pourrions poursuivre notre travail.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le règlement prévoit une réunion du vendredi qui commencerait à 3 heures de l'après-midi, n'est-ce pas?

Le président: D'autres commentaires, messieurs?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ajourner pour les travaux de la Chambre, pas ajouter aux travaux de la Chambre.

Le président: Je me demandais, monsieur Lambert, si vous alliez me forcer à trancher cette question complexe.

De toute façon, avez-vous d'autres commentaires relatifs au budget des dépenses et au travail des dignitaires de la Chambre des communes?

Je tiens à rendre hommage à notre collègue M. Fraser et à attirer votre attention à la page 17-11 du Budget des dépenses. Sous la première rubrique, l'activité des députés est exprimée en années-hommes. Je vois que les 264 députés font le travail de 296 années-hommes.

S'agirait-il d'un compliment?

M. Jerome: Il y a plus d'une année par personne.

[Texte]

The Chairman: We all do it, that is true, but now it is recorded.

Mr. Lambert (Edmonton West): Also, have we 74 House officers?

Mr. Fraser: No sir, we have not.

Mr. Lambert (Edmonton West): There must be multiples then.

Mr. Fraser: Well we add in the Speaker, the Deputy Speaker, the Chairman of Committees, the Assistant Deputy Chairman of Committees, Leader of the Opposition, leaders of the other parties and other political officers of the House, the Clerk and other officers at the Table, Parliamentary counsel and staff. It starts to add up.

Mr. Lambert (Edmonton West): A lot of those people are already in the 296.

Mr. Fraser: I appreciate that. I do not know how these man-years are arrived at, I must say, this is a mystery. Do you know, Mr. St. Jacques?

Mr. St. Jacques: No, we have only been concerned with the man-years as they relate to the staff of the House. We have not touched upon the conversion of man-years as far as members of Parliament are concerned.

The Chairman: Are there any other comments on the estimates, gentlemen?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. In the program description, I have looked at both the House of Commons and the Senate and frankly the travel expenditures and costs of committees are really not there. When we look at the item called Legislative Services: that is, the reporting, editing and publication of Hansard, professional, secretarial and other services to committees, it does not include travelling expenses of committees.

The Chairman: There may be a breakdown of this on page 1712 under the third item, Transport and Communication. Is that the correct item?

Mr. Small: No, the travelling of committees is included in the legislative services. It is not set forth there, but the travelling is included in the activities of committees.

Mr. Lambert (Edmonton West): Might I suggest that we get a breakdown?

Mr. Small: Yes. I will prepare that.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, no, I mean in the drawing up of estimates for future examination.

[Interprétation]

Le président: Nous le faisons tous, mais maintenant on l'inscrit.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Avons-nous 74 dignitaires de la Chambre?

M. Fraser: Non, monsieur.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il doit alors y avoir des multiples.

M. Fraser: Ce nombre comprend l'Orateur, l'Orateur suppléant, le président des comités, le vice-président adjoint des comités pléniers, le chef de l'Opposition, le chef des autres partis et les autres dignitaires politiques de la Chambre, le greffier et les autres fonctionnaires du Bureau de la Chambre, le conseiller parlementaire et son personnel.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon nombre de ces personnes sont déjà comprises dans les 296.

M. Fraser: Quant à moi, l'extrapolation de ces années-hommes projetées 1970-1971 demeure un pur mystère. Qu'en pensez-vous, monsieur St. Jacques?

M. St. Jacques: Ces années-hommes projetées ne se rapportaient qu'au personnel de la Chambre. Nous n'avons pas effectué de conversion d'année-hommes pour ce qui est des députés.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires sur le Budget des dépenses, messieurs?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. Dans la description du programme de la Chambre des communes et du Sénat.

Le président: Il serait peut être bon de consulter la page 17-13, on trouve au troisième poste, Transport et communications. Est-ce le poste exact?

M. Small: Non, le transport des comités est compris dans les services législatifs. Même si on n'en fait pas mention là, il reste que le transport est compris en tant qu'activité des comités.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourrait-on en avoir une décomposition, s'il vous plaît?

M. Small: Oui. Je vais y voir.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, non, je veux dire dans la préparation du budget de dépenses de l'avenir.

[Text]

Mr. Fraser: We will attempt it.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

The Chairman: Are you ready to consider the item?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Item 5.

Vote 5 agreed to.

The Chairman: Can we excuse the members of the staff? Thank you very much, gentlemen.

Now, gentlemen, I just call your attention to one or two points that were raised along the line of march. One was the request by Mr. Deachman for a breakdown and an analysis of the operations of committees, and I make the suggestion, which I think everybody would agree with, that perhaps he might confer privately with Mr. Small to get the fullest break-out that appears possible.

Both Mr. Knowles and Mr. Lambert in particular have spoken about the question of control and Mr. Knowles has raised the question of space. Perhaps these are things we could look at later. We will not be reporting these estimates until the end of May, and I am in the hands of the Committee in respect of further procedure on those items.

I think we should look ahead to our further meetings. We have to consider the estimates of the Parliamentary Library and the estimates of the Senate. We will have no difficulty I know examining the estimates of the Library. We still are in a touchy area as far as I can see in examining the estimates of the Senate.

There appears to be a great deal of procedure to officially summoning a representative of the Senate to appear before this Committee, including among other things the passing of a resolution by the Senate authorizing his attendance.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Why bother? Just reduce the item to \$1 and get it over with. That would save \$3,499,699.

An hon. Member: How much is that per citizen?

The Chairman: In any event, we might consider at our next meeting looking at the estimates of the Parliamentary library. I think we have to be open to suggestion about the examination of the estimates of the Senate which we considered in our last meeting. I had undertaken to make inquiries and this is the result of my inquiries so far.

[Interpretation]

M. Fraser: Nous essaierons de le faire.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

Le président: Etes-vous prêts à étudier le poste?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Crédit 5.

Le crédit 5 est adopté.

Le président: Pouvons-nous excuser les membres du personnel. Merci beaucoup, messieurs.

Maintenant, messieurs, au mois de mars, on a soulevé deux questions. M. Deachman a d'abord demandé une analyse des activités des comités. Je lui ai proposé, et je crois que tout le monde appuiera cette suggestion, d'élaborer ses plans d'analyse complète personnellement avec M. Small.

M. Knowles et M. Lambert en particulier ont parlé du contrôle budgétaire, alors que M. Knowles a abordé le problème de l'espace. Peut-être pourrions-nous examiner ces détails plus tard. On ne fera pas rapport de ces postes budgétaires avant la fin de mai et je m'en remets donc à vous, messieurs les députés, pour ce qui est de la procédure concernant ces crédits.

A mon avis, il faut planifier nos futures réunions. Nous devrons faire l'étude du budget des dépenses pour la bibliothèque parlementaire et pour le Sénat. Il ne fait aucun doute que le budget de la bibliothèque ne posera aucune difficulté. En ce qui concerne le Sénat, l'examen du budget sera un peu plus délicat.

La procédure semble fort complexe quand il s'agit de convoquer un représentant du Sénat devant nous: il faut en effet, que le Sénat adopte une résolution l'autorisant à se présenter.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourquoi s'en faire? Il s'agirait de réduire le poste à \$1 et le tour est joué. Nous économiserions ainsi \$3,499,699.

Une voix: Cela fait combien par citoyen?

Le président: De toute façon, à la prochaine réunion, il conviendrait d'examiner le budget des dépenses de la bibliothèque parlementaire. C'est dans un esprit de souplesse qu'il faudra accueillir certaines propositions concernant l'étude du budget du Sénat dont nous avons parlé à la dernière réunion. Je m'étais engagé à me renseigner et voilà le résultat de mes efforts.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): There is no problem about our right to review the estimates. The problem arises if we want some of their honours to come here.

The Chairman: Mr. Forest may have a comment on that. You were involved in this last year, were you not?

Mr. Forest: I appeared before the Senate Committee. I do not believe there was anybody from the Senate last year, maybe the year before but not last year.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Back in the old days when they did these estimates in Committee of Supply in the House they did not appear.

Mr. Forest: They probably just sailed through.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): sometimes the sailing was rough.

Mr. Forest: Last year there were some questions, especially by Mr. Lambert, on all expenses of the Senate and I received some information but not all was provided.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Let us leave it in your hands Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): It should be the Clerk, should it not, as with Mr. Fraser?

The Chairman: There is a great technical objection, which we can view from our standpoint, if the Senators ask for an official of this House to come before one of their committees. During the recess there were not too many people around this building and it may be possible to look at this again. I think we might look ahead to a meeting on the Parliamentary Library and then, perhaps by consultation, we could discuss what is possible with the Senate. Would next Wednesday be all right for our next meeting.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I should point out to everybody that we are now officially seized with the question of television in the House of Commons. Would it be in order for me now to circulate the paper I have received from the CBC?

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, absolutely.

The Chairman: All right. Then, gentlemen, is it agreed that we will meet on Wednesday of next week at the same hour immediately after Orders of the Day?

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Notre droit à étudier le budget des dépenses est indiscutable. La difficulté se pose si nous voulons convoquer certains de ces messieurs.

Le président: M. Forest aurait peut-être une observation à faire à ce sujet.

M. Forest: Aucun représentant du Sénat n'a comparu devant nous l'année dernière.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Naguère lorsqu'on faisait l'étude du budget des dépenses au comité des subsides, ils ne comparaissaient pas.

M. Forest: Le budget était probablement adopté automatiquement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'adoption était parfois difficile.

M. Forest: L'an dernier, M. Lambert a posé plusieurs questions relatives aux dépenses du Sénat; j'ai reçu quelques renseignements, mais pas tous.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, nous nous en remettons à vous.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ce devrait être le greffier, ne pensez-vous pas, comme avec M. Fraser?

Le président: Nous devons faire face à une grande difficulté technique si les sénateurs convoquent un fonctionnaire de la Chambre devant un comité du Sénat lors de l'intersession, il n'y a à peu près personne dans l'édifice. Il serait peut-être sage de songer à nous réunir au sujet de la bibliothèque parlementaire et peut-être par suite de nos consultations, nous pourrions élaborer une formule judicieuse pour le Sénat. Messieurs, mercredi prochain vous sied-il pour la prochaine réunion?

Des voix: D'accord.

Le président: Il me faut signaler à tout le monde que nous sommes officiellement saisis de la question des débats télévisés de la Chambre. Dois-je faire circuler le document que j'ai reçu de Radio-Canada?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Absolument.

Le président: Bon. Alors, messieurs, nous nous réunirons à la même heure mercredi prochain après l'ordre jour?

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): At 3.30 p.m.?

The Chairman: Yes, 3.30 p.m., thank you.

[Interpretation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A 3 h 30 de l'après-midi?

Le président: C'est exact. Merci.

Queen's Printer for Canada, Ottawa, 1970

Imprimeur de la Reine pour le Canada, Ottawa, 1970

Item 8

M. Knowles: Thank you very much, gentlemen.

M. Knowles: I would like to thank Mr. Chairman for a breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation. Now, as far as the particular committee concerned, I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

Credit 8

M. Knowles: I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles: I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

M. Knowles (Winnipeg North Centre): I would like to thank Mr. Chairman for his breakdown of the operations of committees, and I am considering this task rather seriously. I would like to thank Mr. Chairman for his cooperation.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE
HOUSE OF COMMONS

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL
CHAMBRE DES COMMUNES

MINUTE Second Session
Twenty-eighth Parliament, 1969-70

Deuxième session de la
vingt-huitième législature, 1969-1970

COMITÉ PERMANENT

STANDING COMMITTEE

STANDING COMMITTEE
ON

COMITÉ PERMANENT
DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman D. Gordon Blair

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS PROCÈS-VERBAUX ET
AND EVIDENCE TÉMOIGNAGES

No. 2

WEDNESDAY, APRIL 15, 1970

LE MERCREDI 15 AVRIL 1970

Respecting

Concernant

1970-71 Estimates of Parliament

Le Budget des dépenses 1970-1971
du Parlement

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le Procès-verbal)

ASSOCIATE CHURCH OFFICER
Mr. Gordon Blair
Secretary to the Standing Committee
300 Queen's Private, Ottawa, Ontario K1A 0E6

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE
M. Secrétaire associé à la Commission
à 30 de l'après-midi

The Canadian Press,
1010-1011 Queen's Private, Ottawa, Ontario K1A 0E6

Le presse canadienne
1010-1011 Queen's Private, Ottawa, Ontario K1A 0E6

STANDING COMMITTEE

ON

PROCEDURE AND ORGANIZATION

COMITÉ PERMANENT

DE LA

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

COMITÉ PERMANENT

Chairman
Mr. D. Gordon Blair

Mr. D. Gordon Blair

Président

Vice-Chairman

Mr. Marcel Lambert

Vice-président

and Messrs.

et MM.

Aiken,
Deachman,
Fairweather,
Forest,

Francis,
Jerome,
Knowles (Winnipeg North
Centre),

Reid,
Rondeau,
St. Pierre—12.

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Le secrétaire du comité,

Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

No. 2

THE MERCREDI 15 APRIL 1970

WEDNESDAY, APRIL 15, 1970

CONSIDÉRATION

THE BUDGET FOR THE FINANCIAL YEAR 1970-1971
DU BUDGET POUR LA FINANCIÈRE 1970-1971

RESPONSIBILITY

1970-71 ESTIMATES OF REVENUE

WITNESSES—TÉMOINS

(AVANT LE BLOCUS-VOTE)

(SEE MINUTES OF PROCEEDINGS)

Chambre des communes
ordinaire des débats
membre du Comité

[Text] II fait l'ordre du jour de la séance
MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, April 15, 1970.

(3)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3.44 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Knowles (*Winnipeg North Centre*), Lambert (*Edmonton West*), Reid (7).

Witnesses: From the Library of Parliament: Mr. Erik J. Spicer, Parliamentary Librarian; Mr. A. E. Luxton, Chief Library Administrative Officer; Miss A. Pamela Hardisty, Assistant Librarian; Mr. Philip Laundry, Chief, Research Branch; and Mr. D. Fraser, Assistant Library Administrative Officer.

The Committee continued consideration of the estimates for 1970-71 of Parliament. The Chairman called Item 10—Library of Parliament—Programme Expenditures.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Spicer made a statement and he and his officials were questioned.

Later, Item 10—Programme Expenditures of the Library of Parliament—carried.

The Chairman thanked the witnesses and they were excused.

Item 1—Programme Expenditures of the Senate—was carried on division.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference of Monday, March 23, 1970, in which it was directed to study the question of radio and television in the House. Thereupon, it was

Ordered,—That the Clerk of the Committee abstract from the Debates of the House of Commons, the debates pertain-

ant à la question de la radio et de la télévision à la Chambre.

[Traduction] I. fait l'ordre du jour de la séance
PROCÈS-VERBAL

Le MERCREDI 15 avril 1970
(3)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi à 3h 44. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Reid—(7).

Témoins: de la Bibliothèque du Parlement: MM. Erik J. Spicer, bibliothécaire du Parlement; A. E. Luxton, agent d'administration en chef de la Bibliothèque; Mlle A. Pamela Hardisty, bibliothécaire adjointe; Philip Laundry, chef de la direction des recherches; et D. Fraser, agent d'administration adjoint de la Bibliothèque.

Le Comité continue l'étude du Budget des dépenses du Parlement pour 1970-1971. Le président met en délibération le crédit 10—Bibliothèque du Parlement—dépenses du programme.

Le président présente les témoins. M. Spicer fait une déclaration et il répond, ainsi que les autres fonctionnaires, aux questions des députés.

Plus tard, le crédit 10—dépenses du programme de la Bibliothèque du Parlement est adopté.

Le président remercie les témoins qui sont interrogés.

Le crédit n° 1—dépenses du programme du Sénat—est adopté sur division.

Le Comité passe à la discussion de l'Ordre de Renvoi du lundi 23 mars 1970 qui demande une étude de la question de la radio et de la télévision à la Chambre. Il est donc

Ordonné,—Que le greffier du Comité extrait des débats de la Chambre des communes les discussions portant sur la ques-

ing to the question of televising the proceedings of the House and its committees and to circulate the said abstracts of debates to the members of the Committee.

Later, it was agreed that the Chairman of the Committee would approach the President of the CBC and ask him to appear on the question of Broadcasting. A similar invitation would also be conveyed to the President of CTV. Later, other media people and the public would be invited to appear.

At 4.42 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

tion de télédiffuser les témoignages de la Chambre et de ses comités et qu'il fasse circuler cet extrait parmi les députés, membres du Comité.

Il est convenu, par la suite, que le président du Comité communiquera avec le président de Radio Canada et lui demandera de comparaître au sujet de la radio-diffusion. Une invitation semblable sera envoyée au président du réseau CTV. Par la suite, d'autres personnes qui font partie des organes d'information et le public seront invités à comparaître.

A 4h 42 de l'après-midi, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité,

Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

B. Kirby

Le Comité continue l'étude du Projet
des dépenses au Parlement pour 1970-
1971. Le président met en délibération le
projet 10-Budget préparé par M. Lansdowne
échéance au budget annexe.

Le président présente les termes de la motion. M.
Spicer fait une déclinaison de la motion,
saying that les termes sont tout à fait corrects, aux
détails des débats.

M. Lansday, le président, demande que la motion soit
bordure de la motion 10—échéance au budget
annexe soit adoptée.

Le président demande que la motion soit
adoptée dans la motion 10—échéance au budget
annexe.

Le Comité passe à la discussion de
l'ordre du jour au budget du ministère de
l'Industrie et de la recherche sur la discussion de
la motion de la motion 10—échéance au budget
annexe.

Le Comité passe à la discussion de la motion
de la motion 10—échéance au budget annexe.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, April 15, 1970

• 1542

The Chairman: Gentlemen, I will call the meeting to order. We do not have a quorum but I think we have a sufficient number to start the proceedings. The estimates we are concerned with today are those of the Library of Parliament, and we are very fortunate to have with us the Parliamentary Librarian, Mr. Erik J. Spicer, and with him Miss A. P. Hardisty, the Assistant Librarian, Mr. A. E. Luxton, Chief Library Administrative Officer, Mr. Philip Laundy, Chief of the Research Branch, and Mr. D. Fraser, who is the Assistant Chief Administrative Officer.

If it is agreeable to the Committee, I would propose to commence by asking Mr. Spicer to make a comment on his estimates and the work of the library. Would that be in order?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Erik J. Spicer (Parliamentary Librarian): Thank you, Mr. Chairman. I think since we have supplied you with copies of our annual report last year, we can assume that the work of the library has been covered in great detail, perhaps excessive detail. The budget you have also had a chance to examine beforehand. I will not comment except to say that the increase is modest. I think perhaps you should know that under the Library of Parliament Act, we have a peculiar section which does state that:

10. The supply of stationery required for the use of the Library shall be furnished by the Department of Public Printing and Stationery, and charged to the Houses of Parliament.

So in that sense our budget may be considered somewhat misleading because there is a charge against both the House and the Senate. They do support us in this way as they do in so many other ways and I would like to thank them for this and the other ways in which they help us serve you. I probably should also say that although it is not our habit, we may have to ask for supplemen-

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 15 avril 1970

Le président: Messieurs, la séance est ouverte. Nous n'avons pas quorum, mais je crois que nous sommes en nombre suffisant pour commencer les délibérations. Le budget que nous étudions aujourd'hui est celui de la Bibliothèque du Parlement et nous sommes heureux d'accueillir parmi nous les bibliothécaires du Parlement, M. Erik J. Spicer, qui est accompagné de Mme A. P. Hardisty, bibliothécaire adjointe, M. A. E. Luxton, agent d'administration en chef de la Bibliothèque, M. Philip Laundy, chef de la Direction des recherches et M. D. Fraser, agent d'administration adjoint de la Bibliothèque.

Si le Comité est d'accord, je proposerais de commencer par demander à M. Spicer de faire un commentaire sur son budget et les travaux de la Bibliothèque. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Eric J. Spicer (bibliothécaire du Parlement): Merci, monsieur le président. Comme nous vous avons fourni des exemplaires de notre rapport annuel de l'année dernière, nous pouvons supposer que les travaux de la Bibliothèque ont été étudiés à fond, peut-être très à fond. Le budget que vous avez devant vous a aussi pu être examiné d'avance. Mon seul commentaire consistera à dire que l'augmentation est modeste. Je crois que vous devriez peut-être savoir qu'un des articles de la Loi sur la bibliothèque du Parlement stipule que:

10. La papeterie nécessaire à la bibliothèque est fournie par le département des impressions et de la papeterie publiques, et le prix en est porté au compte des deux Chambres du Parlement.

Dans ce sens, notre budget peut être considéré comme légèrement trompeur parce qu'une somme est imputée sur la Chambre du Sénat. Ils nous appuient de cette façon comme dans beaucoup d'autres, et je tiens à les remercier de nous aider à vous servir. Je devrais peut-être également dire que, contrairement à notre habitude, nous devrons peut-être demander des crédits supplémentaires

[Text]

taries this year. There are pressures of both staff and space.

As far as space is concerned, we are considering the possibility of having movable shelving installed in the stack areas and we are assured that this might give us as much as a 60 per cent increase of space on both floors of the stack. This would improve service to you because we would have books and other documents more readily available than they are now. At present we have a storage area out at Tunney's Pasture from which we will have to move shortly anyway, and I hope that when the time comes to ask for supplementaries for this purpose, being forewarned you will be prepared to support them. That is really all I have to say, Mr. Chairman. I will be happy to answer any question.

• 1545

Mr. Lambert (Edmonton West): Lately, on the basis of the presentation of the estimates in their new form, I have found that while it is all right to have things given to you, shall we say on a functional basis or a program basis, there are unfortunately many things that are hidden. For instance—and this is not the first time I have said so—this title Planned Man Years hides more sins than the information it may reveal because while you may have planned man years, these could all be down at, shall we say the lowest-grade clerk. On the other hand, they might be all of the highest possible priced help that you could get. It says you are going to get 90 planned man years for your staff this year. What is the break-down of that, Mr. Spicer? Are there any areas in which you are increasing or decreasing within that staff? What vacancies have you at the present time? Have you any problems of recruitment and so forth?

Mr. Spicer: When we say that we have 90 man years, it really means that we have 90 positions on staff. Of course there is the senior position of Associate Librarian which is not filled and is not within my power to fill. There is also a secretary to the Associate Librarian and, of course, we are not going to fill that position until an Associate is appointed. So those really are two vacancies over which we have no control.

Last year we cut two positions from the staff. We had an extra Assistant Librarian position and we cheerfully cut that as an indication of our willingness to co-operate in days of austerity. That was one of our senior positions. We also cut a position from the bindery staff, so instead of four in the bindery we now have three; we cut one senior

[Interpretation]

cette année, par suite des besoins de personnel et d'espace.

Pour ce qui est de l'espace nous envisageons la possibilité de faire installer des étagères mobiles dans l'entrepôt, ce qui pourrait nous fournir jusqu'à 60 p. 100 de plus d'espace sur le deux étages d'entrepôt. Le service que nous vous fournissons s'en trouverait amélioré car nous pourrions vous fournir les livres et les autres documents plus rapidement. Nous avons un entrepôt à Tunney's Pasture que nous abandonnerons sous peu et j'espère que lorsque nous demanderons des crédits supplémentaires à cette fin vous serez prêt à les appuyer.

C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président. Je serai heureux de répondre à toutes les questions.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai récemment découvert, grâce à la nouvelle présentation du budget, que, bien qu'il soit bon de vous accorder des crédits pour votre fonctionnement ou pour votre programme, il y avait malheureusement de nombreux points cachés. Par exemple, le titre Années-hommes projetées cache beaucoup plus de renseignements qu'il ne semble en révéler car, malgré les Années-hommes projetées, celles-ci pourraient s'étendre jusqu'au plus petit commis. Par contre, elles pourraient toutes se composer de spécialistes très bien payés dont vous pourriez acquérir les services. Vous prévoyez 90 années-hommes pour votre personnel cette année. Quelle en est la ventilation, monsieur Spicer? Y a-t-il des domaines dans lesquels vous augmentez ou diminuez votre personnel? Quels sont vos postes vacants à l'heure actuelle? Êtes-vous aux prises avec des problèmes de recrutement?

Mr. Spicer: Lorsque nous disons 90 années-hommes, nous voulons en fait dire 90 postes dans notre personnel. Évidemment, il y a le poste supérieur de bibliothécaire associé qui n'a pas été rempli et que je n'ai pas le pouvoir de remplir. Il y a également un poste de secrétaire au bibliothécaire associé et, évidemment, nous ne le remplirons pas avant la nomination d'un associé. Voilà pour les deux postes vacants pour lesquels nous n'avons aucun contrôle.

L'année dernière, nous avons éliminé deux postes de notre personnel. Nous avions un poste additionnel de bibliothécaire adjoint et nous l'avons supprimé pour manifester notre bonne volonté durant cette période d'austérité. C'était un de nos postes supérieurs. Nous avons également éliminé un poste au sein de nos relieurs, de sorte qu'au lieu d'en avoir

[Texte]

and one junior position. We then added four positions, for a net gain of two, which is a quite modest staff gain. I believe it is 2.3 per cent.

As far as the other positions are concerned, we have approximately 22 librarians and 12 research officers. One could say that generally those are the more senior positions; the rest are important positions but they are supporting positions.

Mr. Lambert (Edmonton West): As you know, we discussed at a meeting of the Joint Committee of the Library matters of staff and salaries and so forth, but those minutes and so forth do not see much in the way of the light of day as much as these will. What about your recruitment of, say, librarians and so forth, and what about your levels of pay? Do you feel that you are competitive or that you are meeting the field?

Mr. Spicer: As far as librarians are concerned, I think our salaries are competitive. This is a good place to work. People are pretty eager to work here. We have had no trouble recruiting librarians and the librarian shortage is rapidly decreasing. I think where we are going to run into difficulty, though, is in attracting and retaining the calibre of research officers we have and any better research officers we may hope to have. I do not believe that the salaries that they are paid are adequate in comparison with salaries paid elsewhere.

Mr. Lambert (Edmonton West): Have you made any recommendations to the Speakers in this regard? What steps are you taking to protect the research staff?

• 1550

Mr. Spicer: There is a general agreement that salary increases and so forth will be considered once a year to be effective July 1. This is in line with what the House does. At the present time there will be no firm recommendations from me regarding salaries for the research staff.

To go back for a moment to the librarians' salaries, they are at present being negotiated in the Public Service and we base our librarians' salaries on the salaries paid in the Public Service. If the negotiations finish and they have retroactive increases, then I will certainly have to recommend increases for our own librarians to keep them in line. Actually we keep them a little ahead of the Public Service

[Interprétation]

quatre nous en avons trois; nous avons éliminé un poste supérieur et un poste subalterne. Nous avons alors ajouté quatre postes, soit une augmentation nette de deux, ce qui représente un accroissement assez minime. Je crois qu'il est de 2.3 p. 100.

Pour ce qui est des autres postes, nous avons environ 22 bibliothécaires et 12 documentalistes. On pourra dire qu'en règle générale, ce sont là des postes supérieurs; les autres sont des postes importants, mais ce sont des postes de soutien.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Comme vous le savez, nous avons discuté lors d'une réunion du Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement des questions du personnel et de traitements et etc., mais ces délibérations n'étaient pas aussi précises que celles-ci. Que dire du recrutement des bibliothécaires et de vos niveaux de rémunération? Croyez-vous qu'ils soient concurrentiels, ou sont-ils égaux à ce que l'on paie ordinairement dans ce domaine?

M. Spicer: Pour ce qui est des bibliothécaires, je crois que nos traitements sont concurrentiels. C'est un bon endroit où travailler. Les gens cherchent à venir travailler chez nous. Nous n'avons connu aucun ennui de recrutement des bibliothécaires et les postes vacants diminuent rapidement. Toutefois je crois nous aurons des difficultés à attirer et à garder des documentalistes du calibre de celui que nous avons ou même encore meilleur. Je ne crois pas que les traitements soient suffisants si on les comparent à ceux que l'on verse ailleurs.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Avez-vous fait des recommandations aux Orateurs dans ce sens? Quelles mesures avez-vous prises pour protéger ces documentalistes?

Mr. Spicer: Il y a un accord général précisant que les augmentations de traitements seront étudiées une fois l'an et prendront effet le 1^{er} juillet. Cette façon de faire est conforme aux pratiques de la Chambre. Actuellement, je ne présenterai aucune recommandation spéciale concernant les traitements du personnel de recherche.

Pour revenir aux traitements des bibliothécaires, je dois dire que des négociations ont présentement lieu dans la Fonction publique et nous établissons le traitement de nos bibliothécaires d'après les traitements de la Fonction publique. Si les négociations aboutissent à des augmentations rétroactives, je devrai certainement recommander des augmentations pour mes propres bibliothécaires de

[Text]

because of the more exhausting nature of our work, the shift work and the fact that they are working directly for important people.

[Interprétation]

[Interpretation]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You do not have direct negotiations between your librarians and your employer. You just follow the results of the negotiations by similar people in the Public Service.

[Interpretation]

façon à leur assurer le même niveau. Leurs traitements sont présentement légèrement supérieurs à ceux de la Fonction publique à cause de leurs travaux plus épuisants de leur travail par équipe et du fait qu'ils travaillent directement pour des gens importants.

Mr. Spicer: That is correct. We have a built-in differential. Our reference librarians are paid 8 per cent more than librarians at the same level in the Public Service. This is to make up for the night work that I have mentioned.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'y a pas de négociations directes entre vos bibliothécaires et votre employeur. Vous suivez simplement les résultats des négociations pour les mêmes catégories dans la Fonction publique.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): How did you get that 8 per cent?

M. Spicer: C'est exact. Il y a une différence automatique. Nos bibliothécaires de référence touchent 8 p. 100 de plus que les bibliothécaires au même niveau dans la Fonction publique. Ce supplément compense pour le travail de nuit que j'ai mentionné.

Mr. Spicer: This was not an easy thing to do. The history of the library salaries is perhaps unclear, but salaries on the Hill generally have always been higher than salaries elsewhere and our librarians' salaries were higher than elsewhere when I was appointed. I felt that we should rationalize it on a percentage basis and at the time—in 1964, I think—we worked out a percentage which seemed fair and reasonable, considering the factors existing at that time. It was discussed with officers of the Public Service Commission and they were not prepared to oppose it, so I recommended it. It is 8 per cent for the reference librarians who do have shift work and 4 per cent for the catalogue librarians.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comment avez-vous obtenu ces 8 p. 100?

M. Spicer: La chose n'a pas été facile. Les antécédents des traitements des bibliothécaires ne sont peut-être pas clairs, mais les traitements sur la Colline ont généralement été toujours supérieurs aux traitements correspondants ailleurs et les traitements de nos bibliothécaires étaient supérieurs lorsque j'ai été nommé. J'ai cru que nous devions établir un pourcentage et nous en avons alors établi un en 1964 qui nous semblait juste et raisonnable, compte tenu des facteurs de l'époque. Nous en avons discuté avec les fonctionnaires de la Commission de la Fonction publique et ils ne s'y sont pas opposés et j'en ai donc fait la recommandation. Il est de 8 p. 100 pour les bibliothécaires de référence qui doivent travailler par équipes et de 4 p. 100 pour les bibliothécaires de catalogue.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): So your collective bargaining is done for you.

M. Knowles (Winnipeg Nord-Centre): On mène donc vos négociations collectives pour vous.

Mr. Spicer: Yes, it is very handy for us.

M. Spicer: Oui, ce qui nous est très utile.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I hope that is not the end of it.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'espère que ce n'en sera pas la fin.

Mr. Reid: Mr. Chairman, what was the result of the resolution passed in the joint committee concerning the increase in staff of the researchers?

M. Reid: Monsieur le président, quel a été le résultat de la résolution adoptée au Comité mixte concernant l'augmentation du personnel de recherches?

Mr. Spicer: The result of that resolution was that I had recommendations prepared for submission to Treasury Board. I forwarded them to both Speakers and we have not discussed them in any detail whatsoever since their submission.

M. Spicer: J'ai rédigé des recommandations qui seront soumises au Conseil du Trésor. Je les ai fait parvenir aux deux Orateurs et nous n'en n'avons pas discuté depuis lors.

[Texte]

Mr. Reid: I wonder, Mr. Chairman, if you could enlighten me on whether or not this Committee supersedes the Joint Committee on the Library of Parliament or whether this is a measure that would be best proceeded with in the other Committee or whether it would be under this Committee's responsibility?

The Chairman: I would think, Mr. Reid, your best course would be simply to continue to ask questions and we will avoid any procedural rulings.

Mr. Reid: The reason I asked that question was that...

The Chairman: We control the money; that may give some indication.

Mr. Reid: I was going to request you to ask the Clerk to follow this through to make sure that the recommendations are discussed with the Speaker at an early time, before these particular estimates are passed, because this was a recommendation from the appropriate committee at the time. The effect of the current estimates is to freeze the research staff at the current levels when the staff is coming under considerable pressure from committees especially, as well as from individual members. It is now quite apparent that the waiting period is about six weeks, which is a little too long.

Mr. Spicer: Mr. Chairman, I did mention at the beginning that we would probably have to go for supplementaries. I did mention the question of space and staff but I did not intend to pursue it unless it was brought up.

• 1555

Mr. Reid: I think this is an appropriate time for it to be brought up. What is the space situation now? Do you have sufficient space, given, for example—not the example which we had with the Committees Branch, where the amount of space provided was beneath that set by the Department of National Health and Welfare. Do you have adequate space for your researchers, based on existing government regulations?

Mr. Spicer: We have asked a number of times, not for Health and Welfare but to have Public Works come in and survey our space requirements. I do not think we have adequate space for the staff we have working in the Library. We have more space because we have the Research Branch with the exception of its Chief and his secretary. The staff of the Research Branch is in the Rideau Club annex, so on a square-foot and even cubic-foot basis,

[Interprétation]

[Interprétation]

M. Reid: Je me demande, monsieur le président, si vous pourriez me dire si notre Comité a préséance sur le Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement, ou s'il s'agit d'une mesure qu'il serait préférable de présenter à l'autre Comité ou si elle relève de ce Comité?

Le président: Je crois, monsieur Reid, que votre meilleure façon de procéder serait de vous en tenir aux questions et nous éviterons toute règle de procédure.

M. Reid: Les raisons pour lesquelles j'ai posé cette question étaient...

Le président: Nous contrôlons l'argent; cela peut être un indice.

M. Reid: J'allais vous proposer de demander au Greffier de donner suite à cette démarche pour être certain que les recommandations soient discutées avec l'Orateur avant l'adoption de ce budget particulier parce qu'il s'agissait d'une recommandation provenant du comité pertinent. Le budget courant vise à bloquer le personnel de recherches aux niveaux actuels alors que le personnel est soumis à des pressions considérables de la part des comités et des députés individuels. Il est maintenant assez évident que la période d'attente est d'environ six semaines, ce qui est un peu trop long.

M. Spicer: Monsieur le président, j'ai mentionné au début que nous allions probablement demander des crédits supplémentaires. J'ai mentionné la question de l'espace et du personnel, mais je n'avais pas l'intention d'y revenir à moins qu'on soulève le point.

M. Reid: Je crois que le temps est bien choisi pour en parler. Qu'avez-vous à dire à propos de l'espace? Est-il suffisant, contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de la Direction des comités, qui a obtenu un espace inférieur à celui qu'avait établi le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. L'espace fourni à vos chercheurs était-il suffisant d'après les règlements actuels du gouvernement?

M. Spicer: Nous avons demandé à de nombreuses reprises que, non pas le ministère de la Santé et du Bien-être, mais celui des Travaux publics vienne étudier nos besoins en espace. Je ne crois pas que les locaux dans lesquels doit travailler le personnel de la Bibliothèque soient suffisants. Nous avons plus d'espace parce que nous logeons la Direction des recherches, à l'exception de son chef et de sa secrétaire. Le personnel de la Direction des

[Text]

because they have higher ceilings and more fresh air, they are better housed than the staff in the Library. I have a strong suspicion that if Health and Welfare came through, they might feel that the provisions we have for our present staff are inadequate.

We could, however, put more staff in the quarters occupied by the research officers. We also have a plan to put a mezzanine floor in one of our rooms in the Library, and Public Works is considering the possibility of lowering the ceiling in the Associate Librarian's office—that is before he gets here—which would perhaps give us space for four or five additional people. But this is another item of expense and I am not sure how this can be handled. We would probably have to go for supplementaries for that. We were told initially that Public Works could afford to do it, but now we are told that the money is being assigned somewhere else.

Our staff has never really strongly objected to working in quarters which may be a little less than desirable. I think it is fair to say that they are all eager to help you and are willing to put up with some inconvenience. Remember it is also inconvenient to be understaffed.

Mr. Reid: That is a good point. I wonder, Mr. Chairman, if I might ask a question on the projected increases, according to the estimates, for the research section and the staff, where I note that the change from the expenditure of 1968-69 is \$4,000. That is a rather strange figure.

The Chairman: No, the actual expenditure was less than the projected expenditure in 1969. The difference would be...

Mr. Reid: No, no, the figure is the actual expenditure in 1968-69.

The Chairman: I am sorry.

Mr. Reid: It is \$133,000. The forecast expenditure for 1969-70 is \$186,000. I want to know why the strange figure of \$4,000 as the change.

Mr. Spicer: Could you tell me what page you are on? We seem to be having trouble following you.

Mr. Reid: Yes. Page 17-16 under Activity—Research Papers and Staff, the fourth column.

Mr. Spicer: Yes, now that I find the place, the difference is in salary increases. There are

[Interpretation]

recherches travaille dans l'annexe du Club Rideau de sorte que, en pieds carrés ou même en pieds cubes, ils ont des plafonds plus élevés, plus d'air frais, et ils sont donc mieux logés que le personnel de la Bibliothèque. Je crois bien que si le ministère de la Santé et du Bien-être social venait inspecter nos locaux, il les trouverait insuffisants.

Nous pourrions toutefois loger plus de personnel dans les locaux occupés par les agents de recherches. Nous voulons également faire construire une mezzanine dans une des salles de la Bibliothèque et les Travaux publics envisagent la possibilité d'abaisser le plafond du bureau du bibliothécaire associé avant son arrivée, ce qui nous pourrait loger cinq ou six personnes additionnelles. Mais il s'agit d'un autre poste de dépenses et je ne suis pas certain de la façon de régler cette question. On nous avait dit au début que les Travaux publics pouvaient se permettre de le faire, mais on nous dit maintenant que l'argent sera dépensé à une autre fin.

Notre personnel ne s'est vraiment jamais fortement opposé à travailler dans des locaux qui laissent à désirer. Je crois qu'il serait juste de dire qu'il désire ardemment vous aider et qu'il est prêt à oublier certains inconvénients. Rappelez-vous que c'est également un inconvénient que d'avoir à travailler avec un personnel insuffisant.

M. Reid: C'est exact. Je me demande, monsieur le président, si je pourrais poser une question sur les augmentations projetées qui figurent dans le budget pour la section et le personnel de recherches, où je note que la différence avec les dépenses de 1968-1969 est de \$4,000. C'est un chiffre plutôt étrange.

Le président: Non, les dépenses réelles étaient inférieures aux dépenses prévues en 1969. La différence serait...

M. Reid: Non, non, le chiffre est celui des dépenses réelles en 1968-1969.

Le président: Je suis désolé.

M. Reid: C'est \$133,000. Les dépenses prévues pour 1969-1970 sont de \$186,000. Je voudrais que vous m'expliquiez cette différence étrange de \$4,000.

M. Spicer: Pouvez-vous me dire à quelle page vous êtes? Nous ne pouvons vous suivre.

M. Reid: Oui. Page 17-16 sous Activité-Travaux de Recherches et Personnel, à la quatrième colonne.

M. Spicer: Oui, j'ai trouvé l'endroit. La différence provient des augmentations de traite-

[Texte]

no staff increases in the Research Branch.

Mr. Reid: And for 18 people, the total salary increase will be \$4,000?

Mr. Spicer: It was at that time, I am told.

Mr. Reid: What has been the increase in pay for the research staff in that case?

• 1600

Mr. Spicer: I am told that those simply cover the annual increments. Seven of those people are at their maximum now; therefore, there is no annual increment for them.

Mr. Reid: Seven of the eighteen. How long have they been at their maximum?

Mr. Spicer: I am told not longer than two years in any one case.

Mr. Reid: So for two years they have been in the position of members of Parliament—since 1967.

Mr. Spicer: No, not actually, they have been even better off than you people. They received retroactive increases last year. This was a staff increase, though, an increase in salaries for the individuals on staff.

Mr. Forest: What is the number of the staff in research?

Mr. Spicer: There are 12 Research Officers and six secretaries.

The Chairman: Gentlemen, are there any further questions?

Mr. Reid raised an interesting question on what attitude, if any, we should have to the recommendation made by the Library Committee which has been put forward to the Speakers by the Librarian. Are there any comments on that?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We are dealing with Estimates. That is not before us, is it?

The Chairman: That is right.

Mr. Spicer: In any case, Mr. Chairman, the Joint Committee on the Library has also said they want to look at my Estimates, so perhaps mine will be the most closely examined Estimates on Parliament Hill.

[Interprétation]

ment. Il n'y a pas d'augmentation du personnel de la direction des recherches.

M. Reid: L'augmentation totale des traitements pour les 18 personnes sera de \$4,000?

M. Spicer: A ce moment-là, à ce qu'on me dit.

M. Reid: Quelle a été l'augmentation de traitement du personnel de recherches dans ce cas?

M. Spicer: On me dit qu'il ne s'agit que de relèvements annuels. Sept de ces personnes sont au maximum et il n'y a aucun relèvement annuel pour eux.

M. Reid: Sept des dix-huit. Depuis quand sont-ils plafonnés?

M. Spicer: On me dit qu'ils sont plafonnés depuis deux ans, au maximum.

M. Reid: Donc, depuis deux ans, ils sont dans la même position que les députés, depuis 1967.

M. Spicer: Non, pas tout à fait, ils sont dans une meilleure position que vous. Ils ont reçu des augmentations rétroactives l'année dernière. Il s'agissait d'une augmentation du personnel, cependant, une augmentation des traitements des personnes constituant le personnel.

M. Forest: Combien d'employés compte le personnel des recherches?

M. Spicer: Il compte douze agents de recherches et six secrétaires.

Le président: Messieurs, y a-t-il d'autres questions?

Mr. Reid a soulevée la question très intéressante de l'attitude que nous devrions adopter face à la recommandation du Comité de la Bibliothèque qui a été présenté aux Orateurs par le bibliothécaire. Y a-t-il des commentaires à ce sujet?

M. Knowles (Winnipeg Nord Centre): Nous étudions le budget des dépenses. Nous ne sommes pas saisis de cette question, n'est-ce pas?

Le président: C'est exact.

M. Spicer: De toute façon, monsieur le président, le Comité mixte de la Bibliothèque a également dit qu'il voulait examiner mon budget, ce qui en fera peut-être le budget de la Colline du Parlement examiné le plus à fond.

[Text]

An hon. Member: Did we?

Mr. Spicer: You have not looked at them, but you did express a desire to see them.

An hon. Member: I do not want to see them again.

Mr. Spicer: Perhaps you have examined them, I do not know.

The Chairman: Are there any further questions to Mr. Spicer?

Mr. Deachman: Mr. Chairman, I wonder if Mr. Laundy could give us a sort of brief rundown on precisely what his staff of 12 researchers are doing. What is the exact nature of the work and what are they called on for most of all? Mr. Reid mentioned that there is a time lag of about six weeks to get anything out of their office now. I would like to hear some comment on that and just a general impression from Mr. Laundy on what his work now constitutes.

Mr. Philip Laundy (Chief, Research Branch): Well, sir, our basic responsibility is, of course, to provide a research service to members of both Houses of Parliament in accordance with the requests of individual members and of committees. I should add here that our venture into the field of committee work is something which has resulted from the requests brought to us by the Chairmen of committees and we find now that we are doing a considerable greater amount of work for committees than was the case at the beginning. It is still true to say that the bulk of our work is done at the request of individual members.

The 12 Research Officers on the establishment are made up of specialists and generalists. The specialists we have are lawyers and economists, in effect, but they are specialists of a particularly versatile kind because they have to be people who are able to walk to work within the broadest limits of their field. The backbone of the Research Branch personnel comprises generalists, people with broad academic background in such subjects as political science and history, who can work within the general range of current affairs and this is what enables us to impose no limit upon the subject content of the requests that we receive.

• 1605

We are, of course, limited in the practical sense by the range of expertise at our disposal, but in general we do our best to provide a member with what he wants to prepare a paper on any subject which is referred to us,

[Interpretation]

Une voix: L'avons-nous examiné?

M. Spicer: Vous ne l'avez pas examiné, mais vous n'en avez pas exprimé le désir.

Une voix: Je ne veux pas le revoir.

M. Spicer: Peut-être l'avez-vous examiné, je ne sais pas.

Le président: Y a-t-il d'autres questions que vous voudriez adresser à M. Spicer?

M. Deachman: Monsieur le président, M. Laundy ne pourrait-il pas nous faire un bref exposé du travail de ses douze documentalistes? Quelle est la nature exacte de leur travail et sur quel sujet leur demande-t-on surtout de faire des recherches? M. Reid a mentionné qu'il y avait un laps d'environ six semaines avant d'obtenir les travaux de leur bureau. J'aimerais entendre un commentaire à ce sujet et j'aimerais que M. Laundy me donne une idée générale de son travail.

M. Philip Laundy (Chef de la Direction des recherches): Notre tâche fondamentale est, évidemment, de fournir un service de recherche aux membres des deux Chambres du Parlement, d'après les demandes des membres et des comités. Je devrais ajouter que nous nous occupons de travaux pour les comités par suite des demandes qui nous ont été formulées par les présidents de comité et nous nous acquittons de tâches beaucoup plus considérables pour les comités qu'au début. Il est également vrai de dire que le gros de notre travail répond aux demandes des députés individuels.

Le personnel des douze agents de recherche se compose de spécialistes et de généralistes. Les spécialistes sont des juristes et des économistes, mais il y a des spécialistes de talents plus variés parce leurs recherches doivent se faire sur une étendue beaucoup plus vaste de leur domaine. Les piliers de la Direction des recherches se composent de généralistes, de gens jouissant d'une vaste culture générale dans les sujets tels que les sciences politiques et l'histoire et qui peuvent travailler dans une gamme de questions courantes, et c'est ce qui nous permet de n'imposer aucune limite de contenu aux demandes que nous recevons.

Nous sommes évidemment limités dans le sens pratique par l'éventail d'experts à notre disposition, mais, en règle générale, nous essayons de fournir aux députés ce qu'ils désirent pour préparer un document sur tout

[Texte]

and this in brief, sir, is what we do. We prepare research papers in accordance with the specific terms of reference of the individual member or the committee making the request. There is no typical project. They can range from a broad, superficial outline of something for a member who wishes to make a brief speech to a study in some considerable depth for a member pursuing a long-term interest perhaps in a particular area, but there is no typical project. They vary in range, depth, length and, of course, in the amount of work that one has to apply to them.

The reason for the long waiting period is because more and more members are taking advantage of the service and once a member has used the service he tends to come back. There are so many members for whom we have not worked, but the more members use that service, the greater the backlog of work accumulates. So that when a member brings a request to us today we have to make provision not only to the amount of time the actual work will take, but for the period which will have to elapse before we can even begin to work on it. Does that answer your question, sir, or should I elaborate?

Mr. Deachman: I have a couple of supplementary questions I would like to ask. You mentioned that some work is being done for committees at the request of Chairmen of committees.

Mr. Laundy: That is so, sir.

Mr. Deachman: How much of your time—can you put it, let us say, on a percentage basis or a percentage of the time of your staff—is now devoted to committees? Can you give us an idea of whether there is a growing demand for that and can you give us an idea specifically, since there is nothing private about what goes on in committees, of the committees that have requested work and what sort of work that is?

Mr. Laundy: To answer the first part of your question, yes, there is an increasing demand on the part of committees. The demand has not yet reached the point where it comprises the major part of our work, but it has reached the point where the organization of the work program in such a way as to meet the requirements of individual members and the committees does pose some difficulties. I think this is due to the fact that the requests of committees tend to be more extensive and time consuming. You asked for a proportion. I think if I could, and I could not guarantee to give you a very active figure without working on this, in terms of the number of projects the proportion will proba-

[Interprétation]

sujet qu'ils nous communiquent, et c'est en gros ce qui constitue notre travail. Nous préparons des documents de recherches en fonction du mandat précis du député ou du comité nous présentant sa demande. Il n'y a pas de projet type. Les sujets varient d'une analyse vaste et superficielle en vue d'un court discours à une étude en profondeur dans un domaine particulier, mais il n'y a pas de projet type. Ils varient en portée, en profondeur et en longueur et, évidemment, en quantité de travail nécessaire.

La raison de la longue période d'attente est qu'un nombre toujours plus grand de députés utilisent ce service et qu'ils ont tendance à le réutiliser. Il y a beaucoup de députés pour lesquels nous n'avons pas travaillé, mais plus ils utilisent ce service, plus l'arrière de travail augmente. Ainsi, quand un parlementaire nous présente une demande, nous devons prévoir non seulement la quantité de temps que nécessitera le travail, mais aussi le délai qui s'écoulera avant que nous puissions même commencer à y travailler. Ai-je répondu à votre question, monsieur, ou voulez-vous que je continue?

M. Deachman: Il y a quelques questions complémentaires que j'aimerais vous poser. Vous avez dit que vous faisiez certains travaux pour les comités à la demande des présidents de comités.

M. Laundy: C'est exact, Monsieur.

M. Deachman: Quel pourcentage de votre temps ou de celui de votre personnel consacrez-vous aux comités? Pouvez-vous nous donner une idée de l'accroissement de la demande et une idée précise, comme il n'y a rien de privé aux travaux des comités, des comités qui vous ont demandés des travaux et du genre de travail dont il s'agissait?

M. Laundy: Pour répondre à la première partie de votre question, oui, il y a un accroissement de la demande de la part des comités. Elle n'a pas encore atteint le point où elle absorberait la majeure partie de notre travail, mais celui où l'organisation de notre programme de travail de façon à répondre aux exigences des députés et des comités, pose certaines difficultés. Cette situation est due au fait que les demandes des comités tendent à devenir plus vastes et à exiger beaucoup de temps. Vous m'avez demandé une proportion. Je ne crois pas pouvoir vous donner un chiffre très exact à brûle-pourpoint, mais je crois que la proportion du nombre de projets serait probablement petite,

[Text]

bly be small, but in terms of the amount of work involved in the request of committees it would probably be relatively high.

The kinds of project which are requested are in general background studies which help the committee in the pursuit of its work or of the particular investigation in which it is engaged. We have worked, among other committees, for this Committee, for the Finance Committee, the External Affairs Committee, the Standing Committee on Indian Affairs and Northern Development and we have worked for a number of senate committees. While we have not by any means worked for the majority of committees, we have prepared quite a number of crucial projects.

Mr. Fairweather: As a supplementary, you also have worked for committees of Parliament on missions abroad.

Mr. Laundry: Parliamentary delegations, yes.

Mr. Fairweather: Delegations, I should have said.

Mr. Laundry: We prepare briefs for parliamentary delegations usually related to the items of the agenda on which the Canadian delegation wishes to make a contribution. I should mention to you we did a major study for the Special Committee on Delegated Legislation. One of our Research Officers was attached to that Committee, if not on a full-time basis, at least to a very great extent and she played a very crucial part in assisting.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Do you get requests from the research people attached to the parties?

• 1610

Mr. Laundry: Probably indirectly, sir. Our terms of reference do not permit us to accept requests directly from anybody other than a member of Parliament or a Senator, but it is possible that we do receive requests from members which have been suggested by the research organizations of the parties.

Mr. Deachman: I have a number of questions I would like to ask about your staff policy. Is it your tendency to indicate to some of your research staff that you are hiring them on a short-term basis as a part of an experience...

Mr. Laundry: No, sir, quite the reverse.

[Interpretation]

[Interpretation]

mais que celle de la quantité de travail qu'exigent les demandes des comités serait probablement assez élevé.

Les genres de travaux demandés sont généralement des études de base qui permettent au comité de poursuivre ses travaux ou l'enquête spéciale qu'il a entreprise. Nous avons travaillé pour divers comités, dont le vôtre, le Comité des finances, le Comité des affaires extérieures, le Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, et nous avons travaillé pour nombreux de comités du Sénat. Bien que nous n'ayons pas travaillé pour la majorité des comités, nous avons fait un nombre assez grand de travaux importants.

M. Fairweather: En question complémentaire, vous avez également travaillé pour des comités parlementaires en mission à l'étranger.

M. Laundry: Pour des délégations parlementaires, oui.

M. Fairweather: Des délégations, c'est ce que j'aurais dû dire.

M. Laundry: Nous avons préparé des mémoires pour des délégations parlementaires se rapportant ordinairement aux postes du programme auquel la délégation canadienne veut apporter une contribution. Je devrais vous mentionner que nous avons fait une étude importante pour le Comité spécial sur la législation déléguée. Une de nos documentalistes a été attaché à ce Comité, sinon à plein temps, du moins dans une grande mesure et elle a fait un apport important.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Revez-vous des demandes de recherchistes attachés aux partis?

M. Laundry: Probablement indirectement, monsieur. Nos attributions ne nous permettent pas d'accepter des demandes directement d'une personne autre qu'un député ou un sénateur, mais il est possible que nous recevions des demandes de députés qui ont été proposées par les recherchistes des partis.

M. Deachman: Il y a un certain nombre de questions que j'aimerais vous poser sur votre politique à l'égard de votre personnel. Y a-t-il chez vous une tendance à indiquer à certains de vos employés que vous les embauchez pour une courte période de temps à titre d'expérience...

M. Laundry: Non, monsieur, tout au contraire.

[Texte]

Mr. Deachman: ...for their own knowledge and that you intend to rotate them out of there in due course or are you attempting to build a permanent staff and make career men out of them within your own research staff?

Mr. Laundry: We are attempting to do the latter, sir, to build up a permanent establishment of career research personnel.

Mr. Deachman: Is there a danger that a permanent staff of that nature might tend to become rather static as compared to, let us say, taking a portion of that personnel and rotating it through there which might have a stimulating value on the staff and on the kind of research it does?

Mr. Laundry: I am sure that variety is always a very great asset in anybody's work. I can assure you that we do get variety. If, for example, it were decided that the branch should be augmented for the express purpose of widening the service to committees, then, of course, the possibilities of rotation would be built into that because members of the staff could then be assigned to committees on a full-time basis for as long as the committee happened to want their services. They would then be available for other duties when the committee's work was finished.

I would say the general answer to your question would be that the majority of our work is such that there is no real danger, at least it has not emerged during the short number of years we have been operating, of a research officer becoming stale. Certainly this has not become apparent in respect of any of our existing staff.

Mr. Deachman: I have a final question, if I may, Mr. Chairman, and that is, have you been able to make any comparisons with what you are doing and what is being done in other libraries of other legislatures which are comparable or in which we might be interested, such as Great Britain perhaps, some of the major provincial legislatures, Australia, New Zealand and the like?

Mr. Laundry: To a limited extent, sir, yes. While I would never want to give the impression of being complacent, I feel very satisfied with what has emerged from these comparisons. I do not mean by this that we have nothing to learn from other operations, we still have a very great deal to learn from each other, but I feel that the service we provide in relation to the numbers providing it, compares very favourably with the services to be found elsewhere.

[Interprétation]

[Texte]

M. Deachman: ...pour leur propre connaissance et que vous avez l'intention de leur faire subir un certain roulement en temps opportun, ou essayez-vous de vous constituer un personnel permanent et d'en faire des hommes de carrière au sein de votre propre personnel de recherches?

M. Laundry: Nous essayons de constituer un personnel de recherche permanent et composé d'hommes de carrière.

M. Deachman: Y a-t-il un danger qu'un personnel permanent de cette nature ait tendance à devenir plutôt statique, ce qui n'arriverait peut-être pas si une partie du personnel était soumise à un roulement qui pourrait avoir un effet stimulant sur le personnel et sur le genre de recherche auquel il s'adonne?

M. Laundry: Je suis certain que la diversité est toujours un très grand atout. Si, par exemple, on décidait d'augmenter le personnel de la direction pour élargir les services fournis aux comités, le roulement entrerait alors en jeu parce que les employés pourraient être affectés aux comités en permanence pour toute la période pendant laquelle les services seraient requis. Ils pourraient ensuite remplir d'autres fonctions une fois les travaux du comité terminés.

La majeure partie de nos travaux sont tels qu'il n'y a pas de danger réel, du moins il n'y en a pas eu au cours de nos années de service, qu'un chercheur devienne statique. Je n'en ai vu aucun signe chez notre personnel.

M. Deachman: J'ai une dernière question, si vous me le permettez, monsieur le président. Avez-vous pu comparer votre travail à celui des bibliothèques d'autres gouvernements dont le travail ressemble au vôtre et qui pourraient nous intéresser, par exemple la Grande-Bretagne, peut-être, certains des gouvernements provinciaux importants, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc.?

M. Laundry: Dans une certaine mesure, oui. Je dois vous dire que je suis très satisfait des résultats de ces comparaisons. Je ne veux pas dire que nous n'avons plus rien à apprendre, bien au contraire, mais je crois que le service que nous fournissons se compare très favorablement aux services semblables fournis ailleurs.

[Text]

The Chairman: Mr. Reid.

Mr. Reid: Mr. Chairman, I want to open another topic for discussion. I noticed in reading your Report that it is given over solely to printed material. I want to know if you have taken into account the possibility of expanding your services to provide for both audio and audio-visual libraries as well. An increasing amount of information is now almost exclusively obtainable on tapes, on videotapes and methods other than books. I would like to know if the library has done any forward planning on going into this particular field.

Mr. Spicer: Certainly we have considered this.

May I just go back to the previous question now and point out that on pages 5 and 6 of the Report you will find, I think, a useful summary of the work done by the research branch for committees and associations.

• 1615

To answer the audio-visual area, it has been our experience for reasons that, I think, are obvious, that most members prefer to have hard copy, something they can use readily in the House or in their offices. We do have, for example, microfilm, and we do have a number of records—I think Henri Bourassa's speeches, for example—but there has been no overwhelming demand for this sort of thing. I think that this is something that we probably would not get into extensively unless the facilities were available in the members' offices to use them. For example, if we had, say, two machines only to serve 264 members and 102 senators, I think there would be a problem of equipment here. I do not believe so far that we have found it impossible to provide the information on a print basis, for example, the TV programs. It might be very nice to play back Mr. Sharp's interview or someone else's interview, and to see it because you missed it, but if it is important, if on it there are questions on it, we get a transcript and once again the member has the hard copy in his hand and can use that. I doubt that at this particular time there is a great deal of material or any substantial amount of material which the members would like to have in a form other than we provide and if there is we would like to know about it and would, of course, make provision.

Mr. Reid: My concern is that more and more of the material of current events is almost solely available on videotape and on tape itself. I can think, for example, of one of the more interesting discussions I have heard

[Interpretation]

Le président: Monsieur Reid.

M. Reid: Monsieur le président, j'aimerais aborder un autre sujet. J'ai remarqué en lisant votre rapport que vous ne vous occupez que de documents imprimés. Je voudrais savoir si vous avez envisagé d'élargir vos services de façon à comprendre des phonothèques et des bibliothèques audio-visuelles. Des quantités de renseignements de plus en plus grandes sont presque exclusivement disponibles sur rubans, bandes magnétoscopiques et grâce à des méthodes autres que des livres. J'aimerais savoir si la bibliothèque a envisagé cette possibilité.

M. Spicer: Nous l'avons certainement envisagée.

J'aimerais revenir à la question précédente et souligner qu'aux pages 5 et 6 du rapport, vous trouverez un résumé utile du travail accompli par la Direction des recherches pour les comités et les associations.

Pour répondre à votre dernière question, je dois dire que les députés préfèrent les documents imprimés dont ils puissent se servir à la Chambre et dans leur bureau. Nous avons des microfilms et un certain nombre de disques...les discours d'Henri Bourassa par exemple...mais la demande n'a pas été tellement forte de ce côté. C'est un domaine dans lequel nous ne nous engagerions probablement pas à fond à moins que les députés disposent des installations nécessaires dans leur bureau. Par exemple si nous n'avions que deux machines pour desservir 264 députés et 102 sénateurs, nous ferions face à un problème de matériel. Je ne crois pas qu'il nous ait été impossible de fournir les renseignements grâce à des imprimés, par exemple, les émissions de télévisions. Il serait intéressant de revoir l' entrevue avec M. Sharp si vous l'avez manquée, mais s'il doit y avoir des questions, nous en faisons une transcription et fournissons une fois de plus au député un document imprimé dont il peut se servir. Je ne crois pas qu'en ce moment il y ait tellement de renseignements que les députés désireraient avoir sous une forme autre que celle que nous leur fournissons et, dans le cas contraire, nous aimerions le savoir de façon à pouvoir prendre les mesures nécessaires.

M. Reid: Ce qui me préoccupe, c'est que de plus en plus de renseignements sur l'actualité ne sont presque disponibles que sur rubans ou rubans magnétoscopiques. Je pense, par exemple, à une des discussions les plus inté-

[Texte]

of the developing Canadian political situation. It was a two-hour tape on CBC FM which I hit by accident. This type of material, I think, should be made available to members and I think it should be made available probably on tape.

For example, on videotape I would say the rather historic documents that President Nixon has made on CBS over the last two or three months are vital. My concern is that more and more material is being made almost solely available on this material; that the cost of translating it, if you will, to transcript is not really adequate, it is very expensive and that perhaps the Library should be looking ahead to deal with these things.

It is my understanding that the Columbia Broadcasting Corporation is to have the EVR cassettes available within two or three years and a lot of material would be made easily available as well.

Mr. Spicer: This is the first evidence of any demand for that sort of thing that has come directly to my attention. You mentioned tape. We do have the tape of the bomb blast outside the House of Commons and the Archives, in addition, has a copy of this tape.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That was recorded inside.

Mr. Spicer: That is right, yes, it was recorded from inside. In the Library we did not hear it at all, fortunately. I still suspect that most people would prefer, perhaps because we are creatures of habit largely, going through the transcript and marking the passages that are to them most important. This would be our experience.

I do not know how many want sort of a still-photo of so-and-so while he is saying such-and-such. We have had very little demand for any visual material of that nature, I think, up to now.

We have no trouble, as I said earlier, in getting transcripts from the CBC, but certainly I would like to assure you that we have nothing against records, films or anything else. If there is any demand for it, we would be happy to look into this.

The Chairman: Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: I have just a supplementary as this fascinates me and this is not a complaint. The Library was unable to provide me, for instance, with a photograph of the Meighen Cabinet. You know even I was alive when that was in power. I think perhaps Mr. Reid has a rather good point. You see, the

[Interprétation]

[Interprétation]

ressantes que j'ai entendues sur l'évolution de la situation politique au Canada. Il s'agissait d'un ruban de deux heures à Radio-Canada, FM, que j'ai entendu par hasard. Ces genres de renseignements devraient être disponibles aux députés et devraient l'être probablement sur ruban.

Par exemple, j'aimerais voir sur ruban magnétoscopique les discours historiques prononcés par le président Nixon à Radio-Canada au cours des 2 ou 3 derniers mois. Je crois que de plus en plus de renseignements nous sont disponibles uniquement sous cette forme, que le coût de la transcription est très élevé et que la Bibliothèque devrait envisager de s'en occuper.

Je crois que la *Colombia Broadcasting Corporation* disposera des cassettes EVR d'ici 2 ou 3 ans et ainsi d'un nombre considérable de renseignements.

M. Spicer: C'est la première fois qu'on attire directement mon attention sur cette question. Vous avez mentionné les rubans. Nous avons le ruban de l'explosion de la bombe à l'extérieur de la Chambre des Communes, et les Archives en ont également un enregistrement.

M. Knowles (Winnipeg Nord Centre): L'enregistrement a été fait à l'intérieur.

Mr. Spicer: C'est exact. Nous n'avons pas entendu l'explosion à l'intérieur de la Bibliothèque. Toutefois, je crois que la plupart des gens, peut-être à cause de leurs habitudes, préféreraient parcourir la transcription et marquer les passages qui sont les plus importants pour eux. C'est ce que nous avons constaté.

Je ne sais pas combien de gens voudraient avoir une photo d'un tel en train de dire telle chose. La demande a été très limitée pour tout matériel visuel de ce genre.

Nous n'avons aucune difficulté, comme je l'ai dit plus tôt, à obtenir des transcriptions de Radio-Canada, mais je tiens à vous assurer que nous n'avons rien contre les disques, les films ou autre chose. Si la demande existe, nous serons heureux de nous en occuper.

Le président: Monsieur Fairweather.

Mr. Fairweather: Je n'ai qu'une question complémentaire. Comme ce domaine me fascine, et il ne s'agit pas d'une plainte. La Bibliothèque n'a pu me fournir, par exemple, une photo du Cabinet Meighen. J'étais déjà au monde quand il dirigeait le gouvernement. Je crois que M. Reid a un argument valable. Les

[Text]

CBC is in a very sad state about its records, in fact it is a disgrace.

- 1620

Mr. Spicer: I think this is a very interesting point. I was not aware of this, but a decision was made quite some time ago to turn over pictures and maps, for example, to the National Library or the Public Archives and it is, in fact, their job apparently to make a collection in this field. We have always felt that if you wanted a historical picture the place to go was the Archives. I am surprised that the Archives could not produce a picture like this.

Mr. Fairweather: I went to both.

Mr. Spicer: This is amazing.

Mr. Fairweather: I want to be sure that a gap like that would be closed. Somewhere in your basement, sir, you should have the fingerprints and blood groupings of all the current members.

The Chairman: Perhaps the last Meighen Cabinet was not in office long enough to be photographed together.

Mr. Fairweather: No, it was picture that I had that I wanted to compare.

Mr. Spicer: It would be very useful for us, for example, if copies of the photographs that are made available for the "I" cards were made available to us. We did ask members in one of the annual reports and in speaking generally, for a photograph for example. I think we received one, if I recall correctly, from a new Senator. I guess he thought that everyone else did it so he should do it too. But there for instance you have a collection of one photograph. I know you have to start somewhere but because we are pressed to do what we are doing now, we do not.

In fact we do not have a trained archivist on staff. It was our intention perhaps of sending someone to the next course this summer. We do have some papers which should be handled by an archive-trained person. There is a gray area here. You know if we have to undertake this as well, we will need more staff for it and we probably will need more space. We used to have space under the Senate Chamber. We used to have space up in the attic. We used to have space in the House. Now we have no space on the Hill apart from the Library. I do not know whether or not this is something we should handle.

[Interpretation]

systèmes de classement à Radio-Canada sont dans un piètre état, à vrai dire, c'est une honte.

M. Spicer: Je crois que c'est là une remarque très intéressante. Je n'étais pas au courant de la situation, mais on a décidé, il y a un certain temps de remettre les portraits et cartes à la Bibliothèque nationale ou aux Archives publiques et c'est à eux d'établir une collection dans ce domaine. Nous avons toujours cru que si vous vouliez obtenir un portrait historique, l'endroit tout indiqué était les Archives. Je suis surpris que les Archives n'aient pu vous fournir un portrait comme celui-là.

M. Fairweather: Je suis allé aux deux.

M. Spicer: C'est étonnant.

M. Fairweather: Je veux être sûr qu'on remédie à une telle situation. Vous devez sûrement avoir les empreintes digitales et les groupes sanguins des députés.

Le président: Peut-être le cabinet Meighen n'est-il pas resté suffisamment longtemps au pouvoir pour qu'on le photographie!

M. Fairweather: Non. Je voulais comparer une photographie que je possède.

M. Spicer: Il serait très utile d'avoir des copies de photos pour les archives de la Bibliothèque du Parlement. Dans un rapport annuel de même que verbalement, nous avons demandé des photos aux députés. Nous en avons reçu une d'un nouveau sénateur, si je me souviens bien. Il avait peut-être pensé que tout le monde l'avait fait avant lui. Ainsi, nous avons une collection qui ne se compose que d'une seule photo. Je sais qu'il faut commencer quelque part, mais rien ne se fait parce qu'on insiste trop.

Nous n'avons pas d'archiviste attitré. Nous pensons envoyer quelqu'un suivre le cours d'été. Nous avons des documents qui devraient être classés par un archiviste qualifié. Cependant, cela pose des problèmes. Si nous voulons, le faire il nous faudra plus de personnel et plus d'espace. Nous avions des bureaux sous le Sénat, au grenier et à la Chambre. Maintenant nous n'avons pas d'espace sur la Colline à part à la Bibliothèque elle-même. Je ne sais pas si nous devrions nous en occuper ou si la Chambre devrait s'en occuper.

[Texte]

Someone made a comparison earlier or asked about how other parliamentary libraries worked. In a number of parliamentary libraries in Europe, for example, the parliamentary returns branch is attached to the library because it is taken as an archival unit as well as an up-to-date information unit. There are different ways of handling this. In this particular area who should hold the picture of the Cabinet? One might argue that it should be the Privy Council office.

[moinnegrat]

[Interprétation]

[texte]

Quelqu'un a fait une comparaison plus tôt ou a posé une question pour savoir comment les autres bibliothèques parlementaires fonctionnaient. En Europe, par exemple, la section des documents parlementaires est rattachée à la bibliothèque, car les deux sont considérées comme un tout, un service d'archives et un service d'information à jour. Il y a différentes façons d'envisager le rôle de la Bibliothèque. Qui, par exemple, devrait avoir les photos du cabinet? Le bureau du Conseil privé, peut-être.

Mr. Fairweather: Both I should think.

Mr. Spicer: Yes, but someone has to have the responsibility so the other can get a copy. I am not sure what the answer is.

Mr. Reid: Mr. Chairman, I have one final question to put to Mr. Spicer.

As he knows this Committee is currently seized of the problem of televising the House of Commons. Assuming that the Committee and the House agrees to this, will you be making arrangements to store videotapes or films of the proceedings alongside the written transcripts?

Mr. Spicer: I must say that if this comes about we would be delighted to make such arrangements, yes. This I think is something that could be every bit as vital as having Hansard itself.

The Chairman: Are there any further questions?

Mr. Forest: Who took Mr. Sylvestre's place?

Mr. Spicer: Unfortunately, sir, that position has not yet been filled. It has been vacant almost two years now.

The Chairman: Mr. Spicer commented before you came in that it had not been filled.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Have you any problems that we have not brought out?

Mr. Spicer: We all have problems, sir.

Mr. Reid: Mr. Chairman, would you want me to move the adoption of this section of the Estimates?

• 1625

The Chairman: I just have to ask: Shall Vote 10 carry?

Vote 10 agreed to.

The Chairman: Thank you very much gentlemen. We appreciate your coming here this afternoon.

M. Fairweather: Les deux...

M. Spicer: Oui, mais l'un doit être responsable pour que l'autre puisse en avoir la copie. Je ne sais pas quelle est la réponse à cela.

M. Reid: Monsieur le président, je voudrais poser une dernière question à M. Spicer.

Comme il le sait, nous sommes saisis de la question de la télévision des débats de la Chambre des communes. En supposant que le comité et la Chambre acceptent, prendrez-vous des dispositions pour emmagasiner les films des délibérations parallèlement au hansard?

M. Spicer: Si cela se produit, nous serions ravis de prendre de telles dispositions. Je pense que ce serait aussi essentiel que le hansard.

Le président: Avez-vous d'autres questions, messieurs?

M. Forest: Qui a remplacé M. Sylvestre?

M. Spicer: Malheureusement, ce poste n'a jamais été pourvu, et cela fait près de deux ans.

Le président: M. Spicer a dit que le poste était toujours vacant.

M. Knowles (Winnipeg Nord Centre): Y a-t-il d'autres problèmes que vous aimeriez mentionner?

M. Spicer: Nous avons tous des problèmes, monsieur.

M. Reid: Monsieur le président, voulez-vous que je propose l'adoption de ces crédits?

Le président: Je n'ai qu'à demander si le crédit 10 est adopté.

Le crédit 10 est adopté.

Le président: Merci beaucoup, messieurs. Nous vous remercions d'être venus ici cet après-midi.

[Text]

Mr. Spicer: We have enjoyed coming.

The Chairman: Gentlemen, before we adjourn, may I make a brief report on the other phase of the Estimates, namely the Senate.

We have not proceeded very far in dealing with their Honours and I had an idea that perhaps one or two courses of action might commend themselves to the Committee. One was to consider these Estimates and pass them today, or alternatively could we spend a minute or two finding out what areas of the Estimates are likely to be questioned and then perhaps in one way or another some types of answers might be provided.

Mr. Reid: Perhaps, Mr. Chairman, before we proceed we might release Mr. Spicer and his staff.

The Chairman: I am sorry. I had intended doing that.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Why not just put the question and I will vote "no."

The Chairman: On Vote 1.

PARLIAMENT

A—The Senate

Vote 1—The Senate—Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, \$3,499,700

Vote 1 agreed to on division.

The Chairman: All right. Now may I ask your indulgence on another point.

We are seized with the problem of television and I think this problem breaks down into three separate areas. The first is the practical consideration of how and at what expense television might be provided.

The second is the legal question of what aspects of the law privilege have to be considered.

The third is the broader political question of whether or not it is desirable to have television.

An hon. Member: The last shall be first.

The Chairman: I am entirely in the hands of the Committee. If we are going to proceed on this, we will have to produce evidence for opinion. We have had no volunteers as yet, except various people connected with television have indicated an interest. But we will have to start our hearings at some point and with some witnesses.

[Interpretation]

M. Spicer: C'était un plaisir pour nous.

Le président: Messieurs, avant de lever la séance, je voudrais présenter un bref rapport sur une autre partie du Budget, notamment, le Sénat.

Nous ne sommes pas allés bien loin en étudiants les crédits des sénateurs et j'avais songé que les membres du Comité arriveraient peut-être, soit étudier les crédits et les adopter aujourd'hui soit encore étudier quels aspects de ces crédits seront débattus afin de pouvoir donner une réponse.

M. Reid: Peut-être pourrions-nous remercier M. Spicer et son personnel.

Le président: Excusez-moi, c'est ce que j'avais l'intention de faire.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourquoi ne pas simplement poser la question et je voterai «non».

Le président: Passons au crédit.

PARLEMENT

A Sénat

Crédit 1^{er}. Sénat—Dépenses du programme, y compris

L'indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat \$3,499,700

Le président: Le crédit 1^{er} est adopté sur division. Puis-je demander votre indulgence.

Nous sommes saisis de la question de la télévision, problème qui se subdivise en trois points distincts. D'abord, l'aspect pratique, comment et à quel prix on pourrait fournir les services de télévision.

Deuxièmement, l'aspect juridique, quels points de loi sur les priviléges devraient être considérés.

Troisièmement, une question plus vaste de ligne de conduite à savoir s'il serait souhaitable d'avoir la télévision.

Une voix: Ce dernier aspect devrait être considéré en premier.

Le président: Très bien, je m'en remets à vous, messieurs. Si nous commençons cette étude, il faudra demander à des témoins de venir donner leur avis. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de volontaires, sauf certaines personnes dans les domaines de la télévision qui semblent s'y intéresser. Nous devons commencer nos audiences et entendre des témoins.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton-West): Well just for the interest of the Committee, last week the CBC had crews into the Alberta Legislature. They put the cameras up in their galleries at first and now have moved to the point where they have the cameras on the floor to get the members used to them. They found that there did not seem to be too much reaction to their presence. I would judge, Mr. Chairman, that you keep in touch with the Speaker. His name has temporarily slipped my mind. He will keep you up-to-date on it. The CBC should be able to also because they must obviously hear or be aware of what their people are doing.

Mr. Reid: Mr. Chairman, it has also been the experiment of the Ontario Legislature. Perhaps it might be possible to send a sub-committee down or have them come up here to discuss the effects and the results of it.

There is also another suggestion I would like to make. Why do we not make an interim report in which we suggest that perhaps some Committees might be televised as an experiment during the latter part of the month just to try it out. It would be an invitation.

Mr. Lambert (Edmonton-West): Mr. Reid, have you examined the material that was given to us the other day showing the CBC estimate of their equipment costs?

Mr. Reid: That is right. But I am aware, for example, that the Health and Welfare Committee meetings were televised about three years ago, not in Ottawa but in other centres. If we were to say to the media on Parliament Hill that such and such a committee, two or three committees, or all of them in fact will be available to you if you wish to take the proceedings and to use them as you see fit, I think it would be a worthwhile experiment.

Mr. Forest: But it would be a bit premature to make such an interim report until we decide the question.

Mr. Reid: This is a question of committees. Again, I think it would be a useful experiment to find out how members react and what kind of results we are likely to get in practise, not just in theory.

Mr. Fairweather: A week ago today, Mr. Chairman, I was in Knesset, Jerusalem, a new Parliament in an ancient city, and they were astounded that we did not have television. From the gallery I watched a very important debate. Television coverage is arranged by the speaker on a basis of whether a debate is sufficiently gutsy. This happened to be a very

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Dans l'intérieur du Comité, la Société Radio-Canada est allée à l'assemblée législative de l'Alberta. Les caméras ont d'abord été installées dans les tribunes, et maintenant, elles sont sur le parquet pour que les députés s'habituent. L'atmosphère ne semblait pas trop différente. Je pense, monsieur le président, que vous pourriez communiquer avec l'Orateur. Je ne peux me souvenir de son nom à l'instant. Il vous tiendra au courant des événements de même que la Société Radio-Canada qui sait sûrement ce qui se passe.

M. Reid: Il faut tenir compte aussi des efforts faits à l'assemblée législative de l'Ontario. On pourrait organiser une visite d'un sous-comité afin de savoir comment se passe la télévision des débats.

J'aimerais aussi suggérer de faire un rapport intérimaire où nous proposerions que les séances de certains comités puissent être télévisées à titre d'expérience.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur Reid, avez-vous étudié les documents qui nous ont été distribués l'autre jour indiquant combien il en coûtera à Radio-Canada pour acheter du matériel?

M. Reid: Je sais que les séances du Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales ont été télévisées il y a 3 ans, non pas à Ottawa, mais en d'autres centres. Il serait bon de dire aux organes d'information de la Colline que certains comités ou tous les comités sont prêts à autoriser la télédiffusion de leurs délibérations. Ce serait une expérience très utile, n'est-ce pas?

M. Forest: Nous ne pourrons faire un rapport intérimaire avant d'examiner cette question.

M. Reid: C'est aux comités à décider. C'est une expérience utile de connaître la réaction des députés, quels sont les résultats qu'on pourra obtenir dans la pratique et non seulement en théorie.

M. Fairweather: A Jérusalem, où il y a un nouveau parlement dans une ancienne ville, la Knesset, on était étonné d'apprendre que nos délibérations ne sont pas télévisées. J'ai assisté dans les tribunes à un débat important. Le président du parlement prévoit des émissions de télévision quand il juge que les débats en vaudront la peine. Il s'agissait d'un

[Text]

urgent one as to whether a person should go to Cairo on a peace mission. A very neat television camera was rolled in. I also asked various delegates at the Interparliamentary Union about television proceedings. For example, Kwalailumpur, two or three other far eastern, and several European countries are doing this. We seem to think we are breaking ground with some great new experiment but, of course, this is far from the truth.

[Interpretation]

débat fort important de savoir si un employé irait au Caire chargé d'une mission de paix. Les caméras de télévision étaient installées de façon fort discrète. J'ai aussi parlé à plusieurs délégués de l'Union interparlementaire au sujet de la question de la télévision des débats. Il y a deux ou 3 pays d'Extrême-Orient, l'Indonésie notamment et quelques pays européens qui se servent de ce système. Nous pensons que nous sommes à l'avant-garde dans ce domaine, ce qui n'est pas exact.

Mr. Deachman: I wonder how close the Committee is to accepting the idea that radio and television are the media to be considered for use in the House of Commons, either in the Chamber or in its committees. If we knew that it would resolve a whole lot of our problems and we could begin to go on to do some other things. If there were a consensus in this Committee that indeed it is desirable to introduce radio and television into the Chamber and into committees, then we would not have to struggle around with the problem whether or not we are going to have it at all—we could get down to what we are going to have and how we are going to manage it.

Without putting it in the form of a resolution, I wonder whether we could have expressions of opinion around the table on that. If it is helpful to the Committee at all, I would be prepared to start out by saying that I reluctantly agree that it has to be introduced in some form.

The Chairman: Mr. Deachman, the only comment I would have on that is that I suppose our duty is to consider whether this is desirable, and we would be foreclosing the purpose of our deliberations if we made that determination before making any enquiries. I would be rather reluctant to put ourselves in the position of even informally expressing opinions until we at least had heard some views and had some discussion.

• 1635

Mr. Fairweather: With all due respect to Mr. Deachman, Mr. Chairman, I must say I agree. If the House suddenly learned that we had taken a consensus—I have no idea what the result of it would be—it might be taken aback. I think it really would be rather unfair to rush out today and say the consensus is so and so without hearing views and discussing this further.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In other words, we should consider it before we vote on it.

Mr. Fairweather: I happen to agree with him, but I do not really want anybody else—

Mr. Deachman: Je me demande dans quelle mesure le Comité peut accepter le fait que la radio et la télévision doivent être employées à la Chambre ou dans un Comité. Si nous le savions, cela pourrait régler bon nombre de problèmes. S'il y avait un accord au sein de notre Comité sur la question de la diffusion et de la télévision des débats de la Chambre et les comités, la question du principe même serait classée. Nous pourrions alors en étudier les modalités.

Sans faire une proposition de résolution, je crois que nous pourrions en discuter. Je serais disposé à dire que je verrais à contre-cœur une telle initiative.

Le président: Monsieur Deachman, mon seul commentaire est que nous devons examiner si cette initiative serait souhaitable et nos délibérations seraient inutiles si nous prenions une telle décision avant de faire des enquêtes. Je m'en voudrais d'exprimer les opinions privées là-dessus, même le plus officiellement possible, avant d'avoir entendu des opinions à ce sujet et discuté de la question.

Mr. Fairweather: Avec tout le respect que je dois à M. Deachman, je suis d'accord avec vous, monsieur le président. Si la Chambre apprend que nous nous sommes mis d'accord, je ne sais comment elle prendra la chose, mais il serait injuste de dire aujourd'hui que la majorité des députés est opposée sans avoir discuté plus amplement de la question.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En d'autres termes, nous devrions étudier beaucoup plus la question avant de voter.

Mr. Fairweather: Je suis d'accord avec lui.

[Texte]

Mr. Reid: Could a listing be prepared of where the peaks are going to be found?

The Chairman: Yes, we certainly could do that.

Mr. Lambert (Edmonton-West): You can get that by merely making a request of Mr. Spicer's staff for a report on the progress of legislation. I think the resolutions are handled the same way. They give you a daily record of who has spoken and on what page, and it all is put down on one sheet. It is most convenient, sir, if you know what is available to you in the Library.

The Chairman: However, Mr. Kirby will prepare an abstract so that we will have it all in one place. From listening to what has been said I can see that we all are somewhat at sea on how to proceed.

I make one suggestion. To my knowledge only one organization or group has looked at this at all. We have a report from CBC dealing with the physical facilities, but I would be very surprised if they also would not be prepared to go beyond that and speak about what might be desirable in terms of news appeal and that kind of thing. This might be one starting point.

Should we invite views from the public?

Mr. Deachman: Perhaps we should invite a view from CTV to find out how extravagant a proposition the CBC is making to us.

The Chairman: Exactly.

Mr. Reid: I think perhaps we might ask for briefs on the proposal from the general public and, if any are sufficiently interesting, to call such persons to appear before us.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It is not the CBC that made the offer, but the CTV.

The Chairman: Yes.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The CTV may think this is too expensive even to draw up an estimate.

Mr. Deachman: Your proposition is that we take the CBC brief and invite them in to discuss it and then, following that, if we desire to do so, we invite the CTV in to criticize it, and then we as a committee begin to have some idea of the pros and cons of the brief.

[Interprétation]

M. Reid: Pourrions-nous avoir une liste des heures d'émission?

Le président: Nous pouvons certainement le faire.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Nous pouvons le faire en demandant au personnel de M. Spicer de faire un rapport sur l'avancement des travaux dans le domaine de la loi. Les résolutions sont traitées de la même façon. On reçoit un rapport quotidien des délibérations. Il est très utile de savoir qui se trouve à la Bibliothèque.

Le président: Monsieur Kirby préparera un résumé. A entendre les propos, je crois que nous sommes incertains quant à la façon de procéder.

A ma connaissance, une seule organisation, ou un groupe a examiné cette question; nous avons un rapport de Radio-Canada au sujet des installations mêmes, mais je serais surpris si le Canada n'était pas disposé à aller au-delà de cette initiative pour dire ce qui serait souhaitable sur le plan des nouvelles, etc. Cela pourrait être un début.

Devrions-nous donc inviter le public à se prononcer là-dessus?

M. Deachman: Nous devons peut-être aussi inviter le réseau CTV à nous faire des propositions que nous pourrions alors comparer avec celles de la Société Radio-Canada.

Le président: Bien sûr.

M. Reid: Nous pourrons demander l'opinion du grand public qui pourrait nous soumettre des mémoires; nous pourrions alors inviter des témoins qui ont présenté les mémoires les plus intéressants.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est le réseau CTV et non Radio-Canada qui a fait l'offre.

Le président: Oui.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le poste CTV peut penser que cela lui coûterait trop pour faire des devis.

M. Deachman: Vous proposez qu'on invite Radio-Canada à discuter de son mémoire avec nous, puis d'inviter le réseau CTV pour en donner la critique, après quoi nous connaîtrions le pour et le contre du mémoire.

[Text]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I think we are on the same channel.

Mr. Reid: Yes. In addition to that I think the Chairman should issue an invitation to members of the public to give their views. For example, I think probably we could have testimony on this from the Press Gallery, which is going to be affected. I think they may have some comments as to how the material is likely to be used.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I think both the major networks rather would welcome this opportunity because of the CRTC's recent pronouncements on Canadian content.

Mr. Reid: I assume though that would eliminate any debate on foreign affairs.

Mr. Deachman: We are the purest case of untapped Canadian content around.

The Chairman: I suppose we have many experts on this subject among our colleagues in the House of Commons. We have a certain amount of material which I am sure most of you have looked at. A research paper has been prepared by Mr. Laundy, which at least summarizes the experience of the British House of Commons and I think some others. Would it be agreeable if I were to try to arrange a meeting with the CBC? Would you suggest issuing a general invitation to the media, CTV of course and perhaps other media, and the public in general, asking them to indicate whether they are interested in presenting opinions to this Committee? If so, would it be necessary to ask them to go through the routine of filing submissions in advance?

- 1640

Mr. Forest: I think it would be wise to ask them for submissions in advance to see if the opinions or ideas are worthwhile and whether we should hear them or not.

Mr. Reid: I would say that the procedure that the Finance Committee has adopted would be useful. They have invited submissions from the public as a whole. Then they are screening them and they are picking the ones that deal with the points that they want to discuss. This is the procedure which I think we can adopt.

Mr. Forest: We will not get many so the screening will be easy.

[notre émission]

[Interpretation]

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je crois que nous sommes sur la même longueur d'onde.

M. Reid: Oui. Je pense en outre que le président devrait inviter le public à exprimer son opinion. Nous devrions peut-être avoir des témoignages des journalistes parlementaires, qui serons touchés par ces changements. Ils pourraient nous dire quel usage il pourrait se faire du matériel.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Les deux réseaux pourraient bien accueillir cette proposition étant donné la déclaration du CRTC à propos du contenu canadien des émissions.

M. Reid: Je suppose qu'on éliminerait tout débat sur les affaires étrangères.

M. Deachman: Nous sommes le seul marché canadien qui n'a pas été exploré jusqu'à présent.

Le président: Nous avons bon nombre de spécialistes de cette question, à la Chambre des communes. Nous avons un certain nombre de documents que vous avez examinés. M. Laundy a préparé un document qui résume l'expérience de la Chambre des communes britannique et d'autres parlements. Accepteriez-vous que j'organise une réunion avec Radio-Canada? Estimez-vous qu'on devrait envoyer une invitation générale à tous les organes d'information, et notamment au réseau CTV et au public en général pour qu'ils nous disent s'ils veulent présenter leurs opinions au Comité. S'ils sont prêts, serait-il nécessaire de leur demander de déposer des mémoires au préalable?

M. Forest: Je crois qu'il serait bon de leur demander de déposer un mémoire à l'avance pour savoir si les opinions exprimées valent la peine d'être discutées et si nous devons les inviter à comparaître.

M. Reid: Je crois que la façon de procéder du Comité des finances est la bonne. Il invite le public en général à présenter des mémoires, il les examine et choisit les mémoires qui se rapportent à la question qu'il veut examiner. Voilà comment nous pourrions procéder.

M. Forest: Nous n'obtiendrons pas beaucoup de mémoires, l'examen en sera facile.

[Texte]

Mr. Reid: The point is that people will have an opportunity to express themselves. They are going to be most affected by it. It is going to have to do with the quality of their government and perhaps of their representatives.

The Chairman: I will do some inquiring. I am going to make a suggestion if it is agreeable to everybody. I do not want to impose my position on the Committee but I have to be out of the city next week. I wondered if we could meet in two weeks from today.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Fair enough.

The Chairman: We will adjourn to the call of the Chair. Thank you.

[Interprétation]

M. Reid: Le public aura l'occasion de s'exprimer. Ce sont les personnes qui seront le plus touchées par cette proposition qui s'intéresseront à la qualité de leur gouvernement et de leurs représentants.

Le président: Je ferai une petite enquête. Je vais faire une suggestion, mais je ne veux pas imposer mon point de vue au Comité. Je dois partir la semaine prochaine et je me demande si nous pourrions nous réunir dans deux semaines.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): D'accord.

Le président: Nous ajournons jusqu'à nouvelle convocation du président. Merci.

Queen's Printer for Canada, Ottawa, 1970
Imprimeur de la Reine pour le Canada, Ottawa, 1970

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Second Session

Dé Deuxième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

vingt-huitième législature, 1969-1970

STANDING COMMITTEE
ON

COMITE PERMANENT
DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

Dr. Gordon Blair

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCES VERBAL ET
TÉMOIGNAGES

No. 8

WEDNESDAY, MAY 15, 1970

JE MERCREDI 15 MAI 1970

Respecting

Concernant

the television broadcasting of the proceedings of the House of Commons by a Committee.

la télédiffusion des débats de la Chambre des communes par un Comité.

and

to ensure the security of the Members & visitors from access to the galleries of the House.

pour assurer la sécurité des membres et visiteurs dans les galeries de la Chambre.

WITNESSES - TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir les procès-verbaux)

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Second Session

Deuxième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

vingt-huitième législature, 1969-1970

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

D. Gordon Blair

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS

PROCÈS-VERBAUX ET

AND EVIDENCE

TÉMOIGNAGES

No. 3

WEDNESDAY, MAY 13, 1970

LE MERCREDI 13 MAI 1970

Respecting

Concernant

Radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

La transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre.

and

et

Measures to ensure the security of the galleries of the House

Mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le Procès-verbal)

Deuxième session de la

Seconde session

-1920-1921
-1920-1921

Trente-deuxième législature 1920-21

STANDING COMMITTEE
ON
PROCEDURE AND ORGANIZATION

COMITÉ PERMANENT
DE LA
PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

Mr. D. Gordon Blair

*Président**Vice-Chairman*

M. Marcel Lambert

Vice-président

and Messrs.

Aiken,
Deachman,
Fairweather,
Forest,Francis,
Jerome,
Knowles (*Winnipeg North
Centre*),

et MM.

Reid,
Rondeau,
St. Pierre-12.*Le secrétaire du comité,*

Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

Clerk of the Committee.

WEDNESDAY, MAY 13, 1920

LE MARDI 13 MAI 1920

Concurrence

Réception

Dépositions de la Chambre des Communes à l'Assemblée législative de la province de Manitoba. Les dépositions sont faites par les délégués de la Chambre des Communes à l'Assemblée législative de la province de Manitoba.

Démissions de la Chambre des Communes à l'Assemblée législative de la province de Manitoba. Les démissions sont faites par les délégués de la Chambre des Communes à l'Assemblée législative de la province de Manitoba.

WITNESSES—TÉMOINS

(Avis et Procédures)

(See Minutes of Proceedings)

[Deux] [Produit]

ORDER OF REFERENCE

Tuesday, May 12, 1970.

Ordered.—That the question of measures to be taken to ensure the security of the galleries of the House be referred to the Standing Committee on Procedure and Organization.

ATTEST [Signature] *George F. Davidson*, *Chairman (Edmonton West), Réélu, St. Pierre (X).*

Also present: Messrs. *Le greffier de la Chambre des communes, ALISTAIR FRASER,*
The Clerk of the House of Commons.

Witnesses: From the *Broadcasting Corporation of Canada*: Mr. George F. Davidson, President; J. P. Gilbert, Vice-President, Planning; Marcel Guillet, Vice-President, Programming; Jacques Allard, General Counsel.

The Committees proceeded to the consideration of the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Davidson made a statement following which he and the other witnesses were questioned.

Later, the questioning of the witnesses being completed, they were thanked by the Chairman for their attendance and were excused.

Agreed.—That officials from C.I.O.H., television station in Ottawa, be called to appear Wednesday, May 20, 1970.

The question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees was allowed to stand.

The Committees proceeded to consideration of the question of security of the galleries of the House of Commons. After due debate it was

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 12 mai 1970

Il est Ordonné.—Que la question concernant les mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre soit déferée au comité permanent de la procédure et de l'organisation.

ATTESTÉ [Signature] *George F. Davidson*, *Chairman (Edmonton West), Réélu, St. Pierre (X).*

Le Greffier recueille l'autorisation de la radio-télévision à faire diffuser les séances de la Chambre des communes et des comités.

Le président présente les témoins. M. Davidson fait une déclaration, après quoi il est questionné, ainsi que les autres témoins, par les députés.

Plus tard, l'interrogatoire des témoins terminé, le président les remercie et leur permet de se retirer.

Il est convenu que les représentants du poste de télévision Chef d'Office volont appeler à comparaître le mardi 20 mai 1970.

La question de la radiodiffusion et de la télévision des séances de la Chambre des communes et de ses Comités est donc déclarée.

Le Comité examine l'étude de la question de la sécurité des tribunes de la Chambre des députés. Après débat, il est décidé.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

Wednesday, May 13, 1970.

(4)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:37 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs Aiken, Blair, Deachman, Forest, Knowles (*Winnipeg North Centre*), Lamber (*Edmonton West*), Reid, St. Pierre (8).

Also present: Messrs. MacDonald (*Rosedale*) and Laprise.

Witnesses: From the Canadian Broadcasting Corporation: Messrs. George F. Davidson, President; J. P. Gilmore, Vice-President, Planning; Marcel Ouimet, Vice-President, Programming; Jacques Alleyn, General Counsel.

The Committee proceeded to the consideration of the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Davidson made a statement following which he and the other witnesses were questioned.

Later, the questioning of the witnesses being completed, they were thanked by the Chairman for their attendance and were excused.

Agreed,—That officials from C.J.O.H. television station in Ottawa, be called to appear Wednesday, May 20, 1970.

The question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees was allowed to stand.

The Committee proceeded to consideration of the question of security of the galleries of the House of Commons. After debate, it was

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le mercredi 13 mai 1970.

(4)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi à 3h 37. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Aiken, Blair, Deachman, Forest, Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Reid, St. Pierre—(8).

Autres députés présents: MM. MacDonald (*Rosedale*), et Laprise.

Témoins: de la Société Radio-Canada: MM. George F. Davidson, président; J. P. Gilmore, vice-président, planification; Marcel Ouimet, président, programmation; Jacques Alleyn, conseiller juridique.

Le Comité procède à l'étude de la question de la radiodiffusion et de la télévision des délibérations de la Chambre des communes et des comités.

Le président présente les témoins. M. Davidson fait une déclaration, après quoi il est interrogé, ainsi que les autres témoins, par les députés.

Plus tard, l'interrogatoire des témoins terminé, le président les remercie et leur permet de se retirer.

Il est convenu,—Que les représentants du poste de télévision CJOH d'Ottawa soient appelés à comparaître le mercredi 20 mai 1970.

La question de la radiodiffusion et de la télévision des débats de la Chambre des communes et de ses Comités est réservée.

Le Comité entreprend l'étude de la question de la sécurité dans les galeries de la Chambre des communes. Après discussion,

Ordered,—That the Committee meet Thursday, May 21, 1970, *In Camera*, to discuss how the committee should proceed on the question of security of the galleries of the House and to hear reports from the officials of the House.

On motion of Mr. Knowles, it was

Agreed,—That the letter of Mr. George F. Davidson, dated February 4, 1970, and the attachment entitled “TV and Radio coverage from the House of commons” be made an appendix to this day’s Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix “A”*)

At 5:45 p.m. the committee adjourned to Wednesday, May 20, 1970.

Il est ordonné,—Que le Comité siège le jeudi 21 mai 1970, *à huis clos*, pour discuter de la procédure à suivre quant à la sécurité des galeries à la Chambre et pour entendre les rapports des représentants de la Chambre.

M. Knowles propose, et

Il est convenu,—Que la lettre de M. George F. Davidson, du 4 février 1970, et l’annexe intitulé «Comptes-rendus T.V. et radio de la Chambre des communes» soient annexées aux procès-verbaux et témoignages du jour. (*Voir appendice «A»*).

A 5h 45, la séance du Comité est levée jusqu’au mercredi 20 mai 1970.

Le greffier du Comité,

Michael B. Kirby,
Clerk of the Committee.

Le Comité procéda à l’ordre du jour de l’assemblée nationale de la Chambre des communes et des comités.

Le président appela les deux députés suivants à se faire entendre : M. David Kirby, membre du parti libéral, et M. Michael B. Kirby, membre du parti progressiste-conservateur.

Le président fit entendre d’abord M. Michael B. Kirby, qui déclara que le débat sur la sécurité des galeries devait être reporté au lendemain.

Il fut fait l’interrogatoire des deux députés et leur fut donné la parole dans l’ordre suivant : M. Michael B. Kirby, membre du parti progressiste-conservateur, et M. David Kirby, membre du parti libéral.

Le débat fut continué par M. Michael B. Kirby, qui déclara que le débat sur la sécurité des galeries devait être reporté au lendemain.

Le Comité continua l’ordre du jour de l’assemblée nationale de la Chambre des communes et des comités.

Le Comité procéda à l’ordre du jour de l’assemblée nationale de la Chambre des communes et des comités.

Le président appela les deux députés suivants à se faire entendre : M. Michael B. Kirby, membre du parti libéral, et M. David Kirby, membre du parti progressiste-conservateur.

Le président fit entendre d’abord M. Michael B. Kirby, qui déclara que le débat sur la sécurité des galeries devait être reporté au lendemain.

Le débat fut continué par M. Michael B. Kirby, qui déclara que le débat sur la sécurité des galeries devait être reporté au lendemain.

Le Comité continua l’ordre du jour de l’assemblée nationale de la Chambre des communes et des comités.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, May 13, 1970

The Chairman: Gentlemen, may we come to order? Before we proceed with our witnesses today I would like to introduce to the Committee a distinguished visitor who is sitting on my left, Mr. Amissah Aidoo, Deputy Speaker of the National Assembly of Ghana. Mr. Aidoo tells me that they have not yet had to approach the problem of television in their Assembly and respectfully begs leave not to give us advice on this.

We are very privileged today to have with us as our witnesses to give evidence, Mr. George F. Davidson, the President of the Canadian Broadcasting Corporation; next to him Mr. Marcel Ouimet, who is Vice-President in charge of Programming; and around the corner, Mr. James P. Gilmore, Vice-President in charge of Planning; and next to him Mr. Jacques Alleyn, General Counsel of the Corporation.

At an earlier stage there was circulated to members of the Committee a letter to us from Mr. Davidson dated February 4, to which there was attached a detailed summary of some of the physical and financial considerations affecting the installation of both television and radio in the House of Commons. I think members of the Committee have also received the supplementary papers, a legal study on the aspects of parliamentary broadcasting and a special study done by the Research Branch of the Library of Parliament on the broadcasting of parliamentary debates in various legislatures throughout the world. With the permission of the Committee, Mr. Davidson proposes to make an opening statement; after that he and his colleagues will be available to answer your questions. Mr. Davidson.

Mr. George F. Davidson (President, Canadian Broadcasting Corporation): Thank you Mr. Chairman. My colleagues and I appreciate this opportunity of appearing before the Committee on Procedure and Organization to discuss a subject which is of obvious interest to the members of the House of Commons and also to the representatives of the broadcasting media.

Before I begin my relatively brief introductory statement, may I just say through you Mr. Chairman,

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 13 mai 1970

Le président: A l'ordre, messieurs. Avant de poursuivre la séance, je désire accueillir monsieur Amissah Aidoo, assis à ma droite, orateur suppléant à l'Assemblée nationale du Ghana; il m'a confié que son pays n'a pas encore étudié la question de la télévision et nous prie de le dispenser de tout commentaire à ce sujet.

Monsieur George F. Davidson, président de Radio-Canada, et son voisin, monsieur Marcel Ouimet, vice-président de la programmation; monsieur James P. Gilmore, vice-président de la planification, et son voisin, monsieur Jacques Alleyn, conseiller juridique de la société.

Les membres ont reçu plus tôt une lettre de monsieur Davidson, en date du 4 février, à laquelle était annexé un résumé des considérations matérielles et financières qui influent sur l'installation à la Chambre des communes d'un système de radio-télé-diffusion. Les membres ont également reçu, je crois, une étude sur les aspects juridiques de la diffusion au Parlement et une étude spéciale faite par la direction des recherches de la bibliothèque du Parlement sur la diffusion, dans les diverses parties du monde, des débats parlementaires. Avec votre permission, monsieur Davidson s'offre à faire quelques observations pour ensuite répondre, avec ses collègues, aux questions que vous voudrez bien lui poser. Monsieur Davidson.

M. George F. Davidson (Président de Radio Canada): Nous apprécions, mes collègues et moi, cette occasion de témoigner devant le comité de Procédure et d'Organisation au sujet d'une question qui revêt une importance toute particulière pour les députés et les représentants de la société de diffusion.

Mais je dois d'abord dire le plaisir que j'éprouve de voir parmi nous un distingué visiteur du Ghana,

[Text]

[Interpretation]

to the distinguished visitor from Ghana, what a particular pleasure it is from the point of view of the Canadian Broadcasting Corporation to find itself appearing before this Committee on the occasion of your visit. The Canadian Broadcasting Corporation had a not inconsiderable part to play in the establishment of the broadcasting services in Ghana. Some of our senior officers spent a considerable amount of time there in the formative stages of the Ghanaian broadcasting organization's initial years of service. We trust that the record of performance of the service that we assisted in establishing in your country is living up to the expectations and hopes of your government and of your people.

Mr. Chairman, the Canadian Broadcasting Corporation has been interested for a considerable number of years in following the progress in other countries of the world in respect of the broadcasting of the proceedings of the parliamentary bodies. We have been interested too in exploring—in Canadian terms, the various possibilities of broadcasting on some suitable and mutually acceptable basis—the proceedings of the Canadian Parliament, the House of Commons and the Senate, and of the various committees that work within the context of our parliamentary process. Our concern extends beyond that of the federal scene and reaches out to the scene in the various provinces where, as I will indicate, we have carried out a number of tentative experiments in broadcasting the proceedings of the legislative bodies at the provincial level.

You may know that some three years ago the Corporation submitted a memorandum to the Speaker of the House of Commons recommending a closed-circuit experiment that might be carried out to test one approach to the broadcasting of the proceedings of Parliament. While this suggestion was not acted upon at the time it has been, I think, the subject of continuing study since its original submission. The circumstances and conditions have changed in some ways since that time and it may be that the suggestion which was then advanced is not altogether appropriate for the present circumstances in which we find ourselves, but I think it may also be worth considering as one of the alternatives that Parliament may wish to look at if it decides to take some steps in the direction of authorizing the broadcasting of its proceedings.

In addition, the Corporation in preparing itself for possible future developments has kept in touch with the broadcasting proceedings or experiments in different countries in the world in respect of broadcasting the proceedings of their legislatures.

surtout de la part de Radio-Canada. En effet, Radio-Canada a participé de près à l'établissement des services de diffusion au Ghana et nous osons croire que le réseau, que certains de nos fonctionnaires supérieurs ont contribué à mettre sur pied, vous a donné satisfaction.

Mr. Chairman, you will remember that

I know his proposal, et

que dans les dernières années

on a fait de nombreux essais

de diffusion des débats

parlementaires dans diverses

autres législatures

à l'échelle provinciale.

Monsieur le président,

Radio-Canada s'intéresse

depuis des années déjà au progrès réalisés par les pays

étrangers dans ce domaine de la diffusion des débats

des organismes parlementaires, y compris ceux de la

Chambre et du Sénat canadiens. Mais débordons le

cadre fédéral; nous nous sommes en outre livrés sur ce

point à des essais de diffusion des débats des assem-

blées législatives provinciales.

La société, vous le savez peut-être, a soumis il y a trois ans environ, à l'Orateur de la Chambre, un mémoire recommandant l'essai en circuit fermé d'un réseau de diffusion des débats parlementaires. On n'a pas jugé bon de donner suite à ce mémoire mais on n'a pas cessé de l'étudier depuis. Les circonstances ont changé et il se peut que cette suggestion ne cadre plus avec notre temps; mais il est bon de retenir, je crois, que ce choix demeure à la disposition du gouvernement, s'il décidait un jour de prendre des mesures en ce sens.

En outre, la société s'est tenue à jour des expériences faites dans d'autres pays dans ce domaine de la diffusion des débats de leurs assemblées législatives. L'étude faite par le Bibliothécaire du Parlement nous a appris l'essai fait en Grande-Bretagne en matière de

[Texte]

You are undoubtedly aware through the study that has been made for you by the Parliamentary Librarian, was it, of the experiment that was undertaken in the United Kingdom, the broadcasting experiment affecting the proceedings of the House of Lords. They tell me that was a live broadcast and the report is available to members of this Committee, I know.

In the United States of America there has been some recent action taken which indicates that the ban placed upon the televising of proceedings of the House of Representatives some 20 years ago by Speaker Sam Rayburn may be in the process of modification now. Earlier this month the House Rules Committee voted to amend the Legislative Reorganization Bill in the U.S.A. to permit the inclusion of television and radio coverage of Committee proceedings, committees of the House being authorized under this tentative vote to open up their proceedings for broadcasting although the House of Representatives still remains immune from the broadcasting process.

In Australia and New Zealand they have had for some time, as members are probably aware, a broadcast of the proceedings of these legislative bodies via radio, not via television. The experience of those two Commonwealth countries is I think of some value and relevance for all of us. We have had a member of our Board of Directors, Mr. Richard Wilson, from Victoria, British Columbia, who visited Australia and New Zealand within the past three or four months and informed himself quite fully on the experience of those two countries in the broadcasting of the full proceedings of those legislatures.

So far as the Corporation's activities are concerned it has, while awaiting a crystallization of the opinion of the federal Parliament on this matter, conducted a number of experiments at the provincial level. This year and I think last year also we broadcast on television and on radio the budget debate in the Ontario Legislature, at least the speeches of the leaders of the various political parties. We also conducted earlier this year an experimental broadcast in the Manitoba legislature of the question period in that parliamentary body.

We made a brave effort to persuade the political parties in Prince Edward Island about a month ago to allow us to broadcast certain of their proceedings at what we thought was a critical period in that Legislature's life. The opposition was prepared to have us broadcast a question period but the government did not favour that kind of display. The government was in favour of authorizing us to broadcast the budget speeches but the opposition

[Interprétation]

diffusion des débats de la Chambre des Lords. Il s'agissait, je crois, d'émissions en direct et vous pouvez vous procurer un exemplaire de ce rapport.

Aux États-Unis, on reconnaît à certains signes que l'interdiction dont l'Orateur Sam Rayburn avait, il y a quelque 20 ans, frappé la télédiffusion des débats de la Chambre des Représentants, est présentement en voie de modification. Au début de mai, le comité des Règlements de la Chambre a voté en faveur de la modification du Bill de réorganisation législative aux États-Unis, et permettre la radio-télédiffusion des débats du comité, même si l'interdiction n'est pas levée pour la Chambre des Représentants.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, il existe depuis un certain temps déjà une radiodiffusion des délibérations des corps législatifs. Ces réalisations dans deux autres pays du Commonwealth sont, à mon avis, pertinentes à la question. Un des membres de notre conseil de direction, monsieur Richard Wilson de Victoria, Colombie-Britannique, a visité l'Australie et la Nouvelle-Zélande au cours des trois derniers mois et nous a fournis à ce sujet des renseignements fort précis.

La société a, pour sa part, en attendant que le Parlement arrête sur ce point sa pensée, fait quelques expériences au palier provincial. Cette année et l'an passée, nous avons diffusé à la radio et à la télévision les débats sur le budget à l'Assemblée législative de l'Ontario, du moins les discours des chefs des divers partis. A titre d'expérience également, nous avons au début de l'année diffusé la période des questions au Parlement du Manitoba.

De plus, nous avons tenté, il y a environ un mois, de persuader les partis politiques de l'Île-du-Prince-Édouard de nous autoriser à diffuser certains débats d'une période particulièrement critique de la vie de son Assemblée législative. L'opposition était d'accord pour que nous diffusions une période de questions, mais le gouvernement n'était pas en faveur. Par contre, le gouvernement ne s'opposait pas à ce que nous diffusions certains discours du Budget, mais l'Opposi-

[Text]

[Interpretation]

was not in favour of that particular portion of the broadcast. So we wound up waiting on the outside for events to happen.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is the trouble with a two-party system.

Mr. Davidson: I hope the *Hansard* stenographer will note that that was a remark coming from the mouth of Mr. Knowles and not from my mouth.

While this is perhaps not quite as relevant as the broadcasting of proceedings other than parliamentary I would draw to your attention, Mr. Chairman and gentlemen, that the CBC did carry on FM radio full and complete coverage of the recent CRTC hearings; and our experience there I think is of some interest and value in considering the extent to which fairly lengthy proceedings of this kind can be broadcast and hold the attention of the audience to which the proceedings are directed.

When you approach the consideration of this problem there are, of course, a vast number of alternatives that parliamentary bodies will have to consider, extending all the way from the theoretical proposition that you should broadcast all the proceedings, continuous and live, of all the parliamentary bodies to the much more selective suggestion that somebody should select some portions of the parliamentary proceedings and broadcast those. I made a reference in the letter to which you refer, Mr. Chairman, my letter of February 4, 1970, to at least two alternatives: one system would provide for a broadcasting service involving the production of material of professional quality for broadcasting coverage and video-tape recording on a day-to-day basis, and the other being the production of what might be called an electronic *Hansard*.

I would like just to say a word, first of all, about what we mean by an electronic *Hansard*. This would be an audio-visual record, which would be produced by facilities sited within the Chamber, the facilities would be owned and operated under the direction of the Speaker of the House, or under the control of the House itself, they would not be facilities owned by any broadcaster because the minute you get into that area, you begin to get into the competing claims of the public and private broadcasters, private stations and various networks for space and for access for their own cameras and cameramen. Consequently, I think it is assumed if there is going to be any recording by audio-visual means of the proceedings that take place in the House of Commons itself, or in committees, that probably the easiest and best

tion s'y opposait. Nous avons donc été obligés d'attendre les événements.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà l'inconvénient d'un régime à deux partis.

M. Davidson: Le sténo du *Hansard* notera que cette remarque est de monsieur Knowles, et non de moi.

D'une actualité moindre mais quand même digne de mention sont ces réunions de la Commission canadienne de la radio-télévision que Radio-Canada a diffusé sur FM et qui nous ont montré jusqu'à quel point on pouvait, avec des émissions de cette longueur, retenir l'attention d'un auditoire.

Cette question comporte, bien sûr, nombre d'aspects que les organismes parlementaires devront étudier, depuis la diffusion en direct et intégrale des débats de tous leurs débats jusqu'à celle de passages choisis de ces mêmes débats. Dans ma lettre du 4 février 1970, je mentionnais au moins deux méthodes; l'une, en réalité un service de diffusion, serait fondée sur la production de matériel de qualité toute professionnelle aux fins de diffusion et l'autre, serait en somme un *Hansard* électronique.

Un mot d'abord sur ce *Hansard* électronique. Il s'agirait d'un dossier audio-visuel constitué grâce aux installations faites à la Chambre, qui seraient la propriété de l'Orateur de la Chambre et placées sous sa surveillance ou celle de la Chambre; elles n'appartiendraient pas à un diffuseur donné - et, bien entendu, vous entrez, de fait même, en concurrence avec les diffuseurs publics et privés, les postes privés et les différents réseaux pour le temps d'émission et les services des caméramen. Aussi, s'il s'agit d'enregistrer par la technique audio-visuelle les délibérations de la Chambre ou des Comités, il est probablement préférable que ces installations soient la propriété de l'Orateur de la Chambre et placées sous sa surveillance, ou, dans le cas du Sénat, de l'Orateur du Sénat, de façon à enregistrer un ruban qui soit mis à la disposition de

[Texte]

[Interprétation]

way to do it is to have those facilities owned and operated under the auspices of the Speaker of the House, or in the case of the Senate, the Speaker of the Senate, with the result that an electronic record, a tape containing sound and visual images is made available to all comers outside of the Chamber for them to make use of in any way that they may wish to make use of it, or in any way that may be mutually agreed upon.

This would mean that there would be a complete record of the proceedings of the House from the opening of the proceedings to the close at the end of the day. If this were extended to committees, to one or more committees, it would mean the same thing that there would be a complete *Hansard* record in audio-visual terms, rather than in stenographic terms. Just as the members of the Press Gallery today tape the *Hansard* transcript and write their stories from it, so this production of an electronic *Hansard* would by analogy mean that broadcasters would take the audio-visual record, the transcript produced by the facilities made available through the Speaker, and they would edit, select and make up their reportage for their news, or their documentaries, their public affairs programming from this complete record that would be made available.

We have given you, Mr. Chairman, in the appendix to the letter some indications of the space and cost requirements that we think would be indicated for an operation of this kind.

This would involve, as I say, a complete record of what ever bodies it was decided to cover by the electronic *Hansard* and it would leave the broadcasters free, as we submit they should be left free, to make use of this transcript in whatever way their news judgment suggests it should be used.

The second alternative would be less ambitious and comprehensive, instead of providing a continuous record, day in and day out of the total and complete proceedings in the Chamber or in the committee. This second alternative would envisage an arrangement per special occasion when some particular debate, such as the Throne Debate the Budget Debate, an important debate on some piece of legislation recognized on all sides as being a critical and a key piece of legislation, on any of these occasions, by arrangement with the Speaker, a similar electronic *Hansard* could be produced covering that issue or that debate, and the rest of the proceedings would follow accordingly.

We took the trouble to compile for our own interest and convenience, a list of the various

tous qui l'utiliseront de la façon qu'ils le désirent, ou suivant les règles qui pourront être fixées.

Il y aurait donc ainsi un dossier complet des délibérations de la Chambre depuis la première jusqu'à la dernière séance. Et le cas échéant, il en serait ainsi des débats des comités. Un peu comme il arrive en ce moment pour les journalistes de la Tribune qui tapent à la machine le *Hansard* dont ils tirent leur reportage, les radios ou télédiffuseurs utiliseraient le *Hansard* électronique pour rédiger leur propre émission.

Nous vous avons donné en appendice ce qu'il en coûterait, à notre avis, espace et frais, pour réaliser une entreprise de ce genre.

Il faudrait le dossier complet des délibérations que l'on désire diffuser au moyen du *Hansard* électronique et les diffuseurs devraient, selon nous, être libres de l'utiliser à leur discrétion.

La deuxième méthode serait à la fois moins élaborée et moins concurrentielle. Au lieu d'assurer un dossier intégral de toutes les délibérations de la Chambre ou des Comités, il s'agirait de prévoir l'enregistrement de certains débats, le discours du Trône ou le discours du Budget, par exemple, dont tous reconnaîtraient l'importance. Le tout, bien sûr, avec l'assentiment de l'Orateur de la Chambre.

Nous avons dressé une liste des débats qui auraient intéressé la société, au cours de l'année qui vient de

[Text]

[Interpretation]

occasions which would have interested the Corporation during the past year, occasions which had this per occasion arrangement been in effect, might have prompted us to come to the Speaker, and say, "This particular portion of the House proceedings, we would like to have your permission to cover": the daily Question Period which is something rather special; the Throne Speech; the Budget Debate, at least the principal speeches; the proceedings of the Senate Committee on the Mass Media; the proceedings of the Senate Committee on Poverty; the proceedings of the External Affairs and National Defence Committee, particularly with reference to the NATO cut-backs; the proceedings of the Justice and Legal Affairs Committee covering the Criminal Code amendments and the Hate Literature Legislation of the past Session; the proceedings of the Public Accounts Committee, including the overhaul of the *Bonaventure* and the overhaul of the CBC, and the Indian Affairs and Northern Development Committee discussion of new Indian policy. The CBC has not yet been sunk without a trace, so far as I know, nor has it been turned over to the Crown Assets Disposal Corporation yet, Mr. Chairman. Perhaps the representative of Ghana would be interested in acquiring the assets of the CBC when liquidation does become a fact.

Mr. Macdonald (Rosedale): That may not be an asset, it may be a liability.

Dr. Davidson: I have asked *Hansard* to record that comes from the mouth of Mr. Macdonald, and not from me.

An hon. Member: Government policy?

Dr. Davidson: Our list goes on: the Arctic sovereignty question in the Indian Affairs and Northern Development Committee; the Health, Welfare and Social Affairs Committee's consideration of the hazards of cigarette smoking; the proceedings of the Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts in respect of the Company of Young Canadians; the proceedings of the Finance, Trade and Economic Affairs Committee, dealing with the White Paper on Taxation and Inflation; the proceedings of this Committee dealing with the rule changes including Standing Order 75C, which we think would have made good telecasting; the proceedings of the External Affairs and National Defence centring around the discussions on Biafra; the proceedings of the National Resources and Public Works Committee which are still coming up, dealing with the Canada Water Act and the question of pollution. These are indicative. These are not all-inclusive but would

s'écouler, occasions qui nous auraient poussés à demander à l'Orateur de la Chambre la permission de les enregistrer: la période de questions journalière, le discours du Trône, le discours du Budget, (les principaux discours, en tout cas), les délibérations du Sénat sur les moyens de communication de masse, les débats du comité du Sénat sur la pauvreté, les débats du comité sur les affaires extérieures et la défense nationale (surtout au sujet des retraits de troupes à l'OTAN), les débats du comité de la justice et des affaires juridiques (y compris les amendements au code criminel et la propagande haineuse de la dernière session), les délibérations du comité des comptes publics (y compris la remise en état du *Bonaventure* et de Radio-Canada) et les délibérations du comité sur les affaires indiennes et de développement du Nord canadien (discussion de la nouvelle politique indienne du gouvernement). Radio-Canada n'a pas été coulée que je sache, et elle n'a pas non plus été reléguée à la société des biens de la Couronne. Le représentant du Ghana serait peut-être intéressé à se porter acquéreur de son actif, le cas échéant.

M. Macdonald (Rosedale): Plutôt qu'un actif, ce serait peut-être un passif.

M. Davidson: J'ai prié le *hansard* d'enregistrer les paroles de monsieur Macdonald, non les miennes.

Une voix: Politique du gouvernement?

M. Davidson: Je poursuis ma liste: la question de souveraineté dans l'Artique—comité des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, le comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales—le danger que courrent les fumeurs de cigarettes, les délibérations du comité de la radiofusion, des films et de l'assistance aux arts (la Compagnie des jeunes canadiens), les délibérations du comité des finances, du commerce et des affaires économiques (livre blanc sur les réformes fiscales et l'inflation, les délibérations du présent comité qui se rapportent au modification des règlements (plus particulièrement au règlement no 75), les débats du comité des affaires extérieures et de la défense nationale (discussions sur le Biafra), les présentes délibérations du comité des ressources nationales et des travaux publics (Loi sur la conservation des eaux du Canada et le problème de la pollution). Voilà quelques exemples qui n'épuisent pas la question, mais indiquent le genre de discussions—

[Texte]

[Interprétation]

indicate the kind of issues which, if we were dealing with this matter on a per occasion basis, and the other broadcasters would have their special areas of interest also, would prompt the Corporation to approach the Sepaker to ask for permission to avail themselves of the electronic *Hansard* facilities in order to develop programs in this area. This, as I say, is a second alternative that could be considered.

The Committee may also wish to consider whether or not it wishes to launch itself completely into a permanent program, a continuing program or whether it wishes to develop some experimental approaches which would be of limited duration and in respect to which the members of the House might be able to assess before Committee themselves to a permanent arrangement.

We could, for example it would be possible for broadcasters to set up, on the basis of a period of one week, or a month, a controlled closed-circuit experiment in which what I have described as a process would be carried out on a closed-circuit basis, with the editing done by the broadcasters and the end result of the programs made available to this Committee, or to members of Parliament so that they could see, at least on the tentative experimental basis, how a system that might be considered, would in fact work out, and what the end results of that might be if that particular system were adopted.

There is no guarantee that the results of one particular week of experimental broadcasting would necessarily be duplicated and repeated in exactly the same fashion if you committed yourself to a permanent continuing program of the same kind. This would enable the members of the Committee and of the House to get their teeth into an actual experience to determine whether or not they thought that particular approach had promise and justified their committing themselves to the fairly considerable expenditures that will be involved in setting up any permanent and continuing arrangement.

One alternative of experimental approach, of limited approach, would involve the Committee deciding that instead of committing itself fully to utilization of both radio and television it might be easier to develop experience and to see how the experiment works out to test an approach by way of radio only, rather than television. This would involve less in the way of financial commitments in terms of spending on facilities. It would be possible, I think, to utilize FM radio for this on a fairly extensive basis. We have for some time been interested, for example, in getting permission to broadcast the Question Period on our local FM station. Some

d'autres diffuseurs auraient aussi leur liste—qui nous porteraient à demander à l'Orateur la permission de nous prévaloir du *hansard* électronique pour réaliser des émissions dans ces divers domaines, suivant la deuxième méthode.

Il revient aussi, je crois au comité de décider s'il veut s'engager dans un programme continu, permanent, ou de se livrer plutôt à des essais d'une durée donnée qui permettraient aux députés de se rendre compte de la situation avant d'engager les comités.

Les diffuseurs pourraient par exemple établir pour une semaine ou pour un mois une expérience en circuit fermé et contrôlé qui permettrait au diffuseur d'édition l'enregistrement et de soumettre le résultat au présent comité ou aux députés pour qu'ils puissent se faire une idée du fonctionnement d'un système de ce genre, et quels résultats ils seraient en droit d'en attendre.

Mais si on s'engageait sur la foi de cet essai d'une semaine ou d'un mois, il n'y a aucune assurance que les résultats futurs seraient exactement les mêmes que ceux de l'essai. Mais les membres du comité et les députés auraient là une réalisation concrète qui leur permettrait de juger de la valeur de cette formule et de voir s'il y a lieu d'y affecter des sommes considérables pour en assurer la continuité.

Mais il y a une autre possibilité que le comité pourrait étudier: celle de ne se livrer à un essai que sur un moyen de diffusion, la radio par exemple. Ainsi restreinte, la tentative serait moins coûteuse en installations et en frais. On pourrait fort bien utiliser à cette fin les fréquences modulées et, pour notre part, nous sommes depuis quelque temps intéressés à diffuser sur la bande FM de notre poste une période de questions. Un essai de ce genre, pour lequel on aurait recours à la radio plutôt qu'à la télévision, et aux fréquences modulées plutôt qu'à la bande AM... autant de possibilités que le comité pourrait explorer.

[Text]

experiment of this kind, more limited in nature, utilizing either radio instead of television, or utilizing FM instead of AM for more extended broadcasting than would be possible on straight AM stations. These are possibilities that members may wish to consider.

There is one particular problem I think should concern members of the Committee; and that is the problem arising from the bilingual nature of our country and the bilingual nature of the proceedings of the House of Commons and of the Committees of the House. Analysis shows that so far as the Committees of the House are concerned, somewhere between 80 to 88 per cent of the proceedings are in English; 12 to 20 per cent of the proceedings are in French. I ask the members to consider what this will mean in terms of the implications of broadcasting the proceedings of the Committees of Parliament, or the House of Commons or the House and the Senate in the two languages to which the Corporation itself would feel that it had a responsibility to commit itself, it would undertake a project in this area at all.

Members will, I am sure, wish to consider what will be the impact on the listening and the viewing audience in the portions of Canada where French is the predominate language. What will be the impact of seeing the proceedings of their Parliament 80 to 88 per cent originating in the English language? What will be the impact on those same viewers of having 80 to 88 per cent of the proceedings of their Parliament coming to them through the medium of interpretation? I do not want to elaborate that point. I think to state the problem is to indicate the importance and seriousness of it in the Canadian context. I know of no country where the broadcasting of the proceedings of Parliament is a factor, where that problem has to be faced in a way that I suggest we would have to face it in Canadian terms.

There are some other problems, some problems of a legal nature which . . .

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Dr. Davidson, do you have a similar analysis for the proceedings in the House or, say, a corresponding analysis?

Dr. Davidson: No. I specified that my statistics related to the Committees of the House. I would venture a guess, Mr. Knowles, having sat some period of my life in the Galleries, that the statistic is not very much less for the House of Commons itself.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): It would be in the Question Period.

[Text] [Interpretation]

[Text]

Le bilinguisme, qui est un fait dans notre pays, doit je crois retenir l'attention du comité, car on le retrouve à la Chambre et dans ses comités. L'analyse révèle que 80 à 88 p. 100 des délibérations des comités se font en anglais; le reste est en français. Quelle est la répercussion de ce fait sur la diffusion des délibérations des comités du Parlement, de la Chambre et du Sénat, c'est ce qu'il convient d'établir avant de se lancer dans une telle entreprise.

Les membres voudront, nul doute, en connaître les effets sur l'auditoire dans les régions du Canada où le Français prédomine. Que pensera-t-on de voir les délibérations du Parlement se faire en Anglais dans 80 à 88 p. 100 des cas? Que pensera-t-on d'écouter 80 à 88 p. 100 des délibérations parlementaires par l'intermédiaire d'un interprète? Je n'insiste pas. Exposer le problème, c'est en dire l'importance au Canada. Je ne connais pas de pays où la diffusion des délibérations parlementaires soit un problème, où le problème doit être envisagé de la façon dont nous devons, vu les circonstances, l'envisager ici, au Canada. Mais il y a d'autres problèmes, juridiques ceux-là, qui . . .

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Avez-vous une analyse semblable au sujet des délibérations de la Chambre?

M. Davidson: Non; mes chiffres, je l'ai dit, se rapportent aux comités de la Chambre. Toutefois, ma longue expérience dans la Tribune me porte à croire que ces chiffres ne seraient pas beaucoup moins pour la Chambre des communes.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ils le seraient pour la période des questions.

[Texte]

[Interprétation]

Dr. Davidson: In the Question Period it would be. It might be in the Question Period and I think it undoubtedly is lower for the House than it is for the Committees, particularly since simultaneous translation was introduced a few years ago. I would be surprised if the total amount of time in which the English language was used were less than 70 to 75 per cent. However, that is a guesstimate which I hazard and is not based upon any statistic. I am personally convinced that this is a problem; this is an aspect of the problem that members of the Committee will need to consider with very great care and sensitivity.

I mentioned that there are some other problems of a legal nature. You have had a report on that, I believe, from your own Parliamentary Counsel. Our general counsel of the Corporation, Mr. Alleyn, has also given some considerable attention to that aspect of the question. I think this, Mr. Chairman, covers as an initial statement at least, most of the points I wished to touch upon.

I have with me, as you mentioned, Mr. Marcel Ouimet, the Vice-President in charge of our programming policy in the Corporation. Maybe later on in questions and exchanges with members of the Committee, Mr. Ouimet may wish to add something to what I have said having to do with the programming questions. Mr. J. P. Gilmore, Vice-President in charge of planning is familiar with that portion, particularly of the question which relates to the facilities and the operational problems involved. Mr. Alleyn will be glad to comment on anything having to do with the legal questions. With that, perhaps I can turn the matter back to you for the time being, Mr. Chairman. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Dr. Davidson.

Gentlemen I now recognize Mr. St. Pierre.

Mr. St. Pierre: Thank you, Mr. Chairman. I think perhaps the questions I have, Mr. Chairman, would be better directed to a television editor than to Dr. Davidson, but I am going to ask them of him in any case, although I would like to put on record that I think we should have, in the course of these hearings, a witness who is a skilled television editor, because it is my opinion that the matter of editing any television proceedings of Committees or of the House is pretty vital in the considerations of this Committee.

Dr. Davidson, I notice that of the 16 items or subjects which your group listed as ones in which

M. Davidson: Oui; peut-être seraient-ils moins élevés pour la Chambre que pour les comités, surtout depuis l'interprétation simultanée. Je serais fort surpris que la langue anglaise se parle dans moins de 70 à 75 p. 100 du temps. Mais c'est là une simple estimation, qui n'est nullement fondée sur les faits. Je suis sûr, quant à moi, que c'est là un problème sur lequel les membres devront se pencher avec beaucoup de sollicitude.

J'ai parlé de problème d'un ordre juridique. Vous avez reçu à ce sujet un rapport de votre propre conseiller parlementaire. Le nôtre, monsieur Alleyn, a également étudié cette aspect de la question avec grande attention. Voilà, monsieur le président, les observations que je voulais faire.

Monsieur Marcel Ouimet, le vice-président de notre programmation, m'accompagne et peut-être voudra-t-il, un peu plus tard, ajouter à ce que j'ai dit. Monsieur J. P. Gilmore, le vice-président de la planification, connaît bien cette question des installations et les problèmes fonctionnels qu'elle soulève. Quant à monsieur Alleyn, il vous présentera volontiers ses observations sur les aspects juridiques. J'ai terminé.

Le président: Merci, monsieur Davidson. Monsieur St. Pierre.

M. St. Pierre: Ma question s'adresse plutôt à un éditeur de télévision, mais je vais la lui poser à tout hasard, notant néanmoins qu'il nous faudra à un moment donné avoir un éditeur de télévision, car cette question est d'une importance vitale dans tout projet de diffusion des délibérations des Comités ou de la Chambre.

Des 16 sujets énumérés sur votre liste, je note, monsieur Davidson que trois seuls se rapportent à la Cham-

[Text]

[Interpretation]

they would be interested if your television of proceedings in these buildings were a matter of your own choice and not a continuous *Hansard*. Only 3 of the 16 are House of Commons; the other 13 are Committee work. This indicates the news judgment of the Corporation as to the news value of proceedings here.

Dr. Davidson: I think it is correct to draw the inference, Mr. St. Pierre, that in terms of the working out of the issues in legislation, in terms of the relative freedom that the Committee format gives to short exchanges between different members of Parliament and witnesses before the Committees, that this would strike most of the news editors as being a more adaptable format for purposes of audio-visual presentation than the relatively more formal and lengthy interventions that you tend to get in the House of Commons; that is, apart from the Question Period.

Mr. St. Pierre: My next question relates to the accuracy in terms of completeness of reports that would be made on any of these 16 subjects you have listed. If the judgment is by news value, to what extent will your resultant broadcast give an accurate reflection of the general trend of events and of the debate? Perhaps I could bring it down to something specific.

You mentioned the Senate Committee on Poverty as one in which you think your group would have been interested had it been open to them to attend and take television recordings. In round figures, I am subject to correction, for approximately the six months of hearings which the Senate Poverty Committee has held, what would be your estimate of the total news broadcast time you would expect to get out of that?

Dr. Davidson: Not being a news editor, Mr. St. Pierre, I would have to say that any reply I could give you on that would be really of little value to you. I would venture the suggestion that it depends entirely on what approach would be taken to that particular item and I would suspect what we would want to do if we had access to the proceedings of the Committee on Poverty would be to build a number of documentary programs of considerable length on the discussions and the proceedings of the Committee rather than to have necessarily a news broadcast every day during the sittings of that Committee.

Mr. St. Pierre: I think perhaps the line of questioning I was going to follow is better reserved, Mr. Chairman, until we have a television editor before us, but there are a couple of other general questions I want to ask Dr. Davidson.

bre, les autres, aux Comités. C'est la valeur nouvelle que la société attache aux délibérations du Comité.

M. Davidson: Vous pouvez, à juste titre, en conclure que, vu les questions législatives à l'étude, vu le cours assez libre des échanges entre les membres et les témoins que permet la formule du comité, les éditeurs des nouvelles y trouvaient matière plus adaptable aux fins de présentation audio-visuelle que les intercations plus officielles et plus longues de la Chambre, sous réserve de la période des questions.

M. St. Pierre: Que dire de la précision des rapports qui seraient rédigés sur l'un ou l'autre de ces 16 sujets. Si le jugement s'établit sur la foi de la valeur à titre de nouvelle, dans quelle mesure la diffusion qui s'en inspirera reflétera-t-elle le cours des événements et l'allure des débats? Je précise.

Entre autres sujets d'intérêt, vous avez mentionné les délibérations du Comité du Sénat sur la pauvreté. Qu'en aurait-il coûté, selon vous, approximativement, pour résérer le temps nécessaire à diffuser les délibérations qui, sur ce sujet, ont duré quelque six mois?

M. Davidson: Je ne suis pas un rédacteur de nouvelles et, de ce fait, ma réponse vous serait, monsieur St. Pierre de bien peu d'utilité. Tout dépend du mode d'enregistrement que l'on choisirait pour un événement donné; le cas échéant, nous aurions essayé, je crois, de tirer de ces délibérations du Comité sur la pauvreté un certain nombre de programmes documentaires de longueur appréciable plutôt que de diffuser chaque jour une émission de nouvelles au cours des séances du Comité.

M. St. Pierre: Bien. J'attendrai pour poursuivre ce filon qu'il y ait ici un rédacteur de nouvelles. Deux autres questions d'un ordre général.

[Texte]

Dr. Davidson: Mr. Ouimet, I might say, has had considerable experience on the firing line end of the business, Mr. St. Pierre. He might care to comment.

Mr. St. Pierre: Perhaps Mr. Ouimet might like to answer this.

Mr. Marcel Ouimet (Vice-President, Programming, Canadian Broadcasting Corporation): Mr. Chairman, I did have considerable experience on the firing line but, of course, it was some years ago. I still have to a certain extent, but the firing line is the desk more often than not. I would endorse Dr. Davidson's judgment to the effect that it considerably depends on what takes place. However, in the list of subjects we have brought out, Mr. St. Pierre, I believe you mentioned only three items that deal with debates of the House of Commons. The importance of the daily question period, of course, must not be minimized. If my information is right the question period involves generally about 45 minutes a day, does it not?

Mr. St. Pierre: Some of us think it should be put in perspective.

Mr. Ouimet: Yes, of course, but mind you, I think if we ever embarked on such a venture, all of this would have to be done with the full consciousness that we would want to operate according to the highest standards of professional journalism and current affairs broadcasting. These standards can be attacked, of course, as they have been. We are all human. However, I think it would be very important for the CBC or any other broadcasting organization embarking on such a venture to definitely reserve or keep the privilege of complete editorial judgment.

Mr. St. Pierre: I can sympathize with you on that, from your point of view.

Mr. Ouimet: Let us take the Senate hearings on poverty and Dr. Davidson's suggestion that this might well fit a documentary which would be accumulated over a period of attendance at the meetings and assembled into a documentary. Would that be likely to make more than a one-hour documentary? Could you see it extending beyond that?

Mr. Ouimet: It could make a one-hour documentary. At least some of the proceedings might be included within a general documentary on poverty to illustrate the concern, let us say, of the legislators on this particular subject, but before we illustrate the concern of the legislators on a particular subject, of course, we would have to perhaps go around the country or go around certain areas of the country and show where

[Interprétation]

[Interprétation]

M. Davidson: Ce sujet est assez familier à monsieur Ouimet qui pourrait peut-être ajouter un mot sur ce point.

M. St. Pierre: En effet, peut-être voudrait-il répondre à cette question.

M. Marcel Ouimet (vice-président, programmation, Radio-Canada): J'ai en effet quelque expérience sur ce point, mais qui remonte à quelques années. Comme monsieur Davidson, je crois que tout dépend du mode qu'on choisit. Toutefois, dans la liste que nous avons présentée, vous n'avez mentionné que trois sujets qui se rapportent aux débats de la Chambre des communes. La période quotidienne de questions est, ne l'oublions pas, importante—elle dure environ 45 minutes, si je me m'abuse.

M. St. Pierre: Elles devraient, selon certains d'entre nous, être mises en lumière.

M. Ouimet: Sans doute, mais si jamais on s'engageait dans une entreprise de ce genre, il faudrait convenir que ce travail se fasse avec la même conscience professionnelle que le journalisme apporte aux émissions d'affaires courantes. Ces normes peuvent être attaquées: elles l'ont déjà été d'ailleurs. Nous sommes tous humains. Toutefois, il importera que l'organisme qui entreprendrait cette tâche, Radio-Canada ou un autre, se réserve complètement le droit de juger, aux fins de la rédaction.

M. St. Pierre: Je saisiss votre point de vue.

Prenons, par exemple, une séance du Sénat qui, comme l'a proposé monsieur Davidson, ferait l'objet d'une émission documentaire élaborée sur la foi de plusieurs périodes, et rassemblée ensuite en une émission. La durée de ce documentaire serait-elle plus d'une heure, à votre avis?

M. Ouimet: On pourrait en faire un documentaire d'une heure. Certaines délibérations pourraient y être incorporées en vue d'illustrer le souci que se fait le législateur de la pauvreté. Mais avant d'en arriver là, il nous faudrait probablement faire le tour du pays et situer ce problème de la pauvreté—au cas où, bien entendu, on recourerait à la télévision.

[Text]

the problem actually happens to exist, if it were done on television, of course, with an image.

Mr. St. Pierre: It might be less than an hour. It might be excerpts . . .

Mr. Ouimet: It could be less than an hour. It could be a half hour.

Mr. St. Pierre: But it would be unlikely to be more than an hour.

Mr. Ouimet: Unlikely because of scheduling problems, generally speaking, which are quite considerable.

Mr. St. Pierre: I do not know the number of hours the Senate Committee met, but it would be well past the century mark by now. In fact, it would not surprise me if there were a couple of hundred hours of hearings by this time. Do you really think it is possible to make a balanced report in one hour of 200 hours of intensive hearings by numerous experts?

Mr. Ouimet: I think it is possible to make a balanced report of perhaps not everything that has taken place in the last 100 sittings or so, but if we were proceeding on the basis of a regular coverage of Parliament I think it would be possible to, at least, give in capsule form a pretty clear, fair and balanced idea of the considerations being given by the legislators to the problem, of their agreement, where they agree, and where they disagree. I think that is possible.

Mr. St. Pierre: Of course, this would be in terms of news judgments and to some extent of pictorial values also in your industry.

Mr. Ouimet: I would imagine, yes.

Dr. Davidson: Could I just interject in the case of the illustration you referred to, Mr. St. Pierre, it is recognized that the Senate Committee did travel across Canada and consequently in its approaches to various groups across the country there would be more of an opportunity for what you refer to as a pictorial presentation of some of the issues than normally would occur if we were dealing with the proceedings of a committee that spends all of its time sitting in a closed committee room in the Parliament Buildings. Could I just add, that while you suggest it perhaps would be difficult to give a full and balanced presentation of the work of this Committee in the space of a one-hour program, it would at least be one hour more than the work of that Committee is getting recognition for at the present time, and at the risk of

[Interpretation]

M. St. Pierre: L'émission pourrait durer moins d'une heure si elle était faite d'extraits . . .

M. Ouimet: Elle pourrait être moins d'une heure, voire même une demi-heure.

M. St. Pierre: Mais il est peu probable qu'elle dure plus d'une heure.

M. Ouimet: Peu probable, vu les nombreux problème de programmation qui seraient soulevés.

M. St. Pierre: J'ignore le nombre d'heures durant lesquelles le Comité du Sénat a siégé, mais il s'agit de bien plus de 100 heures, peut-être 200 heures à l'instant. Croyez-vous qu'il soit possible d'y rendre justice en une émission d'une heure?

M. Ouimet: Peut-être pas de tout ce qui s'est déroulé en 100 séances, mais si cette diffusion était instaurée de façon permanente, il serait possible de donner l'essentiel des considérations émises par les législateurs sur la question en cause ainsi que les points sur lesquels ils sont d'accord ou divergent d'opinion. C'est, je crois, possible.

M. St. Pierre: Cette diffusion serait, bientôt sûre, réalisée aux termes du jugement qu'on y attache à titre de nouvelles et d'images, dans votre profession.

M. Ouimet: Je le suppose.

M. Davidson: Au sujet des images dont vous parlez, monsieur St. Pierre, le Comité du Sénat a voyagé par tout le Canada et ses démarches auprès des différents groupes se préterait plus à une représentation par l'image que ne le ferait normalement les débats du Comité qui se déroulent dans une pièce close du Parlement. J'ajoute qu'il serait difficile de rendre compte en une heure d'émission du travail dudit Comité, ce n'en serait pas moins une heure de plus d'émission que le Comité reçoit en ce moment et, au risque de diverger quelque peu d'opinion avec mon collègue, monsieur Ouimet, il me semble possible de rendre compte du travail du comité—considérant la nature de ce travail et de ses délibérations—non pas en une seule, mais en deux ou trois émissions.

[Texte]

[Interprétation]

disagreeing a little bit with my colleague, Marcel Ouimet, it does seem to me it would be possible, depending on the nature of the Committee's work and its proceedings, to see a committee's work over, not a single broadcast, but two or three broadcast periods, depending on really what the committee gives you to work on.

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, I do not want to intrude on the time of other members. Could I just ask two more questions of a general nature? In the letter from the CBC to the Committee, you deal with an electronic *Hansard*, as you put it, and television as a matter of choice, selective portions of proceedings, and you have estimates of probable costs. Did you consider what the costs would be of continuous broadcast in Canada? I realize they would be astronomical, but it would be interesting to get a broad figure for a continuous television record of broadcasts throughout Canada of all proceedings of the House of Commons each day.

Dr. Davidson: The House of Commons alone.

Mr. St. Pierre: For the House of Commons alone.

Mr. J. P. Gilmore (Vice-President, Planning, Canadian Broadcasting Corporation): The problem here is, of course, a very simple one. We have the facility provided in the estimate to supply the program feed, if I can call it that, the output, the cameras and microphones in the House, to provide to a central distribution point or a master control room, if you will, the activities of Parliament in picture and sound. This then could be fed out to networks. Facilities are there to do it. There would be no added cost for the production side, but I think, Mr. St. Pierre is asking the question, if I understood it clearly, what is the cost of dedicating a complete television channel across the country . . .

Mr. St. Pierre: That is correct.

Mr. Gilmore: . . . with a transmitter in every location, for English and French, together with a radio transmitter. Let me simply tell you that the Corporation has provided an estimate of cost to complete its own coverage program today to give one service over and above the facilities we now have and if I remember correctly that estimate is in excess of \$60 million of capital facilities for transmission.

Mr. Reid: That would just cover the remaining 8.5 per cent of the Canadian people who have no access to . . .

M. St. Pierre: Dans la lettre que Radio-Canada a adressée au Comité, vous traitez d'un *Hansard* électronique, comme vous l'appelez, et de la télévision, comme de deux choix qui s'offrent pour la diffusion des débats. Avez-vous songé à ce que coûterait une diffusion continue au Canada? Le chiffre serait presque astronomique, mais il serait intéressant de savoir ce qu'il en coûterait environ pour diffuser par tout le pays des émissions télévisées de toutes les délibérations quotidiennes de la Chambre des communes.

M. Davidson: La Chambre des communes seulement.

M. St. Pierre: La chambre des communes seulement.

M. J. P. Gilmore (vice-président de la planification à Radio-Canada): Le problème est simple. Notre budget nous assure les caméras et les microphones nécessaires pour relayer l'information, son et images, de la salle de délibérations à celle des contrôles, puis de là, la diffuser sur le réseau. Du point de vue de production, il n'en coûterait pas plus cher, car ces installations existent déjà. Mais monsieur St. Pierre veut, je crois, savoir ce qu'il en coûterait pour réservé un canal d'un bout à l'autre du pays.

Mr. St. Pierre: Précisément.

M. Gilmore: . . . muni, en chaque endroit d'un transmetteur en langue française et anglaise ainsi que d'un poste émetteur de radio. La société s'est livrée à une estimation de ce genre à l'égard de son propre réseau et, si j'ai bonne mémoire, il en coûterait \$60 millions en immobilisations de capital pour réaliser une telle transmission.

M. Reid: Et ces immobilisations ne vous permettraient que d'atteindre ce 8.5 p. 100 des auditeurs canadiens que vous n'atteignez pas en ce moment . . .

[Text]

Mr. Gilmore: That is correct, but it would also replace the affiliates, Mr. Chairman.

Mr. St. Pierre: It would be correct that the costs of this would be in the hundreds of millions.

Mr. Gilmore: Astronomical was the term you used, sir, which would be correct.

Mr. St. Pierre: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman: I recognize, Mr. Reid. The Clerk and I have not noted any others, so would you go ahead with your questions, Mr. Reid, please.

Mr. Reid: Yes. I would take it then, Mr. Davidson, you are not contemplating the continuous programming of the House of Commons and the committees over any transmitter that you may own and be operating now. In other words, what we are really considering is not the continuous televising of the House of Commons, but rather the recording of the events for use to be made by the broadcasters as they see fit.

Mr. Davidson: This is what is implied in our suggestion of an electronic *Hansard*. I hesitate to say what it would concern because I am more interested in finding out what you are considering, Mr. Chairman.

Mr. Gilmore: Mr. Chairman, could I just supplement this by clarifying one point? Not only can this feed be recorded, but it can be transmitted live; the facilities are there to transmit live at a given point in time, an opening, an emergency debate or whatever. It would not just be recorded.

Mr. Reid: This could be done, for example, in the way in which you telecast the constitutional conferences.

Mr. Gilmore: Yes, that is correct. The facilities would be there. The audio-visual message would be coming out of the pipe line and it would be for the broadcasters to determine whether they would take that off as a part and reserve it for inclusion in a broadcast later in the day or later in the week or whether they would turn it into the live television screen as of that moment.

Mr. Reid: You have now had some considerable experience televising constitutional conferences and you have had some experience in televising special debates in other legislatures. Would you care to draw for the Committee any lessons that you have learned from these two experiences?

[Interpretation]

M. Gilmore: Justement; mais elles nous permettraient aussi de supplanter les affiliés, monsieur le président.

M. St. Pierre: Il en coûterait donc des milliards.

M. Gilmore: C'est à bon escient que vous avez dit: astronomique.

M. St. Pierre: Merci, monsieur le président.

Le président: La parole est à monsieur Reid; c'est le seul sur la liste.

M. Reid: Dans ces conditions, je présume, monsieur Davidson, que vous n'avez pas l'intention de diffuser continuellement en vertu des installations dont vous disposez présentement. Bref, nous ne songeons pas à téléviser sans interruption les événements de la Chambre des communes, mais plutôt à enregistrer ces événements au profit des diffuseurs éventuels.

M. Davidson: Voilà ce que nous entendons par un *Hansard* électronique. J'hésite à formuler mon choix, car c'est le vôtre qui m'intéresse.

M. Gilmore: Puis-je ajouter une précision. Non seulement cette information peut être enregistrée, mais elle peut être diffusée en direct; les installations existent. Les installations existent pour diffuser en direct à un moment donné—l'ouverture, un débat urgent, etc... Elle ne serait pas enregistrée, tout simplement.

M. Reid: Cette diffusion pourrait-elle se faire comme on fait celle des conférences constitutionnelles?

M. Gilmore: Précisément; issue de la ligne de transmission, l'information audio-visuelle serait captée par les diffuseurs qui veulent la réserver pour diffusion ultérieure.

M. Reid: Vous possédez maintenant en la matière une expérience appréciable, fort de la diffusion des conférences constitutionnelles et fort de celle des débats spéciaux de d'autres législatures; quelles leçons en avez-vous tirées dont nous pourrions profiter?

[Texte]

Mr. Davidson: I think one of the chief problems we have encountered, Mr. Chairman, has been the problem of setting up the installation and breaking it down on every occasion that we are called upon or that we call upon ourselves to take on board an important broadcast event of this kind. It would certainly be highly desirable from our point of view to have some kind of permanent facilities available in the Chamber or in a large room in the West Block and in the Senate so the problem of setting up our installations and breaking them down again after the event is over would not involve as much time, effort and dislocation of everybody's convenience. That is point number one.

Point number two is the problem of co-ordinating our efforts with those of other broadcasters. At the present time, I think it is fair to say, on each occasion when an event of major importance takes place in the parliamentary setting, discussions may arise between ourselves, CTV and the other broadcasting agencies on how we go about it. Do we go about it on a competitive bases? Do we go about it on the basis of a pool arrangement? There is a good deal of jostling and what people now refer to as creative friction between the respective interests in this regard. From that point of view clearly it would be better to have a permanent installation which would be under the Speaker's control, where we all would be given the same kind of treatment outside of the House of Commons rather than elbowing for positions of advantage, let us say, inside the Chamber.

The third one is the question of interpretation. This is a continuing problem; it is a problem that will create challenges for us, even under any conceivable arrangement. When you have, for example, a federal-provincial conference and you have, let us say, the Prime Minister making a statement in which he is broadcasting part of his statement in English and part of it in French, the question arises whether you provide interpretation service or whether you do not.

We have normally provided interpretation services for the English viewing audience of those portions of the Prime Minister's and other speeches which are given in French and we get complaints then from the bilingual Anglo-Canadians that what they want to hear is the Prime Minister's own voice or the Prime Minister of Quebec's own voice and they do not like to be distracted by this super-imposed translation. On the other hand, if you do not provide the translation, we get complaints from the English language viewers that they could not understand half of the speech, what do we expect viewers to do when they find the speech is incomprehensible. We have tried various ways of doing this. The political leaders usually outguess us every time we try to guess what they are going to do. On

[Interprétation]

M. Davidson: D'abord, le montage et le démontage des installations, chaque fois qu'il s'agit de diffuser un événement. Il conviendrait, selon nous, d'avoir aux fins de diffusion, des installations permanentes dans la Chambre ou dans une pièce spacieuse de l'Edifice de l'Ouest.

Deuxièmement, la coordination de notre travail avec celui des autres diffuseurs. En ce moment, chaque fois qu'il s'agit de diffuser au Parlement un événement important, il nous faut discuter avec CTV et d'autres diffuseurs sur la meilleure méthode à utiliser. Procérons-nous selon la concurrence? Selon une mise en commun? Ces hésitations engendrent ce qu'on est convenu d'appeler les «frictions créatrices». Sur ce rapport, il serait préférable d'avoir des installations permanentes placées sous la surveillance de l'Orateur qui nous assignerait, hors de la Chambre, chacune notre place, plutôt que de nous voir jouer des coudes pour atteindre la meilleure place, une fois entrés en Chambre.

La question de l'interprétation vient en troisième lieu, et elle nous créera des difficultés, quelle que soit la méthode à laquelle nous ayons recours. Soit une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle le Premier Ministre fait une déclaration, en partie en français et en partie en anglais. Doit-on assurer l'interprétation.

Nous l'avons fait pour les passages en français des discours du Premier Ministre et autres discours prononcés en français, mais les anglophones Canadiens-anglais bilingues se sont plaints de ne pas entendre la voix du Premier Ministre du Canada ou du Québec, et ne veulent pas être distraits par cette traduction qui vient se superposer. Si par contre, nous n'assurons pas l'interprétation, les anglophones déploreraient d'avoir perdu la moitié du discours, et, dans ces conditions, à quoi bon regarder l'image. Nous avons mis à l'essai plusieurs méthodes. Mais chaque fois que nous essayons de deviner ce qui va se produire, les chefs des partis politiques déjouent aussitôt nos prévisions. Un jour, nous décidons de diffuser tel quel le discours du Gouverneur Général. Nous avions su de bonne part

[Text]

one occasion I can recall we decided we would run the Governor General's speech as is; we would not attempt to provide a translation on the English network of those portions of his speech which he gave in French. We were told by his entourage that the speech would be equally balanced in English and French and the passages in both languages would be relatively short. We therefore, thought we could risk this without incurring the wrath of our viewing audience. There is a difference between listening to a language you do not understand for three minutes and listening to a language you do not understand for six minutes, as we discovered in the course of this particular experiment.

When you are listening to a person making a speech and he switches into another language that you do not comprehend, he remains there for three minutes and then comes back to the language you do understand, this is tolerable, but when it stretches to the point of being about six minutes, you begin to lose your audience. We found that the rival network which was not so dedicated to the high principles of bilingualism as we were was providing an English language translation of the French portion of the Governor General's speech and they pretty well stole our audience from us by the time the speech was over.

Mr. Reid: Were there any other lessons that you learned from these experiments?

Mr. Davidson: These three, Mr. Gilmore, could perhaps add to what I have said.

Mr. Gilmore: I think perhaps we have learned a good deal over the years by the number of these occasions, Mr. Chairman, which have multiplied. One of the great lessons we have learned is to get together and work pretty co-operatively on these national occasions where the corporation does the main part of the production and gives, what we call, a clean fee to CTV for them to use their own commentators to give it an identity. Another great advance that has been made is the development of the facilities of the Centennial Centre. The last Constitutional Conference covered from there was much easier from a facility standpoint to cover than had been on previous occasions. As to the acceptance—just one short word on that. My personal experience with viewers who have called in on the occasion when one of our networks was covering the Constitutional Conference and the other decided to come in a half hour late, the outburst from those viewers who had access to both English and French, the outburst on the English side demanding the immediate resumption of this coverage was very heartening.

[Interpretation]

[Text]

que le discours était assez bien partagé dans les deux langues. Mais il y a une différence entre écouter parler durant trois minutes ou durant six minutes dans une langue dont vous ne connaissez goutte, et nous l'avons appris à cette occasion.

Quand l'orateur parle dans une langue que vous ne comprenez pas pendant trois minutes pour ensuite revenir dans celle que vous comprenez, le jeu est tolérable; mais s'il y demeure pendant six minutes, il commence à laisser derrière son auditoire. Notre rival, qui ne souscrivait pas aussi intégralement que nous au principe du bilinguisme et assura la traduction en anglais des passages en français du discours du Gouverneur nous avait presque ravi nos auditeurs, vers la fin du discours.

M. Reid: Avez-vous tiré d'autres leçons?

M. Davidson: Les trois que je viens de vous mentionner. Peut-être monsieur Gilmore peut-il y ajouter?

M. Gilmore: Au cours des années, nous avons, je crois retiré un enseignement appréciable. Entre autres, lorsqu'il s'agit d'événements où la société assure la majeure partie de la production, travailler en collaboration avec les autres et donner à CTV la possibilité de s'identifier en employant leurs propres commentateurs. L'amélioration des installations au Centre du Centenaire a également marqué un pas en avant dans ce domaine. Il nous a été bien plus facile de diffuser de ce centre la dernière conférence fédérale-provinciale. Quant à l'appréciation dont on nous fait preuve, je ne veux que citer à ce sujet les protestations dont nous ont fait part les auditeurs anglais un jour que l'émission anglaise retardait d'une demi-heure sur l'émission française d'un même événement.

[Texte]

If I can just take one minute, Mr. Chairman, the Committee might be interested in knowing of one call I had from Vancouver on that occasion from a construction supervisor who said he was 35 years of age. He had taken a day off at his expense to watch and listen to this coverage and he was very incensed that he was not getting it as he did the previous day so there is a very good reaction to special occasions of that nature. Whether that would continue if this was a continuous programming feed I rather doubt.

Mr. Reid: It is heartening that it was from B.C., Mr. Chairman.

Mr. Davidson: There is one other comment, Mr. Chairman, I would like to add on the basis of our experience and that is that when you add the heat and the light of the television cameras to the heat and light of the debates, the heat sometimes becomes intolerable.

Mr. Reid: That was going to be the next sequence of questions that I wanted to ask. How were the physical conditions in the Ontario Legislature when you broadcast the budget debate, and is that form of presentation of a very complex argument over television a suitable method of getting the information across to the citizens, as hopefully this is the purpose of the exercise?

Mr. Davidson: I am assuming—I would have to check this information—that the Ontario Legislature's budget debate was televised under the normal conditions of special lighting arrangements.

Mr. Gilmore: That is correct.

Mr. Davidson: And I would be surprised if we did not learn from that experience that there was considerable discomfort caused over the period of time to the members of the Legislature being confined in a relatively small chamber under fairly intensive conditions of lighting and heat. Your second question I think really takes us back to Mr. St. Pierre's observation where he pointed out that most of the items where we expressed a special broadcast interest relate to the relative informality of the committees of the House in their proceedings rather than to the more formal proceedings of the House, the Chamber itself.

Mr. Reid: Yes. Is that not though another way of saying that you are worried about the visual image rather than necessarily the content of what is going on?

Mr. Davidson: No, I would not . . .

[Interprétation]

[Texte]

J'ajoute, monsieur le président, que j'ai déjà reçu un appel de Vancouver d'un surveillant de construction âgé de 35 ans qui avait pris à ses frais un jour de congé pour suivre de près ce programme, et qui se plaignait de ne pas le recevoir ce jour-là comme il le recevait le jour précédent; d'où l'on voit l'intérêt que suscitent des événements de ce genre. Savoir s'il en serait ainsi pour une diffusion en permanence, je ne saurais dire.

M. Reid: Il est réconfortant de voir que cet appel venait de la C.-B.

M. Davidson: Sans compter, monsieur le président, que lorsqu'on ajoute la lumière de la télévision à la chaleur des débats, cette dernière devient parfois intolérable.

M. Reid: J'allais précisément vous demander quelles étaient à la législature ontarienne les conditions physiques quand vous avez diffusé les débats sur le Budget—une formule de débats qui est, en somme, assez complexe—et si la télévision s'est révélée un médium d'information efficace?

M. Davidson: Je présume—il me faudrait vérifier—que ces débats furent diffusés en vertu d'un éclairage spécial.

Mr. Gilmore: En effet.

M. Davidson: Dans ces conditions, les députés ont dû se sentir à l'étroit et mal à leur aise, pressés dans une pièce plutôt exiguë, et accablés par la chaleur intense des réflecteurs. Quant à votre seconde question, elle nous ramène à l'observation de monsieur St. Pierre: les événements qui nous intéressent sont, pour la plupart, les débats plutôt libres des Comités de préférence à ceux, plus officiels, de la Chambre.

M. Reid: N'est-ce pas là une autre façon de dire que vous vous souciez plus de l'image visuelle des débats que de leur sujet?

M. Davidson: Non, je ne . . .

[Text]

Mr. Reid: Because the concern I think that members have is that if we do bring television into the House or into committees it is going to require substantial changes in the way in which we run our show here which may not be all bad, but if we do bring television in, the existing system will have to be changed rather dramatically.

Mr. Davidson: I do not follow you on that, Mr. Reid. If we have producers of programs intruding into the Chamber with their cameras and dollying up and so on and you let the TV producers run wild in the Chamber, obviously yes, they would have you performing in the way that they would want you to perform.

Mr. Reid: I thought we did that anyway in the corridors.

Mr. Davidson: If on the other hand you set up a controlled operation which is under the control of the Speaker and you concentrate your efforts on producing an electronic *Hansard*, you will undoubtedly have to have several camera positions but they would be presumably fixed camera positions. You will develop a method of producing your broadcast material just as they have at the United Nations for example and the feed comes out of the Chamber and the nature of the feed is determined really by the speaker in the final analysis because he has the ultimate responsibility.

Mr. Reid: Well, then may I ask you . . .

Mr. Davidson: May I just go on to say that if you look at the United Nations, for example, I do not think you could say that the proceedings of the Security Council all had to be reorganized.

Mr. Reid: No. That is more akin to a committee meeting like this. What I am trying to get at specifically is this. This is Wednesday afternoon. There are I believe four committees of the House meeting and the House itself is meeting. Obviously you are not going to have full attendance in the House of Commons, and this is the pattern of life here. If you have the camera jumping around you are going to find a great many empty spaces. Now, in your concept do you expect to have the cameras with a fixed focus so that they will focus solely on the person doing the speaking? Will they be able to jump around the way they were doing during the Ontario budget debate, or will the focus be directed by the Speaker on to the person speaking, to the person making an interjection, if there are any, or just on the Speaker?

[Text]

[Interpretation]

M. Reid: Car, au fond, les députés redoutent que, si la télévision envahit la Chambre, ou les Comités, il nous faudra modifier sensiblement la procédure des débats, ce qui ne serait pas un mal, mais si, de fait, nous introduisons la télévision, dans le présent système, il faudra lui apporter des modifications importantes.

M. Davidson: Je ne vous suis plus. Si vous ouvrez aux diffuseurs les portes de la Chambre et les laissez agir à leur guise, bien sûr, ils auront tôt fait de vous faire agir comme ils l'entendent.

M. Reid: Je croyais qu'il en était déjà ainsi dans les corridors.

M. Davidson: Mais si la diffusion est placée sous la surveillance de l'Orateur et que vous essayez avant tout de réaliser un *Hansard* électronique, rien ne vous empêchera d'assigner aux caméramen des postes fixes. Vous élaborerez une méthode de diffusion comme l'ont fait les Nations Unies où l'information qui provient de la Chambre est de fait déterminée quant à sa nature par l'Orateur qui en est ultimement responsable.

M. Reid: Puis-je alors vous demander . . .

M. Davidson: Et, permettez-moi de l'ajouter, le Conseil de Sécurité n'a pas eu à revoir toutes ces dispositions.

M. Reid: Non, cette situation se rapproche plus de celle des Comités. Prenons un exemple: nous sommes aujourd'hui mercredi après-midi. Il y a en ce moment quatre Comités et la Chambre qui siègent. La Chambre ne saurait donc être au complet, et ce régime est normal au Parlement. Si votre caméra doit sauter d'une personne à l'autre, l'enregistrement sera pas-sablement troué. Avez-vous l'intention de braquer l'appareil une fois pour toutes sur l'Orateur, ou si vous voulez alternativement couvrir le discours et les interruptions faites par les députés, sous la direction de l'Orateur.

[Texte]

[Interprétation]

Mr. Davidson: I think this would depend entirely on whether the facilities are under the control of the Speaker or whether they are under the control of the broadcasters themselves. In the case of the Ontario Legislature, a CBC crew was allowed into the Chamber. If you let a CBC crew into the Chamber here and there are empty seats, you can bet your life they will focus on those empty seats, among other things. What other things they will focus on I am not prepared to say at the moment, but the empty seats will certainly get coverage. If you have the alternative arrangement which is the production of electronic—if that is the objective, the production of an electronic *Hansard*, I would assume that the Speaker would consider that as being the guiding principle and that the arrangement made by the professional cameraman and others in charge of producing the audio-visual records for the use of the broadcasters would be that they will be given certain instructions that their task is essentially to focus on the person who is contributing to the debate, on the interjections that are made, and this would be the prime purpose of those responsible for producing this audio-visual record. It will be different in nature, depending on which of these two approaches you take.

Mr. Reid: Yes, it was considered a possibility if we did produce such an electronic *Hansard* that we would have to revamp the House of Commons to the extent where you would probably set up the roster system as you have in the United Nations where the speaker comes up and speaks before microphones. The camera is focused on them and you have the chairman sitting above to run the meeting in an orderly way. Would you see that we continue the same physical development of the existing Chamber, perhaps, a reversion to the more informal system that they have in Great Britain—and I am asking you as a broadcaster in terms of making the necessary audio-visual background for members to shine?

Mr. Davidson: My assumption would be that if you were proceeding on the basis of what I have referred to as the electronic *Hansard* you would have a number of camera positions set up permanently with flexibility in terms of what they could cover, but the proceedings of the House of Commons would go on very much as they go on at the present time. We would take the House of Commons as it is and broadcast it the way it is, broadcast the proceedings of the House of Commons.

Mr. Reid: That might force us then to change our methods.

Mr. Davidson: That is your problem, Mr. Chairman, but the nature of the broadcast effort would not of itself in technical terms require a fundamental alteration of the House procedures.

M. Davidson: Tout dépend de celui qui tient les rênes, l'Orateur ou les diffuseurs. La législature ontarienne a permis à l'équipe de Radio-Canada d'entrer dans la Chambre. S'il y a des sièges vides, soyez assurés que la caméra n'oubliera pas de le souligner, entre autres. Mais si vous vous ralliez à l'idée d'un *Hansard* électronique, l'Orateur donnera ses directives en conséquence au personnel de la diffusion de façon à ce que l'appareil soit, en principe, braqué sur la personne qui parle et c'est l'information qui serait enregistrée sur la bande audio-visuelle.

M. Reid: Un instant, nous avons pensé que, si nous adoptions le *Hansard* électronique, il nous faudrait, comme aux Nations Unies, appeler au micro chaque personne qui a la parole. L'appareil se trouve braqué sur elle, tandis qu'un peu au-dessus se trouve le président, qui dirige les débats. Croyez-vous que nous devrions revenir au régime un peu plus officiel de la Grande-Bretagne, de façon à ce que les députés puissent, pour ainsi dire, être présentés à leur avantage?

M. Davidson: Sous le régime d'un *Hansard* électronique, il vous faudrait, je crois, des caméras fixes dont le champ serait déterminé une fois pour toutes; mais les délibérations elles-mêmes ne seraient guère modifiées à la Chambre. Nous diffuserions les choses telles qu'elles se passent.

M. Reid: Il nous faudra peut-être changer notre méthode.

M. Davidson: C'est à vous d'en décider, mais les conditions techniques de la diffusion n'appellent pas des modifications essentielles.

[Text]

[Interpretation]

Mr. Gilmore: May I just supplement, Mr. Chairman, by saying that the facility on which we have estimated—if you look at the technical facilities, there are three cameras in the House and they are remotely controlled from what is called pan, which is moving vertically or horizontally, and zoom which is focusing in. Over and above this, in the staff area, we have provided a producer and a production assistant and the concept there would be that the producer, who would be a pretty senior person, would use the best professional judgment in producing this electronic *Hansard*, as the President has called it.

Mr. Reid: That would be professional judgment in the sense of existing television which is to make a big impact visually and with audio, or professional in the sense of trying to get across what is going on in the house? The two are not necessarily the same.

Mr. Gilmore: The second would be my assessment based on this staff being that of the Speaker as the President had suggested.

Mr. Davidson: I think the result, Mr. Chairman, is likely to be quite different depending on whether that producer is responsible to the Speaker of the House or whether that producer is a producer who has been allowed to enter the House and given access to the proceedings but who is a producer for the broadcast agency, whether it be the CBC or the CTV or any other broadcaster.

Mr. Reid: Mr. Chairman, the Committee has been very generous with me and I think I will pass at this time.

The Chairman: Thank you, Mr. Reid. Mr. Macdonald, I believe, wishes to ask some questions. Are there any others who wish to ask questions? Mr. Knowles I recognize after Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald: Doctor, I apologize if I am repeating because I had to leave the meeting to go up to the House for a moment but I have several questions. First, your cost estimates relate to the Chamber only and there do not appear to be any figures with regard to the Committee rooms. Do you have any figures in mind for possible arrangements for the Committee rooms?

The Chairman: Mr. Gilmore.

Mr. Gilmore: Mr. Chairman, we did not provide for portable cameras of smaller type which would be added to the assessment in a capital way for Com-

M. Gilmore: Puis-je vous rappeler que vous avez déjà à la Chambre trois caméras qui sont contrôlées à distance sur le plan horizontal, sur le plan vertical et quant à la mise au point. Sans compter que nous avons mis à la disposition du client un producteur et son adjoint qui sauront appliquer leurs connaissances professionnelles à la réalisation de ce que le président a appelé un *Hansard* électronique.

M. Reid: Connaissances professionnelles s'entendent en fonction de la télévision actuelle, c'est-à-dire en vue de créer une forte impression visuelle et auditive: ce qui n'est pas la même chose que de rapporter ce qui se passe en Chambre.

M. Gilmore: J'opterais plutôt pour la deuxième proposition, vu qu'il s'agirait d'un personnel placé, comme l'a proposé le président, sous la surveillance de l'Orateur.

M. Davidson: Selon moi, les résultats différeront appréciablement suivant que le diffuseur sera placé sous la surveillance de l'Orateur de la Chambre ou autorisé à entrer dans la Chambre pour y consulter le compte rendu, à titre de producteur d'une agence de diffusion, que ce soit Radio-Canada, CTV ou toute autre.

M. Reid: Je cède la parole à un autre.

Le président: Monsieur Macdonald veut, je crois, poser certaines questions. Y en a-t-il d'autres? Monsieur Knowles? J'en prends note.

M. Macdonald: Pardonnez-moi, mais j'ai dû aller à la Chambre pour un moment. D'abord le coût estimatif: il se rapporte exclusivement à la Chambre; il ne semble pas y avoir d'estimation pour les Comités.

Le président: Monsieur Gilmore.

M. Gilmore: Nous n'avons pas prévu de caméras portatives de dimensions réduites pour couvrir les débats des comités. Nous pourrions le faire assez vite.

[Texte]

mittee coverage. That could be provided. The terms of reference were simply an estimate for the coverage of the House and we certainly could provide very quickly and simply an estimate of that nature.

Mr. Macdonald: From a production standpoint shoulder-borne cameras would be less desirable in Committee than a fixed establishment, I take it.

Mr. Gilmore: I would say so, definitely.

Mr. Macdonald: You made a passing reference to the legal situation. I just wondered what your opinion was, or what the corporation's opinion was with regard to the question of slander, particularly if you had simultaneous broadcasts.

Mr. Davidson: Could I ask Mr. Alleyn, our General Counsel, to comment on that.

Mr. Jacques Alleyn (General Counsel, Canadian Broadcasting Corporation): I think that we would claim qualified privilege in reporting the proceedings of the House. Naturally to claim qualified privilege we would have to produce fair and accurate reports. The main problem I think that could arise in this regard would be if perchance there were utterances or occasions where someone is defamed, because otherwise there is no need for that. So that actually the only problem that could really arise would be where if we were broadcasting the debate live and a defamatory statement was made in relation to someone and it was broadcast and we happened to stop our broadcasting operations within the next half hour and thereafter someone would rise and possibly provide another point of view on the relation to the defamatory statement or the debate continued on that point and other aspects were brought in, then I suppose we would find ourselves in a position where we would have to provide an additional report that would try to add in the additional information that was provided which could tend to allow the viewers or the audience to make a proper assessment of what was said. I think this would be the main problem.

If I may, Mr. Chairman, add a few words on the legal aspects of the matter, I think that we would obviously have to adhere to whatever conditions the House would set out and that would be a legal liability. In addition to that, I think we would have to do as we try to do in any instance when reporting in the usual way, we would have to make sure that all reports did not cast any reflection on the House and so forth because we know that the House has the power to commit for contempt in such instances. But that would not be a new situation in the sense that it is the same rule that would apply but in another context.

[Interprétation]

[Texte]

On ne nous avait demandé qu'une estimation pour la Chambre.

M. Macdonald: Du point de vue de la production, il semble que les caméras portées sur l'épaule soient moins efficaces que les caméras fixes.

M. Gilmore: Nettement.

M. Macdonald: Vous avez fait une allusion furtive à la situation juridique. Que pense la société de cette question de diffamation, surtout s'il y a diffusions simultanées.

M. Davidson: Puis-je demander à notre conseiller de répondre.

M. Jacques Alleyn (Conseiller général de Radio-Canada): Nous réclamerions, je crois, des priviléges justifiés à l'égard de la diffusion des débats de la Chambre. Naturellement, il nous faudrait alors produire des rapports justes et précis. Le risque n'existe que s'il se prononce des déclarations diffamatoires ou s'il se produit des circonstances qui se prêtent à diffamation. Donc, seulement si, au cours d'une diffusion en directe, une déclaration diffamatoire était faite à l'encontre d'une personne, qu'elle soit diffusée et que, par la suite, une autre personne se lève et émette un point de vue différent sur cette question ou encore, que les débats se poursuivent sur cette question et que d'autres points de vue soient présentés, il nous faudrait alors présenter un rapport complémentaire qui permette à l'auditoire de se faire une juste idée de la situation. Je ne prévois pas d'autres problèmes.

Permettez-moi d'ajouter un mot sur cette question juridique. Il nous faudrait, je crois, nous plier aux conditions posées par la Chambre, qui nous engage-raient juridiquement. Il nous faudrait en outre—nous le faisons toujours—nous efforcer de dégager la responsabilité de la Chambre, car dans ces cas, la Chambre peut intenter des poursuites pour mépris. Mais cette règle sévit déjà et ne ferait que s'appliquer à une autre situation.

[Text]

[Interpretation]

By the way, I would add that I suspect there is no problem of copyright for us because members are inclined or are expected to speak extemporaneously and are not to rely on notes so that actually there are no words to be protected. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Davidson: We could black out our cameras at certain points.

Mr. Macdonald: Putting your position that it is from the optimum standpoint, you do not see any statutory changes that would be necessary to protect your position?

Mr. Alleyn: Obviously if there was any statute provision which stated that, let us say, if we do broadcast, so long as we stipulate to do a live situation, if we do broadcast from point A to point B, that possibly would take us out of that difficult position where we could find ourselves otherwise if something else was added in relation to the previous statements broadcast, but added later on when you are off the air. This possibly could be helpful.

Mr. Macdonald: You are assuming that even the statement on the air could be the uttering of a slander, and if the slander may be uttered, as I understand the law—may be uttered now and reproduced in the written press and this cannot be the subject of action, are you satisfied that the Senate and the House of Commons Act would protect you as well in that regard?

Mr. Alleyn: I do not know if we would be relying on the act you have quoted. I think we would basically rely on common law, on that old case of Watson versus Walter defining what a qualified privilege is. In addition to that, we would possibly rely on some provincial statutes that provide for a qualified privilege in reporting of the House of Commons literature and so forth. In this regard obviously there are some provinces where this has not been provided for so that the situation is not the same right across the board. I think in Newfoundland there is nothing. I think in Quebec there is nothing possibly and so forth. In Ontario that is provided for.

Mr. Davidson: There is an interesting incidental question here that I would like Mr. Alleyn to comment on and that is the position of the interpretation of a statement, whether or not the interpreter is protected as the member giving the speech is and what our liability, if any, would be in respect of an interpretation which might, as distinct from the original speech, be regarded as being libellous or something.

[Interpretation]

Soit dit en passant, il n'y a pas pour nous de droits réservés, car les députés s'expriment spontanément sans l'aide de notes, de sorte qu'il n'y a pas de mots dont il faut sauvegarder l'intégrité.

M. Davidson: Nous pourrions, à certains moments, masquer la lentille.

M. Macdonald: Vous ne voyez donc pas de modifications que, pour vous protéger, il faudrait apporter à la loi?

M. Alleyn: Bien sûr, s'il y avait dans la loi une disposition stipulant que—disons que nous diffusons effectivement, en autant que nous stipulons que nous rapportons un événement en direct, si nous diffusons effectivement de A à B, il est possible que cela nous sorte d'une position difficile où nous pourrions nous trouver par contre si quelque chose d'autre était ajouté en rapport avec la diffusion antérieure de la déclaration—ajouté après la fin de la diffusion. Cela nous serait peut-être utile.

M. Macdonald: Vous présumez que la déclaration diffusée pourrait elle-même être diffamatoire, et si la diffamation est prononcée, si je sais bien la loi—peut-être prononcée maintenant et reproduite dans les journaux et ceci ne prête pas à action—estimez-vous que la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes vous protégerait également à ce sujet?

M. Alleyn: J'ignore si nous nous reposerions sur la loi que vous venez de mentionner. Nous invoquerions plutôt le droit commun, ce vieux cas de jurisprudence: Watson contre Walter—définissant ce qu'est un privilège justifié. Et aussi, peut-être sur certains statuts provinciaux qui prévoient des priviléges justifiés à l'égard de la littérature de la Chambre des communes, etc. Mais sur ce point, la situation n'est pas la même dans toutes les provinces. Il y a quelque chose à Terre-Neuve, je crois; et rien au Québec, etc. Cette disposition existe en Ontario.

M. Davidson: Que dire de l'interprétation d'une déclaration. L'interprète est-il protégé au même titre que le député qui prononce le discours, et quelle serait notre responsabilité si l'interprétation, différente de l'original, prêtait à libelle diffamatoire.

[Texte]

[Interprétation]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You mean an interpretation from one language to the other.

Mr. Davidson: Yes.

Mr. Alleyn: I suspect that if we had our own interpreters we would be saddled with our own mistakes. If we had the interpreter of the House, possibly we would be saddled with his own mistakes because I suspect that the absolute privilege attaches only to what the member says in the House and any version of it in another language would be our own risk.

Mr. Davidson: Mr. Chairman, if that is the case, it might mean that the Committee might wish to give consideration to the position of the House's own interpreters and the need to protect them from action if in the discharge of their duties they were to interpret a speech by a member that would get them into this kind of difficulty. Because if we are relying upon the use of the House's interpreters as protecting us from liability, that means that the House will need to look at the protection that it should afford to its interpreters in the event that the situation arises.

Mr. Macdonald: A final series of questions, Doctor. Does the corporation have any views as to the optimum circumstances for interviewing as opposed to the actual transcription of the House itself?

Mr. Davidson: Interviewing of individual members, you mean?

Mr. Macdonald: I was thinking of the show that used to take place in the foyer and has now been moved to the Commonwealth Room. Do you have any corporate views as to the best circumstances under which you could perform this role as well?

Mr. Davidson: Of course the previous arrangement was much more fun, Mr. Chairman.

Mr. Macdonald: The foyer.

Mr. Davidson: The foyer was much more fun. It gave much more life and much more of a dramatic punch. But we appreciate the reasons which compelled the Speaker to set up the alternative arrangements and perhaps Tom Earle, sitting down at the end of the table, could offer more wise judgment on this than I could. But I think that we accept the reasons which prompted the Speaker to make the changes he did and we are getting adequate mileage out of the members of Parliament and the leaders who are interviewed now.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous entendez l'interprétation d'une langue à une autre.

M. Davidson: Oui.

M. Alleyn: Si c'est notre interprète, nous en sommes responsables. S'il s'agit de celui de la Chambre, il en serait de même, car le privilège absolu n'est attaché qu'à ce que dit le député en Chambre et toute version d'icelle dans une autre langue serait tante à nos risques.

M. Davidson: Dans ces conditions, monsieur le président, le Comité voudra peut-être étudier la situation de plus près et voir dans quelle situation la Chambre se trouverait placée du fait de l'interprétation de l'un de ses interprètes qui, le cas échéant, prêterait à libelle diffamatoire. Car si nous nous reposons sur les interprètes de la Chambre pour nous préserver des libelles diffamatoires, il nous faudra, le cas échéant, songer à les protéger eux-mêmes.

M. Macdonald: Quelles seraient, selon vous, les conditions optima pour l'entrevue à la Chambre?

M. Davidson: L'entrevue individuelle de députés?

M. Macdonald: Je songe aux cérémonies qui avaient lieu dans le foyer et qui se déroulent maintenant dans le salon du Commonwealth. Quelle serait la meilleure façon de couvrir ces événements?

M. Davidson: A coup sûr, la situation était autrefois bien plus amusante.

M. Macdonald: Dans le foyer.

M. Davidson: Le foyer était bien plus amusant, plus vivant, plus en couleurs. Mais nous comprenons la raison de ce changement, et Tom Earle pourrait probablement nous en dire plus long. Nous nous accommodons fort bien de la présente situation.

[Text]

Mr. Macdonald: I will pursue it with Mr. Earle in due course. Thank you.

The Chairman: Mr. Knowles, if you please.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, just one or two questions. First I gather that the electronic *Hansard* idea seems to be the one that CBC favours most, Dr. Davidson. I think we all agree, at least I agree as well. I would like to ask whether you see the possibility of producing electronic *Hansard*—in other words a continuous recording of what is going on and yet tying into that for live broadcast.

Mr. Davidson: Yes.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): There would be no conflict if that were pursued?

Mr. Davidson: There would be no impediment. The electronic *Hansard* would come out of the Chamber and would be available to all broadcasters. The broadcaster then would choose whether he edited, reserved or selected from it, or whether he turned it into his own net live, and he could do that at any point in time where his network would be in a position to receive it. The thing about the electronic *Hansard* I think I would perhaps be under an obligation to say to the Committee, is that it may lead to excessive expectations on the part of the members of Parliament as to how much of the *Hansard* transcript we will, in fact, use. The fact that you are recording and making available to us a living image of every breath that the House takes does not mean to say that that is going to find its way into our television tubes. There could be days when the amount we would take from your pipe line would be, from your points of view, disappointingly small.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What is the difference between that and the press?

Mr. Davidson: Again, that is what Mr. Knowles says, not me. The point is, we would wish to reserve the editorial judgment as to the amount we would take, what we would take, and how we would put it together maintaining throughout all of this the best standards of professional objectivity that we could.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We might have complaints about the selection that would be made as we have complaints against the press now, but it seems to me it would be better, as far as our performance is concerned, if we are performers, to have the entire proceedings being taped without our

[Interpretation]

M. Macdonald: J'en parlerai avec M. Earle le moment venu. Merci.

Le président: Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il semble que le Hansard électronique soit en faveur à la société. Je lui accorde aussi la mienne. Croyez-vous pouvoir le réaliser tout en vous prêtant à la diffusion en direct?

M. Davidson: Oui.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il ne surviendrait aucun inconvenient.

M. Davidson: Il n'y aurait aucun obstacle. Le *Hansard* électronique serait, à sa sortie de la Chambre, mis à la disposition de tous les diffuseurs, qui, à son gré, l'éditerait, le réserveraient ou en prendraient des extraits, ou encore, le relayerait à son propre réseau à l'instant même où ce dernier serait en mesure de le recevoir. L'inconvénient que présente le *Hansard* électronique, c'est qu'il suscitera peut-être aux députés des espoirs outrés quant à la quantité d'information que les diffuseurs utiliseront effectivement. Du fait que vous enregistrez et mettez à notre disposition une émission couvrant à un soupir près les débats de la Chambre ne nous engage aucunement à tout canaliser dans notre réseau. En certains jours, vous trouverez peut-être que nous y puisions très peu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En quoi ce système diffère-t-il de celui de la presse?

M. Davidson: Ici encore, monsieur Knowles, et non moi, note une différence. C'est que nous aimeraisons peut-être réserver notre jugement quant à la quantité d'information que nous voulons prendre, la nature de cette information et son agencement, maintenant par ailleurs les normes d'objectivité professionnelle les plus élevées possible.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais nous pourrions nous plaindre de la sélection qui est faite en vertu de ce système, tout comme nous le faisons maintenant pour la Presse. Toutefois, j'ai lieu de croire que ce système nous rendrait plus justice, car toutes les délibérations seraient enregistrées à notre insu au

[Texte]

knowing what is going to be used, than the alternative which would be for the cameras to turn on at certain times and turn off at other times.

Mr. Davidson: I think this would result in the House continuing in its normal ways of operation more than would be the case if there were an hour a day when everybody knew the cameras were going to be on.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In fact, I thought that it might be a good idea if, without telling anybody, a decision could be made to take the Question Period for two or three weeks, you know, and then you could experiment with it to see what happens. If we are not going to tell anybody we must not do so.

An hon. Member: Rather we should take the same Question Period without your knowing about it.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The hon. member may have a point. My second question, Mr. Chairman, again assumes that there be an electronic *Hansard* and it also assumes that we will not go for continuous broadcasting of the entire proceedings from morning to night. That seems to leave, if I get the picture, two ways of using the electronic *Hansard*. One would be by the use of excerpts, news style, the other would be by the making of documentaries such as were referred to earlier. Do you have any opinion on which of these would be the better or is it a case of...

Mr. Davidson: It is not a question of either or. It is a question of making the best and most timely use of the material that comes out through the cameras installed in the House. I would think we would be taking some shots and using them live and using those same shots on another occasion as part of a half hour documentary or an hour long documentary.

We have thought of the possibility, for example, where you might have a fairly regular period of the day covering the Question Period or some portion of it which has the dangers to which we have just referred. If the House knows it is on camera for the Question Period regularly every day this may cause members of the House to react in a certain way. Combining that with an edited version, perhaps 15 minutes or a half hour in length at the end of the day which would be a wrap up of the proceedings in Parliament that day, is a combination we have considered as a possibility, although I would hesitate at this moment to say that we could regularly devote as much as a full hour a day in view of our other program obligations to the

[Interprétation]

lieu d'avoir, braquée sur nous, une caméra dont la lentille peut être ou ne pas être voilée..

M. Davidson: Les délibérations de la Chambre continuerait, je crois, à suivre leur cours normal, bien plus en tout cas que si une certaine heure des délibérations était couverte par la caméra.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il ne serait peut-être pas mauvais de décider de suivre avec la caméra les périodes des questions durant deux ou trois semaines, sans prévenir qui que ce soit.

Une voix: Plutôt de suivre ladite période de questions sans vous en prévenir.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En effet. A l'égard de ma seconde question, je suppose encore que nous avons le *Hansard* électronique et que nous ne nous engageons pas dans la diffusion à journées longues des délibérations. Dans ces conditions, il reste, à mon avis, deux façons d'utiliser le *Hansard* électronique. En tirer des extraits du genre bulletins de nouvelles ou réaliser le documentaire dont nous avons parlé tout à l'heure. Quelle serait, selon vous, la méthode la meilleure?

M. Davidson: Ce n'est pas une méthode, à l'exclusion de l'autre, mais une question de tirer, au moment opportun, le maximum de profit de l'information provenant des caméras installées dans la Chambre. Je pense que nous utiliserions certaines des images captées pour les diffuser en direct et les réutiliser plus tard intégrées à un documentaire d'une durée d'une demi-heure ou plus.

Nous avons pensé qu'il arriverait parfois que, par exemple, une bonne partie de la journée se passerait à poser des questions et présenterait de ce fait les dangers auxquels nous avons déjà fait allusion. Si les députés savent que la caméra est braquée sur eux au cours de la période quotidienne des questions, ils réagiront peut-être d'une certaine façon. Si vous ajoutez cela à une version éditée d'une émission de 15 à 30 minutes vers la fin de la journée quand il se fait une révision des délibérations ou du Parlement, j'hésite à nous engager chaque jour pour une période d'une heure car nous aurons probablement d'autres événements à couvrir à la Chambre. Il nous faut aussi tenir compte des comités et du Sénat. Et si, monsieur

[Text]

[Interpretation]

proceedings of the House. We also have to consider the Committees; we also have to consider the Senate. This will lead us, I am sure, Mr. Chairman, if we become involved in the broadcasting of the proceedings of the federal Parliament, sooner or later in having to consider what our obligations are to the various provincial legislatures across the country.

Mr. Aiken: It would increase your Canadian content, Mr. Davidson.

Mr. Davidson: Oh, yes, we could . . .

Mr. Aiken: You may have to.

Mr. Davidson: And all of this would be without the requirement of professional fees being paid to the principal performers.

Mr. Reid: I think you have more politicians on television now than you do variety programs and others because we are free.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Come, come, do not disillusion us.

Mr. Davidson: I will say this, you are worth every cent you are paid.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have just one other question, Mr. Chairman, and I will not take offence if my friend, Mr. St. Pierre, says it is not a question at all, it is in answer to something he said.

Mr. St. Pierre: We know what is coming now.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Davidson, do you not think it is just as possible for the electronic media to give as accurate a report of what happened by abbreviating it as it is for the press to give an accurate report—that accurate within quotation marks—of what goes on in a day in abbreviated form?

Mr. St. Pierre: Can I ask a supplementary on this? On what basis do you suggest the press gives accurate reports of proceedings? In my view, they do not.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That was the reason I put accurate inside of quotation marks. However, we do have to live with press reports that in the nature of things cannot be complete.

Mr. Davidson: Whether you achieve objectivity or accuracy in reporting any particular item depends

le président, nous nous engageons ainsi dans la diffusion des délibérations au gouvernement fédéral, il nous faudra, tôt ou tard, étudier quelles sont, sur ce point, nos obligations envers les législatures provinciales du pays.

M. Aiken: Cette mesure augmenterait le contenu canadien de vos émissions, monsieur Davidson.

M. Davidson: Sans doute, nous pourrions . . .

M. Aiken: Il vous faudra, peut-être, le faire.

M. Davidson: Et tout ce travail se ferait sans qu'on ait besoin de verser des honoraires professionnels aux acteurs principaux.

M. Reid: C'est peut-être pour cette raison qu'il y a présentement plus de politiciens qui paraissent à la télévision qu'il y a de programmes de variétés: nos services sont gratuits.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cessez de nous désillusionner.

M. Davidson: Je dois dire que vous valez votre pesant d'or.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une dernière question, monsieur le président. M. St. Pierre dit que ce n'est pas une question mais plutôt une réponse à quelque chose.

M. St. Pierre: Nous vous voyons venir maintenant.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous ne croyez vraiment pas que l'on puisse donner au moyen d'un medium électronique un rapport aussi précis, en l'abrégeant des événements de la journée, que la Presse en donne un, sous forme de résumé?

M. St. Pierre: Puis-je poser sur ce point une question supplémentaire? Sur quoi vous fondez-vous pour suggérer que la Presse donne des rapports précis des délibérations? A mon avis, elle ne le fait pas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà pour quoi j'ai placé le mot «précis». Mais, de toute façon, pourquoi continuer de nous accommoder de rapports faits par la presse qui, de par nature, sont incomplets.

M. Davidson: L'objectivité ou la précision que revêt le rapport d'un événement donné dépend de la

[Texte]

[Interprétation]

upon the reporter more than it does depend on the medium that the reporter is using. If he is an objective reporter using a pencil and paper, he can achieve objectivity. If he is a radio man making an objective assessment of a debate, he can be objective-balanced in his reporting. The same is true of a television producer or a cameraman, he can be objective. The objectivity does not come from the instrument, it comes from the reporter who is using the instrument, and the answer, therefore, and I am sure Mr. St. Pierre agrees with this, is that it is just as possible to produce a balanced and objective report through these other media as through the media of a local newspaper.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): In other words, we would be supplying electronic *Hansard* in the same way we supply printed *Hansard* and we would have to trust to the objectivity of . . .

Mr. Davidson: What the reporter takes out of the electronic *Hansard* really depends on that reporter's judgment which can be balanced and objective or can be unbalanced and unobjective, or can be balanced and objective even though the person being reported does not think that he is being balanced and objective.

Mr. Reid: It also, Mr. Chairman, can be edited out of all sense.

Mr. Davidson: Yes, yes, and there are times when you can edit some sense into it.

Mr. Reid: It is highly unlikely.

Mr. St. Pierre: It was not there in the first place.

The Chairman: Mr. St. Pierre and Mr. Knowles are you finished?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I am finished. I am signing off.

Mr. St. Pierre: I have a question for Mr. Davidson, Mr. Chairman. Would you not agree that the camera itself—I am quoting a current adage here, but I believe it to be accurate from my experience—is a comment in a way that print is not—print is to a far, far lesser degree. The very action of the close-up heightens drama, the withdrawal of the zoom lense flattens the dramatic impact of what is being said. The media itself distorts, and when I say distorts, I am not imputing motives, I am just saying the . . .

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): As do some of the pictures of me that get in the paper.

personne qui le rapporte beaucoup plus que du médium que cette personne utilise. Le journaliste objectif peut atteindre l'objectivité, muni d'un simple papier et d'un simple crayon. Il en est de même du fonctionnaire de Radio-Canada qui fait l'évaluation d'un débat. Il peut atteindre l'objectivité dans son reportage. De même pour le producteur et le caméraman de la télévision. L'objectivité ne provient pas de l'instrument, elle provient de la personne qui l'utilise et la réponse est, partant, et je suis sûr que M. St. Pierre en conviendra, qu'il est tout aussi possible d'atteindre l'objectivité au moyen desdits media que grâce à celui du journal régional.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ainsi donc, nous fournirions le *Hansard* électronique de la même façon que nous fournissons le *Hansard* imprimé et, quant à l'objectivité, il faudrait nous en remettre . . .

M. Davidson: Ce que le journaliste tirera du *Hansard* électronique dépend en vérité du jugement de ce journaliste qui peut être dérangé et manquer d'objectivité, aussi qu'il peut être juste et équilibré et cela, parfois, en dépit même du fait que le journaliste en question ne croit pas qu'il soit balancé et objectif.

M. Reid: On peut aussi, monsieur le président, l'éditer jusqu'au point où il ait perdu tout sens.

M. Davidson: Oui, et parfois on peut l'éditer au point où il en acquiert.

M. Reid: Cette possibilité est très peu probable.

M. St. Pierre: Ce n'est pas moi qui ai commencé.

Le président: Messieurs St. Pierre et Knowles, avez-vous fini?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai fini.

M. St. Pierre: Monsieur Davidson, ne convient-il pas que la caméra ajoute beaucoup plus aux paroles que ne le fait l'impression. Quand la caméra s'approche, elle souligne la situation qui perd de l'importance sitôt qu'elle s'éloigne. Ainsi le médium change la portée de l'événement. Je ne dis pas qu'elle impute les motifs, je dis simplement . . .

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Tout comme le font certaines photos qu'on publie de moi dans les journaux.

[Text]

Mr. Davidson: I think I would agree with this. I would amend it very slightly by saying, "The use of the camera in itself . . ." If you have a camera in a fixed position and that camera does not move, you get one impression from an image; if you have that camera zooming and panning and moving from a close-up to a remote or an angle shot, you will get a different impression and, therefore, the use of that camera carries its own commentary. Because of that it is a much more delicate and sensitive instrument and is much more subject to deviating from strict objectivity in everything it does than is the newspaperman with his typewriter.

Mr. St. Pierre: Yes, this is precisely the line on which I wanted to move.

Would you also agree, Mr. Davidson, that deviation from accurate representation which may be involved in panning, zooming, et cetera, can be totally unconscious, that it is not an act of the operator of the camera, but in fact, to put it in the reverse, which is where my experiences come in that it is often very difficult with the utmost effort, to get the camera to portray what you want it to portray. The instrument seems to take over, to get the bit in its teeth.

Mr. Davidson: This I cannot comment on from personal knowledge. I was expecting you to say that sometimes just as the camera editorializes without the knowledge of the operator of the camera, there are also times when it editorializes with the knowledge of the operator, that the operator uses the camera for the purpose of conveying an editorial impression that he wishes to convey. This, from the Corporation's point of view we discourage because we wish the camera to reflect as faithfully and objectively as possible in a news or a public affairs program, the issues as it exists. We do not wish to introduce political or editorial attitudes into our programming, but I am not familiar with the phenomenon of the camera taking over as you have described it, Mr. St. Pierre, and producing a result which the producer did not intend and did not it wish to.

Mr. St. Pierre: My experience in this, Mr. Davidson, has occurred in the production of plays. The producer, myself as the author, and the actor are in absolute agreement as to what we wish to portray and there is no dispute among us. Somehow it does not come out for reasons that are very far beyond my capacity. It does not, even when you are trying to produce a specific . . .

Mr. Davidson: It is like a painter who paints a picture and the painting does not really come out quite the way he wanted it to.

[Interpretation]

M. Davidson: J'en conviendrais volontiers, mais cette éloquence particulière à l'utilisation de la caméra plutôt qu'à la caméra elle-même. Vous retirez de l'image d'une caméra une impression qui est différente suivant que la caméra est fixe ou mobile. C'est précisément cette particularité qui fait de la caméra un instrument sensible et délicat qui s'écarte plus facilement de la stricte objectivité que ne le ferait un journaliste sur sa machine à écrire.

M. St. Pierre: C'est précisément ce que j'entendais

Conviendriez-vous en outre que ces accrocs à l'objectivité qui surviennent au cours des déplacements en tous sens de la caméra peuvent être totalement indépendants de la volonté de l'opérateur et même, provenir du fait que, au contraire, tout se passe comme si la caméra était dotée d'une volonté propre assujettissant le caméraman à son fonctionnement.

M. Davidson: Je n'ai jamais eu cette expérience. Je croyais que vous alliez dire que, de même que la caméra se mêle parfois de faire du montage, indépendamment de l'opérateur, ainsi le fait-elle parfois avec l'assentiment de l'opérateur. Bref, il s'en sert pour donner une impression qu'il désire exprimer. La société dissuade ses caméramen de ce faire, car elle veut que la caméra reflète aussi fidèlement que possible le programme de nouvelles ou d'affaires publiques. Elle ne veut pas y introduire de points de vue de la rédaction ou d'opinions politiques. Mais je ne connais pas le phénomène de la caméra qui prend les commandes et que vous avez décrit tout à l'heure, monsieur St. Pierre, réalisant, pour ainsi dire, à

M. St. Pierre: J'ai en effet connu cette expérience au cours de la réalisation d'une représentation théâtrale. Nous sommes tous d'accord: l'auteur, le comédien, le producteur et moi-même, quant à l'objet sur lequel la caméra sera braquée. Et pourtant, dû à des circonstances qui échappent d'emblée à ma volonté, il n'en est pas ainsi, même pas si on essaye de produire plus particulièrement une . . .

M. Davidson: Un peu comme l'artiste dont la toile ne répond pas tout à fait aux espérances.

[Texte]

The Chairman: Mr. Aiken, I believe, wishes to ask some questions.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I have two questions. The first is, would there be any great difference in cost between a partial electronic *Hansard* coverage and a total one within the House of Commons chamber? It would presumably be merely a case of wear and tear on equipment and extra film. Would that largely be the cost, plus operators?

Mr. Davidson: That would be essentially it, Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Your capital installation would cost the same, you would have your equipment there. You have more of a problem in terms of staffing it because you would either have idle staff and the Auditor General would report nonproductive payments as part of his report . . .

Mr. Davidson: I understand your sensitivity.

• 1705

Mr. Aiken: We have some expertise in that area that we can share with you.

The next question relates to a slightly different problem, that is use of the electronic *Hansard* for a purpose other than television broadcasting. I wonder, for example, to what extent it could be used—and by "could", I mean physically, not legally—by nonbroadcasters, such as *Hansard* reporters who want to check a fact, newspaper reporters who want to catch somebody in a falsehood or changing words, or other members of Parliament who want to check on their colleagues such as they might do in a *Hansard* report, and replay generally to nonbroadcasters. This is a technical problem that I would like to get some comment on.

Mr. Davidson: Perhaps Mr. Gilmore would be in a better position to comment on this.

Mr. Gilmore: Mr. Chairman, we have given some thought to the use of the facility. The complete facility would be there to do many things such as you have described, Mr. Aiken, and many other things that you have not.

For example, some of this material could be stolen and used publicly. We have come to the conclusion in thinking this through that your security would have to be very heavy and your Speaker's rules, your parliamentary rules, would have to be very clear on the use that would be made of that facility, the authority which would be required to release a tape or even to

[Interprétation]

Le président: Monsieur Aiken a, je crois, quelques questions à poser.

M. Aiken: J'en ai deux. D'abord, quelle serait la différence de prix entre un *Hansard* électronique partiel et un *Hansard* électronique intégral, à la Chambre des communes? Présument une simple question d'usure du matériel et de bobines supplémentaires?

M. Davidson: C'est exact: il en serait ainsi, essentiellement.

M. Aiken: Mais il n'en coûterait pas plus cher pour l'outillage, qui serait déjà sur les lieux. Le personnel poserait un problème car si vous teniez des employés à ne rien faire, l'Auditeur général signalerait dans son rapport des débours non productifs . . .

M. Davidson: Je comprends votre inquiétude.

M. Aiken: Nous avons dans ce domaine une expertise que nous ne saurions partager avec vous.

Ma deuxième question se rapporte à l'affectation du *Hansard* électronique à des fins autres que des émissions télédiffusées. Les non-diffuseurs—les journalistes du *Hansard* qui veulent vérifier un renseignement, les journalistes des nouvelles qui veulent prendre quelqu'un en flagrant délit de changement de mots, ou d'autres personnes du Parlement qui veulent contrôler les agissements d'un collègue—pourraient-ils, et j'entends ici ce mot dans son sens physique et non légal, se servir de cette bande? C'est un point technique sur lequel j'aimerais bien être fixé.

M. Davidson: Monsieur Gilmore saura peut-être le faire mieux que moi.

M. Gilmore: Nous avons songé à toutes ses fins auxquelles le *Hansard* pourrait éventuellement servir et qu'à énumérer monsieur Aiken, ainsi qu'à d'autres encore.

Ainsi, une partie de cette information pourrait être volée et rendue publique. Aussi en avons-nous conclu qu'il vous faudrait des mesures de sécurité rigoureuses, des règles de l'Orateur, sévères et des dispositions parlementaires très claires, sur l'utilisation de cette information, la permission de tourner cette bobine, etc. C'est un grave problème.

[Text]

[Interpretation]

play back a tape or a film within your viewing rules. It is a serious problem.

Mr. Davidson: But basically, if I understand the situation, Mr. Chairman, the control of the non-broadcast use of the material would be in the hands of the Speaker and the Speaker could lay down the conditions to the broadcasters under which they could have access to this and if the broadcaster violated the conditions under which the access to the material was given, he could presumably be held accountable by the Speaker for that violation of the conditions of access.

Mr. Aiken: To summarize, you would say that it would be technically feasible for anyone to secure a replay of a tape, but the House itself would have to adopt some very strict rules on how it could be done and by whom.

Mr. Davidson: Correct.

Mr. Aiken: I mentioned three or four examples and a further one was mentioned of theft. Are there any other problems along these lines that have occurred to you?

Mr. Davidson: No, they all would come under the heading of the unauthorized use of this material and I think it would be both important, but also relatively easy for the Speaker to control the use of the electronic *Hansard* as such because, for example, it could be arranged that this material would be piped into a given room, a given chamber from which the broadcasters could pick it up and tape it from there. What is going to be more difficult would be the period of time between the time when the Speaker's facilities deliver the audio-visual message to the broadcasters and when ultimate use is made of it. In that period of time when the broadcasters are selecting the material and deciding what they will put out over their networks, there are possibilities of unauthorized use or of other people getting access to that material that would not exist in the more controlled circumstances under which the Speaker would have control.

Mr. Aiken: I will just carry it one step further in a final question. This material would be obtainable by the broadcaster. Could the broadcaster also videotape it and store it?

Mr. Davidson: Yes.

Mr. Aiken: Under those conditions the broadcaster could reproduce it and replay it at his own discretion?

Mr. Davidson: That is correct.

M. Davidson: Mais si je comprends bien, l'Orateur serait chargé de réglementer l'utilisation de cette information à des fins autres que la diffusion de même que celle qu'en feraient les diffuseurs qui seraient sur ce point comptable à l'Orateur de l'usage qu'ils en feraient.

M. Aiken: Bref, vous dites qu'il serait techniquement possible pour quiconque de tourner à nouveau cette bobine et que ce serait à la Chambre de décréter la personne et le mode.

M. Davidson: Précisément.

M. Aiken: J'ai donné trois ou quatres exemples, et on en a mentionné un quatrième—de vol—d'autres problèmes se présentent-ils à votre esprit?

M. Davidson: Non: ils relèvent tous de l'autorisation de l'information et l'Orateur peut facilement surveiller cette utilisation du *Hansard* électronique. On pourrait, par exemple, canaliser toute cette information vers le même lieu d'où les diffuseurs pourraient l'extraire et l'enregistrer. La période critique sera celle qui s'étend depuis le moment où le message audio-visuel est envoyé aux diffuseurs et celui de son utilisation. Au cours de cette période où les diffuseurs trient l'information qu'ils utiliseront dans leur réseau, il peut se glisser une utilisation non autorisée ou encore, des gens qui n'en ont pas le droit pourraient avoir accès à cette information.

M. Aiken: Je vais aller plus loin: le diffuseur peut obtenir cette information; peut-il aussi l'enregistrer sur bande magnétoscopique?

M. Davidson: Oui.

M. Aiken: Dans ces conditions, le diffuseur pourraît à sa guise, la reproduire et l'utiliser à nouveau?

M. Davidson: C'est exact.

[Texte]

Mr. Aiken: Then there would be no easy method or no method at all perhaps of controlling it once it had got to the broadcaster.

Mr. Davidson: To take the extreme example, there would be nothing to stop the broadcaster from putting on tape the entire day's proceedings, day in and day out, storing that in his inventory and making use of it in part or in whole at any subsequent point in time that he wished. Unless the Speaker of the House, or the House of Commons in establishing the conditions of availability were to lay down those conditions at that point in time.

Mr. Gilmore: May I just say that we provide for a wipe of the tapes at regular intervals, the tapes from the inventory or from the library, and it is for this preservation purpose that we suggest this.

Mr. Davidson: We would keep stock shop and if we ever found Mr. Knowles sound asleep in his chair we would probably want to keep that for later use.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I hate to admit it but I did once.

Mr. Davidson: We have that shot.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That was after coming back from India.

The Chairman: I have Mr. Forest and then Mr. Deachman on my list.

Mr. Forest: I just have one question, Mr. Davidson. Suppose you were to televise only certain proceedings for committees of the House, or say of the Senate, more or less frequently depending on what questions of national interest would come before a committee, are you organized now with the facilities to do this or would it take more facilities than you have now? What would this mean in the matter of costs?

Mr. Davidson: I think, Mr. Forest, if we were to operate on what I call a per occasion basis, under which we would negotiate with the Speaker or with the chairman of a committee the right to broadcast the proceedings in part or wholly of a certain debate, so far as the Chamber itself is concerned it would be very difficult for us to work within the Chamber without substantial disruption of the proceedings. It would be easier, I think, for us to operate in a committee setting although we would then have to use our portable equipment. The camera work would probably not be as good from a technical or professional point of view, I would think. Mr. Gilmore, am I right in that?

[Interprétation]

M. Aiken: Ainsi, une fois en la possession du diffuseur, il serait pratiquement impossible de contrôler l'information.

M. Davidson: Poussons la chose à l'extrême: rien n'empêche le diffuseur d'enregistrer sur bande toute une journée de délibérations et de réserver cette information pour la diffuser à sa guise ultérieurement. A moins que l'Orateur n'en stipule autrement dans les règles qu'il fixera.

M. Gilmore: J'ajoute que nous effaçons périodiquement les bandes que nous avons dans la bibliothèque et que c'est en vue de cette préservation que nous présentons cette suggestion.

M. Davidson: Nous conserverions ces renseignements, par exemple si monsieur Knowles s'endormait dans son fauteuil.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce qui, d'ailleurs, m'est déjà arrivé.

M. Davidson: Nous avons conservé cette image.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je revenais d'Inde.

Le président: Messieurs Forest et Deachman.

M. Forest: Tout juste une question, monsieur Davidson: disons que vous voulez téléviser une partie seulement des débats des Comités de la Chambre ou du Sénat—ceux qui revêtent un intérêt particulier pour le public—avez-vous présentement les installations pour le faire? Qu'en coûterait-il?

M. Davidson: S'il nous fallait procéder suivant des occasions déterminée, et obtenir de l'Orateur ou du président d'un Comité le droit de diffuser en tout ou en partie un certain débat, il serait difficile de le faire—en Chambre en tous cas—sans troubler les débats. Ce serait plus facile, je crois, de nous exécuter aux Comités, en utilisant notre outillage portatif—au détriment de la photographie qui en souffrirait peut-être un peu—n'est-ce, pas monsieur Gilmore?

[Text]

Mr. Gilmore: I think we could do a very professional job whichever way we did it. I agree that we could not be in and out of the House very much without substantial extra cost. We just do not have the facilities to do that on an in-and-out basis.

Mr. Davidson: In other words, if you are going to operate on a per occasion basis and involve the House of Commons itself, it seems to me you would have to commit yourselves to a permanent installation.

Mr. Forest: I do not mean in the House, I mean in committees.

Mr. Davidson: In the committees we could operate on a per occasion basis using our own equipment and then the problem you would face would be the problem of the co-ordination of the interests of the different broadcasters. If several broadcasters wanted to get into the same committee room for the same occasion, all utilizing their own equipment, this would create a very real problem. Because if something exciting is happening the CTV network will want to be in there with its cameras; we will want to be in there with our cameras; radio stations will want to be in there with their microphones and you will have quite a traffic jam.

Mr. Forest: The cost would be negligible. The cost would be negligible.

Mr. Davidson: The cost to Parliament would be negligible because you would simply be saying, "our doors are open, come in and shoot what you want to shoot". But the confusion and the chaos would be considerable, I think.

The Chairman: Are you finished, Mr. Forest?

Mr. Deachman: Mr. Chairman, I wanted to pursue a question or two along the line of questioning opened up by Mr. Aiken. I think members of Parliament here know that if this procedure were instituted in the House there is going to be quite a difference between the word in *Hansard* and the word that will come out of a videotape. The reason I say this is because *Hansard* is changed from what the speaker actually said in a couple of ways or more. First of all, it is edited by the debate staff of *Hansard*. Mr. Davidson I think you know that it is very difficult for a member of Parliament to talk in grammatical sentences and we have a staff who have solved that problem for us. So what we say and what comes out in the printed word are a couple of different things. Lord Rosebery was once asked how he made such great speeches and he said, "I say what I have to say and then I wait for the

[Interpretation]

M. Gilmore: Nous pourrions, à mon avis, faire de l'excellent travail, dans les deux cas. J'admet que nous ne saurions monter et démonter en Chambre nos installations sans qu'il nous en coûte, car nous ne sommes pas outillés pour le faire.

M. Davidson: Bref, s'il vous faut de temps à autre couvrir des débats de la Chambre, il vous faut des installations permanentes.

M. Forest: Non en Chambre; aux Comités.

M. Davidson: Aux comités, nous en serions capables, avec notre outillage actuel, mais il vous faudrait coordonner les intérêts des différents diffuseurs. Si plusieurs d'entre eux décidaient au même moment de couvrir les débats d'un même comité, utilisant chacun ses appareils, vous feriez face à un problème. S'il survient quelque chose d'intéressant, CTV voudra être de la partie, avec ses caméras; nous de même, avec les nôtres; et les postes de radio, avec leurs micros, et vous assisterez à un embouteillage.

M. Forest: Le coût serait négligeable.

M. Davidson: Le coût serait négligeable pour le gouvernement qui, en somme, ne ferait qu'inviter les intéressés à enregistrer ce qui les intéresse. Mais grande seraient, je crois, la confusion et le désordre.

Le président: Avez-vous fini, monsieur Forest?

M. Deachman: Pour poursuivre dans le sens où monsieur Aiken a commencé, les députés ici présents n'ignorent pas, je crois, que le *Hansard* écrit différait substantiellement de celui qui proviendrait de l'enregistrement en Chambre par la méthode dont nous venons de parler. C'est que le *Hansard* varie à plus d'un titre avec ce qu'a dit de fait l'Orateur. D'abord, le *Hansard* est révisé par l'équipe des débats. Il est très difficile, vous le savez, monsieur Davidson, pour un député de s'exprimer en un language grammaticalement correct et nous avons un personnel qui pare à cette difficulté. Ce qu'on imprime diffère donc de ce que nous disons. On demandait un jour à Lord Rosebery comment il arrivait à faire de si beaux discours. C'est que, voyez-vous, répondit-il, certains d'entre nous ne sauraient construire une phrase grammaticalement correcte et nous avons interposé pour ce

[Texte]

first grammatical sentence to come along and I sit down". Well, there are some of us who would not be able to construct a grammatical sentence and so we have a *Hansard* staff interposed between us and the printed word. So the *Hansard* is going to be different in that respect.

There is another procedure. There is a copy which comes from the *Hansard* amanuenses called "the blues" and "the blues" are taken down by runners and certain senior officers of the House and Cabinet Ministers have the grand privilege of correcting "the blues". They are notorious correctors of their own word after they have spoken it and, of course, that somehow slides off into *Hansard*, too. What I am saying to you is what are you going to do when the public begin to alert themselves to the fact that the videotape and the printed word are not the same thing? What happens then when we are exposed?

Mr. Davidson: Mr. Deachman, as one who has spent 10 years correcting Mr. Paul Martin's "blues", I am shocked at suggestion that there are ever any words changed in the text as uttered in the House of Commons—punctuation marks, yes.

Mr. Deachman: Mr. Davidson, I am shocked at the knowledge that you corrected Paul Martin's "blues" for 10 years and that you are still here to tell us about it.

Mr. Davidson: There is going to be no correcting of the audiovisual records. This is not going to be, I think, within the power of members of Parliament, and not even of Cabinet Ministers, I suspect. The record is going to be there and I think the members of Parliament will have to recognize that in making a decision on to the extent to which they might wish to authorize the use of this.

Mr. Ouimet: But what about unparliamentary language which is against the rules? When a member, for instance Mr. Chairman, is asked to retract?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): That is part of the record.

Mr. Ouimet: It stays on the record.

Mr. Deachman: It is all on the record now.

Mr. Reid: He says he did not say it.

Mr. Davidson: If the Speaker orders remarks stricken from the records as he does on occasion or has it ever happened?

[Interprétation]

le personnel du *Hansard* entre nous et le mot écrit. Le *Hansard* sera donc différent sur ce point.

Mais il y a une autre étape: celle des «copies bleues» qui parviennent à certains haut-fonctionnaires de la Chambre et ministres du Cabinet qui ont le privilège insigne de se corriger après avoir parlé. Que ferez-vous lorsque le public verra que la bande magnétoscopique et la version écrite ne disent pas la même chose?

M. Davidson: J'ai passé dix ans à corriger les «bleus» de monsieur Martin et je m'indigne à l'idée qu'on ait jamais changé quelque mot que ce soit aux paroles prononcées en Chambre; un signe de ponctuation, à l'occasion, peut-être.

M. Deachman: Je suis choqué à l'idée que vous ayiez pu, pendant dix ans, corriger les bleus de monsieur Martin et que vous soyez encore ici pour en parler.

M. Davidson: L'enregistrement sur bande magnétoscopique ne sera pas corrigée. Je ne crois pas que les députés, ou même les ministres puissent le faire. L'enregistrement sera là; fait dont les députés devront sans doute tenir compte lorsqu'ils détermineront quelle latitude accorder à ceux qui s'en serviront.

M. Ouimet: Mais que dire du langage non parlementaire—lorsque, par exemple, on demande à un député de se rétracter?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il fait partie de l'enregistrement.

M. Ouimet: Il demeure enregistré.

M. Deachman: Il l'est déjà actuellement.

M. Reid: Il nie l'avoir dit.

M. Davidson: Si l'Orateur ordonne que certaines remarques soient rayées du compte rendu—l'a-t-il déjà fait?

[Text]

[Interpretation]

An hon. Member: Never.

Une voix: Jamais.

Mr. Davidson: It never happens; it seldom happens.

M. Davidson: L'incident se produit rarement, ou jamais.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I remember an occasion 20 years ago.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je me souviens d'un cas où cela s'est produit, il y a 20 ans.

Mr. St. Pierre: Was it then removed from the record?

M. St. Pierre: Les avait-on rayées du compte rendu?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes. It was a racial utterance that the member was sorry about and it was expunged. But that was 20 years ago.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui. Il s'agissait d'une allusion raciale que le député regrettait d'avoir faites. Elle a été supprimée, mais il y a 20 ans de cela.

Mr. Davidson: The audiovisual records will, I suspect, dispose of some of the arguments that arise from time to time in the House as to whether or not "the blues" were corrected or amended.

M. Davidson: Le compte rendu sur bande magnétoscopique réglera je crois la question qui se pose souvent à la Chambre de savoir si les «bleus» ont été corrigés.

Mr. Deachman: We have had cases in committee where dispute has arisen over what was said in the committee report and where they have gone back to the tape for clarification.

M. Deachman: Au cours de discussions qui ont parfois éclaté au Comité sur l'exactitude des paroles, nous nous en sommes reportés à l'enregistrement ...

Mr. Reid: Which sometimes has been sufficiently blurred as to leave the situation where it was in the beginning.

M. Reid: ... qui était parfois si embrouillé que la question ne s'en est guère trouvée changée.

The Chairman: Mr. Reid, I think, has some further questions he would like to put. Are there other members of the Committee who have questions? I am sorry Mr. Deachman are you finished?

Le président: Monsieur Reid voudrait, je crois, poser certaines questions. Avez-vous fini, monsieur Deachman?

Mr. Deachman: I am finished.

M. Deachman: J'ai fini.

Mr. Reid: I just have two types of questions. The first one has to do with the document which Mr. Davidson provided for us. It has to do with the question of space. Would the 2,500 square feet estimate of space have to come out of the Centre Block or would it be possible through means of wire and cables to put it in the West block or even in a building across the street?

M. Reid: Tout juste deux questions; la première se rapporte au document que monsieur Davidson nous a remis. Les 2,500 pieds carrés que mentionne l'estimation doivent-ils être dans l'édifice du centre, ou si, grâce à ces câbles, on pourrait les localiser dans l'édifice de l'Ouest, ou même, de l'autre côté de la rue?

Mr. Gilmore: Mr. Chairman, may I answer this? We had thought, knowing the stress of space, that the Centennial Centre might be a good location for this. It is not essential that it be in the Centre Block.

M. Gilmore: Avec votre permission, monsieur le président; vu que l'espace se fait rare, nous avons cru que le centre du centenaire serait tout indiqué: il n'est pas nécessaire que ce soit dans l'édifice du centre.

Mr. Reid: Those of us who are being squeezed out of offices will be relieved to find that out.

M. Reid: Bonnes nouvelles pour ceux qui sont sur le point d'être expulsés de leur bureau.

Mr. Gilmore: It would be preferable but not essential.

M. Gilmore: Ce serait peut-être préférable, mais non essentiel.

[Texte]

[Interprétation]

Mr. Reid: Not essential.

Mr. Gilmore: No.

Mr. Reid: The other question has to do with a series of experiments which the House might care to take to find out if this system would work. What would be the cost of the experiments which you have outlined: putting cameras in the House of Commons on a trial basis and putting cameras into committees? Would it be preferable to work on the problems of editing by using a very easily obtainable radio hook-up, or would this be useful at all to you because of the lack of the visual impact? Some members of Parliament through no fault of their own look better on television than other members of Parliament; I expect that when your editors choose excerpts to be shown on television preference will be given to those who make a much better visual impact.

Mr. Davidson: May I say that in the one-week experimental period we suggested we were thinking of committees only. I doubt that it would be, I will not say feasible, but all together desirable to experiment in the House of Commons because you could not justify a permanent installation for that purpose and it would be fairly disruptive to put cameras in there from outside.

Mr. Reid: I recall a case where somebody wished to do a documentary on the House of Commons and had cameras established in the House; they were later removed because there was no unanimous agreement among the members that they were prepared to go ahead. If they were prepared to do this for a documentary certainly it might be possible to do it.

Mr. Davidson: It is possible and we have in fact done this in the Ontario legislature.

Mr. Reid: What would be the cost of installing the cameras in the House of Commons for a week, compared to a committee room for a week?

Mr. Gilmore: I would not like to *ad lib* and answer, Mr. Chairman. I would like to reserve the answer and do an estimate based on what you have said. It would be substantial; let me say that a week of special closed-circuit would be a fair amount of money, but I would like to do a specific estimate on it.

Mr. Reid: Who would bear that cost? Would the broadcasters be prepared to bear it? Would the House of Commons have to bear it? Would the broadcasters be prepared to split it with the House of Commons?

M. Reid: Non essentiel.

M. Gilmore: Non.

M. Reid: Mon autre question se rapporte aux expériences que la Chambre fera peut-être pour établir si ce système fonctionnera. Que coûteraient ces expériences: installer provisoirement des caméras dans la Chambre et les Comités? Serait-il préférable de faire la révision en ce fondant sur la bande sonore ou s'il serait impossible de le faire parce qu'il manquerait l'effet visuel. Certains membres de la Chambre sont plus que d'autres à leur avantage à la télévision; présument, les monteurs en tiendront compte dans leur travail.

M. Davidson: Je vous rappelle que cette période d'expérimentation ne se rapportait qu'aux Comités. Je doute qu'il soit opportun de nous y livrer aux Communes, car vous ne pourriez pas justifier à ce titre des installations permanentes et nous chambarderions passablement les choses en y installant des caméras de l'extérieur.

M. Reid: Je me souviens que quelqu'un a déjà voulu réaliser un documentaire sur la Chambre des communes et y a installé des caméras qu'il a dû enlever par la suite car les députés ne s'entendaient pas sur l'issue de ce projet. Si les députés étaient consentants à installer les caméras en vue de réaliser un documentaire, il serait peut-être possible de le faire.

M. Davidson: C'est possible puisque nous l'avons fait pour la législature ontarienne.

M. Reid: Que nous en coûterait-il pour installer les caméras dans la Chambre des communes durant une semaine et dans les Comités?

M. Gilmore: Je me garderais d'une réponse hâtive: je préférerais estimer. Une semaine de service en circuit fermé vous coûterait assez cher, mais il me faudrait faire une estimation à ce sujet.

M. Reid: Qui en assumerait les frais? Les diffuseurs y consentiraient-ils? Ou serait-ce la Chambre qui doit les subir? Ou encore les diffuseurs consentiraient-ils à les partager avec la Chambre?

[Text]

Mr. Davidson: I would like to reserve the answer to that until I know the cost involved and until I know whether this kind of experiment would involve the Corporation only or the private as well as the public broadcasters.

Mr. Reid: Presumably if the private network were to take advantage of the feed, they too would have to bear their share of the responsibility.

Mr. Davidson: I would hope so.

Mr. Reid: The other question to which I did not get an answer was, would plugging in tape recorders and taking off material sufficient for a radio broadcast be of any assistance to you? This could be done rather easily in the committees and in the House and it might be able to provide some less expensive experience in selecting for broadcasting.

Mr. Davidson: I think this would be of substantial assistance, not just to us, but to you as members of the House in assessing what is best in achieving the purposes you had in mind in authorizing this kind of broadcast; we would have the immediate and recent experience of our FM setup which broadcast the complete proceedings of the hearings of the Canadian Radio Television Commission. Are the costs for that available, Mr. Gilmore? But they could be obtained fairly easily.

I was going to come to the suggestion that I advanced in my letter of February 4, 1970, that the Committee may wish to consider some kind of joint liaison group with the Corporation and also possibly with some representatives of private broadcasters, to follow up in detail some of these working questions which are now being raised by members like Mr. Reid and other members.

There are a good many alternative possibilities: FM broadcasting by radio only, the cost of this could be assembled and looked at; the cost of an experimental installation in one committee room or in more than one committee room where television purposes could be looked at; a good many of the working problems need to be looked at, I think, in a closer focus than is perhaps possible in a more formal setting of the committee as a whole. If that idea has any merit or interest for the members certainly the Corporation for its part would be prepared to co-operate to the fullest extent with the members of the Committee on a project of that kind.

I have every reason to think that our colleagues in the private broadcasting sector would also welcome an opportunity to work at close hand with a group of

[Interpretation]

M. Davidson: J'aimerais différer ma réponse jusqu'à ce que nous connaissions les frais et que nous ayons établi si une telle expérience n'engagerait que la société ou les diffuseurs privés et publics également.

M. Reid: Si le réseau privé tire profit de l'information, il faudrait présument qu'il assume sa part de responsabilité.

Mr. Davidson: J'oserais l'espérer.

M. Reid: On ne m'a pas encore dit s'il suffirait de brancher des magnétophones pour extraire le matériel nécessaire à la radiodiffusion? Il serait facile de le faire aux Comités ainsi qu'à la Chambre et nous aurions peut-être ainsi une méthode moins coûteuse de sélection en vue de la diffusion.

M. Davidson: Ce moyen nous aiderait appréciablement et aiderait aussi les députés à établir la meilleure façon d'en arriver aux fins que vous vous proposiez en autorisant des diffusions de ce genre; nous aurions l'expérience récente et immédiate de nos installations FM qui ont diffusé en entier les débats de la Commission de la radio télévision canadienne. Il devrait être assez facile de voir ce qu'a coûté cette entreprise, monsieur Gilmore.

J'allais reprendre la proposition que j'ai faite dans ma lettre du 4 février 1970 au sujet d'un groupe qui assurerait la liaison avec la société et, peut-être aussi, avec certains représentants des diffuseurs privés, en vue d'étudier de près quelques-unes des questions pratiques qui sont présentement soulevées par monsieur Reid et d'autres.

Nous avons plusieurs autres choix: diffusion radiophonique par FM seulement; installation provisoire dans une ou plusieurs salles de comité en vue de la télédiffusion, etc. Si cette idée est bonne et prometteuse, la société serait sûrement disposée à collaborer dans la mesure du possible avec les membres du comité à la réalisation d'un projet de ce genre.

J'ai tout lieu de croire que nos collègues du secteur privé de la diffusion accueilleraient volontiers cette occasion de travailler en étroite collaboration avec un

[Texte]

members of Parliament in the actual working out of some of the practical solutions to some of these practical problems.

Mr. Reid: I assume from your remarks that the capital cost of the production facilities and the operating costs of the "electronic *Hansard*," to use your phrase, would be borne by the House of Commons.

Dr. Davidson: This we think would be essential, but the broadcasters would pay the costs from the pick-up point.

Mr. Reid: A final question. If you did have the electronic *Hansard* in committees and in the House of Commons, would you then continue the present practice of interviewing members after Question Period and on events, or would you rather prefer to take the actuality?

Dr. Davidson: We would not wish to exclude the possibility of interviewing individual members, House leaders or others, for a special interview if it were desirable as distinct from the electronic record.

Mr. Reid: In other words, there is a possibility that this might end the pressure that we have at the end of the Question Period if you were recording the Question Period?

Dr. Davidson: That it might end the pressure?

Mr. Reid: Yes, for interviews.

Dr. Davidson: I think it would have the result of lessening the pressure but I do not think it would result in substituting the electronic *Hansard* approach for the interview approach. I think the broadcaster will want to use both means of getting from a member of Parliament or from the proceedings of the House a slant on the day's proceedings or on the issue in question.

Mr. Ouimet: I would say there, Mr. Reid and Mr. Chairman, that it may very well be, let us say, on a daily or bi-weekly report on Parliament that we might want to quote you directly; we would ask you to enlarge upon your remarks in this particular program or else we might want to interview you in another program which may be news or current affairs.

Mr. Reid: The actual question I was asking is that if we do have the electronic *Hansard* will this result in more or less time on television for members of Parliament and for the federal government as a whole?

[Interprétation]

[Interpretation]

groupe de députés à résoudre certains des problèmes d'un ordre pratique.

M. Reid: Vos remarques me laissent entendre que les investissements de capitaux et les frais de fonctionnement du *Hansard* électronique seraient assumés par la Chambre des communes.

M. Davidson: Il le faut, à notre avis; mais les diffuseurs assumeront les autres frais par la suite.

M. Reid: Une dernière question: si vous aviez le *Hansard* électronique à la Chambre et dans les comités, continueriez-vous d'interviewer les députés après la période de questions ou préféreriez-vous vous en tenir à l'actualité?

M. Davidson: Nous ne voudrions pas renoncer à l'interview particulier des députés, des chefs des partis, indépendamment du *Hansard* électronique.

M. Reid: Bref, peut-être serons-nous un peu moins pressés de questions à la fin de la période des questions?

M. Davidson: De supprimer cette pression?

M. Reid: Oui, quant aux interviews.

M. Davidson: De la réduire, mais je ne crois pas que le *Hansard* électronique supplanterait l'entrevue particulière. Les diffuseurs recourront, je crois, aux deux sources de renseignements.

M. Ouimet: J'ajouterais qu'il se peut fort bien qu'à l'occasion d'un rapport bi hebdomadaire ou quotidien sur le Parlement, nous désirions citer directement vos paroles et vous demander d'élaborer à ce propos ou au sujet de faits courants ou de nouvelles.

M. Reid: Je demandais en somme si, advenant le *Hansard* électronique, on consacrera à la télévision moins de temps aux députés et au gouvernement fédéral?

[Text]

[Interpretation]

Dr. Davidson: I would think it would . . .

Mr. Reid: As a consequence, would it not in fact direct attention far more explicitly to the front benchers on both sides?

Dr. Davidson: I think it would result in more time for members of Parliament taken as a whole. I would not be prepared to say it would result in more time for the federal government.

Mr. Reid: Mr. Chairman, I think Dr. Davidson has helped elucidate some of the problem areas for us.

The Chairman: Gentlemen, are there any further questions? Mr. St. Pierre.

Dr. Davidson: To complete my answer to Mr. Reid's question, we might very well want to interview and obtain comments from some member of Parliament who did not participate in the day's debate and who is not part of the electronic *Hansard* record of that day.

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, I realize it is getting late and I just have one question really. The summary which CBC has provided us deals with an electronic *Hansard* of TV and radio. What would be the comparable capital cost figures and operating figures for an electronic *Hansard* of voice only available to radio stations?

● 1730

Mr. Davidson: I can only say that it would be very much less than the combined costs. Have you anything more accurate than that, Mr. Gilmore?

Mr. Gilmore: No more accurate than that, sir. It would be, I would say, substantially less than a quarter of the total capital.

Mr. Davidson: Our radio budget is something of the order of one-sixth of our television.

Mr. St. Pierre: For radio stations, this could operate exactly as you have outlined?

Mr. Davidson: Right. Of course many more radio stations would then need to have access to it than in the case of television, because the registrations are much more on an individual station basis than are the television.

Mr. St. Pierre: Thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

M. Davidson: A mon avis, il en résulterait . . .

M. Reid: Les députés qui siègent au premier rang de l'un et l'autre parti n'en seraient-ils pas, de ce fait, mis en lumière?

M. Davidson: Il en résulterait plus de temps pour les députés, en général, mais je n'oserais dire qu'il en sera de même pour le gouvernement fédéral.

M. Reid: Je crois, monsieur le président, que monsieur Reid a élucidé plusieurs points obscurs.

Le président: Messieurs, avez-vous d'autres questions? Monsieur St. Pierre.

M. Davidson: Pour compléter la réponse que j'ai donnée à monsieur Reid, il se peut que nous voulions interviewer ou questionner un député qui n'a pas participé aux débats de la journée et qui n'a nullement été enregistré dans le *Hansard* de ce jour-là.

M. St. Pierre: Le mémoire de Radio-Canada traite d'un *Hansard* électronique de la radio et de la télévision. Que coûterait un *Hansard* électronique réservé à l'usage exclusif des postes de radio?

M. Davidson: Bien moins cher en tout cas que le *Hansard* combiné. Avez-vous des précisions à ce sujet, monsieur Gilmore?

M. Gilmore: Rien de plus que ce que vous venez d'en dire, monsieur. Je dirais: appréciablement moins que le quart de l'investissement total.

M. Davidson: Notre budget pour la radio est le tiers de celui de la télévision.

M. St. Pierre: Pour les postes de radio, le fonctionnement serait celui que vous avez décrit?

M. Davidson: C'est juste. Assurément, il y aurait bien plus de demandes de la part des postes de radio que des postes de télévision, car ils sont plus souvent que ces derniers enregistrés individuellement.

M. St. Pierre: Merci, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, before we finish with our witnesses from the CBC, may I remind you that we were charged yesterday with a new responsibility and I would appreciate it if the members could stay so that we could discuss this.

Could I have the permission of the Committee to ask two rather technical questions? The first, Dr. Davidson, has been raised by officials of the House of Commons. As you were aware we have a sound system in the House at the present time. Would you envisage that your sound would be taken from this system or pooled with it?

Mr. Davidson: We would take the feed supplied by the present Tannoy system for the sound for both radio or television. That is the basis of the estimates we have. It is quite adequate. The sound from the Chamber is technically adequate, whether the sounds that come from the Chamber are adequate depends on circumstances beyond our control.

The Chairman: Adopting your earlier posture, this was editorial comment?

The other is a very simple question but perhaps the record may mislead us a bit. There was a reference to the problem of heat from TV lights and it related to the experience in the Chamber in Ontario. Having regard to the fact that the Chamber of our House is air conditioned, does the Corporation feel that there is any basic problem about heat from television lights?

Mr. Davidson: Yes, sir. We feel that we should consult with the Department of Public Works' engineers to increase the capacity, not vastly, but by some order to keep the level fairly well down. It would be all right in the winter and fall and spring, but for hot days in the summer it could get pretty rough.

Mr. Reid: Perhaps then then we might get a schedule that would get us out before it got too hot for you.

The Chairman: My final question relates to the reproduction of videotape. I am not sufficiently well informed to interpret the estimate placed before us, but as I understand it, after the transmission has occurred there will be a videotape recorded somewhere and then it would be possible for copies of that tape to be made by the various broadcasting agencies, presumably at their expense.

Mr. Gilmore: There are two ways of doing this. There are enough local copies to supply the two

[Interprétation]

Le président: Avant de remercier notre témoin de Radio-Canada, je vous signale qu'une nouvelle responsabilité nous incombe depuis hier et je serais heureux que les membres restent un moment pour en discuter.

Le comité me permet-il de poser deux questions techniques? La première nous vient des haut-fonctionnaires de la Chambre des communes. Vous savez que nous avons déjà en Chambre un système d'écouteurs. Croyez-vous, monsieur Davidson, que vous puisezriez votre son à notre système ou s'il viendrait s'y ajouter?

M. Davidson: Nous nous approvisionnerions au système actuel Tannoy pour la radio aussi bien que pour la télévision. Notre estimation est fondée sur ce système qui convient fort bien. Le son qui provient de la Chambre est, techniquement, adéquat et les déféctuosités qui pourraient éventuellement se manifester ne relèvent pas de notre compétence.

Le président: Pour reprendre votre attitude de tantôt, il s'agissait de révision?

La deuxième question se rapporte à la chaleur engendrée par les lumières de la télévision dans la Chambre des communes d'Ontario. En sera-t-il de même dans notre Chambre, qui est climatisée?

M. Davidson: Oui monsieur. Il nous semble opportun de demander au ministère des Travaux publics d'augmenter quelque peu la puissance du système qui suffirait en hiver, en automne et au printemps, mais non par les torrides journées d'été.

M. Reid: Nous pourrions donc concevoir le calendrier en conséquence.

Le président: Une dernière question, cette fois sur la bande magnétoscopique. Si je sais bien, il y aura après la transmission une bande magnétoscopique dont les différentes agences de diffusion pourront tirer un exemplaire, présumément à leurs frais.

M. Gilmore: Deux méthodes s'offrent à nous. Il y a suffisamment de copies locales pour en remettre à la

[Text]

networks of the Corporation and CTV with individual copies. If individual stations wanted them then we would take the position that we would simply feed that to the Bell and to their station and they would be responsible for recording.

The Chairman: The initial run, as it were, will produce enough copies for the various principal media to edit and so on.

Mr. Gilmore: Yes, sir.

The Chairman: Gentlemen have we any other questions to address to the Corporation?

Mr. Davidson: I would like on behalf of the Committee to thank you, Mr. Ouimet, Mr. Gilmore and Mr. Alleyn for your very helpful contribution. We appreciate the assistance you have given us at earlier stages in these proceedings.

Mr. Davidson: Thank you, sir.

Mr. Reid: Mr. Chairman, we should point out to Dr. Davidson if we do bring cameras into the committees that, as President of the CBC, he will immediately become a television star and there might be a conflict of interests.

Mr. Davidson: I am used to conflicts, Mr. Chairman, not the conflicts of interest though.

● 1735

The Chairman: Gentlemen, we have to consider our pursuit of the subject of television and I was asked to make some inquiries and perhaps line up some testimony for the Committee. I had an approach from television station CJOH-TV that tell me they have some comments they would like to give to the Committee, not only about the use of ordinary television, but the relationship of this type of broadcasting with cable television. They are the only other element in the industry that has evinced interest. I have not been successful in reaching others. I was discussing this with the officials of CJOH today and they are quite prepared to come next Wednesday, or indeed any other time suitable to the Committee.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Would this be on behalf of CTV?

The Chairman: No, I think not. I want to be very fair to all the people involved. I have just been unable to reach the CTV.

[Interpretation]

[Interpretation]

société et à CTV. Si des postes individuels en désirent une, nous pouvons remettre l'enregistrement à Bell du Canada qui sera chargé des enregistrements.

Le président: Le premier enregistrement suffira, pour ainsi dire, à alimenter les principaux média.

M. Gilmore: Oui, monsieur.

Le président: Avons-nous d'autres questions à poser?

Au nom du comité, je tiens à remercier messieurs Ouimet, Gilmore, Alleyn et vous-même des précieux renseignements que vous nous avez fournis.

M. Davidson: Merci, monsieur.

M. Reid: Si nous introduisons à la Chambre la télévision, il conviendrait de prévenir monsieur Davidson qu'à titre de président de Radio-Canada, il deviendra automatiquement une vedette, créant de ce fait un conflit d'intérêt.

M. Davidson: Les conflits me connaissent, mais non les conflits d'intérêt.

Le président: Poursuivons ce sujet de la télévision; on m'a prié de faire certaines recherches et d'inviter certains témoins. Le poste CJOH-TV voudrait nous présenter certaines observations non seulement sur l'utilisation courante de la télévision, mais sur les rapports qu'elle offre avec la diffusion par câble. Seul, ce poste a, dans l'industrie, manifesté quelque intérêt. Je n'ai pas réussi à en atteindre d'autres. J'en ai discuté aujourd'hui avec les officiels de CJOH—et ils comparatront volontiers mercredi ou en tout autre temps qui vous conviendra.

M. Knowles (Winnipeg Nord-Centre): Représentaient-ils CTV?

Le président: Non, je ne le crois pas. Sachez, en toute justice que je n'ai pas réussi à atteindre CTV.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I have no objection, I just would not want to get into the position of having to hear a whole lot of individual stations.

Mr. Deachman: Apart from that, could you go back again and phone somebody or something?

The Chairman: Oh, yes. My feeling, Mr. Deachman, is that once these proceedings get rolling there will be greater interest and it just would be physically impossible. It is not all on their side for me to reach them. I had hoped to see their general manager who was in the city yesterday and we failed. The best advice I have had is that it would be helpful to the Committee to hear this proposal from CJOH. Is that all right?

Mr. Aiken: Well as Mr. Knowles has raised the issue, Mr. Chairman, I have no objection to hearing CJOH, but once you start on individual stations you are liable to get into difficulty.

The Chairman: Well I think we will have to play it by ear. What has surprised me really is that there has been so little interest in this. I would have thought that we might have been deluged by people who were prepared to give us advice, but this has not been the case.

Mr. Deachman: When you think how hard it is to keep a quorum on the floor of the House of Commons I cannot imagine the stations rushing in here to see whether they can get us on the air.

The Chairman: In any event they came to us and I think if we find we are deluged we will have to take action, but my impression is we will not be.

Now, gentlemen, as you know, we were given yesterday, by a resolution of the House of Commons, the responsibility of considering security arrangements. I do not have the resolution before me, but everybody is familiar with it.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Put that on the agenda for a later date.

Mr. Forest: Mr. Knowles, there is some priority on this in view of what happened the other day and what may happen again. I think we should consider fairly soon security arrangements as they are now and whatever improvements could be made. I think we should have a meeting before too long, preferably *in camera*, of the Committee. It would not have to be next Wednesday, it could be another day next week.

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je n'ai aucune objection; il me déplairait d'avoir à écouter toute une série de postes individuels.

M. Deachman: Mais pourriez-vous essayer encore?

Le président: Sans doute; mais j'ai l'impression qu'une fois les débats en cours, on manifestera sûrement plus d'intérêt. J'espérais rencontrer le directeur général de ce poste qui était ici hier, mais je n'ai pas pu. On m'a conseillé d'entendre cette proposition de la part de CJOH. D'accord?

M. Aiken: Puisque monsieur Knowles y a fait allusion, je dirai comme lui que je ne m'oppose pas à ce que nous entendions la déposition d'un poste privé, mais si nous commençons dans cette voie, nous aurons peut-être des difficultés.

Le président: Il nous faudra être quelque peu opportunistes. En réalité, j'ai été surpris de voir combien cette question soulevait peu d'intérêt. Je m'attendais à être submergé sous un déluge de conseils.

M. Deachman: Quand on sait comment il est difficile d'avoir quorum à la Chambre, je ne vois pas les postes se précipitant à la Chambre pour savoir s'ils peuvent téléviser une séance.

Le président: Si jamais ce déluge s'abat sur nous, nous aviserais; mais j'en doute.

Comme vous le savez, une résolution de la Chambre nous enjoint d'étudier les mesures de sécurité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Inscrivez cette question à l'ordre du jour à une date ultérieure.

M. Forest: On accorde une certaine propriété à cette question vu les événements qui se sont produits l'autre jour et qui peuvent se produire à nouveau. Il nous faudra étudier bientôt cette question des mesures de sécurité, au cours d'une séance à huis-clos. Peut-être pas mercredi prochain, mais un autre mercredi.

[Text]

Mr. Reid: I presume we would call Colonel Currie?

The Chairman: I suppose no member of the Committee has really had if much of a chance to think about this problem in the broad sense, to make suggestions about how we should approach it even.

Mr. Forest: We could look at the actual security arrangements and whatever improvements could be made to them.

● 1740

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, it would seem to me important to speak to several people on the security staff. They should know what their experiences are right down, I would say, to the individual constable perhaps. It is my understanding that they have no legal authority whatever. I do not know whether I am correct or not.

Mr. Reid: I have been here since 1963 and I am still being asked who I am.

The Chairman: We have two alternatives. One is, as it were, just to go ahead and call the Sergeant-At-Arms and such of his officers as he would bring with him to have a general discussion, or we could approach it more gradually by having a meeting just to review what procedure we want to follow. I put those two ideas forward.

Mr. Reid: Mr. Chairman, I should like to have an idea of just what the existing regulations are and what the legal authority of the constables is.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I do not know about the precedents, but it seems to me that perhaps this is the first time this particular type of thing has been referred to a House committee. My recollection is that almost always the Speaker took the responsibility, along with the Sergeant-at-Arms and the Chief of the Protective Staff, to secure the buildings. We do not have any right, I suppose, to question the judgment of the House, but we can always report back on it. Perhaps we ought to hear these people right away.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I hope I will not be telling anything out of school if I say that the decision to make this reference was really a compromise yesterday. There was a desire in some quarters that the matter be debated in the House. Questions of privilege were raised—there is no notice was given. Some thought there should be a day's debate or a two-hour debate in the House. Some

[Interpretation]

M. Reid: Nous pourrions, je suppose, inviter le colonel Currie?

Le président: Nul d'entre nous n'a réellement eu le temps de songer à la question ou même de nous suggérer une façon de l'envisager.

M. Forest: Nous pourrions étudier les présentes mesures de sécurité et la façon de les améliorer.

M. St. Pierre: Il nous faudrait je crois entendre certains membres du personnel de sécurité. Ils doivent connaître les dimensions du problème. J'ai cru comprendre, qu'ils ne sont revêtus d'aucuns pouvoirs légaux.

M. Reid: Je suis ici depuis 1963, et je m'interroge encore sur ce point.

Le président: Deux voies s'ouvrent devant nous: ou bien nous convoquons le personnel de la sécurité ou bien nous nous réunissons pour arrêter la façon de procéder. Ce sont mes suggestions.

M. Reid: J'aimerais avoir une idée des présents règlements et des pouvoirs des gardiens.

M. Aiken: Je crois que c'est la première fois qu'une question de ce genre est présentée à la Chambre. Si j'ai bonne mémoire, ce sont toujours l'Orateur, le Sergeant-d'armes et le chef du personnel de sécurité qui ont assuré la sécurité des lieux. Il ne nous appartient pas de mettre en doute la décision de la Chambre, mais nous pouvons toujours lui soumettre notre rapport à ce propos. Peut-être conviendrait-il d'entendre ces témoins sur le champ.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'espère bien ne rien révéler en vous disant qu'en reportant cette question, nous avons, en fait, recouru hier à un compromis. Certains voulaient débattre la question à la Chambre même. On en a appelé au règlement et on a aussi signifié l'intention de ce faire. D'autres ont cru que c'était aller trop loin, et c'est ainsi que, à titre de compromis, le Comité est saisi de l'affaire. Peut-être

[Texte]

[Interprétation]

of the rest of us thought that was overreacting, and the compromise was to refer it to this Committee to look at. I think the Chairman might discuss the matter with Mr. Speaker or the Sergeant-at-Arms and make a report to us later. I am not suggesting we ignore the order, but I think just as we did not want to overreact yesterday, let us not do it too soon.

Mr. Deachman: Mr. Chairman, I do not think we would be overreacting if, on the order of the House, we proceeded to hear Col. Currie in camera. I think as a first step we would know what we have to do, or what we do not have to do, once we have heard Col. Currie. This would be a good preliminary step. We are charged with the matter by an order of the House, but we are not charged with a grand open investigation, or anything of the kind. I think we would be doing a little less than our duty if we did not hear Col. Currie as soon as possible and get that far along, and then perhaps make a decision about where we ought to go beyond that. When people invade the galleries of the House and close the House down, surely there is some urgency for us to begin to look into that at the level of Parliament, especially as we face an order of the House.

The Chairman: Being realistic about it, we face a long weekend. We have a session for next Wednesday scheduled. I imagine that the Officers of the House could be accommodating enough to come whenever we asked them to. Looking ahead to next week, are there any days or half days that are good for this purpose? Mr. Deachman has the agenda.

Mr. Deachman: Looking at next week it is just awful, to begin with. We might do it next Wednesday afternoon, May 20. We might do it on Thursday, May 21. We could possibly do it any time at lunch-time, if we wanted to have a luncheon meeting. We could do it on Monday night, which is a really bad night to do anything in the House of Commons. There is nothing on Monday. We could do it on Friday morning, May 22 at 9.30 to 11 a.m., let us say. Thursday night is not too bad. We could put it in for Thursday night of next week.

An hon. Member: There are only two Committees sitting that night.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): What are the two?

Mr. Deachman: Finance and Transport.

The Chairman: Is that an acceptable suggestion? If you will permit me to say so, in addition to speaking to the Sergeant-at-Arms I think I should go through

conviendrait-il que le président en cause avec l'Orateur et le Sergent-d'armes pour ensuite nous en reparler. Loin de moi la pensée de passer outre cette ordonnance, mais j'estime que s'il ne convenait pas d'aller trop loin hier, l'endroit est mal choisi de le faire ici aujourd'hui.

M. Deachman: Nous n'irions pas trop loin en entendant le colonel Currie, à huis-clos: il nous fixerait sur ce que nous devons faire et éviter. Une mesure préliminaire. Après tout, une ordonnance de la Chambre nous enjoint d'étudier la question mais on ne nous demande pas d'ouvrir une enquête en règle. Il me semble que nous faillirions quelque peu à la tâche en n'entendant pas le colonel Currie aussi tôt que possible et nous décider par la suite sur la méthode à suivre. Quand des gens envahissent les tribunes de la Chambre au point où il faut en interdire l'accès, il est temps pour d'y voir, surtout que la Chambre nous enjoint de le faire.

Le président: En vérité, la fin de semaine sera longue. Une séance est prévue pour mercredi. Je suppose que les gardiens viendront déposer quand nous leur demanderons de le faire. Quel temps conviendrait-il de réservé à cet effet au cours de la semaine prochaine? Monsieur Deachman, vous avez l'agenda.

M. Deachman: La semaine prochaine n'offre guère de possibilités—peut-être l'après-midi du 20 mai, un mercredi. Ou en tout temps, dans l'heure réservée au repas du midi. On encore lundi soir, un bien mauvais moment pour accomplir quoi que ce soit à la Chambre. Il n'y a rien lundi. Vendredi matin, le 22 mai, de 9h. 30 à 11h., disons. Jeudi soir n'est pas un mauvais choix. Jeudi soir, la semaine prochaine.

Une voix: Seuls deux comité siègent ce soir là.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quels sont-ils?

M. Deachman: Finances et Transports.

Le président: Ce choix vous convient-il? Si vous me permettez, en plus de causer avec le Sergent-d'armes, je devrais, je crois, emprunter la filière et voir

[Text]

the proper channels to Mr. Speaker and inform him of our method of approach. He may wish to have other officials of the House attend as well.

Are there any other comments on this aspect of our procedure?

Mr. Reid: My only comment is that I will be unable to attend the meeting next week.

An hon. Member: Oh, I am sorry.

Mr. Reid: I would like to know whether the Clerk will be preparing the type of Minutes which were prepared when we met before in camera.

The Chairman: Is it agreed that we have this meeting with the officials of the House in camera?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: It will be next Thursday evening in Room 112-N. There is one more thing. I suggest that we attach Dr. Davidson's letter and his report as an appendix to our Proceedings. Do you agree?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you, gentlemen.

[Interpretation]

l'Orateur pour l'informer de notre méthode d'approche. Peut-être voudra-t-il que d'autres fonctionnaires supérieurs de la Chambre soient présents.

D'autres remarques à ce sujet?

M. Reid: Pour ma part, je ne pourrai assister à cette séance.

Une voix: C'est regrettable.

M. Reid: Le secrétaire rédigera-t-il un compte rendu du genre de celui qu'il a rédigé quand nous nous sommes réunis auparavant à huis-clos?

Le président: Est-il convenu de tenir cette réunion avec les fonctionnaires supérieurs de la Chambre, à huis clos?

Des voix: Convenu.

Le président: Donc, jeudi soir prochain, pièce 112-N.

Une dernière chose.

Je propose que nous annexions la lettre et le rapport de monsieur Davidson, à notre compte rendu. D'accord.

Des voix: D'accord.

Le président: Merci, messieurs.

Appendix "A"

CANADIAN BROADCASTING CORPORATION

OFFICE OF THE
PRESIDENT
OTTAWA

February 4, 1970.

Mr. D. Gordon Blair, M.P.,
 Chairman of the Standing Committee,
 Procedure and Organization,
 House of Commons,
 Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Blair:

With reference to your inquiry regarding broadcasting of the proceedings of Parliament, I am pleased to forward the attached estimates which will illustrate one method by which coverage of in-house proceedings may be achieved. I would like to emphasize, however, that we are somewhat uncertain as to exactly what the actual coverage requirements might be.

You will notice that two systems have been envisaged; one of which is of professional quality for broadcasting coverage and videotape recording on a day-to-day basis; the other being a parallel lower quality videotape system which is much less expensive and which might be utilized as an electronic Hansard.

In the meantime, the Corporation is considering its position with respect to its coverage of proceedings of the House. In this regard, I suggest that you might wish to consider establishing a joint liaison group so as to open up a channel of communication between the broadcasters and the House of Commons within which concerns can be openly expressed and with the object of anticipating and minimizing possible misunderstandings.

I trust that this information is satisfactory and that you will not hesitate to contact me if further information is required.

Yours sincerely,

G.F. Davidson

APPENDICE «A»

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

BUREAU DU
PRÉSIDENT
OTTAWA

Le 4 février 1970

M. D. Gordon Blair
 Président du Comité permanent
 de la procédure et de l'organisation
 Chambre des communes
 Ottawa (Ontario)

Monsieur le président,

Je réponds à votre demande concernant la diffusion des débats parlementaires, et je suis heureux de vous transmettre les estimations ci-jointes qui illustreront une méthode de réaliser le compte rendu des débats de la Chambre. J'aimerais souligner, toutefois, que nous sommes quelque peu incertains des exigences concernant ce compte rendu.

Vous remarquerez que deux systèmes ont été étudiés; un, de qualité professionnelle, pour un compte rendu diffusé et un enregistrement sur ruban magnétoscopique tous les jours; l'autre, comprend un système parallèle d'enregistrement de moins bonne qualité sur ruban magnétoscopique qui coûte beaucoup moins cher et qui pourrait être utilisé en tant que Hansard électronique.

Dans l'intervalle, la Société Radio-Canada étudie sa position dans le compte rendu des débats de la Chambre. A cet effet, vous voudrez peut-être étudier la possibilité de créer un groupe de liaison mixte afin d'établir une voie de communication entre les diffuseurs et la Chambre des communes pour que les inquiétudes puissent être exprimées librement et dans l'espoir d'éliminer tout malentendu possible.

J'espère que ces renseignements vous seront utiles et que vous n'hésitez pas, au besoin, à communiquer de nouveau avec moi.

G.F. Davidson.

TV AND RADIO COVERAGE FROM THE HOUSE OF COMMONS

General Considerations

- 1) Broadcast quality coverage of the proceedings of the House of Commons, color, for recording on the premises and for live transmission to a broadcaster's facility.
- 2) Ability to process English and French sound.
- 3) Permanent record of proceedings on helical scan videotape.

Coverage

- 1) The extent and timings of the sessions varies considerably. Typical week:

Monday and Tuesday – 14:00 – 16:00

Wednesday – 20:00 – 22:00

Thursday – 14:00 – 18:00

20:00 – 22:00

Friday – 11:00 – 13:00

14:00 – 17:00

No weekends

Easter recess – 2 weeks

Christmas recess – 3 weeks

Summer recess – 1 to 3 months

- 2) Radio and Television, live and delayed, English and French.

Space – Commons

- 1) Camera – 3 platforms 5' x 5', fixed, 1 in SE corner, 1 in E gallery and 1 in W gallery. It may not be necessary to remove seats. Zoom lenses and remotely controlled.
- 2) Interview studio (no equipment) 600'
- 3) Technical–Television control room 600'
- Sound control room 200'
- Distribution room (Bell included) 100'
- 5 off-tube booths 250'
- 2 listening rooms 200'
- Maintenance 150'
- 4) Tape library (depending on storage policy) 400'

TOTAL SPACE REQUIREMENT 2,500 square feet

COMPTES RENDUS TV ET RADIO DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Considerations générales

- 1) Diffuser des Comptes rendus de qualité des débats de la Chambre des communes, en couleur, pour enregistrement sur place et pour transmission en direct à un service de diffuseur.
- 2) Aptitude à reproduire le son français et anglais.
- 3) Enregistrement permanent des débats sur magnétoscope à balayage hélicoïdal.

Compte rendu

- 1) La longueur et l'heure des séances varient considérablement. Semaine typique:

Lundi et mardi – 14h - 16h

Mercredi – 20h - 22h

Jeudi – 14h - 18h

20h - 22h

Vendredi – 11h - 13h

14h - 17h

Pas de fin de semaine

Congé de Pâques – 2 semaines

Congé de Noël – 3 semaines

Congé d'été – 1 à 3 mois

- 2) Radio et télévision, en direct, et en différé anglais et français.

Espace–Communes

- 1) Caméra–3 plate-formes 5' x 5', fixées, une dans le coin SE, une dans la galerie E et une dans la galerie O. Il sera peut-être nécessaire d'enlever les sièges. Lentilles zoom et contrôle à distance.
- 2) Studio pour entrevue (aucun équipement) 600'
- 3) Techniques–salle de contrôle de télévision 600'
- salle de contrôle du son 200'
- salle de distribution (sonnerie comprise) 100'
- 5 cabines automatiques 250'
- 2 salles d'écoute 200'
- Maintenance 150'
- 4) Vidéothèque (sujet aux modes d'entreposage) 400'

ESPACE TOTAL REQUIS 2,500 pieds carrés

Lighting and Air Conditioning and Power

1) An adequate power distribution system exists. Would be modified for permanent set-up and position and type of luminaires changed considerably.

Commons – approximately 100 units

2) Present cooling system inadequate for existing lighting when exterior temperatures are high. The technical spaces and interview area must be air conditioned. Department of Public Works to be consulted.

3) Total power required – approximately 150 kilowatts.

Sound

The present Tannoy system is adequate. Some improvement may be required if placed in regular service for broadcasting. The translation system is satisfactory. Some training in broadcast techniques may be required.

The Tannoy output would be fed to the control areas for level control and distribution.

Staff

1 Librarian	000,01
1 Producer–Parliament liaison	000,01
1 Production Assistant	000,01
1 Video Switcher	000,01
1 VTR Operator	000,01
1 TV Sound	000,01
1 Radio Sound	000,01
1 Crew Chief–lighting and maintenance	000,01
1 Technical Assistant	000,01
1 Clerk	000,01
10 Staff	000,01

1. Capital

Luminaires	\$ 20,000
3 cameras c/w remote pan/ tilt/zoom	420,000
Closed circuit monitoring	15,000
Television control room electronics (switcher, monitoring, audio and camera control)	125,000

Éclairage, climatisation et énergie

1) Un système de distribution d'énergie adéquat existe. Il serait modifié pour une installation permanente, et la position et le genre de luminaires changeraient considérablement.

Communes—approximativement 100 unités.

2) Le système actuel de refroidissement est inadéquat pour l'éclairage existant lorsque les températures extérieures sont élevées. Les espaces techniques et les secteurs pour les entrevues doivent être climatisés. Le ministère des Travaux publics sera consulté.

3) Énergie totale requise—approximativement 150 kilowatts.

Son

Le système Tannoy actuel est adéquat. Il faudra peut-être l'améliorer si on s'en sert régulièrement pour la diffusion. Le système de traduction est satisfaisant. Une certaine formation dans les techniques de diffusion peut être requise.

Le rendement Tannoy sera alimenté par les secteurs de contrôle pour le niveau de contrôle et de distribution.

Personnel

1 bibliothécaire	000,01
1 producteur–liaison avec le Parlement.	000,01
1 adjoint à la production	000,01
1 mélangeur	000,01
1 opérateur de magnétoscope	000,01
1 preneur de son pour la TV	000,01
1 preneur de son pour la radio	000,01
1 chef d'équipe—éclairage et maintenance	000,01
1 adjoint technique	000,01
1 commis	000,01
10 employés	000,01

Estimation du coût

1. Équipement	\$ 20,000
luminaires	000,01
3 caméras c/w contrôle à distance, plateau/incliné/ zoom	420,000
contrôle à circuit fermé	15,000
Salle de télévision de contrôle électronique (mélangeur, contrôle, contrôle audio et caméra)	125,000

2 quadruplex VTR's plus accessories and including audio double system with interlock	300,000	50,000	2 magnétophones quadruplex avec accessoires, comprenant un double système audio-synchronisé	300,000
2 helical scan VTR's plus accessories	30,000		2 magnétophones à balayage hélicoïdal avec accessoires	50,000
Radio control room electronics (2 channel console, 2½" tape monitoring and distribution)	30,000		salle de contrôle électronique de radio (2 consoles pour canaux, rubans 2½", contrôle et distribution)	30,000
5 off-tube booths (microphone and unattended console)	20,000		5 cabines automatiques (microphones et consoles sans surveillance)	20,000
Engineering and installation	40,000		technique et installation	40,000
Total Capital Cost	\$1,050,000		COÛT TOTAL DE L'ÉQUIPEMENT	\$1,050,000

Ventilation, duct work, architectural work and building modifications are not included as it is presumed that the Department of Public Works will be responsible. This would also include the power distribution and lighting support system.

2. Annual Operating Costs (based on 21 hours weekly—35 weeks)

10 staff at 10,000	\$100,000
Maintenance and supplies	60,000
Light and power	5,000
Tape (allowance only)	10,000
Total Annual Operating	\$175,000

3. *Initial tape supply — 50 hours quadruplex (2 weeks)	\$15,000
— 350 hours helical (6 months)	25,000
\$40,000	

*The tape requirement absolutely depends on storage policy. This estimate allows for a 2-week and 6-month supply respectively. Replenishment is relative to usage.

Head Office,
January 29, 1970.

10 employés à 10,000	\$100,000
maintenance et fourniture	60,000
éclairage et puissance	5,000
Ruban (allocation seulement)	10,000
COÛT TOTAL DE L'EXPLOITATION ANNUELLE	\$175,000

3. Approvisionnement initial de ruban—50 heures quadruplex (2 semaines)	\$15,000
350 heures (hélicoïdal)	
(6 mois)	25,000

\$40,000

*Cette exigence concernant les rubans dépend absolument des mesures prises pour l'entreposage. Cette estimation comprend un approvisionnement de 2 semaines à 6 mois respectivement. Le réapprovisionnement est fonction de l'usage.

Bureau chef
Le 29 janvier 1970

HOUSE OF COMMONS

REPORTS AND PROCEEDINGS

Second Session

Report of Standing Committee

Twenty-eighth Parliament, Second Session

Document number 1000-1000

STANDING COMMITTEE

ON PROCEDURE AND ORGANIZATION

ON

DCL

PROCEDURE AND ORGANIZATION - REPORTS OF DELEGATION

Chairman

D. Gordon Price

Secretary

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCEEDINGS AT
MEETINGS

No. 4

WEDNESDAY, MAY 10, 1972

IN WITNESS WHEREOF, MAY 10, 1972

Respecting

Procedure

Radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees, except in the event of a Division.

and

Measures to ensure the security of the House in certain parts of the galleries of the House.

With Minutes of Proceedings

in the name of the Standing Committee

2. Budget of hours worked
and costs incurred.

2. Production - \$70,000
studying and installing studio
drumline system with hi-fidelity
speakers.

2. Installed room VTR's plus ac
expenses

Radio control room elec
works (\$1,000) -
\$207. Pipe ventilation and
distribution

\$6,000

5 off tube karate enclos
plane and unattended cars
solar

Engineering and insulation

40,000

Total Capital Cost

\$110,000

3. Equipment

Ventilation, dust work, architectural work and build
ing modifications are not included as it is presumed
that the Department of Public Works will be responsi
ble. This could also include the power distribution
and lighting support system.

2. Annual Operating Costs Based on 22 hours
weekly (3 weeks)

10 weeks at 10,000

Maintenance and supplies

Light and power

Tape (allowance only)

16,000

Total Annual Operating

\$115,200

8 original tape recording - \$0 hours

quadruples \$0

week(s)

350 hours helical

6 weeks

25,000

Total

\$46,000

4. Capital Expenditure

Capital expenses concernant les aménagements
et l'équipement pour l'entreposage,
stockage et transport et un approvisionnement
annuel à 6 mois respectivement. Le réapprovisionne
ment se fera dans le printemps.

Bureau chef

Le 28 Janvier 1979,

HOUSE OF COMMONS

CHAMBER DES COMMUNES

Second Session

Deuxième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

vingt-huitième législature, 1969-1970

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 20, 1970

(5)

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

D. Gordon Blair

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 4

WEDNESDAY, MAY 20, 1970

LE MERCREDI 20 MAI 1970

Respecting

Concernant

Radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees,

La transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre,

and

et

Measures to ensure the security of the galleries of the House.

Mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le Procès-verbal)

CHAMBER OF COMMONS

HOUSE OF COMMONS

Dixième session de la

Second session

Troisième période législative, 1920-1921

L'an deux mille deux cent vingt et un

COMITÉ PERMANENT

STANDING COMMITTEE

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

PROCEDURE AND ORGANIZATION

DE LA

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

Mr. D. Gordon Blair

*Président**Vice-Chairman*

M. Marcel Lambert

Vice-président

and Messrs.

et MM.

Aiken,
Deachman,
Fairweather,
Forest,

Francis,
Jerome,
Knowles (Winnipeg North
Centre),

Reid,
Rondeau,
St. Pierre—12.

*Le secrétaire du comité,
Michael B. Kirby,
Clerk of the Committee.*

THE WEDNESDAY, MAY 20, 1920

WEDNESDAY, MAY 20, 1920

Commissioner

Responsible

Commissioner of the House of Commons
descriptions of the Commission
of the Commissioner of the Canadian
House of Commons

at

and

Commissioner of the House
descriptions of the Commission
of the Commissioner of the Canadian

WITNESSES—TUMOINS

(Nom et prénom)

(See Minutes of Proceedings)

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, May 20, 1970.
(5)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:40 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Francis, Jerome, Knowles (*Winnipeg North Centre*), Lambert (*Edmonton West*) (8).

Witnesses: From *Bushnell Communications Limited*: Messrs. E. Bushnell, Chairman of the Board; S. W. Griffiths, President and Managing Director; Roy Faibish, Executive Vice-President; and A. G. Day, Vice-President, Engineering.

The Committee resumed consideration of the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Griffiths made a statement after which he was questioned.

Agreed.—That the paper prepared by *Bushnell Communications Limited* setting out the capital cost and other detailed costs involved in the *Bushnell Communications Limited*'s suggestions, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "B")

Agreed.—That the photographs and plans of the House of Commons Chamber showing the suggested locations of television cameras in the Chamber prepared by *Bushnell Communications Limited* be made exhibits. (See Exhibits Nos. 1 and 2)

Later, the questioning of witnesses being completed, they were excused.

After debate, it was

Agreed.—That the President of CTV, Mr. Murray Chercov, be invited to ap-

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MERCREDI 20 mai 1970

(5)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi à 3h 40. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Francis, Jerome, Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*), Lambert (*Edmonton-Ouest*)—(8).

Témoins: De *Bushnell Communications Limited*: MM. E. Bushnell, président du Conseil; S. W. Griffith, président et administrateur directeur; Roy Faibish, vice-président exécutif; et A. G. Day, vice-président—génie.

Le Comité reprend l'étude de la question de la radiodiffusion et de la télédiffusion des débats de la Chambre des communes et des comités.

Le président présente les témoins. M. Griffith fait une déclaration, après quoi il répond aux questions des députés.

Il est convenu,—Que le document préparé par *Bushnell Communications Limited* établissant les coûts en capital et autres coûts détaillés engagés dans les suggestions de *Bushnell Communications Limited* soit imprimé en appendice aux procès-verbaux et témoignages du jour (Voir appendice «B»).

Il est convenu,—Que les photographies et plans de la Chambre des communes, montrant les endroits suggérés pour les caméras de télévision dans la Chambre, préparés par *Bushnell Communications Limited* soient déposés comme pièce à l'appui (Voir pièces à l'appui n° 1 et 2).

L'interrogatoire des témoins terminé, ceux-ci peuvent se retirer.

Après discussion, il est

Convenu,—Que le président de CTV, M. Murray Chercov, soit invité à comparaître.

pear in the afternoon of Wednesday, June 10, 1970.

After further debate, it was

Agreed.—That the law officers of the House of Commons be invited to appear before the Committee on Wednesday, June 3, 1970, to discuss the question of privilege which might be involved in the radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

A discussion ensued on the method of proceeding on the Committee's Order of Reference of Tuesday, May 12, 1970, referring the question of measures to be taken to ensure the security of the Galleries of the House of Commons.

At 5:10 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité,

Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

tre au cours de l'après-midi du 10 juin 1970.

Après plus ample débat, il est

Convenu.—Que les légistes de la Chambre des communes soient invités à comparaître devant le Comité le mercredi 3 juin 1970 pour discuter de la question de priviléges qui peut être liée à la radio-diffusion et à la télédiffusion des débats de la Chambre des communes et des comités.

Le débat reprend sur la façon de procéder quant à l'Ordre de renvoi du Comité, du mardi 12 mai 1970, concernant la question des mesures à prendre pour assurer la sécurité des galeries de la Chambre des communes.

À 5h 10, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Il est convenu.—Quo le document suivant soit une décision de la Chambre des communes de la sécurité des galeries des deux chambres.

Il est convenu.—Quo le document suivant soit une décision de la Chambre des communes de la sécurité des galeries des deux chambres.

Il est convenu.—Quo le document suivant soit une décision de la Chambre des communes de la sécurité des galeries des deux chambres.

Il est convenu.—Quo le document suivant soit une décision de la Chambre des communes de la sécurité des galeries des deux chambres.

Il est convenu.—Quo le document suivant soit une décision de la Chambre des communes de la sécurité des galeries des deux chambres.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, May 20, 1970.

• 1540

The Chairman: Gentlemen, can we come to order, please?

Today we are privileged to have before us the representatives of Bushnell Television Company, better known in this city, with all respect to Mr. Bushnell, as Station CJOH. I would like to introduce our witnesses. First of all Mr. Bushnell who is the Chairman of the Board. On my right Mr. S. W. Griffiths, President and Managing Director; next to him Mr. A. G. Day, Vice-President, Engineering, and next to him, Mr. Roy Fabish, Executive Vice-President.

Mr. Griffiths will be the principal witness and he has been good enough to provide us with a précis of his evidence to which is attached an estimate of cost which he will discuss in the course of his evidence. Are you ready to proceed, Mr. Griffiths?

Mr. S. W. Griffiths (President and Managing Director, Bushnell Television Company): As ever.

The Chairman: Please proceed. Oh, pardon me, before you proceed, I apologize to the Committee, but I would like collectively to introduce to the Committee the young people who are sitting near the windows. They are students who are employed by the House of Commons for the summer. We welcome you to our Committee. They are indexers and have other functions related to the Committees Branch, I am advised.

Mr. Griffiths: Mr. Chairman, I have taken the liberty of actually not making a précis, but these are in fact the remarks I would like to make. With your permission I will read them.

The Chairman: Please do.

Mr. Griffiths: I will then be glad to try and answer any questions.

We believe that developments in broadcasting, particularly television, have been proceeding during the past several years which should be of interest to members of the House and the government which are directly linked to our democratic process and an informed

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi, 20 mai 1970.

Le président: Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît.

Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir comme témoins des représentants de la compagnie de télévision Bushnell qui est mieux connue ici, en toute déférence pour M. Bushell, comme la station CJOH. Je voudrais présenter nos témoins.

Tout d'abord, M. Bushnell, président du Conseil d'administration. A ma droite, M. W. Griffiths, président et directeur gérant; à coté de lui, M. A. G. Day, vice-président (génie), et M. Roy Fabish, vice-président exécutif.

M. Griffiths sera le témoin principal. Il a été assez aimable pour nous donner un texte de son témoignage ainsi qu'un résumé des frais dont il discutera au cours de la séance. Êtes-vous prêt à commencer, monsieur Griffiths.

M. S. W. Griffiths (président et directeur gérant, la compagnie de télévision Bushnell): Oui.

Le président: Allez-y, je vous en prie. Pardon. Je m'excuse auprès du Comité, je voudrais présenter au Comité les jeunes gens qui sont assis près de la fenêtre. Ce sont des étudiants qui ont été engagés par la Chambre de communes pour l'été. Nous vous souhaitons la bienvenue au Comité. Ils dressent des index et ont d'autres tâches en rapport avec la division des Comités.

M. Griffiths: Monsieur le président, j'ai pris la liberté de ne pas faire un résumé. En fait, il s'agit de certaines remarques que j'aimerais faire et que je voudrais lire, si vous m'y autorisez.

Le président: Je vous en prie.

M. Griffiths: Je serai ensuite très heureux de répondre aux questions.

Nous sommes convaincus que l'évolution de la radiodiffusion, en particulier de la télévision, a avancé très rapidement au cours de ces dernières années et cette évolution devra intéresser les députés et le gouvernement dans la mesure où cela a un rapport pour l'évolution

[Text]

electorate on which it is based. The chief of these developments is the swift expansion throughout the country of cable distribution of television signals; cablevision as it has come to be known.

The significant change brought about by cablevision is the possibility of economically increasing the national distribution of programs in a substantial part of the country at the present and in the not very distant future, the complete population of Canada. Cablevision has had an explosive development in recent years, expanding by 45 per cent in 1969 alone. At present there are about 400 systems in operation serving almost 1 million homes: about 22 per cent of the households in urban areas over 10,000 homes in Canada. The Canadian development of cablevision has been much more rapid than in the United States.

These systems offer the technical opportunity to increase the distribution capacity for both sound and picture transmission and seem to offer the most practical way of improving our Canadian broadcasting system both as to availability and choice. As a broadcaster, I look forward to the next few years which will likely be the years of the most profound change in Canadian broadcasting history.

The immediate point, however, is that today in a substantial number of Canadian cities we already have at hand the means of distributing, without truncation or editing and in both official languages, the entire proceedings of the House of Commons, simultaneously and in colour, a kind of instantaneous electronic *Hansard*. To our mind the possibility of televising the entire proceedings without deletion or addition to a substantial part of the country immediately and to the entire country in the next few years, removes one of the greatest objections to the invasion of the House by cameras and has the effect of infinitely increasing the visitors' gallery.

• 1545

The other aspect of broadcasting that affects the proposal to televise the proceedings of the House is the development of new, small colour cameras which can be unobtrusively mounted on suitable pedestals and remotely controlled from a central control room making the presence of cameramen within the Chamber unnecessary and indeed, the cameras almost unnoticed. These cameras produce standard colour pictures, meeting all broadcasting specifications and operate on

[Interpretation]

du processus démocratique. L'élément le plus important de cette évolution est l'implantation rapide de la télévision par câble, c'est-à-dire la distribution des signaux par câbles à travers le pays.

Le changement important apporté par la télévision par câble est la possibilité d'augmenter économiquement la distribution nationale des programmes dans une grande partie du pays à l'heure actuelle et dans un avenir très proche de desservir la population entière du Canada. La télévision par câble a évolué très rapidement au cours de ces dernières années. Elle a augmenté de 45 p. 100 en 1969 seulement. A l'heure actuelle, il y a environ 400 systèmes qui sont exploitées et qui servent environ 1 million de foyers, c'est-à-dire environ 22 p. 100 des familles des régions urbaines représentant 10,000 foyers au Canada. Le développement de la télévision par câble au Canada a été beaucoup plus rapide qu'aux États-Unis.

Ce système permet d'augmenter les possibilités de distribution aussi bien pour la transmission du son que de la transmission image et semble en somme permettre d'améliorer de la façon la plus simple notre système de radiodiffusion canadien aussi bien en ce qui concerne le choix que la disponibilité. En tant que radiodiffuseur, je suis certain qu'au cours de ces prochaines années nous serons témoins de l'évolution la plus marquée de la radiodiffusion canadienne.

Dans l'immédiat cela veut dire que dans un grand nombre de villes canadiennes nous avons déjà les moyens de distribuer sans coupure et dans les deux langues officielles, tous les débats de la Chambre des communes simultanément et en couleur. En fait un haras électronique instantané. A notre avis, la possibilité de téléviser tout sans suppression, sans ajouter ou éliminer quoi que ce soit, dans tout le pays, au cours de ces prochaines années, enlève une des plus grandes objections à l'invasion de la Chambre par des caméras et fera du pays entier la tribune des visiteurs.

L'autre aspect de la radiodiffusion qui affecte la proposition de téléviser les débats de la Chambre, c'est le développement de nouvelles petites caméras en couleur qui peuvent être placées discrètement sur des supports convenables et commandées à distance d'une salle centrale qui rendra inutile la présence de cameramen à la Chambre. Les caméras elles-mêmes seront presque invisibles. Elles donnent des images en couleur normales qui correspondent à toutes les prescriptions de

[Texte]

considerably lower light levels than older colour cameras which require a much higher level of illumination with consequent heat and discomfort to those being televised.

The lighting level in the Commons Chamber at the present time is about 30 footcandles and the range of the new cameras is about 35 to 40 footcandles. Our engineers have surveyed the House and believe we can increase the light level almost imperceptibly by simply substituting more efficient lighting units for those now in use. The Chamber already has an exhaust system in the roof which is not normally in use and our engineers report that this existing system is sufficient to dissipate any additional heat from lights leaving the temperature of the Chamber unchanged. The lighting will not glare in the eyes of the members since it mostly falls in the Chamber by being indirectly reflected from the ceiling of the House. The new level would be from 40 to 50 footcandles.

The cameras themselves would be mounted on remotely controlled panning and tilting heads and tucked unobtrusively under the overhang of the galleries above the members' heads. Other than for routine maintenance or emergency replacement, operators would not be needed in the House, a decided advantage to the members. I have some sketches up here and perhaps you might like to look at them later. We can come back to them. We could even arrange that the red lights normally showing a camera in use would not operate, disconcerting perhaps to prima donnas but contributing to a continuation of normal standards of deportment.

Our plan of coverage would employ five cameras located approximately as shown in the rough drawing and providing complete coverage of the Chamber. Our estimates of cost are prepared in various stages. The first stage would provide for continuous live coverage of the House for a total of \$278,600 in capital cost and annual operating cost of \$59,200. The second stage would provide videotaping facilities for the recording of the live coverage and this suggestion is broken down into two parts, the first to simply provide a video record of the day's activities, a truly electronic *Hansard* using standard one-inch helical scan recorders which are less expensive to operate and purchase than standard broadcast video recorders.

These recorders would, however, be perfectly satisfactory visual records for archive

[Interprétation]

la radiodiffusion et pouvant fonctionner avec beaucoup moins de lumière que les anciennes caméras en couleur qui demandent beaucoup plus de lumière, ce qui augmente la chaleur et incomode les gens qui sont télévisés.

A l'heure actuelle, l'intensité de la lumière à la Chambre des communes est d'environ 30 unités d'éclairement et la portée des nouvelles caméras est d'environ 35 à 40 unités d'éclairage. Nos ingénieurs ont inspecté la Chambre et ils pensent que nous pouvons augmenter le niveau de lumière presque imperceptiblement simplement en substituant des unités d'éclairage plus efficaces que celles utilisées actuellement. La Chambre a déjà un système d'évacuation dans le plafond qui n'est normalement pas utilisé et nos ingénieurs nous font savoir que le système actuel est suffisant pour dissiper toute chaleur supplémentaire causée par les lumières, ce qui ne changerait pas la température de la Chambre. L'éclairage n'éblouira pas les députés car il sera indirectement réfléchi par le plafond de la Chambre. Le nouveau niveau sera de 40 à 50 unités d'éclairage.

Les caméras elles-mêmes seront montées sur des plate-formes de panoramique et à bascule qui seront contrôlées à distance et se trouveront discrètement sous le porte-à-faux des galeries au-dessus de la tête des députés et en dehors de l'entretien de routine où des réparations d'urgence, les opérateurs ne seront pas nécessaires à la Chambre, ce qui est un avantage indéniable pour les députés. J'ai certains croquis ici que vous pourrez examiner plus tard. Nous pourrions même faire de telle façon que les lumières rouges qui indiquent qu'une caméra est en train de fonctionner ne soient pas allumées, ce qui déconcerterait peut-être les primas donnas mais contribuerait au fonctionnement normal de la Chambre.

Nous aurons 5 caméras se trouvant comme indiqué sur le croquis et couvrant complètement la Chambre. Nos estimations ont été préparées en plusieurs étapes. A la première étape il y aurait un reportage filmé en direct continu de la Chambre pour \$278,600 en immobilisations et des frais d'exploitation de \$59,200 par an. A la deuxième étape, il y aurait l'installation d'un système vidéo pour enregistrement en direct. Cette étape est divisée en deux parties. D'abord, nous aurons un enregistrement vidéo de ce qui s'est passé durant la journée, i.e. un *hansard* électronique se servant d'enregistreurs balayeurs hélicoïdaux d'un pouce qui sont moins chers à exploiter et à acheter que les enregistreurs vidéo normaux.

Ces enregistreurs fourniraient des enregistrements visuels parfaitement satisfaisants

[Text]

purposes. The cost of such recording facilities would be \$98,000 capital cost and \$66,000 annually in operating cost, mostly for the tape that the recorders use. The second part of this section shows that the cost of standard broadcasting video recorders is considerably more expensive and more expensive to operate. These costs are \$183,000 in capital outlay and \$276,000 annual operating cost.

The third part of the cost development is the inclusion of a small interview studio containing two of the similar cameras situated adjacent to the control room which we suggest might be the space now allocated to the film cameramen on the first floor near the stairway to the Chamber. This would be convenient for members and might be an auxiliary to the activities of the House, interviews with members, commentary, press conferences and so on. These two cameras might be portable for use in other parts of the building, in committee rooms and so on. The cost of such a facility is approximately \$95,200 in capital cost and \$10,100 in operating costs annually.

The details of all these costs is appended here together with a rough sketch of camera locations. No allowance has been made for rental of space or the adaptation of space for control room or studio but these are not expected to be excessive. No allowance has been made for power because only a negligible amount is required.

If I may I will come back to the costs at the conclusion of these remarks.

Bushnell Communications Limited is a member of the CTV network and is involved in the production of television programs for both conventional broadcasting and for cablevision. We are owners of television stations and cable systems and at the present time have applications before the CRTC to purchase additional radio and television stations as well as several cable systems in various parts of the country. Because we believe the kind of live simultaneous colour television of the House of Commons proceedings will contribute to the development of our Canadian democratic political system and that in reflecting the work of the House we shall be adding substantially to the quality and value of our Canadian broadcasting system, we are prepared to do two things.

We are prepared to demonstrate to the House and this Committee the practicality of

[Interpretation]

pour les archives. Ces installations d'enregistrement coûteraient \$98,000 en immobilisations et \$66,000 par un en frais d'exploitation, principalement pour la bande utilisée par les enregistreurs.

La deuxième partie de cette section démontre que les enregistreurs standards pour le système vidéo sont beaucoup plus onéreux et beaucoup plus coûteux à exploiter. Ils représentent \$183,000 en immobilisations et \$276,000 en frais d'exploitation annuels.

Quant à la troisième partie des coûts, il s'agit d'inclure un petit studio d'entrevues avec deux caméras identiques à celles se trouvant à proximité de la salle de contrôle, qui, à notre avis, pourrait être l'espace accordé actuellement aux cameramen sur film, au premier étage près de l'escalier qui mène à la Chambre. C'est un arrangement qui pourrait être pratique pour les députés et qui pourrait compléter les activités de la Chambre; entrevues avec les députés, conférences de presse, etc. Ces deux caméras pourraient être portatives et pourraient être installées ailleurs, par exemple, dans les salles de comité. Ces installations représenteraient \$95,200 en immobilisations et \$10,000 en frais d'exploitation par an.

Le détail de tous ces frais figure en appendice ainsi qu'un croquis de projet de l'emplacement des caméras. Nous n'avons pas tenu compte de la location ou de l'adaptation de locaux pour la salle de contrôle et le studio, mais ces frais ne seraient pas très élevés. Nous n'avons pas calculé le coût en électricité car nous croyons qu'il n'en faudra pas beaucoup.

Je reviendrai, si vous le voulez bien, au coût, à la fin de mon intervention.

La compagnie *Bushnell Communications Limited* fait partie du réseau CTV et s'occupe de la production de programmes de télévision pour la radiodiffusion normale et pour la télévision par câble. Nous sommes propriétaires de stations de télévision et de systèmes à câble et, à l'heure actuelle, nous avons présenté des demandes au CRTC pour acheter des stations de radio-télévision supplémentaires ainsi que plusieurs systèmes à câble dans diverses parties du pays. Parce que nous sommes convaincus que la télévision simultanée en couleur en direct des débats de la Chambre contribuera au développement du système politique démocratique canadien et que le fait de présenter le travail qui se fait à la Chambre donnera beaucoup plus de valeur à notre système de radiodiffusion canadien, nous sommes prêts à faire deux choses.

Nous sommes prêts à prouver à la Chambre et au Comité que notre proposition est prat

[Texte]

our proposal here without charge, and further if the Committee agrees that the activities of the House of Commons should be televised, we are prepared to undertake the capital costs of providing the equipment and the annual operating costs and distribute the complete service on the cable systems owned now by our company or acquired in the future.

Further we are prepared and even anxious to make the television and sound feeds available to other cable systems on a basis that will see our costs amortized over a reasonable period, say five years, and our annual operating costs met.

• 1550

We are not trying to acquire the exclusive rights to the programs, but simply to extend the boundaries of broadcasting in this country, and to assist, if information can, the continuation and the development of our representative form of government.

We obviously cannot commit all cable companies to the expense of carrying the proceedings, but we believe most large systems will feel the obligation to do so, and in doing so will make it possible for even small systems in smaller communities to carry the service. We cannot of course bear the responsibility for other uses, perhaps edited uses of the service by other parts of the broadcasting system or other media, but it would seem to us with the complete service available to most Canadians, and eventually available to all Canadians, the possibility of such other uses does not present too dangerous a thought.

Obviously the service would be available to the House for internal distribution for library and archival use and our company would think it proper that such costs would be the responsibility of Treasury Board, but we do not expect these costs to be large. It is difficult to estimate these costs until some general outline of use is obtained, but we believe in general such a proposal as this one offers the least cost with maximum safeguards to the public both immediately and for the future.

Now, if you will turn to page six, I can work through these figures with you.

The capital cost of the live pick-up is \$278,600, and the annual operating costs to the right of it, and the annual amortization of

[Interprétation]

que, ici, sans frais, et de plus, si le Comité est d'accord pour que les activités de la Chambre des communes soient télévisées, nous sommes disposés à prendre à notre charge les immobilisations pour le matériel et les frais d'exploitation et à distribuer tout le service sur le système à câble actuel de notre compagnie ou celui qui sera acquis à l'avenir.

De plus, nous sommes tout à fait prêts et même désireux à mettre ce système de télévision et de son à la disponibilité d'autres systèmes à câble sur une base qui nous permettra d'amortir nos frais pendant une période raisonnable, cinq ans, disons, et de défrayer nos coûts d'exploitation annuels.

Nous n'essayons pas d'obtenir les droits exclusifs aux programmes, mais simplement d'étendre les limites de la radiodiffusion au Canada, et aider, si c'est possible par la voie de l'information, le développement de notre forme représentative de gouvernement.

Il est évident que nous ne pouvons pas engager toutes les compagnies à câble à transmettre ces débats, mais nous pensons que la plupart des systèmes importants se sentiront obligés de le faire, et en le faisant, ça permettra même aux petits systèmes dans les petites collectivités de diffuser ce service. Nous ne pourrons être responsables des autres utilisations, c'est-à-dire les utilisations de versions découpées par d'autres éléments du système de radiodiffusion ou par d'autres systèmes de communication de masse. Mais il nous semble que puisque le service sera donné la plupart des Canadiens, et éventuellement à tous les Canadiens, la possibilité qu'il y ait des utilisations différentes n'est pas très dangereuse.

Évidemment, ce service serait disponible à la Chambre pour distribution interne, pour la bibliothèque et les archives, et notre compagnie est d'avis que ces frais seraient la responsabilité du Conseil du Trésor, mais nous ne pensons pas que ces frais seront très élevés. Il est difficile de les estimer avant d'avoir une idée d'ensemble de l'utilisation. Nous pensons qu'en général une telle proposition offre le minimum de frais avec le maximum de garanties pour le public, aussi bien immédiatement que dans l'avenir.

Nous en venons maintenant à la page 6. Je pourrais étudier ces chiffres avec vous.

Les immobilisations de la prise en direct sont de \$278,600, et à la droite de ce chiffre vous verrez les frais d'exploitation annuels et

[Text]

those costs based on a five-year basis and the declining balance.

The next item is the two versions of recording. A cheaper version and a full broadcast standard version. The cheaper version with three machines is \$98,000 capital expenditure, \$66,000 operating, amortized as shown. The subtotal is the cost of providing and operating for the live pick-up above and the recording; \$376,600 in the case of the cheaper, \$461,600 in the case of the full broadcast standard machine. The cost of operating is \$335,000.

The interview facilities are shown at \$95,200, operating \$10,100, and then showing the alternatives of the two recording systems, the expensive and the less expensive one: \$471,800 and \$556,800 in capital, operating, \$135,300 and \$345,300.

I should comment here that some days ago the CBC President gave some evidence to this Committee, and I have the Canadian Press dispatch. I thought you might like to compare the costs of the two.

There is one thing I cannot quite understand in the story as contained in the press wires, and that is that the President of the CBC seemed to provide for the capital expenses and for the operating expenses with the exception that he did not provide any videotape costs. He provided the manpower but he assumed that the videotape would be used and reused.

In our opinion, if you are going to the expense of recording it, you would want to keep the record of the proceedings; in that case it would be necessary to provide enough tape to make a record of it. Their figures do not seem to contain that, and if you wanted to compare the two figures—for what the CBC was suggesting in capital expenditures of \$1,050,000, our estimate would be \$461,600, rather less than half.

In the case of the operating expenses they show \$175,000, but \$60,000 in tapes. If I subtracted the \$60,000 in tape because we think the \$60,000 is an inadequate amount, that would leave \$115,000 in operating; and comparing that in our case it would be about \$110,000, not much difference in the actual operating costs.

I really think, to be realistic, one should include the cost of the tape in the recording,

[Interpretation]

l'amortissement annuel de ces frais basé sur une période de cinq ans, ainsi que le solde décroissant.

Au poste suivant, il s'agit des deux versions d'enregistrement, une version à meilleur marché, et la version normale de radio-diffusion intégrale. La version à meilleur marché avec trois appareils représente \$98,000 en immobilisations, \$66,000 pour frais d'exploitation et l'amortissement tel qu'indiqué. Le total partiel représente les frais d'approvisionnement et d'exploitation pour l'enregistrement et pour la prise de vue en direct indiquée plus haut; \$376,000 pour la version à meilleur marché et \$461,000 pour la version normale de radiodiffusion intégrale, et les frais d'exploitation sont de \$335,000.

Les installations pour les entrevues coûtent \$95,200, les frais d'exploitation sont de \$10,100. Ensuite il y a les frais respectifs des deux systèmes d'enregistrements, celui qui coûte cher et celui à meilleur marché: \$471,800 et \$556,800 en immobilisations, et \$135,300 et \$345,300 en frais d'exploitation.

Il y a quelques jours, le président de Radio-Canada a témoigné au Comité. J'ai la dépêche de la Presse canadienne; on pourrait comparer les frais des deux systèmes.

Il y a une chose que je ne comprends pas très bien dans le télégramme de la presse. Le président de Radio-Canada semble avoir tenu compte des immobilisations et des frais d'exploitation excepté qu'il n'a pas prévu les coûts d'enregistrement du son et des signaux vidéo sur bande magnétique. Il a prévu la main-d'œuvre tout en supposant que les bandes magnétiques vidéo seraient utilisées et réutilisées.

A notre avis, si vous dépensez de l'argent pour enregistrer, vous voudrez conserver l'enregistrement des délibérations. Dans ce cas, il faudrait avoir suffisamment de bandes pour les mettre aux archives. Mais leurs chiffres n'en tiennent pas compte. Si vous voulez comparer les deux chiffres pour les immobilisations, celui de Radio-Canada est de \$1,050,000 et quant à nous, il s'agit de \$461,600 un peu moins de la moitié.

Dans le cas des frais d'exploitation, Radio-Canada indique \$175,000, mais \$60,000 pour les bandes. En soustrayant ces \$60,000, car nous pensons que c'est une somme insuffisante, il y aurait \$115,000 de frais d'exploitation. Dans notre cas le chiffre est d'environ \$110,000, ce qui n'est pas une grosse différence des frais d'exploitation réels.

Pour être réaliste, on doit tenir compte du coût des bandes magnétiques pour l'enregis-

[Texte]

otherwise the units are not worth very much to us.

I am sorry, I was wrong. It was \$66,000 and add \$16,000, about \$85,000 in operating costs compared with \$115,000 for the CBC.

If you are interested, attached to these are the actual working estimates of the equipment that would be contained in this proposal. I would recommend that if one wants to go as far as providing cameras in the House and recording facilities for it for the extra cost that is involved, the small recording studio alongside would be a practical and economical addition.

• 1555

If you are interested, this is actually a drawing of this highly coloured picture. There are two directions as you can see, and the cameras are located there, there, there, and there, and looking at it from the other end, the fifth camera is down there, these two cameras here, and these two cameras here.

Our artist has simply drawn the cameras to scale, painted brown as they would be and shown in this picture they would be virtually invisible in the House. You might like to examine this one close up, it is rather difficult to see it at a distance. If you like I could pass it around.

Those are my remarks, Mr. Chairman. I would be glad to try and answer any questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Griffiths. We are ready for questions, gentlemen. Mr. Lambert, Mr. Francis. To start off with I recognize Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, thank you very much.

The question of the costs and so forth as to comparisons to see whether the two installations are the same thing—well, I do not want to get involved in the matter of costs.

What concerns me though is if you go to the trouble of these installations and a broadcasting system using either cablevision or otherwise, devoting time and energy to the transmission of the proceedings in this House and in Committee, what estimate do you make of the people who will receive it at the other end and who will consistently receive it. I mean, is this something that is likely to have any listener or viewer appeal?

Mr. Griffiths: That is a hard question to answer and an easy question to ask in the

[Interprétation]

trement, sans quoi les chiffres ne valent pas grand-chose.

Je m'excuse, j'ai fait une erreur. C'était \$66,000 plus \$16,000, donc environ \$85,000 de frais d'exploitation par rapport à \$115,000 pour Radio-Canada.

Si cela vous intéresse, voilà les devis d'exploitation de l'équipement qui serait compris dans cette proposition. Je recommanderais, si on veut prévoir des caméras à la Chambre et des installations d'enregistrement, pour les coûts supplémentaires en jeu, qu'un petit studio d'enregistrement serait pratique et économique.

Si cela vous intéresse, je vais vous montrer un dessin de cette photo en couleur. Les caméras sont dans deux directions et se trouvent dans ces quatre emplacements, là, et la cinquième caméra se trouve là-bas.

Notre dessinateur a fait un dessin à l'échelle des caméras et il a peint les caméras en brun telles qu'elles le seraient en réalité, démontrant ainsi qu'elles seraient pratiquement invisibles à la Chambre. On pourrait peut-être examiner ce dessin-ci de près, c'est difficile à voir de loin. Si vous le voulez, je vais le faire circuler.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président, et il me fera plaisir de répondre aux questions.

Le président: Merci, monsieur Griffiths. Nous sommes prêts à passer à la période des questions, messieurs. Monsieur Lambert, ou monsieur Francis. Je passerai d'abord la parole à M. Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, merci beaucoup.

En ce qui concerne les frais, etc., et une comparaison entre les deux installations, je n'ai pas l'intention de m'attaquer aux coûts.

Il y a une chose qui me préoccupe cependant. Si on prévoit ce genre d'installations et s'il y a un système de radiodiffusion se servant de la télévision par câble ou d'un autre service afin de s'occuper de la transmission des débats de la Chambre et des Comités, à votre avis, combien y aura-t-il de gens qui écouteront cela et qui suivront les débats de façon constante? Est-ce que c'est quelque chose qui aura vraiment un public?

Mr. Griffiths: Il est difficile de répondre à cette question; c'est une question qui est

[Text]

sense that obviously I am not sure that it would have an absolutely steady audience all the time. I am sure as interests and issues rose and fell in the House the audience would reflect this throughout the country. I believe there would be a good audience for this. I think the cable companies would recognize this would be the case and would be quite happy to undertake their share of the cost of providing that service to their subscribers.

I think cablevision is going to be the ultimate form of television distribution in this country, and it seems to me that with the additional channels the cable system has available to it, and which is the characteristic of cablevision, the proceedings from this House and probably from provincial houses will be a standard service that Canadian viewers and listeners will come to expect and simply fit into their lives in the years ahead.

• 1600

Mr. Lambert (Edmonton West): The reason I asked is that while there are moments when people would be interested, such as during the budget and other odd debate, consistent viewing by the public would tend to be very low. After all, even though you multiply the number of channels for viewing, there is only one set in each home and it is up to the viewer to decide which program he will watch.

Mr. Griffiths: That is not necessarily true, Mr. Lambert; at the present time many homes are equipped with several sets.

Mr. Lambert (Edmonton West): I realize that, but what I am concerned about is that in so far as the individual is concerned, he can watch only one program at a time.

Mr. Griffiths: If you mean that simply increasing the number of channels and the choice to viewers does not increase their hours for viewing, you are quite right. I think what it does do is make their hours of viewing more logical and perhaps they can organize their time a little better.

If, for instance, we were to consider a fully developed cablevision system—looking ahead five or ten years—it might have 25 channels which would be available all through the country, say, half in French and half in English, and it would not have to be organized in the way in which broadcasting is at the present time. We would not have to consider

[Interpretation]

facile à poser. Je ne suis pas certain que nous aurions un public constant. Je suis certain que les hauts et les bas des débats de la Chambre seraient reflétés dans la réaction du public à travers le Canada. Je pense qu'il y aura un bon public, et que les compagnies de câble en tiendraient compte et seraient très heureuses de participer aux frais de transmission des débats à leurs abonnés.

Je suis convaincu que la télévision par câble sera la forme finale de distribution de télévision au Canada. Je pense qu'avec les canaux supplémentaires que le système par câble nous donne et qui est la caractéristique de la télévision par câble, que les délibérations de la Chambre et probablement des assemblées législatives provinciales seront un service normal que les téléspectateurs canadiens viendront à suivre et qui fera partie de leur vie au cours des années à venir.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vous posais cette question parce que quoiqu'il y aura des moments où les gens s'intéresseront à un débat particulier, par exemple, sur le budget ou quelqu'autre sujet, le public ne suivra pas cela d'une façon constante. Bien qu'on puisse multiplier le nombre de canaux, il n'y a qu'un seul poste dans chaque maison où le téléspectateur décidera de regarder un programme ou un autre.

M. Griffiths: Ce n'est pas nécessairement vrai, monsieur Lambert. A l'heure actuelle, il y a de nombreux foyers qui ont plusieurs postes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, je m'en rends compte, mais ce qui me préoccupe c'est que dans le cas individuel chaque personne ne peut regarder qu'un programme à la fois.

M. Griffiths: Si vous voulez dire que simplement augmenter le nombre de canaux et des choix des téléspectateurs n'augmente pas les heures durant lesquelles ils peuvent regarder la télévision. Pour cela, je suis d'accord. Mais toutefois je pense que les heures qu'ils ont pour regarder la télévision sont plus logiques et donc ils peuvent peut être organiser leur temps un peu mieux.

Si nous songeons à un système de câble pleinement développé d'ici cinq ou dix ans, il pourrait y avoir 25 canaux, la moitié en français, la moitié en anglais, et il ne devrait pas nécessairement être organisé comme la radio-diffusion l'est maintenant. Chaque canal n'aurait pas à retransmettre le poste A, B, ou C. Grâce à une programmation horizontale nous

[Texte]

each channel rebroadcasting station A, station B or station C—if you like, horizontally programmed—we could reorganize the buttons, with 25 of them, so that perhaps you would choose your programming by category and button A would be news, button B would be sports, button C would be children and so forth. Much of this material would be repeated, rotating on a 24-hour basis in the case of topical things being updated all the time. So that a person would not be at the mercy of somebody else's schedule. In fact you could build your own schedule to suit your own convenience. Now I think this may not increase the number of hours of people's viewing but I think it will certainly increase the intensity of their viewing.

For those who are not familiar with the term, cablevision is simply a special kind of coaxial wire that is carried along the ground, it has amplifiers periodically, and from this wire taps can be made into individual homes. The feature of this wire is that it can carry a very large number of channels, 40 or 50 if we wish. At the present time the standard number of channels that most cablevision systems carry is 12, corresponding to the number of buttons on the average television set.

But already in large urban areas that number is being strained, they want more buttons and more channels because there are other services to provide. It is thought that for instance in the immediate years ahead cablevision will be the distribution means for Educational Television rather than UHF transmitters transmitting them directly through the air.

• 1605

All in all, many broadcasters look to cable as a revolution in the form of distribution of television and sound broadcasts, because it also can carry FM programs and sound broadcasts only. We virtually have come to the end of the technical development of our system in this country in that we have run out of channels in most areas. We are driven to improvise and perhaps even to go into the UHF or ultra high frequency channels, but so far most of the viewing on these channels is in the United States because we have little experience with it in this country. It has been unfortunate that the largest number of these commercial channels are not successful economically because many people do not have UHF equipment in their receivers and so they cannot receive them. Of course

[Interprétation]

pourrions réorganiser les boutons, en avoir 25, et vous pourriez choisir vos émissions par catégorie. A, serait les nouvelles et B, les sports, C les programmes pour enfants, etc. Et une grande partie de ce matériel serait répété sur une période de 24 heures en ce qui concerne les sujets d'actualités qui seraient mis à jour constamment. Alors les gens ne seraient pas à la merci des horaires des autres. En fait, un individu pourrait établir sa propre programmation pour satisfaire ses besoins. Je pense que cela n'augmenterait pas le nombre d'heures que l'on passe à regarder son poste, mais cela augmenterait certainement l'intensité avec laquelle on regarderait les émissions.

Pour ceux qui ne connaissent pas le terme télévision par câble, il s'agit tout simplement d'un fil coaxial spécial qui court au sol, qui a des amplificateurs à intervalles réguliers, et il peut y avoir des déviations pour aller dans les foyers individuels. La particularité de ce fil est qu'il peut transmettre un grand nombre de canaux, 40 ou 50 si l'on veut. A l'heure actuelle, le nombre ordinaire de canaux transmis par la plupart des systèmes de télévision par câble est 12, ce qui correspond au nombre de boutons sur le poste de télévision ordinaire.

Mais déjà dans les grandes villes, ce nombre est insuffisant, on veut plus de boutons, plus de canaux, parce qu'il y a différents services à transmettre. Par exemple, on pense que d'ici quelques années, la télévision par câble servira à la transmission de la télévision éducative au lieu d'avoir recours au système de transmissions directe par fréquences ultra-hautes par air.

Dans l'ensemble, beaucoup de gens dans le domaine de la télévision considèrent le câble comme une révolution dans la distribution de la télévision et de la transmission du son car avec le câble on peut aussi transmettre les émissions FM ainsi que des émissions purement radiophoniques. Au Canada, nous arrivons à la fin du développement technique de notre système, car nous sommes à court de canaux dans la plupart des régions. Il faut improviser et même se lancer dans les canaux à fréquences ultra-hautes, mais la plupart des émissions sur ces fréquences sont captées aux États-Unis parce que notre expérience est limitée dans ce domaine. Malheureusement, la plupart de ces canaux commerciaux ne sont pas rentables au point de vue économique car beaucoup de gens n'ont pas de poste de télévi-

[Text]

cablevision programs can be received on any standard set.

Cablevision is simply an immaculate way of extending our broadcasting choice, not just the choice of present service but in introducing a number of specialized services which the scarcity of channels at the present time would prevent. It is unthinkable, for instance, that a service such as the one I am describing could be broadcast on conventional transmitters. It could, of course, if we built all those transmitters, but it is unlikely we will do that and it certainly is not economical with the availability of cable.

Mr. Lambert (Edmonton West): To what extent do you foresee reasonable and fairly general development of cablevision for the country? Do you not find it rather more difficult in the rural areas?

Mr. Griffiths: Well you do at the present time. Actually, cable started in the rural areas. It was started as a device, first of all, for people in outlying sections of the country beyond the reach of ordinary television to find some television service, and to a great extent that provided television service for many rural viewers, especially those located behind mountains, in valleys and so on. But it has quickly spread now to the cities where, particularly with the commencement of colour television broadcasting, the reception that is obtained in most cities with high rise apartments and such like is so bad that colour television suffers very much indeed and really the only way to clean up the situation for the average urban dweller is to subscribe to a cable system. You are right that in the sense the development of cablevision has been an economical one in that they have provided service to the densely populated areas first, but I believe that the CRTC will take the view that citizens in outlying areas have no less requirements. In fact, socially speaking, people in outlying areas with fewer social facilities really need cablevision to a greater extent than people in cities, and I believe that they will get it. I think that one cannot describe a national cablevision system or a national broadcasting system in this country without the inclusion of those people who live outside cities.

The other thing, of course, is that within the same period of time the proportion of

[Interpretation]

sion adapté à la réception des fréquences ultra-hautes et ne peuvent les capter. Naturellement, les programmes de télévision par câble peuvent être captés par n'importe quel poste ordinaire.

La télévision par câble est simplement une façon impeccable d'étendre la gamme de nos choix sur le plan de la radiodiffusion. C'est non seulement l'extension des services ordinaires actuels mais l'introduction des services spéciaux que nous ne pourrions pas offrir maintenant à cause du manque de canaux. Par exemple, le service, comme celui que je décris ne pourrait pas être transmis par voie d'émetteurs ordinaires. Il serait possible de le faire si nous construisions tous ces émetteurs, mais cela semble peu probable, et ce n'est sûrement pas rentable avec l'avènement du câble.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): En quelle mesure pensez-vous qu'il y aura des développements raisonnables et assez généraux de la télévision par câble au pays? Ne croyez-vous pas que c'est plus difficile pour les régions rurales?

Mr. Griffiths: Oui, à l'heure actuelle. En fait, la télévision par câble a commencé dans les régions rurales. D'abord, cela servait aux gens qui étaient dans des régions éloignées, hors de portée des services de la télévision ordinaire à cause des montagnes et des vallées, et ainsi de suite. Mais cela s'est rapidement étendu aux villes où, notamment avec l'avènement de la télévision en couleur, la réception dans la plupart des villes qui ont des grands immeubles est si mauvaise que la réception de la télévision en couleur en souffre beaucoup. La seule façon de régler cela est de souscrire au système de télévision par câble.

Vous avez raison que le développement de la télévision par câble est économique, en autant qu'il a desservi les régions peuplées d'abord, mais je pense que la CRTC dira que les citoyens dans les régions éloignées non moins de besoins. En fait, au point de vue social, les gens de ces régions qui ont moins de loisirs ont plus besoin de la télévision par câble que les gens des villes, et je pense qu'ils l'obtiendront. Il est difficile de décrire le système de télévision par câble ici comme étant national sans inclure les gens qui habitent en dehors des villes.

Évidemment, il faut aussi tenir compte du fait que la proportion de gens qui vivent en

[Texte]

people living in outside areas is changing too and more and more people are living in cities. It is thought that within this next decade less than 20 per cent of Canadians will live outside urban areas.

Mr. Lambert (Edmonton West): True, but they still remain an important segment of the population.

Mr. Griffiths: Of course they do.

Mr. Lambert (Edmonton West): I was hoping that ultimately I could come back to the question of electronic Hansard and whether, in the light of the difficulty of maintaining reportorial staff and so forth, particularly on committees and in the House, whether this may be a substitute for that.

* 1610

Mr. Griffiths: It is quite practical in the committees. We would have to enlarge the facilities that we have suggested here if we were to handle all the committees that could be meeting simultaneously. But it is a very practical way to do it. There is, for instance, in this room enough light level at this moment to make pictures.

An hon. Member: On television.

Mr. Griffiths: Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you.

The Chairman: Mr. Francis.

Mr. Francis: Mr. Chairman, Mr. Lambert has anticipated some of my questions. I wanted to be sure that I understood Mr. Griffiths' proposal. Do I understand that there should be a complete simultaneously recording by television camera, which would be rebroadcast through cablevision, and one of the cablevision channels would be available presumably on a coast to coast network?

Mr. Griffiths: Not quite. I suggest that it should be a simultaneous live transmission as it happens and it should be carried on all cable systems and simultaneously recorded, the recording being for the purpose of library use in the House, for rebroadcast or for whatever purpose you want, but the point of my suggestion is that it should be instantly available to all viewers at the time the speech is made in the House.

Mr. Francis: And in your opinion cablevision is really the only technical means of doing that?

[Interprétation]

dehors des villes change aussi, et il y a de plus en plus de gens qui habitent en ville. On pense que d'ici 10 ans moins de 20 p. 100 des Canadiens habiteront à l'extérieur des centres urbains.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est vrai, mais c'est toujours un secteur important de la population.

M. Griffiths: C'est vrai.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais revenir au sujet du hansard électronique et je me demande si, à la lumière des difficultés qui existent de garder le personnel des comptes rendus et autres, notamment pour les comités et à la Chambre, ce ne serait peut-être pas un substitut pour cela.

Mr. Griffiths: Ce serait très pratique pour les comités. Il faudrait ajouter aux installations que nous avons proposées ici, s'il était question de nous occuper de tous les comités qui pourraient siéger simultanément. Mais c'est une façon très pratique de le faire. Par exemple, dans cette salle ici, il y a suffisamment de lumière à cet instant pour la prise de vues.

Une voix: A la télévision.

Mr. Griffiths: Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci.

Le président: Monsieur Francis.

M. Francis: Monsieur le président, M. Lambert a posé certaines des questions que j'allais poser moi-même. Je voudrais être sûr d'avoir compris la proposition de M. Griffiths. Est-ce exact qu'il faudrait qu'il y ait un enregistrement intégral simultané par les caméras de télévision qui serait retransmis par voie de télévision par câble, et qu'un des canaux de la télévision par câble serait disponible pour établir, probablement, un réseau d'un océan à l'autre?

Mr. Griffiths: Pas tout à fait. Je propose que ce soit une transmission en direct des délibérations, diffusée sur tous les réseaux de câble et enregistrée simultanément, les enregistrements étant destinés à la bibliothèque du Parlement, pour être diffusés à nouveau ou à toute autre fin désirée. Mais, l'essentiel de ma proposition, c'est que ces émissions parviennent aux spectateurs au moment où le discours est prononcé à la Chambre.

M. Francis: Et, à votre avis, la télévision par câble est le seul moyen de le réaliser?

[Text]

Mr. Griffiths: The only means that I know of that has a chance of distributing the entire proceedings throughout the country.

Mr. Francis: I think that is the key to it, the entire proceedings, which avoids the whole question of editing.

Mr. Griffiths: That is right. That is my point.

Mr. Francis: Mr. Lambert asked if you had any means of estimating the extent of the viewing audience. I presume that any television station would be free to select from this recorded transcript. Is that part of the package?

Mr. Griffiths: I think that would have to be part of the discussion that takes place. It seems to me that that would follow. Once we have provided the full transcript it seems logical to me that all of the mass media should have access to that material and they can do with it as they would if they...

Mr. Francis: There would be a simultaneous record, a tape?

Mr. Griffiths: Right.

Mr. Francis: And that tape would be fed into a central bureau?

Mr. Griffiths: That is right.

Mr. Francis: And that central bureau would have a pricing formula under which anyone could purchase tapes from it, presumably any parts they chose or selected?

Mr. Griffiths: That is right. I think Mr. Lambert was asking earlier, and you dealt with it in the first part of your question, about trying to get an idea how many people would be watching that.

Mr. Francis: Yes.

Mr. Lambert: If it will be exercised.

Mr. Griffiths: We think it will and we are prepared to gamble a considerable amount of money that it will. We do not think it is a gamble; we think it could become an expected service in this country. I think from time to time you would virtually have a saturated viewing audience in this country. I am sure that when Mr. Benson finally gets around to making his announcement that this will be a time, for instance, when everyone in the country will be watching with some interest.

Mr. Francis: The members of the House have some concerns. The first one relates to

[Interpretation]

[Interpretation]

M. Griffiths: Le seul moyen à ma connaissance de pouvoir diffuser dans leur intégralité, les délibérations à travers le pays.

M. Francis: Je pense que c'est la solution, les délibérations dans leur intégralité, ce qui nous dispense de les publier.

M. Griffiths: C'est exact. C'est ce que je veux souligner.

M. Francis: M. Lambert demande si vous avez les moyens d'évaluer le nombre des téléspectateurs. Je présume que toute station de télévision aura la possibilité de choisir parmi ces émissions enregistrées. Est-ce inclus dans le marché?

M. Griffiths: Je pense qu'on devra en parler au cours des discussions qui auront lieu. Une fois que nous avons fourni l'enregistrement intégral, tous les moyens de diffusion devraient avoir accès à ces matériaux et en disposer comme ils veulent s'ils...

M. Francis: Il y aurait également une bande magnétique correspondante?

M. Griffiths: Exactement.

M. Francis: Et cette bande magnétique serait transmise à un bureau central?

M. Griffiths: C'est exact.

M. Francis: Et ce bureau central aurait une liste de prix en vertu de laquelle il pourrait vendre des enregistrements sur bandes, probablement les parties que les acheteurs auraient choisies?

M. Griffiths: C'est exact. Je crois que M. Lambert a demandé précédemment, et vous en avez parlé dans la première partie de votre question, le nombre approximatif de téléspectateurs qui seraient intéressés.

M. Francis: Oui.

M. Lambert: Si le projet se matérialise.

M. Griffiths: Nous penserons qu'il se matérialisera et nous sommes disposés à mettre comme enjeu des sommes considérables, mais en fait, nous pensons qu'il a la possibilité de devenir un service effectif, au Canada. Je pense qu'occasionnellement vous aurez une auditoire de téléspectateurs saturés de ces émissions. Mais je suis sûr que lorsque M. Benson fera ses déclarations, ce sera le moment où tous les téléspectateurs canadiens regarderont l'émission avec intérêt.

M. Francis: Les députés ressentent certaines inquiétudes, d'abord au sujet du matériel

[Texte]

the physical facilities. You have indicated that five cameras will be adequate. Would this result in certain seats in the House being considered as prize seats in relation to a television camera?

Mr. Griffiths: No, I do not think so.

Mr. Francis: Would there really be a fair opportunity for a member if he sat in a relatively remote corner of the House? I would like to hear your views on whether you think this would really treat all members equally.

Mr. Griffiths: Has the sketch I sent around reached you yet?

Mr. Francis: Yes, I had a look at it.

Mr. Griffiths: If you will look at that sketch you will see that the cameras are located above the members heads and each of the cameras has a zoom lens, so you can come in from whatever distance you are away and fill the screen with a picture of that member. I really do not think there would be any prize seats with an arrangement of that kind. The CBC only suggested three cameras in their plan. In our case we thought five would do a better job and we are quite sure, and we can assure you, that there will be no jockeying for position. I am sorry, there is one position that would be a prize position, and that is the Speaker's.

Mr. Francis: That is perfectly in order. None of us would be concerned about that.

Mr. Chairman, I think all the members are concerned about what differences it would make to the House. It is quite obvious that this is more than just a *Hansard*. The words that are spoken are there for everyone to see. I wonder if Mr. Griffiths would care to speculate on the changes it would make with respect to the question period in the House or to some of the other proceedings in the House, because I think we can truthfully say that the presence of the cameras will make a difference to the House itself. I think that some of the members are concerned about this.

Mr. Griffiths: I think that would happen. I think the House would come to accept the cameras. As I say, they are very unobtrusive. They do not require people to operate them, so I do not think one would be conscious of them. However, I think it would cut down on newspaper reading, and such, if there was any danger that it would be shown on camera. I think it might tend to change some of the language of the House from time to time. Whether that would be a bad thing or a

[Interprétation]

nécessaire. Vous avez dit que cinq caméras seront suffisantes. En résultera-t-il que certaines places à la Chambre seront considérées comme étant des places de choix par rapport à la position des caméras?

M. Griffiths: Non, j'en doute fort.

M. Francis: Un député aurait-il l'occasion d'être vu sur les écrans s'il s'asseyait dans un coin éloigné de la Chambre? Je voudrais que vous me disiez, si tous les députés auront les mêmes opportunités d'être vu.

Mr. Griffiths: L'esquisse que je fais circuler, l'avez-vous vu?

M. Francis: Oui je l'ai regardé.

M. Griffiths: En étudiant l'esquisse, vous remarquez que les caméras sont placés au-dessus de la tête des députés, chaque caméra est pourvue d'un objectif à longueur focale variable ce qui permet à n'importe quelle distance de le braquer sur quelqu'un et de donner sur l'écran une image de cette personne. Je ne pense pas qu'il y aura de places de choix avec un arrangement de cette sorte. Dans son plan, Radio-Canada a proposé l'emploi de trois caméras. Nous pensons que cinq caméras seront plus efficaces et nous pouvons vous assurer que vous n'aurez pas besoin de vous disputer les places. Il y a une place qui sera une place de choix, ce sera celle de l'Orateur.

M. Francis: C'est normal, aucun d'entre nous n'en prendra ombrage.

Monsieur le président, je crois que tous les députés s'inquiètent des différences que cela entraînera à la Chambre. Il est évident qu'il s'agit bien plus que d'un *hansard*. Les téléspectateurs verront ceux qui parlent. M. Griffiths pourrait-il faire des commentaires au sujet des changements qui affecteront le temps alloué pour poser des questions ou d'autres procédures en vigueur à la Chambre? Je pense que nous pouvons dire en toute franchise que la présence des caméras modifiera l'atmosphère régnant à la Chambre. Je pense que certains députés s'en préoccupent.

Mr. Griffiths: Je pense que les députés s'habitueront aux caméras. Elles ne seront pas en évidence, et il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des opérateurs pour assurer leur fonctionnement, donc on peut oublier leur présence. Néanmoins, cette transmission télévisée des délibérations affectera la lecture des journaux, et je pense également qu'elle causera occasionnellement des changements du langage employé à la Chambre. Que ce soit bon ou mauvais, je l'ignore, mais je pense

[Text]

good thing, I could not tell you, but I think that over a relatively short period of time the cameras would be accepted as part of the woodwork and the House would carry on its operations in the way in which it always has.

Mr. Francis: I will pass for the moment, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. St. Pierre is next and then Mr. Deachman.

Mr. St. Pierre: Thank you, Mr. Chairman. I apologize for arriving a few minutes late. I may have missed something which bears on my first question. Do I understand correctly that this cable television system would be piped to all the cable television companies in Canada?

Mr. Griffiths: That is my proposal, yes.

Mr. St. Pierre: And it would be available on every set?

Mr. Griffiths: As I pointed out in my earlier remarks, I cannot commit all of the cablevision companies. See I can do is make the signal available to all the cablevision companies and hope that they will include them. Perhaps the CRTC might have some comments to make on this. I think if it were available, and the CRTC thought it was a worthwhile addition to Canadian television they might make it mandatory.

Mr. St. Pierre: They might class it as Canadian content.

Mr. Griffiths: Yes. I do not think that there is any doubt that it is Canadian content.

Mr. St. Pierre: Is it your suggestion...

Mr. Griffiths: I might say that as far as we are concerned this is not a cheap way of getting around the content regulations.

Mr. St. Pierre: Is it your suggestion that the cameras in the House and the feed to the precincts of Parliament would be Parliament's property and Parliament's operation and that the private stations would pick it up from that point onward, which was the basis of the CBC's submission.

Mr. Griffiths: No, it was my suggestion that in a sense we as a company would undertake this at no cost to Parliament. We are an Ottawa-based company so it is fairly logical for us to do it, and we would provide this service to Parliament without cost. We would hope to be able to recoup our costs, and we

[Interpretation]

qu'au bout d'une courte période, les caméras seront acceptées comme faisant partie du lambris et les députés conduiront leurs délibérations comme auparavant.

M. Francis: Je m'abstiens pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Saint-Pierre, je vous donne la parole, puis ce sera le tour de M. Deachman.

M. Saint-Pierre: Merci, monsieur le président, je m'excuse d'être en retard de quelques minutes. Dois-je comprendre que ce réseau de télévision sur câble sera relié à toutes les compagnies canadiennes de télévision par câble?

M. Griffiths: Oui, c'est ce que je propose.

M. Saint-Pierre: Et tous les postes y seront reliés?

M. Griffiths: Comme je l'ai signalé antérieurement, je ne peux pas prendre d'engagement au nom de toutes les compagnies canadiennes de télévision par câble. Je peux simplement leur offrir cette possibilité et souhaiter qu'elles en feront usage judicieusement. Le CRTC pourrait se prononcer sur ce sujet. Je pense que si c'était disponible et que la CRTC pensait que ce serait profitable à la télévision canadienne elle pourrait le déclarer obligatoire.

M. Saint-Pierre: Ils pourraient les déclarer contenu canadien.

M. Griffiths: Il est certain qu'il s'agit de contenu canadien.

M. Saint-Pierre: Voulez-vous dire...

M. Griffiths: En ce qui nous concerne, ce n'est pas un moyen détourné de faire entorse aux règlements concernant le contenu des programmes.

M. Saint-Pierre: Proposez-vous que les caméras se trouvant à la Chambre et les émissions transmises dans les locaux du Parlement appartiendront à ce dernier qui en assurera l'exploitation et que les stations privées opérant sur cette base proposée d'ailleurs par Radio-Canada?

M. Griffiths: Non, j'ai proposé que nous l'entreprendions, nous sommes établis à Ottawa, donc il est logique que nous le fassions, nous fournirions ce service au Parlement gratuitement. Nous espérons pouvoir récupérer nos frais et nous prendrions des dispositions pour ne pas en tirer de bénéfice.

[Texte]

would make whatever undertakings were necessary that we were not going to make a profit on it. We would accept the fact that for some time we might not recoup all our costs. One of the features of it would be that Parliament would have access to this material. It would, in fact be public material. We think that if they wish to keep copies of it, film records or tape records of it, that the cost of the records would be a legitimate cost against Treasury Board. I expect that in a sense it would be convenient to wire up the Parliament Buildings so that there would be monitors and viewing equipment in the various chambers, and so on. That is an expense which we think Parliament should probably bear but the cost of distribution to viewers outside this building, and even the cost of making the pickup within the building, is not part of our proposal; it is part of Parliament's expense.

Mr. St. Pierre: If I were the operator of a CATV operation in Vancouver, what inducement would there be for me to take this service?

Mr. Griffiths: I think the inducement might be a flood of letters from your subscribers asking why you do not have it on.

Mr. St. Pierre: How much will it cost me?

Mr. Griffiths: It would not really cost you any more. I think the basis of cablevision is a flat fee which all subscribers pay, but it will have to be adjusted from time to time as the cable people go deeper and deeper into programming. I am not thinking of this as a matter of surcharge; in our opinion it should be part of the obligation which Canadian cablevision broadcasters undertake, and I think the majority of them will feel that way.

Mr. St. Pierre: As a cable operator would there be an additional cost to me if I had 11 stations instead of 10?

Mr. Griffiths: No.

Mr. St. Pierre: It makes no difference?

Mr. Griffiths: No. It makes some difference to the system, though. Generally speaking, small systems are not able to provide as much service as big systems, but you do not buy it by the channel, so to speak; you pay a flat rate and the service is all included.

[Interprétation]

Nous accepterions le fait de ne pouvoir pendant quelque temps récupérer toutes nos dépenses. Le Parlement aura accès à ces matériaux qui en fait seront propriété publique. Nous pensons que s'ils veulent garder des exemplaires des films et des bandes enregistrées le Conseil du Trésor en assumera les frais. Il sera commode, dans un certain sens, d'installer un réseau dans les édifices du Parlement afin qu'il y ait des appareils de relais et des postes dans diverses salles. C'est une dépense à laquelle le Parlement aura probablement à faire face, mais les frais de diffusion aux téléspectateurs et de capter les émissions à l'intérieur de l'édifice incomberont au Parlement.

M. Saint-Pierre: Si j'exploitais une station CATV à Vancouver, quel intérêt aurais-je à présenter ce service?

M. Griffiths: Le nombre de lettres que vous enverraient vos abonnés vous inciteraient à le présenter.

M. Saint-Pierre: Combien cela me coûterait-il?

M. Griffiths: En fait, vous n'auriez pas de frais supplémentaires. Pour ce qui est de la télévision par câble, il y a un prix net que paient les abonnés, mais il devra être ajusté de temps en temps, vu que les exploitants de la télévision par câble présentent un plus grand nombre d'émissions. Je ne parle pas d'un prix additionnel, nous pensons que cela devrait faire partie des obligations qu'assument les exploitants de télévision sur câble, je pense que la plupart d'entre eux ont ce sentiment.

M. Saint-Pierre: En tant qu'exploitant de télévision par câble, aurais-je des frais supplémentaires si j'avais onze stations au lieu de dix?

Mr. Griffiths: Non.

M. Saint-Pierre: Cela ne fait pas de différence?

Mr. Griffiths: Non. Il y a une différence en ce qui concerne le réseau, généralement, les réseaux restreints ne peuvent pas offrir autant de service que les grands réseaux, mais vous n'achetez pas en fonction des canaux, vous payez un prix fixe et les frais de service sont inclus.

[Text]

• 1620

Mr. St. Pierre: In the matter of editing will your cameras zoom and pan as well?

Mr. Griffiths: Yes, they will. All of the controls for the panels would be grouped together in the control room like the controls of an airplane—you know, a joy stick really, and two operators would be able to see the proceedings going on in the House at all times on their monitors and simply manoeuvre their camera into position much as an operator would if he were in the Chamber.

Mr. St. Pierre: Now, in their selection which they must make, they could make some very pointed comments on the House by the process of selection, by panning...

Mr. Griffiths: Do you mean watching the sardonic grin on the Opposition's face...

Mr. St. Pierre: ...panning the empty seats.

Mr. Griffiths: Yes, this is possible. I think one could lay down some rules for coverage and if one were thinking of this as a *Hansard* rather than as an editing device, I think perhaps the instructions to the operators would be that you are concentrating on the Speaker at the time the Speaker is speaking and the member when the member is speaking and the reactions of the Opposition would not be necessarily a part of the thing. Mind you, if somebody were to rise from the gallery and hurl imprecations on the floor and that sort of thing, I suppose that sort of action one would want to follow but...

An hon. Member: What about heckling?

Mr. Griffiths: Heckling would be heard, yes.

Mr. St. Pierre: All these things might, of course, increase. Reactions in opposition to whoever was speaking, heckling, flamboyance on the part of the speaker.

Mr. Griffiths: Well, it might pose problems for the Speaker himself who would have to adjourn on this. I think, being realistic, that is a possibility. One has to measure that possibility against the benefit to the electorate at home—being better informed and being able to be informed at his election.

Mr. St. Pierre: Now, there is one considerable difference in your submission compared

[Interpretation]

[Interpretation]

M. Saint-Pierre: Pour l'enregistrement des images vos caméras effectuent également un zoom panoramique?

M. Griffiths: Oui. Tous les instruments des tableaux seront ensemble dans la salle des commandes, comme pour les commandes d'un avion, on utilisera un manche à balai, et deux opérateurs pourront suivre sur leur poste le déroulement des délibérations à la Chambre, de façon permanente, ils n'auront qu'à mettre les caméras en position comme le ferait un opérateur qui se trouverait dans la salle de la Chambre des communes.

M. Saint-Pierre: Or, dans le choix de leurs prises de vue ils pourraient faire des commentaires sarcastiques au sujet de la Chambre...

M. Griffiths: Vous voulez dire en observant les sourires sardoniques des députés de l'Opposition...

Saint-Pierre: ...en projetant une image des sièges vides.

M. Griffiths: Oui, c'est possible. Je pense que l'on pourrait établir des règles pour la prise de vue et si on y pensait comme aux instructions d'un *Hansard*, plutôt que d'un moyen de publication, on pourrait ordonner aux opérateurs de se concentrer sur l'Orateur au moment où il parle et sur le député quand il a la parole, il ne serait pas nécessaire de montrer les réactions des députés des partis adverses. D'ailleurs, si quelqu'un se trouvant dans la galerie se mettait à lancer des imprécations à l'adresse des députés, je suppose que l'on voudrait suivre ce genre d'action...

Une voix: Et quand des questions embarrassantes sont posées?

M. Griffiths: Oui, ce serait transmis.

M. Saint-Pierre: Ce genre de choses pourrait s'amplifier. Réactions adverses à tout député qui a la parole, harcèlement de questions, attitude pompeuse de l'Orateur.

M. Griffiths: Il est possible que l'Orateur lui-même qui devra décider de clore les débats ait à faire face à un problème. Cette possibilité existe, mais elle doit être considérée en fonction du fait que les électeurs seront mieux informés et pourront être mieux renseignés au sujet des activités de celui qu'ils élisent.

M. Saint-Pierre: Or, il y a une grande différence entre votre proposition et celle de

[Texte]

with the CBC's. The CBC came before us with a list of 16 parliamentary proceedings of recent months—I think they took it over the last couple of years—which they felt they would be interested in. Of course, as you know, the CBC proposal was not for continuous broadcasting but for selective views.

Mr. Griffiths: Yes. I know.

Mr. St. Pierre: And of the 16, only 3 were in Commons. The other 13 matters which they found interesting were the proceedings of committees but you make very little reference to committees here.

Mr. Griffiths: We have suggested that there be a provision for some portable equipment which could be moved from committee room to committee room or perhaps it could be permanently installed. All that is quite possible to do. It is just as practical—in fact, it is easier to do it in a committee room than it is in the Chamber.

Mr. St. Pierre: Yes, but how could this be used? If we have continuous broadcasting in the Chamber.

Mr. Griffiths: Well, that is the problem. The committee work, I think, would have to take second precedence. If one were thinking of the House itself, activities being the first priority and being broadcast simultaneously, it seems to me that the committee work could be contained in the period preceding this, before 2.30 and perhaps during meal-times and such like so that on a given day within a few hours, or on the following day perhaps the activities of committees could be seen.

Mr. St. Pierre: That would be rebroadcasting of tapes made.

Mr. Griffiths: Yes, those would be delayed.

Mr. St. Pierre: Committees such as this one which is meeting simultaneously with the House.

Mr. Griffiths: That is right.

Mr. St. Pierre: You are not disturbed that in the news judgment of the CBC people, the committees would have more audience appeal than the House. You have chosen the House.

Mr. Griffiths: Well, I have chosen the House because I disagree with the CBC's news judgment if that is what they have made. I think

[Interprétation]

Radio-Canada. Cette dernière nous a présenté une liste de 16 comptes rendus de délibérations parlementaires qui eurent lieu récemment. En fait, je pense qu'ils les ont prises au cours de ces deux dernières années, ce qui semblait pouvoir les intéresser. Comme vous le savez, Radio-Canada ne propose pas de transmission de façon permanente, mais d'effectuer une sélection.

M. Griffiths: Oui, je sais.

M. Saint-Pierre: Parmi les 16, trois seulement avaient trait à la Chambre des communautés. Les treize autres qui suscitaient leur intérêt, étaient les délibérations des comités, vous mentionnez à peine les comités dans votre mémoire.

M. Griffiths: Nous avons proposé l'introduction d'une disposition relative au matériel portatif, qui pourrait être transporté d'une salle de comité à l'autre, ou peut-être installé de façon permanente. Nous pouvons le faire, en fait c'est plus facile à accomplir dans une salle qu'utilise un comité qu'à la Chambre même.

M. Saint-Pierre: Mais comment en fera-t-on usage? Si les délibérations de la Chambre sont diffusées de façon continue?

M. Griffiths: C'est là le problème. Les travaux des comités devront occuper une place secondaire. Si l'on pense que les délibérations de la Chambre sont plus importantes et que leur diffusion doit être simultanée, il me semble que les travaux du Comité pourraient avoir lieu avant 14h.30 ou au moment du déjeuner afin qu'un jour donné, le jour suivant peut-être, on puisse diffuser les travaux d'un comité.

M. Saint-Pierre: Ce serait la diffusion à partir de rubans enregistrés.

M. Griffiths: Oui, elle serait différée.

M. Saint-Pierre: D'un comité comme celui-ci qui siège en même temps que la Chambre.

M. Griffiths: En effet.

M. Saint-Pierre: Vous n'êtes pas préoccupé par le fait que les agents de Radio-Canada aient choisi de diffuser les travaux des comités plutôt que ceux de la Chambre. Vous avez choisi ceux de la Chambre.

M. Griffiths: J'ai choisi les délibérations de la Chambre, parce que je n'approuve pas le choix de Radio Canada. Je pense que n'im-

[Text]

that there is more interest in the House. On any given day, I think that the question period and the time surrounding that provides the largest number of news stories that one would read about or see on television that day. The Committees are active and often good stories come out of them and they will continue to do but after all, the Chamber is the heart of our parliamentary system and I would think that to try and bypass it would really not be in anybody's interest.

Mr. St. Pierre: Just before I cease, Mr. Chairman, one general question which perhaps is so general that you may feel you cannot answer it. Do you foresee cable television actually replacing air station broadcasting in Canada and if so, how soon?

• 1625

Mr. Griffiths: Yes, I do.

Mr. St. Pierre: Replacing it?

Mr. Griffiths: Yes, I do.

Mr. St. Pierre: How soon?

Mr. Griffiths: Generally, you mean? Fully? Within 10 to 12 years.

Mr. St. Pierre: That is a very short time.

Mr. Griffiths: I see it now for instance arresting the further growth of conventional television.

Mr. St. Pierre: What effect are the CRTC regulations going to have which are dealing so specifically with...

Mr. Griffiths: I would be glad to deal with that in another committee.

Mr. St. Pierre: All right, Mr. Chairman. I know I was off the subject there.

The Chairman: Your search for information and assistance is to be commended. Mr. Deachman.

Mr. Deachman: Mr. Chairman, some of the questions have already been covered that I had in my mind. I want to deal with one that is left over here, the space required. The CBC talked about a requirement of 2,500 feet of space which shocked some of us in a building which has no space left in it at all. As I understand it, Mr. Griffiths, you would operate from a central control room and presumably that room could be operated off the Hill by simply taking a cable across the street or something of that kind.

[Interpretation]

[Interpretation]

porte quel jour, le temps alloué aux questions et aux réponses offre la plus grande possibilité de transmettre des informations que les nouvelles diffusées dans les journaux ou à la télévision ce jour-là. Les comités sont actifs et fournissent des informations intéressantes, mais la Chambre est le centre de notre système parlementaire, et nous n'avons pas intérêt à la négliger.

M. Saint-Pierre: Monsieur le président, je voudrais poser une question d'ordre général. Prévoyez-vous le remplacement au Canada, de la télévision par ondes par la télévision par câble, dans l'affirmative, dans quels délais?

M. Griffiths: Oui.

M. Saint-Pierre: L'une se substituant à l'autre?

M. Griffiths: Oui.

M. Saint-Pierre: Quand?

M. Griffiths: Complètement? Dans 10 ou 12 ans.

M. Saint-Pierre: C'est un court délai.

M. Griffiths: Actuellement, elle entrave l'expansion de la télévision conventionnelle.

M. Saint-Pierre: Quels effets auront les règlements de la CRTC portant spécifiquement sur...

M. Griffiths: Je traiterais volontiers ce sujet devant un autre comité.

M. Saint-Pierre: C'est très bien, monsieur le président. Je me suis écarté du sujet de la discussion.

Le président: Je vous félicite de votre intérêt à recueillir des renseignements. Monsieur Deachman.

M. Deachman: On a répondu aux questions que j'avais l'intention de poser. Il reste la question de l'espace requis. Radio-Canada a mentionné le besoin d'un espace de 2,500 pieds, ce qui a scandalisé certains d'entre nous, vu que dans cet édifice nous ne disposons plus d'espace libre. Si je comprends bien, vous opéreriez à partir d'une salle de commande centrale, on peut y assurer le fonctionnement des appareils de l'édifice situé sur la colline en installant un câble travers de la rue.

[Texte]

Mr. Griffiths: We could do that but we would prefer not to. To keep our control room on the Hill means that we can be much more convenient if there is an emergency for servicing the thing rather than running across some distance. Actually I think the CBC's estimate of space required is rather, if I may say it, typical of the CBC.

Mr. Deachman: How much space are you going to need, Mr. Griffiths?

Mr. Griffiths: Well, we have a sketch. You may be familiar with the present film studio on the first floor. We think that and the small storage space that is adjacent to it would be quite adequate for this. We have a sketch of that if you would like to see it.

Mr. Deachman: What about other space? Is there other space that you would require beyond that other than as you have said, an interviewing room, which is rather on a different subject but for the purposes of this installation, is there other space than that that you would require?

Mr. Griffiths: No. The only possible space that might be required is finally storage space for the storage of the tapes themselves if it was desirable to keep these tapes on the Hill in the Library, for instance. Obviously space would have to be provided for that. They are fairly bulky.

Mr. Deachman: How much space does that require, Mr. Griffiths? How fast does that pile up? I will put it to you this way. What would it look like at the end of a session?

Mr. Griffiths: We have made our estimates here on the basis of about 1,000 hours of recording each year; maybe a little bit more or less but that seemed to us about right. If I were to choose the purely electronic, purely Hansard approach with the cheaper helical tape recorders, the tape is about half the size physically of standard broadcasting tapes.

It is one sixth of the volume. An hour of standard videotape is contained in a tape about so big, so much in circumference and about three inches wide. The size required for that is fairly formidable and they are fairly heavy. The helical tapes are much more comparable with the size of tapes that one would have from dictating machines and such like where the physical size is so big and about the size of a 16-millimetre motion picture film. It would not, of course, be necessary to keep that in the House. One could store them anywhere. I think one precaution that would

[Interprétation]

[Interpretation]

M. Griffiths: Nous pourrions le faire, mais nous n'y tenons pas. Il est plus commode d'avoir notre salle de contrôle dans l'édifice situé sur la colline s'il y a des réparations urgentes à effectuer. En fait, en ce qui concerne l'espace, ce genre de demande est caractéristique de Radio-Canada.

M. Deachman: De combien d'espace aurez-vous besoin, monsieur Griffiths?

M. Griffiths: Nous avons une esquisse. Vous connaissez peut-être le studio cinématographique qui se trouve au premier étage. Nous pensons que ce studio et la petite pièce d'entreposage adjacente seront appropriés à cette fin.

M. Deachman: Aurez-vous besoin d'espace supplémentaire, une salle pour les entrevues par exemple, mais pour ces installations aurez-vous besoin d'autres pièces?

M. Griffiths: Non, nous aurons besoin d'un endroit où entreposer les bandes magnétiques, si l'on pouvait les mettre dans la bibliothèque de l'édifice qui se trouve sur la colline. Il est évident qu'il faudra de l'espace, car elles sont assez volumineuses.

M. Deachman: S'accumulent-elles rapidement? Combien y en auraient-elles à la fin d'une séance?

M. Griffiths: Notre évaluation a été établie en fonction de 1,000 heures d'enregistrement par an, approximativement. Si j'utilisais des magnétoscopes hélicoïdaux la grosseur de la bobine serait la moitié de celle des bobines magnétoscopiques normales de télédiffusion. Une bande vidéo d'enregistrement d'une heure de telle grosseur et circonférence et ayant une largeur de 3 pouces. Les bobines qu'elles constituent sont grosses et assez lourdes. Les bandes hélicoïdales sont assez semblables à celles d'un dictaphone et elles constituent des bobines semblables à celles de films cinématographiques de 16 mm. Elles pourront être rangées n'importe où; bien entendu si vous les considérez comme des archives, la Bibliothèque nationale serait le lieu approprié. Des précautions devront être prises pour les protéger des influences magnétiques, contrôler le degré d'humidité de la salle d'entreposage.

[Text]

[Inaudible] [Text]

be necessary is that if you were looking at this in an archives sense then perhaps the best place would be in the National Library. One should take special precautions for magnetic shielding and such like so that there are not disturbances. These tapes are magnetically recorded and so, if one wanted to be reasonably assured that in the years ahead we would always have access to them, something like looking after film, you must make sure of the moisture content in the room and such like. The National Gallery I think is quite familiar with these conditions, at least the National Library.

Mr. Deachman: If a kid walked through there with a magnet in his pocket, for instance, that would wipe that section of Parliament out of history, would it?

• 1630

Mr. Griffiths: Not necessarily but I think that is a desperate effort if anything.

Mr. Deachman: I want to pursue the subject of committees a little further because I heard you make a statement that the floor of the House of Commons was the heart of the House of Commons system. But let us assume that we are on the fourth day of a debate for the removal from service of the Newfie Bullet and about the only activity that we can see on the floor of the House is the Whip going back and forth to the lobby to see if he can phone for some members to keep a quorum.

On that same day you might find six committees operating in the House of Commons and, as this Committee is operating today, it is quite an exciting atmosphere, perhaps, to what we might see if we went to look in the Chamber right now because if we look in there we find it relatively empty, that very big space looking very empty, indeed. On the other hand we get into a small room like this where we have filled up the available seating and the conversation is at much closer range and the whole aspect of the thing is much more exciting and the exchange is much quicker.

I just say to you, when you look at the newspapers today, Mr. Griffith, and when you go through the *Globe and Mail* in the morning very often you find that the story coming from Parliament is the story told in the committee room. There is story after story dealing with what is going on in committees.

That being the case, I wonder whether by just simply piping what goes into the House into people's homes we are really telling what goes on in Parliament. In fact, somebody

[Interpretation]

[Inaudible] [Text]

M. Deachman: Si un gamin y entrait avec un aimant dans sa poche, ces enregistrements seraient effacés, n'est-ce pas?

M. Griffiths: Pas nécessairement, ce serait un effort désespéré.

M. Deachman: Je voudrais prolonger un peu la discussion au sujet des comités, puisque vous avez dit que la Chambre des communes était le centre de notre système parlementaire. Supposons qu'il s'agisse de la quatrième journée de délibérations au sujet du retrait du *Newfie Bullet* et que la seule activité visible dans la salle de la Chambre serait les allées et venues du *whip* de la salle au vestibule pour essayer de téléphoner à certains députés en vue d'obtenir le quorum nécessaire.

Quand six comités de la Chambre siègent le même jour, comme notre comité le fait aujourd'hui, l'atmosphère qui y règne est beaucoup plus passionnante en cet endroit que dans l'immense salle de la Chambre qui est presque vide. D'autre part, dans une petite pièce comme celle-ci, on remplit tous les sièges et la conversation est animée et directe; l'atmosphère y est beaucoup plus stimulante et les échanges beaucoup plus rapides.

A lire les journaux, notamment le *Globe and Mail*, on se rend vite compte que les nouvelles du Parlement trouvent leur origine dans les salles de comité. Tout ce qui se passe aux comités y est raconté.

Comme il en est ainsi, je doute fort qu'en transmettant au téléspectateur l'actualité de la Chambre, celui-ci soit très au courant de ce qui se passe au Parlement. Si nous négligeons

[Texte]

looking at that for some weeks might look at it and say: "Practically nothing". If we do not talk about a system which embraces an overall view of committee activity in the day, indeed to the viewer sitting at home and watching television for an hour or so we have not really told what happened on Parliament Hill at all.

When you say that you might have some portable cameras which you could take into the committee rooms, I gather that you really are not thinking in terms of a set up on Parliament Hill which would view committees with the same emphasis as you are putting on the view from the House of Commons chamber.

Having said that, I wonder what your whole view is as to how you would express what has happened and happens on this Hill to the viewer looking at his set.

Mr. Griffiths: I agree with much of what you say but the thing that makes it difficult of course is the unpredictability of the House. It could be as you describe—a quiet afternoon and a committee much more interesting. On the other hand, as might have happened today for instance, you could have a sudden explosion, an issue, and if you were not carrying a thing and had not planned to, you might actually be missing the main news story of that day. The viewer at home does not understand your slowness, and does not really pardon it. I cannot disagree with you that often what comes out of committee is more interesting, but really as a newsman I think my first responsibility is to make sure that I can cover that House whatever the exigency. The rest of the coverage is simply an extension of it as far as I am concerned and one can go as far as one wants to.

If you asked me to try to express how I feel about my responsibility as a broadcaster in this, we maintain a parliamentary bureau on the Hill. We find that being in this city is a great advantage and operating a television station here in Ottawa is a great advantage to us because our viewers seem to appreciate the backgrounding and explanation of activities during the day. We have been fortunate that members of Parliament will journey up to Baseline road where our studios are located and spend time in a news period expanding and describing. That, together with the activities of our own parliamentary staff and reporters, will be a continuing responsibility as far as we are concerned in the background of what goes on in these chambers.

I think entirely aside from that in a passive quiet way for the viewers in this country to see first hand what goes on in the House, even the dull parts of the chamber, is a useful and sometimes salutary exercise.

[Interprétation]

de rapporter l'ensemble des événements qui ont lieu aux comités, le téléspectateur d'une heure demeurera dans l'obscurité.

Quand on envisage l'apport éventuel de caméras portatives dans les salles de comités, vous ne songez sans doute pas à faire des reportages aussi complets dans les comités qu'à la Chambre?

Cela dit, comment comptez-vous renseigner le téléspectateur sur l'actualité parlementaire?

M. Griffiths: Dans l'ensemble, je suis bien d'accord avec vous, mais il ne faut pas oublier les impondérables de la Chambre. En effet, quand il s'agit d'un après-midi tranquille, il pourrait y avoir un comité beaucoup plus vivant, mais en revanche, la Chambre peut devenir très explosive. Si vous n'avez pas prévu cette situation, vous ne rapporterez pas en primeur la nouvelle sensationnelle de la journée et le téléspectateur chez lui ne vous pardonnera pas cette lenteur. Ce qui se passe au Comité est souvent plus intéressant et je n'en disconviens pas, mais il m'incombe en ma qualité de journaliste de pouvoir d'abord et avant tout faire un reportage complet de ce qui se passe à la Chambre.

Mon rôle de directeur d'émissions de radio-diffusion est concrétisé dans notre bureau situé sur la Colline. Or, il est fort avantageux d'opérer une station de télévision à Ottawa parce que nos téléspectateurs semblent se réjouir de la diffusion des activités parlementaires. En outre, les membres du Parlement viennent souvent visiter nos studios en ne ménageant ni explication ni description relative aux nouvelles. Notre personnel parlementaire et nos journalistes contribuent aussi à transmettre à la population la réalité parlementaire.

En somme, il importe aux téléspectateurs de recevoir les nouvelles en primeur, même si celles-ci expriment parfois des réalités banalées.

[Text]

Mr. Deachman: That is all for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lambert, do you have some further questions?

Mr. Lambert (Edmonton West): I have a question of the legal responsibility for libel think. The CBC, I think, in their statement said that Parliament would be the proprietor and then there would be a filter. There is the question of the legal responsibility for libel. I do not think we have touched on that. If you take something "indirect" as if you are publishing it, not Parliament, the immunity to libel for statements made in the House is the prerogative of Parliament which cannot be delegated. It is for this reason that there is this fiction of a filter, that it is published first and then handled afterwards. Have you thought of this problem in regard to this particular type of system?

• 1635

Mr. Griffiths: I am not a lawyer, so I cannot give you a legal opinion on the subject, but it seems to me that whether the news of something libellous or unfortunate or slanderous made on the protection of the House eventually does come to the public notice through a reporter, that may be the filter you are describing. It does not seem to me that is a very effective filter. There is an accurate description of the words of the House in the printed words in *Hansard* at the present time. All that this does really is extend those principles as far as I can see.

Mr. Lambert (Edmonton West): I think you have a misconception there, Mr. Griffiths, in that the speaking in the House is privileged and the printing of *Hansard*. Anybody who wants to take what would be considered a libellous portion thereof does so at this peril and I am sure that the editors back at the desks of various newspapers, and certainly the representatives of the written press here and your own people, are exceedingly careful.

Mr. Griffiths: Oh, I think so. We have had some experience in this respect ourselves. Taking copy from Canadian Press wires, innocently enough, and repeating it and being the object of the suit, often a successful suit. I really cannot comment more. It seems to me that the extension of the House by television is no different from the possibility of a person going to the visitors' gallery and seeing it with their own eyes and ears; 40 or 50 or 60 people can do that anytime there is space in the gallery. All that the television coverage does is to make that gallery larger.

[Interpretation]

M. Deachman: C'est tout pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Lambert, avez-vous d'autres questions?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): La société Radio-Canada a déclaré que le Parlement ne serait le propriétaire mais qu'il y aurait un système de filtrage. Qui dont assumera la responsabilité juridique des écrits diffamatoires? Je ne pense pas que nous ayons touché mot de cela. Si vous êtes l'éditeur et non le Parlement, l'immunité accordée aux parlementaires est une prérogative parlementaire et ne peut pas être déléguée. C'est pour cette raison qu'on a créé cette fiction d'un filtre. Avez-vous songé à ce problème dans le cadre de ce système de transmission particulier?

M. Griffiths: Je ne suis pas avocat, ce qui m'empêche de formuler une opinion juridique sur la matière, mais il me semble que la diffamation, les libelles etc., prononcés sous la protection de la Chambre sont éventuellement connus du public par l'entremise des journalistes. Il s'agit sûrement du filtre auquel vous faites allusion, mais à mon avis, ce n'est pas un filtre très puissant. En effet, on trouve une description exacte des paroles de la Chambre dans le *hansard*. Le filtre ne fait donc que donner plus d'expansion à ces principes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur, vous n'avez sans doute pas saisi la subtilité en cause ici. La Chambre a des priviléges d'immunité ainsi que le *Hansard*. Si l'on veut y retirer un retrait d'écrits diffamatoires, je suis persuadé que les rédacteurs des journaux font œuvre d'une extrême prudence.

M. Griffiths: Oui, bien sûr. Ce fut malheureusement notre expérience quand, innocemment, nous répétions des messages envoyés par la Presse canadienne. Celle-ci n'hésita pas à intenter des poursuites contre nous. La télévision nous donne accès à la Chambre, ce qui ne diffère en rien de la tribune des visiteurs, grâce à laquelle les spectateurs voient et écoutent ce qui se passe. La télévision ne fait donc qu'agrandir la tribune.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): That may be the answer.

Mr. Griffiths: It is the only answer I can give you I think.

The Chairman: Mr. St. Pierre?

Mr. St. Pierre: I have a related question to this which perhaps this witness could enlighten us on. How difficult would it be to have spotted throughout the House, the West Block and Centre Block specifically, small recording screens notifying the viewer by card what was on in the House, who was speaking at that particular time, what committees were meeting. Just a continuous record purely for convenience of members and the public.

Mr. Francis: This is done in the U.K. House now.

Mr. Griffiths: It is no problem to do that. The printing is put on electronically. As a matter of fact, although we have not allowed for it here, it is a worthwhile addition. It is a modest extra cost to do that. I think the machine that prints the thing out is about \$15,000. That is all.

That would be a good addition.

Mr. St. Pierre: You are very much in favour of broadcasting House of Commons proceedings?

Mr. Griffiths: Yes, I am.

Mr. St. Pierre: You feel that it is good for the public? Would you for the same reasons favour bringing similar cameras into court rooms and broadcasting court proceedings?

Mr. Griffiths: I think in some courts—I am not really trying to be an eavesdropper on somebody's privacy, nor am I looking for a sordid news story in this sense. I do not think of what goes on in the House as being sordid. I think of it is being part of my responsibility in electing you, and what you say in my name is really a rather different thing than a dispute going on in a court of law where the protagonists may be at each other's throats and have every right to be. I think after all, the principle of a court room is that the person is innocent until he is found not so. I do not think that is quite the situation in the atmosphere of the chamber. It is not a question of guilty or not guilty; it is a question of a person's opinion and one opinion is as good as another opinion. I think the comparison is not an even one.

* 1640

Mr. St. Pierre: Thank you.

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Voilà bien une réponse plausible.

M. Griffiths: Je n'en vois pas d'autre, vraiment.

Le président: Monsieur St. Pierre.

M. St. Pierre: Jusqu'à quel point serait-il possible d'installer aux édifices du Centre et de l'Ouest des écrans de télévision minuscules qui renseigneraient le téléspectateur sur ce qui se passe à la Chambre? Il s'agirait d'un dossier public permanent dont la population et les députés profiteraient.

M. Francis: Ce système est en vigueur à la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne.

M. Griffiths: L'installation de ce procédé électronique, ne coûterait pas cher et ne poserait aucun problème. Les dépenses seraient de l'ordre de 15,000 dollars, ce qui représente vraisemblablement une bagatelle pour l'achat d'une machine à imprimer aussi précieuse. A mon avis, ce serait une heureuse acquisition.

M. St. Pierre: Vous êtes vraiment en faveur de la diffusion des travaux de la Chambre?

Mr. Griffiths: Oui.

M. St. Pierre: Vous croyez qu'une téléformule est à l'avantage de la population? Pour cette même raison, apporteriez-vous des caméras de télévision dans les tribunaux?

M. Griffiths: Pour certains tribunaux, oui. Je n'essaie vraiment pas d'écouter aux portes ou de violer l'intimité des gens. Non, ce serait trop sordide! Cependant, ce qui se passe à la Chambre n'est pas du tout sordide, à mon avis. D'ailleurs, lorsque j'ai été mon député j'avais bien songé que ce qu'il dit en mon nom est fort différent que ce qui se dit alors de la lutte mortelle de deux ennemis aux prises devant les tribunaux. Le tribunal affirme l'innocence de quelqu'un tant qu'on n'a pas prouvé le contraire. Je ne crois pas que ce soit l'atmosphère qui règne à la Chambre. Il ne s'agit pas de culpabilité ou de non culpabilité mais bien d'opinion et une opinion en vaut bien une autre. A vrai dire, on ne peut comparer le tribunal à la Chambre.

M. St. Pierre: Merci.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, are there any further questions? I wonder if I could have the Committee's permission to ask Mr. Griffiths a couple of questions by way of clarification. Mr. St. Pierre addressed some questions to you about the cost to the operator. There would obviously be some transmission costs and so on in feeding this to the various operators across the country.

Mr. Griffiths: Yes.

The Chairman: Would it be part of your proposal that each operator who tied into the system would pay his share of the distribution?

Mr. Griffiths: Yes. I would welcome a chance to make a bit of a comment on that. Last weekend I took part in one of the Telecommunications organized by the Department of Communications at Carleton University. The subject we dealt with was the accessibility of information. One of the hotly debated issues was the question of microwave charges which become fairly large items in any budget in a country the size of ours. At the present time the monopoly of the distribution services is in the hands of common carriers, Trans-Canada Telephone System, the various provincial telephone systems, Bell Canada and so forth. I am a biased person when you ask me this question because broadcasters for many years have contended that the charges for these services are higher than they need to be. They are higher, for instance, in this country than they are in the United States. Just as an example, the cost to me as a broadcaster of moving programs, let us say from New York to Toronto, a distance of some 500 miles, is less than the cost of moving that same program from Toronto to Ottawa which is half that mileage.

One of the proposals that I made at the Telecommission was that in the case of cable, where an extremely large amount of material has to move across the country on microwave circuits, this would be an opportunity for the cable operators to see what they could do in mounting their own microwave charges. The Bell, for instance, or any other common carrier could compete with these prices. No broadcaster that I know is fighting to be in the microwave business. But as a broadcaster I look upon every dollar that I spend in delivering the program simply as a dollar that I can not spend in making the program. We have an interest in keeping those costs as low as possible.

It would be my hope that in this particular experiment, the common carriers would recognize to some extent their responsibility

[Interpretation]

Le président: D'autres questions, messieurs?

Monsieur Griffiths pourrait-il apporter des éclaircissements? M. St-Pierre a demandé ce qu'il en coûtait à l'opérateur. Évidemment, il faudrait tenir compte aussi des frais de transmission.

M. Griffiths: Oui.

Le président: Chaque opérateur qui fait partie de ce réseau devrait-il, selon vous, contribuer aux frais de distribution?

M. Griffiths: Un commentaire, s'il vous plaît. En fin de semaine, j'ai participé à une conférence organisée par le ministère des Communications à l'Université Carleton où nous discutions de l'accès à l'information. Une des questions qui a donné lieu aux controverses les plus passionnées était sans contredit les frais de microondes qui deviendraient fort élevés dans le cadre du budget d'un pays comme le nôtre. A l'heure actuelle, le monopole de la distribution des services appartient aux ondes porteuses communes de la *Trans-Canada Telephone Systems*, de la *Bell Canada* et des diverses sociétés de téléphone provinciales, etc. etc. Naturellement, je ne fais pas preuve d'une grande objectivité, car les radiodiffuseurs affirment depuis longtemps que les frais sont plus élevés qu'ils ne devraient l'être. De toute façon, ils sont plus élevés au Canada qu'ils ne le sont aux États-Unis. Par exemple, un programme allant de New York à Toronto sur une distance de 500 milles, coûte moins cher que la transmission de Toronto à Ottawa qui est la moitié de la distance!

J'ai proposé à la Conférence que dans le cadre d'un système de câbles à courants protecteurs, une multitude de renseignements soit envoyée par microondes, ce qui permettrait aux opérateurs d'augmenter leurs propres frais de microondes. Or si, la *Bell Canada* ou d'autres porteurs communs peuvent concurrencer ces prix, aucun radiodiffuseur ne voudra s'occuper de microondes. En ma qualité de radiodiffuseur, chaque dollar que je dépense pour transmettre ces émissions est un dollar que je n'ai pas en poche pour en être le réalisateur. C'est pourquoi nous avons intérêt à maintenir nos frais aussi bas que possible.

Il est à souhaiter que les porteurs assument leurs responsabilités au Canada tout comme nous assumons la nôtre.

[Texte]

in this country as we are trying to recognize ours. We are undertaking fairly large capital costs to provide this service and set it up and ensure that it will continue. It seems to me that the Trans-Canada Telephone System might venture a little bit in the future too and perhaps provide rates that would enable cable companies to hook up rather cheaply, at least until the time the whole country was covered. Then they might charge right at the very beginning. For instance, if we had the agreement of a cable system in Ottawa, in Montreal and Toronto to carry this, the microwave charge would be a fairly modest one. Those systems could probably bear that one but if the cable system in Vancouver wanted it and nobody in between, then the cost of that long haul to Vancouver might be prohibitive. It is at this point where I think the common carriers might enter and say: "Look, it is in our interests to see that those cable companies get hooked up across the country, let us help them to do it". Now whether they are that enlightened, I cannot tell you. I never looked on Bell Canada as a very enlightened organization.

The Chairman: What would you assume to be the practical limits of the network?

Mr. Griffiths: Distribution?

The Chairman: Yes.

Mr. Griffiths: At the present time we have cable systems in most large urban areas in Canada the long stretches are the stretches really from northern Ontario to Winnipeg where urban areas are few and far between and from Winnipeg to as far as Saskatoon perhaps. After that, the systems blossom out again. Within the first year or so, you would find that enough cable systems would actually undertake to carry this service as to make that transcontinental circuit practical. You could achieve the physical possibility of the largest part of Canadians seeing it. After that, it would be up to them to decide whether or not they wanted to subscribe to cablevision.

• 1645

The Chairman: One of the points that Dr. Davidson made in his evidence last week when he spoke for the CBC, was the problem that might arise in view of the fact that a very large proportion of the proceedings in the House of Commons are conducted in English. He was concerned whether this might have repercussions in areas of the country where French is spoken.

Mr. Griffiths: I thought that we would simply carry the translation of the House. In a predominantly French-speaking area, or even in an area such as Montreal, we might

[Interprétation]

[Interprétation]

On a augmenté nos frais d'établissement pour assurer la bonne marche de ce service, ainsi que son maintien. Il serait bon que la *Trans-Canada Telephone System* songe un peu à l'avenir et fixe ses tarifs de sorte que les compagnies propriétaires de câbles puissent brancher le plus économiquement possible jusqu'à ce que le Canada puisse prendre le dessus. Par exemple, si grâce au système de câbles à courants porteurs, Ottawa, Montréal et Toronto étaient d'accord pour poster ces ondes, les frais de câbles seraient assez bas. En revanche, si le système se trouvait à Vancouver et que cette ville ne supportait qu'aucun autre endroit se branche sur ses ondes, les frais de distance deviendraient prohibitifs. Certains porteurs publics pourraient dire qu'il est dans notre intérêt de nous assurer que les compagnies propriétaires de câbles se branquent d'un bout à l'autre du pays. Il reste à savoir si ces compagnies font preuve de sagesse. A mon avis la *Bell Canada* n'a jamais particulièrement brillé par son intelligence.

Le président: A votre avis, quelles sont les limites pratiques du réseau à l'heure actuelle?

Mr. Griffiths: De la distribution?

Le président: Oui.

Mr. Griffiths: Nous avons des systèmes de câbles à courants porteurs dans la plupart des grandes zones urbaines au Canada. Nous avons aussi de longs parcours entre le Nord de l'Ontario jusqu'à Winnipeg où il y a peu de grandes villes et entre Winnipeg et Saskatoon; ensuite, le système s'épanouit à nouveau. Pendant la première année, je crois qu'il y aura suffisamment de systèmes de câbles à courants porteurs qui s'engageront à transmettre ce signal à l'échelle du continent. La majorité des Canadiens pourraient profiter de ce système s'ils décidaient de souscrire à la télévision par câble.

Le président: Lorsque M. Davidson a pris la parole la semaine dernière au nom de la société Radio-Canada, il semblait craindre que les difficultés ne se présentent en raison des délibérations anglophones à la Chambre. Cet aspect ne risque-t-il pas d'avoir des répercussions désavantageuses dans les régions du pays où le français est la langue parlée?

Mr. Griffiths: Nous diffuserons l'interprétation de la Chambre et à Montréal, par exemple, il y aura la version française et la version anglaise. C'est une solution fort pratique. Il y

[Text]

well have two channels in which an English version and a French version were available. I think that is quite a practical thing to do. There are some kicks and bangs in the translation service that we would have to try and mask a little bit but I think that could be done. I think they are called transients.

The Chairman: If your proposal is carried out, will there be a feed available to radio stations?

Mr. Griffiths: There would be a sound feed and if the radio stations wanted to have access to it they could. Physically it is not difficult, it is there. Most radio stations have television receivers in their newsroom. It is a common form of news supply.

The Chairman: Without the benefit of copy writing.

Mr. Griffiths: You said it, I did not.

The Chairman: Mr. Griffiths, on page 7 of your brief you make a reference to the effect that you are prepared to demonstrate to the House and the Committee the practicality of your proposal. Would you care to expand on that—the types of experiments you had in mind for a committee and the type of experiment you had in mind for the House of Commons.

Mr. Griffiths: We thought we would obtain a couple of these cameras. There is a choice of two makes really, a Philips camera and a General Electric camera. We do not think we have to put all five cameras into the Chamber. You will have to accept that we can cover the chamber with the five cameras. We would bring in two cameras putting them in two of the five locations that we would propose to show you that it is perfectly possible to manoeuvre the camera about, take acceptable pictures, and then we could use those same cameras to demonstrate to you how, in a committee such as this, you could make acceptable pictures in the same way. We would also demonstrate to you the differences between a low-cost videotape recording and a fully compatible broadcast recording. All this we can do very expeditiously. We thought we might do this perhaps during summer recess if it was of interest to you.

The Chairman: If that type of experiment was carried on in a modest form in a committee proceeding, would it be possible for the results of it to be shown privately to members?

• 1650

Mr. Griffiths: Oh, yes, quite easily. Mind you, there is no problem showing it privately.

[Interpretation]

[Interpretation]

aura sans doute des à-coups dans l'interprétation qui devront être réglés, mais ce ne sont là que des difficultés passagères.

Le président: Si votre proposition est acceptée y aurait-il un câble d'alimentation pour les stations de radio?

M. Griffiths: En effet, on assurerait l'alimentation du son et les stations pourraient brancher si elles le veulent bien. L'installation n'en est pas compliquée. La plupart des stations de radio reçoivent la télévision et c'est ainsi qu'elles s'informent.

Le président: Sans pouvoir profiter du droit de reproduction?

M. Griffiths: C'est vous qui l'avez dit.

Le président: Monsieur Griffiths à la page 7 de votre mémoire vous déclarez être à faire valoir à la Chambre et au Comité la valeur pratique de votre proposition. Pourriez-vous nous donner plus amples détails sur le genre d'équipement qu'il serait souhaitable de mettre à l'essai au Comité et à la Chambre des communes?

M. Griffiths: Nous pensions installer une ou deux caméras; nous choisirions entre ces deux marques: General Electric et Phillips. Il ne fait aucun doute que nous aurions un excellent reportage si l'on utilisait cinq caméras mais nous pourrions aussi avoir deux caméras en place, et vous montrer qu'il est parfaitement possible de les manipuler en filmant des séquences de choix. Nous procéderions de la même manière pour les salles de Comités. Je pourrais également vous montrer la différence entre un enregistrement sur bande vidéo à bon marché et un excellent enregistrement de radiodiffusion. Nous pourrions peut-être faire cet essai pendant le congé d'été.

Le président: Si vous faisiez ce genre d'expérience dans les salles de Comités, les députés pourraient-ils en être témoins?

M. Griffiths: Aucun problème. Avec deux caméras à la Chambre, on ne couvrirait pas

[Texte]

Necessarily with two cameras only in the House, we would show you an incomplete coverage of the House. It would be more a quality test rather than an actual showing. If you felt that we should get all the side cameras in, that is easily enough done too. But I think we could demonstrate the practicality of it.

The Chairman: My final question is purely one of mechanics. You have been good enough to provide us not only with your brief, but with your detailed statement of costs. Would you have any objection if we appended that to the proceedings?

Mr. Griffiths: Not at all. As a matter of fact, if your prefer—this was hastily done and it is just the engineer's own copy. I will have it typed out so that it is a bit more readable for you.

The Chairman: That would be satisfactory. I think the Committee would like that attached to the proceedings. I will have to seek the expert advice of our Clerk. Would it be possible for you to leave your exhibits with us?

Mr. Griffiths: You mean my valuable pictures?

The Chairman: Yes.

Mr. Griffiths: I would be happy to present them to you.

The Chairman: I rather think that those are not capable of being printed in full colour.

Mr. Griffiths: I was mostly concerned with showing you the relative sides of the cameras as to the locations in the Chamber really.

The Chairman: I think it would be of some value to keep them if you have no further use for them.

Mr. Griffiths: Surely.

The Chairman: Gentlemen, are there any further questions to be addressed to Mr. Griffiths and his colleagues? Mr. Deachman?

Mr. Deachman: Mr. Chairman, I would just like to say that I think what Mr. Griffiths and his associates have said here today is a very different presentation from the one we got from the CBC. I must say from the standpoint of a member listening to it, that it makes a very appealing case. I do not feel as terrified as I was when I listened to the CBC.

Mr. Griffiths: Dr. Davidson terrifies me too.

[Interprétation]

complètement la Chambre. Ce serait plutôt un test de qualité. Si vous pensez qu'il nous faudrait mettre toutes les caméras de côté, nous pourrions le faire assez facilement. Mais je crois que nous pourrions en démontrer l'aspect pratique.

Le président: Ma dernière question est purement technique. Vous nous avez fourni un mémoire et un état détaillé des frais. Vous opposeriez-vous à ce que nous les imprimions en appendice?

M. Griffiths: Pas du tout. Je pourrais même vous donner un exemplaire un peu plus lisible.

Le président: Très bien. Je crois que le Comité aimerait disposer de ces renseignements. Je vais demander au greffier de me renseigner à ce sujet. Pourriez-vous nous laisser vos documents?

M. Griffiths: Mes belles photos?

Le président: Oui.

M. Griffiths: Je serais très heureux de vous en faire cadeau.

Le président: Je ne pense pas que nous pourrions les imprimer en couleur.

M. Griffiths: Je voulais surtout vous montrer la position des caméras par rapport à la Chambre.

Le président: Je pense qu'il serait bon de les conserver si elles ne vous sont plus d'aucune utilité.

M. Griffiths: Certainement.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser à M. Griffiths et à ses collègues? Monsieur Deachman?

M. Deachman: Monsieur le président, j'aimerais dire que ce que M. Griffiths et ses associés nous ont dit aujourd'hui est très différent de ce que nous a dit Radio-Canada. Du simple point de vue du député qui écoute, je ne me sens pas aussi terrorifié que lorsque j'ai entendu parler les représentants de Radio-Canada.

M. Griffiths: M. Davidson me terrorise aussi.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I wish to thank Mr. Griffiths, Mr. Bushnell, Mr. Fabish and Mr. Day for coming here and for the care they have taken in this presentation. It has been extremely helpful and if I may say so, we may ask them to come back.

Mr. Griffiths: We will be glad to. We are very pleased that you invited us. Thank you very much.

The Chairman: May I ask the members of the Committee to stay for a minute. If we could have order for a minute, I would first like to ask your opinion about our further program on television.

Immediately following our meeting last week I got a call from Mr. Chercover, the President of CTV. He is anxious to come, but because of CRTC hearings and other problems he can not come until Wednesday, June 10. Would that be agreeable to the Committee?

• 1655

Mr. Lambert raised a question of prime importance and that has to do with the legal status of these proceedings. We have the benefit of work that Mr. Landy has done and the memorandum that he has circulated. There is also, I know, at least a draft memorandum which has been prepared by the law officers of the House. I wonder if it would not be a good idea to try and schedule a meeting at which we could consider this aspect, sometime between now and June 10.

Mr. Lambert (Edmonton West): Why not June 3?

The Chairman: Yes, we have a room reserved for June 3. Why not fix on that date right now?

It is odd but it is true that there appears to be very little rush by the public to come and make representations on this matter. We have not followed the practice of notifying the public that we are considering this. I have considered that the fact that we are getting news coverage ought to be sufficient to advise people that we are studying the subject of television in the House.

I wonder if members of the Committee have any views on whether we should take other steps to ask for representations.

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, I have a suggestion to make to the Committee. I do not know if this is the moment to do it or not. I know a person I would like to have called before us, if this is a matter of calling wit-

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je voudrais remercier M. Griffiths, M. Bushnell, M. Fabish et M. Day d'être venus témoigner et du soin qu'ils ont mis à nous présenter cet exposé. Il a été excellent, et nous vous demanderons probablement de revenir.

M. Griffiths: Avec plaisir. Nous sommes très heureux d'avoir été invités à venir témoigner. Merci beaucoup.

Le président: Puis-je demander aux membres du Comité de rester quelques instants encore. Je vous demanderais de rester à vos places et de faire silence. J'aimerais avoir votre avis au sujet d'un autre programme de télévision.

A la suite de notre réunion la semaine dernière, j'ai reçu un appel de M. Chercover, le président de CTV. Il désire beaucoup nous rencontrer, mais, en raison des audiences du CRTC et d'autres difficultés, il ne peut venir avant le mercredi 10 juin? Cette date conviendrait-elle au Comité?

M. Lambert a soulevé une question de première importance au sujet du statut juridique de ces délibérations. Nous sommes heureux du travail accompli par M. Landy et du mémoire qu'il a fait circuler. De plus, il y a au moins un autre projet de mémoire qui a été préparé par les fonctionnaires juridiques de la Chambre. Je me demande si ce ne serait pas une bonne idée de tenir une réunion d'ici le 10 juin pour considérer cet aspect.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourquoi pas le 3 juin?

Le président: Oui, une salle nous est réservée le 3 juin. Pourquoi ne pas choisir cette date maintenant?

Aussi étrange que cela puisse paraître, le public semble anxieux de venir témoigner sur cette question. Nous n'avons pas suivi la pratique d'avertir le public que nous étudions cette question. J'ai cru que les reportages aux nouvelles étaient suffisants pour avertir le public que nous étudions la question de la télévision à la Chambre.

Je me demande si les membres du Comité envisageraient que nous prenions d'autres mesures pour recueillir des témoignages.

M. St. Pierre: Monsieur le président, j'ai une proposition à faire au Comité. Je ne sais pas si le moment est bien choisi. Je connais une personne qui mériterait d'être entendue, s'il s'agit de convoquer des témoins. Peut-être

[Texte]

nesses. Perhaps you want to pursue the matter of the general public first.

I want to put something forward for consideration by the Committee. One of the aspects of possible TV coverage of the House or of Committees which disturbs me is the camera, the use of the camera and the camera being a comment in itself. What I am proposing is that we should call an expert witness on this subject who will tell us how cameras can be used, how they can be misused, and how they may be consciously misused.

I have a particular person in mind, only for the reason that I happen to have worked with him for many years. I am not wedded to the calling of this particular witness, but I would like the Committee to hear from an expert on the subject of camera use.

Mr. Francis: Mr. Chairman, I know we have all at various times in public life worried about this. However, the real question is, what can you do about it? You know what can be done, but how do you prevent it. I am not sure that a witness—and possibly Mr. St. Pierre could enlighten me—could be particularly helpful about how you would prevent a camera from, in a subtle way, doing things like, shall we say, playing favourites, which is possible. You can make or break a person by the way in which a camera comes in. We all know this. But what is the remedy for it?

Mr. St. Pierre: In response to Mr. Francis, that is why I want an expert here to question him on this subject. He may be able to tell us that there is something that can be done. He may tell us there is nothing, but I would like a person from the industry. I think I am aware of it, but I am not sure that I am aware of the full ramifications of it. It is the skilled technician in camera use from whom we should hear.

Mr. Deachman: Mr. Griffiths this afternoon talked about the restrictions that could be placed on operators and the instructions given to operators for the way in which they would handle the room and so on, so that you have an opinion of a well disciplined group of cameramen or producers who were producing that in a way in which that would not happen. But I agree with Paul. I would like to hear the evidence of an expert who could talk to us about this, and give us some idea as to how this is done.

[Interprétation]

préféreriez-vous étudier cette question d'intérêt public en premier lieu.

J'aimerais proposer quelque chose au Comité. Un des aspects qui me tracasse au sujet de la télévision à la Chambre ou dans les Comités est la caméra et l'utilisation de la caméra. Je vous proposerais de convoquer un expert sur la question qui nous dirait comment les caméras peuvent être utilisées, comment elles peuvent être mal utilisées et comment elles peuvent être sciemment mal utilisées.

J'ai une personne précise en tête, pour la seule raison que j'ai travaillé avec lui pendant de nombreuses années. Je ne tiens pas à ce que nous convoquions ce témoin en particulier, mais j'aimerais que le Comité entende un expert sur le sujet de l'utilisation des caméras.

M. Francis: Monsieur le président, je crois que nous y avons tous pensé de temps à autre au cours de notre vie publique. Toutefois, la vraie question est de savoir ce qu'on peut faire à ce sujet. Nous le savons, mais comment l'empêcher. Je ne suis pas certain que les renseignements d'un témoin pourraient nous être particulièrement utiles quant à savoir comment empêcher une caméra, par exemple, d'être centrée, d'une façon très subtile, sur certaines personnes. Vous pouvez faire apparaître une personne sous un jour favorable ou défavorable à la façon de la présenter à la caméra. Nous le savons tous. Mais quel est le remède?

M. St. Pierre: Pour répondre à M. Francis, c'est la raison pour laquelle j'aimerais entendre un expert sur la question. Il pourrait peut-être justement nous indiquer les remèdes. Peut-être nous dirait-il qu'il n'y en a pas, mais j'aimerais entendre une personne de l'industrie. Je connais les questions, mais je ne suis pas certain d'en connaître tous les détails. C'est un habile technicien dans l'utilisation des caméras que nous devrions entendre.

M. Deachman: M. Griffiths a parlé cet après-midi des restrictions que nous pourrions imposer aux opérateurs et des instructions que nous pourrions leur donner sur la façon de présenter la salle et ainsi de suite, de sorte que nous avons une idée de ce que serait un groupe bien discipliné de caméramen ou de producteurs qui éviteraient ce genre d'incident déplaisant. Mais je suis d'accord avec Paul. J'aimerais entendre le témoignage d'un expert qui pourrait nous parler de cette question et nous donner une idée des divers aspects.

[Text]

• 1700

The Chairman: Mr. St. Pierre, do you have a man in mind?

Mr. St. Pierre: I have a man in mind who is skilled in this. He has done some news work and he has been chiefly on drama work. But he is a qualified—well a television cameraman and a film cameraman are basically no different. It is the same thing. And he has a record of success in this area. So I would suggest him, but other members might have different persons in mind.

The Chairman: Is he close by?

Mr. St. Pierre: No, he is in Vancouver.

Mr. Francis: I think we are all worried about this. It seems to me there would have to be some kind of an advisory committee of the House to look at complaints about misuse of the service, or some type of screening procedure by which members who felt that they were not getting a fair shake—I am not at all satisfied that there will not be favour spots before a television camera. I think certain seats in the House will have a major advantage. I fail to see how that—well, we asked the question and got an answer. But it does seem to me that the framing of rules to ensure fairness to all members of the House is a very subtle feature, and one of the most essential features, of this proposal. I certainly cannot see any harm in calling a witness on the subject.

The Chairman: Is the Committee prepared to have negotiations entered into with this gentleman from Vancouver? Or would you like to think about it, bearing in mind that we are going to have another meeting tomorrow night? There are some members of the Committee who have not expressed views on this.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would think that right at hand here, at CJOH, you would likely have either a producer or a good cameraman who can tell you much the same thing as your chap in Vancouver. To bring a man in from Vancouver to here seems to me a fairly heavy expense because you would have to pay his way here. There are no two ways about it. You are looking at \$600 out-of-pocket expense without any remuneration to him.

Mr. St. Pierre: I think we would have to go at least as far as Toronto to get a person of some considerable reputation in this area. There is not that much film work done here, but we could get some person undoubtedly from Toronto.

[Interpretation]

Le président: Monsieur St-Pierre, avez-vous une personne précise en tête?

M. St. Pierre: J'ai en tête une personne qui est très qualifiée. Il a travaillé aux nouvelles et surtout aux pièces dramatiques. Il est très qualifié... bien qu'il n'y ait pas tellement de différence entre un caméraman de télévision et un caméraman de film. Il jouit d'une certaine réputation dans ce domaine. Je le proposerais donc, mais d'autres membres pourraient avoir d'autres personnes en tête.

Le président: Est-il tout près?

M. St. Pierre: Non, il est à Vancouver.

M. Francis: Je crois que c'est un sujet qui nous préoccupe tous. Il me semble qu'il devrait y avoir un Comité consultatif de la Chambre qui étudierait les plaintes au sujet des abus du service, ou un certain dispositif de tamisage, parce que je ne suis pas tout à fait certain qu'il n'y aura pas un certain favoritisme. Je crois que certains sièges à la Chambre jouiront d'un avantage marqué. Je crois que l'établissement de règles visant à assurer l'équité à tous les membres de la Chambre est un point très subtil et un des points les plus importants de cette proposition. Je ne vois certes aucun mal à convoquer un témoin sur la question.

Le président: Le Comité est-il prêt à communiquer avec cette personne de Vancouver? Ou préféreriez-vous y réfléchir en pensant que nous aurons une autre réunion demain soir? Certains membres du Comité n'ont pas exprimé leurs vues sur cette question.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je crois qu'à CJOH il y aurait probablement un producteur ou un bon cameraman qui pourrait nous donner les mêmes renseignements que votre gars de Vancouver. Le fait d'amener ici une personne de Vancouver me semble une dépense assez importante parce qu'il faudrait lui payer son déplacement. Il n'y a pas deux façons de faire les choses. Il s'agit d'une dépense de \$600 sans rémunération personnelle.

M. St. Pierre: Je crois qu'il faudrait aller au moins jusqu'à Toronto pour obtenir une personne d'une certaine réputation dans le domaine. On ne tourne pas tellement de films ici, mais nous pourrions certainement obtenir quelqu'un de Toronto.

[Texte]

The Chairman: Could we leave it this way, that the members who have some knowledge of this might be thinking about it? Perhaps I could, in an informal way, make inquiries with the people who were just here and with the CBC to see if they have any names or persons to suggest, and we could come back to this tomorrow night perhaps.

Now, for tomorrow night's proceedings...

Mr. Deachman: Mr. Chairman, before we come to tomorrow night's proceedings, we heard quite a bit of discussion today about cablevision, and I am wondering whether along the way we need to talk to a cablevision man in this Committee. Would it add anything to what we have already got by the way of information?

I believe the cablevision companies have a representative in the city who is fairly knowledgeable. It might be useful to have him come to the Committee as a source of information, perhaps.

Mr. Francis: The gentlemen before us this afternoon are just as heavily in cablevision as they are in television. They represent the largest cablevision chain in Canada, as well as the television stations.

Mr. Deachman: Perhaps we have got the advice we need then.

The Chairman: I was wondering if at some stage we might want to have the opinion of CRTC on all of this. I just throw that out. Perhaps we should...

• 1705

Mr. Francis: It is almost impossible to get it. Is this not before a parliamentary Committee?

Mr. Deachman: I noted the difference between what these fellows told us and what the CBC told us. I do not think we understand the story. We have two widely diverging stories from these two groups who came before us. And when you have two witnesses who give you such widely diverging stories on the same topic, this signifies one of two things. Either one is right and the other one is wrong, or we have not tasted the subject enough to settle down on what really is the case.

Mr. Francis: I think that has already been summarized in the observation to the question put. It was Mr. Griffith's opinion that cable television would drive the other con-

[Interprétation]

[Interprétation]

Le président: Pourrions-nous nous arrêter là pour que les membres qui ont certaine connaissance sur la question puissent y penser? Peut-être pourrais-je demander officiellement aux gens qui étaient ici il y a un instant et à Radio-Canada s'ils n'auraient pas quelques noms ou personnes à nous proposer. Nous pourrons en reparler demain soir.

Pour ce qui est des délibérations de demain soir...

M. Deachman: Monsieur le président, avant de parler des délibérations de demain soir, nous avons entendu de nombreux commentaires aujourd'hui au sujet de la télévision par câble, et je me demandais s'il ne serait pas utile que ce Comité entende un représentant de la télévision par câble. En retirerions-nous d'autres renseignements?

Je crois que les compagnies de télévision par câble ont un représentant à Ottawa qui est assez versé dans ce domaine. Il serait peut-être utile de le convoquer pour en obtenir des renseignements.

M. Francis: Les personnes qui étaient ici cet après-midi sont aussi versées dans le domaine de la télévision par câble que dans celui de la télévision. Elles représentent la chaîne de télévision par câble la plus importante au Canada, ainsi que les stations de télévision.

M. Deachman: Peut-être avons-nous les renseignements qu'il nous faut.

Le président: Je me demandais si, à un moment donné, nous ne pourrions pas obtenir l'opinion du CRTC sur toute cette question. Je ne fais que soulever le point. Peut-être pourrions-nous...

M. Francis: C'est presque impossible. Un comité parlementaire n'a-t-il pas été saisi de cette question?

M. Deachman: J'ai remarqué la différence entre ce que ces personnes nous ont dit et ce que Radio-Canada nous avait dit. Je ne crois pas que nous comprenions toute l'histoire. Nous avons obtenu deux versions très différentes de ces deux groupes qui sont venus témoigner. Lorsque nous entendons deux témoins nous donner des versions aussi différentes sur le même sujet, il faut tirer l'une de deux conclusions. L'un a raison et l'autre a tort, ou nous avons pas assez d'éléments pour savoir exactement ce qu'il en est.

M. Francis: Je crois que la réponse se trouvait dans une observation en réponse à une question. M. Griffith a dit qu'il croyait que la télévision par câble allait supprimer l'autre

[Text]

ventional transmission of television out of business, and he said something like 10 years. This was the astonishing thing, and it is no doubt a quite firmly held opinion in that organization. That is why they have gone so heavily into cable television.

It is almost unlimited where we could go. We could talk to some of the trans-Canada or Bell Telephone carriers. There is the common carrier problem of whether they think there would be a national demand or a national network for this kind of thing. How far do we go with it?

The proposal we got today was to link a simultaneous live transmission with a national cable distribution system. This is a very different kind of proposal from any I have heard before. It is very different in character, and if we are considering this, we must look at cablevision very carefully.

We have to look at whether it is feasible to create the kind of national cablevision networks that were talked about rather glibly, I think this afternoon, because they exist only in the minds of the gentlemen who spoke this afternoon before this Committee at this stage.

How far do we want to go on this? The Chairman has suggested that the CRTC may be involved. What do we do? Do we invite witnesses from the CRTC and ask them whether they think this particular quote that cablevision may drive the others out of business within 10 to 12 years is a figment of imagination, a realistic projection? If so, it may well change the nature of our recommendation.

Mr. St. Pierre: I would support that. I was very much struck by that statement this afternoon, which was given in a very positive tone of voice. There is no doubt of Mr. Griffiths' opinion on the matter. He is telling us that the present system of television in Canada is disappearing in front of our eyes. We are going to be in an entirely different television world.

Mr. Francis: If he is right, the CBC is away out on a limb.

Mr. St. Pierre: I think it is very vital to the Committee to get more expert advice on this aspect.

The Chairman: May I conclude this discussion by suggesting that we now have some obvious problems in terms of interpreting and assessing the evidence we have? Why do we not think about it? We can come back to ways and means of getting other evidence in.

[Interpretation]

forme traditionnelle de transmission d'ici dix ans je crois. J'en suis stupéfait, et c'est sans le moindre doute une opinion très arrêtée au sein de cet organisme. C'est pourquoi il s'est dirigé si fermement vers la télévision par câble.

La portée est presque illimitée. Nous pourrions parler à certaines sociétés d'exploitation des télécommunications transcanadiennes ou de Bell Telephone. C'est le problème de ces entreprises de savoir s'il y aura une demande nationale ou un réseau national pour ce genre de transmission. Jusqu'où devons-nous nous avancer dans ce système?

La proposition que nous avons entendue aujourd'hui visait à raccorder la transmission simultanée en directe avec un réseau national de distribution par câble. C'est une proposition entièrement différente de toutes celles que j'avais entendues jusqu'ici. Elle est de nature très différente et nous devons envisager la télévision par câble très prudemment.

Nous devons voir s'il est possible de créer le genre de réseaux nationaux de télévision par câble dont ils ont parlé parce qu'il n'existe que dans l'esprit des personnes qui ont témoigné devant nous cet après-midi.

Jusqu'où voulons-nous nous aventurer dans cette entreprise? Le président a dit que la CRTC pourrait être en jeu. Que faisons-nous? Invitons-nous des témoins du CRTC pour leur demander s'ils croient que cette affirmation que la télévision par câble pourrait supprimer les autres d'ici 10 à 12 ans est un produit de l'imagination ou une projection réaliste? Le cas échéant, leur opinion pourrait changer la nature de notre recommandation.

M. St. Pierre: J'appuie cette idée. J'ai été très frappé par l'affirmation que nous avons entendue cet après-midi et qui a été faite d'une voix très ferme. Il n'y a aucun doute dans l'esprit de M. Griffith. Il nous a dit que le système actuel de télévision au Canada disparaissait à vue d'œil. Nous nous retrouverons dans un monde de la télévision entièrement différent.

M. Francis: S'il a raison, Radio-Canada est en perte de terrain.

M. St. Pierre: Je crois qu'il est très important que le Comité obtienne de plus amples renseignements sur cette question.

Le président: Puis-je clore la discussion en disant que nous avons certains problèmes évidents d'interprétation et d'évaluation des témoignages que nous avons entendus? Pourquoi ne pas y réfléchir? Nous pourrons revenir au moyen d'obtenir d'autres témoignages.

[Texte]

Mr. Francis: Mr. Chairman, I was not of the opinion that we should not call someone from CRTC. I am more and more of that opinion. I think maybe we should consider inviting someone to represent that group before us.

The Chairman: Well, we are going to meet...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): On schedule? I would like to know.

Mr. Francis: Yes. This witness has said something. If he is right, then our recommendation should be geared to cablevision, basically. And if he is not right, then that is an important aspect of the report of the Committee, I think.

• 1710

The Chairman: Well, we meet tomorrow night, and I just want to say that in addition to speaking to the Sergeant-at-Arms, I thought it might be helpful to the Committee if we were provided with some basic information on the law which applies to our problem.

We are circulating some memoranda which the law officers of the House of Commons have prepared. They are long documents, and only certain extracts are relevant. With your permission, I would propose that we ask Dr. Ollivier to come tomorrow night.

We have some housekeeping duties, but I do not think we can deal with them because we do not have a quorum. However, I have circulated a draft report which reports our Estimates.

Mr. Knowles has not seen this, but Mr. Lambert and others have looked at it. Perhaps I can show it to Mr. Knowles, and we can get an opinion on it for tomorrow night.

There is also a document which has been prepared by Mr. Alex Small about committee sector expenditures in the 1969-1970 fiscal year, and with your permission I propose to have it reproduced and circulated.

This answers some questions asked by Mr. Lambert.

Is there any further business?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I regret that I have to be in Winnipeg tomorrow morning. I might be late getting back for tomorrow night's meeting.

Mr. Alistair Fraser assured me that the House would probably adjourn tomorrow. It will be the first time in two sessions that I have not been here for the opening.

The Chairman: Is that right? Well, we start tomorrow night at 8 o'clock p.m.

I declare the meeting adjourned. Thank you very much.

[Interprétation]

M. Francis: Monsieur le président, je ne suis pas de l'opinion que nous ne devrions pas entendre un représentant du CRTC. J'en suis de plus en plus convaincu. Je crois que nous devrions envisager d'inviter un représentant de ce groupe à venir témoigner devant nous.

Le président: Nous allons nous réunir...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comme prévu? J'aimerais le savoir.

M. Francis: Oui. Ce témoin a affirmé quelque chose. S'il a raison, notre recommandation devrait alors être orientée vers la télévision par câble. S'il n'a pas raison, il s'agit alors d'un aspect important du rapport du Comité.

Le président: Nous nous réunirons demain soir et j'aimerais dire qu'en plus de parler au Sergent d'arme j'ai cru qu'il serait utile que le Comité dispose de certains renseignements de base sur la loi qui s'applique à notre problème.

Nous distribuons certains mémoires qu'ont préparé les fonctionnaires juridiques de la Chambre des communes. Ce sont d'assez longs documents, dont seulement certains extraits sont pertinents. Avec votre permission, j'aimerais proposer que nous demandions à M. Ollivier de venir témoigner demain soir.

Nous avons certaines questions de routine à étudier, mais je ne crois pas que nous puissions le faire parce que nous ne sommes pas en nombre. Toutefois, j'ai distribué un projet de rapport sur notre Budget des dépenses.

M. Knowles ne l'a pas vu mais M. Lambert et d'autres l'ont vu. Peut-être pourrais-je le montrer à M. Knowles, et nous pourrions en parler demain soir.

Il y a également un document qui a été préparé par M. Alex Small au sujet des dépenses du secteur des comités pour l'année financière 1969-1970 et, avec votre permission, j'aimerais le faire reproduire et distribuer.

Il répond à certaines questions qu'avait soulevées M. Lambert.

Y a-t-il d'autres questions?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je regrette d'avoir à me rendre à Winnipeg demain matin. J'arriverai peut-être en retard pour la réunion de demain soir. M. Alistair Fraser m'a assuré que la Chambre allait probablement ajourner demain. Ce sera la première fois en deux sessions que je n'aurai pas été présent à l'ouverture.

Le président: Vraiment? Nous nous retrouverons demain soir à 8h.

La séance est levée. Merci beaucoup.

APPENDIX "B"**A. Live Pick-up of the House****Capital Costs**

5—Color cameras @ \$35,000	\$ 175,000
5—Automated heads @ \$2,000	10,000
1—Video switcher 8 input	10,000
6—Picture monitors @ \$500	3,000
1—Color monitor @ \$3,500	3,500
6—Waveform monitors @ \$1,200	7,200
5—Sync. distribution amplifiers and frame	1,700
1—Color bar generator	1,500
2—Sync. generators c/w changeover	13,000
1—Vertoscope	2,600
2—Audio line amplifiers, frame and p.s.	1,000
2—Monitor amplifiers and speakers	1,000
camera cables, misc. wire and cable	4,500
initial spares	10,000
Test equipment, tools, etc.	5,000
Racks and cabinets	2,000
misc. furnishings and fixtures	1,000

Electronic Equip..... \$ 252,000

5% P.S.T..... 12,600

Air conditioning installed

Lighting alterations..... 5,000

Misc. construction, shelves, cabinets..... 3,000

Labor, electronic installation and checkout..... 1,000

Total capital costs..... \$ 278,600

Annual Operating

1—Director switcher.....	12,000
1—assistant.....	9,000
2—operators (video, cam. controls)	15,000
1—technician.....	8,000
10% overhead on salaries.....	4,400
General operating expenses.....	\$ 48,400
Maintenance—camera tubes.....	6,000
misc. parts.....	2,000
lamps.....	1,000
Total operating expense.....	\$ 59,200

Amortization

Five year capital depreciation.....	\$ 55,720
Financing (10% diminishing balance)	16,715
	\$ 72,435

B. Electronic Hansard.

1—Helical Scan recording—Three machines.....	
Capital Costs	
3—one-inch helical scan recorders @ 30,000.....	\$ 90,000
monitor facilities.....	7,000
misc.....	1,000
Total.....	\$ 98,000

Annual Operating

1—technician.....	10,000
overhead.....	1,000
videotapes (1000 hours/year)	50,000
Maintenance costs	
video heads.....	3,000
misc. parts.....	2,000
Total.....	\$ 66,000

Amortization

Depreciation, 5 year straight line.....	19,600
Finance charges.....	6,000
Total.....	\$ 25,600
Helical Scan—Total Annual costs.....	\$ 91,600

APPENDICE «B»

A. Capteur en direct de la Chambre

<i>Coûts en capital</i>			
5—caméras couleur à \$35,000.		\$ 175,000	
5—têtes automatiques à \$2,000.		10,000	
1—Commutateur vidéo à 8 entrées.		10,000	
6—contrôle d'images à \$500.		3,000	
1—contrôle de couleur à \$3,500.		3,500	
6—contrôle de forme des signaux à \$1,200.		7,200	
5—amplificateurs de distribution de synchronisation et chassis.		1,700	
1—Générateur—bande de couleurs.		1,500	
2—générateurs de synchron. avec commutateurs.		13,000	
1—vertoscope.		2,600	
2—amplificateurs de ligne audio fréq., chassis et alimentation.		1,000	
2—amplificateurs de contrôle et haut-parleurs.		1,000	
câbles de caméra, fils et câbles divers.		4,500	
pièces de rechange initiales.		10,000	
équipement d'essai, outils, etc.		5,000	
support et armoires.		2,000	
fournitures et appareillage divers.		1,000	
			\$ 252,000
Equipement électronique.		12,600	
taxe de vente provinciale 5%.		5,000	
Installation de la climatisation.		3,000	
Modifications à l'éclairage.		1,000	
Construction d'étagères, d'armoires divers.		5,000	
Main-d'œuvre, installation électronique et vérification.			\$ 278,600
Total, coûts en capital.....			
<i>Exploitation annuelle</i>			
1—directeur pour le commutateur.		12,000	
1—adjoint.		9,000	
2—opérateurs (vidéo, caméra, contrôle).		15,000	
1—technicien.		8,000	
10% frais généraux sur le salaire.		4,400	\$ 48,400
Dépenses d'exploitation générale.		6,000	1,800
Maintenance—tubes de caméras.		2,000	
Pièces diverses.		1,000	9,000
lampes.			
Total des dépenses d'exploitation.....			\$ 59,200

Amortissement

Dépréciation du capital pendant cinq années.		\$ 55,720
Financement (solde diminuant de 10%).		61,715
		\$ 72,435

B. Hansard électronique

1—Magnétophone à balayage hélicoïdal—trois machines

<i>Coûts en capital</i>			
3—Magnétophones à balayage hélicoïdal d'un pouce, à \$30,000.		\$ 90,000	
Services de contrôle.		7,000	
divers.		1,000	
			\$ 98,000
Total.....			

Exploitation annuelle

1—technicien.		10,000	
frais généraux.....		1,000	11,000
rubans magnétoscopiques (1,000 heures/année).			50,000
Cout de maintenance.			
Têtes de magnétophone.		3,000	
Pièces diverses.		2,000	5,000
			\$ 66,000
Total.....			

Amortissement

Dépréciation, 5 années d'affilée.		19,600	
Frais de financement.		6,000	
			\$ 25,600
Total.....			

Balayage hélicoïdal—coûts annuels totaux.....

B. Electronic Hansard (cont'd)

2—Quadrature (broadcast compatible) recording—two machines

Capital Costs

2—(VR1200 type) videotape recorders @ 89,000.	\$ 178,000
color monitor.....	3,500
miscellaneous.....	1,500

Capital costs—Total.....

\$ 178,000
3,500
1,500

\$ 183,000

Annual Operating

1—technician.....	10,000
overhead 10%.....	1,000
videotape (1000 hours per year).....	259,500

Maintenance costs

3 video heads.....	3,500
misc. parts.....	2,200

Total operating costs.....

3,500
2,200
5,500

\$ 276,000

Amortization

Depreciation, 5 year straight line.....	36,600
Interest, 10% diminishing balance.....	10,980

Total amortization.....

\$ 47,580

*C. Interview Facilities**Capital Costs*

2—Cameras.....	\$ 70,000
switcher.....	10,000
4—monitors.....	2,000
3—waveform monitors.....	4,000
1—color monitor.....	3,700
misc. lighting, racks, etc.....	2,000
audio facilities.....	2,000
decor settings, etc.....	500
installation.....	1,000
Total.....	\$ 95,200

Annual Operating

1—program assistant.....	6,000
overhead.....	600
maintenance—camera tubes.....	1,000
misc. parts.....	1,000
general expenses.....	1,500

Total.....

\$ 10,100

Amortization

Depreciation (5 year straight line).....	19,040
Finance charges.....	5,701
Total.....	\$ 24,750

Interview Facilities, Total annual costs.....

\$ 34,850

*Service**Live Pick-up*

Capital Costs	Annual Operating	Annual Amortization
---------------	------------------	---------------------

\$ 278,600 \$ 59,200 \$ 72,435

Electronic Hansard

VTR helical—3 machines.....	98,000
Sub total.....	376,600
VTR quadrature—2 machines.....	183,000
Sub-total.....	461,600

Interview facilities

98,000	66,000	25,600
376,600	125,200	98,035
183,000	276,000	47,600
461,600	335,200	120,035

Totals Helical VTR.....

95,200	10,100	24,750
471,800	135,300	122,735

Quadrature VTR.....

556,800	345,300	144,735
---------	---------	---------

20 mai 1970

Procédure et de l'organisation

4 : 41

2—enregistrement quadratures (à diffusion compatible)—deux machines

Coûts en capital

2—magnétophones (type VR1200) à \$89,000.....	\$ 178,000
contrôle de couleur.....	3,500
divers.....	1,500
Coûts en capital—total.....	<u>\$ 183,000</u>

Coûts en capital—total.....

Exploitation annuelle

1—technicien.....	10,000
Frais généraux 10%.....	1,000
ruban magnétoscopique (1,000 heures par année).....	259,500

Coûts de maintenance

3 têtes de magnétoscopes.....	3,500
Pièces diverses.....	2,000
Coûts totaux d'exploitation.....	<u>\$ 276,000</u>

Coûts totaux d'exploitation.....

Amortissement

Dépréciation, 5 années d'affilée.....	36,600
Intérêts, solde diminuant de 10%.....	10,980
Amortissement total.....	<u>\$ 47,580</u>

Amortissement total.....

C. Services d'entrevue

Coûts en capital

2—caméras.....	\$ 70,000
commutateur.....	10,000
4—contrôles.....	2,000
3—contrôles de forme des signaux.....	4,000
1—contrôle couleur.....	3,700
éclairage, supports divers, etc.....	2,000
services audio.....	500
montages de décor, etc.....	1,000
installation.....	
Total.....	<u>\$ 95,200</u>

Exploitation annuelle

1—adjoint de programme.....	6,000
frais généraux.....	600
Maintenance—tubes de caméras.....	1,000
pièces diverses.....	1,000
dépenses générales.....	2,000
	1,500
Total.....	<u>\$ 10,100</u>

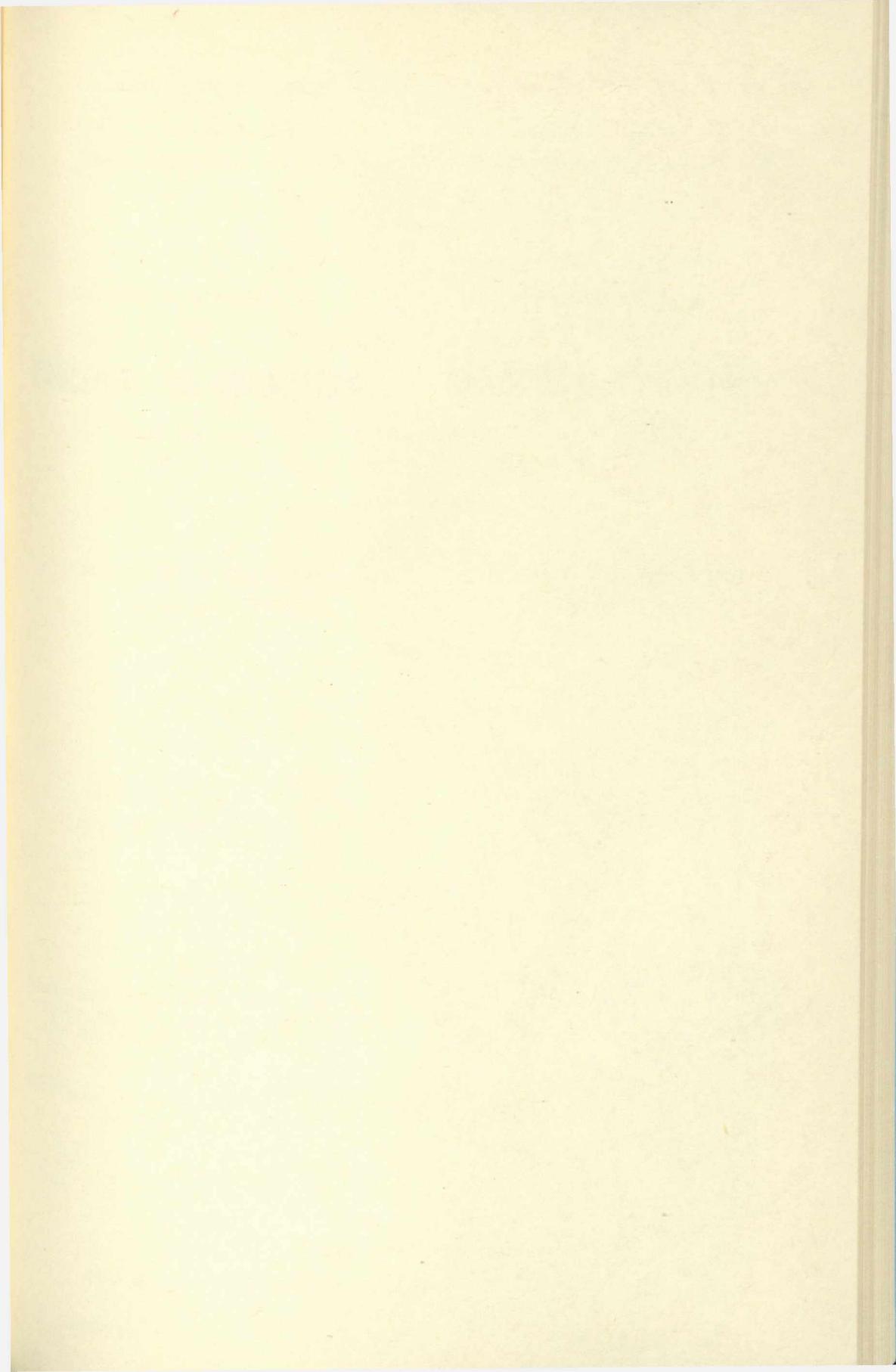
Total.....

Amortissement

Dépréciation (5 années d'affilée).....	19,040
Frais de financement.....	5,710
Total.....	<u>\$ 24,750</u>

Services d'entrevue, coûts totaux annuels.....

	Cout en capital	Exploitation annuelle	Amortissement annuel
Service	\$ 278,000	\$ 59,200	\$ 72,435
Captage en direct.....			
Hansard électronique			
VTR hélicoïdal—3 machines.....	98,000	66,000	25,600
sous-total.....	\$ 376,600	\$ 125,200	\$ 98,035
VTR quadrature—2 machines.....	183,000	276,000	47,600
sous-total.....	\$ 461,600	\$ 335,200	\$ 120,035
Services d'entrevue.....	95,200	10,100	24,750
Totaux Hélicoïdal VTR.....	\$ 471,800	\$ 135,300	\$ 122,785
Quadrature VTR.....	\$ 556,800	\$ 345,300	\$ 144,785



HOUSE OF COMMONS

Second Session

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session de la
vingt-huitième législature, 1969-1970

STANDING COMMITTEE
ON

COMITÉ PERMANENT
DE LA

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

D. Gordon Blair

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 5

THURSDAY, MAY 21, 1970

LE JEUDI 21 MAI 1970

WEDNESDAY, MAY 27, 1970

LE MERCREDI 27 MAI 1970

Respecting

Concernant

Radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

La transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre.

and

et

Measures to ensure the security of the galleries of the House.

Mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir les Procès-verbaux)

STANDING COMMITTEE

ON

PROCEDURE AND ORGANIZATION

COMITÉ PERMANENT

DE LA

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

Mr. D. Gordon Blair

Président

Vice-Chairman

M. Marcel Lambert

Vice-président

and Messrs.

Aiken,
Deachman,
Fairweather,
Forest

Francis,
Jerome,
Knowles (Winnipeg
North Centre)

¹ Macdonald (Rosedale),
Rondeau,
St. Pierre—12.

*Le secrétaire du comité,
Michael B. Kirby,
Clerk of the Committee.*

Pursuant to Standing Order 65 (4) (b)—

Conformément à l'article 65 (4) b) du Règlement—

¹ Replaced Mr. Reid May 21, 1970.

¹ Remplace M. Reid le 21 mai 1970.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, May 21, 1970

(6)

The Standing Committee on Procedure and Organization met, *in camera*, this day at 8.10 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Blair, Deachman, Forest, Francis, Knowles (Winnipeg North Centre), Lambert (Edmonton West), St. Pierre, Macdonald (Rosedale) — (8).

Also present: Mr. Laprise, M.P.

Witnesses: From the House of Commons: Lieutenant Colonel Davis Currie, Sergeant-at-Arms; Dr. Maurice Ollivier, Parliamentary Counsel; and Mr. Alex Small, Second Clerk Assistant and Director of Legislative Services.

The Chairman circulated a draft *First Report* in connection with the Committee's consideration of the estimates of Parliament.

Mr. Lambert moved that the report be adopted.

Debate arose, during which Mr. Small was questioned.

Later, Mr. Knowles moved that the draft *First Report* be amended by deleting from the fourth paragraph the word "routine" and inserting the word "bilingual" in place thereof. The question being put on the amendment, it was *negatived* on the following division: YEAS 1; NAYS 6.

The question being put on the main motion, the draft Report was *adopted* as the Committee's First Report to the House.

The Committee proceeded to consideration of the question of security in the galleries of the House of Commons.

The Chairman introduced the Sergeant-at-Arms and the Parliamentary Counsel.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAUX

Le JEUDI 21 mai 1970

(6)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit, *à huis clos*, ce soir à 8h 10. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Deachman, Forest, Francis, Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Lambert (Edmonton-Ouest), St. Pierre, Macdonald (Rosedale) — (8).

Autre député présent: M. Laprise.

Témoins: de la Chambre des communes: le lieutenant colonel David Currie, sergent d'armes; MM. Maurice Ollivier, conseiller parlementaire et Alex Small, second adjoint au greffier et directeur des services juridiques.

Le président fait circuler un projet de *Premier Rapport* concernant l'étude faite par le Comité du Budget des dépenses du Parlement.

M. Lambert propose que le rapport soit adopté.

Le débat s'élève, au cours duquel M. Small est interrogé par les députés.

Plus tard, M. Knowles propose que le projet de premier rapport soit modifié par le retranchement au quatrième alinéa du mot «routine» et son remplacement par le mot «bilingue». La question est mise aux voix et l'amendement est *rejeté* sur division: en faveur 1; contre 6.

La question est mise aux voix sur la première proposition, et le projet de rapport est *adopté*, comme *Premier Rapport* du Comité à la Chambre.

Le Comité procède ensuite à l'étude de la question de sécurité dans les galeries de la Chambre des communes.

Le président présente le sergent d'armes et le conseiller parlementaire.

Both made statements, following which they were questioned.

Later, the questioning of the Officers of the House completed, at 10.12 p.m., on motion of Mr. Macdonald, the Committee adjourned to the call of the Chair.

Les deux font des déclarations, puis sont interrogés par les députés.

Par la suite, l'interrogatoire des fonctionnaires de la Chambre des communes terminé, sur une proposition de M. Macdonald, la séance du Comité est levée à 10h 12 jusqu'à nouvelle convocation du président.

WEDNESDAY, May 27, 1970

(7)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:45 p.m. The Vice-Chairman, Mr. Lambert, presided.

Members present: Messrs. Aiken, Deachman, Fairweather, Francis, Knowles (Winnipeg North Centre), Lambert (Edmonton West), and St. Pierre—(7).

Also present: Mr. Reid, M.P.

Witness: From the Office of the Law Clerk and Parliamentary Counsel: Mr. Joseph Maingot.

The Committee resumed consideration of the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

The Vice-Chairman introduced the witness who made a statement.

By consent, the Vice-Chairman interrupted the witness to inform the Committee that the Clerk had received a letter from Mr. David Dehler, solicitor for Mr. David Battle and Battle 6 Productions Limited, forwarding a brief on the televising of the proceedings of the House and which Mr. Battle had sent to members of the cabinet some time ago. After debate, it was

Agreed,—That the letter and brief be circulated.

The Vice-Chairman read a memorandum from the Chairman in connection with the calling of future witnesses on the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees. Debate

Le MERCREDI 27 mai 1970

(7)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi à 3h 45. Le vice-président, M. Lambert, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Aiken, Deachman, Fairweather, Francis, Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Lambert (Edmonton-Ouest), et St-Pierre—(7).

Autre député présent: M. Reid.

Témoin: du Bureau du légiste et conseiller parlementaire: M. Joseph Main-got.

Le Comité reprend l'étude de la question de la radiodiffusion et de la télévision des débats de la Chambre des communes et des Comités.

Le vice-président présente le témoin qui fait une déclaration.

Avec approbation, le vice-président interrompt le témoin pour informer le Comité que le greffier a reçu une lettre de M. David Dehler, solliciteur de M. David Battle et Battle 6 Productions Limited, avec mémoire sur la télédiffusion des débats de la Chambre, dont les députés ont déjà reçu un exemplaire de M. Battle. Après discussion, il est

Convenu,—Que la lettre et le mémoire soient mis en circulation.

Le vice-président donne lecture d'un mémorandum du président qui a trait à l'appel des futurs témoins sur la question de la radiodiffusion et de la télédiffusion des débats de la Chambre et des Comités. Un débat s'élève et, plus tard, le témoin

arose and later the witness resumed making his statement after which he was questioned.

Later, the Vice-Chairman thanked the witness and he was excused.

At 5:30 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Recorded by Electronic Apparatus

Wednesday, May 15, 1968
Le greffier du Comité,
Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

* 1544
The Vice-Chairman: Gentlemen, there is a sufficient number of members present for the reception of evidence. As you know, Mr. Kirby indicated last week he would absent himself and I would take the Chair in his place.

We have a number of topics on the agenda but I will defer those because we have a guest today Mr. Joseph Maingot who is from the Office of the Parliamentary Counsel. He has prepared—it has been sent to you under separate cover by the Clerk of the Commons—a very extensive memorandum on the subject of privilege and the law of defamation involved in the question of broadcasting or televising proceedings from the House of Commons.

* 1545
It is not suggested that Mr. Maingot read into the proceedings the entirety of his brief, but now it is a brief prepared for the Committee. It will be printed as an appendix to today's proceedings. However, in order to direct the attention of members of the Committee, he will highlight some of the points that appear in the brief and then, if there are questions to be asked, they will be invited. On that basis I will allow Mr. Maingot to proceed.

Mr. Joseph Maingot (Office of the Parliamentary Counsel, House of Commons): Mr. Chairman, the brief is fairly lengthy as briefs go and one reason I would advance for this is because it is a new topic and I thought it should be dealt with in some depth. I will, however, in the face of your suggestion attempt to indicate the highlights and if I am, even under those circumstances, still a little lengthy I ask to be forgiven.

I will deal first of all with the privilege of freedom of speech and from where it comes. I then go into, with respect to the privilege of freedom of speech, what it means here. The House is involved; how the courts are involved and the various cases in court that have dealt with it. Then I deal with certain implications which I advance in the case of

reprend sa déclaration, puis est interrogé par les députés.

Le vice-président remercie ensuite le témoin et lui permet de se retirer.

A 5h 30, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Both made statements, following which
les deux font des déclarations, puis sont
écoutés par les députés.
Les deux font des déclarations, puis sont
écoutés par les députés.

Later, the questioning of the Officers of
the House completed, at 10:12 p.m., on
l'interrogatoire des officiers de la Chambre
terminé à 22:12, le vice-président
intervient pour faire voter une motion
de confiance dans le Gouvernement du
président.

A 22:30, la séance du Comité est levée
lorsqu'il vote la motion de confiance au
gouvernement du président.

WEDNESDAY May 27, 1970

(6) Le délégué du Comité (7)

Witness B Kirby

The Standing Committee on Procedure
and Organization met this day at 3:45
p.m. The Vice-Chairman, Mr. Lambert,
presided.

Members present: Messrs. Aiken,
Deachman, Fairweather, Francis, Knowles
(Winnipeg North Centre), Lambert (Ed-
monton West), and St. Pierre—(7).

Also present: Mr. Reid, M.P.

Witness: From the Office of the Law
Clerk and Parliamentary Counsel: Mr.
Joseph Maingot.

The Committee resumed consideration
of the question of radio and television
broadcasting of the proceedings of the
House of Commons and its Committees.

The Vice-Chairman introduced the witness
who made a statement.

By consent, the Vice-Chairman inter-
rupted the witness to inform the Com-
mittee that the Clerk had received a letter
from Mr. David Dehler, solicitor for
Mr. David Battle and Battle & Productions
Limited, forwarding a brief on the televising
of the proceedings of the House and
which Mr. Battle had sent to members of
the cabinet some time ago. After debate,
it was

Agreed.—That the letter and brief be
circulated.

The Vice-Chairman read a memorandum
from the Chairman in connection
with the calling of future witnesses on the
question of radio and television broad-
casting of the proceedings of the House of
Commons and its Committees. Debate

Les deux font des déclarations, puis sont
écoutés par les députés.
Par la suite, l'interrogatoire des officiers de la Chambre
terminé à 22:12, le vice-président
intervient pour faire voter une motion
de confiance dans le Gouvernement du
président.

Le vice-président fait voter une motion
de confiance dans le Gouvernement du
président.

Le MERCREDI 27 mai 1970

(6) Le délégué du Comité (7)

Witness B Kirby

Comité permanent de la procédure
et de l'organisation se réunit cet après-
midi à 15:45. Le vice-président, M. Lam-
bert, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Aiken, Deach-
man, Fairweather, Francis, Knowles
(Winnipeg-Nord-Centre), Lambert (Ed-
monton-Ouest), et St-Pierre—(7).

Autre député présent: M. Reid.

Témoin du Bureau du législateur et con-
seiller parlementaire: M. Joseph Mai-
got.

Le Comité reprend l'étude de la ques-
tion de la radiodiffusion et de la télévisio-
n des débats de la Chambre des communes
et des Comités.

Le vice-président présente le témoin
qui fait une déclaration.

Avec approbation, le vice-président in-
terrompt le témoin pour informer le Com-
ité que le greffier a reçu une lettre de
M. David Dehler, avocat de M. David
Battle et Battle & Productions Limited,
avec mémoire sur la télédiffusion des dé-
bats de la Chambre, dont les députés
ont déjà reçu un exemplaire de M. Battle.
Après discussion, il est

Convenu.—Que la lettre et le mémoire
soient mis en circulation.

Le vice-président donne lecture d'un
mémorandum du président qui a trait à
l'appel des futurs témoins sur la question
de la radiodiffusion et de la télédiffusion
des débats de la Chambre et des Comités.
Un débat s'élève et, plus tard, le vice-

[Texte]

[sonore/voix]

[Interprétation]

[texte]

The House is not subject to the control of the

Committee since it is not subject to the control of the House of Commons.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, May 27, 1970.

• 1544

The Vice-Chairman: Gentlemen, I see a sufficient number of members present for the reception of evidence. As you know, Mr. Blair indicated last week he would be absent today and I would take the Chair in his place.

We have a number of items on the agenda, but I will defer those because we have with us today Mr. Joseph Maingot who is from the Office of the Parliamentary Counsel. He has prepared—it has been sent to you under separate cover by the Clerk of the Committee—a very extensive memorandum on the subject of privilege and the law of defamation involved in the question of broadcasting or televising proceedings from the House of Commons.

• 1545

It is not suggested that Mr. Maingot read into the proceedings the entirety of his brief, but since it is a brief prepared for the Committee, it will be printed as an appendix to today's proceedings. However, in order to direct the attention of members of the Committee, he will highlight some of the points that appear in his brief and then, if there are questions to be asked, they will be invited. On that basis I will ask Mr. Maingot to proceed.

Mr. Joseph Maingot (Office of the Parliamentary Counsel, House of Commons): Mr. Chairman, the brief is fairly lengthy as briefs go and the reason I would advance for this is because it is a new topic and I thought it should be dealt with in some depth. I will, however, in the face of your suggestion attempt to indicate the highlights and if I am, even under those circumstances, still a little lengthy I ask to be forgiven.

I will deal first of all with the privilege of freedom of speech and from where it emanates. I then go into, with respect to the privilege of freedom of speech, what it means, how the House is involved, how the courts are involved and the various cases in court that have dealt with it. Then I deal with certain propositions which I advance in the face of

Le vice-président: Nous sommes suffisamment nombreux pour entendre les témoignages. Messieurs, vous n'ignorez pas que M. Blair disait la semaine dernière qu'il serait absent aujourd'hui et que je devais le remplacer.

Nous avons plusieurs articles à l'ordre du jour. Néanmoins, nous différerons l'examen de ces questions parce que nous avons avec nous M. Joseph Maingot du Bureau du légiste et conseiller parlementaire. Le secrétaire du Comité vous a fait parvenir un long mémoire, rédigé par M. Maingot, au sujet de la Loi sur la diffamation et de ses rapports avec l'éventuelle diffusion ou télédiffusion des débats de la Chambre. M. Maingot n'aura pas à donner lecture de son mémoire, mais puisque le mémoire a été préparé à l'intention du Comité, il peut être néanmoins annexé au compte rendu d'aujourd'hui. Cependant, il entend souligner certains des points dont il a traité dans son texte. S'il y a des questions à poser, vous pourrez le faire ultérieurement. Je demande donc à M. Maingot de poursuivre.

M. Joseph Maingot (Bureau du légiste et conseiller parlementaire, Chambre des communes): Monsieur le président, ce mémoire qui est assez long est fait à neuf et, la raison pour laquelle il l'est, c'est qu'il s'agit là d'une nouvelle question qu'il y avait intérêt, selon moi, à traiter en profondeur. Je vais néanmoins essayer de me conformer et de ne vous en souligner que les points essentiels et même si je m'étends un peu sur le sujet, je vous prie de m'excuser.

Je parle ici donc du privilège de la liberté de parole et de son origine. Après quoi, je chercherai à la définir en ce qui concerne la Chambre et les tribunaux et ainsi que les diverses causes où on en a discuté. Puis, j'avance deux ou trois idées que je traite plus longuement, en citant des autorités législatives ou la jurisprudence. J'entre ensuite dans les aspects consti-

[Text]

legislation and in the face of the case authorities. Then I go into the constitutional aspects of it in the event the Committee felt they required legislation to protect the member and the broadcaster.

The privilege of freedom of speech, as you know, is one of the original and fundamental privileges of the members of both Houses of Parliament and comprises the right confirmed to each House of exclusive control over its own proceedings, including the privilege of freedom in debate proper. This privilege secures to every member an immunity from prosecution or civil proceeding for everything said or done by him in the exercise of his functions as a representative, whether it be in the House itself or in one of its committees.

The claim made is not for absolute freedom of speech, speech is only to be independent of every authority except the private jurisdiction of Parliament over its own members. No legislative assembly would be able to discharge its duties with efficiency or assure its independence and dignity unless it had adequate powers to protect itself, its members and officials in the exercise of their functions.

In Parliament the form of deliberation and the rules which govern it are integral parts of public law, commonly called the law of Parliament. These privileges and powers have been assumed as fundamental and have been insisted upon by custom and usage as well as confirmed and extended by legal enactments. They are now "ancient and undoubted."

Although either House may expound the law of Parliament and vindicate its own privileges, it is agreed universally that no new privilege may be created. That is to say, the House may resolve that its privileges have been infringed in a particular instance, but it does not have the power by a simple resolution to create for itself a new privilege not warranted by the known laws and customs of Parliament or alter, suspend or supersede the established laws of the land. That is to say, the laws of Canada, of which the law of Parliament is part, may not be amended by the House alone for only Parliament may legislate.

Dealing with the aspect of the rights and privileges relating to the right of the House to be the exclusive jurisdiction over its own proceedings, this is the obvious right to settle its own procedure so that it is not responsible to any external authority for following the rules it lays down for itself, but may depart from them at its own discretion. This applies also to procedural rules laid down by statute or even the role of a member and, therefore, in such

[Interpretation]

tutionnels de la question, au cas où le Comité l'exigerait afin de protéger tant le député que le radiodiffuseur.

Le privilège de liberté de parole est un des priviléges fondamentaux des députés et membres du Parlement en général. Chacune de ses Chambres reste entièrement maîtresse de ses propres travaux, y compris le privilège de discuter librement toutes les questions au cours des débats, ce qui suppose une immunité par rapport aux actions en justice éventuellement à cet égard, qu'il s'agisse pour le député de l'exercice ordinaire de ses fonctions à la Chambre ou en Comité.

Il ne s'agit pas ici de réclamer la liberté absolue de parole; il s'agit simplement pour le député d'être indépendant de toute autorité, sauf l'autorité du Parlement qui a un droit de regard sur la conduite de ses propres députés. Aucune Chambre législative ne saurait exercer convenablement ses fonctions dans l'indépendance et la dignité, à moins qu'elle puisse se protéger ainsi que ses membres et ses fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Au Parlement, la forme des délibérations et les règlements des débats sont parties intégrantes du droit public qu'on appelle, Droit parlementaire. Ces priviléges et attributions ont été jugés fondamentaux et ont été consacrés par la coutume et l'usage et confirmés par actes juridiques. Ces priviléges sont considérés de nos jours comme étant acquis sans l'ombre d'un doute.

Bien que l'une ou l'autre des deux Chambres puisse décréter de nouvelles lois et renoncer à ses propres priviléges, tout le monde reconnaît qu'aucun nouveau privilège ne saurait être créé. Autrement dit, la Chambre peut décider que l'on ait abusé de ses priviléges en tel ou tel cas particulier, mais elle n'a pas le droit par une simple résolution de se créer de nouveaux priviléges qui ne sont pas exigés par les droits et usages connus du Parlement. Elle ne peut pas non plus modifier ou suspendre ou passer outre aux lois du pays, c'est-à-dire, que les lois canadiennes, dont fait partie la Loi parlementaire ne peuvent pas être amendées par la Chambre elle-même, car seul le Parlement peut légiférer.

En ce qui concerne les droits et priviléges dont jouit la Chambre et en quoi elle est la seule juridiction en matière de ses propres travaux, j'en conclus que la Chambre est seule maîtresse de cet aspect de la question. C'est ce qui s'applique aussi aux règlements de procédure indiqués par les lois. Dans tous ces cas, la Chambre peut passer outre ou modifier la loi.

[Texte]

[Interprétation]

[Interprétation]

cases the House can practically change or supersede the law.

• 1550

The House is not subject to the control of the courts in its administration of that part of the statute law which has relation to its own internal proceedings; it follows that the House has exclusive power of interpreting the statute so far as the regulation of its own proceedings within its own walls is concerned and even if that interpretation should be erroneous, the court has no power to interfere with it directly or indirectly. The courts have taken that position. It is like a court whose jurisdiction is not subject to appeal. The courts admit that when a matter is a proceeding of the House, beginning and terminating within its own walls, it is obviously outside the jurisdiction of the courts and they take the view that it would be impossible for the House with any regard for its own dignity and independence to give its reasons for deciding as it did or accept the court's interpretation of the law in preference to its own. I think it is fair to say that in such cases the House could, with impunity, even deny natural justice to a member.

However, the courts will not be deterred from upholding private rights by the fact that parliamentary privilege is involved in their maintenance and that, except as regards the internal regulation of its proceedings by the House, courts of law will not hesitate to enquire into alleged privilege, as they would into local customs and determine its extent and application. The courts take the view that the House of Commons cannot authorize the violation of private rights and by declaring the power thus exercised to be a matter of privilege, preclude a court from inquiring into the existence of the privilege because this doctrine would place the rights and liberties of the subject at the mercy of a single branch of the legislature.

An issue may, therefore, come before the court which involves the proceedings of Parliament in some way. The court will divorce itself entirely from adjudicating where it solely relates to the internal proceedings and the cases dealing with them are, on their facts, never doubtful that this is what is involved. On the other hand, if the issue is really the assertion on the part of the House of Commons, whether or not by way of a resolution, of an otherwise illegal act, the garb of privilege, say the court, will not render it lawful, but it will enquire whether the question is, independent of the resolution and assertion of privilege, in itself privileged and lawful.

The Ontario courts dealt with this in 1885 and said "the powers and privileges of Parlia-

La Chambre n'est pas soumise au contrôle des tribunaux en ce qui concerne son administration de cette partie du droit statutaire qui a trait à ses propres travaux internes. Il s'ensuit que la Chambre est seule habilitée à interpréter une législature en ce qui concerne la réglementation de ses propres travaux à l'intérieur de sa propre enceinte. Et même si cette interprétation est fautive, le tribunal ne peut pas intervenir directement ou indirectement. C'est le point de vue qu'ont adopté les tribunaux et c'est comme une Cour où il n'y a pas non plus le droit d'appel. Le tribunal admet que lorsqu'il s'agit d'un travail fait à la Chambre, fait à l'intérieur de l'enceinte parlementaire, celui-ci échappe à la compétence du tribunal. Le tribunal juge en outre qu'il serait impossible à la Chambre, à cause de ses structures, de garder son indépendance et sa dignité tout en acceptant l'interprétation qu'ont fait les tribunaux de son propre droit, de préférence à la sienne propre. La Chambre pourrait ainsi impunément priver un député de ses droits à la justice naturelle.

Toutefois, les tribunaux défendront les droits civils privés, parce que le privilège parlementaire est en cause et que sauf en ce qui concerne l'organisation intérieure de ces travaux, les tribunaux n'hésiteront pas à faire enquête sur des questions de privilège, comme ils le font en cas de coutumes locales pour en déterminer l'étendue et l'application. Les tribunaux estiment que la Chambre ne peut pas autoriser la violation des droits privés et en déclarant que le pouvoir ainsi exercé est un privilège parlementaire, ils ne peuvent pas empêcher un tribunal de s'enquérir de l'existence du privilège, car cette doctrine placerait les droits et les libertés du sujet à la merci d'une branche unique des pouvoirs législatifs.

Il se peut alors qu'une cause présentée aux tribunaux touche aux délibérations de la Chambre. Le tribunal refusera de se prononcer sur les travaux internes de la Chambre lorsque la chose est manifeste. D'autre part, s'il s'agit, pour la Chambre des communes, d'admettre que ce soit par résolution ou non, un acte illégal, le tribunal refuse toutefois de le rendre légitime, mais il se renseignera pour déterminer si l'acte en lui-même est légal et question de privilège.

La chose a été décidée en Ontario dès 1885. On a dit que «les droits et priviléges du Parle-

[Text]

ment, when duly exercised, are not to be questioned by any court or tribunal; but whether they are duly exercised is a matter to be tried by the general law of the land, the judges and courts taking notice of the law of Parliament, as they take notice of the common law, the civil law, or of any foreign law, whenever they are called upon to do so", and this particular court in 1885 in Ontario went on to say this: "The courts have truckled too much to the assumed privileges of Parliament, but the cases among other of Stockdale versus Hansard have stripped the law of Parliament of all mystery and have brought it, as part of the general law, within the judgment of the legal courts of the country". This, of course, is also found to benefit the privileges of Parliament and powers of the general and public law which are to be found in Section 5 of the Senate and House of Commons Act.

In practical terms, therefore, it is suggested that any action before our courts based on a cause of action which is strictly an internal proceeding of the House would be struck out as disclosing no reasonable cause of action or as being frivolous and vexatious whereas in an action based on an otherwise illegal act which touches and involves the internal proceedings of the House, but affects rights of third parties outside Parliament, the court would be competent to examine the act complained of independently of any order of the House to determine its validity in the light of existing privileges.

We now turn to the question of whether the privilege of freedom of speech in the House or one of its committees would extend to those speeches if they were published by means of a simultaneous or transcribed broadcast. In other words, could a member of the House of Commons or a witness before a committee thereof in an action for defamatory words spoken in these circumstances successfully claim that publication by broadcasting to be inherent in the privilege whether or not the House of Commons by resolution declared it to be so? Second, what would be the position of the broadcasting company?

If there is a test to be applied in these circumstances, what should it be? Should we ask whether, as the case states, the speech was "confined to the House", whether it was "said during debate", whether "it was part of the internal proceedings of the House", whether it was "confined to the walls and said by a member in his place in the House", whether "the sole speaking which would constitute the cause of action is the speaking in Parliament" or does it involve some test which is basic to any popularly elected assembly?

There is no reported case involving an action for defamatory words spoken during a broad-

[interpretation]

[Interpretation]

ment ne doivent pas être mis en question par les tribunaux, mais les tribunaux sont habilités à connaître cette question lorsqu'il s'agit plus particulièrement de déterminer si les attributions de la Chambre ont été exercées régulièrement.» Les causes sont jugées à la lumière de la Common law et des loi ordinaires. Dans l'arrêt en question, on a dit que «Les tribunaux s'étaient trop longtemps inclinés devant les caprices du Parlement, mais que, par exemple, la cause Stockdale v. Hansard avait fait disparaître le mystère dont le Parlement s'entourait et avait soumis le droit parlementaire à la juridiction des tribunaux de notre pays.» On traite aussi de ce sujet à l'article 5 de la Loi sur le sénat et la Chambre des communes.

Pratiquement donc, toutes les causes aménées devant nos tribunaux traitant strictement de travaux internes de la Chambre ne seraient trouvées absurdes ou vexatoires alors que dans le cas des causes ne mettant en cause les travaux internes de la Chambre, mais bien des tiers partis en dehors du Parlement, les tribunaux seraient habilités à les examiner indépendamment des ordonnances de Chambre qui peuvent exister à cet égard.

Il reste à savoir maintenant si la liberté de parole à la Chambre ou en comités touche les discours publiés simultanément ou sur bandes magnétoscopiques. Autrement dit, un député à la Chambre des communes ou un témoin devant un Comité pourrait-il prétendre lorsque des paroles diffamatoires sont prononcées que cette publication serait inhérente au privilège dont il jouit, même si la Chambre des communes l'avait déclaré telle par voie de résolution. Deuxièmement, quelle serait la situation de la Société de radio-télévision? Quelle est la question dont il faut se poser dans ces circonstances?

Nous devrions nous demander si le discours n'a été prononcé qu'en Chambre, qu'il faisait partie du travail interne de la Chambre, s'il a été prononcé par le député dans l'enceinte parlementaire, par un député parlant de sa place. Faut-il poser une autre question, valable pour toutes les autres assemblées populaires?

Aucun cas de paroles diffamatoires prononcées lors d'un débat radio-télévisé n'a encore

[Texte]

casted debate. There is only really one reported case of an action based on a speech in the House of Commons and not published elsewhere than in the official report. There are very few cases involving publication by a member and there are a few cases in Britain involving the newspaper report of defamatory speeches delivered in the House of Commons, but none in Canada which might suggest that defamation in Parliament is rare—which it is—and, second, that something so important as parliamentary debates has been considered to be afforded a measure of protection.

• 1555

I thought we could perhaps deal very briefly with the historical aspects prior to the nineteenth century. There is apparently no trace of printing Parliamentary papers of any description prior to 1641 when there was a general resolution for printing the votes of the House; at subsequent times, reports and miscellaneous papers were printed under special resolutions and measures taken for their distribution through the country. The last occasion on which the privilege of freedom of speech was directly impeached was in the case of Sir John Eliot among others, and this was in 1641, against whom a judgment was obtained in the King's Bench in the fifth year of the reign of Charles I for their conduct in Parliament. Subsequently in 1667 both the House of Commons and the House of Lords resolved that the judgment was illegal and against the freedom of privilege of Parliament. This was finally put to rest in 1689 when the Bill of Rights enacted the privilege of freedom of speech by declaring that the freedom of speech and debates on proceedings in Parliament ought not to be impeached or questioned in any court or place out of Parliament. From that time on this privilege was never seriously questioned, but it remained to be interpreted from time to time in the light of the increased practice of publication of parliamentary proceedings.

Now there are a few cases with which I thought we might deal with very briefly. The first case that occurs as to the publishing of Parliamentary papers of a defamatory nature was that of Lake versus King in 1667 where certain parliamentary papers had been printed without an order of the House reflecting on the character of the Vicar-General of the Bishop of Lincoln. It was held there that no action could lie here because the custom and practice of the time allowed such printing for circulation among the members and the courts were required to take judicial note thereof.

And then in 1794 the King versus Lord Abingdon involved the speech of a member of Parliament in the House of Lords in which he libelled his former lawyer. He then sent copies

[Interprétation]

été enregistré. Il n'y a qu'un cas d'un procès intenté à la suite d'un discours prononcé à la Chambre des communes. Il y a quelques cas en Grande-Bretagne qui mettent en cause les rapports publiés dans les journaux et qui constituent des libellés diffamatoires, mais il n'y en a pas au Canada. Rien n'existe au Canada qui donne à entendre que des causes aussi importantes que les débats parlementaires méritent d'être protégés de quelque façon.

Nous pourrions dire un mot brièvement des aspects historiques de la question avant le XIX^e siècle. Il n'y a aucune trace de publication de documents parlementaires avant 1641. A ce moment-là, une résolution a prévu l'impression des votes à la Chambre. Plus tard, des rapports et divers documents ont été publiés au terme de résolutions spéciales et diffusés dans le pays. La dernière fois où l'on a mis en doute le privilège de liberté de parole était le cas de Sir John Eliot en 1641 contre qui on a obtenu un jugement à la Cour du banc du roi, dans la cinquième année du règne du Roi Charles 1^{er} pour sa conduite au Parlement. En 1667, tant la Chambre des communes que la Chambre des Lords ont décidé que ce jugement était illégal et contraire à la liberté et au privilège du Parlement. En 1689, le «Bill of Rights» consacrait le privilège de la liberté de parole au Parlement en déclarant que l'on ne doit pas mettre en question devant les tribunaux ou ailleurs qu'au Parlement la liberté de parole dont jouissent les parlementaires. Depuis, ce privilège n'a jamais été sérieusement mis en question, mais il a été interprété malgré tout à la lumière de certaines circonstances, eut égard surtout à la publication des débats du Parlement.

La première affaire qui nous intéresse, c'est l'affaire de Lake v. King en 1667. Certains documents parlementaires avaient été imprimés sans l'autorisation de la Chambre et constituaient une attaque contre le vicaire-général de l'Évêque de Lincoln. On estimait, à cette époque, qu'aucun procès ne pouvait être intenté, parce que les us et coutumes de l'époque permettaient la publication de tels documents.

Plus tard, en 1794, le Roi v. Lord Abingdon mettait en cause un discours d'un député à la Chambre des lords qui constituait un libellé diffamatoire contre son avocat. Il en a donc

[Text]

on his own authority and at his own expense to the newspapers and it was published. The court, in finding him guilty, said that had they been spoken in the House of Lords and "confined to its walls" it would have had no jurisdiction. "Although a member had the right to publish his speech, it couldn't be made a vehicle for slander, otherwise it is a libel."

And then five years later, in 1799, the case of Rex versus Wright came before the courts and there a committee of the House of Commons made a report imputing to one Horne Tooke seditious and revolutionary designs after his acquittal on a charge of high treason and the House having ordered the report to be printed for the use of its members, the defendant, a bookseller and publisher, printed and published copies of the report. The attitude of the court in this instance was that "it was impossible to admit that the proceeding of either house of parliament is a libel," and this attitude courts later found not unremarkable and not tenable.

Then in 1813 Rex versus Creevey came before the courts and this was a case where the defendant member of Parliament made a libellous speech in the House about the plaintiff. He had it printed and published and it contained amongst other things allegations that the plaintiff, a tax inspector, was an informer on his neighbours. What had occurred was that the debate had been carried in the newspapers, but apparently it was not accurate enough for the defendant who furnished a correct report of the speech to the newspapers and it was published. There the court held that the member is protected when he speaks in the House, but not when "unauthorized by the House, he has chosen to publish an account of that speech in what he was pleased to call a more corrected form".

Then came the rather famous case of Stockdale versus Hansard in 1839 on which part of the Senate and House of Commons Act is based. And that is as a result of the legislation passed following that decision. The case was the turning point in the sense that up until then the courts appeared to be losing the continuing battle between the House of Commons regarding the view to be taken of the law of parliament, what it consisted of, and if and when it could be circumscribed. Here prison inspectors wrote a report describing a prison library book, in reality a scientific work on anatomy, to be disgusting and obscene and tabled the report pursuant to statute. Subsequently, those responsible for the prison responded and in turn the prison inspectors made a further report in reply repeating the same allegations and this was also tabled in the House. According to the practice and custom of the time, as you saw in the earlier case of Creevey, the

[Interprétation]

envoyé des copies à ses propres frais aux journaux qui l'ont publié. Le juge a dit que s'il avait parlé à la Chambre des communes et dans son enceinte, il n'aurait eu aucun pouvoir de juridiction. « Bien qu'un membre aurait le droit de publier son discours, il ne pouvait pas en faire un libellé diffamatoire. »

Cinq ans plus tard, en 1799, lors du procès Rex v. Wright, un comité de la Chambre avait fait un rapport imputant Horne Tooke de dessins séditieux et révolutionnaires, après son acquittement d'une accusation de haute trahison, et la Chambre, ayant ordonné l'impression du rapport pour utilisation de ses membres, le défendeur, un libraire, a imprimé et publié des copies de ce rapport. Le tribunal a jugé ici que c'était une conduite inadmissible.

En 1813, dans l'affaire Rex v. Creevey, le défendeur, un député, avait prononcé un discours diffamatoire à la Chambre contre le demandeur. Il avait prétendu notamment et fait imprimer ses accusations que le demandeur, inspecteur du fisc, fournissait des renseignements confidentiels sur ses voisins. Le débat s'est poursuivi dans les journaux à la demande du défendeur qui a donné une version corrigée de son discours. La Cour a décidé que le député était protégé lorsqu'il prononce un discours à la Chambre, mais non lorsqu'il en donne sa version aux journaux.

Puis, il y a la cause célèbre Stockdale v. Hansard en 1839 sur laquelle, en partie, la Loi sur la Chambre des communes est fondée et qui vient à la suite de la législation passée sur la base de cette décision. A ce moment-là, les tribunaux semblaient perdre le combat qu'ils livraient contre la Chambre des communes quant à l'interprétation accordée au droit parlementaire. Ici, dans le cas qui nous occupe, des inspecteurs de prison avaient écrit un rapport disant qu'était obscène et dégoûtant un livre qu'on trouvait dans la bibliothèque d'une prison et qui était, en fait, un ouvrage scientifique sur l'anatomie. Subséquemment les autorités de la prison ont demandé aux inspecteurs de la prison de faire un autre rapport, où on retrouvait les mêmes allégations, rapport qui a aussi été déposé à la Chambre. Selon les us et coutumes de l'époque, la Chambre a ordonné que ces deux rapports soient imprimés et vendus. Le demandeur a alors intenté un

[Texte]

[Inégalité de l'interprétation]

[Interprétation]

[Texte]

House ordered these reports to be printed and sold. The plaintiff then sued Hansard, the famous Parliamentary Printer, and after the writ was issued, the House of Commons in an attempt to protect the publisher passed a resolution asserting that this publication was an essential incident to the due performance of the functions of Parliament.

In a very lengthy report the court made a very exhaustive review of the law of parliament and the position of the courts. The court first of all pointed out that "whatever is done within the walls of either assembly must pass without question in any other place. For speeches made in Parliament by a member to the prejudice of any other person or hazardous to the public peace, that member enjoys complete impunity". It disapproved of the attitude of Rex versus Wright where the court in that instance found it impossible for a proceeding of the House to be a libel by suggesting that the court in that instance confounded the nature of the composition, that is the libel, and the occasion of publishing it.

• 1600

The Stockdale decision established the proposition once and for all that one branch of the legislature may not overrule the law and that the courts are competent to determine whether or not the House of Commons has any particular privilege that it claims. The case was a direct confrontation, remarkable really, between the House and the courts because the House of Commons directed the defendants to plead privilege and the Attorney General to defend these privileges. The question involved really, however, was whether an order of the House alone could protect the publisher of the paper from a libel action.

Two of the three judges denied the necessity and, in effect, the public advantage of the proceedings in Parliament being made public whereas one was content to answer the question as to the policy of allowing papers to be published by order of either of the Houses of Parliament, not by denying the policy of giving power to the House to order the printing and publishing of papers, but by saying that such power must be provided for by legislation—that is, not just by an order of the House. The House in that case had asserted—that is, by its order—that the power to print and publish was within its privilege notwithstanding that this would authorize the violation of private rights.

The court said no, only Parliament could do so where the rights of third parties are involved to their prejudice. As a direct consequence of this decision the British Parliament, in 1840, passed the Parliamentary Papers Act

procès à Hansard, le fameux rédacteur parlementaire, et après que le bref d'assigation ait été servi, la Chambre, dans une tentative pour protéger l'éditeur, a adopté une résolution affirmant que cette publication était un élément essentiel à l'exercice des fonctions ordinaires du Parlement.

Dans un long rapport, la Cour a fait une étude approfondie de la Loi du Parlement et de la position des tribunaux. La Cour a d'abord fait remarquer que quoi que ce soit qui se fait dans l'enceinte des Chambres doit être aussi valable à tout autre endroit. Le député jouit d'impunité complète dans tous les discours qu'il prononce à la Chambre, même si ses paroles sont préjudiciables à tout autre personne ou constituent une menace à la paix publique. Le tribunal a désapprouvé l'attitude de l'affaire Rex c Wright parce que dans ce cas, il n'a pu établir que la procédure parlementaire était un libelle voulant que le tribunal, dans ce cas, ait anéanti la nature de la composition c'est-à-dire, du libelle, et l'occasion de le publier

L'affaire Stockdale a établi une fois pour toute qu'une partie de l'assemblée législative ne pouvait pas passer outre à la loi et que les tribunaux ont compétence pour déterminer si la Chambre des communes possède certains priviléges qu'elle réclame. L'affaire était une confrontation directe entre la Chambre des communes et les tribunaux parce que la Chambre des communes encourageait les accusés à invoquer le privilège tandis que le procureur général les encourageait à défendre ces mêmes priviléges. Toutefois, il s'agissait de savoir si un ordre de la Chambre suffirait à protéger l'éditeur du document contre une poursuite pour libelle.

Deux des trois juges ont nié la nécessité et même l'avantage qu'il y aurait à rendre publiques les délibérations de la Chambre tandis que le troisième estime que l'on devrait permettre la publication de documents sur ordre de l'une des deux Chambres, mais que ce pouvoir soit conféré par une mesure législative et non par un simple ordre de la Chambre.

Le tribunal a répondu que seul le Parlement pouvait agir ainsi lorsque les droits des tiers étaient impliqués. A la suite de cette décision, le Parlement britannique a adopté en 1840, la Loi sur les documents parlementaires. Le

[Text]

the preamble of which reads, which I find interesting, "it is essential to the due and effectual exercise and discharge of the functions and duties of Parliament and to the promotion of wise legislation that no obstructions or impediments should exist to the publication of such of the reports, papers, votes or proceedings of either House of Parliament as such House of Parliament shall deem fit or necessary to be published."

In other words, just to digress for a second, the House earlier by their own order said that it was essential for them to discharge their functions by publishing it and that legislation which was required and which came on as a result of the decision constituted its preamble; that is, its preamble was just what the House alone had said, after which the Act provides, as it does in our Sections 8 and 9 of our Senate and House of Commons Act, for the prevention of actions being brought in respect of papers published by order of either House.

The next case on the reporting of parliamentary proceedings is *Wason versus Walter* and that was in 1868. It involved the publication in a newspaper of the proceedings in the House of Lords including what was alleged to be a defamation. It was the first time such a question was before the courts and the issue was whether what was really a faithful report in a public newspaper of a debate in either House of Parliament containing a matter disparaging to the character of an individual as having been spoken in the course of the debate is actionable at the suit of the party libelled.

The court, in answering in the negative, said that the principles on which the publication of reports of the proceedings of courts of justice have been held to be privileged apply to the reports of parliamentary proceedings in that "though the publication of such proceedings may be to the disadvantage of the particular individual concerned, yet it is of vast importance to the public that the proceedings of courts of justice should be universally known. The general advantage to the country in having these proceedings made public, more than counter balances the inconvenience to the private persons whose conduct may be the subject of such proceedings."

The court went on, however, to observe that the analogy between the two being complete, all the limitations placed on the one to prevent injustice to individuals will necessarily attach to the other; therefore, a garbled or partial report or of detached parts of proceedings, published with intent or having the effect of injuring an individual, will be disentitled to protection which was held in the Abingdon and Creevey cases.

On the other hand, the court also took the view that a speech delivered in the House was

[notre traduction]

[Interpretation]

préambule de cette loi se lit comme il suit: «il est essentiel au fonctionnement efficace du Parlement et à la promotion d'une législation qu'aucune obstruction ou entrave ne s'oppose à la publication de rapports, documents, crédits ou comptes rendus des délibérations de l'une ou de l'autre Chambre du Parlement que la Chambre jugera nécessaire ou utile de faire publier.»

A titre de digression, la Chambre, par son ordre, a déclaré qu'il était essentiel qu'elle publie le compte rendu de ces fonctions et que la loi qu'il a été nécessaire d'établir par suite de la décision qui a été prise, a institué son préambule, c'est-à-dire, que le préambule ne contient que ce que la Chambre a déclaré, mais que la loi prévoit, comme les articles 8 et 9 de notre propre Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la prévention de poursuites judiciaires contre des documents publiés par ordre de l'une des deux Chambres.

L'affaire suivante, relative à la communication des délibérations parlementaires est l'affaire *Wason c Walter* qui s'est présentée en 1868. Il s'agissait de la publication dans les journaux des délibérations de la Chambre des lords comportant ce que l'on alléguait être une diffamation. C'était la première fois qu'une telle question se posait devant les tribunaux. Il s'agissait de savoir si ce qui était vraiment un compte rendu fidèle dans un journal d'un débat de l'une des deux Chambres comportant une diffamation contre un individu était passible de poursuites de la partie en cause.

Le tribunal en répondant négativement a déclaré que les principes selon lesquels, la publication de comptes rendus des délibérations des tribunaux est considérée comme étant privilégiée, s'appliquent aussi aux comptes rendus des délibérations parlementaires en ce que: «bien que la publication de telles délibérations peut être désobligeante à l'égard de l'individu en cause, il est très important pour le public que les délibérations des tribunaux soient universellement connues. L'avantage général qu'en retire la population du pays contrebalance largement l'inconvénient causé aux personnes dont la conduite fait l'objet de telles délibérations.»

Le tribunal a déclaré que l'analogie entre les deux cas étant complète, les restrictions imposées à l'un pour éviter les injustices à l'égard des individus, seront nécessairement imposées à l'autre. Par conséquent, un rapport partiel ou déformé ou la publication d'extraits de délibérations dans l'intention de faire tort à un individu n'aura pas droit à la protection qui a été détenue dans les affaires Abingdon et Creevey.

Par contre, le tribunal était aussi d'avis qu'un discours prononcé à la Chambre est

[Texte]

also privileged if bona fide published by a member for the information of his constituents. This had been suggested in *obiter dictum* really of an earlier case of Davison versus Duncan in 1857. That case, the Duncan case, involved the newspaper report of a public meeting of an Improvement Commission where it was held that the privilege which obtained for remark in a court did not apply to the case of a public meeting even though it is a fair and accurate account. Personally I question whether this is good law today although the leading texts on libel and slander cites it with approval.

I mentioned that there appeared to be but one case where the issue involved was for words spoken in Parliament. That was an Irish case in Dillon versus Balfour in 1887 where an action was brought against a Member of Parliament for words spoken by him during a debate in the House of Commons. The court there when they were satisfied that the sole speaking that constituted the cause of action was the speaking in Parliament, it said that it could not entertain the claim because it did not have jurisdiction.

• 1605

Another more recent case dealing with a publication, that was Mangena versus Edward Lloyd Limited in 1908. There the defendant newspaper published an extract from what they called and I think you would call our Blue Book here, and once the court picked the attitude or found that the Parliamentary Papers Act applied and it was published in good faith and without malice and therefore privileged, it added that the statute gives no protection to word of mouth publication, that is it only protects those who do their publication by means of printing and therefore it would give no protection to people who publish by means other than by printing, for example, by reading it out at a meeting.

The most recent instance where this came up was in a Quebec case in 1936, Vezina versus Lacroix. In that instance, a member of Parliament had written a letter to a federal minister of the Crown regarding the civil servant plaintiff having been actively engaged in politics causing him to lose his job. The defendant maintained that as a member he was not responsible for acts done in his official capacity, that he was only responsible to the House, that the courts do not have jurisdiction and that the letter which is the basis of the cause of action had subsequently been produced and tabled in the House by another member which seemed to him to admit of the jurisdiction of the House.

The court, in rejecting a motion to dismiss the action, said that the member has a privi-

[Interprétation]

aussi privilégié s'il est publié de bonne foi par un député qui désire renseigner ses commettants. Cette opinion a déjà été émise *obiter dictum* dans l'affaire Davison c Duncan en 1857. L'affaire Duncan impliquait le compte rendu journalistique d'une réunion publique d'une Commission de développement où il a été soutenu que le privilège qui avait été obtenu ne s'appliquait pas à une réunion publique même si le compte rendu était juste et exact. Personnellement, je me demande aujourd'hui si c'est une bonne loi, bien que les textes officiels sur le libelle et la diffamation verbale la citent avec autorité.

J'ai déjà mentionné qu'il semble n'y avoir qu'un seul cas où le cas en litige impliquait des paroles prononcées au Parlement. C'était l'affaire Dillon c balfour qui se passait en Irlande en 1887 et où on a intenté une poursuite en justice à un député à cause de paroles prononcées au cours d'un débat à la Chambre des communes. Lorsque le tribunal a été persuadé que le principal élément de la poursuite était des paroles prononcées au Parlement, il a déclaré ne pas pouvoir prendre la cause en considération parce qu'il n'était pas compétent.

Un cas plus récent impliquant une publication est celui de l'affaire Mangena c Edward Lloyd Limited en 1908. Le journal en cause avait publié un extrait de ce que l'on pourrait appeler ici le Livre bleu. Une fois que le tribunal a constaté que la Loi sur les documents parlementaires s'appliquait et que l'article avait été publié de bonne foi et sans malice et que par conséquent, la publication était privilégiée, il a ajouté que la loi ne protégeait pas la publication verbale, c'est-à-dire, qu'elle ne protège que les publications imprimées et qu'elle ne protégerait pas quelqu'un qui lirait à haute voix, une publication à une réunion.

L'exemple le plus récent où un tel cas s'est présenté, c'est dans l'affaire Vézina c Lacroix à Québec, en 1936. Dans ce cas, un député avait écrit une lettre à un ministre fédéral au sujet d'un fonctionnaire en l'occurrence, la partie plaignante, qui s'était activement occupé de politique lui faisant ainsi perdre son emploi. L'accusé a soutenu qu'en sa qualité de député, il n'était pas responsable des actes faits en son nom, qu'il n'était comptable qu'à la Chambre, que les tribunaux ne sont pas compétents et que la lettre qui constitue l'élément principal de la poursuite avait été présentée à la Chambre par un autre député ce qui semblait reconnaître la juridiction de la Chambre.

Le tribunal en rejetant une motion pour fin de non-recevoir, a déclaré que le député a un

[Text]

[Interpretation]

[Interpretation]

lege "mais ce privilège n'existe que 'within the walls of the House,' c'est ce que ressort de tous les autres que j'ai consultés." It found that in order for the member to rely upon his privilege he must be in the House in the performance of his duties and that it was evident that he would be responsible for any wrong he occasioned beyond the House.

The question of broadcasting was the subject of an article in the University of Toronto Law Journal in 1948 by Professor A. G. Davis who was a New Zealand law professor. His view of the cases cited, which I also cited, was that these judgments were dealing only with the law as it affected circumstances in which the words were not merely spoken but were heard only in Parliament and he suggests that the privilege is available only where the defamatory statement is one made and published within the walls of Parliament. He referred to the cases that I did and the same expressions being "confined to its walls" and speaking while "in their places in the House." The author suggested hearing by a third person being of the essence of an action for slander, members of Parliament would require no privilege if their words were not heard and would require no privilege to protect them against an action by the sovereign, the original purpose of Article 9 of the Bill of Rights of 1689, or against an action by an individual alleged defamed by the words used. He therefore submitted that the absolute privilege accorded by the Bill of Rights applies only when the words are spoken and heard within the Chamber and so, when the member's words are heard beyond the Chamber through a radio or in this case television, that member does not enjoy the absolute privilege afforded by the Bill of Rights.

He goes on to say that a member would probably enjoy the same privilege as expressed in *Wason versus Walter* regarding news reports of courts of justice, that is qualified privilege where it is fair and accurate. But then a garbled or partial report or of detached parts would not be so protected—neither would a member's single speech for the purpose or with the effect of injuring an individual; within which proposition lies a member's individual speech. And it is to the proposition that even though broadcast the member does not in fact publish a speech beyond the walls. He replies that without the House or Speaker's co-operation, the station could not publish the words spoken and therefore both broadcaster and member are joint tortfeasors in the same

privilège, mais que ce privilège n'existe que dans l'enceinte parlementaire. C'est ce qui ressort de tous les auteurs que j'ai consultés. Le tribunal a décidé que, pour que le député puisse jouir de ce privilège il faut qu'il soit à la Chambre dans l'exercice de ses fonctions et qu'il était évident qu'il serait tenu responsable de tout le tort qu'il avait pu faire en dehors de la Chambre.

En 1948, le professeur A. G. Davis, professeur en droit de la Nouvelle-Zélande, a publié dans le *Law Journal* de l'Université de Toronto, un article sur la radiodiffusion. Son opinion sur les cas précités c'est que ces jugements ne se rapportent à la loi qu'en tant qu'elle considère les circonstances dans lesquelles les paroles ne sont pas simplement prononcées, mais ne sont entendues qu'au Parlement et il propose que le privilège ne soit applicable que lorsque la déclaration diffamatoire a été prononcée et entendue dans l'enceinte parlementaire. Il a cité les cas que j'ai cités et les mêmes expressions «dans l'enceinte parlementaire» et parlant «de leur siège à la Chambre». L'auteur soutient que l'audition par une tierce personne étant de la même nature qu'une action en justice pour diffamation verbale, les députés n'auraient pas besoin de privilège si leurs paroles n'étaient pas entendues et n'auraient pas besoin d'être protégés contre une action en justice par la souveraine, contre l'article 9 de la Déclaration des droits des citoyens proclamés en 1689 ou contre l'action d'un individu supposément atteint par des paroles diffamantes. Par conséquent, il a avancé que le privilège absolu conféré par cette loi ne s'applique que quand les paroles ont été prononcées et entendues dans l'enceinte parlementaire de sorte que, lorsque les paroles d'un député sont entendues en dehors de la Chambre, soit par le truchement de la radio ou de la télévision comme dans le cas présent, ledit député ne jouit pas du privilège accordé par la Déclaration des droits des citoyens.

Il poursuit en disant qu'un député jouirait des mêmes priviléges que ceux qui ont été exprimés dans l'affaire *Wason c Walter* concernant les comptes rendus des tribunaux, c'est-à-dire un privilège qualifié lorsque ledit compte rendu est juste et exact. Toutefois, un compte rendu déformé ou partial ou des extraits de compte rendu ne jouiraient pas du même privilège, non plus que les paroles que profère un député à titre personnel dans l'intention de porter préjudice à quelqu'un. Même par le truchement de la radiodiffusion, un député ne publie pas un discours en dehors de l'enceinte parlementaire. Il rétorque que sans la collaboration de la Chambre ou de l'Orateur, le poste radiophonique ne pourrait pas publier les paroles prononcées et que par con-

[Texte]

way as the author of a libel and the newspaper which publishes it.

The author noted that his reasoning might well conflict with what may be the only decision involving the broadcasting of a court proceeding where defamatory words were alleged to have been spoken. This is the decision of Irwin versus Ashurst in 1938 and it is a State of Oregon decision. In that case an action was brought by a person who had been a witness in a murder trial, against the judge of the trial, the accused's counsel and the radio broadcaster for alleged conspiracy to defame her. The trial judge in the murder case, with the consent of counsel, permitted the installation of a microphone in the court room for the purpose of broadcasting the proceedings. In the defamation action, the court of appeal held it was settled in England and in the United States on the ground of public policy that a judge has absolute immunity from liability in an action for defamatory words made in the course of judicial proceedings, and the mere fact in itself that the trial judge permitted a microphone to be installed to report the proceedings afforded no basis for liability.

[Interprétation]

séquent, le poste émetteur et le député sont conjointement responsables de la même façon que l'auteur d'un libelle et du journal qui le publie.

L'auteur fait remarquer que son raisonnement peut venir en conflit avec la seule décision qui ait été portée sur la radiodiffusion d'un procès où des paroles diffamatoires sont sensées avoir été prononcées. Il s'agit de la décision de l'affaire Irwin c Ashurst qui a eu lieu en 1938 et c'est une décision de l'État d'Oregon. Dans cette affaire la poursuite a été intentée par une personne qui avait été témoin dans un procès pour meurtre, contre le juge dudit procès, contre l'avocat de l'accusé et contre le poste radiophonique sous le chef d'accusation de conspiration dans le but de la diffamer. Le juge du procès en question avec l'assentiment de l'avocat, a autorisé l'installation d'un microphone dans la salle d'audience en vue de radiodiffuser le procès. Dans le procès en diffamation, la cour d'appel a soutenu qu'il avait été décidé en Angleterre et aux États-Unis pour raisons d'ordre public qu'un juge jouit d'une immunité absolue dans un procès où des paroles diffamantes sont prononcées et le fait que le juge ait autorisé l'installation d'un microphone pour radiodiffuser le procès ne constituait aucune responsabilité.

• 1610

Plaintiff's counsel asserted that this proposition concerning the immunity of judge, or for that matter, counsel and witnesses did not apply because the broadcasting was an "extrajudicial and illegal act" and that "the absolute privilege does not extend beyond the four walls of the courtroom." The court, however, went on to say that although there is undoubtedly a diversity of opinion as to the propriety of installing a microphone in a court room, the court is not prepared to say it was unlawful *per se* as it was a matter for the trial judge.

The court went on to find "It is difficult to see any difference in principle between radio broadcasting of court proceedings and the publication of the same in newspapers. There was no comment by the radio stations, it simply transmitted a true and accurate report." The court found that since the person was speaking on a privileged occasion, the publisher is afforded the same privilege. (Note—This has never been so at common law but was changed by statute in regard to reports of court proceedings.) That is, the freedom of the speaker is not applicable to the report but it is qualified. That is, once the circumstances under which the words are spoken on a privileged occasion is established the lack of malice will save a publisher from a judgment.

L'avocat de la partie plaignante a affirmé que l'immunité du juge ou de l'avocat ou des témoins ne s'appliquait pas car la radiodiffusion du procès était «un acte extrajudiciaire et illégal» et que «le privilège absolu ne s'étend pas au-delà des quatre murs de la salle d'audience». Cependant, le tribunal a déclaré qu'en dépit de la diversité d'opinion sur l'opportunité d'installer un microphone dans une salle d'audience, le tribunal ne considère pas la chose comme étant illégale en soi, cette décision relevait du juge du procès.

Le tribunal a poursuivi «il est difficile de trouver une différence en principe la radiodiffusion d'un procès et la publication du compte rendu dans les journaux. Il n'y a eu aucun commentaire de la part du poste radiophonique, il a simplement transmis le procès tel quel. «Le tribunal a décidé que puisque la personne parlait en vertu d'un privilège, le diffuseur devrait jouir du même privilège. (Note—Il n'en fut jamais ainsi en droit civil mais il a été modifié par une loi portant amendement en ce qui touche les comptes rendus des procès.) C'est-à-dire que la liberté de la personne qui parle ne s'applique pas au compte rendu, mais elle est qualifiée. Une fois que les circonstances, dans lesquelles les paroles ont été prononcées en vertu d'un privilège, ont été établies, l'absence de malice épargnera un jugement au diffuseur.»

[Text]

The Vice-Chairman: Perhaps I may stop the proceedings at this time and indicate that Mr. Maingot is going through the highlights of his paper. It is rather lengthy, as I think you and he will agree, but I think you will see a logical development of the problems that we are faced with and the advice we are getting with respect to what the law is at the present time with regard to speeches in Parliament and the publication of those speeches.

As we now have a full quorum, I would like to deal with certain matters. First of all, the Clerk tells me that he received a letter from a local solicitor, Mr. David Dehler, on behalf of an organization known as Battle 6 Productions Limited, which has sent a brief to a number of members of the House—that is, to the Prime Minister, to some Cabinet Ministers and to the Speakers—with regard to a proposal relating to broadcasting. Unfortunately the Clerk does not have the letter here. I suggest we note that this letter has been received, but in view of the fact that it is not here I suggest that we defer this matter until the next meeting. I think it is a request to file the brief, but as we have not seen it, I suggest we defer it.

Some hon. Members: Agreed.

The Vice-Chairman: I have a memorandum signed by the Chairman which reads as follows:

At the meeting of Wednesday, May 20, 1970, I expressed concern about the fact that the only interest into the inquiry of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees, that had been shown, had come from the CBC, CTV and an independent station. After some discussion, I feel that the public generally does not realize that the Committee is not limited in its inquiries to hearing only the above bodies.

I have, therefore, asked the Clerk of the Committee to prepare a list of possible witnesses the Committee might consider inviting to appear or to comment on the question of radio and television broadcasting of the House proceedings and whose evidence might be of help to the Committee. The list prepared by the Clerk of the Committee is attached.

This has been circulated to the various members of the Committee. Mr. Blair continues:

It might be desirable to have a press release made, calling attention to the inquiry and inviting views from all sections of the public. In addition, the Committee

[Interpretation]

Le vice-président: Je pourrais peut-être suspendre les délibérations pour dire que M. Maingot fait ressortir les faits saillants de son document. Il conviendra que c'est un document assez long, mais, nous pouvons constater l'évolution logique des problèmes que nous connaissons, en fonction de la loi actuelle portant sur les discours prononcés au Parlement et sur la publication de ces discours.

Comme nous avons maintenant quorum, j'aimerais qu'on traite de certaines questions. Le greffier m'a dit qu'il a reçu une lettre d'un avocat de la localité, M. David Dehler, au nom d'un organisme connu sous le nom de *Battle 6 Productions Limited* qui a envoyé un mémoire à plusieurs députés, au premier ministre, aux membres du cabinet et aux Orateurs à propos d'une proposition de radiodiffusion. Malheureusement nous n'avons pas la lettre ici, alors, nous prenons acte de la réception de cette lettre et, remettons cette question à notre prochaine réunion.

On pourrait proposer le dépôt de ce mémoire, mais comme nous n'avons pas vu la lettre je proposerais qu'on le remette à plus tard.

Des voix: D'accord.

Le vice-président: J'ai un mémoire signé par le président qui se lit comme il suit:

A la réunion du mercredi 20 mai 1970, j'ai exprimé une certaine inquiétude du fait que seuls Radio-Canada, CTV et un poste indépendant ont manifesté de l'intérêt au sujet de l'enquête sur la radiodiffusion des débats de la Chambre et des délibérations des comités. J'ai l'impression que le public en général ne se rend pas compte que le Comité n'est pas limité dans ses enquêtes à n'entendre que le témoignage des organismes précités

Par conséquent, j'ai demandé au greffier du Comité de dresser une liste des témoins que l'on pourrait inviter à comparaître et à nous faire part de leur commentaires sur la radiodiffusion et la télédiffusion des délibérations de la Chambre et dont les témoignages pourraient être utiles au Comité. Cette liste est annexée.

Elle a été distribuée aux membres du Comité. M. Blair poursuit:

Il serait peut-être souhaitable que l'on fasse paraître un communiqué de presse signalant cette enquête et invitant les commentaires de tous les secteurs de la popu-

[Texte]

might consider sending notices to the groups and persons or some of the groups and persons in the attached list asking them in particular to appear. In the first instance, persons interested in presenting views might be asked to communicate with the Clerk of the Committee and the Committee itself would be in a position to decide whether or not to call them. The Committee, I am sure, will want to decide this question.

• 1615

Members of the Committee have no doubt had an opportunity to look at the list. I think they might wish to defer taking a position with regard to this memorandum and the list. If I may say so, I feel that we would be moving into another Davey Commission, as another body is known, and I do not know whether we would want all of these people. In fact, there might be other people who have some pertinent views to offer the Committee. What are your comments on this Mr. Fairweather?

Mr. Fairweather: With great respect, Mr. Chairman, we seem to be in danger of smothering ourselves here. I think the reason there is no public response is that the public cannot conceive of what the issue is. In a way this issue was over when television was invented. I was most interested in this list. It is two or three pages long and it contains the names of estimable people and splendid organizations, but I really do not want to spend months and months listening to them discuss whether the very interesting phenomenon of communication known as television will be part of the House. It is part of most parliaments of the world.

I am afraid we are just going to drown in a sea of irrelevant information. I am not at all surprised that the public yawns at this. What is the issue? The issue ended when this medium was invented. I will ask to get off this Committee if we are going to listen to 60 people discuss whether we should share what we are doing with the people of Canada through the latest technique. This is not a threat; it is just that I am not interested in wasting my time.

The Vice-Chairman: Mr. Reid.

Mr. Reid: Mr. Fairweather expressed my point of view, so I will pass.

The Vice-Chairman: Mr. St. Pierre.

Mr. St. Pierre: I do not accept all of Mr. Fairweather's points of view, Mr. Chairman. However, I agree that this list seems atrociously long and, speaking frankly, it contains the

[Interprétation]

lation. De plus, le Comité pourrait envoyer des avis aux groupes de personnes et aux personnes sur la liste leur demandant de comparaître. En premier lieu, les personnes qui aimeraient nous faire part de leur point de vue pourraient communiquer avec le greffier du Comité et le Comité pourra décider ensuite s'il juge à propos de les inviter. Je suis certain que le Comité préférera décider de cette question lui-même.

Les membres du Comité ont pu consulter cette liste. Je suppose qu'ils préfèrent attendre avant de prendre une décision sur le mémoire et la liste.

J'estime que cela nous placerait dans la position de la Commission Davey et je ne crois pas que nous voulions entendre autant de témoins. Il y a peut-être d'autres personnes qui auraient des opinions pertinentes à exposer ici. Quels sont vos commentaires là-dessus M. Fairweather?

M. Fairweather: En toute déférence, monsieur le président, nous risquons de nous surcharger. S'il n'y a pas de réaction de la part du public c'est que le public ne comprend pas en quoi consiste cette question.

Cette question avait déjà été réglée avant l'innovation de la télévision. Je trouve cette liste très intéressante elle comprend des personnes très estimables et des organismes très louables mais je ne veux pas consacrer des mois et des mois à écouter toutes leurs observations en vue de savoir si le phénomène intéressant de la télévision deviendra partie intégrante de la Chambre. Elle fait déjà partie de la plupart des Parlements du monde entier.

Nous allons être submergés par une marée de renseignements futile. Je ne suis pas étonné que le public ne s'y intéresse pas car cette question était déjà résolue lors de l'invention de ce médium. Je quitterai le Comité s'il nous faut entendre 60 personnes en vue de savoir si nous devons partager ce que nous faisons avec le public canadien par le truchement des techniques modernes. Ce n'est pas une menace, mais je ne suis pas intéressé à perdre mon temps pour une question aussi futile.

Le vice-président: Monsieur Reid.

M. Reid: M. Fairweather a exprimé mon point de vue. Je cède la parole.

Le vice-président: Monsieur St. Pierre.

M. St. Pierre: Je ne partage pas tous les points de vue de M. Fairweather mais je trouve cette liste atrocement longue et elle contient le nom de plusieurs associations qui n'ont rien de très

[Text]

names of quite a few groups that I really do not think would have much to offer to advance our considerations. However, there are one or two names here that I would like to put forward. Our terms of reference are that we shall investigate in consultation with the Speaker, and at some time the Speaker of the House of Commons should be invited here. To what extent he will want to take part in the proceedings we do not know, but according to our terms of reference I believe he is an integral part of them. Contact should be made with him on this matter. For the same reason I would be interested in hearing from a former Speaker of the Commons, Senator MacNaughton. As I said at the last meeting, I would like to hear from technical experts with some qualifications. I cannot see any names on these pages which appeal to me. I am referring to someone with considerable experience in the production or direction—preferably both—of television, films or movies. I do not have a name to suggest, but I believe in the City of Toronto or in Montreal there are probably half a dozen men with high qualifications, any one of whom could appear before us. I did have one other thing to suggest, but I will pass.

The Vice-Chairman: Mr. Francis.

Mr. Francis: Mr. Chairman, I was just trying to think what the Committee's intention was. Is it intended that we hold summer hearings? We will be adjourning a month from now. A number of committees are already talking about it. For example, the Special Committee on the White Paper has quite a load ahead and there are other committees that will no doubt be sitting. However, normally I would think that at the end of the session this Committee would terminate its terms of reference, would it not, and it would have to be reconstituted. This is my understanding of the usual procedure. I hope that if there is a steering committee meeting they will bear in mind that we only have some 30 days ahead of us and not set too lengthy an agenda in terms of inviting submissions through witnesses. I agree generally with Mr. Fairweather's comments.

• 1620

The Vice-Chairman: I think you will realize that the Chairman's memorandum, plus the list here, was on the basis of offering names, if any, to be chosen. One danger, however, in just simply saying that the question was settled when television was invented is that the whole debate that took place on the referral of this motion was then superfluous.

There may be some others from the outside. All the wisdom was not brought to bear on the question at the time. Of course, we have the sense of the meeting of the Committee at the

[Interpretation]

pratique à nous offrir. Il y a un ou deux noms que j'aurais à proposer. Notre mandat précise que nous devons faire enquête en consultation avec l'Orateur et en certaines occasions l'Orateur devrait être invité ici. Dans quelle mesure il aimeraît participer à nos délibérations, je ne le sais pas mais il fait partie de nos délibérations d'après notre mandat et nous devrions le consulter sur cette question. Pour les mêmes raisons j'aimerais entendre l'ancien Orateur de la Chambre, le sénateur MacNaughton. Comme je l'ai dit la dernière fois, j'aimerais aussi entendre un technicien qualifié. Je songe à une personne qui a de l'expérience dans la réalisation ou la production de films ou spécialisée en télévision. Je n'ai pas de nom à proposer, mais, à Montréal et à Toronto, il y a certainement une demi-douzaine de personnes ayant les qualités requises qui pourraient comparaître.

Le vice-président: Monsieur Francis.

M. Francis: Monsieur le président, quelle est l'intention du Comité? A-t-on l'intention de tenir des audiences pendant tout l'été? Nous allons ajourner d'ici un mois. Le Comité spécial qui étudie le Livre blanc a beaucoup de travail à abattre et je crois qu'il y a des comités qui siégeront cet été. Toutefois, je pense que d'ici la fin de la session, nous devrions avoir accompli notre mandat. Ce comité devra être reconstitué. Il me semble que c'est la façon habituelle de procéder. J'espère que si le comité directeur se réunit, il tiendra compte que nous n'avons que 30 jours devant nous et ne dressera pas un ordre du jour trop long. D'une façon générale je partage l'avis de M. Fairweather.

Le vice-président: Vous vous rendez compte que le mémoire du président ainsi que la présente liste visaient à offrir des noms de ceux qui devaient être choisis. Le danger est toutefois de dire que la question a été réglée lors même de l'invention de la télévision—c'est que tout le débat qui a entouré le renvoi de la présente motion a donc été superflu.

Il peut y en avoir d'autres de l'extérieur. Toute la sagesse du monde n'a pas été concentrée à ce temps sur la question. Bien sûr, nous connaissons le sentiment du Comité en ce

[Texte]

present time, and I think this can be readily communicated to the Chairman. I fully agree that we could get ourselves lost in a morass of some relevant and some irrelevant comment. Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): May I just make the sense of the meeting all-party? I agree. A list of 60 would finish us off.

An hon. Member: In more ways than one.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes. But I do agree with Mr. St. Pierre that we should involve the present Speaker. We are called upon to do that by the terms of reference. And I also agree with him—I think perhaps this view was expressed last time when I was not here—that we need some technical people to help us resolve the differences between the position placed before us by the CBC and that placed before us by the CTV. I am being very impartial. I am coming down on either side. I just think somebody needs to steer us through it.

The Vice-Chairman: Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, there are really two questions, I think, that we have to consider. First, should we have television in the House and Committees? This is something of a political question. Secondly, how can we do it? This is something of a technical question.

We have had several views on how we could do it, and it may be that there might be one or two other independent people who could give us technical advice. But beyond that, I do not see that we need to determine much more than whether we should do it or not, and to that extent I think is not really something that outsiders could help us with very much. The people here are the ones who are going to have to make that decision, the Committee in the beginning, and hopefully the House on the recommendation of the Committee.

I would agree that possibly we should have one or two other people on the technical side if there can be something added, but beyond that, except perhaps for some expression of public reaction, I do not see that we can be helped very much by anyone.

The Vice-Chairman: I have received a message from the President of the Privy Council, who is a member of this Committee, in which he indicated the thought that it might be wise to consider having a presentation or a delegation from the parliamentary Press Gallery, because they are involved in the Order of Reference, which for purposes of record I will read to you.

[Interprétation]

moment et je crois que nous pouvons facilement en faire part à la présidence. Je conviens que nous pouvons nous perdre dans un flot d'observations dont certaines sont pertinentes et d'autres, pas. Monsieur Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je résumer le sentiment de l'assemblée? Je suis d'accord. Une liste de 60 nous anéantirait.

Une voix: A plus d'un titre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui. Mais je conviens avec M. St-Pierre qu'il nous faudrait tenir compte de leur rapport actuel. Nous devons le faire en vertu des objectifs poursuivis. Et je conviens également avec lui—peut-être que cette façon de voir a été exprimée la dernière fois en mon absence—qu'il nous faut des techniciens pour nous aider à résoudre les difficultés soulevées par les différences de vue que nous ont manifesté Radio-Canada et CTV. Je veux être objectif. Pas plus l'un que l'autre. Je pense tout simplement que nous avons besoin de direction dans ce domaine.

Le vice-président: Monsieur Aiken.

M. Aiken: En réalité, il nous faut considérer deux questions. D'abord, convient-il d'avoir la télévision à la Chambre et dans les comités? Il s'agit d'une question un peu politique. Deuxièmement comment réaliser ce projet? C'est une question plutôt technique.

Déjà, on nous a exposé plusieurs façons de ce faire, et il se peut fort bien que de deux ou trois sources indépendantes nous puissions obtenir des conseils techniques. Mais je ne crois pas qu'il nous appartient d'aller plus loin et de nous engager dans des questions autres que celle de décider si oui ou non nous aurons la télévision, réponse que je ne vois pas en quoi les gens de l'extérieur pourraient nous aider à atteindre. Les gens d'ici sont ceux qui devront prendre cette décision, le Comité au début et j'espère, plus tard, la Chambre, sur la recommandation du Comité.

Je conviens que nous pourrions peut-être recourir à deux ou trois autres techniciens, histoire de voir si on pourrait ajouter quelque chose, mais ne pas aller au-delà de ses mesures, sauf en ce qui concerne l'expression de la réaction du public que j'aimerais connaître.

Le vice-président: J'ai reçu un message du président du Conseil privé, qui est membre du présent Comité, où il me dit qu'il serait peut-être sage d'entendre la Tribune de la Presse ou une délégation de celle-ci, qui, elle aussi, est touchée par cet ordre de renvoi que je vais vous lire.

[Text]

That the Standing Committee on Procedure and Organization, in consultation with Mr. Speaker, be directed to study the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House and its Committees, including the legal, procedural, and technical aspects thereof, and the question of arrangements made for reporters for the electronic media in the Parliament Buildings.

Mr. Reid: Who is the president of the Gallery now?

The Vice-Chairman: I am not sure who is the president.

Mr. Reid: Fraser MacDougall?

An hon. Member: Fraser MacDougall.

• 1625

Mr. Reid: Yes. Perhaps then we could ...

The Vice-Chairman: In effect, though, the House direction involves two things. First of all, it is a question of broadcasting from the Committees after consultation with Mr. Speaker. I should not say Committees, but the proceedings of the House and Committees.

Secondly, as I indicated, there is the question of arrangements made for reporters for the electronic media in the Parliament Buildings. Those are two separate questions. It may be that we can say, all right, in the question of radio and television broadcasting, as far as TV is concerned, we do not have to consult the Gallery. But then for, shall we say, the day-to-day handling of radio broadcasting, and the arrangements therefor, we would naturally have to consult with the people involved.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): If we consult only the electronic reporters—I know of other ways to make enemies in the Press Gallery, but I think that would be a good one.

The Vice-Chairman: You are quite right, Mr. Knowles. This is the whole Gallery.

Mr. St. Pierre: We are dealing only with the electronic aspects of the Gallery, are we not? We are not asked to inquire into their facilities of the printed media.

The Vice-Chairman: No, but this is the Gallery. I think, as Mr. Knowles has pointed out ...

[Interpretation]

Que le Comité permanent de la procédure et de l'organisation en consultation avec M. l'Orateur, soit chargé de faire l'étude du sujet de la transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes ou des comités de la Chambre, y compris les aspects légaux, techniques et de la procédure qui s'y rapportent et des dispositions à prendre pour les correspondants affectés au média électronique dans les édifices du Parlement.

M. Reid: Qui est le président de cette Tribune en ce moment?

Le vice-président: Je ne sais pas au juste qui.

M. Reid: Fraser MacDougall?

Une voix: Fraser MacDougall.

M. Reid: Oui. Peut-être que nous pourrions alors ...

Le vice-président: En effet, malgré que les directives de la Chambre entraînent deux conséquences. D'abord, il s'agit de diffuser des comités après consultation avec M. l'Orateur. Je ne devrais pas dire comités mais plutôt les délibérations de la Chambre et les comités. Deuxièmement, comme je l'ai déjà indiqué, il est question des dispositions à prendre pour les correspondants affectés au média électronique dans les édifices du Parlement. Voilà deux questions distinctes. Peut-être conviendra-t-il de dire, à propos de cette question de radio et télévision, en autant qu'il s'agit de la diffusion par télévision, nous n'avons pas à consulter la Tribune. Mais en ce qui touche la transmission radiophonique au jour le jour et les dispositions à prendre en conséquence, il nous faudrait naturellement consulter les personnes intéressées.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si nous ne consultons que les correspondants affectés au média électronique—je connais d'autres méthodes de vous aliéner les gens de la Tribune, mais celle-là ne serait pas mauvaise.

Le vice-président: Vous avez bien raison monsieur Knowles. Il s'agit de toute la Tribune.

M. St. Pierre: Nous ne parlons ici que des médias électroniques de la Tribune, n'est-ce pas? On ne nous demande pas d'étudier les mesures relatives au média imprimé.

Le vice-président: Non. Mais il s'agit ici de la Tribune. Je crois que, ainsi que M. Knowles l'a signalé ...

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We will let the Gallery officials decide who comes.

Mr. Reid: It should be pointed out that the method of interviewing now is to have both the press and the media surrounding the person being interviewed. So the facilities are important for both.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): When we have the Press Gallery delegation here, we could write to some other members of the press to cover their performance.

The Vice-Chairman: I think I have the sense of the meeting, and this can be reported directly to the Chairman. Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: There is one other matter. It is in the terms of reference, and with it I think Mr. Aiken's two questions would be complete. First, there is the question of whether we are going to do it. Secondly, there is the question of the procedure, if we decide to do it. Thirdly, there is the question of the protection, if any, that is needed if the first decisions are taken. There would need to be some statutory tidying up if we are going to be showing ourselves and our words all over the country.

There may be some good reasons—I do not know of them—not to protect the M.P. if he is going to be in 10 million homes a night. I do not know.

Mr. Reid: Do you really think this show would be that popular?

Mr. Fairweather: I have no illusions about this show. But I am not too sure whether the vaunted privilege of a member should be protected. There may be some good reasons for ...

Mr. Francis: Just think of the offhand comments made in question periods.

Mr. Fairweather: We want to be sure we do not make this into a prophylactic. We want the ebb and flow not to be interfered with, but there may be reasons not to give total immunity. I do not know.

The Vice-Chairman: Of course, that poses the question of where there is a dividing line, if there is to be a dividing line. After all, if you are on direct, and you have removed the question of privilege from in the home, how can it exist in Parliament? Then with one fell swoop you have removed about three centuries of, shall we say, protection which was there for a purpose.

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous laisserons les fonctionnaires supérieurs de la Tribune décider qui viendra.

M. Reid: Il faudrait préciser que la méthode qu'on a suivie présentement pour l'entrevue est d'entourer la personne qui en fait l'objet de la Presse et des médias. Ces mesures sont donc importantes pour chaque groupe.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quand la délégation de la Tribune de la Presse viendra déposer, nous pourrions demander à d'autres gens de la Presse de venir nous parler de leur activité.

Le vice-président: Je connais, je crois, le consensus de l'assemblée et je puis en faire part directement à M. le président. Monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Il y a une autre question, qui est celle du mandat qui vient compléter la question de M. Aiken. D'abord, la question ne se pose pas de savoir si nous nous engagerons dans ce domaine. Deuxièmement, la question de la méthode employée, si nous nous décidons à entrer dans ce domaine. Troisièmement, il y a aussi celle des mesures de sécurité qui deviendront nécessaires si éventuellement les deux premières décisions étaient prises. Si nous allons nous montrer et nous faire entendre d'un bout à l'autre du pays, certaines mesures statutaires s'imposent, je crois.

Il y a peut-être des bonnes raisons—je n'en connais pas—à ne point protéger le député qui pénètre le soir dans 10 millions de foyers. Je ne sais pas.

M. Reid: Croyez-vous vraiment que ce programme serait aussi populaire?

M. Fairweather: Je n'ai pas d'illusion à ce sujet. Mais il me semble que les priviléges d'un membre devraient être sauvegardés. Il y a peut-être de bonnes raisons pour...

M. Francis: Songez un peu aux observations auxquelles on se livre sur le coup du moment au cours des périodes de questions.

M. Fairweather: Nous ne voulons pas non plus en faire une mesure de prophylaxie. Nous ne voulons pas entraver le cours des délibérations mais il y a peut-être des raisons de ne pas leur accorder l'immunité absolue. Je ne sais pas.

Le vice-président: Bien sûr, il s'agit de découvrir où se trouve la ligne de démarcation, si on veut en avoir une. Après tout, si la diffusion se fait en directe et que vous avez retiré la question des priviléges des foyers, comment peut-elle exister au Parlement. D'un seul coup, vous avez supprimé cent années de mesures de protection qui étaient là pour une raison.

[Text]

Mr. Fairweather: I am listening, and I have read our witness' very good paper. I would think that among the few witnesses we hear, there should be one to tell us whether the vaunted privilege is indeed one that needs—probably it is one to protect, but I am not sure.

• 1630

The Vice-Chairman: All right. Am I right then that we can inform the Chairman of the consensus of the meeting, which is to the effect that frankly we do not want a great long list of witnesses, and that it should be more limited to Mr. Speaker, in any event, and the Press Gallery and, of course, a competent, technical person with regard to production? There may be more though, Gordon, as to the question that you have raised, which may be a far-reaching question of political science. There is at the present time also the question of security and I hope you do not mind the interruption but we have our quorum here. Mr. St. Pierre?

Mr. St. Pierre: Mr. Chairman, I want to bring this up at this time if it is in order. Our last meeting on the question of security, which we are also investigating, left me with more questions than answers. We had legal advice that our staff here had all the powers of regular constables ...

An hon. Member: Mr. Chairman, on a point of order.

The Vice-Chairman: A point of order is quite rightly raised. The security of that meeting is now being breached. It was entirely off-the-record. It was privileged so if you are raising it and going into the evidence that was there I think we will just ...

Mr. St. Pierre: It was to suggest a couple of other witnesses.

The Vice-Chairman: All right, we can take that up later. I think, Mr. Maingot, perhaps you could just point to the highlights. I think we want to get to some questions. Although this is all very pertinent and so forth the members have all got it. Without unduly limiting you in your testimony perhaps we could shorten it up a bit.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): On a point of order, it was agreed at the start that the entire document be printed in today's Proceedings.

The Vice-Chairman: Oh, absolutely. Oh, yes.

[Interpretation]

M. Fairweather: J'écoute et j'ai pris connaissance de l'excellent mémoire du témoin. Je crois que parmi les quelques témoins que nous entendrons, il devrait s'en trouver un pour nous dire si les priviléges dont nous sommes investis ne doivent pas faire l'objet d'une certaine protection. Mais je ne sais pas.

Le vice-président: Très bien. Je puis donc informer le président du consensus de l'assemblée, à l'effet que, franchement, nous ne voulons pas d'une longue liste de témoins et que cette liste devrait s'en tenir d'un peu plus près à ceux que M. l'Orateur, devra ainsi que la Tribune de la Presse et bien sûr, et les personnes compétentes et techniques nous désigner quant à la production. Mais la question que vous posez Gordon pourrait soulever d'autres problèmes et pourrait constituer une question importante de sciences politiques.

La question de sécurité se présente également et j'espère que vous ne m'en voudrez pas de l'interruption mais nous avons quorum. Monsieur St. Pierre?

M. St. Pierre: Monsieur le président, je désire aborder dès maintenant cette question si c'est dans l'ordre. La dernière réunion nous a laissé sur ce point avec plus de questions que de réponses. Une opinion juridique veut que notre personnel soit revêtu de tous pouvoirs des agents réguliers ...

Une voix: Monsieur le président, j'en appelle au règlement.

Le vice-président: Vous pouvez pertinemment en appeler au règlement. La sécurité de cette réunion est maintenant battue en brèche. Nous parlions de tout à fait autre chose. C'était une question de privilège et si vous la posez et invoquez les preuves qui existaient, je crois que, tout simplement ...

M. St. Pierre: Je ne voulais que proposer deux autres témoins.

Le vice-président: Très bien, nous reprenons cette question un peu plus tard. Monsieur Maingot voulez-vous nous signaler les points importants. Nous voulons, je crois, faire naître certaines questions. Bien que ce sujet soit fort pertinent, etc., les membres le connaissent tous. Sans vouloir vous limiter dans votre témoignage, pourriez-vous l'abréger un peu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'en appelle au règlement; nous avons convenu au début que ce document serait tout entier imprimé dans les comptes rendus d'aujourd'hui.

Le vice-président: Absolument.

[Texte]

Mr. Maingot: Yes, where we left off we were involved in Professor Graves' study of the matter in 1948. He was pointing out that perhaps the Irwin and Ashurst decision dealing with the privilege while in court may not apply to the proceedings of the House of Commons. He based that on a couple of things. First of all he said it may not necessarily apply and he substantiates this by noting that courts must administer justice in public whereas proceedings in Parliament need not be open to the public on the principle that strangers may be noted to be present. He goes on that to broadcast court proceedings is simply allowing listeners to hear what they could as of right hear if they attended at court, but not so in the case of parliamentary proceedings because no one had the right to attend the latter. Of course, in practical terms this may not be quite so. Therefore, he says on this basis, according to the Irwin and Ashurst decision, if judge, counsel and witness might enjoy the absolute privilege when broadcast, the same principle does not necessarily apply at common law to a broadcast of parliamentary proceedings. He says that they would simply enjoy at best qualified privilege that is the same as the publisher of a newspaper.

This particular author concludes by submitting that in the absence of legislation specifically dealing with the question, a member of Parliament whose speech in Parliament is broadcast enjoys, at best, qualified privilege in respect of words used by him and that the owner of the broadcasting station or the agency which broadcasts parliamentary proceedings also enjoys qualified privilege.

Professor Graves to a certain extent bases his thesis on the proposition that the reason for the privilege today was because centuries ago members of the House required protection from the Crown. I think history of the privilege would also show that it was at one time designed to avoid publicity and is now maintained in reserve for use in case of emergency, that is, the secret sessions, but it seems to me that although to hear is of the essence of libel generally, the reason for freedom of speech in Parliament since printed publication of their debates has been allowed, is not that people would hear it, but because of the circumstances in which the words were spoken. That is to say this freedom is required for any popularly elected assembly to effectively do their work.

[Interprétation]

M. Maingot: Quand nous avons laissé la question, nous en étions à l'étude que M. Graves en a fait en 1948. Il signalait que la décision rendue dans le cas d'Irwin et Ashurst au sujet des priviléges en cour pourrait peut-être ne pas s'appliquer au compte rendu de la Chambre des communes; et appuyait cette prétention sur deux ou trois considérations. D'abord, il a dit qu'il pourrait bien ne pas nécessairement s'appliquer et il appuie cette prétention en notant que les tribunaux doivent administrer la justice en public tandis que les comptes rendus du Parlement n'ont pas à être révélés au public vu que certains étrangers pourraient être présents. Il poursuit que la diffusion des comptes rendus d'une cour équivaut tout simplement à permettre à des écouteurs d'entendre ce qu'ils sont en droit d'entendre s'ils sont présents à la Cour, mais il n'en est pas ainsi dans le cas des comptes rendus parlementaires auxquels personne n'a le droit d'assister. Bien sûr, en terme pratique, cette affirmation n'est peut-être pas exacte. Aussi, dit-il en s'appuyant sur cet argument, selon la décision rendue par le Tribunal dans le cas d'Irwin et Ashurst, l'avocat et le témoin jouissent du privilège absolu au cours de la diffusion, mais ce même principe ne vaut pas nécessairement en droit commun s'il s'agit de la diffusion des comptes rendus parlementaires.

Ces derniers dit-il ne seraient revêtus que du privilège qualifié, soit le même privilège dont jouit le rédacteur d'un journal.

Cet auteur conclut en émettant l'opinion que, en l'absence de toutes dispositions légales traitant particulièrement cette question, un député dont le discours prononcé au Parlement est diffusé, jouit tout au plus d'un privilège qualifié à l'égard des mots qu'il utilise et que le propriétaire du poste de diffusion ou l'agent qui diffuse les comptes rendus parlementaires jouit lui aussi d'un privilège qualifié.

Le professeur Graves appuie jusqu'à un certain point sa thèse sur la proposition à l'effet que si on a aujourd'hui ce privilège, c'est qu'il y a des centaines d'années, les membres de la Chambre ont exigé d'être protégés contre la Couronne. Je crois que l'histoire du privilège démontrerait en outre qu'il visait en un certain temps à éviter la publicité et qu'on le conserve maintenant au cas où il se présenterait des urgences, c'est-à-dire des séances secrètes, mais il me semble que bien qu'entendre relève essentiellement du libelle en général, la raison qui justifie la liberté de parole au Parlement depuis qu'on en a autorisé la publication écrite n'est pas que les gens veulent entendre les comptes rendus mais s'appuient plutôt sur les circonstances dans lesquelles ces mots ont été prononcés. En d'autres termes, cette liberté est nécessaire pour que n'importe quelle assemblée élue par le peuple puisse accomplir son travail avec efficacité.

[Text]

- 1635

There is an earlier comment of the Irwin and Ashurst decision which might be of interest that notwithstanding the apparent legality of the broadcast of privileged matter, defamatory in nature, the disadvantages inherent in a radio broadcast of judicial proceedings, such as the opening of a great area of defamation, instantaneous transmission with resultant inability to edit and the evils of excessive publicity, have resulted in radio broadcasting from the courtroom being declared contrary to the judicial ethics of the American Bar Association. The comment went on to say that it may well be argued that excessive publication operates to remove the privilege from otherwise privileged statements.

[Interpretation]

Il y a en outre une autre observation au sujet de la décision Irwin et Ashurst qui pourrait vous intéresser. Nonobstant la légalité apparente de la diffusion d'un sujet qui prête à privilège, la déformation en nature, les désavantages liés à la diffusion radiophonique de comptes rendus juridiques, comme par exemple l'ouverture d'un sujet diffamatoire d'importance, la transmission instantanée avec privilège de rédaction et des inconvénients d'une publicité excessive, voilà autant de raisons qui expliquent pourquoi la diffusion radiophonique faite en Cour a été déclarée contraire à l'éthique juridique par le barreau américain. Et on ajoutait dans cette observation qu'on pourrait prétendre qu'une publication excessive équivaut à soustraire le privilège qui serait autrement attaché à des déclarations privilégiées.

I will now put forward on the basis of the authorities which I examined a couple of propositions. First of all, I think it has been clearly established as a proposition in law that the House of Commons alone may not prejudicially affect the rights of third parties outside the House. That stems from the Stockdale and Hansard decision.

Defamation during debate is rare but if a member defames, for example, someone in his riding during the course of a debate, subject to whatever sanction the House may impose, he is immune from action. A member may not, for example, impute motives to another member of the House, but he may say whatever he pleases of the third party provided he does not language which is clearly unparliamentary.

The House of Commons, by its own order may allow the proceedings to be broadcast but if during the course of the broadcast of a debate a member libels the person in his constituency, the effect of the broadcast would be to enable the member to affect the rights of persons outside the House if the House asserted that it may be done with impunity; that is, if the House suggested that the third party could not bring an action for this otherwise illegal act. The broadcast in this case, therefore, could affect the rights of third parties outside the House.

I therefore conclude it might be said that the House of Commons may not with impunity by its own order allow defamation during the course of a broadcast of a debate of the House of Commons.

J'appuierai maintenant mes préférences sur les déclarations des compétences qui ont examiné une ou deux propositions. D'abord, il a été établi sans ambiguïté à titre de proposition dans la Loi que la Chambre des communes peut seule n'être point préjudiciable aux droits d'une tierce partie hors de la Chambre. Cette proposition naît naturellement de la décision Stockdale et Hansard.

La diffamation au cours des débats est rare, mais si un député prononce des paroles diffamatoires à l'égard, disons de quelqu'un de sa circonscription au cours des débats, quelles que soient les sanctions que la Chambre impose, il ne prête pas à poursuite juridique. Un député ne peut pas par exemple imputer des motifs à un autre député de la Chambre, mais il peut dire ce qu'il lui plaît sur la tierce partie pourvu qu'il n'emploie pas un langage qui soit clairement non parlementaire.

La Chambre des communes peut par ordre autoriser la diffusion des comptes rendus mais si au cours de cette diffusion une personne prononce des paroles diffamatoires contre une personne de sa conscription, la diffusion aurait pour effet de permettre au député de battre en brèche les droits des personnes hors de la Chambre si la Chambre affirme qu'il peut en être ainsi avec impunité; c'est-à-dire si la Chambre suggère que la tierce partie ne peut pas engager de poursuite juridique pour cet acte qui est, autrement, illégal. La diffusion pourrait donc dans ce cas atteindre les droits d'une tierce partie hors de la Chambre. J'en conclus donc qu'on peut affirmer que la Chambre des communes ne saurait avec impunité, par sa propre ordonnance, permettre une diffamation de se produire au cours de la diffusion des débats de la Chambre des communes.

[Texte]

To put it another way, the courts may well find that the exercise of privilege in the way it has been historically exercised is tolerable as long as you are concerned with statements made in the Chamber and the written words in reports but once transferred to television, it, that is the defamation would become an intolerable infringement of the rights of the individual, especially these days when the courts are inclined more than ever to protect the civil rights of an individual.

The courts will not interfere in any matter that begins and ends in the House. In other words where the court finds that the question in issue is some asserted authority that is necessary for the House to discharge its function as a legislative body, it will divorce itself from attempting to substitute its judgment for that of the House, and there is a case on that point.

If this is the criteria for a court to determine whether it has jurisdiction in the first place, it really is the criteria to determine whether the House has, inherent in its requirement to fulfill or discharge its function, the need to have the authority asserted. The question that a court could well pose therefore is whether the House of Commons requires its proceedings to be broadcast to discharge its functions. In such an instance, unless the court could be persuaded by a very strong case for television itself as a medium of communication on the principle that public policy requires the proceedings to be publicized, a court could find that there is no necessity for the House of Commons on its own authority to broadcast its proceedings in order to perform or discharge its functions as a legislative body.

Tying in with my last proposition, if we return for a moment to the Stockdale case. After the court in that instance in 1839, found that the House could not alone prejudicially affect the rights of third parties outside the House, the British Parliament passed legislation as a direct result of the decision. In other words the court said the House cannot order the publication of a libel on a third party by printing, the only form available to publish at that time, but that only Parliament may do so. It is submitted here that a court today may well find that since parliament, 130 years ago, was required to legislate that it was "essential to the due and effectual exercise and discharge of the functions and duties of Parliament that no obstruction or impediments should exist to the publication of its proceedings", and thereby allowed the publication of its proceedings by printing where a third party's rights are affected, legislation would be required once again in 1970 to authorize the

[Interprétation]

En d'autres mots, les tribunaux pourraient bien statuer que l'exercice du privilège de la façon qu'il a été historiquement exercé est acceptable aussi longtemps qu'il s'agit de déclaration faite en Chambre et du mot écrit dans les rapports mais si cette information est transférée à la télévision, la diffamation deviendrait un intolérable empiétement sur les droits individuels, surtout en ces jours où les tribunaux sont plus que jamais portés à protéger les droits civils d'un individu.

Les tribunaux n'interviendront pas dans quelque question que ce soit qui commence et se finit à la Chambre. En d'autres mots, si la question en cause est, de l'avis de la Cour, et quelque autorité établit qu'il lui est nécessaire d'assumer pour accomplir ses fonctions à titre de corps législatif, elle se désintéressera de toute tentative pour substituer son jugement à celui de la Chambre et il y a sur ce point un cas pertinent. Si c'est là un critère pour la Cour de déterminer si oui ou non elle a compétence d'abord, c'est aussi un critère pour déterminer si la Chambre a, inhérente à la nécessité d'assumer ses fonctions, le droit d'avoir l'autorité affirmée. Une question que les tribunaux pourront donc poser pertinemment est: la Chambre des communes a-t-elle besoin que ces comptes rendus soient diffusés à titre de conditions pour assumer ses fonctions. Dans ce cas, à moins que le tribunal soit convaincu par une argumentation serrée que la télévision à titre de médium de communications est nécessaire pour que le public soit renseigné comme il le demande sur les comptes rendus, il pourra bien en conclure qu'il n'est aucunement nécessaire que la Chambre des communes, d'après sa propre autorité, diffuse ses comptes rendus au titre de conditions nécessaires pour accomplir ses fonctions à titre de corps législatif.

Et je poursuis cette dernière proposition en disant que si nous en revenons pour un instant au cas Stockdale, le tribunal jugea en 1839 que la Chambre ne pouvait pas, seule, modifier de façon préjudiciable les droits d'une tierce partie hors de la Cour, et le Parlement de Grande-Bretagne vota une loi à titre de conséquence directe de cette décision. En d'autres mots, la Cour a dit que la Chambre ne pouvait ordonner la publication d'une diffamation à l'égard d'une tierce partie par impression, le seul manque de publication qui existait en ce temps, mais que seul le Parlement pouvait le faire. Je crois donc qu'un tribunal contemporain atteindrait la décision que, puisque le Parlement il y a 130 ans s'est vu dans l'obligation de légitérer à l'effet qu'il était «essentiel aux bons et efficaces exercices des fonctions et devoirs du Parlement qu'aucune obstruction ou empêchement existe à la publication de ses propres comptes rendus», et sur la foi de cette décision autorisa la publication de ces comptes

[Text]

publication by broadcasting where a third party's rights are once again prejudicially affected. Although 130 years have elapsed, nevertheless, the principle involved has not changed. This is further supported by the fact that the House at that time had asserted by its order that the publication by printing was an essential incident to the functions of Parliament, but the court refused to concede this because it was a doctrine that would have placed the rights and liberties of the subject at the mercy of a single branch of the legislature.

• 1640

However, on the other hand as an aside, might the court say that the elasticity of the common law, because it would fall into the domain of the common law with the present specific legislation—that the elasticity of the common law would enable to court to adopt it to the requirements and habits of the age in which we live and find that although it may not have been inherent in the privilege of 1839 to publish its reports by printing, the House of Commons has, in 1970, inherent in the privilege to publish and make known to the public the privilege of publishing its debates by broadcasting them.

If we look for a moment and assume that broadcasting takes place today or tomorrow by virtue of an order of the House of Commons and assume a member libels a third party, that is, somebody other than a member of the House of Commons, a reporter, whether in a newspaper or in a broadcast in reporting the events of Parliament of that day publishes a fair and accurate account of what took place, including the libellous statement, is entitled to qualified privilege, legal privilege not parliamentary, that is to say, he may show that he published a fair and accurate account of what was said on a privileged occasion and the plaintiff to succeed would have to prove actual malice. Why is it, it may be asked, the reporter may be entitled to this privilege and not the broadcasting company or member as suggested by this memorandum? The reason is because the principle on which the report may freely report a fair and accurate account is not based on or has nothing to do with parliamentary privilege, but the principle is that on which accurate reports of proceedings in courts of justice are privileged, namely, that the occasion or circumstance in which the words were uttered in the house of Commons is such that the advantage to the public of knowing what takes place in Parliament or a court of justice outweighs any disadvantage to individuals, unless malice is proved, and this is so whether parliamentary proceedings are televised or not and whether or not the House

[Interpretation]

rendus par impression là où les droits d'une tierce partie sont affectés, il faudrait donc une loi à nouveau en 1970 pour autoriser la publication par diffusion là où les droits d'une tierce partie seraient affectés. 130 années se sont écoulées mais nonobstant, le principe est demeuré immuable et inchangé. Ce principe est aussi appuyé par le fait que la Chambre, en ce temps, avait affirmé par son ordonnance que la publication par voie d'impression était un élément essentiel au fonctionnement du Parlement, mais le tribunal refusa de lui concéder ce fait car c'était une opinion qui aurait fait reposer les droits et libertés des sujets dans une seule branche de la législation.

Toutefois, d'un autre côté, la Cour ajouta que la souplesse du droit commun, car cette question tomberait dans le domaine du droit commun, que la souplesse du droit commun permettrait à la Cour d'adopter ce principe aux nécessités et usages de notre temps et estima, bien qu'il n'ait pas été inhérent aux priviléges de 1839 de publier ces rapports par impression, la Chambre des communes a, en 1970, inhérente à son privilège la nécessité de publier et de rendre public ces débats par le média de la diffusion.

Si nous nous arrêtons un moment et supposons que la diffusion se fasse aujourd'hui ou demain en vertu d'une ordonnance de la Chambre des communes et supposons en outre que des députés prononcent des paroles diffamatoires à l'égard d'une tierce partie, soit une personne autre qu'un député de la Chambre des communes, un journaliste, qu'il s'agisse d'un journal ou au cours de la diffusion des événements qui se sont déroulés cette journée-là, publiant une narration juste et équitable de ce qui s'est passé, y compris les paroles diffamatoires, en droit ou privilège qualifié, privilège légal non parlementaire, c'est-à-dire qu'il peut opter pour le fait qu'il a publié une narration juste et équitable de ce qu'il a dit en cette occasion privilégiée et l'avocat de la poursuite, pour réussir, devrait prouver qu'il y a eu effectivement malice de sa part. On peut se demander pourquoi le journaliste a droit à ce privilège et non la compagnie de diffusion ou le député, tel que le suggère le présent mémoire? C'est que le principe en vertu duquel le journaliste peut librement narrer de façon juste et équitable un événement ne repose pas ou manque peu de rapport avec le privilège parlementaire, mais le principe est celui en vertu duquel la diffusion exacte des comptes rendus des Cours de justice est privilégiée nommément, celle de l'occasion ou de la circonstance en laquelle furent prononcés les mots par la Chambre des communes est tel que l'avantage que retirerait le public de connaître ce qui s'est

[Texte]

[Interprétation]

so orders the broadcasts. The Ontario Libel and Slander Act now provides protection and Section 9 of the Senate and house of Commons Act allows the reporter to take extracts from *Hansard* and he is protected provided he shows that he published them in good faith and without malice.

However, it is interesting to note here the difference between the report of parliamentary proceedings and reports of court proceedings. Reports of court proceedings in that case may be actuated by malice provided that it simply introduces into the newspaper an account of what has taken place without any comment.

The member, I suggest however, is in a different position. It is true what he says on the floor of the House is absolutely privileged. In law he need only be concerned if he publishes it in a way not envisaged by the law of Parliament. I suggest the law of Parliament says he cannot publish his speech if the publication is made a vehicle for slander; that the House alone, or a member thereof cannot, under the guise of privilege, affect the rights of third parties by an otherwise illegal act and if it is not necessary to discharge its function as an elected assembly, any privilege asserted by the House alone will not be recognized by the courts. A member when speaking in the House of Commons is absolutely privileged. However, when at the same time he is being seen and heard outside the House he may in law also be publishing his speech outside the House which he is giving at the same moment inside the House. Provided that he does not make that speech a vehicle for slander, no liability in law arises for the publication. Should the member under those circumstances libel someone in his riding, for example, this memorandum submits that a cause of action might lie on the part of the person defamed. Now the action would not be based on what he had said was spoken in the House because such an action would not succeed, but it would be based on the fact—and, of course, it is the same thing he is doing at the same time—that he published his speech outside the House contrary to the law of Parliament and he accordingly must suffer such consequences as are attendant upon that act. In these circumstances a court may well find in fulfilling its role as the protector of the rights of individuals that broadcasting is not necessary

passé au Parlement ou dans une Cour de justice fait plus que compenser les avantages qu'en retireraient les individus à moins qu'on puisse prouver qu'il y a eu malice, et il en est ainsi qu'il s'agisse de comptes rendus parlementaires télévisés ou non et que la Chambre ait ou non ordonné la diffusion. La Loi ontarienne sur la diffamation porte cette disposition de protection et l'article 9 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes permet aux journalistes de tirer du *Hansard* des extraits et il est protégé pourvu qu'il démontre qu'il les a publiés en bonne foi et sans mauvaise intention.

Cependant, il est intéressant de noter ici la différence entre un rapport de comptes rendus parlementaires et un rapport de comptes rendus de la Cour. Les rapports des comptes rendus de la Cour peuvent dans ce cas être inspirés par une mauvaise intention pourvu qu'ils ne font qu'introduire dans le journal un récit de ce qui s'est passé sans autre commentaire.

A mon avis, le député est dans une situation toute différente. Il est vrai que ce qu'il dit à la Chambre est absolument privilégié. Légalement, il ne doit s'en préoccuper que s'il le publie d'une façon que la loi du Parlement n'avait pas envisagé. Je suggère que cette loi du Parlement stipule qu'il ne peut pas publier son discours si la publication dudit discours est utilisé comme un moyen de diffamation; que seule la Chambre ou un député de la Chambre, ne peut pas, sous le couvert du privilège, toucher les droits des tierces parties en vertu d'un acte qui serait autrement illégal et s'il n'est pas nécessaire d'assumer ses fonctions d'assemblée élue, tout privilège qu'affirme la Chambre seule sera rejeté par les tribunaux. Le député qui parle à la Chambre des communes est absolument privilégié. Toutefois, lorsqu'en même temps on le voit et on l'entend hors de la Chambre, il pourrait, en loi, être aussi en voie de publier son discours hors de la Chambre, discours qui est donné au même moment dans la Chambre. Pourvu qu'il n'utilise pas ce discours aux fins de diffamation, il ne prêtera pas à poursuite suivant la loi pour l'avoir publié. Mais si le député, dans ces circonstances, se trouve à léser quelqu'un de sa circonscription, par exemple, le présent mémoire suggère qu'il pourrait y avoir recours par action de la part de la personne lésée. Les poursuites ainsi intentées ne seraient pas fondées sur ce qu'il a dit qu'on avait prononcé en Chambre, parce qu'une telle action serait déroulée, mais elle serait basée sur les faits et, bien sûr, c'est la même chose qu'il se trouve à faire en même temps—qu'il a publié son discours hors de la Chambre contrairement à la loi du Parlement et que, en conséquence, il doit accepter dans ces conditions les risques que

[Text]

in order for the House to do business or perform its function and that the member under the guise of a privilege which is not to be found among the existing privileges, is attempting to infringe the rights of a third party by an otherwise illegal act.

• 1645

At the moment the daily official report of *Hansard, Votes and Proceedings, Orders of the Day* and material deposited with the Clerk, all printed by order of the House, are absolutely privileged. And they are printed by order of the House whether there is an actual order or not. However, if someone took an extract from these official reports which contained a libel, he would have to show that he printed the extract in good faith and without malice, this is by virtue of Section 9 of the Senate and House of Commons Act. This same legislation, I submit, would, however, not protect a broadcast of the debate in the same way as the court in Stockdale and Hansard said there was no legislation to protect official reports containing defamatory statements, in which case, whether the whole debate or only an extract of a broadcasted debate was broadcast there would be no protection. And this, of course, is on the basis that broadcasting is not necessary for the House to perform its functions or to do business and also on the basis that you would be affecting the rights of third parties. However, if Parliament legislated, for example, that the "publication of any report" which we find in Sections 7 and 8 of the Senate and House of Commons Act, that publication of the report includes a broadcast by radio or television, the complete original tape of the broadcast of the proceedings would be absolutely privileged and an extract or abstract therefrom would be qualifiedly privileged.

So I submit with respect that there is, therefore, a distinction between the absolute parliamentary privilege of members speaking in the House or in a committee of the House, the publication of these speeches by order of the House, and the qualified privilege in law of a publisher reporting words spoken. The latter privilege is based on public policy whereas the member is privileged because a legislative body may only discharge its function by enabling its members to speak freely. Therefor, if it is not possible to circumscribe this new occa-

[Interpretation]

courant toutes personnes qui assistent suivant la loi. La Cour dans son rôle de protecteur des droits des individus, pourrait bien estimer que la diffusion n'est pas nécessaire à la Chambre pour assumer ses fonctions et que le député, sous le couvert d'un privilège qui ne se trouve pas parmi les privilégiés existants, essaie d'enfreindre les droits d'une tierce partie par un acte qui dans d'autres circonstances serait illégal.

Présentement, le rapport officiel journalier du *Hansard*, les procès-verbaux et témoignages, et les ordres du jour ainsi que tout le matériel déposé auprès du greffier, qui est imprimé par ordonnance de la Chambre, sont absolument privilégiés. Et ils sont dits imprimés par une ordonnance de la Chambre, qu'il y ait ou non effectivement cette ordonnance. Toutefois, si quelqu'un tirait de ces rapports officiels un passage qui contient une parole diffamatoire, il lui faudrait démontrer qu'il a imprimé ce passage de bonne foi et sans mauvaise intention, et cette démonstration se ferait en vertu de l'article 9 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes. Mais ces mêmes dispositions légales ne protégeraient pas à mon avis la diffusion d'un débat de la même façon, étant donné que le tribunal a établi dans le cas *Stockdale et Hansard* qu'il n'y a pas de mesures législatives pour protéger les rapports officiels qui renferment des déclarations diffamatoires, dans lequel cas, que le débat ait été diffusé en entier ou en partie, il n'y aurait aucune protection. Et toute cette argumentation repose, bien sûr, sur le fait que la diffusion n'est pas nécessaire à la Chambre ou dans l'accomplissement de ses charges ou pour mener à bien ses affaires et aussi sur le fait que les droits d'une tierce partie en souffrirait. Toutefois, si le Parlement décidait par une loi disons, par exemple, de la « publication de quelque rapport que ce soit » que nous trouvons dans les articles 7 et 8 et la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, que la publication du rapport s'étend aussi à sa diffusion radiophonique ou télévisée, la bande originale de la diffusion des délibérations deviendrait absolument privilégiée et tout extrait ou résumé de ladite bande serait également privilégié.

A mon avis, je suggère donc, à ce propos, qu'il existe une distinction entre le privilège parlementaire absolu du député qui parle à la Chambre ou dans un comité de la Chambre, la publication de ses discours par ordre de la Chambre, et le privilège qualifié selon la Loi d'un rédacteur qui rapporte les paroles. Ce dernier privilège se fonde sur la politique publique tandis que le député est privilégié parce qu'un corps législatif ne peut assumer ses fonctions qu'en permettant à ses membres de s'exprimer librement. En conséquence, s'il

[Texte]

sion of publishing the member's speeches, that is by television and radio, within the necessity to discharge the function principle, it is submitted that the House should be chary of unilaterally embarking on the publication of its proceedings by broadcasting.

Therefore, whatever may be said of the Irwin and Ashurst decision relating to the proceedings of a court being broadcast, that is that there is no difference between radio broadcasting of court proceedings and the publication of what was said in court in the newspapers, it is here submitted it is not on all fours with the same treatment of debates in the House.

The next step I go on to is if one were to accept the foregoing that legislation is required, it is for Parliament to legislate to protect the member and broadcaster if the proceedings are televised. Section 18 of the British North America Act tells us, if I may summarize very quickly to avoid having to read the whole thing, that our privileges may never exceed those enjoyed by the House of Commons in Britain.

Now Section 91(1) of the British North America Act which was amended in 1949 allows Parliament to amend from time to time the Constitution of Canada except with regard to matters coming within classes of a provincial matter.

So Section 18 tells us that we may amend our privileges, but they may not exceed those of the British House at the time we are amending ours.

A committee of the British House is at this moment studying the very question and we, therefore, cannot say with certainty that this privilege, that is, to broadcast, is inherent in the privileges that exist in Britain because it has not been legislated and either legislation or a court decision will really finally decide the matter. Therefore, if the privilege in Canada is to include broadcasting there would be required, at least, legislation to amend Section 18. And so we ask, can we amend Section 18, and if we can amend it, can we legislate in this particular instance? Would we, in this instance, be legislating on a matter which is primarily one relating to the privileges, immunities and powers to be held, enjoyed and exercised by the House or Senate or would it be one that relates primarily to civil rights? There is no question but that such a power or privilege of the House would affect the civil rights of a person because he would not be able to institute an action.

[Interprétation]

n'est pas possible de convenir à cette nouvelle situation où le discours d'un député est publié, c'est-à-dire par la télévision ou la radio, dans le cadre même de la nécessité d'assumer ses fonctions, je suggère à la Chambre d'être prudente si elle s'engage unilatéralement dans la publication de ces comptes rendus par le moyen de la diffusion.

Donc, en dépit de ce qu'on peut dire en vertu de la décision rendue dans le cas *Irwin et Ashurst* au sujet de la diffusion des comptes rendus d'une Cour, à savoir qu'il n'y a aucune différence entre la diffusion radiophonique des comptes rendus d'une Cour et la publication de ce qu'on a dit en Cour dans les journaux, je n'hésite pas à dire que, selon moi, il y a quand même une différence lorsqu'il s'agit d'appliquer cette même méthode aux délibérations de la Chambre.

Mais si, nonobstant, on accepte de s'engager dans cette diffusion, je dis qu'il faut une loi que c'est au Parlement de légiférer en vue de protéger le député et le diffuseur si les comptes rendus sont télédiffusés. L'article 18 de l'Acte britannique de l'Amérique du Nord nous apprend, si je puis vous le résumer succinctement, que nos priviléges ne sauraient jamais excéder ceux dont jouit la Chambre des communes de Grande-Bretagne.

Hors l'article 91(1) de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui a été amendé en 1949 autorise le Parlement à modifier de temps à autre la constitution du Canada sauf en ce qui a trait aux mesures qui sont de compétence provinciale.

L'article 18 nous dit donc en somme que nous pouvons modifier nos priviléges, mais qu'ils ne peuvent excéder ceux dont jouit la Chambre britannique au moment où nous apportons ladite modification.

Un comité de la Chambre britannique étudie en ce moment cette question et nous ne saurons donc pas dire avec assurance que ce privilège, soit la diffusion, est inhérent au privilège dont jouit la Chambre britannique, parce qu'il n'y a pas sur ce point de mesures législatives et soit une loi, soit un arrêté du tribunal viendra éventuellement fixer cette question. Donc, si le privilège du Canada doit comprendre la diffusion, il faudrait pour le moins des mesures législatives modifiant l'article 18. Et la question que nous posons est, évidemment, pouvons-nous modifier l'article 18, et, si oui, pouvons-nous légiférer en cette occasion particulière? Dans les circonstances présentes, nos mesures législatives viseraient-elles une question de privilège, d'immunités et de pouvoirs détenus et exercés par la Chambre et le Sénat ou viseraient-elles une question qui se rapporte primordialement aux droits civils? A coup sûr, un tel pouvoir ou un tel privilège de la Chambre toucherait les droits civils

[Text]

[Interpretation]

It has been suggested that it was necessary to give this express grant with respect to the powers and privileges of the House of Commons in Section 18 to Ottawa, that is the Parliament of Canada, because it is otherwise dealing with civil rights. It is an express grant to enact legislation respecting its own privileges, immunities and powers subject to the condition always that it may not exceed those of the British House. Now the grant expressly provides for the Canadian Parliament to legislate in relation to its privileges and immunities. This proposition may stand by itself and I suggest that an amendment to delete that part which refers to the condition that they may not exceed those of the English Commons would be within the authority to amend the British North America Act except as regards matters coming within the classes of subjects by the Act assigned exclusively to the provinces. In the case in 1893 of *Fielding versus Thomas* it was held that under Section 92(1) that is the provincial authority, "provincial legislatures have power to pass acts for defining their own powers, immunities and privileges in the sense which they make clear by saying: 'It surely cannot be contended that the independence of the provincial legislature from outside interference, its protection, and the protection of its members from insult, while in the discharge of their duties, are not matters which may be classed as part of the constitution of the province, or that legislation in such matters would not be aptly and properly described as part of the constitutional law of the province'".

- 1650

It is further submitted, therefore, that it is reasonable to suggest that Section 91(1) of the British North America Act as it relates to amendments of the Constitution of Canada might alone in the light of the *Fielding* decision be the basis for legislation regarding the privileges and immunities of Parliament and that any doubt about the authority to so legislate is removed by coupling 91(1) with Section 18.

A person would be affected by legislation making a member immune from civil or criminal proceeding for anything said during a debate which was televised because most legislation of a repressive character does incidentally or consequently affect civil rights, but its

d'une personne car il ne saurait alors avoir de recours contre la Chambre.

Il serait nécessaire, a-t-on suggéré, de donner à ce point le consentement exprès au sujet des pouvoirs et priviléges de la Chambre des communes exposés à la section 18 à Ottawa, c'est-à-dire au Parlement du Canada, parce qu'il traiterait autrement de droits civils. Il s'agirait d'un consentement exprès de faire une loi se rapportant à ses propres priviléges d'immunités et pouvoirs, sous réserve toujours de la condition qu'elle ne saurait excéder ceux dont jouit la Chambre britannique. Hors ce consentement offert expressément au Parlement canadien le droit de faire des lois en ce qui touche ces priviléges et immunités. Cette proposition peut valoir en soi et je suggérerais qu'une modification à l'effet de supprimer ce passage qui se rapporte à la condition que les priviléges ne sauraient excéder ceux dont jouit la Chambre des communes se situe dans les limites des pouvoirs d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, sauf dans les questions qui se situent dans les catégories assignées exclusivement à la compétence des provinces. Dans le cas de *Fielding contre Thomas* (1893) le tribunal a soutenu qu'en vertu de l'article 92(1) il est de la compétence des provinces, c'est-à-dire que la Chambre des communes provinciale a le pouvoir de faire des lois pour définir ses propres pouvoirs, immunités et priviléges en ce sens qu'ils les définissent clairement en ajoutant: «On ne saurait soutenir que l'indépendance des législatures provinciales à l'égard de toute interférence extérieure, sa protection et la protection de ses députés, d'insultes alors qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions, ne constitue pas des questions qui peuvent être expliquées comme partie de la constitution de la province, ou que la faculté de faire des lois dans cesdites questions ne sauraient être vraiment et proprement décrites comme partie de la loi constitutionnelle de la province.»

Nous soumettons de plus en conséquence qu'il est raisonnable de penser que l'article 91 (1) l'Acte de l'Amérique britannique du Nord en autant qu'elle se rapporte aux modifications de la constitution du Canada suffirait, suivant la décision rendue par le tribunal dans le cas *Fielding* a inspiré la loi relative aux priviléges des immunités du Parlement et que tout doute quant aux pouvoirs de légiférer en ce sens est supprimé par l'adjonction de l'article 91 (1) à l'article 18.

Une personne serait touchée par une loi concernant aux députés l'immunité de procédures civiles ou criminelles pour quelques paroles qu'il prononce au cours d'un débat qui est télévisé, car toutes mesures législatives d'une nature répressive affectent directement ou

[Texte]

true character, I submit, is in relation to the privileges, immunities and powers to be held, enjoyed and exercised by members of the House and Senate.

All of the provinces, save, it appears, Newfoundland and Prince Edward Island, have legislated on the subject of libel and there is uniformity in that that they all provide that fair and accurate reports of the proceedings of the courts are, when reported either in newspapers or in a broadcast without comment, treated as being absolutely privileged, whereas fair and accurate reports of the proceedings of the legislature and both Houses of Parliament are privileged unless malice is proven. This legislation deals with the manner in which the media treats reports of the debates in these houses. In other words, the principle in *Wason versus Walter* now applies to the reports of assemblies whereas the legislators have made the reports of court proceedings to be absolutely privileged where there is no comment. These provisions relate to the reports in newspapers or reports in broadcasts of the proceedings in the legislature or the Houses of Parliament. They could not, it is suggested, be interpreted to include a live or transcribed broadcast, to attach a privilege thereto because those acts relate to libel and slander, whereas each of the provinces provides in its legislative assembly acts for the privilege of freedom of speech in their assemblies.

In other words, privileges are legislated for in the respective acts of the legislative assembly. The Province of Saskatchewan is the only province which permits the live broadcast of its debates and the enabling legislation provides that the immunity, "applies notwithstanding that words spoken by a member before the assembly are broadcast provided that the broadcast takes place while the words are being spoken" which, incidentally, it appears to me, does not seem to provide for teletaping or to protect the broadcasting company. This is found in the Legislative Assembly Act relating to privileges and not in the Libel and Slander Act. In other words, any provision regarding immunity for members of legislative assemblies for anything said in the assembly or while the debate is broadcast is contained in the legislation relating to their privileges and not in the legislation relating to libel.

[Interprétation]

indirectement les droits civils, mais de par sa nature véritable, je prétends qu'elle est d'abord orientée vers les priviléges, l'immunité et les pouvoirs qui peuvent être détenus ou exercés par les membres de la Chambre et du Sénat.

Toutes les provinces sauf, semble-t-il l'île du Prince-Édouard, ont légiférés dans ce domaine de la diffamation et il semble y avoir sur ce point l'uniformité en ce sens qu'elles décrètent toutes que les rapports justes et équitables des délibérations de la Cour sont, si on les publie dans les journaux ou au cours d'une émission sans plus de commentaire traitées de façon absolument privilégiée, tandis que les rapports justes et équitables des délibérations d'une législature ou des deux chambres du Parlement sont privilégiées à moins qu'on prouve qu'il y a eu mauvaise intention. Les présentes mesures législatives se rapportent à la manière dont les médias traitent les rapports des débats dans ces chambres. En d'autres termes, le principe invoqué dans le cas *Wason versus Walter* s'applique maintenant aux rapports des assemblées tandis que les législateurs ont conféré aux rapports des délibérations de la Cour le privilège absolu, lorsqu'ils ne sont pas accompagnés de commentaires. Ces dispositions se rapportent aux rapports dans les journaux ou aux rapports dans les diffusions des comptes rendus de la législature ou des chambres du Parlement. Elles ne sauraient, semble-t-on dire, être interprétées comme comprenant la diffusion directe ou transcrise, et comme y attachant un privilège vu que ces actes se rapportent au libelle diffamatoire, tandis que chacune des provinces porte dans son assemblée législative des actes à l'égard du privilège de la liberté de parole au cours de leurs séances.

En d'autres mots, les priviléges existent au sujet des actes de l'Assemblée législative. La province de la Saskatchewan est la seule à autoriser la diffusion en direct de ses comptes rendus et les mesures législatives à cet effet portent que l'immunité «est conférée qu'importe qu'il s'agisse de mots, de paroles prononcés par un membre avant que l'assemblée soit diffusée, pourvu que la diffusion se fasse tandis que les mots sont prononcés» ce qui, je le dis en passant, ne m'apparaît pas prendre en considération la bande magnétoscopique ou protéger la compagnie de diffusion. Ceci se trouve dans la loi sur l'Assemblée législative qui se reporte aux priviléges et non dans celle sur le libelle diffamatoire. En d'autres termes, toutes dispositions relatives à l'immunité des députés des assemblées législatives pour quelques paroles qu'ils prononcent à l'assemblée ou pendant que le débat est diffusé se trouvent dans la loi qui se rapporte à leurs priviléges et non pas dans celle qui se rapporte au libelle diffamatoire.

[Text]

I submit, therefore, that the provincial legislation has no bearing whatsoever on our proceedings and how they are to be treated by the House itself. The provinces may well legislate, which they have, on the libel aspects of a news report of any proceeding including the proceeding of Parliament, but they could not legislate to include in any definition of libel, libel contained in a publication of an official report as printed or televised. This relates to the privileges, immunities and powers of Parliament and does not relate to a subject matter within the jurisdiction of the provincial legislatures.

The Wason versus Walter case of 1868, when it was put forward that the Stockdale versus Hansard case applied and the courts there really established that the question of the authority of Parliament to publish its proceedings is a matter of privilege, has no application to whether a report of Parliamentary proceedings in the media is actionable as a libel.

Therefore, although a fair and accurate report in the press or on television of Parliamentary proceedings is protected by qualified privilege and authorized publication in the official reports of the House of Commons in *toto* is absolutely privileged, and printing extracts therefrom qualifiedly privileged by virtue of the Senate and House of Commons Act.

• 1655

The proposition that broadcast debates of the House of Commons if undertaken today would also be qualifiedly privileged is in law questionable. The qualified privilege attaching to press and television reports of what transpired does not depend on the prior authorization of the House, whereas the publication of the official reports of the House whether it is printed or broadcast does require prior authorization, and at the moment, legislation provides only for the authorization of the publication by printing it.

The position in Australia, very briefly, is, I believe, unchanged since 1946 when the federal parliament enacted that "no action or proceeding, civil or criminal, shall be taken against any person for broadcasting or rebroadcasting any portion of either House of Parliament".

Professor Davis in his article remarked that that section would appear to be wide enough to cover the case both of the member who speaks and of the agency which transmits the words, but the debate on the bill was, however, conducted on the basis that statutory protection was needed only for broadcasting agencies and not for individual members, and he

[Interpretation]

[Interpretation]

Je prétends donc que la loi provinciale ne se rapporte nullement à nos comptes rendus ou à la façon dont la Chambre les traite. Les provinces peuvent léfigérer, ce qu'elles ont fait d'ailleurs, sur les aspects diffamatoires d'un communiqué ou de tout compte rendu y compris ceux du Parlement, mais elles ne sauraient faire de loi pour inclure quelques définitions que ce soit du libelle diffamatoire, libelle contenu dans une publication d'un rapport officiel tel qu'il a été imprimé ou télévisé. C'est une situation qui se rapporte aux priviléges, immunités et pouvoirs du Parlement et ne se rapporte nullement à une question qui relève de la compétence des législatures provinciales.

Le cas *Wason versus Walter* (1868) quand nous avons dit tout à l'heure que le cas *Stockdale versus Hansard* s'appliquait et que les tribunaux avaient de fait établi que la question des pouvoirs du Parlement de publier ses comptes rendus est une question de privilège, n'a aucune application au sujet de savoir si un rapport des comptes rendus du Parlement dans le média est sujet à action pour libelle.

En conséquence, bien qu'un rapport juste et équitable dans la Presse ou à la télévision des comptes rendus parlementaires est protégé par un privilège qualifié et que la publication autorisée dans les rapports officiels de la Chambre des communes *in toto* est absolument privilégiée, et que l'impression d'extraits desdits rapports privilégiés en vertu de la loi sur le Sénat et de la Chambre des communes. Il n'est pas certain que la diffusion des comptes rendus de la Chambre des communes, si on l'entreprend aujourd'hui, serait également l'objet d'un privilège qualifié. Le privilège qualifié qui a trait aux rapports de la Presse et de la télévision sur les événements qui se sont passés ne dépendent pas de l'autorisation préalable de la Chambre, tandis que la publication des rapports officiels de la Chambre, qu'il s'agisse d'une impression ou d'une diffusion, exige une autorisation antérieure et préservement, la loi ne prévoit l'autorisation qu'en ce qui a trait à la publication par mode d'impression.

En Australie, la situation n'a guère changé je crois depuis 1946, date où le Parlement fédéral avait décrété que «aucune action ou procédure civile ou criminelle ne soit engagée contre quelque personne que ce soit pour la diffusion ou la re-diffusion de toute partie que ce soit de l'une ou l'autre des chambres du Parlement.»

Le professeur Davis remarque pour sa part que cet article serait suffisamment ample pour s'appliquer à la fois au député qui parle et à l'agence qui transmet ses paroles, mais les débats sur le bill ne s'en déroulaient pas moins sur la foi qu'une protection statutaire était nécessaire seulement pour les agences de diffusion et non pour les députés, et il pensait

[Texte]

[résumé par l'auteur]

[Interprétation]

[texte]

felt that during the course of the debate a proposition of law was put forth that whatever the member says in the Chamber cannot be made the subject matter of a cause of action against him, notwithstanding that its being broadcast at the same moment. He felt that that was not an accurate description of the law.

In New Zealand, they have been broadcasting since 1936, but no legislation or any resolution of the House has been used. They simply just started and their broadcasting has continued. But I understand that the problem of whether the broadcasting company would be liable apparently does not arise as it is carried on a Crown owned station which is not liable for its own tortious act. However, the CBC here is liable for its tortious acts.

Now, the position in the UK is still under study and in that regard ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Which programs covered those things?

Mr. Maingot: In New Zealand?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Which CBC program showed these tortious acts?

An hon. Member: All of them.

Mr. Maingot: The position in the UK, I submit, is really still not settled. It is still under study, but it is really because I do not believe the House has adopted any order of the report dealing with it. At any rate I submit that it is still not settled in that it has either not been legislated or there has not been any court decision on the matter.

There was, first of all, a Select Committee of the House which studied it in 1966 or 1967, it might have been earlier, but they dealt in some depth with the legal aspects, to a certain extent, anyway, and they reported that the privilege of freedom of speech would continue to protect any member from legal action in respect of what he said in debate in the House if the debate were broadcast, and that broadcasting organizations would be able to rely on the defence of qualified privilege so that fair and faithful reports would be protected, but partial or garbled ones would not be.

The Committee concluded that if Parliamentary broadcasting were permitted it would be desirable nevertheless to enact a safeguarding clause similar to the clause enacted in the Australian Act of 1946. The Clerk of the House at that time submitted a memorandum to the

que, au cours des débats, on avait une mesure légale à l'effet que, quelles que soient les paroles que le député prononce en Chambre, elle ne saurait faire l'objet de procédures dirigées contre ledit membre, même si ses paroles étaient diffusées au même moment. Il lui a semblé que ce n'était pas là une description juste de la loi.

En Nouvelle-Zélande, on diffuse depuis 1936, mais aucune mesure législative ou aucune résolution de la Chambre n'a été utilisée. On a tout simplement commencé à diffuser et on a poursuivi en ce sens. Mais je crois comprendre que le problème de savoir si la compagnie de diffusion serait l'objet d'une action ne survient pas vu que cette diffusion est faite par une société de la Couronne qui n'est pas responsable de ses propres paroles diffamatoires. Toutefois, ici, Radio-Canada l'est.

En Grande-Bretagne, cette question est encore à l'étude et, à cet égard...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quels programmes couvraient ces événements?

M. Maingot: En Nouvelle-Zélande?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Quels programmes de Radio-Canada affichaient ces actes tortueux?

Une voix: Tous.

M. Maingot: A mon avis, la situation en Grande-Bretagne n'est pas encore réglée. Elle est encore à l'étude; mais je crois que c'est uniquement parce que la Chambre n'a pas encore adopté le rapport qui a été rédigé sur ce point. De toute façon, je ne crois pas qu'il soit encore réglé car il n'y a pas de mesures législatives de créer sur ce rapport et aucun tribunal n'a rendu de décision dans la matière.

Il y a eu tout d'abord, un comité choisi de la Chambre qui a étudié cette question en 1966 ou 1967, il se peut que c'ait été un peu plus tôt, et qui en a fait une étude assez approfondie en ce qui a trait aux aspects légaux, jusqu'à un certain rapport en tout cas, et ils ont rédigé un rapport à l'effet que leur liberté de parole continuerait de protéger tout député contre une action quant aux paroles qu'il aura prononcées au cours des débats si ses paroles étaient diffusées et que les agences de diffusion pourraient se reposer sur la foi d'un privilège qualifié de sorte que des rapports précis pourraient être protégés, mais non des rapports qui manquaient d'objectivité.

Le Comité disait en conclusion que si la diffusion des comptes rendus parlementaires était autorisée, il n'en serait pas moins souhaitable de décréter une clause des protections similaires à celles qu'on avait en Australie décrétées par une loi en 1946. Le greffier de la

[Text]

Committee suggesting first, that it was doubtful whether their Parliamentary Papers Act, that is the same as our House of Commons Act, as amended by the Defamation Act, which states that the qualified privilege extended to printing extracts from the official reports of proceedings and includes the broadcasting of extracts therefrom, would afford protection to broadcasts of debates or extracts of debates, even if such broadcasts were authorized by the House. They also said that second, broadcasts of debates and extracts of debates would receive the qualified privilege afforded by *Wason versus Walter*.

[Interpretation]

Cour soumit vers ce temps un mémoire au comité où il suggérait premièrement qu'il était douteux, à son avis que la *Parliamentary Papers Act*, c'est-à-dire la même loi que notre loi de la Chambre des communes, telle que modifiée par la *Defamation Act*, qui porte que les priviléges qualifiés conférés aux extraits imprimés provenant des comptes rendus ou des rapports officiels et englobait la diffusion des extraits desdits rapports ou comptes rendus, ferait l'objet d'une protection à l'égard des diffusions de débats ou d'extraits de débats, même si ces diffusions étaient autorisées par la Chambre. Deuxièmement, les diffusions et débats et les extraits de débats seraient revêtus du privilège qualifié reconnu en vertu du cas *Wason versus Walter*.

Then subsequently a Joint Committee was established in the UK and it submitted an interim report in December 1969. That Committee concluded, first of all, that there should in principle be no difference in the law of defamation applicable to official reports of Parliamentary proceedings whether these reports be printed or broadcast. They then considered whether the existing law of defamation in England required any amendment so as to give effect to this principle. The Joint Committee stated that whatever the press could do under the Parliamentary Papers Act, the broadcaster could also do, but that when it came to publication of debates by radio and television, the Act of 1840 offers no protection to a broadcaster. The reason, I feel, is because that Act offers absolute privilege or confers absolute privilege on any person who by order of the House prints the proceedings of the House, but offers no protection to a broadcaster, even if the House orders that the publication of proceedings should be by broadcasting, as opposed to publication by printing.

• 1700

The Joint Committee then went on to note that where the broadcasters request, which they did, that the 1840 Act be amended, that they were really asking for absolute privilege. They went on to say that in the event it was decided to permit live broadcasts, the 1840 Act could and should be amended by an action that publication be deemed to include broadcasting so that when the debate was broadcast by television it would be a publication for purposes of the law of defamation and also under the authority of the House.

With respect to extracts from or abstracts of the proceedings, the Defamation Act, 1952, amended that part of the 1840 Act relating to extracts and abstracts by including broadcast-

Subséquemment, un comité conjoint fut établi en Grande-Bretagne qui soumit un rapport provisoire en décembre 1969. Ce comité en venait à la conclusion que premièrement, il ne devrait pas y avoir en principe de différence dans la loi sur la diffamation qui s'applique aux rapports officiels des comptes rendus parlementaires, que ces rapports soient imprimés ou diffusés.

Puis on a étudié s'il convenait d'amender cette loi sur la diffamation en Angleterre pour mettre en application ledit principe. Le comité conjoint a déclaré que, tout ce que la Presse pouvait faire en vertu du *Parliamentary Papers Act* le diffuseur pouvait le faire également, mais que lorsqu'il s'agissait de publier les comptes rendus au moyen de la radio ou de la télévision, la loi de 1840 n'offrait au diffuseur aucune protection. La raison en est je crois que la loi revêt d'un privilège absolu ou confère un privilège absolu à toute personne qui, suivant une ordonnance de la Chambre, imprime les comptes rendus de ladite Chambre mais n'offre aucune protection au diffuseur même si la Chambre ordonne que la publication des comptes rendus se fasse par le moyen de la diffusion au lieu de celui de l'impression.

Le comité conjoint nota en outre que les diffuseurs, en demandant comme ils le demandaient en effet que la loi de 1840 soit amendée, demandaient en fait le privilège absolu. Qu'au cas où on déciderait d'autoriser la diffusion directe, la loi de 1840 devrait être amendée par une disposition stipulant que la publication inclut la diffusion de sorte que, lorsque les débats seraient télédiffusés cette opération demeurerait une publication aux termes de la loi des diffamations et aussi en vertu des pouvoirs de la Chambre.

Quant aux extraits ou aux résumés des comptes rendus, la *Defamation Act* de 1952 venait modifier cette partie de la loi de 1840 qui se rapportait aux extraits et aux résumés

[Texte]

ing. In other words, in Section 9 of our Senate and House of Commons Act, it enables reporters to take extracts therefrom, but they have to show that it was done without malice. The Defamation Act amended that and said that those extracts would still be qualifiedly privileged even if you had them televised or on radio.

The Joint Committee concluded by stating that the 1840 Act be amended to include "broadcasting" in the expression "publication of reports" and so on and enjoy absolute protection, but that this initial recording of the proceedings be done by House employees perhaps and then when fed to the broadcasting organization to be heard and seen by the public, that "rebroadcast" of the proceedings or extracts from or abstracts of would be subject to qualified privilege at present available to the press. There would be no difference then between the actual television proceedings or the report of what is taking place in the House.

In passing I note that the Board of Internal Economy of the House had dealt with this in 1925 and there is a Minute of the Board of 1925 which states:

Mr. Speaker communicated letters received through the Prime Minister from W. F. Empey and the Labour Representation Political Association of Toronto, asking for the installation in the Chamber of a radio apparatus of sufficient power to broadcast the debates throughout the country.

An hon. Member: We thought we were modern.

Mr. Maingot: It goes on:

It was resolved,

That such a request could not be granted as it might lead to abuse and was not in keeping with the dignity of Parliament.

An hon. Member: What did the Commissioners decide?

Mr. Maingot: It was resolved that such a request could not be granted.

I conclude by suggesting that in the event the House of Commons proposes to broadcast its proceedings, that certain matters of law should be taken into consideration. First of all, there is no question but that the courts would have jurisdiction to determine the validity of any claim privilege of the House. In other words, if proceedings were broadcast tomor-

[Interprétation]

[Interprétation]

en incluant la diffusion. En d'autres termes, dans l'article 9 de notre loi sur le Sénat et la Chambre des communes, on trouve des dispositions qui permettent aux journalistes d'en tirer des extraits, mais ils doivent démontrer qu'ils ne l'on pas fait avec mauvaise intention. La *Defamation Act* modifia ce passage stipulant que ces extraits pouvaient encore être l'objet d'un privilège qualifié même si vous les aviez télédiffusés ou diffusés par la radio.

Le Comité Conjoint concluait en déclarant que la loi de 1840 devrait être modifiée de façon à inclure «diffusion» dans l'expression «publication des rapports» etc., et être ainsi revêtu de la protection absolue, mais que cette rédaction initiale des comptes rendus soit faite par des fonctionnaires de la Chambre et par la suite, lorsqu'elle serait donnée aux organismes de diffusion, pour être télédiffusée au public, que la «rediffusion» des comptes rendus ou des extraits ou résumés desdits comptes rendus soit revêtue du privilège qualifié dont jouit présentement la Presse. Il ne subsisterait pas dans ces conditions aucune différence entre la télédiffusion effective des comptes rendus ou du rapport de ce qui se passe à la Chambre.

Je note en passant que *the Board of Internal Economy of the House* a traité cette question en 1925 et qu'il y a dans le procès-verbal dudit conseil de 1925 un passage qui se lit comme suit:

M. l'Orateur donna lecture des lettres qu'il avait reçues par l'intermédiaire du Premier Ministre, de W. F. Empey et de la *Labour Representation Political Association* de Toronto, demandant l'installation à la Chambre d'un appareil de radiodiffusion assez puissant pour diffuser les débats d'un bout à l'autre du pays.

Une voix: Et nous nous pensons moderne.

Mr. Maingot: Le texte se poursuit:

Il fut résolu qu'on ne saurait accordé une telle demande qui pourrait prêter à abus et n'était pas conforme à la dignité du Parlement.

Une voix: Que décidèrent les membres de la Commission?

Mr. Maingot: Il fut résolu qu'on ne saurait agréer à une telle demande.

Je conclus en suggérant que, dans l'éventualité où la Chambre des communes proposerait de diffuser ces comptes rendus, certaines questions de loi devraient être étudiées. D'abord, il n'y a aucun doute que les tribunaux auraient la compétence de déterminer la validité de toute demande de privilège de la Chambre. En d'autres termes, si les comptes rendus

[Text]

row and a certain party instituted an action because of what was said, the courts could delve right into it and say "Is the House of Commons alone? Can they actually broadcast? Does the privilege exists." They could examine into all this and you would get into the question of the law of Parliament very deeply.

• 1705

I also suggest that the House should consider this. It is questionable whether the present law of Parliament includes in its privilege of freedom of speech the freedom on the part of a member to libel a third party and have it published by broadcasting. The broadcasting company would not be protected in these circumstances. We also find that a member is also not protected.

With regard to the Constitutional aspects, the present law of Parliament in England relating to the privilege of freedom of speech does not clearly establish—and for the reasons I pointed out, because it has not been legislated or there is no court decision on it—that the publication of proceedings by broadcasting is inherent or included in this privilege and that Section 18 of the British North America Act which states that our privileges may not exceed those of the U.K. House when we attempt to amend it, I suggest that Ottawa may amend this Section 18 so as to define our privileges here to, in fact, exceed those of the U.K. House.

The Committee would have to consider whether Sections 7, 8 and 9 of the Senate and House of Commons Act would be required to be amended to define, among other things, that publication would include broadcasting.

I suppose then the final drafting would depend on whether the House would be interested in allowing the broadcasters to have the same privilege as the member or whether it should be qualified as it is right now for publishing reports of what has taken place in the House of Commons, whether those reports be on television or in the newspapers.

To sum up I would say my final conclusion is that an ounce of prevention is worth a pound of cure.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Maingot. As you said it was rather a lengthy memorandum and I am sure while all of the members may have found the resume to be quite long, that it is a complicated legal process and I want to compliment Mr. Maingot on the way he traced the problem and where he has high-

[Interpretation]

étaient diffusés demain et qu'une certaine partie instituait une poursuite judiciaire à cause de paroles prononcées par eux, les tribunaux auraient la partie belle et pourraient dire «la Chambre des communes est-elle seule? Peut-elle vraiment diffuser? Est-ce que le privilège existe?» Il pourrait scruter toutes ces questions et vous vous trouveriez plonger profondément dans la loi du Parlement.

Je suggère également à la Chambre de considérer le point suivant. Il n'est pas clair si la présente loi du Parlement inclut dans son privilège de liberté de la parole la liberté pour un député de prononcer des paroles diffamatoires à une tierce partie et de publier ces paroles par diffusion. La compagnie de diffusion ne serait pas protégée dans ces circonstances. Nous avons également établi qu'un membre ne serait pas protégé.

Quant à l'aspect constitutionnel, la présente loi du Parlement en Angleterre qui se rapporte au privilège de la liberté de parole n'établit pas clairement—et pour les raisons que j'ai signalées, soit parce qu'il n'y a pas encore eu de loi de voter à cet égard ou qu'il n'y a pas encore eu de décisions rendues par le tribunal—que la publication des comptes rendus par voie de diffusion est inhérente ou incluse dans le privilège exposé à l'article 18 de l'Acte britannique de l'Amérique du Nord qui statue que nos priviléges ne doivent pas excéder ceux de la Chambre de Grande-Bretagne au moment où nous proposons de les amender, je suggère qu'Ottawa pourrait modifier l'article 18 de façon à définir nos priviléges de façon à ce que dans ce cas, ils surpassent en fait ceux de la Chambre du Royaume-Uni.

Il faudrait que le Comité étudie si les articles 7, 8 et 9 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes devraient être amendés pour entre autre établir que la publication comprendre la diffusion.

Je suppose que le libellé final dépendra si oui ou non la Chambre est intéressée à autoriser la diffusion à être revêtue du même privilège que le député ou si elle devrait être revêtue d'un privilège qui devrait être défini par la suite comme il se fait dans le cas des rapports sur les événements de la Chambre des communes, que ces rapports soient télédiffusés ou publiés dans les journaux.

En guise de conclusion, je vous dirais qu'une once de prévention vaut bien une livre de médicaments.

Le vice-président: Merci monsieur Maingot. Comme vous l'avez dit vous-même, il s'agit d'un mémoire assez long et même si la plupart des députés ont pu trouver le résumé plutôt long, il s'agit là d'une entité légale assez complexe et je veux féliciter M. Maingot de la façon qu'il nous a résumé le problème souli-

[Texte]

[Interprétation]

[Texte]

lighted the difficulties that may present themselves to what would otherwise be an open and shut case for publication through broadcasting.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Vice-Chairman: I now will recognize those who want to ask questions. I have on my list Mr. Reid, Mr. Aiken, Mr. Francis and Mr. Knowles. We will start with Mr. Reid.

Mr. Reid: Mr. Chairman, I would like to join in congratulating Mr. Maingot on the excellence of his paper.

I would just like to take up the point that Mr. Fairweather raised. In the privileges which are going to be affected if we broadcast our proceedings, the single privilege that seems to be affected is that of freedom of speech in the sense of an abuse of libel or slander. Is that correct?

Mr. Maingot: No. If I am a member of the House of Commons and I reflect on another member, I cannot do that, but I may, provided I do not use unparliamentary language—we should never use four letter words—I can say whatever I want about a person in my riding. I can call him a liar or a thief. I think maybe this was the point he was making. Right now a member may do that. It is done very rarely, but the way it is reported right now is through a less effective means as opposed to someone standing there in the House of Commons and saying it and it is reported, perhaps in a newspaper and maybe not. The newspapers might say: "We do not want to publish this sort of thing." Whereas if the debate is broadcast and the member says this, well it is right there. So the fact that you have that ability to reflect on third parties might appear monstrous to some people.

Mr. Reid: Then my question would be, do we really need this kind of protection?

Mr. Maingot: Are you suggesting perhaps it never occurs?

Mr. Reid: No, I am suggesting it occurs. I am suggesting it is undesirable, but I am suggesting that perhaps it goes on because we have a protection which is not necessary.

An hon. Member: It is an abuse.

Mr. Maingot: I suppose it was required and it seemed reasonable to suggest that in order

gnant les difficultés qui pourraient se présenter à une éventualité que nous aurions autrement pris pour acquise.

Des voix: Bravo, bravo!

Le vice-président: Avez-vous des questions. J'ai pour ma part sur ma liste les noms de MM. Reid, Aiken, Francis et Knowles. Je commencerai par M. Reid.

M. Reid: Monsieur le président, je voudrais joindre mes félicitations aux vôtres quant à l'excellence du mémoire présenté par M. Maingot.

Mais je n'en voudrais pas moins de prendre le point soulevé par M. Fairweather. Parmi ces priviléges qui vont être conférés si nous diffusons nos comptes rendus, le seul qui me semble être vraiment touché est celui de la liberté de parole, du point de vue du libelle diffamatoire. Est-ce exact?

Mr. Maingot: Non. Si je suis député à la Chambre des communes et que je fais une réflexion sur un autre député, je ne puis faire cela mais je pourrais, pourvu que je n'utilise pas le langage parlementaire—on ne doit jamais utiliser des mots de quatre lettres—je peux dire ce que je veux sur quelque personne que ce soit de ma circonscription. Je peux le traiter de menteur ou de voleur. Peut-être était-ce là où il voulait en venir. Présentement, un député peut agir ainsi. Il est rare que cela arrive, mais la façon dont les choses sont rapportées présentement constitue un média moins efficace si on considère que quelqu'un se tiendrait là dans la Chambre des communes et que tout ce qu'il dit pourrait être rapporté dans les journaux. Les journaux pourraient bien dire: nous refusons de publier ce genre de renseignement. Tandis que si le débat est diffusé et que le membre prononce ces paroles bien voilà il les a prononcées et la chose a été diffusée. De sorte que cette permission que vous avez de faire des réflexions sur une tierce partie pourra apparaître monstrueuse à certaine personne.

M. Reid: Très bien. Voilà ma question modifiée. Avons-nous réellement besoin d'une protection de ce genre?

Mr. Maingot: Suggérez-vous que des incidents de ce genre ne se produisent jamais?

M. Reid: Non, je suggère qu'elles se produisent précisément peut-être parce que nous avons cette forme de protection qui n'est pas nécessaire.

Une voix: C'est un abus.

Mr. Maingot: Je suppose qu'on l'a demandé et il me semble raisonnable de suggérer que pour

[Text]

for a legislative assembly to do their business they must be able to speak unfettered and speak about what they want. If they are always to be concerned about a cause of action then they would not speak their minds. During the course of their speeches they may become aroused and provoke a comment which is perhaps improper.

The Vice-Chairman: Might I interpose? It is clearly accepted by all that Parliament is the highest court of the land. Now, if the principle of absolute privilege for members shall not apply in the highest court of the land, then how can the question of privilege apply in the other courts of the land in so far as it applies to the judges, the witnesses and counsel?

Mr. Reid: That is a good point, but the point that I am trying to make is that we have a number of privileges which are integral to the carrying out of our functions. However, I rather doubt whether the absolute freedom of speech in this sense and the freedom to libel, to slander while speaking in the House of Commons is an absolute necessity to carry on our jobs as representatives. I am suggesting that part of the problem that is raised in the paper is to protect members from abuses which now go on in the House of Commons and which abuses I think are, to some extent, encouraged by a privilege which may not be necessary. After all, you only need privileges that are sufficient to protect you in carrying out your function.

• 1710

Mr. Maingot: I think you would allow that if you attempt to redefine what you can and cannot say and what is contained in a privilege then you get into . . .

Mr. Reid: That is all, Mr. Chairman. I just wanted to raise that point.

The Vice-Chairman: I would comment, if I might, and maybe I am acting in an unchairmanlike way, but the point that you do raise is one that perhaps the occasion has not arisen in our parliamentary experience but if this was a right that was sought and obtained with some difficulty over the scores of generations, I would find it a little difficult to justify the wiping out of that privilege at a mere stroke at this time. The occasions, I would suggest to you, would arise where you would want to have the privilege, and while the odd abuse may arise, I do not think myself that it would derogate in any way from the right as it should exist. Mr. Aiken.

[Interpretation]

la bonne conduite des affaires d'une assemblée législative, ces membres doivent jouir d'une grande liberté de parole et dire ce qu'ils veulent. S'il leur faut toujours se préoccuper d'une action possible, ils ne diront jamais le fond de leur pensée. En un certain passage de leur discours ils peuvent s'enthousiasmer et susciter une observation qui n'est peut-être pas convenable.

Le vice-président: Puis-je dire un mot? Tous reconnaissent que le Parlement est le tribunal le plus élevé du pays. Hors, si le principe du privilège absolu à l'endroit des députés ne s'applique pas dans le tribunal le plus élevé du pays, comment la question de privilège pourrait-elle être de quelque valeur dans les autres tribunaux, en autant qu'elle s'applique aux juges, aux témoins et aux avocats?

Mr. Reid: Voilà une remarque pertinente, mais le point que j'essaie moi-même d'établir c'est qu'il y a un certain nombre de priviléges qui sont nécessaires à l'exercice de nos fonctions. Toutefois, je doute que la liberté absolue de parole impliquant la liberté d'une action pour parole diffamatoire prononcée à la Chambre des communes soit d'une nécessité absolue pour l'exercice de nos fonctions de représentants. Je me demande si une partie de ce problème qui est soulevé ne vise pas à protéger les députés contre les abus qui se produisent présentement à la Chambre des communes, abus qui, dans une certaine mesure, sont perpétrés par l'existence d'un privilège qui n'est pas nécessaire. Après tout, les seuls priviléges dont nous avons besoin sont ceux qui nous protègent dans l'exercice de nos fonctions.

Mr. Maingot: C'est ce que vous permettriez je crois si vous essayez de définir à nouveau ce que vous pouvez dire et ce que vous ne pouvez pas dire et ce que renferme un privilège; vous vous engagez alors

Mr. Reid: C'est tout, monsieur le président je ne voulais que soulever ce point.

Le vice-président: J'aimerais faire ici une observation et peut-être que je me conduis d'une façon présidentielle, mais le point que vous soulevez en est un qui n'est point survenu à notre connaissance mais s'il s'agissait d'un droit que nous recherchions et obtenions avec quelques difficultés au cours des années, je trouverais un peu difficile de justifier sa suppression d'une façon sommaire au moment présent. Ces situations surviendraient je crois dans des cas où vous voudriez avoir le privilège et si d'une part les anciens abus pourraient se répéter, je ne crois quant à moi que nous dérogions de quelque façon que ce soit du droit tel qu'il devrait exister. Monsieur Aiken.

[Texte]

[conséquent]

[Interprétation]

[not]

Mr. Aiken: Mr. Chairman, it would seem to me that the essence of what we have heard is that there is a great difference between the situation where Parliament itself is providing the facilities for broadcasting and thereby going beyond what is necessary to carry out its own function, and the case where we allow someone else to come in and record our proceedings. It seems to me that if the House does, as has been suggested, install television cameras and recording equipment which may not be necessary to discharge our functions, then we may become liable as members for slanders that are stated. Is it a correct statement that there is a real difference as to whether we install the equipment ourselves as the House and allow it to be used, and the case where we permit an outside agency to come in and run it?

Mr. Maingot: Not quite, with respect, Mr. Aiken. The position is that at the present time a newspaper may use an extract of what has taken place in the House of Commons by virtue of the House of Commons Act. My position, and I think it is to be substantiated, is that if the House of Commons alone allows it to be done, whether it is fairly reported or not, because it was not done pursuant to an order which was allowed by legislation it would be libellous and there would be a cause of action instituted. I do not know if you understand the difference. At the moment I feel that as a result of that there would be required legislation to enable a publication, let us say by Parliament, to say publication may also be by electronic means and establish the same privilege. In other words, the total debate is absolutely privileged, but if someone wants to take out an extract from it he will have a qualified privilege. In other words, if there is malice shown, you could have a judgment against him.

Mr. Aiken: Yes, but as regards the enabling legislation it would be necessary for Parliament to authorize the provision of an electronic Hansard.

Mr. Maingot: That is correct.

Mr. Aiken: And if that is done, then the situation is no different than the written Hansard at the moment, that is as long as it is used verbatim the privilege would apply.

Mr. Maingot: That is correct. Right now members of the Press Gallery take out extracts. They do not use the whole of the debate. They take out extracts and they are careful if they propose to report something that reflects libelously on someone, that they are going to put forth a fair and accurate account of what has taken place and not just something taken out

Mr. Aiken: Au fond, on vient de nous dire qu'il y a une grande différence lorsque le Parlement lui-même fournit les installations pour la diffusion et se lançant ainsi dans un domaine nécessaire à l'exécution de ses fonctions et lorsque le Parlement permet à quelqu'un d'autre de venir ici et d'enregistrer nos délibérations. Il me semble que si c'est la Chambre qui le fait, comme on l'a suggéré, en installant des caméras de télévision et de l'outillage d'enregistrement qui ne sont pas nécessaires à l'exécution de nos fonctions, nous devons responsables comme députés de la diffamation qui est déclarée. Est-il correct de dire qu'il y a une différence réelle si nous installons nous-mêmes l'outillage nécessaire en Chambre et permettons qu'il soit utilisé et si nous permettons à d'autres de le faire à notre place?

Mr. Maingot: Pas tellement, à ce sujet, monsieur Aiken. C'est que voyez-vous, un journal peut présentement utiliser un extrait des événements qui se sont passés à la Chambre des communes en vertu de la Loi de la Chambre des communes. Je pense que si la Chambre des communes seule permet l'extraction de cette information, qu'elle ait été rapportée de façon juste ou non, parce qu'elle n'a pas été faite en vertu d'une ordonnance qui a été prévue par la Loi, ce serait diffamatoire, cette situation préterait à action. J'ignore si vous saisissez la différence. Mais en conséquence, je trouve pour le moment une loi qui autorise la publication, disons par le Parlement, laquelle publication comprendrait aussi les médias électroniques et établirait le même privilège. En d'autres termes, le débat est absolument privilégié dans sa totalité, mais si quelqu'un veut en extraire un passage il sera revêtu d'un privilège qualifié. En d'autres termes, s'il y a mauvaise intention démontrée, il serait possible de poursuite judiciaire.

Mr. Aiken: Fort bien, mais au sujet de cette loi permissive, il serait nécessaire que le Parlement autorise une mesure à l'égard du Hansard électronique.

Mr. Maingot: C'est exact.

Mr. Aiken: Et alors, la situation est la même que dans le cas du Hansard écrit, à ce moment, c'est-à-dire que en autant qu'on l'utilise verbatim, le privilège s'appliquerait.

Mr. Maingot: C'est exact. Présentement, les membres de la Tribune de la Presse en abstraient des passages. Il n'utilise pas le débat en entier. Et s'il s'agit de reproduire un passage qui semble diffamatoire, ils sont excessivement prudents et s'efforcent de donner une narration juste et légitime des faits qui se sont produits et notant seulement d'un passage tiré

[Text]

of context, which a member may now do. A member may now in the House of Commons take anything out of context with respect to a third party and say it and cast that person in a very poor light.

[Interpretation]

de son contexte, ce qu'un député pourrait présentement faire. Dans le moment, un député de la Chambre des communes peut extraire quelque passage que ce soit de son contexte à l'égard d'une tierce partie et le prononcé placent ainsi ladite personne sous un jour peu favorable.

Mr. Aiken: The point I am trying to clarify is whether or not it makes any difference whether the House itself installs the equipment or whether an outside agency does.

Mr. Maingot: Not at all provided there was legislation.

Mr. Aiken: And that legislation included an extension of the privilege.

Mr. Maingot: That is right.

Mr. Aiken: And could we go so far as to extend the privilege to the reproduction outside the House of the electronic Hansard?

Mr. Aiken: Le point que j'essaie en fait d'éclaircir, c'est si oui ou non cela fait une différence si la Chambre installe elle-même l'outillage ou si elle le fait installer par une agence extérieure.

Mr. Maingot: Pas du tout, pourvu qu'il y ait des mesures législatives.

Mr. Aiken: Et que ces mesures législatives incluent une extension du privilège.

Mr. Maingot: C'est exact

Mr. Aiken: Et pourrions-nous étendre ce privilège à la reproduction hors de la Chambre du Hansard électronique?

• 1715

Mr. Maingot: Yes, by legislation you certainly may.

The Vice-Chairman: May I interpose a supplementary here. At the present time the publication of what is said in the House via the Hansard is absolute privilege. That is absolute privilege. The utilization of part of Hansard by a reporter, whether it is a radio or television or newspaper reporter, is qualified privilege. The difference between absolute privilege and qualified privilege is that the defence of absence of malice applies in the case of the qualified privilege, but if you can prove malice in the publication of an extract from Hansard then the publisher is liable. What we would have to do according to this is to pass legislation in order to give absolute privilege to the transcription of the proceedings in total by electronic media, but any television station using a portion thereof would only have the right of qualified privilege and could publish any or all of it and have the defence of absence of malice. You see that is the distinction, but the burden of Mr. Maingot's argument, as I take it, is that it requires legislation in order to extend absolute privilege to an electronic reporting or broadcasting of the proceedings.

Mr. Francis: Does Mr. Maingot go one step further and say that there is a real question under the BNA Act whether we can legislate this.

Mr. Maingot: Oui, fort de mesures législatives à cet effet, vous le pouvez certainement.

Le vice-président: Puis-je poser ici une question supplémentaire. Présentement, la publication de tout ce qui est dit à la Chambre par l'intermédiaire du Hansard constitue un privilège absolu. L'utilisation de toute partie du Hansard que ferait un journaliste, qu'il s'agisse d'un journaliste de la radio ou de la télévision ou d'un journal est un privilège qualifié. La différence entre un privilège absolu et un privilège qualifié c'est que l'établissement du fait qu'il n'a pas eu de mauvaise intention s'applique dans le cas du privilège qualifié, mais si vous pouvez démontrer qu'il y a eu mauvaise intention dans la publication d'un extrait du Hansard, alors celui qui publie est passible d'action. Nous voulons en somme voter une loi en vue d'accorder un privilège absolu lors de la transcription des comptes rendus en entier par un média électronique, mais tout poste de télévision utilisant une portion dudit compte rendu ne serait revêtu que d'un privilège qualifié et pourrait en publier en partie ou en entier et être sujet à établir qu'il n'y avait pas de mauvaise intention. Voilà la distinction, mais M. Maingot veut dire que précisément, il faut une loi en vue d'étendre le privilège absolu à un reportage ou une diffusion électronique des comptes rendus.

Mr. Francis: M. Maingot prétend-il qu'il n'est pas tellement clair que nous pouvions légiférer sur ce point en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

[Texte]

[réponse à la question]

[Interprétation]

[texte]

Mr. Maingot: I attempted to deal with that and the position that I took was that Section 18 of the British North America Act tells us that our powers, privileges and immunities are those of the British House and may not exceed those. Now Section 91 of the British North America Act dealing with the federal legislative power tells us since the amendment that we may amend the constitution of Canada except in respect of those matters of provincial legislation. They come within the provinces. I then go on and say that Section 18 specifically mentions powers and privileges for a reason because really you are dealing with civil rights.

Mr. Francis: Yes.

Mr. Maingot: And perhaps if it was not spelled out in Section 18 there might be a problem but it is spelled out in Section 18 that Ottawa, the Parliament of Canada, may deal with its own powers, privileges and immunities, and since they can deal with that, which is really the most important aspect of that, we can by amendment, I submit, put aside or withdraw from that or delete from that section the aspect that they may not at any time exceed those of the U.K. because that has nothing to do with the civil right aspect. It has nothing to do with the provincial...

Mr. Francis: In other words, then, I have drawn precisely the wrong conclusion. We can amend and this is not a bar.

Mr. Maingot: My submission is that it is not a bar.

Mr. Francis: Thank you. I got into it and this is the concern I had. I did not really understand the constitutional position.

Mr. Maingot: It is my fault. I apologize.

Mr. Francis: No, no. It is my fault.

• 1720

The Vice-Chairman: You have passed, then. Mr. Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, what I had in mind has been covered also, although I still have one comment and one question. By way of comment I suppose I take my place with you, Mr. Chairman, and all the rest of the members in being a traditionalist about Parliament and not wanting to give up any of the hard-won rights, but I am not scandalized by Mr. Reid's suggestion that maybe this would be a good time to look

Mr. Maingot: J'ai essayé de discuter ce point et j'ai à l'idée que l'article 18 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord nous dit que nos pouvoirs, priviléges et immunités sont ceux de la Chambre de Grande-Bretagne et ne saurait les excéder. Hors, l'article 91 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui traite des pouvoirs législatifs fédéraux nous dit que depuis l'amendement, nous pouvons modifier la constitution canadienne sauf en ce qui a trait aux questions qui relèvent de la compétence provinciale. Et j'ajoute que l'article 18 mentionne spécifiquement les pouvoirs et priviléges à juste titre car, en fait, vous traitez des droits civils.

Mr. Francis: Oui.

Mr. Maingot: Et si ce point n'était pas stipulé particulièrement dans l'article 18, il pourrait survenir un problème, mais il est stipulé dans l'article 18 qu'Ottawa, soit le Parlement du Canada, peut par le propre rayon de sa compétence, traiter des priviléges et immunités, et fort de ce pouvoir, qui en réalité est l'aspect le plus important de cet article, nous pouvons par amendement à mon avis, laisser de côté ou supprimer de cet article toutes dispositions à l'effet que ces pouvoirs ne sauraient au temps où on apporte les modifications sur ceux de la Grande-Bretagne, puisqu'il n'y a aucun rapport entre cet aspect de la question et l'aspect des droits civils. Cet aspect n'a rien à faire avec la compétence provinciale ...

Mr. Francis: En d'autres mots, j'ai tiré la mauvaise conclusion. Nous pouvons apporter une modification.

Mr. Maingot: Je n'y vois vraiment pas d'empêchement.

Mr. Francis: Merci. Je comprends et c'était là ma question. Je ne saisissais pas la situation constitutionnelle.

Mr. Maingot: C'est probablement ma faute et je m'en excuse.

Mr. Francis: Non, non c'est ma faute à moi.

Le vice-président: Vous avez donc cédé votre tour. Monsieur Knowles?

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): On a déjà traité la question que j'avais à l'esprit, mais j'aurais encore certaines observations à faire et une question à poser. Du point de vue des observations, je me range à vos côtés, monsieur le président, et aussi à côté de tous les députés, car nous sommes tous un peu conservateurs au sujet du Parlement et ne voulons pas céder les droits durement acquis, mais la proposition de M. Reid ne me scandalise nulle-

[Text]

at the whole question of parliamentary privilege. It does seem to me that the origin of parliamentary privilege is so that a member can do his job without being fettered in any way. I think that in order to do one's job one has to be free to disclose any facts, or even alleged facts, if you will, but I do not think it is necessary for me to be free to say of so-and-so that he is a lousy Protestant or a thief or a liar. I am just wondering whether there is not a line to be drawn between the right to disclose and deal with any points of fact in the argument, alleged fact and so on, and the right to libel persons as such. And if we are going to have to look at the whole question, might this not be a good time to look at it? I always think it is a bit silly—it has not happened in this House for a long time—when some member says to a member who has said something sharp about him, "Say that outside the House and I will take you to court." You know, they both look silly when it happens. But, back to Mr. Reid, would it not be perhaps healthy for us if we did have to show some responsibility certainly in the field of libel and slander?

Now you lawyers will tell me where I am wrong but ...

Mr. Maingot: Mr. Knowles, I was just going to say that if that was the general attitude of members of the House of Commons, there would be no need for legislation to allow the broadcasting to take place and if somebody took liberties with an individual in their riding or anybody else other than a member, then an action would be instituted.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): You know, even the rowdiest days we have in the House, the charges are made back and forth across the floor. You are not a member so you do not know this, but not many M.P.s get up and call a constituent a thief or a liar; it is just the other members.

The Vice-Chairman: But may I point out a distinction, what is libel and what is slander. Now mere invective is not libelous. I can call you a liar, I can use some other very coarse terms but that is not libel or it is not slander. Slander is a spoken word, whereas libel is a written word or spoken of you in your office.

[Interpretation]

ment à l'effet que le moment serait peut-être bien choisi d'étudier toute cette question de privilège parlementaire. Il me semble que son origine est tel qu'un député puisse faire son travail sans être empêché en aucune façon. Je trouve qu'en plus de faire un travail une personne doit être libre de révéler quelques faits ou allégations si vous préférez que ce soit, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire pour moi d'être libre de dire de telle et telle personne qu'il est un protestant pouilleux ou un voleur ou un menteur. Je me demande s'il ne faudrait pas, dans cette question, tirer une ligne de démarcation entre le droit de révéler et de traiter quelque point qui est établi par une argumentation, ou quelques faits allégués, etc., et celui de prononcer des paroles diffamatoires contre quelqu'un. Et si nous n'allons pas étudier toute cette question, ne serait-il pas un bon moment d'envisager ce point particulier? J'ai toujours trouvé qu'il était un peu ridicule—cela ne s'est pas produit en Chambre depuis longtemps—lorsqu'un député dit à un autre député qui a dit quelque chose d'un peu à son sujet, «prononcez ces paroles hors de la Chambre et je vous traînerai devant les tribunaux». Il semble ridicule tous les deux lorsqu'un incident de ce genre se produit. Mais pour en revenir à M. Reid, ne serait-il pas salutaire pour nous d'avoir à assumer une certaine responsabilité dans le domaine de la diffamation?

Messieurs les avocats sauront me dire si j'ai raison, mais ...

Mr. Maingot: Monsieur Knowles, j'allais précisément dire que si c'était là l'attitude générale des députés de la Chambre des communes, point ne serait besoin de loi pour permettre la diffusion et si quelqu'un prenait certaines libertés au sujet d'une personne de sa circonscription ou de toute autre personne qu'un député, alors une action serait fondée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous savez que, même au cours des jours les plus orageux que nous connaissons en Chambre, les altercations éclatent constamment d'un bout à l'autre de la salle. Vous n'êtes pas un député et vous n'êtes peut-être pas au courant, mais il y a très peu de députés qui se lèvent pour traiter un de leurs contribuables de voleur ou de menteur; il s'agit toujours des autres députés.

Le vice-président: Mais quelle est au fond la distinction entre libelle et diffamation. De simples invectives ne sont pas diffamatoires. Je peux vous traiter de menteur, je peux utiliser un autre épithète plutôt rude mais il ne s'agit pas là de diffamation ou de libelle. La diffamation est la parole tandis que le libelle est le mot écrit ou prononcé à votre sujet dans votre poste.

[Texte]

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

The Vice-Chairman: Now, as a typical example—without time to offer a legal opinion here—if I were to say ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Of course you will not charge me for it.

The Vice-Chairman: No. If I were to say of you that you accepted bribes as a member, now that is clearly libellous. That is clearly libellous. But if I were to call you some very uncouth and, shall we say, obscene ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Like you have.

The Vice-Chairman: No, hardly, hardly.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I withdraw.

The Vice-Chairman: I may cast doubt on your parentage, but of a lady member of course I cannot cast any imputations as to her chastity. These are all in the niceties of the law of libel and slander. I heard one in the House the other day that was clearly libellous ...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Why should these things not apply?

The Vice-Chairman: ...where it was said—whether it was recorded I do not know—it may not have been recorded but the statement was clearly libellous where it was alleged of a man who occupies a function on a government agency—why keep in office a man who is guilty of criminal acts? Do you see the distinction? This becomes dangerous then as to libel. To call a man liar is not to slander him.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But if the member is not prepared to try to prove that, should he have the protection that we now have?

The Vice-Chairman: On the other hand, without becoming an advocate for a position, the question is though that if you say something and there is an immediate writ issued or threat of writ issued, this is where members of parliament would become fettered in their discussion by the mere threat of issuing a writ in an action for, say, slander or even libel, because if it was recorded in *Hansard* and taken off in printing it becomes a libel. On the other hand, if it is also recorded on a television screen or film and published it it would also in my submission be deemed to be libel.

[Interprétation]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

Le vice-président: Maintenant prenons un exemple typique—nous n'avons pas le temps de recourir aux lumières d'un avocat—si nous disions ...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Bien sûr, vous ne poursuivrez pas à ce sujet.

Le vice-président: Non. Si je vous disais que vous avez accepté à titre de député des pots de vin, voilà vraiment une accusation diffamatoire. Mais si je vous accusais d'être obscene ...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comme vous l'avez été.

Le vice-président: Non, non à peine.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je retire mes paroles.

Le vice-président: Je pourrais jeter un doute sur vos parents, mais au sujet d'une femme qui serait député, je ne saurais laisser de doute quant à sa chasteté. Ce sont toutes là des subtilités de la loi sur le libelle et la diffamation. J'ai entendu une altercation l'autre jour en Chambre qui était nettement diffamatoire ...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourquoi ces dispositions ne devraient-elles pas s'appliquer?

Le vice-président: ...alors qu'on a dit—je ne saurais si ces paroles ont été enregistrées—on le dit d'un homme qui occupe un poste dans une agence gouvernementale—pourquoi garderait-on en fonction dans une agence gouvernementale une personne qui qui s'est rendue coupable d'actes criminels? Voyez-vous la distinction? Des paroles de ce genre deviennent dangereuses quant à leur aspect diffamatoire. Mais de traiter quelqu'un de menteur n'est pas diffamatoire.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais si un député n'est pas disposé à essayer de le démontrer, ne devrions-nous pas avoir la protection dont nous jouissons présentement?

Le vice-président: D'un autre côté et sans essayer de militer en faveur d'une situation ou d'une autre, la question revient à dire que si vous dites quelque chose et qu'aussitôt on entreprend une action ou qu'on menace de le faire, c'est à ce moment que les députés du Parlement seraient empêchés dans leurs discussions par cette simple menace d'une action disons pour diffamation ou libelle, car si les paroles étaient enregistrées dans le *Hansard* et extraites par écrit, cela devient un libelle. Par contre, si c'est également enregistré sur un écran de télévision ou un film et publié, ce serait également à mon avis diffamatoire.

[Text]

Mr. Maingot: Yes.

The Vice-Chairman: Whether that would not act as a great fetter to your right of freedom of speech and your ability to carry out your actions unfettered here in Parliament it is a very moot question.

- 1725

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): I agree and perhaps I will rest this part of what I am saying by saying that I think I may have something in the contention that if we are going to look at the question of privilege because of the new angle brought in by broadcasting, it might be a good time to look at the whole question itself.

Mr. Maingot: But, Mr. Knowles, as you suggested to me quite rightly, I am not familiar with it because I am not a member of the House of Commons, but you are suggesting that invective and if there were any libellous statements between one member as opposed to the other, then in that case the problem is resolved right in the House of Commons, of course, as you know.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Yes.

Mr. Maingot: Even if it is televised.

The Vice-Chairman: Mr. Knowles, might I refer you to Mr. Maingot's paper at page 23 and for the purpose of discussion if I would read one paragraph I think it would be pertinent. It says:

If limits upon absolute privilege were to be imposed ...

This would be the result of what you say, and I continue my quotation...

... it would undoubtedly prove extremely difficult to define them. Perhaps it would be possible instead to build certain restraints into the rules and conventions governing the conduct of parliamentary proceedings, thus dealing with the problem by way of procedure rather than by law. The Speaker's authority might be augmented for the purpose. He could perhaps be empowered to interrupt a speech he considered defamatory at times when the proceedings were being televised. A rule might be introduced which would require a member who feels obliged to attack motives or conduct of persons outside Parliament to give notice of his intention to do so. Perhaps a substantive motion could be required for such a purpose whenever the proceedings are being televised, bearing in

[Interpretation]

Mr. Maingot: Oui.

Le vice-président: Savoir si une situation de ce genre ne constituerait pas un empêchement sérieux à votre droit de liberté de parole et votre capacité d'assumer vos charges parlementaires n'est pas vraiment le sens de la question.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je suis d'accord avec vous et je finirai cette partie de ma question en disant que je trouve que la proposition a quelque mérite d'étudier la question de privilège vu qu'elle se présente sous un angle entièrement nouveau du fait de la diffusion et que ce serait peut-être l'endroit tout indiqué de revoir toute cette question.

Mr. Maingot: Mais, monsieur Knowles, comme vous venez de me le suggérer correctement, cette question ne m'est pas familière du fait que je ne suis pas député à la Chambre des communes. Mais vous parlez d'invective et des déclarations diffamatoires entre deux députés, hors dans ce cas, le problème est résolu à la Chambre des communes même, comme vous le savez bien.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui.

Mr. Maingot: Même s'il s'agit d'un incident télévisé.

Le vice-président: Monsieur Knowles, puis-je vous demander de vous en reporter au mémoire de M. Maingot, page 23, et aux fins des discussions, je vous en lirai volontiers un paragraphe qui est je crois pertinent et qui se lit:

Si on limitait le privilège absolu...

Cette action résulterait de ce que vous venez de dire et je poursuis: ma citation...

il deviendrait fort difficile de les définir. Mais il serait peut-être possible d'ajouter plutôt certaines contraintes dans les règlements et conventions régissant la conduite des délibérations parlementaires et de traiter ainsi le problème par le moyen de la procédure plutôt que par la loi. L'autorité de l'Orateur pourrait être augmentée à cette fin. On pourrait peut-être l'autoriser d'interrompre un discours qu'il jugerait diffamatoire lorsque les délibérations sont télévisées. On pourrait même établir un règlement en vertu duquel un député qui se sentirait obligé d'attaquer les motifs ou la conduite de personnes hors du Parlement soit tenu d'en donner un avis préalable. Peut-être devrait-on appeler à cet effet une motion substantielle chaque fois que les délibérations sont télévisées, se souve-

[Texte]

[réponse]

[Interprétation]

[texte]

soy mind that such a motion is already required under the rules should the conduct of certain holders of high office, including members of Parliament themselves, be impugned.

I quote this without comment. I see many, many difficulties.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): One question I wanted to ask Mr. Maingot was this: when you talked about the unquestioned right of the courts to delve into the whole area if something arose—something that was said on television and became the subject of action, I gathered what you said was that the courts would have the unquestioned right to try to determine whether what was done was covered by parliamentary privilege.

Mr. Maingot: That is correct.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Not that there is no privilege.

Mr. Maingot: No, no.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The courts might find that the matter was covered by parliamentary privilege.

Mr. Maingot: Whether the law of Parliament includes the broadcasting of the debates of the House of Commons, but it could not be done outside the House.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): But a person outside would have the right to go to the courts to ask the courts whether Parliament was covered by the law of Parliament.

Mr. Maingot: Well, I do not know whether you can just do that, in that abstract...

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): No, no, by means of an action.

Mr. Maingot: Yes. In other words, if you sued a member the court would first of all have to determine—you know: is this part of the law of Parliament and does it include this—is it inherent in the privilege of freedom of speech that the House alone may authorize the broadcasting of its proceedings? It would be competent for a court to delve into that.

* 1730

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): This will really get us into participatory democracy—I did not say, the just society!

The Vice-Chairman: Mr. St. Pierre, did you have any questions?

nant que ladite motion est déjà exigée en vertu des règlements si la conduite de certains hauts fonctionnaires y compris les députés du Parlement, devrait être châtiée.

Je fais cette citation sans commentaire. J'entrevois plusieurs difficultés.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur Maingot, lorsque vous avez fait allusion au droit des cours qui n'a jamais été attaqué de s'introduire dans tout ce domaine s'il survenait un incident—parfois les choses avaient été dites à la télévision et devenaient l'objet d'une action, vous avez dit que le tribunal avait un droit sans équivoque d'essayer de déterminer si l'action prise avait été faite en vertu du privilège parlementaire.

M. Maingot: C'est exact.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non pas que le privilège n'existe pas.

M. Maingot: Non, non.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Peut-être la Cour pourra-t-elle établir que la question était en effet sous le coup du privilège parlementaire.

M. Maingot: Que la loi du Parlement inclut ou non la diffusion des débats de la Chambre des communes, mais il ne pourrait en être ainsi en dehors de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mais une personne extérieure à la Chambre aurait le droit d'aller devant le tribunal pour demander si le Parlement agissait en vertu de la loi parlementaire.

M. Maingot: J'ignore s'il pourrait en être ainsi dans ces circonstances ...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Non, non, je veux dire par le moyen d'une action.

M. Maingot: Oui, En d'autres mots, si vous poursuivez un député, il faudra que le tribunal détermine tout d'abord—vous savez: est-ce là une disposition de la loi du Parlement et inclut-elle ceci—it est inhérent au privilège de la liberté de parole que seule la Chambre puisse autoriser la diffusion de ces débats? Ce serait là un point sur lequel le tribunal pourrait à juste titre agir.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà une mesure qui nous amènera réellement dans une démocratie à participation—je n'ai pas dit une société juste?

Le vice-président: Monsieur St-Pierre, aviez-vous des questions?

[Text]

[Interpretation]

Mr. St. Pierre: I am very much tempted, Mr. Chairman, to round out your remarks on the form of libel which is a thing I had to deal with for quite a time. We had an interesting case in Vancouver at one time in which a young sailor was in bed with a young lady who was not his wife. It was a Murphy bed and it tipped against the wall and it took the fire department and some other people to pry them loose and we had the question on the paper on which we worked as to whether the names should be used and we got a very interesting legal opinion; that the name of the sailor could be used because obviously it was not a libel to say that a sailor went to bed with a girl when he got into port, but that the chastity of women was still sacred and this could damage her and her name should not be used.

I do not think that has advanced our proceedings.

An hon. Member: What about the name Murphy?

The Vice-Chairman: It is now 5.30. If there are no further absolutely essential questions, we will thank Mr. Maingot again for his very excellent presentation and I will declare this meeting adjourned at the call of the Chair.

M. St-Pierre: Il me plairait de souligner vos remarques au sujet de la forme du libelle qui est une chose dont je me suis occupé pendant assez longtemps. Nous avons eu à Vancouver un cas intéressant: il s'agissait d'un jeune marin qui était au lit avec une jeune femme qui n'était pas la sienne. C'était un lit Murphy qui entrait dans le mur et il prit feu et le service des incendies à l'aide de quelques autres personnes durent les dégager et le journal où je travaillais a dû résoudre la question de savoir si oui ou non les noms devaient être mentionnés et nous avons eu sur ce point un avis juridique très intéressant; on pouvait intéresser le nom du marin parce que évidemment il n'y avait pas de diffamation à dire qu'un marin avait couché avec une fille alors qu'il était entré dans le port mais que la chasteté d'une femme était encore sacrée et qu'une telle allégation pouvait nuire à sa réputation. Donc, il ne fallait pas nommer la femme en question.

Je ne crois guère avoir accéléré le cours de notre discussion en vous racontant cette anecdote.

Une voix: Que dire du nom Murphy?

Le vice-président: Il est maintenant 5h30. Si vous n'avez pas de questions nécessaires à poser, je vais remercier M. Maingot encore une fois pour l'excellent mémoire qu'il nous a présenté et je vais déclarer la séance levée jusqu'à ce que le président la convoque à nouveau.

Queen's Printer for Canada, Ottawa, 1970
Imprimeur de la Reine pour le Canada, Ottawa, 1970

HOUSE OF COMMONS

Second Session

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session de la

vingt-huitième législature, 1969-1970

STANDING COMMITTEE
ON

PROCEDURE AND ORGANIZATION

Chairman

D. Gordon Blair

Président

COMITÉ PERMANENT
DE LA

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 6

WEDNESDAY, JUNE 10, 1970

LE MERCREDI 10 JUIN 1970

WEDNESDAY, JUNE 17, 1970

LE MERCREDI 17 JUIN 1970

Respecting

Concernant

Radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees, La transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre,

Including

Y compris

THE FIRST AND SECOND REPORTS
TO THE HOUSE

LES PREMIER ET DEUXIÈME
RAPPORTS À LA CHAMBRE

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir les Procès-verbaux)

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

Deuxième session de la

Second Session

Mr. G. P. Blair, Minister of State, Department of National Health and Welfare, introduced Standing Order 65 (4) on May 27, 1970.

The Standing Order provides that:

In the course of the debate on any bill or motion, the Minister of National Health and Welfare may call for a division on any question of procedure or organization.

Mr. G. P. Blair said that he had been in Vancouver at one time to witness the burning of a flag with a swastika on it. He had a paper, an upright sign and the name of his department, COMITÉ PERMANENT

de la PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION, which was displayed on a platform outside the House of Commons. Mr. Blair said that he had been in Vancouver at one time to witness the burning of a flag with a swastika on it. He had a paper, an upright sign and the name of his department, STANDING COMMITTEE

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Chairman

Mr. D. Gordon Blair

Président

Vice-Chairman

M. Marcel Lambert

Vice-président

and Messrs.

et MM.

Aiken,

Francis,

Reid,

Deachman,

Jerome,

Rondeau,

Fairweather,

Knowles (Winnipeg

St. Pierre—12.

Forest,

North Centre),

Le secrétaire du comité,

Michael B. Kirby

Clerk of the Committee.

Pursuant to Standing Order 65 (4) (b) — Conformément à l'article 65 (4) b) du Règlement—

¹ Replaced Mr. Macdonald (Rosedale) June 2, 1970. ¹ Remplace M. Macdonald (Rosedale) le 2 juin 1970.

RAPPORTS À LA CHAMBRE

TO THE HOUSE REPORTS

WITNESSES—TÉMOINS

(See also Minutes of Proceedings)

(See Minutes of Proceedings)

RAPPORT À LA CHAMBRE

The Committee recommends that the House of Commons adopt a resolution to the effect that no confidential document in the possession of the Government be made public without authorization.

Le Comité recommande que le Parlement adopte une résolution à l'effet que tout document confidentiel en la possession du gouvernement ne soit rendu public sans autorisation.

REPORTER REPORTS

General Secretary, Standing Committee on Procedure and Organization, June 16, 1959.

ORDER OF REFERENCE

TUESDAY, June 16, 1970

Ordered.—That the question of the lack of any redress on the part of the House of Commons when a confidential document in the possession of the Government is made public without authorization, be referred to the Standing Committee on Procedure and Organization for consideration and report.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes,

ALISTAIR FRASER,

The Clerk of the House of Commons.

REPORTS TO THE HOUSE

Le Comité recommande que le format standard soit établi pour les publications régulières du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

Le Comité fait cette recommandation dans le but d'uniformiser les publications du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

REPORTER REPORTS

General Secretary, Standing Committee on Procedure and Organization, June 16, 1959.

ORDRE DE RENVOI

Le MARDI 16 juin 1970

Il est ordonné.—Que la question posée par l'absence de redressement de la part de la Chambre des communes lorsqu'un document confidentiel en la possession du gouvernement est rendu public sans autorisation soit renvoyée au comité permanent de la procédure et de l'organisation pour qu'il en fasse une étude et un rapport.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes,

ALISTAIR FRASER,

The Clerk of the House of Commons.

REPORTS TO THE HOUSE

THURSDAY, May 28, 1970

The Standing Committee on Procedure and Organization has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Wednesday, February 18, 1970, your Committee has considered the following votes listed in the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1971:

Vote 1 relating to the Senate;

Vote 5 relating to the House of Commons; and

Vote 10 relating to the Library of Parliament.

Your Committee commends them to the House.

Your Committee would like to make the following recommendations:

With the exception of a short period of time after the burning of the Centre Block in 1916, a large part of the staff of the House of Commons has been moved off Parliament Hill to more spacious quarters for the first time since Confederation. The staff in the Committee sector has been moved to a new building at the corners of Slater and O'Connor streets, as a result of a recommendation made by your Committee in the First Session of this Parliament. At that time, Your Committee felt that any move off Parliament Hill could only be a short term solution and recommended that the Government consider constructing a special conference and committee building as part of the Parliament Hill complex. Your Committee is still of this view and would restate and reiterate its recommendation that the Government consider building, on a priority basis, a new Committee and related services building as part of the Parliament Hill complex.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le JEUDI 28 mai 1970

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 18 février 1970, le Comité a étudié les crédits suivants inscrits au Budget des dépenses pour l'année se terminant le 31 mars 1971.

Le crédit n° 1 relatif au Sénat;

Le crédit n° 5 relatif à la Chambre des communes; et

Le crédit n° 10 relatif à la Bibliothèque du Parlement.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Le Comité désire faire les recommandations suivantes:

Pour la première fois depuis la Confédération, sauf pendant la courte période qui a suivi l'incendie de l'Édifice du Centre en 1916, une grande partie du personnel de la Chambre des communes a été déplacée de la Colline du Parlement à des locaux plus spacieux. Le personnel du secteur des comités a déménagé dans un nouvel édifice à l'intersection des rues Slater et O'Connor, à la suite d'une recommandation faite par le Comité lors de la première session de la présente législature. A cette époque, le Comité était d'avis que tout déplacement de la Colline parlementaire ne pouvait être qu'une solution à court terme et recommandait que le gouvernement étudie la possibilité de construire un édifice spécial pour les conférences et les comités qui ferait partie du grand ensemble de la Colline parlementaire. Le Comité est toujours de cet avis et est prêt à l'exposer de nouveau, et à réitérer sa recommandation que le gouvernement étudie la possibilité de construire, en priorité, un nouvel édifice pour les comités et les services s'y rapportant qui ferait partie du grand ensemble de la colline parlementaire.

Your Committee recommends that the present format and size of paper used for bilingual bills be adopted as a common size and format for all routine publications of the House of Commons. Your Committee makes this recommendation because such standardization would, it appears, materially assist production of all such documents from type-setting through bindery to final delivery. This size would also be compatible with the metric system if and when it is adopted by Canada.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues N°. 1 and 2*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président,
D. GORDON BLAIR.

Chairman.

FRIDAY, June 26, 1970

The Standing Committee on Procedure and Organization has the honour to present its

SECOND REPORT

The Committee has the following matters before it for consideration and report:

1. Referred on Monday, March 23, 1970:

That the Standing Committee on Procedure and Organization, in consultation with Mr. Speaker, be directed to study the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House and its Committees, including the legal, procedural, and technical aspects thereof, and the question of arrangements made for reporters for the electronic media in the Parliament Buildings.

2. Referred on Tuesday, May 12, 1970:

That the question of measures to be taken to ensure the security of the galleries of the House be referred to the Standing Committee on Procedure and Organization.

Le Comité recommande que le format et la dimension de papier utilisé actuellement pour les bills bilingues soient adoptés comme grandeur et format communs pour toutes les publications régulières de la Chambre des communes. Le Comité fait cette recommandation étant donné que cette normalisation aiderait, semble-t-il, à la production matérielle de tous ces documents à partir de la composition en passant par la reliure jusqu'à la livraison finale. Cette dimension serait également compatible avec le système métrique s'il est un jour adopté au Canada.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 et 2*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le VENDREDI 26 juin 1970

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Le Comité a été saisi des questions suivantes pour les étudier et en faire rapport:

1. Déféré le lundi 23 mars 1970:

Que le comité permanent de la procédure et de l'organisation en consultation avec M. l'Orateur, soit chargé de faire l'étude du sujet de la transmission radio-phonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre, y compris les aspects légaux, techniques et de procédure qui s'y rapportent, et des dispositions à prendre pour les correspondants affectés aux média électroniques dans les édifices du Parlement.

2. Déféré le mardi 2 mai 1970:

Que la question concernant les mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre soit déferée au comité permanent de la procédure et de l'organisation.

3. Referred on Tuesday, June 16, 1970: That the question of the lack of any redress on the part of the House of Commons when a confidential document in the possession of the Government is made public without authorization, be referred to the Standing Committee on Procedure and Organization, for consideration and report.

Your Committee has held four meetings and heard the following witnesses in connection with the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees:

From the Canadian Broadcasting Corporation:

Mr. George F. Davidson, President;
Mr. J. P. Gilmore, Vice-President,
Planning;
Mr. Marcel Ouimet, Vice-President,
Programming;
Mr. Jacques Alleyn, General Counsel.

From Bushnell Communications Limited:

Mr. E. Bushnell, Chairman of the Board;
Mr. S. W. Griffiths, President and Managing Director;
Mr. Roy Faibish, Executive Vice-President;
Mr. A. G. Day, Vice-President, Engineering.

From the Office of the Law Clerk and Parliamentary Counsel:

Mr. Joseph Maingot.

From CTV Television Network Ltd.:

Mr. J. M. Packham, Vice-President, Finance;
Mr. Don MacPherson, Director of News, Features and Information Programming;
Mr. Bruce Phillips, Bureau Chief, CTV News, Ottawa.

In connection with the question of measures to be taken to ensure the security of the galleries of the House of Commons, your Committee has held two meetings *in camera* and heard the following witnesses:

3. Déféré le mardi 16 juin 1970:

Que la question posée par l'absence de redressement de la part de la Chambre des communes lorsqu'un document confidentiel en la possession du gouvernement est rendu public sans autorisation soit renvoyée au comité permanent de la procédure et de l'organisation pour qu'il en fasse une étude et un rapport.

Le Comité a tenu quatre séances et entendu les témoins suivants au sujet de la transmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des comités de la Chambre:

De la Société Radio-Canada:

M. George F. Davidson, président;
M. J. P. Gilmore, vice-président à la Planification;
M. Marcel Ouimet, vice-président à la Programmation;
M. Jacques Alleyn, conseiller juridique.

De Bushnell Communications Limited:

M. E. Bushnell, président du Conseil;
M. S. W. Griffiths, président et administrateur directeur;
M. Roy Faibish, vice-président exécutif;
M. A. G. Day, vice-président au Génie.

Du bureau du légiste et conseiller parlementaire:

M. Joseph Maingot.

De CTV Television Network Ltd.:

M. J. M. Packman, vice-président aux finances;
M. Don MacPherson, directeur des émissions de nouvelles et d'information; M. Bruce Phillips, chef du bureau des nouvelles CTV, Ottawa.

Au sujet des mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les tribunes de la Chambre, le Comité a tenu deux séances à huis clos et entendu les témoins suivants:

From the House of Commons:

Lieutenant Colonel David Currie,
Sergeant-at-Arms;
Dr. Maurice Ollivier, Parliamentary
Counsel.

From the Royal Canadian Mounted Police:

Assistant Commissioner Charles J.
Sweeny, Commanding Officer, "A"
Division;

Assistant Commissioner J. E. M.
Barrette;

Superintendent C. A. Lougheed, Offi-
cer In Charge Criminal Investigation
Branch, "A" Division;

Sub-Inspector J. L. D. Ling, Officer
Commanding Protective Sub-Division,
"A" Division.

The third Order of Reference before
your Committee dealing with the lack of
any redress on the part of the House of
Commons when a confidential document
in the possession of the Government is
made public, has only been dealt with in
a preliminary manner. With the expecta-
tion that this matter will be again refer-
red to your Committee, preliminary stud-
ies have been ordered.

Your Committee has not completed its
studies of any of the above matters and
does not expect to be able to do so this
session. Your Committee recommends
therefore that all of the above matters be
again referred to it in the next session to-
gether with the evidence adduced in re-
lation thereto.

A copy of the relevant Minutes of Pro-
ceedings and Evidence (*Issues N° 3 to 6*
inclusive) is tabled.

Respectfully submitted,

De la Chambre des communes:

Le lieutenant-colonel David Currie,
sergent d'armes;
M. Maurice Ollivier, légiste et con-
seiller parlementaire.

De la Gendarmerie royale du Canada:

Le commissaire adjoint Charles J.
Sweeney, commandant de la division
«A»;

Le commissaire adjoint J. E. M. Bar-
rette;

Le surintendant C. A. Lougheed, offi-
cier chargé des bureaux des enquêtes
judiciaires, division «A»;

Le sous-inspecteur J. L. D. Ling,
commandant de la sous-division de
protection, division «A».

Le troisième ordre de renvoi dont est
saisi le Comité et qui a trait à l'absence
de redressement de la part de la Chambre
des communes lorsqu'un document confi-
dential en la possession du gouvernement
est rendu public n'a été abordé que briè-
vement. Dans l'espoir que cette question
sera de nouveau renvoyée au Comité, des
études préliminaires ont été demandées.

Le Comité n'a pas terminé ses études
sur aucun des sujets mentionnés plus haut
et ne prévoit pas pouvoir le faire au cours
de la présente session. Le Comité recom-
mande donc que toutes les questions men-
tionnées plus haut soient de nouveau dé-
férées au Comité au cours de la prochaine
session de même que les témoignages en-
tendus s'y rapportant.

Un exemplaire des procès-verbaux et
témoignages pertinents (*fascicules n° 3 à 6*
inclusive) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

D. GORDON BLAIR,

Chairman.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, June 10, 1970

(8)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day at 3:54 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Lambert (*Edmonton West*) and St. Pierre.—(6).

Also present: Mr. Otto, M.P.

Witnesses: From CTV Television Network Ltd.: Messrs J. M. Packham, Vice-President, Finance; Don MacPherson, Director of News, Features and Information Programming; and Bruce Phillips, Bureau Chief, CTV News, Ottawa.

The Committee resumed consideration of the question of radio and television broadcasting of the proceedings of the House of Commons and its Committees.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Packham made a statement, and later, both he and the other witnesses were questioned.

During questioning, the Chairman informed the Committee that owing to the breaking of a gas-main outside the building where the Committee's proceedings were recorded, the building had been evacuated and the recording of the proceedings might not be complete.

The Committee agreed to continue.

Later, the questioning being completed, the Chairman thanked the witnesses.

At 5:10 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAUX

Le MERCREDI 10 juin 1970

(8)

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réuni cet après-midi, à 3 h 54. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Deachman, Fairweather, Forest, Lambert (*Edmonton-Ouest*) et St-Pierre.—(6).

Autre député présent: M. Otto.

Témoins: De la CTV Television Network Limited: MM. J. M. Packham, vice-président, Finance; Don MacPherson, directeur des émissions de nouvelles et d'information et Bruce Phillips, chef du bureau des nouvelles CTV, à Ottawa.

Le Comité reprend l'étude de la question de la retransmission radiophonique et télévisée des délibérations de la Chambre des communes et des Comités de la Chambre.

Le président présente les témoins. M. Packham fait une déclaration, et plus tard, il répond, ainsi que les autres témoins, aux questions des députés.

Au cours de l'interrogatoire, le président informe le Comité qu'à la suite du bris d'une conduite principale de gaz à l'extérieur de l'édifice où se fait l'enregistrement des délibérations du Comité, l'édifice a été évacué et l'enregistrement des délibérations ne sera peut-être pas complet.

Le Comité accepte de poursuivre la séance.

Plus tard, l'interrogatoire terminé, le président remercie les témoins.

A 5 h 10, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

WEDNESDAY, June 17, 1970
(9)

Le MERCREDI 17 juin 1970
(9)

The Standing Committee on Procedure and Organization met this day, *in camera*, at 4:27 p.m. The Chairman, Mr. Blair, presided.

Members present: Messrs. Aiken, Blair, Knowles (Winnipeg North Centre), Lambert (Edmonton West), Rondeau and St. Pierre—(6).

Also present: Mr. Peddle, M.P.

Witnesses: From the Royal Canadian Mounted Police: Assistant Commissioner Charles J. Sweeny, Commanding Officer, "A" Division; Assistant Commissioner J. E. M. Barrette; Superintendent C.A. Lougheed, Officer In Charge Criminal Investigation Branch, "A" Division; and Sub-Inspector J. L. D. Ling, Officer Commanding Protective Sub-Division, "A" Division.

The Committee resumed consideration of the question of security of the galleries of the House of Commons. The Chairman introduced the witnesses. Assistant Commissioner Sweeny made a statement following which he was questioned.

Later, the questioning being completed, the Chairman thanked the witnesses on behalf of the Committee. The witnesses were excused.

The Committee proceeded to consider what form a report to the House might take on the several matters before the Committee. After discussion, it was agreed that a draft report to the House would be prepared and circulated to the members of the Committee and that the Chairman of the Committee would arrange to have studies done on certain aspects of one of the matters before the Committee.

At 5:49 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation se réunit cet après-midi, à *huis clos*, à 4 h. 27. Le président, M. Blair, occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Aiken, Blair, Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Lambert (Edmonton-Ouest), Rondeau et St. Pierre—(6).

Autre député présent: M. Peddle.

Témoins: De la Gendarmerie royale du Canada: Le commissaire adjoint, Charles J. Sweeny, officier commandant de la Division «A»; le commissaire adjoint J. E. M. Barrette; le surintendant C. A. Lougheed, officier chargé du service de la sûreté, Division «A» et le sous-inspecteur J. L. D. Ling, officier commandant de la sous-division de protection, Division «A».

Le Comité reprend l'étude de la question de la sécurité dans les tribunes de la Chambre des communes. Le président présente les témoins. Le commissaire adjoint, M. Sweeny fait une déclaration à la suite de quoi il répond aux questions des députés.

Plus tard, l'interrogatoire terminé, le président remercie les témoins et leur permet de se retirer.

Le Comité étudie ensuite sous quelle forme se fera le rapport à la Chambre au sujet des nombreuses questions dont est saisi le Comité. Après discussion, il est convenu qu'un projet de rapport à la Chambre sera préparé et distribué aux membres du Comité et que le président du Comité prendra les mesures nécessaires pour que des études soient faites sur certains aspects d'une des questions devant le Comité.

A 5 h. 49, la séance du Comité est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité,

Michael B. Kirby,

Clerk of the Committee.

[Texte]

[Transcription]

meilleurs résultats pour faire évoluer la situation par les meilleurs moyens dans le but de faire évoluer la situation par les meilleurs moyens.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, June 10, 1970

• 1552

The Chairman: Gentlemen, I will call the meeting to order with apologies for being somewhat delayed.

The purpose of today's meeting is to hear a submission from CTV Television Network Limited. The presentation will be made by Mr. J. M. Packham, Vice-President, Finance, of CTV. Mr. Packham is immediately to my right. He is accompanied by Mr. Don MacPherson, the Director of News, Features and Information Programming, and next to him is Mr. Bruce Phillips, the Bureau Chief of CTV News in Ottawa. Mr. Packham, are you prepared to go ahead?

Mr. J. M. Packham (Vice-President, Finance, CTV Television Network Limited): Yes, I am. I should express our pleasure at being here before the Committee more in, shall we say, an advisory capacity. We have not prepared a full-fledged submission. Mr. Chercover was in touch, I believe, with Mr. Blair earlier this month about an appearance. I should apologize for Murray Chercover's absence. He had a sudden and severe attack of bursitis which began yesterday afternoon and may continue for quite some time, we do not know.

My opening statement will be quite brief. We are here to assist the Committee in whatever way we can. We have examined the testimony of the CBC and CJOH, our Ottawa affiliate. We noticed, running throughout the testimony, a very marked interest in actual TV news reporting and news editing. This seemed to be of a great deal of concern to the members of the Committee. I think we are ably represented here by Mr. MacPherson and Mr. Phillips, especially the latter, being abundantly well known to you to discuss this aspect.

• 1555

I can touch lightly on costs. I do not wish to get into any kind of a quarrel or a nickel and dime approach with the Corporation or CJOH on the costs of the facilities. In our opinion, it could be done considerably cheaper than that

[Interprétation]

[Texte]

meilleurs résultats pour faire évoluer la situation par les meilleurs moyens.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGE

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 10 juin 1970

Le président: Messieurs la séance est ouverte. Je m'excuse d'avoir été quelque peu retardé.

Nous nous proposons, au cours de la séance d'aujourd'hui, d'entendre l'exposé de *CTV Television Network Limited*. Cet exposé sera lu par le vice-président Finance de CTV M. J.M. Packham qui se trouve tout de suite à ma droite. Il est accompagné du Directeur de la programmation des émissions de nouvelles et d'information M. Don MacPherson et à côté de ce dernier se trouve le chef du bureau des nouvelles de CTV à Ottawa. Monsieur Packham êtes-vous prêt à commencer?

M. J. M. Packham (Vice-président Finance CTV Television Network Limited): Oui je suis prêt à commencer. Nous sommes très heureux de nous trouver ici devant le Comité plus dirais-je à titre de conseillers qu'autre chose. Nous n'avons pas préparé un mémoire en bonne et due forme. Je crois que M. Chercover était en rapport plus tôt au courant du mois avec M. Blair pour discuter de la question de sa comparution ici. Je m'excuse au nom de Murray Chercover pour son absence car ce dernier a eu une attaque brusque et sérieuse de bursite qui a commencé hier après-midi et pourrait se prolonger pendant quelque temps, nous n'en savons rien.

Ma déclaration d'ouverture sera très courte. Nous sommes ici pour aider autant que nous le pouvons le Comité. Nous avons étudié le témoignage de Radio-Canada et de CJOH, notre poste affilié d'Ottawa. Nous avons remarqué en parcourant ce témoignage que l'on s'intéressait de très près aux reportage télévisés et à la rédaction des nouvelles. Ces questions ont semblé vivement intéresser les membres du Comité. Je crois que nous sommes bien représentés ici par M. MacPherson et M. Phillips particulièrement ce dernier qui est un expert que vous connaissez bien.

Je n'aborderai que superficiellement la question des coûts. Je ne veux pas entrer dans des controverses au sujet de sous avec la Société ou avec CJOH en ce qui concerne le coût des installations. A notre avis nous pour-

[Text]

proposed by the Corporation, and beyond that, if the Committee would like a detailed estimate from us, we would be very pleased to supply it by mail to you, Mr. Chairman. In examining costs, when I say it could be done more cheaper in our opinion, I am speaking in both the capital and the annual operating area.

We do endorse the basic principle and it is not the first time we have expressed it. Our previous chairman, Mr. Gordon Keeble, mentioned this in correspondence as much as three years ago, I believe, with the Speaker of the House of Commons that the facilities should not be owned by a broadcaster or operated by a broadcaster. We feel the facilities should be owned and operated by the Speaker or the House of Commons. Beyond that we had some discussion just before the meeting opened a few minutes ago.

A great deal of attention has been focused on coverage of the Commons proceedings only. There has been a lot of talk about Committee proceedings and the great deal of interest they arouse among the public and among reporters. I think we could enunciate it as a general principle, in CTV's view, that both aspects of the parliamentary system should be fully covered by any electronic video means. This, of course, shoots the capital costs far higher. We are not prepared to comment on those costs at this time, nor was the CBC when they appeared, I believe. I do not believe CJOH-TV in Ottawa submitted anything. It is our opinion that both elements of the parliamentary system should be covered if any meaningful electronic video reportage of the proceedings is to take place.

I said I would try to keep it very brief. I think we should perhaps leave ourselves open to questioning, Mr. Chairman, and take it from there.

The Chairman: Thank you, Mr. Packham. We are ready for questions. Mr. St. Pierre, I think, has some.

Mr. St. Pierre: Yes, I would like to ask some questions of either one or both of the other witnesses, dealing for the moment only with the House of Commons broadcasting. What does it offer that you want which is not obtainable to you now by interviews outside the Commons Chamber?

[Interpretation]

rions réduire les frais d'exploitation par rapport à ce qu'a proposé la Société et en plus si le Comité désire que nous fournissions des estimations détaillées nous serons très heureux de vous les faire parvenir par courrier monsieur le président. Lorsque je dis que cela pourrait se faire meilleur marché je pense au capital qu'à l'exploitation annuelle.

Nous avons accepté le principe de base et ce n'est pas la première fois que nous le disons. Notre ancien président, M. Gordon Keeble, l'a indiqué dans une lettre d'il y a au moins trois ans, je crois, à l'Orateur de la Chambre des communes, à l'effet que les installations ne devraient pas être la propriété d'un téléviseur ou exploitées par un télédifuseur. Nous pensons que les installations devraient être la propriété de l'Orateur de la Chambre des communes et que ce dernier devrait les utiliser. En outre, nous avons eu certains entretiens avant l'ouverture il y a quelques minutes.

Une grande partie de l'intérêt s'est concentrée sur la seule retransmission des délibérations de la Chambre. On a beaucoup parlé des délibérations des Comités, ainsi que de l'intérêt que ces derniers suscitaient dans la public et chez les journalistes. Nous pourrions énoncer comme principe général, du point de vue de la CTV, que nous aimerais que les deux genres de délibérations parlementaires soient entièrement transmises par vidéo électronique. Naturellement, il faudra s'attendre à des dépenses d'équipement beaucoup plus élevées. Nous n'avons pas l'intention de discuter de ces coûts pour l'instant, et je ne pense pas que la Société Radio-Canada avait l'intention d'en discuter non plus lorsqu'elle a comparu. Je ne crois pas que le poste de télévision CJOH d'Ottawa ait soumis quoi que ce soit. A notre avis, les deux systèmes de délibérations parlementaires devraient être transmis, si l'on veut donner un reportage des délibérations qui ait quelque sens.

J'avais dit que je serais très bref. Par conséquent, je pense que nous devons nous mettre à votre disposition, monsieur le président, pour répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Packham. Nous sommes prêts à poser les questions. Je crois que M. St. Pierre a quelque chose à dire.

M. St. Pierre: Oui. J'aimerais poser quelques questions à l'un ou l'autre des témoins en ce qui concerne la retransmission des délibérations de la Chambre des communes. Qu'offre-t-elle que vous ne puissiez obtenir par les entrevues en dehors de la Chambre des communes?

[Texte]

Mr. Bruce Phillips (Bureau Chief, CTV News, Ottawa, CTV Television Network Limited): I think, Mr. St. Pierre, it is perfectly clear. If I may, I will refer to them. Many comments have been made by members of Parliament that the focus of attention has been shifted away from the Chamber itself out into the corridor, which is a situation that is the child of necessity. It is my view if the public could actually see what transpires in the House of Commons during the question period in particular, during some of the "great debates", as it were, on the larger issues of the day, the public would get a much more comprehensive view of the way Parliament operates. It is my own private opinion if television were in the House the question period would be inclined to be a bit more pointed than it is now. I am sure the answers might be a bit more pointed because the people anticipate they will be out in the corridor after question period.

As a newspaper reporter who has worked in both media, print and picture, I do know that television suffers by virtue of not having been able to photograph the event as it happened and convey the full flavour of the event.

Mr. St. Pierre: Of course, if the question is a lot more pointed or the answers are more pointed, you would still want to be able to interview afterward in the corridor.

Mr. Phillips: Yes, I think so. Long before I went into television—I am speaking from my own personal experience—I did the same thing then as I do now working in television. I would take the statements that were provided in the House and subsequently go and interview individual members of Parliament or of the government to try to supplement the story as I had it, certainly.

Mr. St. Pierre: I am not being facetious in asking this question, but what were the "great debates" of this Parliament? Frankly, I cannot recall any debates which collected a large number of newspapermen to the galleries nor a large number of people to the floor of the Commons.

• 1600

Mr. Phillips: I think the term "great debate" is meant to describe those events in the House of Commons that do capture a good deal of public interest. The defeat of the government tax bill a couple of years ago would have been one of them, any budget night, of course; the debate on the rules a year or so ago.

Mr. St. Pierre: Last year.

[Interprétation]

M. Bruce Phillips (chef du bureau des nouvelles CTC, Ottawa, CTV Television Network Limited): Je crois monsieur St. Pierre, que ceci est évident. Si vous voulez bien, je vais leur en parler. Les députés ont souvent laissé entendre par leurs commentaires que l'intérêt était passé par nécessité de la Chambre elle-même au corridor. Je suis certain que si le public pouvait voir réellement ce qui se passe, particulièrement durant la période des questions à la Chambre des communes, au cours de certains des «grands débats», au sujet de questions d'actualité, ce public aurait une bien meilleure compréhension de la façon dont le Parlement fonctionne. Je pense personnellement que si la télévision était présente, les questions posées seraient un peu plus mordantes qu'elles ne le sont actuellement. Je suis sûr que les réponses seraient un peu plus intéressantes car les gens s'attendaient à ce qu'ils soient dans le corridor après la période des questions.

En temps que journaliste qui a travaillé à la presse et à la télévision, je sais que la télévision a souffert de ne pas avoir été en mesure de transmettre l'événement dans son déroulement et d'en faire communiquer toute la saveur.

M. St. Pierre: Naturellement même si les questions ou les réponses étaient plus vives, vous n'en voudriez pas moins qu'il y ait des entrevues après dans le corridor.

M. Phillips: Oui je le pense. Bien avant de m'occuper de télévision—je parle de mon expérience personnelle—je faisais ce que je fais maintenant lorsque je travaille pour la télévision. Je recueillais les déclarations à la Chambre et par la suite, j'allais questionner les députés individuellement pour essayer d'étoffer mes reportages.

M. St. Pierre: Je ne veux pas faire de l'esprit mais quels étaient ces «grands débats» du Parlement? Vraiment, je ne peux me souvenir de débats qui aient attiré un grand nombre de journalistes à la Galerie ni qu'il y ait eu une foule à la Chambre des communes.

M. Phillips: Je crois que par «grands débats», l'on entend ces événements qui ont captivé l'intérêt du public. Je pourrais citer le rejet du bill fiscal du gouvernement qui s'est produit il y a deux ans, toute soirée où l'on discute du budget naturellement, le débat sur le règlement d'il y a environ un an.

Mr. St. Pierre: L'année dernière.

[Text]

Mr. Phillips: Yes. I think these events were pretty heavily covered by the correspondents on the Hill. Some interesting speeches were made which were widely reported at the time. I think if television had had the opportunity to be present in the Chamber, they would have transmitted those events to the public.

Mr. St. Pierre: I wonder if we could be a little specific on this. Let us take a major debate such as budget or the debate over the procedural operation last year. Each of the four party leaders began as I recall with 40 minutes. It may have been that it was unlimited for the first speaker at that time. However, let us say it was 40 minutes and 30 minutes thereafter in many cases, other cases 20 minutes for each speaker. You cast your mind back to that debate, how many minutes can you see you selecting as being worth presentation: a) out of a 40-minute speech; b) out of four 40-minute speeches and c) out of subsequent half-hour speeches?

Mr. Phillips: On a 16-minute newscast it is pretty obvious you are not going to use a 40-minute speech. But I think nevertheless that we would have used some of it, perhaps three or four minutes of the Prime Minister or the Minister of Finance, three or four minutes of the Leader of the Opposition. You are quite right, Mr. St. Pierre. It is unrealistic to expect that a television network that is providing a very general program service is going to use hours and hours of it. But it would use a sufficient amount to give the public a much better idea of the way Parliament operates and a much better sense of the flavour of the Chamber.

Mr. St. Pierre: You are up to almost half of your 11-minute broadcast on those two men there.

Mr. Phillips: Let us consider a budget night. Ordinarily on a budget night our network and I think the Corporation also runs a special program immediately after the presentation of the budget. At last a half hour usually, sometimes an hour. In a case like that if the videotape were available of the Minister of Finance making his presentation and the Leader of the Opposition or the finance critic responding, I think we could

[Interpretation]

M. Phillips: Oui. Je crois que ces événements ont été bien rapportés par les correspondants sur la Colline. Il y a eu d'intéressants discours qui ont été couverts par la presse à l'époque. Je pense que si la télévision avait eu la possibilité d'être à la Chambre ces événements auraient été transmis au public.

M. St. Pierre: Je me demande si nous pourrions préciser un peu à ce sujet. Prenons un débat important tel que celui du budget ou le débat se rapportant aux questions de procédure l'année dernière. Chacun des quatre chefs de parti avait commencé par parler si je m'en souviens bien, pendant quarante minutes. Il se peut que le temps n'ait pas été compté pour le premier orateur à ce moment. Toutefois, disons que la première fois, chacun avait quarante minutes, et trente minutes par la suite dans bien des cas, et dans d'autres cas, vingt minutes pour chaque député qui prenait la parole. Si vous vous reportez à ce débat, combien de minutes auriez-vous retenues comme étant dignes d'être retransmises: a) dans le cas d'un discours de quarante minutes b) dans le cas de quatre discours de quarante minutes et c) dans le cas de tous les discours d'une demi-heure qui ont suivi?

M. Phillips: Lorsque vous avez seize minutes à votre disposition pour donner les nouvelles il est évident que vous n'allez pas retransmettre quarante minutes de discours. Je crois néanmoins que nous aurions utilisé un certain temps à ce sujet, peut-être de trois ou quatre minutes pour le Premier ministre ou pour le ministre des Finances, trois ou quatre minutes pour le chef de l'Opposition. Vous avez bien raison, monsieur St-Pierre. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'un réseau de télévision qui a une programmation très générale consacre des heures et des heures à ces discours. Mais il consacrera suffisamment de temps pour que le public ait une bien meilleure idée du fonctionnement du Parlement et de l'atmosphère de la Chambre.

M. St. Pierre: Pour ces deux personnes là, vous avez déjà épousé presque la moitié de vos 16 minutes.

M. Phillips: Prenons comme exemple la soirée de l'exposé budgétaire. D'habitude, cette soirée, notre réseau et, je crois, la Société retransmettent une émission spéciale immédiatement après l'exposé budgétaire. D'habitude, cette émission dure une demi-heure, parfois une heure. Dans un cas comme celui-ci, si le ruban magnétoscopique ayant enregistré l'exposé du ministre des Finances était disponible, ainsi que l'enregistrement de

[Texte]

probably use a good deal of it, 5, 10 or 15 minutes perhaps.

[Interprétation]

la réponse du chef de l'Opposition ou du critique financier, nous pourrions en retransmettre une grande partie, c'est-à-dire cinq, dix ou quinze minutes peut-être.

Mr. St. Pierre: As the person in the business of purveying news to the public, naturally you would have to have a very good idea of what the public wants to see and what it does not. This arises largely from questions, I believe, which are posed in your mind which you feel are posed in the general public's mind. You would like to get the answers to those questions. You may not get this in a House of Commons debate, of course. The speaker may well choose to speak for 40 minutes with a determination to say nothing. This you are not going to be able to purvey. Why are you not in a better position when you can take that speaker out in the halls later and put the questions to him which you consider to be pertinent and which he in the House may not have chosen to answer?

Mr. Phillips: You are asking me to make a choice in reporting techniques, Mr. St. Pierre, which I would just as soon not have to make. A reporter has any approaches toward developing a story which are not always equally appropriate and sometimes I think it might be argued that what the speaker said in the Commons, were it on videotape, would be adequate and sometimes it would not. I could not possibly, dealing with that kind of a hypothetical situation, say when it would or would not be a useful technique. If the question is fully answered and is available on videotape, I think that is what would be used. If it were not then one would seek the supplementary interview. I do not know that I could be much more specific than that.

Mr. St. Pierre: But in your selection of a few minutes out of eight hours of Commons debate, there is a very high degree of selection involved, an extreme degree of selection.

Mr. Phillips: Yes, that is true. There is a degree of selection that applies to every form of journalistic media, radio, television and the newspapers.

- 1605

Mr. St. Pierre: There is one difference in the sense that this is being taken in the House of Commons. Would you not agree that the general public would feel that they are actually witnessing the House in operation? What they would be witnessing would be

Mr. St-Pierre: Comme vous êtes chargé de renseigner le public, vous savez naturellement assez bien ce que ce public désire et ce qu'il ne désire pas. Ces dernières considérations s'établissent en grande partie, je crois, à la suite de questions que vous vous posez et que vous pensez que le public se pose. Vous aimeriez avoir les réponses à ces questions. Il se peut que vous ne les obtenez pas au cours d'un débat à la Chambre des communes, naturellement. L'Orateur peut fort bien décider de parler pendant quarante minutes pour ne rien dire. Ceci, vous n'allez pas le fournir au public. Pourquoi n'êtes-vous pas dans une meilleure situation lorsque vous pouvez amener cet orateur dans les corridors après et lui poser les questions que vous considérez pertinentes et auxquelles il n'a peut-être pas voulu répondre à la Chambre?

Mr. Phillips: Vous me demandez de faire un choix dans les techniques de reportage, monsieur St-Pierre, et je préférerais m'en dispenser. Un journaliste a plusieurs façons d'aborder un sujet et il choisit celle qui est la plus appropriée et quelquefois on peut dire que ce qui aura été enregistré sur bande magnétoscopique au sujet de l'orateur à la Chambre pourra être télévisé ou l'on choisira de ne pas le téléviser. Je ne pourrais dire quand telle technique sera utilisée avec bonheur. Je pense que si la question a reçu une réponse complète et se trouve disponible sur bande, c'est cela que l'on utilisera. Dans le cas contraire, on cherchera à obtenir une entrevue qui permettra de la remplacer. Je ne crois pas pouvoir préciser davantage.

Mr. St-Pierre: Mais lorsque vous choisissez ces quelques minutes sur huit heures de débats de la Chambre, vous procédez à un choix très poussé, à un degré extrême de sélection.

Mr. Phillips: Oui c'est vrai. Il y a un choix qui se fait à divers niveaux et qui concerne chaque genre de moyen de diffusion, les journaux, la radio et la télévision.

Mr. St-Pierre: Il y a ici une différence dans ce sens qu'il s'agit d'une retransmission de la Chambre des communes. Ne pensez-vous pas que le public aurait l'impression d'assister en fait au fonctionnement de la Chambre? Il verrait trois ou quatre minutes de retransmission

[Text]

three or four minutes out of eight hours and would scarcely be representative of what the House is really doing.

Mr. Phillips: It would be three or four minutes out of eight hours that they are not now getting, Mr. St. Pierre. You are now discussing an editing function as opposed to the principle of whether there should be the admission of television into the House at all. I do not myself see on the basis of the kinds of facilities we now have at the moment for transmitting information to the public, any escape from an editing function.

Mr. St. Pierre: I would agree with you.

Mr. Phillips: I am sure that Mr. MacPherson and Mr. Packham agree with me. We would not have any option but to exercise an intelligent but very severe editing function on what was made available to us.

Mr. St. Pierre: I do not want to monopolize this, Mr. Chairman. Thank you.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am much more doubtful about some of this so-called progress in the House. You would feel that the questions might be sharper, that answers might be sharper and so forth. I have heard this *ad nauseam* over the last 13 years about sharpening up questions and that. But look, you are dealing with human beings who are reacting to situations, questions and supplementary questions and whether you are on TV or not, your thinking is not going to get any quicker if you are working on supplementaries.

Do you recall what they did to the Security Council when they televised them live for the entire proceedings at the time of the Six-Day War? They killed the Security Council in my mind.

Mr. Phillips: I am sorry. I was covering the Six-Day War at the time so I could not see the televised proceedings.

Mr. Lambert (Edmonton West): You had a stately waltz. There were only 15 members who had the right to speak. Then they expanded it by allowing others to come in who took centre stage. You had a parody. Every time there was a point of procedure, even though a minor one, the minor delegates from Bulgaria and all the places had to come in and say their three minutes' worth. The

[Interpretation]

sur huit heures, ce qui représente peu ce que la Chambre fait vraiment.

M. Phillips: Ce serait toujours trois ou quatre minutes de plus qu'ils n'en obtiennent à l'heure actuelle, monsieur St. Pierre. Vous parlez en ce moment d'une fonction, de montage et non pas du principe voulant que l'on décide si l'on doit admettre la retransmission des débats de la Chambre. Je ne vois pas personnellement comment avec les moyens dont nous disposons actuellement, nous pourrions nous dispenser du montage au moment de la retransmission de l'information au public.

M. St. Pierre: Je suis d'accord avec vous.

M. Phillips: Je suis certain que M. MacPherson et M. Packham sont de mon avis. Nous n'avons pas le choix: il faut faire un montage intelligent mais très strict de ce que nous avons.

M. St-Pierre: Je ne veux pas monopoliser les délibérations, monsieur le président. Merci.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je doute fort de la possibilité de faire ce que l'on appelle «des progrès» à la Chambre. Vous pensez peut-être que les questions pourraient être plus au point, que les réponses pourraient être plus intéressantes, etc. Cela fait plus de treize ans que j'entends la même chanson. Après tout, vous avez affaire à des êtres humains qui réagissent à des situations, à des questions et à des questions complémentaires, et que vous soyez devant la télévision ou non, vos pensées ne seront pas plus rapides si vous répondez à des questions supplémentaires.

Vous souvenez-vous de ce qui est arrivé lorsqu'on a télévisé toutes les délibérations du Conseil de sécurité, au moment de la Guerre des Six Jours? A mon avis, on a anéanti le Conseil de sécurité.

M. Phillips: Je m'excuse. C'est moi qui m'occupait de la Guerre des Six Jours à cette époque, et je n'ai donc pas assisté à la télédiffusion des délibérations.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il y avait une valse majestueuse. Seulement quinze membres avaient droit à la parole, puis on a permis à d'autres de venir et ces derniers ont monopolisé l'intérêt. C'était une véritable parodie. Chaque fois que l'on soulevait une question de procédure, même insignifiante, le petit délégué de Bulgarie et d'autres pays de ce genre se levait et parlait pendant les trois

[Texte]

Chairman there was merely a gate-keeper. He slotted them in on every point.

Mr. MacPherson: Are you suggesting, Mr. Lambert, that that would not have taken place if television had not been in the Security Council?

Mr. Lambert (Edmonton West): Those who have been there tell me that the Security Council used to be a little formal but not nearly so formal. They got into a habit. They degenerated into that habit. Here one would tend to get the same thing. Everybody wants equal billing. I consider that perhaps as one of the negative points of the thing.

On the other hand, you are going to install all the facilities, there will be the cost, the personnel and so forth, just to limit yourself to a four-minute excerpt daily on one national news broadcast. What other ancillary uses would be made of that, I would like to know? Was it not felt that you could run 10 or 15 minutes, maybe three times a day.

Mr. MacPherson: Perhaps if access to the House of Commons material were available, this type of programming could be considered. At the present time it is not available so probably not too much thought has gone forward to this. Certainly we would want access to the material for the making of documentaries and so forth which we do as a general practice on the network. There would be the possibility of additional air time where we might do House of Commons summary material. At the present time our programming is limited to our national news as far as the network is concerned. We also supply service to our various affiliates across the country who also would make additional use of this material.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would hope that that would be the use because otherwise one would think that there would be a pretty high capital cost for very little usage if it were limited to a four-minute run across the country. Then what would you give the public? A first version as against a second version because one of the complaints, Mr. Phillips, undoubtedly all of the members here have made or have heard is that often when you are questioning a Minister outside the House for television, either he is giving information that he refused to give in the House or he is giving a second version. He may be

[Interprétation]

minutes qu'on lui allouait. Le président était alors simplement un portier. Il ne faisait qu'entériner ce qui était dit.

Mr. MacPherson: Voulez-vous insinuer, monsieur Lambert, que ceci n'aurait pas eu lieu si la télévision n'avait pas été présente lors des délibérations du Conseil de sécurité?

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Les personnes qui étaient présentes m'ont dit que le Conseil de sécurité avait l'habitude d'être pas mal formaliste, mais pas à ce point. Le Conseil a pris cette mauvaise habitude. Ici, on pourrait en arriver à la même situation. Chacun veut être traité de la même façon. Je considère que c'est là peut-être un des aspects négatifs de cette façon de procéder.

D'autre part, il va vous falloir pourvoir à toutes ces installations, il y aura le coût du personnel etc., même pour vous en tenir à ces extraits de quatre minutes quotidiennement que vous retransmettrez aux nouvelles d'intérêt national. N'y aurait-il pas d'autres usages connexes que vous pourriez faire de ce matériel? N'avait-on pas songé que l'on pourrait avoir des émissions durant dix ou quinze minutes, peut-être trois fois par jour.

Mr. MacPherson: Peut-être, si nous avions accès au matériel de la Chambre des communes. Pour le moment, nous n'avons pas cet équipement à notre disposition et par conséquent, nous n'avons pas songé beaucoup à ce genre de programmation. Il n'y a pas de doute que nous voudrions avoir accès à cet équipement pour réaliser des documentaires et ainsi de suite, travail que nous avons l'habitude de faire en général avec notre réseau. Il y aurait possibilité de consacrer du temps supplémentaire sur les ondes pour faire des résumés de ce qui se passe à la Chambre des communes. Pour le moment, notre programmation se limite aux nouvelles nationales dans l'optique de notre réseau. Nous mettons aussi nos services à la disposition de nos différents postes affiliés dans tout le pays, qui pourraient aussi utiliser ce genre de document.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): J'espère que c'est là l'utilisation que l'on ferait de cet équipement car autrement, il semble bien que l'on ferait d'immenses frais d'équipement pour peu d'utilisation si on se limitait à quatre minutes de transmission dans le pays. Qu'est-ce que vous fourniriez au public? Est-ce que ça serait la première version ou la deuxième version, car l'un des griefs qu'ont fait tous les députés, c'est que bien souvent lorsque vous posez des questions à un ministre en dehors de la Chambre pour les transmettre à la télévision, ce dernier donne soit des renseignements qu'il a refusé de fournir

[Text]

taking a foot out of a mouth or he is rationalizing the answer that he is giving you because his Executive Assistant has come down from upstairs and said, "Mr. Minister, that is not the way to put it. You have got yourself in trouble. Now, get this changed." Rarely though do you have—and this is the point—

• 1610

the member who asked the question or who could pick apart the Minister's question. This is not balanced. Often times there are about 10 second clips of a fellow and you pull something out. I know it is a problem of editing, but this makes those people in the House very annoyed with this circus that used to go on outside.

Mr. MacPherson: It is usually impossible, however, to get the member who placed the question and the Minister together again and have the debate outside the House.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would suggest to you that it is not. All you need is a request. As a matter of fact, when you ask for a comment, as many are, the representative of either the television network or the station or the radio station send a note in or else comes in himself, or sends a messenger. He gets word to you, "Do you mind coming in after Orders of the Day, or could you come out now and do something?" Ninety per cent of the time I think they are successful.

Mr. Phillips: Are you not discussing, Mr. Lambert, the situation as it exists at the moment?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Mr. Phillips: The question is whether it would be any different if we had access to the chamber.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. You indicated in answer to Mr. St. Pierre, Mr. Phillips, that based upon what you heard in the House or might have taken in the House you might go out and get an expansion from a minister or from a member outside of the chamber.

Mr. Packham: If I could speak for a moment, Mr. Lambert. It is quite possible that the very existence of this kind of video recording would be a tremendous spur to the expanded video coverage of the proceedings

[Interpretation]

lorsqu'il était à la Chambre ou il donne une seconde version de ce qu'il avait dit. Il se peut aussi que le ministre rattrape une bavure ou rationalise la réponse qu'il vous fait parce qu'il vient de voir arriver son Directeur de cabinet qui lui dit: "Monsieur le ministre, vous avez fait un faux pas. Maintenant, chan-

gez votre déclaration". Il est bien rare cependant, et là est toute la question, que vous puissiez questionner le député qui a posé la question ou qui pourrait indiquer quelle était la question au ministre. Par conséquent, il n'y a rien d'équilibré dans tout cela. Souvent, vous avez un extrait de dix secondes de ce que quelqu'un a dit et vous en tirez quelque chose. Je sais que le problème du montage est difficile, mais les députés sont fort mécontents de ce cirque qui se passait à l'extérieur.

Mr. MacPherson: Il est d'habitude impossible, cependant, de remettre ensemble le député qui a posé la question et le ministre qui y a répondu et de faire recommencer le débat en dehors de la Chambre.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Je dirais que ce n'est pas impossible. Tout ce qu'il vous faut faire c'est présenter une demande. Lorsque vous voulez avoir des commentaires, le représentant soit du réseau ou du poste de télévision ou du poste de radio envoie une note ou se rend lui-même à la Chambre ou envoie un messager. Il vous demande: «Voulez-vous venir après l'étude des questions à l'ordre du jour, ou venir tout de suite ou quelque chose comme cela?» 90 p. 100 des fois, vous réussissez en utilisant cette procédure.

Mr. Phillips: N'étudiez-vous pas, monsieur Lambert, la situation telle qu'elle existe en ce moment?

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Si.

Mr. Phillips: La question est de savoir si la situation serait différente si nous avions accès à la Chambre.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. Vous avez indiqué dans votre réponse à M. St. Pierre, monsieur Phillips que d'après ce que vous aviez entendu ou compris à la Chambre, que vous pouviez obtenir des commentaires de la part d'un ministre ou d'un député.

Mr. Packham: Me permettez-vous de parler un instant, monsieur Lambert? Il est fort possible que le fait même de l'existence de cette transmission télévisée puisse servir de stimulant immense au développement de ces enre-

[Texte]

of the House of Commons and hopefully the committees.

There is one use that has not been mentioned yet—Educational television. A great national debate may be in force or occurring at a certain point in time. This could be transmitted into the schools. What would be better for the children than to see a thing like this.

Mr. Lambert (Edmonton West): I agree that there are some occasions. Just to show it goes back a little further—I think Mr. Phillips likely was here but I do not know if the others were here—to the first debate on the abolition of capital punishment. There were speeches by Arthur Maloney and some of the pros and cons right at the beginning of the debate. They are classics. The House was full. The Press Gallery was overloaded. They were mere classics and we have had others. The opening debate on the Canadian Bill of Rights was another one. You do not get these vintage years every year you know.

Mr. Packham: No, of course not, but you can imagine the impact of that and the feeling of involvement among the population who would be able to see that, either live or as a rebroadcast that night, if such video proceedings were available.

Mr. Lambert (Edmonton West): Based on television and public appeal, the abolition of capital punishment would have likely come about five or six years earlier. I am not an anti-capital punishment man but I think that the impact on the public of Arthur Maloney for instance was singularly well done. Let us put it this way.

Mr. Packham: Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right, that is all for now.

The Chairman: Mr. Otto.

Mr. Otto: I wonder if I might approach this in two ways. First, from what Mr. Phillips said. What is interesting to the public at large? Secondly, the value of televised proceedings in the House of Commons to Canadians. The other problem is to make it acceptable to the members of the House of Commons who must after all approve this.

[Interprétation]

gistroires des délibérations de la Chambre des communes et, nous l'espérons, des Comités.

Il y a l'utilisation que nous n'avons pas encore mentionnée jusqu'ici, c'est celle de la télévision éducative. S'il se produisait à un moment donné un grand débat d'intérêt national, on pourrait le retransmettre dans les écoles. Qu'y aurait-il de mieux que de montrer ceci à des enfants?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a certaines circonstances où ceci pourrait être très utile. On pourrait revenir en arrière—je pense que M. Phillips était présent alors mais je ne sais pas si les autres l'étaient aussi—and parler du premier débat qui a eu lieu au sujet de la peine de mort. Nous avons entendu des discours de M. Arthur Maloney et les points de vue se sont heurtés au tout début du débat. La Chambre était pleine à craquer, la Tribune de la presse aussi. Il s'agissait là de débats classiques, et nous en avons eu d'autres. Les débats d'ouverture sur les droits de l'homme au Canada sont un autre exemple. Ceci ne se produit pas tous les ans.

M. Packham: Non, naturellement, mais vous pouvez cependant vous représenter quelques en sont les conséquences et la façon dont la population se sent impliquée lorsqu'elle assiste à de tels débats soit en direct, soit en différé dans la soirée, lorsque de telles délibérations sont disponibles sur bande.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si l'on se basait sur la télévision et sur ce que veut le public, l'abolition de la peine de mort aurait eu lieu cinq ou six ans plus tôt. Je ne suis pas personnellement hostile à la peine de mort, mais je crois que la façon dont M. Arthur Maloney a impressionné le public par exemple, était remarquable, disons-le.

M. Packham: Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien, c'est tout pour l'instant.

Le président: Monsieur Otto.

M. Otto: Je me demande si je puis considérer cette question sous deux angles différents, premièrement, d'après ce que M. Phillips a dit. Il s'agirait de savoir ce qui intéresse le public dans son ensemble? En deuxième lieu, quelle est l'importance de la retransmission télévisée des délibérations de la Chambre des communes pour les Canadiens? L'autre problème qui se pose est de la faire accepter aux députés qui, après tout, doivent approuver cette façon de procéder.

[Text]

Mr. Phillips mentioned and probably rightly, and I just want him to correct me if I am wrong, that the chances are that the question period would be by-and-large the time covered. Is that correct?

• 1615

Mr. Phillips: Yes I think so, Mr. Otto, on a daily continuing basis, but I would not want to be confined that strictly because as we have discussed here earlier with Mr. St. Pierre and Mr. Lambert, there are a great many occasions in the Commons when there are debates of sufficiently wide interest and importance, quite apart from question period which in the news judgment of people in television—which by-and-large is the same intelligent judgment of people who run newspapers and radio stations—we would want to cover those and we would want to have some portion of the proceedings. I would like to add that qualification.

Mr. Otto: From your experience though in programming, or from Mr. MacPherson's experience in programming, could you give us an idea of what it would consist of? I am trying to go further. You said that the chances are the question period would be covered. I am trying to get at the people involved. In other words, we may have a one-sided affair here where we have the ministers and the Opposition taking part in almost daily procedures. How are we going to get the support of the back benchers of the government parties to television to televise this. Therefore, I wanted to deal further with the possibility of any other type of excerpts that might be used.

Mr. Phillips: I would like to address myself to this whole problem of a fair representation of the total operation of the Parliamentary system as well as what is seen at question time. That brings us to the subject of committees where the ordinary member of Parliament does his most effective work and where he spends more of his time, if my observations of the operations of Parliament are in any way correct.

And I was very interested in Mr. Deachman's statements at the last session of this Committee where we dealt with this subject. If I may refer to your words, Mr. Deachman, you made that very point. I feel that the way the arrangements are now, the private member of Parliament is confined in terms of his access to the Canadian public to only one method of three that are available to him.

[Interpretation]

M. Phillips a indiqué et probablement avec raison—et je lui demande de rectifier ce que je dis si j'ai tort—qu'il y a bien des chances que ce soit la période des questions qui utilise tout le temps consacré aux débats à la télévision. Ai-je raison?

M. Phillips: Oui, je le crois, monsieur Otto, cependant, je ne voudrais pas une telle restriction car, comme nous l'avons dit plus tôt lors de nos discussions avec M. St-Pierre et M. Lambert, il y a bien des occasions à la Chambre des communes où il y a des débats d'une importance et d'un intérêt suffisamment grands qui, selon les jugements des télédiffuseurs, jugement qui dans l'ensemble, est le même jugement intelligent que celui des journalistes et des radiodiffuseurs méritent d'être télevisés et que nous aimions aussi téléviser. Je voudrais apporter cette précision.

M. Otto: D'après votre expérience en programmation, ou d'après l'expérience de M. MacPherson dans ce domaine, pourriez-vous nous dire en quoi ceci consiste? Vous indiquez qu'il y a des chances que la période des questions soit télévisée. J'essaie de voir ceci sous l'angle des intéressés. En d'autres termes, il pourrait s'agir ici d'une entreprise où il n'y aurait qu'un côté représenté et où nous aurions les ministres et l'Opposition qui apparaîtraient quotidiennement presque au cours des délibérations. Dans ce cas, comment pensez-vous obtenir l'appui des députés des banquettes arrière des partis du gouvernement pour faire téléviser les délibérations? Par conséquent, je voulais envisager la possibilité d'utiliser d'autres genres d'extraits.

M. Phillips: J'aimerais envisager l'ensemble du problème et voir comment on pourrait avoir une représentation équitable de tout le système de délibérations parlementaires, en plus de retransmettre ce qui se passe au moment de la période des questions. Ceci nous conduit à envisager la question des Comités car c'est là que le député accomplit son travail le plus utile et qu'il passe le plus de temps, si mes observations sur le travail du Parlement sont exactes.

Les déclarations qu'a faites M. Deachman au cours de la dernière séance du Comité où nous avons traité de ce sujet, m'ont beaucoup intéressé. Si vous me permettez de m'en référer à vos paroles, monsieur Deachman, vous avez fait valoir précisément cet argument. Je crois que selon les dispositions qui existent actuellement, le député ordinaire n'a de rapport avec le public canadien que par l'inter-

[Texte]

[Interprétation]

There are a number of reporters sitting there who can take notes and write stories. The radio reporter and the television reporter are not allowed to use their equipment in the committee rooms and they can if they like try the same thing outside the committee room that we are now doing outside the House of Commons, namely get a follow-up interview. That is not in my view an effective way to cover committees and does not in my view fairly reflect the kind of work that goes on in committees.

For example, it would be rather interesting to have a camera in here filming part of these proceedings, hearing the questions as they are asked and answered and some portion of it put on the air at some point later in the day. What I am really talking about I suppose is the simple problem of equal access. I do not think any of you gentlemen would argue that television is not an important method of communicating with the public. Equally Parliament is probably the one institution where communication is vitally important with the public. Television is labouring here under a severe handicap. We can, to a degree, with these interviews in the corridor after Question Period compensate in part. In the committees, it is much more difficult. That is a problem that can be very simply resolved by a decision on the part of the members of the House of Commons to allow film cameras into committees.

Mr. Otto: I agree with Mr. Phillips almost entirely that there should not be an isolation of the House of Commons. It should be both, the committees also but it seems that Mr. Packham and Mr. Rolland of the CBC both dealt with televised expenses or television in the House of Commons. The idea of television in the committees was sort of waived as something to be considered at a later time.

Mr. Packham: Perhaps, Mr. Chairman, I could correct the impression. We enunciated earlier when I opened this afternoon the general principle. We do believe that full coverage should also be given to the committees in addition to the proceedings in the House of Commons. However, we have not at this time accurate cost estimates. We also noted that neither of the other two groups which preceded us here had any idea of the cost involved.

[Interprétation]

médiaire d'une seule procédure parmi les trois qui lui sont offertes.

Il y a un certain nombre de journalistes assis là qui prennent des notes et qui rédigent des articles. Les correspondants de la radio et de la télévision n'ont pas le droit d'utiliser leur matériel dans les salles de comité et ils peuvent, s'ils veulent, essayer de faire la même chose à l'extérieur des salles que ce que nous faisons à l'extérieur de la Chambre des communes, c'est-à-dire obtenir une entrevue. Ceci à, mon avis, n'est pas une façon efficace de donner un compte rendu des comités et n'indique pas le genre de travail qui se fait dans les Comités.

Par exemple, il serait fort intéressant de placer une caméra à l'intérieur et de filmer une partie de ces délibérations, et d'écouter les questions au fur et à mesure qu'elles sont posées et qu'on y répond et de retransmettre ensuite une partie de ces délibérations sur les ondes plus tard au cours de la journée. Ce dont je parle, en fait, c'est, je suppose, du simple problème de la possibilité d'accéder également à ces salles. Il n'y a personne d'autre vous, messieurs, qui contesterait que la télévision constitue un important moyen de communication avec le public. D'autre part, le Parlement est probablement l'une des institutions où la communication revêt le plus d'importance pour le public. Or, la télévision rencontre pour ce travail un handicap très sérieux. Nous pouvons, jusqu'à un certain point, au moyen de ces entrevues faites dans les corridors après la période des questions, surmonter de handicap. En ce qui concerne les Comités, c'est beaucoup plus difficile. Ce problème peut être résolu très simplement par une décision de la part des députés qui permettrait aux caméras de télévision d'accéder aux salles des comités.

M. Otto: Je suis d'accord avec M. Phillips pour dire qu'on ne devrait pas isoler la Chambre des communes des Comités. Les délibérations des Comités devraient aussi être télescopées. Mais il semble que M. Packham et M. Rolland de la Société Radio-Canada, ont traité des dépenses concernant la télévision à la Chambre des communes. Il semble que la télévision dans les Comités a été considérée comme une question à étudier plus tard.

M. Packham: Peut-être, monsieur le président, que vous me permettrez de corriger cette impression. Nous avons plutôt, énoncé, lors de ma déclaration d'ouverture cet après-midi, le principe général en cause et nous croyons qu'il faut aussi télédiffuser les délibérations des Comités tout comme les débats de la Chambre des communes. Toutefois, nous ne disposons pas, pour l'instant, d'évaluation précise des coûts impliqués. Nous avons aussi

[Text]

• 1620

Mr. Otto: That is what led me to ask the question, Mr. Chairman. Is this strictly because of the work involved in estimating the cost, or is it because you have not come up with a format on how you could cover committees.

Mr. Packham: To a certain extent it is a question of format. It is a question of economics and geographical location—we are in Toronto. It was only earlier this week, in discussion, that we realized committee coverage was indeed a very significant factor, or let us say that it came to the attention of senior management, and in the time available we could not give you anywhere near the kind of estimate that you should have for this kind of decision. However, that is not to say that we cannot get into this, but we have not got it today.

Mr. Otto: Initially then, Mr. Phillips, do you think it is just the permission that you need to televise committee proceedings?

Mr. Phillips: Mr. Otto, I am one of those people who always has enjoyed the luxury of letting other people worry about the facilities, but within my own limited knowledge of the subject I think I can say this. There are all kinds of techniques for doing a job on television: you can have live coverage, you can have a video tape machine that will come in—a small portable tape machine, or you can have a film camera.

Most of the work that we are doing on Parliament Hill at the moment is by film camera. It is a very portable instrument, it can be brought in, it can take pictures with a minimum of disturbance to committee meetings such as this, then we take the film to the lab and we put it on the air that night.

If you were to make the decision today to allow television into committee hearings, that is undoubtedly the type of equipment that we would be using. If the government or the

[notation]

[Interpretation]

[stamps]

remarqué qu'aucun des deux groupes qui se sont présentés ici devant nous n'avait la moindre idée des coûts impliqués par cette opération.

M. Otto: C'est ceci qui m'a conduit à poser la question, monsieur le président. Est-ce qu'il s'agit uniquement ici du travail impliqué pour évaluer le coût de l'opération ou est-ce que c'est parce que vous n'en êtes pas arrivé à établir une méthode pour couvrir les délibérations des Comités.

M. Packham: Jusqu'à un certain point, il s'agit d'une question de formule à établir. Il y a là des questions d'économie et de localisation géographique: nous nous trouvons à Toronto. Ce n'est que cette semaine, qu'au cours des études, nous avons compris qu'il serait important de retransmettre par la télévision les délibérations des Comités ou, disons, que ceci a été porté à l'attention de la direction et que, vue le temps disponible, il nous a été impossible de vous fournir le genre d'évaluation nécessaire pour prendre ce genre de décision. Toutefois, ceci ne veut pas dire que nous ne pouvons pas étudier cette question, mais nous ne disposons pas des chiffres aujourd'hui.

M. Otto: Donc pour débuter, monsieur Phillips, vous pensez qu'il vous faut simplement la permission de téléviser les délibérations des Comités?

M. Phillips: Monsieur Otto, je fais partie de ces gens qui ont toujours laissé aux autres le soin de se soucier des moyens à utiliser, mais, je crois que ma connaissance limitée du sujet me permet de vous dire ceci. Il y a toutes sortes de techniques de travail utilisées dans le domaine de la télévision: vous pouvez utiliser les émissions en direct, vous pouvez avoir des machines, de l'équipement de magnétoscopie qui se présentera sous la forme d'une petite machine portative d'enregistrement sur bande ou vous pouvez avoir des appareils de prises de vue cinématographique.

La plupart du travail que nous accomplissons actuellement sur la Colline est effectué par ce dernier moyen. Il s'agit d'un appareil très facile à transporter, on peut le faire entrer dans les salles, il peut prendre les images avec le minimum de dérangement pour les séances, puis nous transportons le film au laboratoire et nous pouvons le faire passer sur les ondes le soir même.

Si vous décidiez aujourd'hui de permettre que la télévision soit utilisée pour des séances de comités il n'y a pas de dout que c'est cet appareil cinématographique que nous utilise-

[Texte]

House of Commons wanted to provide more sophisticated facilities, that is another matter. But any minute as from right now we can be here with our equipment taking perfectly acceptable pictures.

Mr. Otto: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Deachman.

Mr. Deachman: I want to follow that up for a moment. As I understand it, we could change what we are doing here now by simply implementing a rule in the House of Commons which gives the privilege to committee Chairmen of admitting or dismissing television or radio from their committee rooms. And if we were to do this you would find a way of bringing your cameras and your recorders into the room and that would cost the government nothing. In this way we would have extended the scope of coverage very very considerably and at no cost to the public.

Mr. Phillips: That is correct, Mr. Deachman, if one is referring to film cameras. That is the equipment we have here every day and that we are using every day. We can bring that into a committee room on a moment's notice and do the story and go away. That costs the government nothing.

Mr. Deachman: Is this the sort of thing that is done in the halls every day outside committee rooms now?

Mr. Phillips: That is correct.

Mr. Packham: Mr. Chairman, I should point out this is optional coverage on the part of the broadcasters concerned, under your proposal, Mr. Deachman; it would not be full-time recording of the proceedings. This is a different kettle of fish, in a sense, to what were addressing ourselves earlier, if I am not mistaken.

Mr. Deachman: That is, you would now make editorial decisions as to where your cameras would be. If we had some interesting subject going on in one committee room which, editorially, you thought was very interesting, that is where your camera would be.

Mr. Packham: Yes.

Mr. Deachman: And that camera would roll at those moments when you thought interest-

[Interprétation]

[Texte]

rions. Maintenant, si le gouvernement ou la Chambre des communes veulent fournir des équipements beaucoup plus compliqués, c'est une autre affaire, mais nous pouvons, n'importe quand, apporter notre matériel et prendre des images très acceptables.

M. Otto: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Deachman.

M. Deachman: J'aimerais continuer pendant un instant dans cette note. Tel que je crois comprendre tout ceci, nous pourrions changer ce que nous faisons ici à l'heure actuelle simplement en appliquant un règlement à la Chambre des communes qui donnerait le privilège au président du comité d'admettre ou de refuser l'entrée de la télévision ou de la radio dans la salle de comité. Et si tel était le cas, vous pourriez amener vos caméras et vos machines enregistreuses dans la salle et ceci ne coûterait rien au gouvernement. De cette façon, vous pourriez étendre immensément les reportages que vous faites au Parlement sans qu'il en coûte rien au public.

M. Phillips: C'est exact, monsieur Deachman, si l'on parle des caméras cinématographiques. Il s'agit là de matériel dont nous nous servons chaque jour, par conséquent il n'en coûterait rien au gouvernement.

M. Deachman: Est-ce que c'est ce qu'on fait dans les corridors chaque jour à l'extérieur des salles de comités?

M. Phillips: C'est exact.

M. Packham: Je vous ferais remarquer qu'il s'agit là d'une opération facultative de transmission de la part des personnes qui s'occupent de la transmission en ce qui concerne la proposition que vous faites, monsieur Deachman. Il ne s'agirait pas d'enregistrement des délibérations d'une façon complète. Par conséquent, il s'agit d'une procédure différente, en un sens, de celle dont nous parlions plus tôt, si je ne me trompe.

M. Deachman: C'est-à-dire que vous prendriez maintenant des décisions concernant le montage et en ce qui concerne l'endroit où votre caméra se trouverait. S'il y avait quelque chose d'intéressant dans une des salles de comités que vous considéreriez comme intéressant au point de vue montage, c'est là, que vos caméras se rendraient.

M. Packham: Oui.

M. Deachman: Et vos caméras fonctionneraient, lorsque vous considéreriez que l'on

[Text]

ing questions were being discussed by interesting people. Is that correct?

Mr. Packham: I would think so under your proposal, yes.

Mr. Deachman: Yes.

Mr. Packham: This is a different kind of proposal.

Mr. Deachman: Alternatively, we would at very very considerable cost install cameras in the room, the cameras would roll all the time, the editorial staff would mull through the large number of committees we have and, finally, they would come down to the editorial decisions which you are making on the spot. Is that correct?

Mr. Packham: I think it would be fair to say it that way, yes.

Mr. Deachman: That is all I have at the moment.

Mr. Phillips: May I just add something to Mr. Packham's statement, Mr. Deachman. When it comes to the use of cameras in committee rooms of this kind, the positioning of the camera, the convenience factor and all that sort of thing can be worked out with the Chairmen of the committees so that they are positioned in a way so as not to disturb the operation of the committee and that kind of thing. Those are details which can be worked out with a minimum of difficulty.

• 1625

Mr. Deachman: If I may continue for a moment, the positioning of the camera and the way in which camera crews behave in the room can be established whether Parliament installs the cameras or whether we operate it on some other basis. We can come to an accommodation. Is that not correct?

Mr. Phillips: Yes. The committee of course is the master of its own procedure, Mr. Deachman, and I think you would find CTV, at any rate, very very willing to make itself as accommodating as possible.

Mr. Deachman: Or, to put it another way, if an angry Chairman turfed them out a couple of times they very soon would reach some kind of an accommodation in which it would be comfortable for them to live together. Is that not correct?

[Interpretation]

pose des questions intéressantes et que l'on étudie des questions intéressantes. Est-ce exact?

M. Packham: Je le suppose, d'après votre proposition.

M. Deachman: Oui.

M. Packham: Il s'agit là d'une proposition différente.

M. Deachman: Comme autre solution, nous pourrions envisager des dépenses immenses, d'installer des caméras dans la salle qui fonctionnent tout le temps. Le personnel chargé du montage, se rendrait d'une salle à l'autre pour s'occuper du grand nombre de Comités qui siègent et, en fin de compte, ceci aboutirait à ces mêmes décisions de montage que vous prenez sur les lieux, n'est-ce pas?

M. Packham: Je crois que oui.

M. Deachman: C'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant.

M. Phillips: Me permettez-vous, monsieur Deachman, d'ajouter quelque chose à la déclaration de M. Packham? Pour ce qui est de l'utilisation des caméras dans les salles, l'endroit où les placer pour ne pas gêner, tout cela peut être arrangé avec l'aide des présidents de comités afin de ne pas déranger le fonctionnement. Ces détails peuvent être réglés avec un minimum d'ennui.

M. Deachman: La question de l'endroit où mettre les caméras et de la façon dont procèdent les caméramen peut être décidée, que ce soit le Parlement qui installe les caméras ou que nous les fassions fonctionner selon d'autres arrangements. Nous pouvons toujours nous entendre?

M. Phillips: Oui. C'est le Comité qui est le maître en ce qui concerne les décisions à l'égard de son propre fonctionnement, monsieur Deachman, et je suis certain que vous vous rendriez compte que la CTV est, tout au moins, disposée à mettre le maximum de bonne volonté à ce sujet.

M. Deachman: Ou, pour nous exprimer d'une autre façon, s'il se présentait une situation où un président en colère les mettait à la porte quelquefois, ils en viendraient très rapidement à un accord de bonne collaboration. N'est-il pas vrai?

[Texte]

Mr. Phillips: I would hope we would not have to be turfed out—it is a lot of machinery to have to pick up in a hurry.

Mr. Deachman: Mr. Phillips, we discussed two ways of arriving at what you are going to show. In the one case you would be making editorial decisions on the spot as to where you would put your cameras and when you would roll the cameras in the committee room. On the other hand at very much greater expense, the government would be installing the equipment and you would be going through all the tapes to do your editing. Of these two which would you prefer as a means of operating, if you had your choice?

Mr. Phillips: Film is by far the simplest thing to work with if you are doing a number of jobs in a given day. I would not like to be too categorical on this subject. If the video-tape facilities were of a sufficiently elaborate character, where one could sit at a meeting and make a few notes of the particular portion of the meeting that one wanted and could go to the video-tape library and get it very quickly, that would be just wonderful. I think it also would be very expensive. But for the moment, on the basis of our existing operation, I myself would be quite content, as a reporter, with the permission to bring in my film camera.

I would make the same editorial judgment in terms of what that camera does as the reporter sitting in the corner does when he decides whether or not to make a note. I think that is the perfect analogy because the judgments that are applied are applied in exactly the same way. We turn on the camera when we feel we want to record something for later reproduction. The reporter does the same thing with his notes.

Mr. Deachman: I do not want to monopolize this discussion, but let me ask one further question. If we were going to make a start at televising the House of Commons, the easiest way and the least expensive way to get that start, and experiment with it, would be to go into the committee rooms with rolling cameras and see what came out for a while, before any installations were made. Is that correct?

Mr. Phillips: I do not have a say in management areas here, Mr. Deachman. Let me say that as a reporter any advance is a big advance, as far as I am concerned, and if you decided as members of Parliament that you wanted to have a look at it by trying it out in

[Interprétation]

[Interprétation]

M. Phillips: J'espère qu'on ne nous mettra pas à la porte, car il y a pas mal d'équipement à ramasser en vitesse.

M. Deachman: Monsieur Phillips, nous avons étudié deux façons de procéder pour téléviser les délibérations. Dans l'une de ces procédures, vous prendriez des décisions de montage sur les lieux pour savoir où vous mettriez vos caméras et quand vous prendriez les images dans les salles. Dans l'autre procédure qui serait beaucoup plus coûteuse, c'est le gouvernement qui installerait le matériel et vous devriez étudier toutes vos bandes magnétoscopiques pour procéder à votre montage. De ces deux procédés, quel est celui que vous préféreriez utiliser si on vous donnait le choix?

M. Phillips: Les films sont le moyen le plus simple d'accomplir un travail s'il vous faut faire un certain nombre de tâches un jour donné. Je ne voudrais pas être trop tranchant à ce sujet. Si les rubans magnétoscopiques étaient suffisamment bons et qu'il suffisait de prendre quelques notes au cours de la partie de la séance qui nous intéressait, puis de se rendre dans la bibliothèque de rubans et d'obtenir les enregistrements très rapidement; tout ceci serait magnifique. Je crois que tout ceci coûterait aussi trop cher. Mais pour l'instant, dans le cadre de nos opérations actuelles, en tant que journaliste, je serais tout à fait heureux d'avoir la permission d'amener ma caméra cinématographique.

Je prendrais les mêmes décisions de montage pour ma caméra, que celles que prend le journaliste assis dans un coin lorsqu'il décide de prendre oui ou non une note. Je pense que nous pouvons comparer parfaitement les situations car les jugements sont les mêmes: nous faisons marcher la caméra lorsque nous pensons que nous voulons enregistrer quelque chose que nous reproduirons plus tard. Le journaliste fait de même avec ses notes.

M. Deachman: Je ne veux pas monopoliser toute cette discussion, mais permettez-moi de poser une autre question: si nous voulons commencer à téléviser à la Chambre des communes, la façon la plus simple et la moins coûteuse serait de commencer à expérimenter. Nous amènerions nos caméras mobiles dans les salles de comités et nous verrions ce qui se produit pendant un certain temps avant de procéder aux installations. Est-ce juste?

M. Phillips: Je n'ai rien à dire au sujet de ces questions de gestion ici, monsieur Deachman. Permettez-moi de dire qu'en qualité de journaliste, tout progrès représente un grand progrès et si vous décidez, à titre de député, que vous voulez en faire l'essai dans les

[Text]

committees first, that would be fine. I think it would be wrong though to confuse coverage of the House of Commons with coverage of committees, because the technical problem is quite different.

In the House of Commons you cannot easily bring in portable film cameras and take them out again. That would have to be on the basis of some permanent installation on whatever basis the members of Parliament decided would be best. But filming or coverage of committee work is something that can be done now, tomorrow, at no cost to the government, and it would be done in exactly the same way that other media cover the work of committees. We would come in and we would do our job and we would depart, and we would report.

The Chairman: Both Mr. Lambert and Mr. St. Pierre wish to ask additional questions.

Mr. Lambert (Edmonton West): I do not believe, Mr. Chairman that our witnesses have had a chance to see a transcript, or even an original copy of the paper that was delivered two weeks ago on the legal subject of libel and slander.

Mr. Packham: For this legal subject.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. As a matter of fact, a very fine study was made by an officer of this House which indicated that it would be absolutely necessary to make a statutory change to the law of libel and slander, to extend the coverage to protect through this the new media, as they have done in the United Kingdom and Australia.

When you were a conventional news reporter, Mr. Phillips, a newspaper reporter, you were covered by the question of qualified privilege, you see; whereas, the members of Parliament in the House are covered by absolute privilege. But this, according to this legal opinion, does not extend to the viewing camera or the viewing reporter, and I doubt that you would dare go on the air, unless you had that protection. I mean, that is a decision for your people and your own advisers but our advice at the present time for the Committee to make a decision on is that legislative action would have to be taken, in order to protect the television media to the same extent as the conventional newspapers.

[Interpretation]

Comités pour commencer, ce serait parfait. Je crois cependant qu'il ne faudrait pas confondre le reportage des débats de la Chambre des communes avec celui des délibérations de Comités, car le problème technique est bien différent dans les deux cas.

A la Chambre, il n'est pas facile de faire entrer des caméras portatives et de les retirer. Il faudrait qu'il y ait quelque genre d'installation permanente selon ce que les députés décideraient. Mais nous pourrions prendre des films du travail de comités, demain si vous le voulez, sans qu'il en coûte quoi que ce soit au gouvernement et cette opération s'effectuerait exactement de la même façon que celle qui est effectuée par d'autre genre de moyen de communication qui s'occupent des travaux des Comités. Nous entrerions dans les salles, nous ferions notre travail nous partirions et nous ferions nos reportages.

Le président: M. Lambert et M. St-Pierre désirent poser des questions complémentaires.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je ne crois pas, monsieur le président, que nos témoins ont eu la possibilité de voir une transcription, ou même l'original du document qui a été soumis il y a quinze jours sur la diffamation verbale et écrite.

M. Packham: En ce qui concerne ce sujet juridique.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. En fait, une magnifique étude avait été faite à ce sujet par un fonctionnaire de la Chambre qui concluait qu'il faudrait absolument procéder à une modification statutaire du droit en ce qui concerne la diffamation verbale et écrite pour prévoir les cas se produisant dans le contexte de ce nouveau moyen de communication, comme on l'a fait au Royaume-Uni et en Australie.

Lorsque vous étiez journaliste monsieur Phillips, vous étiez protégé par une immunité relative, alors que les députés sont protégés par une immunité absolue. Mais ces priviléges selon cet avis juridique, ne s'appliquent pas à la personne qui fait des reportages avec des caméras ou des reportages de visionnement. Je doute fort que vous ayez le courage de vous lancer dans des émissions à moins que vous ne soyez protégé de cette façon. Je veux dire que c'est à vous, à vos conseillers, de prendre votre propre décision, mais que le conseil que nous donnons à l'heure actuelle au Comité, c'est qu'il faudrait prendre des dispositions au point de vue législatif afin de protéger le moyen de diffusion représenté par la télévision de la même façon que les journaux ordinaires.

[Texte]

Mr. Packham: Really, what we are saying is that the decision to make the statutory change would be made concurrently with the decision to go ahead with the installation of equipment and so forth?

Mr. Lambert (Edmonton West): This has to go forth concurrently. Have any of you had any experience with the European parliaments where they have had television facilities? Have you ever had any contact with it at all?

Mr. MacPherson: No.

Mr. Lambert (Edmonton West): At the risk of being a little boring, Mr. Chairman, may I say that some years ago I went to Europe with that specific purpose as part of a visit there. I visited Paris, Brussels, The Hague and Bonn. Brussels dismissed it, they would not have it, period, and they never had.

In Holland they have had it for great constitutional debates. As a matter of fact, the last one they had was with regard to the marriage of one of the royal princesses to the Spanish prince and whether parliament there would give consent to the marriage. This was carried, but they normally do not carry television in their House.

In the German House, the Speaker of the Day said, over his dead body, after one year's experience. It was being carried live—in West Germany this could be done—and everybody wanted to be on at prime time; nobody wanted to speak at 3.30 p.m., for obvious reasons. He said that it brought the ham out in everybody and he just would not have it any more. Whether they have changed their views about this, I do not know.

Mr. Packham: This again would appear, Mr. Chairman, to be a fundamental change in the concept as we saw it when we came to this Committee which was electronic video recording, shall we say, of the proceedings. I believe that CJOH, Bushnell Communications of Ottawa, proposed carrying the proceedings live through cable system. To me the two philosophies or approaches are naturally fundamentally different, and it would be up to the House of Commons to make the decision which approach to take.

[Interprétation]

M. Packham: En fait, ce que nous voulons dire, c'est que la décision d'effectuer ces modifications statutaires devrait être prise en même temps que la décision d'aller de l'avant et de procéder à l'installation du matériel etc.?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il faut que les deux aillent de pair. Est-ce qu'il y en a parmi vous qui connaissent l'expérience faite dans les parlements européens où l'on utilise la télévision?

M. MacPherson: Non.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Au risque de me montrer un peu ennuyeux, monsieur le président, me permettez-vous de dire qu'il y a quelques années, je suis allé en Europe afin de me rendre compte de cette situation au point de vue télévision. J'ai visité Paris, Bruxelles, La Haye et Bonn. Bruxelles a écarté cette idée d'utiliser la télévision, c'est tout.

Aux Pays-Bas, on a eu la télévision lors d'un important débat constitutionnel. En fait, la dernière fois que l'on s'en est servi a été au moment du mariage d'une des princesses royales avec un prince espagnol et il était question de savoir si le Parlement donnerait son consentement à ce mariage. Normalement, il n'y a pas la télévision à la Chambre dans ce pays.

A la Chambre allemande, le président d'alors, a déclaré après une année d'expérience qu'il n'en voulait pas. Les émissions étaient en direct, en Allemagne de l'Ouest, c'était possible—and tout le monde voulait parler au moment des heures d'écoute, personne ne voulait parler à 3 h 30 de l'après-midi pour des raisons bien évidentes—Il a déclaré que ceci faisait ressortir tous les mauvais côtés des personnes et qu'il n'en voulait plus. Je ne sais pas si on a changé d'avis à cet égard maintenant.

M. Packham: Il s'agirait ici, à nouveau, monsieur le président, d'une modification fondamentale au principe que nous avions compris lorsque nous nous sommes présentés devant le Comité, à savoir qu'il était question alors, disons, d'enregistrement magnétoscopique, des délibérations. Je crois que CJOH, la Bushnell Communications d'Ottawa, a proposé de retransmettre les délibérations en direct par le système du câble. En ce qui me concerne, les deux principes ou les deux façons d'aborder la question sont fondamentalement différents et ce serait à la Chambre des communes de décider quelle serait la façon d'aborder la question.

[Text]

[interprétation]

[text]

Mr. Lambert (Edmonton West): I think the way CJOH proposes it, Parliament would own the facilities, and under the CJOH facilities this would, in effect, replace the *Hansard* reporters. There would be an electronic recording made, and that would be a form of electronic *Hansard*.

Mr. Packham: Correct, that is the way we read this.

Mr. Lambert (Edmonton West): I think that is fundamental to their presentation. That would not be to your proposal at all, because nobody has made enough money yet to cover it that way.

I was going to raise another point, Mr. Phillips. Today the Speaker indicated that on Tuesday last there were 10 committees which sat for 22, I thought it was 25, sessions. There are, I believe, some seven or eight committee rooms. If you include this one, perhaps, there are nine committee rooms that would be suitable for your type of work.

• 1635

Which do you choose? You have not got the equipment, you have not got the men, and the cost would be astronomical to have equipment available to cover everything.

Mr. Phillips: That is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): How would you decide which committee you would go to? I suppose if it was announced, as it was the other day, that the Auditor General was going to be there to give his side of the story and the President of the Privy Council, this would be something that you would zero in on.

Mr. Phillips: The standard tests are applied and one makes a decision about which committee to cover, Mr. Lambert. Basically, which one is expected to produce the news that is of most interest and most important. Those are fallible judgments, of course. Nevertheless, they are made every day by everybody in the news business.

You are quite right when you say that we, as a single operator, do not have the resources or the manpower to cover all of them. We can only cover those that we have the resources to cover, and we make the most reasoned judgment we can, in terms of what

[Interpretation]

[text]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Dans le cas de la proposition de CJOH, ce serait le Parlement qui aurait la propriété des installations et que ces installations de CJOH, en fait, remplaceraient les sténographes du *Hansard*. Il y aurait un enregistrement électronique et ceci serait un genre de *Hansard* électronique.

M. Packham: C'est exact, et c'est ainsi que nous le comprenons.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je crois que c'est le point fondamental de leur exposé. Il ne s'agirait pas du tout de votre proposition dans ce cas, car personne n'a encore gagné assez d'argent pour utiliser votre méthode.

Je vais aller présenter une autre question, monsieur Phillips. Aujourd'hui, l'Orateur a dit que mardi dernier dix comités ont siégé pour vingt-deux—and je crois qu'il s'agissait de vingt-cinq séances. Il existe, je le pense, quelques sept ou huit salles de comités. Si vous tenez compte de la salle où nous sommes, peut-être qu'il y aurait neuf salles de comités qui seraient appropriées pour votre genre de travail.

Que choisissez-vous? Vous n'avez pas l'équipement nécessaire, vous n'avez pas le personnel nécessaire et le coût de cette opération serait astronomique si vous vouliez avoir tout le matériel nécessaire pour retransmettre toutes les délibérations des Comités.

M. Phillips: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Comment décideriez-vous du Comité où vous voudriez vous rendre? Je suppose que si l'on annonçait, comme c'était le cas l'autre jour, que l'Auditeur général allait être présent pour indiquer ce qu'il pensait de la question et que le président du Conseil privé allait être présent, il y aurait là quelque élément qui forcerait votre choix à se porter sur ce Comité.

M. Phillips: Nous nous déciderions selon les critères ordinaires et nous déciderions quel serait le Comité au sujet duquel nous voudrions faire le reportage, monsieur Lambert. Fondamentalement, il s'agirait du Comité qui présenterait le plus d'intérêt au point de vue nouvelles, qui serait le plus important. Naturellement, on peut se tromper. Toutefois, des décisions de ce genre sont faites quotidiennement dans le monde des nouvelles.

Vous avez certainement raison lorsque vous dites qu'en tant qu'exploitant unique, nous n'avons pas les ressources ou le personnel pour nous occuper de tous les Comité. Nous ne pouvons nous occuper des Comités que dans le cadre de nos ressources et nous

[Texte]

we think the public interest is. That is done every day by everybody. I really could not go beyond that.

Mr. St. Pierre: This was a question, by Mr. MacPherson, on the floor of the House of Commons, on June 11, 1970. M. Lambert (Edmonton West):

This is my last question and I think, it should be addressed both to Mr. MacPherson and to Mr. Phillips. That is what I suppose would be called the subliminal—that is the word—method of reporting, the empty chair, the member who may be drowsy, the yawn, scratching more intimate parts of the body, as people do, these unconscious gestures that go on.

Mr. Packham: The very essence of life.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, I know, but it is like an ill-disguised yawn while somebody is making a good speech, and you might as well throw the speech in the can, it is gone.

Mr. Phillips: I think Mr. Lambert you have to give the television cameraman and the television reporter the same credit that you would give to any other reporter, that he will do his job with fairness and with good taste.

I am not saying that if somebody is sleeping in the middle of one of the most furious debates that ever happened in the history of the House of Commons, that fact might not be remarked upon. I think in those circumstances it might be an interesting matter that one member was so completely indifferent as to the state of the country that he was fast asleep. I think that that is a very minor problem, if it is a problem at all.

We are taking pictures of people every day, in a variety of situations, and I do not think that we are accused of embarrassing people or failing to exercise restraint and good taste. I am quite sure that the same standards would be brought to bear on our coverage of parliamentary proceedings.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but the parliamentary proceedings that you have done here—remember you are dealing with the people who have to make a decision, who have contact with your media, and they are straight on all the time. You are not a roving camera reporter. If you were in the chamber with camera facilities of zoom lenses, and all

[Interprétation]

[Interprétation]

essayerons de prendre les décisions les plus raisonnables dans l'optique de ce que nous considérons comme pouvant intéresser le public. C'est d'ailleurs ce que tout le monde fait tous les jours. Je ne pourrais en dire plus long à ce sujet.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Voici ma dernière question et, je le crois, elle doit s'adresser tant à M. MacPherson qu'à M. Phillips. Il s'agit de ce que l'on appelleraît la méthode de reportage du subliminal—c'est là le terme technique—je donnerais comme exemple la chaise vide, le député somnolant, le bâillement, les grattements du corps etc., et tous ces gestes inconscients qui se passent...

Mr. Packham: L'essence même de la vie.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, je sais, c'est comme ce bâillement mal réprimé pendant que quelqu'un fait un discours intéressant et il ne vous reste qu'à jeter le discours aux ordures, il ne vaut plus rien.

M. Phillips: Je crois, monsieur Lambert, qu'il faut faire confiance aux opérateurs de caméra et aux personnes qui font des reportages de télévision de la même façon qu'on fait confiance aux autres journalistes, et il n'y a pas de doute que ces personnes accompliront leur tâche avec impartialité et bon goût.

Je ne dirais pas que si quelqu'un dort en plein milieu d'un des débats les plus acharnés de l'histoire de la Chambre des communes que ce fait ne passera pas inaperçu. Je crois, qu'en ces circonstances, il serait fort extraordinaire qu'un député soit tellement indifférent au sort du pays qu'il tombe complètement endormi. De toute façon, je pense qu'il s'agit là d'un problème fort peu important, à savoir même qu'il y a là un problème.

Chaque jour, nous prenons des photos de personnes sous diverses optiques, dans diverses situations, et je ne crois pas que l'on nous accuse de mettre ces personnes dans une situation embarrassante ou de ne pas faire preuve de bon goût ou que l'on nous accuse d'exagérer. Je suis bien certain que ce seront les mêmes façons de procéder qui auront cours lorsque nous serions appelés à téléviser les délibérations parlementaires.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais il s'agit ici de débats parlementaires—n'oubliez pas que vous avez affaire à des gens qui doivent prendre des décisions, qui ont des contacts avec votre moyen d'information, et qui sont directs dans leur façon d'agir tout le temps. Vous n'êtes pas un reporter utilisant une caméra vagabonde. Si vous étiez dans la

[Text]

this sort of thing, it becomes just a roving camera.

[Interpretation]

[Interpretation]

[Interpretation]

Chambre avec des caméras équipées d'un objectif à focale variable et tout ce genre de chose, ceci deviendrait simplement une caméra mobile.

Mr. MacPherson: It would seem to me though, Mr. Lambert, that under the ground rules which we are all operating under at present, where we would have two, three or five cameras within the Chamber itself, the recommendation that we have made, and the recommendation that the CBC has made is that the producer-director will be on the staff of the House of Commons, and it would be placed in his responsibility to show what was actually happening in the House, to his best judgment.

In other words, the editorial control of the cameras would be in the hands of the Speaker of the House, through whoever is actually operating the equipment within the Chamber itself.

- 1640

Mr. Lambert (Edmonton West): That is a responsibility that you would foresee within the hands of the Speaker.

Mr. MacPherson: That is correct; within the House of Commons itself.

Mr. Lambert (Edmonton West): We have not consulted the Speaker about this.

Mr. MacPherson: No.

Mr. Packham: Mr. Chairman, I should point out that this recurrent theme of control by the Speaker or the House of Commons itself has run through the submissions of all three groups—certainly the Corporation and our own.

Mr. St. Pierre: An interesting point arose in my mind from Mr. Deachman's questions, Mr. Chairman. Is it not in the power of a committee at this moment, specifically this one, to decide to permit a television camera in here? A committee is master of itself, is it not?

The Chairman: Well, I am not giving a formal legal ruling but after consultation with the officials of the House, the best judgment appears to be that this is not a prerogative of a committee or a committee chairman. At the very least it would require the concurrence of the Speaker, and I believe the way the Speaker views the matter it would

M. MacPherson: Il me semble cependant, monsieur Lambert, qu'en vertu des règlements de base qui nous régissent tous à l'heure actuelle, et qui prévoient deux, trois ou cinq caméras à l'intérieur de la Chambre elle-même, nous avons recommandé—et la Société Radio-Canada a recommandé—que le réalisateur-directeur fasse partie du personnel de la Chambre des communes, et que ce dernier assume la responsabilité de faire téléviser ce qui se passe réellement à la Chambre et ceci en faisant preuve de son jugement le plus éclairé.

En d'autres termes, l'opérateur des caméras, devra se plier aux directives de l'Orateur de la Chambre en ce qui concerne le montage des prises de vue du reportage, dans la Chambre même.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous verriez cette responsabilité dans les mains de l'Orateur.

M. MacPherson: C'est exact; au sein de la Chambre des communes elle-même.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Nous n'avons pas demandé l'avis de l'Orateur à ce sujet.

M. MacPherson: Non.

M. Parkham: Monsieur le président, je ferai remarquer que ce sujet constamment ramené du contrôle que doit exercer l'Orateur ou la Chambre des communes a été répété dans les exposés que nous ont fait les trois groupes qui se sont présentés—de toute façon dans le cas de la Société Radio-Canada et dans notre cas.

M. St-Pierre: Il ressort, pour moi, des questions qu'a posées M. Deachman, monsieur le président, un point intéressant. Est-ce qu'un Comité du genre de celui qui siège en ce moment n'aurait pas le pouvoir de décider si une caméra de télévision peut entrer dans la salle où il siège? Le Comité est maître chez lui, n'est-ce pas?

Le président: Je ne pourrais prendre une décision officielle à ce sujet mais, après avoir consulté les fonctionnaires de la Chambre, il semble que ce n'est pas là une prérogative d'un Comité ou d'un président de Comité. Il faudrait, au minimum, qu'il y ait accord de la part de l'Orateur, et, il me semble, dans l'optique, où l'Orateur voit cette question, qu'il

[Texte]

require the concurrence of the House, but I hesitate to attribute that specific view to him.

Mr. St. Pierre: This was a question, by the way, Mr. Chairman...

The Chairman: I am advised that the Speaker has expressed this view in writing to the Chairman of the Broadcasting Committee.

Mr. St. Pierre: I wanted to pursue this matter a little which has been dealt with particularly by Mr. Phillips on the role of television. Mr. Phillips I imagine would agree and I imagine all witnesses would agree that you three are in the business of selling a commodity to the public which is news and comment, as the case may be.

Mr. MacPherson: I do not think that we are in the business of selling a commodity to the public; we are in the business of serving the public by providing information to them.

Mr. St. Pierre: And you do not mind whether they pay for it or not?

Mr. MacPherson: We mind certainly if our advertising pays for the services we supply them. But this is no different from a newspaper or magazine or any other medium, for that matter.

Mr. St. Pierre: Oh, I am not suggesting it is different but I am asking whether you are suggesting that your interest in serving the public is entirely magnanimous, or would you like CTV to also make a profit?

Mr. Packham: Well, certainly, Mr. Chairman, certainly the profit motive enters into our calculated scale of operations. But in news information in public affairs programming, I can assure you that in CTV, and I presume many other networks—I could not speak for CBS or NBC—they are in fact loss leaders. Inherent in our licence is a duty to bring to the people first the news as we see it to the best of our ability, and I can assure you that at CTV this is not a profitable operation. We recover some money from advertisers but on news features and information programs we have run at a loss every fiscal year.

Mr. St. Pierre: Actually, is it correct that you accept it as a loss leader? I suggest the

[Interprétation]

faudrait l'accord de la Chambre, mais j'hésite à faire ces dernières déclarations au nom de l'Orateur.

M. St-Pierre: C'était là une question, entre parenthèses, monsieur le président...

Le président: On me dit que M. l'Orateur a exprimé cet avis par écrit et qu'il l'a fourni au président du Comité de la radiodiffusion.

M. St-Pierre: J'aimerais poursuivre la question qu'a traitée particulièrement M. Phillips, un peu plus loin, à savoir celle du rôle de la télévision. Je pense que M. Phillips et tous les témoins seraient d'accord pour dire que tous les trois, vous êtes des organismes qui veulent vendre un produit au public, en l'occurrence, les nouvelles et les commentaires selon le cas.

M. MacPherson: Je ne crois pas que nous nous adonnions au commerce d'une vente de marchandise au public. Notre travail est de fournir au public un service qui est celui de le renseigner.

M. St-Pierre: Et cela vous est égal si ce dernier paie ou ne paie pas pour ce service?

M. MacPherson: Très certainement, si notre publicité compense pour les services que nous fournissons au public. Mais notre situation n'est pas différente de celle des journaux ou des magazines ou de tout autre moyen de diffusion si on la considère dans cette optique.

M. St-Pierre: Je ne prétends pas que votre situation soit différente, mais je voudrais savoir si vous prétendez que lorsque vous servez le public, vous le faites d'une façon entièrement gratuite ou si, comme la CTV, vous désirez aussi en tirer un profit?

M. Packham: Très certainement, monsieur le président, la motivation du profit entre dans le calcul de nos opérations. Mais en ce qui concerne les nouvelles, la programmation des affaires publiques, je puis vous certifier que la CTV et je le suppose bien d'autres réseaux—je ne pourrais parler au nom de CBS ni de NBC—it s'agit en fait d'émissions déficitaires. Le permis d'exploitation dont nous disposons nous oblige, par son essence même, à retransmettre tout d'abord aux gens les nouvelles telles que nous les voyons, au mieux de nos possibilités, et je puis vous assurer qu'en ce qui concerne la CTV ce n'est pas une opération rentable. Nous recouvrons certaines sommes de la part des annonceurs mais en ce qui concerne les nouvelles et les programmes d'information, nous subissons une perte chaque année financière.

M. St-Pierre: En fait, est-ce que vous prenez ceci comme une opération à perte? Je

[Text]

CRTC would close you down if you refused to carry news. It is hardly your choice.

Mr. Packham: Very definitely, Mr. Chairman, that is an exact position to take. We would be derelict in our duty if we did not carry a certain percentage of our programming in that category.

Mr. St. Pierre: Well, then, being more precise and accepting that you have in effect a loss leader in news perhaps in public comment—I do not recall if you included that or not.

Mr. Packham: Yes, we were including public affairs documentaries and so forth.

Mr. St. Pierre: It would nevertheless be true that you seek to get a good listening audience. It would be your objective...

Mr. Packham: Very definitely.

Mr. St. Pierre: ...to corral as much of that audience as possible.

Mr. Packham: A strong audience is always a source of pride for us.

Mr. St. Pierre: You are not selling a package to the public; you are purveying it and you are trying to give them as good a package as you can, I am sure.

Mr. Packham: Exactly.

Mr. St. Pierre: Then this leads in...This is where the remarks of Mr. Phillips interest me particularly, because of your comparison of your medium with print. In television, the visual quality is extremely important, is it not?

Mr. Packham: Precisely. Excuse me, you are asking Mr. Phillips?

Mr. St. Pierre: Any one. I really do not mind who answers.

Mr. Packham: We would all agree, yes.

Mr. St. Pierre: Whereas in print, while the man dealing with print is also purveying information and comment to the public and seeing as large a public as he can get, he is using a medium which is essentially different, is it not, in that print has little or no visual quality.

[Interpretation]

suppose que le CRTC vous ferait fermer boutique si vous refusiez de fournir les nouvelles. Vous n'avez guère le choix.

M. Packham: Il n'y a pas de doute, monsieur le président, qu'il nous faut faire cela. Nous serions des renégats si nous ne conservions pas un certain pourcentage de notre programmation à ces reportages.

M. St-Pierre: Par conséquent, pour préciser, disons que vous acceptez cette situation de faire, en fait, des émissions à perte du côté nouvelles et peut-être du côté commentaires publics—je ne me souviens pas si vous aviez inclus ces derniers ou non.

M. Packham: Oui, les documentaires sur les affaires publiques etc.

M. St-Pierre: Cependant, il n'est pas moins vrai que vous cherchez à obtenir le plus de téléspectateurs possibles. Votre objectif serait donc...

M. Packham: Très certainement.

M. St-Pierre: ...d'attirer le plus grand nombre de téléspectateurs possible.

M. Packham: Un auditoire important est toujours pour nous une source de fierté.

M. St-Pierre: Vous n'essayez pas de vendre à votre public un ensemble de programmes; vous les lui fournissez et vous vous efforcez de lui fournir des émissions aussi bonnes que possible, j'en suis certain.

M. Packham: Exactement.

M. St-Pierre: Ceci nous conduit donc...C'est ici que les remarques de M. Phillips prennent tout leur sens à mon avis, du fait de votre comparaison entre votre moyen d'information et la presse écrite. A la télévision, la qualité visuelle est d'une extrême importance, n'est-ce pas?

M. Packham: C'est tout à fait exact. Excusez-moi, je crois que vous posez la question à M. Phillips?

M. St-Pierre: A l'un des témoins, cela importe peu.

M. Packham: Nous sommes tous d'accord à ce sujet, oui.

M. St-Pierre: Alors que dans ce qui est imprimé, le rédacteur fournit comme nous, des renseignements et des commentaires au public et qu'il s'efforce d'atteindre le plus grand public possible, ce dernier ne peut compter que peu ou pas du tout sur la qualité visuelle de ces imprimés.

[Texte]

• 1645

Mr. Packham: But I would suggest he has layout techniques that are available to him within the body of the newspaper that might enhance the readership of the article...

Mr. St. Pierre: I included that under the word "little". I should not have said "no", but little.

Mr. MacPherson: Well, perhaps we should ask Bruce to comment on this. He has worked for both papers and television.

Mr. Phillips: I have to agree with you, Mr. St. Pierre, that there is a distinct difference. A written story is not the same thing as a visual story. You are quite right. A written story is capable of a good deal of interpolation and selectivity that is not available to a picture unless one does a good deal of editing on the picture itself to present something other than what the picture showed at the time it was taken. So a television picture suffers all the virtues of truth and exact accuracy and all the hazards of it.

Mr. St. Pierre: I would certainly challenge you on that, but proceed.

Mr. Phillips: Well, it is different in that respect. If we take a picture of this committee room then the viewer sees it exactly the way it is and not through the eyes of a second party. There is that distinct difference between print and television. That is the difference that I have found myself, having moved from print to picture. The descriptive work that I did as a writer I no longer really do because the picture does that work for me.

Mr. St. Pierre: Of course, Mr. Phillips, to go back to Mr. Lambert's suggestion, if while you were talking here and assuming that a television camera were in the room and I were holding my nose and the camera were on me, it would be quite a comment on you and it would scarcely be a true accuracy, would it?

Mr. Phillips: Well, one would presume that you were holding your nose because you did not like what I was saying and in that sense it would be a perfectly accurate depiction.

[notons que c'est]

[Interprétation]

[pas]

M. Packham: Je dirais qu'il dispose cependant de techniques de présentation dans le cadre du journal qui lui permettent de mettre son article en valeur afin que le lecteur...

M. St-Pierre: J'ai prévu, inclus, cette dernière considération lorsque j'ai dit précédemment: «compter que peu...sur la qualité...». Je n'aurais pas dû ajouter: «ou pas du tout».

M. Macpherson: Peut-être devrions-nous demander à Bruce de faire ses commentaires à ce sujet. Il a travaillé dans le journalisme et à la télévision aussi.

M. Phillips: Je dois vous concéder, monsieur St-Pierre, qu'il y a là une différence très nette. Une histoire écrite n'a pas la même saveur qu'une histoire retransmise par la télévision. Le reportage écrit peut faire l'objet de beaucoup d'interpolation et le lecteur peut choisir de l'interpréter à sa façon; ce n'est pas le cas pour une image de télévision à moins que cette dernière ait fait l'objet d'un montage très élaboré pour donner quelque chose de différent de ce qui avait été pris à l'origine. Par conséquent, l'image donnée par la télévision a tous les défauts ou les vertus de ce qui est exact et vrai, ainsi que les risques qui en résultent.

M. St.-Pierre: Je pourrais certainement contester ce que vous venez de dire, mais continuez.

M. Phillips: Il y a là une différence. Si nous faisons une prise de vue de cette salle de Comité, alors le téléspectateur voit exactement ce qu'il en est, non pas quelque chose qui a été vu par quelqu'un d'autre. C'est cette différence que j'ai constaté moi-même lorsque je suis passé de l'imprimé à l'image. Le travail descriptif que je devais accomplir en tant que rédacteur, je n'ai plus à le faire car c'est l'image qui maintenant le fait pour moi.

M. St-Pierre: Naturellement, monsieur Phillips, pour en revenir à l'idée de M. Lambert, supposons que pendant que je parle ici, vous vous trouviez avec votre caméra de télévision dans la salle et que je tenais mon nez au moment où vous braquiez votre caméra sur moi, vous feriez tout un commentaire à ce sujet et il serait difficile de dire qu'il s'agirait d'un commentaire précis et exact, n'est-ce pas?

M. Phillips: En fait, on pourrait supposer que vous vous tenez le nez parce que vous n'aimez pas ce que je vous dis et, en ce sens, la description serait parfaite.

[Text]

Mr. St. Pierre: No, no, no, it might not be. On the contrary, it might be a bit of pure playacting by me.

Mr. Phillips: Well, all right.

Mr. St. Pierre: Therefore the representation would not be accurate. I would be an actor purveying an inaccurate suggestion to the public.

Mr. MacPherson: Again though I think you have to allow the judgment of the editor of the material in putting it together to make that judgment in exactly the same way as a newspaper reporter reflecting what is happening in the committee would make that same judgment. And we do have techniques which allow us to put the material together to give an accurate reflection of what the editor feels happens in that committee.

Mr. St. Pierre: Possibly with this exception. I am sure you are not interested in having cameramen or editors who ignore visual impact. You would consider them to be rather inadequate as staff, would you not? You want people to understand the use of camera and to understand the value of a visual as well as an audio presentation.

Mr. MacPherson: Certainly we are looking for people who have training to get the best visual impact from whatever they are working on. But I do not think that we sacrifice our editorial judgment in that respect. I think if we did we would be derelict in our duty.

Mr. St. Pierre: But your editorial judgment must be within the framework of the medium which you have, and the medium which you have is visual. And I suggest to you the visual picture is not necessarily the most accurate one.

Mr. Phillips: I think I know what you are talking about here, Mr. St. Pierre. Let me try to draw this in a hypothetical case. If I were giving evidence in front of this Committee and you were consistently hamming it up and holding your nose and making all sorts of theatrical gestures, I think it would then become incumbent upon the editorial judgment of the man who was doing that story to make the decision whether what you were doing was meaningful. If he did and thought it was a fair part of the presentation of the story I think it would probably be included. If, on the other hand, he decided that this was mere ham acting and was not germane to the story being covered, he would not. In other

[Interpretation]

M. St-Pierre: Non, non, non, il se pourrait bien que ce soit faux. Au contraire, il se pourrait que je joue simplement la comédie.

M. Phillips: Bon, d'accord.

M. St-Pierre: Par conséquent, la description ne serait pas exacte. Je jouerais le rôle d'un acteur qui essaie de faire croire au public quelque chose d'inexact.

M. MacPherson: A nouveau, je crois qu'ici il faut faire confiance à la personne qui fait le montage du document de la même façon que l'on fait confiance aux journalistes qui font le reportage de ce qui se passe dans les Comités. Nous avons des techniques qui nous permettent de réunir les documents qui donnent une idée exacte de ce que le monteur pense être ce qui s'est passé au cours de cette séance.

M. St-Pierre: Peut-être avec cette exception. Je suis certain que vous voulez avoir des opérateurs de caméra et des monteurs qui n'ignorent pas les répercussions que peuvent avoir les images. Si cela n'était pas le cas, ils ne feraient pas partie de votre personnel. Vous voulez un personnel qui comprend l'utilisation de la caméra et la valeur d'une représentation aussi bien visuelle que sonore.

M. MacPherson: Il n'y a pas de doute que nous recherchons des gens qui ont une formation leur permettant de tirer le meilleur parti de l'effet visuel, quels que soient le sujet de leur travail. Mais je ne crois pas que nous abandonnions notre jugement au moment du montage. Si nous ne faisions pas preuve de jugement, nous trahirions notre mission.

M. St-Pierre: Mais votre jugement au point de vue montage doit se faire dans le cadre du moyen d'information dont vous disposez et c'est un moyen visuel. Je me permettrais de vous dire que les images ne sont pas nécessairement le moyen le plus précis qui existe.

M. Phillips: Je crois comprendre de quoi vous parlez, monsieur St-Pierre. Pour vous donner un exemple hypothétique. Supposons que je sois ici en train de témoigner devant le Comité et que, continuellement, vous faisiez le cabotin, que vous teniez votre nez et faisiez toutes sortes de gestes, il me semble alors que ce serait le travail du monteur du reportage de cette séance de décider si la façon dont vous vous comportiez avait une importance. S'il pensait que ceci devait être, à juste titre, inclus dans l'histoire, il l'inclurait. Si, d'autre part, il décidait qu'il ne s'agissait que de cabotinage n'ayant pas de rapport avec l'histoire, il ne les inclurait pas dans son reportage. En d'autres termes, le monteur, ferait

[Texte]

words, he would apply the same judgment to the use of the picture that the writer would apply to the use of the word.

In the case of a system where newspapers, television stations and radio stations operate freely, I think you have to place a certain amount of reliance upon the good judgment of the editors who work in each of those mediums and assume that they are going to be fair.

Mr. St. Pierre: Admittedly this is the assumption that has to be made, but I am endeavouring for the purposes of this meeting to make sure we all understand the framework within which these judgments are made. Incidentally, it is not necessary to suggest that there be, in the case of Parliament, political bias or, in the case of individuals, animosity among the television producer, the cameraman and the person involved. I am thinking of the impulse, which I am sure you train into your staff, to find things that are good visually.

Mr. Phillips: We are trained to cover stories, Mr. St. Pierre, as well as we can, as fairly as we can and in as balanced a fashion as we can. I do not think we would use a picture purely for its visual impact if, in fact, the use of that picture were to distort the meaning of the story. That is the best answer I can give you.

Mr. St. Pierre: Leaving aside for the moment the question of news coverage which is frequently brief and staccato and, of course, extremely varied—we are in Viet Nam one moment and in the corridors of Parliament the next—let us take longer documentary broadcasts which I think would probably interest your group as a secondary effect of this. Have any of you seen a documentary which was devoid of camera comment, which did not enlarge on some aspects of the story and diminish others?

Mr. MacPherson: No, we have not. Again, that comes back to the training. I think the training we give our staff is such that we tend to use the visual impact to carry the story. We tend to use the visual camera to carry the story. We might have a comment by someone and then go out and take the pictures, which would back up that comment and show the comment. So I would agree with you. I have seen some documentaries that certainly do not use visual comment, but generally they are bad documentaries. I think

[Interprétation]

[Texte]

preuve du même jugement lorsqu'il utiliserait ses images que le rédacteur lorsqu'il utilise sa plume.

Dans l'optique d'un régime où les journaux et les stations de télévision et de radio fonctionnent librement, je crois qu'il vous faut faire confiance, jusqu'à un certain point au jugement éclairé des monteurs ou des rédacteurs qui travaillent dans chacun de ces moyens d'information et admettre que ceux-ci sauront se montrer équitables.

M. St-Pierre: Il faut admettre cette hypothèse, mais je veux m'assurer que nous comprenons tous dans quel cadre ces jugements sont portés. Incidemment, il n'est pas nécessaire de penser qu'il puisse y avoir, dans le cas du Parlement, des préjugés politiques ou, dans le cas des individus, de l'animosité parmi les réalisateurs de télévision, les opérateurs de caméra et la personne en cause. Je ne parle ici que de la motivation que vous donnez certainement à votre personnel, lorsque vous l'entraînez, à trouver ce qui est bon au point de vue visuel.

M. Phillips: Nous sommes entraînés à faire le reportage des nouvelles, monsieur St-Pierre, de la meilleure façon possible et de la façon la plus équitable et la plus équilibrée qui soit possible. Je ne pense pas que nous nous servirions d'une image frappante si, en fait, elle déforme le sens des nouvelles que nous voulons téléviser. C'est là, la meilleure réponse que je puis vous donner.

M. St-Pierre: En laissant de côté pour le moment cette question du reportage des nouvelles qui bien souvent est fait d'une façon brève et saccadée et, naturellement, très variée—nous sommes dans les corridors du Parlement une seconde, et ensuite nous nous retrouvons au Vietnam—mais examinons les émissions documentaires plus importantes qui, je le crois, intéresseraient probablement votre groupe en deuxième lieu. Avez-vous jamais vu un documentaire qui n'était pas accompagné d'images qui grossissaient quelque aspect de l'histoire et diminuaient certains autres?

M. MacPherson: Non. A nouveau, nous revenons ici à la question de la formation. Je crois que la formation que nous donnons à notre personnel est telle que celui-ci apprend à se servir du choc provoqué par les images pour faire comprendre l'histoire. Nous pouvons par exemple avoir un commentaire de quelqu'un, puis nous rendre sur place et faire des prises de vue qui illustreront ces commentaires. Je suis donc d'accord avec vous. J'ai vu certains documentaires qui n'étaient pas accompagnés d'images, mais généralement

[Text]

if you are making a good documentary you must, in all cases, use the visual camera as much as you can.

Mr. St. Pierre: There may be others who want to ask questions, so I hope I am not going on too long.

The Chairman: Excuse me. We have just been advised that there is a gas leak in the Vanguard Building where the recording apparatus is located and as of now the recording has stopped. I wonder if we could continue. Our Clerk, Mr. Kirby, is with us and perhaps he could take some notes on the meeting.

Mr. St. Pierre: I am afraid I must pursue another hypothetical question and it is unfortunate that we have to deal so much in hypothesis, but we are dealing with something that does not exist in Parliament. Again I am asking Mr. Phillips. I am making the assumption here—and I do not know what your views are—that you would agree with me that Joseph McCarthy was not good for the health of the American political system. Perhaps you disagree with me in that.

Mr. Phillips: That is a very complicated subject, Mr. St. Pierre. If you are asking me my own personal opinion that is one thing, but if you are asking me whether it was healthy for the American political system that is something else.

Mr. St. Pierre: You feel it might have been?

Mr. Phillips: Well, I do recall that the United States Senate ultimately agreed on a vote of censure against Senator McCarthy and repudiated his tactics. One could argue, I think, that the fact that the McCarthy hearings took place and what transpired subsequently was a cleansing operation on the American political system.

Mr. St. Pierre: I admit it is a difficult question, Mr. Phillips, but what I was leading up to is how would you, as a responsible television journalist, now deal with a rising McCarthy in this House? Quite clearly the American television networks did not, at the time. While it may be true that the monster they created they eventually destroyed, it took five years and, voicing my opinion, did a hell of a lot of harm in the United States. How would you deal with such a person? How could you ignore him? He was a hard

[Interpretation]

il s'agit de mauvais documentaires. Je crois qu'il n'y a pas de bon documentaire sans images.

M. St-Pierre: Il y a peut-être d'autres personnes qui veulent poser d'autres questions, aussi j'espère que je n'ai pas parlé trop longtemps.

Le président: Veuillez m'excuser, mais on nous prévient qu'il y a eu une fuite de gaz à l'édifice Vanguard où se trouve le matériel d'enregistrement et que cet enregistrement est arrêté pour l'instant. Je me demande si nous pouvons continuer. Notre greffier, M. Kirby, se trouve ici et peut-être qu'il pourrait prendre quelques notes sur la séance.

M. St-Pierre: Je crains de devoir présenter une autre hypothèse et il est fort malheureux de devoir faire appel à des hypothèses, mais nous traitons ici de quelque chose qui n'existe pas au Parlement. Je poserais la question à nouveau à M. Phillips. Je suppose que vous serez de mon avis pour dire que M. Joseph McCarthy était néfaste au régime politique américain. Peut-être, n'êtes-vous pas d'accord avec moi à ce sujet.

M. Phillips: Il s'agit là d'une affaire bien compliquée, monsieur St-Pierre. Si vous me demandez mon avis personnellement, il s'agit là d'un aspect de la question, mais si vous me demandez si cette affaire était saine dans le contexte de la politique américaine, il s'agit là d'une toute autre question.

M. St-Pierre: Vous croyez que c'est possible?

M. Phillips: Autant que je puisse m'en souvenir, le Sénat américain a, en fin de compte, voté une motion de censure à l'égard du sénateur McCarthy et a rejeté ses façons de procéder. Je suppose qu'on peut contester que les audiences qui ont eu lieu au sujet de l'affaire McCarthy et que ce qui en est ressorti ont pu servir d'opération de nettoyage du régime politique américain.

M. St-Pierre: J'admettrai qu'il s'agit là d'une question compliquée, monsieur Phillips, mais je voudrais en venir à ceci: comment vous, à titre de journaliste de télévision raisonnable traiteriez-vous la montée d'un homme comme McCarthy à la Chambre des communes? De toute évidence, la télévision américaine ne l'a pas fait. Bien qu'il soit vrai que le monstre qui a été créé a été détruit par la suite, il a fallu cinq années pour le faire et il en est résulté énormément de conséquences pour les États-Unis. Comment traiteriez-vous un cas

[Texte]

man to ignore.

si un sens et, ainsi qu'il peut en être accordé

Mr. Phillips: I do not think Senator McCarthy could have been ignored at the time, nor could he be ignored now, but I would have sufficient faith in the reportorial skills of the people who work here every day to go into all the facets of Senator McCarthy's operation and produce the information upon which the Canadian public could make a reasoned judgment.

Mr. St. Pierre: How would you, as a television reporter, get this balanced view of McCarthy across to the Canadian people?

Mr. Phillips: When you say a "balanced view" it is easy to explain to the public, when necessary, where we are not able to get the facts and why.

Mr. St. Pierre: Assuming Washington contained people as skillful as you are, and as experienced and as dedicated to their work as you are, why did they fail to do this for so long?

Mr. Phillips: I am not sure I agree with that assumption, Mr. St. Pierre. The McCarthy experience—I was not present in Washington at the time; I went there later on—was, I think, something new to the American people. They had not had an experience quite like that before. Television itself was fairly new in the United States at the time, if I am not mistaken. I think it took them a little while to develop their reportorial skills to the point where they could handle that particular type of problem. The Senator, after all, operated with a great deal of privilege, with all the prestige and power of his office. It is not in the normal experience, I venture. I am giving this as all my own personal opinion.

Mr. St. Pierre: That is all I am asking for.

Mr. Phillips: I do not think they were prepared. The Senator, by the very nature of his office, was a man who was not drawn into saying the kinds of things that Senator McCarthy was saying with the purpose that Senator McCarthy said them without having a degree of accuracy behind his charges. It took a good deal of time to understand differently. I think the science or craft of reporting

[Interprétation]

[Interprétation]

semblable? Comment pourriez-vous l'ignorer? On ne pouvait facilement l'ignorer.

M. Phillips: Je ne crois pas que le sénateur McCarthy aurait pu passer inaperçu à l'époque, ni qu'il aurait pu passer inaperçu actuellement, mais je suis prêt à accorder suffisamment de confiance à la compétence des journalistes pour croire que ces derniers examineront tous les aspects de cette affaire du sénateur McCarthy et nous donneront des renseignements convenables qui permettraient aux Canadiens de juger raisonnablement de la question.

M. St-Pierre: Comment pourriez-vous, à titre de journaliste de télévision, transmettre ce point de vue équilibré sur l'affaire McCarthy aux Canadiens?

M. Phillips: Lorsque vous parlez «de point de vue équilibré», il est facile d'expliquer au public, au besoin les raisons pour lesquelles à certains moments, nous ne pouvons nous procurer les faits en cause.

M. St-Pierre: En supposant qu'à Washington, il y avait des gens aussi compétents, aussi expérimentés et aussi dévoués à leur tâche que vous l'êtes, comment se fait-il que pendant si longtemps ils aient failli à leur tâche?

M. Phillips: Je ne suis pas certain de pouvoir être d'accord avec vous, monsieur St-Pierre. L'expérience de l'affaire McCarthy—je n'étais pas d'ailleurs là, à Washington à cette époque, je m'y suis rendu plus tard—était, je le crois, une expérience nouvelle pour les Américains. La télévision elle-même venait d'arriver récemment en quelque sorte sur le marché aux États-Unis, si je ne me trompe. Je crois qu'il leur a fallu un certain temps pour mettre au point ces compétences au point de vue reportage qui leur auraient permis de traiter convenablement ce genre d'affaire. Après tout, le sénateur avait à sa disposition bien des immunités, tout le prestige et l'autorité que lui conférait son poste. Ce n'est pas là une affaire ordinaire. C'est là mon avis personnel.

M. St-Pierre: C'est tout ce que je demande.

M. Phillips: Oui, je le sais. Je ne crois pas qu'on était prêt à faire face à une telle cause. Le sénateur, par la nature même de ses fonctions, n'était pas le genre de personne qui allait faire des déclarations du genre de celles que le sénateur McCarthy a faites avec les intentions dans lesquelles le sénateur McCarthy les faisait, sans qu'il y ait quelque genre d'exactitude

[Text]

has advanced a good deal in the last 15 years. I just do not think that a McCarthy could happen again. The average reporter today is much more skilled and he is inclined to look much harder at the statements that people make. I personally do not think it could happen again.

[Interpretation]

sousjacente à ses accusations. Je crois qu'il a fallu pas mal de temps pour comprendre les choses d'une façon différente. Je pense que la science du reportage a fait, depuis ces quinze dernières années, bien des progrès. Je ne crois pas qu'un personnage du genre de M. McCarthy pourrait être créé à nouveau. Le journaliste moyen de nos jours est beaucoup plus expérimenté et il a tendance à passer plus au crible les déclarations des gens. Personnellement, je ne crois pas qu'une telle situation pourrait se reproduire.

[extraT]

Mr. Packham: Could I express my own personal opinion here too? Is it really up to the news media or video to contain or even put down men like McCarthy? Is it not up to the system itself? The media are a part of it, but that is all.

M. Packham: Me permettez-vous aussi de donner mon avis personnel? Est-ce que c'est au moyen des nouvelles ou de la télévision qu'il faut limiter ou même détrôner des gens comme McCarthy? Il me semble que c'est plutôt au régime politique de s'en occuper. Le moyen d'information fait partie de ce régime, mais c'est tout.

Mr. Otto: Mr. Chairman, I am not clear on what Mr. St. Pierre is getting at. Is he saying that the television medium in connection with McCarthy should have used some sort of judgment not to televise, or are you saying, Mr. St. Pierre, that it was the television medium that created McCarthy? What is it you are trying to get at?

M. Otto: Monsieur le président, je ne suis pas bien certain d'avoir compris ce que M. St-Pierre voulait prouver. Veut-il dire que la télévision aurait dû, dans le cadre de l'affaire McCarthy, servir comme une sorte de tribunal et décider de ne pas téléviser l'affaire ou voulez-vous dire, monsieur St-Pierre, que c'était la télévision qui avait créé le personnage de McCarthy? Qu'est-ce que vous voulez dire?

Mr. St. Pierre: Just a second. Do not forget that TV made McCarthy.

M. St-Pierre: Un instant, vous oubliez que c'est la télévision qui a créé McCarthy.

Mr. Packham: It was the televising of the Army-McCarthy hearings that brought about McCarty's downfall.

M. Packham: C'était le reportage télévisé des audiences McCarthy qui a amené sa chute.

Mr. Deachman: The Senate dealt with the question even though it took 5 years to do so. He was doing things which other Congressmen would not dare to do. The coverage certainly liked his ability to do the things he was doing. Can we criticize the coverage or should we be levelling our criticism at the House that was unable to come to grips with him?

M. Deachman: Le Sénat a traité de cette affaire même s'il lui a fallu cinq ans. M. McCarthy avait pris des mesures qu'aucun autre membre du Congrès n'aurait osé prendre. Il n'y a pas de doute que le reportage de cette affaire a aidé McCarthy. Pouvons-nous accuser ce reportage ou devons-nous restreindre nos critiques et les faire porter sur la Chambre qui n'avait pas été capable d'arrêter les agissements de McCarthy?

Mr. Otto: I am not quite clear on this, Mr. St. Pierre. It would seem to me that the concern in the House of Commons and by the members of Parliament is to ensure that the reporters do not introduce any judgment; that they do not introduce policy or comments which might slant towards the government, the opposition or Parliament itself. Now I understand, Mr. St. Pierre, that the idea seems to be that you also want the television people to be judges of what should or should not be. Suppose we did have another McCarthy. Would it be your idea that televi-

M. Otto: Je ne comprend pas très bien, monsieur St. Pierre. Il semblerait que la Chambre des communes et les députés devraient avoir à cœur de s'assurer que les journalistes ne fassent aucun jugement, ne présentent pas de politique ou de commentaires qui s'adresseraient d'une façon tendencieuse au gouvernement, à l'opposition ou au Parlement lui-même. D'un autre côté, je crois comprendre, que vous demandez au personnel de la télévision de se faire juger de ce qui devrait être ou ne pas être. Supposant que nous ayons un autre McCarthy. Pensez-vous

[Texte]

sion should not cover him, should it exercise certain judgments?

Mr. St. Pierre: Are you referring to inside the House or outside? There is a difference here.

The Chairman: Gentlemen, excuse me I think we have a few minutes before we go. We are going to have to discuss some of these things. I can put a question of the type which has been asked before, having to do with the sort of inherent editorial capability of television. Some members at previous meetings have said that the television camera angle and the very way the picture of a speaker is taken can reflect some editorial comment. This has occupied the minds of some our members. Is this a realistic possibility?

Mr. MacPherson: It would depend on what the angle of the camera is, what the lighting capabilities are, the way the speaker postures or moves. This can certainly have some effect on what comes across on the screen. That is the reason we feel that the control of the camera and the shooting of anything within the chamber itself and, quite frankly, perhaps even within Committee, should really be in the hands of the House of Commons itself.

There is no way within the Chamber—and I am fairly familiar with it, having worked on various programs from there, on openings of Parliaments et cetera—where you can get the perfect angle or the perfect lighting on every member of the House unless you had perhaps as many as 10 camera. It is just an impossibility.

Certainly what you suggest is a possibility, and that is why we are recommending that the shooting of it be within the control of the House and that the people working on the production be members of the staff of the House of Commons.

Mr. Lambert (Edmonton West): Unless it is a continuous operation, this can be juggled by the man who is in charge. Let us take a hypothesis. Let us say your network were having the facilities in; there is no doubt that you are not going to take everything. You are going to have your reporter, say Mr. Phillips or one of his associates, just signal the cameraman: "Now," or he wants this, you see.

"Now, if he wants this, you see, it's his business to buy it, and I don't see why he can't do so."

[Interprétation]

que la télévision devrait porter des jugements s'il faut, oui ou non, faire des reportages à son sujet?

M. St-Pierre: Voulez-vous dire à l'intérieur ou à l'extérieur de la Chambre? Il y a une différence.

Le président: Messieurs, il ne nous reste que quelques minutes. Il va nous falloir étudier certaines de ces questions. Je pourrais poser une question du genre de celles qui ont été posées précédemment ayant trait au genre de compétence au point de vue montage qui est inhérente à la télévision. Certains députés lors de séances précédentes, ont déclaré que l'angle de la caméra de télévision sous lequel les images étaient prises pourrait constituer un commentaire. Certains de nos députés se sont occupés de cette question. S'agit-il d'une possibilité réaliste?

M. MacPherson: Cela dépend de l'angle, de l'éclairage, et de la façon dont se tient ou se déplace l'orateur. Cela peut avoir une influence. C'est pourquoi nous pensons que le fonctionnement de la caméra et la prise de vue de ce qui se passe à la Chambre elle-même, et, tout à fait sincèrement, peut-être même dans les Comités, devraient en fin de compte relever de la Chambre des communes elle-même.

Il n'existe aucun moyen, dans la Chambre elle-même—and je connais fort bien cette dernière pour avoir travaillé là à diverses émissions lors des séances d'ouverture du Parlement etc.—d'obtenir un angle parfait ou un éclairage parfait pour chaque député à moins que vous ne disposiez, peut-être, de dix caméras. Il s'agit là d'une impossibilité.

Il n'y a pas de doute que ce que vous avez indiqué est possible et c'est pourquoi nous recommandons que les prises de vue relèvent de la Chambre et que les personnes qui travaillent à la réalisation soient membres du personnel de la Chambre des communes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): A moins qu'il ne s'agisse d'une opération continue, la personne responsable peut escamoter tout le reportage. Supposons par exemple que votre réseau avait en main l'installation qui se trouve à l'intérieur de la Chambre; il n'y a pas de doute que vous ne ferez pas le reportage de tout ce qui se passe. Vous aurez votre reporter, disons M. Phillips ou l'un de ses collègues, qui donnera le signal au préposé à la caméra: «Commencez!» ou qui donnera les ordres concernant ce qu'il désire que ce dernier prenne comme images.

M. Packham: Il y a, en fait, ici deux questions. La première est la recommandation faite

[Text]

by Bruce, which I agree with, that on an experimental basis perhaps cameras should be allowed within committee rooms. The other thing we are talking about is that coverage within the Chamber itself, and ultimately the coverage within committee rooms, should really be under the power of the House of Commons rather than under the power of any one network or any one station. However, each network and each station would still exercise editorial judgment on what material they put to air, and we would rely on our staff, who we feel are fairly expert, to make correct judgments.

- 1705

Mr. Blair: Gentlemen, I do not know just how much time we have left. I am going to make a suggestion. If it is possible for your Corporation to provide us with estimates—and I would suggest your comments also—on what might be involved in reporting committees by television, it would be helpful. I do not want to suggest something that is going to put you to a terrible amount of expense and effort. It is quite clear we are not going to conclude our deliberations on this before the end of June, but anything of this nature would help us. Had there been more time, I would also like to ask—particularly of Mr. Phillips—questions about another part of our reference which is the arrangements made for reporters for the electronic media in the Parliament Buildings—this is outside the Chamber.

Mr. Phillips: As they exist?

Mr. Blair: As they now exist or how they might exist, under a better arrangement.

Mr. Phillips: If you want a quick answer I will give you one.

Mr. Blair: Yes.

Mr. Phillips: In terms of doing quick interviews immediately following Question Period they are reasonably satisfactory. It is, nevertheless, a restricted arrangement; I think it is unequal. We are the only people operating in Parliament who are confined to one specific area. As a very simple example, the other day the Red Army Chorus was here. Reporters and radio reporters were allowed to be present to witness this but the Speaker, who has jurisdiction over these matters, would not

[notes to self]

[Interpretation]

par Bruce, et avec laquelle je suis d'accord, à savoir qu'à titre expérimental, on pourrait peut-être permettre aux caméras d'entrer dans les salles de Comités. La deuxième question dont nous parlons est que le reportage à la Chambre même et, en fin de compte, au sein même des salles de Comités devrait tomber sous la responsabilité de la Chambre des communes plutôt que sous celle de tout réseau ou de toute station. Toutefois, chaque réseau et chaque station conserveraient le droit de faire des jugements au point de vue préparation et montage, au point de vue des documents à mettre en onde, et nous ferions confiance à notre personnel, qui, nous le croyons, est tout à fait compétent pour porter des jugements équitables.

M. Blair: Messieurs, je ne sais pas de combien de temps nous disposons encore. Je vais présenter une proposition. Si votre société pouvait nous fournir des évaluations—and je dirais aussi des commentaires—sur ce que coûterait le reportage télévisé des délibérations de Comités, cela serait fort utile. Je ne voudrais pas vous demander d'engager de grandes dépenses ou de consacrer de grandes sommes de travail à ce sujet. Il est certain que nos délibérations ne se termineront pas avant la fin de juin, mais toute évaluation du genre nous serait d'un grand secours. Si nous avions disposé de plus de temps, j'aurais demandé, particulièrement à M. Phillips, quelles sont les dispositions qui ont été prises pour que les journalistes se servent des moyens d'information électronique dans les édifices du Parlement—en dehors de la Chambre.

M. Phillips: Tels qu'ils existent actuellement?

M. Blair: Tels qu'ils existent actuellement ou tels qu'ils pourraient exister, avec de meilleures dispositions.

M. Phillips: Si vous voulez que je vous réponde rapidement, je le ferai.

M. Blair: Oui.

M. Phillips: On peut dire qu'en ce qui concerne les entrevues rapides qui ont lieu tout de suite après la période des questions, elles sont satisfaisantes dans l'ensemble. Toutefois, nous opérons avec un certain handicap. Nous sommes les seules personnes au Parlement à qui l'on interdit de sortir d'une zone bien définie. Je vous donnerai cet exemple: l'autre jour le Chœur de l'Armée Rouge était présent. Les journalistes de la presse et de la radio avaient pu assister à la représentation

[Texte]

allow us to film that presentation.

Personally I did not see how it would interfere with the dignity or the decorum of the institution, but nevertheless we were not allowed. Similarly, we are not allowed to take our cameras elsewhere in the building without the permission of the Speaker. I am sensible of his concern for the maintenance of necessary standards of decorum in the building. Nevertheless, it is a handicap under which we operate. To that extent it is not satisfactory.

The Chairman: Gentlemen, there will be a meeting next Wednesday to discuss the other matters, and on behalf of all of us I would like to thank the witnesses. I am sorry we have to conclude in a hurry, but I have a feeling we will be seeking your advice again next fall.

Mr. Lambert: I wonder if CTV might have a look at the question of libel and slander; just what they want by way of protection.

Mr. Packham: We would be glad to.

The Chairman: What is left of the meeting is adjourned.

[Interprétation]

mais l'Orateur, qui a autorité pour ces questions, ne nous a pas permis de filmer cette présentation.

Personnellement, je ne vois pas comment nous aurions porté atteinte à la dignité ou au formalisme de l'institution, mais de toute façon, on ne nous a pas permis d'entrer. Pareillement, on ne nous permet pas de transporter nos caméras ailleurs dans l'édifice, sans la permission de l'Orateur. Je comprends fort bien que ce dernier s'inquiète du respect du décorum dans l'édifice. Cependant, il n'en reste pas moins que pour nous il s'agit là d'une restriction. Dans ce sens, les dispositions actuelles ne sont pas satisfaisantes.

Le président: Messieurs, nous aurons une séance mercredi prochain où nous étudierons les autres questions en cause, et je me permettrai maintenant de me faire l'interprète de nous tous pour remercier nos témoins. Je regrette de devoir mettre un terme à cette séance aussi rapidement, mais j'ai bien l'impression que nous aurons à nouveau besoin de vos conseils l'automne prochain.

M. Lambert: Je me demande si la CTV pourrait examiner cette question de la diffamation verbale et écrite, examiner la question de savoir ce qu'ils veulent obtenir en matière de protection.

M. Packham: Nous ne serons que trop heureux de le faire.

Le président: La séance est levée.

qui, dans la partie de l'ouest, a été détruit par un incendie. Les deux dernières années, le village a été reconstruit et il est maintenant en état de faire face à l'avenir. La population actuelle est d'environ 100 personnes, dont une grande partie sont des agriculteurs. Le village est entouré de champs et de bois, et il est facile d'accéder à lui par la route principale qui passe à proximité.

M. Bégin dit

Le village de Sainte-Croix est un petit village rural situé dans la région de l'Outaouais. Il y a environ 100 familles résidant dans le village, dont la plupart sont agriculteurs. Le village est entouré de champs et de bois, et il est facile d'accéder à lui par la route principale qui passe à proximité.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.

M. Pichot dit

Le village de Sainte-Croix est un petit village rural situé dans la région de l'Outaouais. Il y a environ 100 familles résidant dans le village, dont la plupart sont agriculteurs. Le village est entouré de champs et de bois, et il est facile d'accéder à lui par la route principale qui passe à proximité.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.

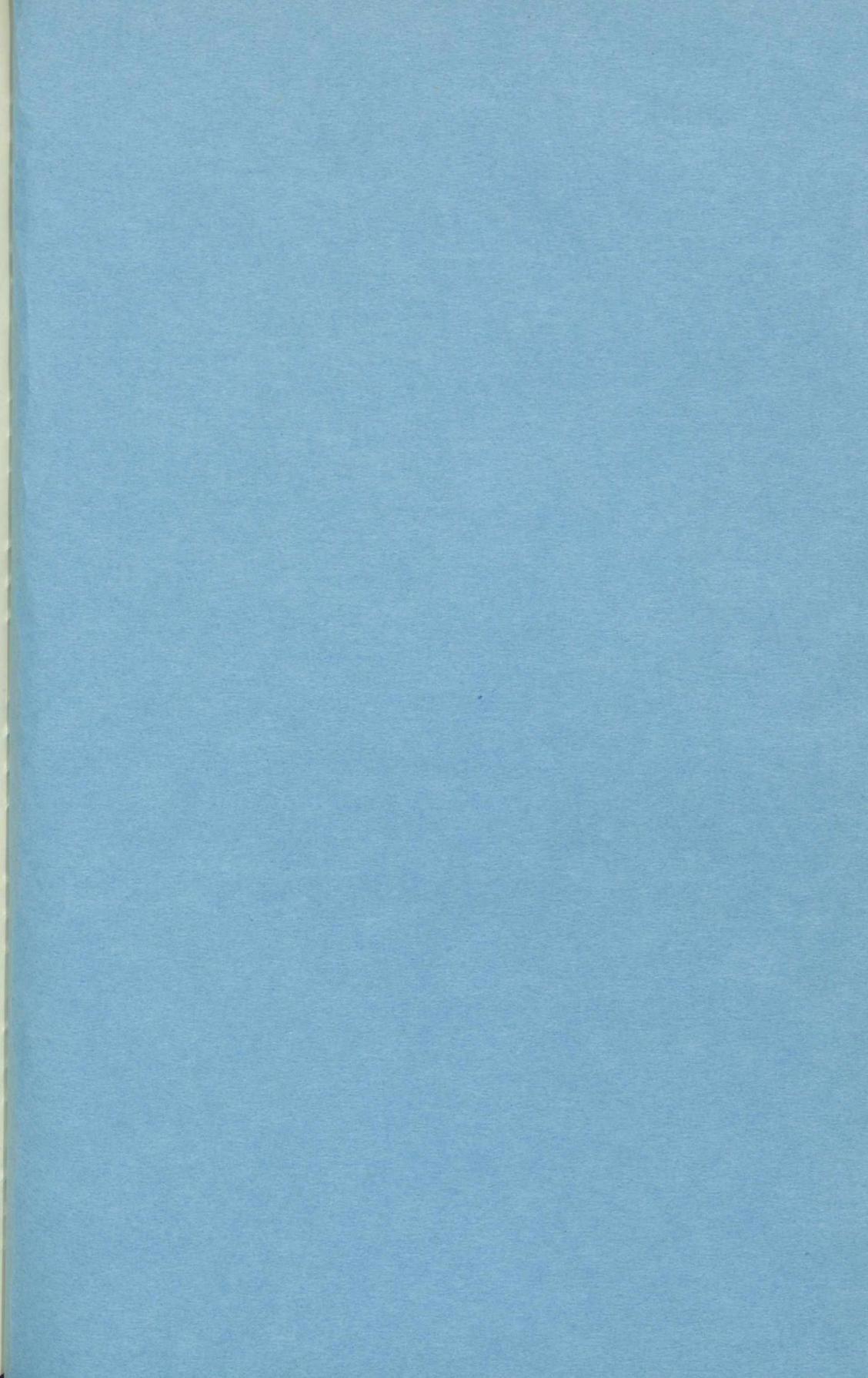
Le village de Sainte-Croix est un petit village rural situé dans la région de l'Outaouais. Il y a environ 100 familles résidant dans le village, dont la plupart sont agriculteurs. Le village est entouré de champs et de bois, et il est facile d'accéder à lui par la route principale qui passe à proximité.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.

Le village de Sainte-Croix est connu pour ses belles maisons traditionnelles et ses rues pavées.



HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Second Session

Deuxième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1969-70

vingt-huitième législature, 1969-1970

INDEX

Alleyne, Jacques, *See also Canadian Broad-*
casting — STANDING COMMITTEE

Acte de la Chambre des Communes
Art. 1 COMITÉ PERMANENT

Bushnell Committee *See also Canadian Broad-*
casting — House of Commons

DE LA
Alleyne, Jacques, *See also Canadian Broad-*
casting — Situation politique

House of Commons
Television
Cost estimate 4:7-12, 4:18, 4:19, 4:38, 4:40

PROCEDURE AND ORGANIZATION

PROCÉDURE ET DE L'ORGANISATION

Canadian Broadcasting Corporation
House of Commons

Trevor Chairman
Claim quantum review 3:23-29

D. Gordon Blair Production Président

Bilingual problem 3:21-23
Coordination other broadcasters 3:21

Bibliothèque du Parlement

President facilities 3:22

Archives, utilisées 3:22

Radio

Collection

Experimental activities 3:9, 3:10, 3:22, 3:23

Film débats Chambre des Communes

Letter coverage 3:51-54

Intégration

Cablevision

I N D E X

Explanation, future growth 4:13-15, 4:22, 4:23,
4:29

Archives, utilisées 3:22
Collection

Membership of Committees 1:1-10, 1:22, 1:28

Film débats Chambre des Communes

Commissioners of Proceedings 1:1-10, 1:22, 1:28

Normes éthiques

Membership of Committees 1:1-10, 1:22, 1:28

Personnalités

CEV Television Network Limited
House of Commons Interests 6:11-13

Personnalités

Commissioners of Proceedings 1:1-10, 1:22, 1:28

Personnalités

Devidore, G. P., President, Canadian Broadcast-

Personnalités

Corporation

Personnalités

House of Commons Issues Nos.

Personnalités

Television, radio 1 to 6

Personnalités

Comments 3:1-3

Personnalités

Letter 3:51-54

Personnalités

Praser, Alistair, Clerk of the House of Commons

Personnalités

Statement Organization meeting:

Personnalités

Wednesday, March 18, 1970

Personnalités

Broadcasting Corporation

Personnalités

House of Commons Interests 6:11-13

Personnalités

Griffiths, S. Last meeting:

Personnalités

Wednesday, June 17, 1970

Personnalités

Business Committee

Personnalités

House of Commons Interests 6:11-13

Personnalités

Dernière réunion:

Personnalités

INDEX

- Law of Parliament
Members' names 1:10
Privilege of freedom of speech
House of Commons television 1:10-11
Historical aspects 3:15-16
Publications 3:16-17, 3:18-19, 3:20-21
Radio 3:21-22, 3:23-25
Alleyn, Jacques, General Counsel, Canadian Broadcasting Corporation House of Commons television 3:27-29
- Bushnell Communications Limited
House of Commons
Television
Cost estimate 4:7-11, 4:18, 4:19, 4:38, 4:40
Proposals 4:8, 4:9, 4:18, 4:19
Television activities 4:8
- Canadian Broadcasting Corporation
House of Commons
Television
Claim qualified privilege 3:27-29
Bilingual problem 3:21-23
Coordination other broadcasters 3:21
Permanent facilities 3:21
Radio
Experimental activities 3:9, 3:10, 3:22, 3:23
Letter, coverage 3:51-54
- Cablevision
Explanation, future growth 4:12-15, 4:22, 4:28, 4:29
- Commissioners of Internal Economy
Membership of Committee, cost control 1:23, 1:24
- CTV Television Network Limited
House of Commons television 6:11-41
- Davidson, G. F., President, Canadian Broadcasting Corporation
House of Commons
Television, radio coverage
Comments 3:7-15
Letter 3:51-54
- Fraser, Alistair, Clerk of the House of Commons
Statement, estimates 1:10, 1:11, 1:30
- Gilmore, J. P., Vice-President, Planning, Canadian Broadcasting Corporation
House of Commons television 3:19, 3:20
- Griffiths, S. W., President and Managing Director, Bushnell Television Company
House of Commons, electronic Hansard 4:5-11
- Canadian Press
Senate, Ottawa, 5:14-15
Deputy
Doubtless
Hansard 5:41, 5:42
Historical aspects 3:15-16
Publications 3:16-17, 3:18-19, 3:20-21
Radio 3:21-22, 3:23-25
Alleyn, Me Jacques, Conseiller juridique, Société Radio-Canada
Situation juridique diffusion débats 3:27-29
- Australie
Télédiffusion débats parlementaires 3:9, 5:34, 5:35
- «Battle 6 Productions Limited»
Mémoire, radiodiffusion 5:18
- Bibliothèque du Parlement
Archiviste, utilité 2:18
Collection
films débats Chambre télévisés 2:19
photographies 2:17-18, 2:19
Dépôt, bandes magnétiques Débats télédiffusés 4:23
Espace, besoins 2:6, 2:9-10, 2:18
Matériel audio-visuel, usage 2:16-17
Personnel
accroissement, traitements 2:6-8, 2:18
recrutement, traitements
bibliothécaires 2:7
chercheuses 2:7, 2:8-9
Service de recherches
budget, personnel 2:7, 2:8-9, 2:10-11, 2:12
travail
comparaison bibliothèques autres gouvernements 2:15
pour comités, associations parlementaires 2:13-15, 2:16
- «Bushnell Communications»
Voir
Compagnie de télévision
Bushnell
- Centre du Centenaire
Installations diffusion conférences 3:22

House of Commons

Committees

Briefs

Filing 1:21

Printing 1:21, 1:27

Submission, form 1:19, 1:20

Clerks, duties 1:21

Cost, control 1:12, 1:15-19, 1:22-24, 1:26

Electronic Hansard 3:11, 4:15

Minutes of Proceedings and Evidence printing

Costs 1:19, 1:26, 1:27

Delay 1:13-15, 1:27, 1:28

Verbatim 1:18, 1:19

Minutes of Proceedings and Evidence taped record 1:19-21

Privilege of freedom of speech 5:10

Radio, television, bilingual problem 3:14, 3:15

Referrals, reports to House, increase 1:12

Specialists, experts, cost 1:15-17

Travel, control 1:12, 1:15-17

Television

Cost 3:26, 3:27

General 2:21, 6:20-30

House takes precedence 4:21, 4:22, 4:24, 4:25

Portable equipment 3:37, 3:38, 4:21

Poverty committee 3:16-19

Committees Branch

Cost administration 1:11, 1:13

Staff 1:11-14, 1:28, 6:4

Translation service 1:13, 1:28

Defamatory words 5:10, 5:26, 5:30, 5:39

Director of Administration 1:10, 1:11

Electronic Hansard

Bilingual problems 3:14, 3:15, 3:21-23, 3:28, 3:52, 4:29

Changes cannot be made 3:38-40

Comments

Davidson, G. F. 3:7-15

Griffiths, S. W. 4:5-11

Cost estimates

Bushnell Communications Limited 4:7-11, 4:38, 4:40

C B C 3:19, 3:20, 3:37, 3:41, 3:43, 3:44, 3:56

Daily 3:10, 3:11, 3:30-32, 3:35, 3:52, 4:6, 4:15

Editing 3:32-34

Experimental use, feasibility, cost 3:41, 3:42

Operation certain times during day 3:31

Parliamentary authorization 5:41, 5:42

Production methods 3:24-26, 3:37

Radio only 3:44

Rules for use very clear, strict 3:35-37

Sound system in House, use 3:45, 3:52

Space requirement 3:40, 3:52, 4:6, 4:7, 4:22

Special occasions 3:11-13, 3:20

Tapes, storage 4:23, 4:24

Television use 3:30-32, 3:35-37

Videotape recordings 3:45, 3:46

Estimates 1970-71 1:9-35, 6:4

Chambre des Communes

Autorité Orateur, télédiffusion dans Parlement 6:30-31, 6:40-41

Centrales dactylographiques 1:28-30

Débats

comparaison diffusion Radio-Canada, Bushnell 4:10-11

radiodiffusés 3:13, 3:17, 5:37

70 à 75 p. 100 en anglais 3:15

télévisés, systèmes, coût 2:20-25, 3:8-15, 3:17-19, 3:24-46, 4:5-41, 6:27-28

Diffamation, libelle, distinction 5:44-45

Droits, priviléges 5:8-17, 5:27-47

Direction des Comités

croissance, statistiques 1:11-13, 1:34

dépenses

administration, contrôle 1:11-12, 1:17-18, 1:22, 1:26

création organisme contrôle des 1:23-24

déplacements 1:12, 1:15

diffusion, systèmes, coût 3:14-15, 3:16-18, 3:38, 3:41, 3:45, 6:27-28, 6:40

liberté parole 5:10

personnel, effectif 1:13, 1:28

pourcentage délibérations en anglais 3:14-15

services spécialistes 1:15-17

témoignages

publication, rapports 1:13-15, 1:26-27

transcription, enregistrement 1:18-22

traducteurs, formation 1:13, 1:28

uniformisation mémoires 1:19-20

Hansard électronique, description, coût 3:10-11, 3:19, 3:24, 3:25, 3:30-36, 3:38-44, 4:15, 4:39, 4:41, 5:41-42, 6:28

Liberté parole, privilège

aspects historiques 5:11-15, 5:25, 5:32

aspects récents 5:15-17, 5:25-26, 5:32

diffamation 5:10-17, 5:26-35, 5:39-47

radio-télévision 5:10-17, 5:47

télédiffusion 5:8-47

Mercredi, vendredi soir, travail 1:32

Personnel de soutien 1:30

Poste

Directeur administration, départ, remplacement 1:10-11

Directeur services législatifs, promotion, (M. A. Small) 1:10

Primes bilinguisme 1:10

Privilège absolu, qualifié différence 5:42

Salaires surtemps 1:10

Télédiffusion débats, modification statutaire re: diffusion 6:26-27

Compagnie de télévision Bushnell

Chambre des Communes

Débats, radiodiffusion 4:30

- Law of Parliament 5:8, 5:47
 Libel, slander 5:44, 5:45, 6:26
 Members' secretaries, overtime pay, bilingual bonus 1:10
 Privilege of freedom of speech
 Debate proper 5:8, 5:29, 5:30
 Hansard 5:41, 5:42
 Historical aspects 5:11-17, 5:25
 Publications 5:10-17, 5:27-31
 Publications, paper size, format 6:5
 Radio
 Australia 3:9, 5:34, 5:35
 FM experimental before television commitment 3:13, 3:14, 3:42
 Griffiths, S. W., comments 4:29, 4:30
 New Zealand 3:9, 5:35
 Radio and television
 Bilingual problem 3:14, 3:15, 3:21
 British North America Act restrictions 5:31-33, 5:35, 5:42
 Comments,
 Davidson, G. F. 3:7-15
 Maingot, Joseph 5:7-17, 5:25-38
 Interpreters, English, French, protection 3:28, 3:29
 Legal problems 3:15, 3:27-29, 4:26, 5:5-17, 5:25-47
 Privilege of freedom of speech 5:10, 5:11, 5:16, 5:17, 5:23, 5:25-47
 Provincial legislation relationship 5:32-34, 5:43
 Report to the House 6:5, 6:6
 United Kingdom 5:31, 5:32, 5:35-38
 Rights and privileges 5:8-10
 Secretarial staff
 Call basis 1:29
 Equipment 1:30
 Members' office 1:29
 Overtime pay, bilingual bonus 1:10
 Pool system, additional 1:28-30
 Security arrangements 3:47-50, 6:6, 6:7
 Sitting Wednesday evening, staff involved 1:31, 1:32
 Television
 Agenda viewing screens throughout building 4:27
 Alberta Legislature 2:21
 Bushnell Communications Limited, proposal 4:8, 4:9, 4:18, 4:30, 4:31
 Cablevision outlets 4:9, 4:12-15, 4:18, 4:22, 4:35-37
 Cameras, type, placing, number 4:6, 4:7, 4:17, 4:20, 4:33-35
 CTV Television Network Limited, proposals 6:11-41
 Editing 3:15, 3:32-34, 4:16, 4:20, 6:16, 6:25, 6:30, 6:34-40
 Educational 6:19
 Experimental, closed circuit 3:13, 4:30, 4:31
 Great Britain 2:24, 3:9
 Débats, télédiffusion
 câble, coût 4:5-32, 4:39-41
 espace requis 4:22-23
 situation juridique 4:26
 Comités, télédiffusion, câble 4:24-25, 6:27-28
 CTV Television Network Limited
 Télédiffusion débats
 comités, coût 6:40
 Chambre, comités 6:11-41
 protection re: diffamation 6:26-27, 6:41
 Davidson, M. George F. Président, Société Radio-Canada
 Diffusion débats parlementaires, comités 3:8-15
 États-Unis
 Télédiffusion débats Chambre
 Représentants 3:9
 Europe
 Télédiffusion débats parlements d' 6:27
 Grande-Bretagne
 Télédiffusion débats Chambre des Communes 5:35-37
 Chambre des Lords 3:8-9, 3:25
 Griffiths, M. S. W., Président, Directeur Général, Compagnie Télévision Bushnell
 Télévision par câble, avenir 4:13-15, 4:22, 4:35-36
 Laundy, M. Philip, Chef, Direction des Recherches, Bibliothèque du Parlement
 Travaux de la direction 2:12-15
 MacPherson, M. Don, Directeur émissions des nouvelles et l'information, CTV Television Network Ltd.
 Télédiffusion entrevues hors Chambre 6:17-18
 Maingot, M. Joseph, Bureau du légiste et conseiller parlementaire, Chambre des Communes
 Mémoire, télédiffusion débats Chambre, comités 5:7-17, 5:25-35
 Nouvelle-Zélande
 Télédiffusion débats parlementaires 3:9, 5:35
 Ontario, Province d'
 Radio-télévision débats Budget 3:9, 3:10-23, 3:25

House procedure over Committees 4:21, 4:22, 4:24, 4:25
 Interpretation, English, French 3:21-23, 3:28
 Interviewing Members 3:29, 3:43, 3:44, 6:12-18, 6:21
 Israeli Parliament 2:21
 Legal problems 3:15, 3:27-29, 4:26
 Lights, heat 3:23, 4:7, 4:15
 Member's attitude 4:17, 4:18, 6:29
 Ontario Legislature 2:21
 Operators in House unnecessary 4:7
 Permanent facilities 3:21, 3:24
 Seats empty in Chamber 3:25, 4:20, 6:29
 Simultaneous live transmission, tape 4:15, 4:16
 Speaker own and operate facilities 3:11, 3:25, 3:26, 3:36, 4:18, 4:19, 6:12, 6:30
 United States Congress 3:9

Houses of Parliament

Law of Parliament 5:8
 Privilege of freedom of speech 5:8, 5:14

Laundy, Philip, Chief, Research Branch, Library of Parliament

Branch activities 2:12, 2:13

Library of Parliament

Associate Parliamentary Librarian 2:6, 2:19
 Audio-visual area 2:16, 2:17
 Estimates 1970-71 2:5-20, 6:4
 Parliamentary Librarian, statement 2:5, 2:6
 Pictures, maps given Public Archives 2:18
 Research Branch, activities 2:12-14
 Space, books 2:6
 Staff
 Archivist 2:18, 2:19
 Library 2:6-8
 Research 2:7-11, 2:14
 Salaries 2:7, 2:8, 2:10, 2:11
 Space 2:9, 2:10

MacPherson, Don, Director, News, Features, and Information Programming, CTV Television Network Ltd.

House of Commons television 6:17, 6:18

Maingot, Joseph, Office of the Parliamentary Counsel, House of Commons

House of Commons, radio, television 5:7-17, 5:25-47

Ouimet, Marcel, Vice-president, Programming, Canadian Broadcasting Corporation

House of Commons television 3:17

Parliament Buildings

Special conference and committee building 6:4

Packham, J. M., Vice-president, Finance, CTV Television Network Limited

House of Commons television 6:11, 6:12

Packham, M. J. M., CTV Television Network Ltd.
 Débats Chambre, comités, transmission vidéo-électronique, coûts 6:12, 6:21-41

Parlement

Droits et priviléges 5:8-17, 5:24-25, 5:27

Parlement, Loi du

Publication discours, diffamation 5:29-30, 5:38

Phillips, M. Bruce, Chef, Bureau des Nouvelles, CTV Television Network Ltd.
 Débats Chambre, comités, télédiffusion, différence 6:13-16, 6:20-41

Procédure et de l'Organisation, Comité permanent de la

Budget dépenses Parlement 1970-71
 crédit 1 – Sénat 2:20
 crédit 5 – Chambre des Communes 1:10-34
 crédit 10 – Bibliothèque du Parlement 2:5-19
 Chambre des Communes, radio, télévision pour débats 2:20-25
 Construction édifice, rapport du 1:24-26
 Mandat 5:20, 5:23

Radio-Canada

Voir
 Société Radio-Canada

Rapports à la Chambre des Communes

Premier 6:4-5
 Deuxième 6:5-7

Saskatchewan, Province de la

Diffusion comptes rendus
 Assemblée 5:33

Sénat

Liberté parole 5:8, 5:38

Société Radio-Canada

Chambre des Communes
 Débats, diffusion espace requis 3:52, 4:22
 période questions 3:17
 radio seulement 3:13
 situation juridique 3:27-29
 systèmes, coût 3:14-15, 3:16-18, 3:38, 3:41, 3:45
 Direction des Comités diffusion, systèmes, coût 3:14-15, 3:16-18, 3:38, 3:41, 3:45

Phillips, Bruce, Bureau Chief, CTV News, Ottawa,
CTV Television Network Ltd.

House of Commons television 6:13-16

Procedure and Organization H. of C. Standing Committee

House of Commons, radio, television

Press Gallery Consultation 5:22, 5:23

Study 2:20-25

House of Commons security arrangements 3:47-50,
4:32, 4:37

Joint Committee on the Library of Parliament,
relationship 2:9

Report to the House, made a year or so ago, new
building, members, staff 1:24-26

Reports to the House

First 6:4, 6:5

Second 6:5-7

The Senate

Estimates 1970-71 6:4

Expenditures, program, Speaker allowance 2:20

Privilege of freedom of speech 5:8

Spicer, E. J., Parliamentary Librarian

Library, estimates, work statement 2:5, 2:6

Television

House of Commons 2:20-25

United Nations

Television, Security Council 6:16, 6:17

Hansard électronique, fonctionnement, coût
3:10-11, 3:19, 3:24, 3:25, 3:30-36, 3:38-44

Radio-Télévision débats Chambre des Communes,
comités 3:7-46, 3:52-54

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Tribune de la Presse

Consultation re: télédiffusion débats 5:21-23

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement

Budget, travaux Bibliothèque 2:5-20

Appendices

A—Letter from G. F. Davidson, President, Canadian Broadcasting Corporation 3:51-54

B—Bushnell, Communications Limited, House of Commons Electronic Hansard cost estimates 4:38, 4:40

Witnesses

—Alleyn, Jacques, General Counsel, Canadian Broadcasting Corporation 3:27-29

—Davidson, G. F., President, Canadian Broadcasting Corporation 3:7-15

—Fraser, Alistair, Clerk of the House of Commons 1:10, 1:11, 1:30

—Gilmore, J. P., Vice-President, Planning, Canadian Broadcasting Corporation 3:19, 3:20

—Griffiths, S. W., President and Managing Director, Bushnell Television Company 4:5-11

—Laundy, Philip, Chief, Research Branch, Library of Parliament 2:12, 2:13

—Maingot, Joseph, Office of the Parliamentary Counsel, House of Commons 5:7-17, 5:25-47

—MacPherson, Don, Director, News, Features and Information Programming, CTV Television Network Ltd. 6:17, 6:18

—Ouimet, Marcel, Vice-President, Programming, Canadian Broadcasting Corporation 3:17, 3:18

—Packham, J. M., Vice-President, Finance, CTV Television Network Limited 6:11, 6:12, 6:18-22

—Phillips, Bruce, Bureau Chief, CTV Television Network Ltd. 6:13-41

—Spicer, E. J., Parliamentary Librarian 2:5, 2:6

Appendices

A—Société Radio-Canada—Estimations, diffusion Comptes rendus débats Chambre des Communes 3:52-54

B—Compagnie de télévision Bushnell—Estimations, diffusion Débats Chambre des Communes, 4:39-41

Témoins

—Alleyn, M. Jacques, Conseiller juridique, Société Radio-Canada 3:27-28

—Davidson, M. George F., Président, Société Radio-Canada 3:7-16, 3:23-46

—Fraser, M. Alistair, Greffier, Chambre des Communes 1:10-34

—Gilmore, M. J. P., Vice-président, planification, Société Radio-Canada 3:19-23, 3:26, 3:35-46

—Griffiths, M. S. W., Président, Directeur gérant, Compagnie télévision Bushnell 4:5-32

—Laundy, M. Philip, Chef, Direction des recherches, Bibliothèque du Parlement 2:12-15

—MacPherson, M. Don, Directeur des émissions de nouvelles et d'information, CTV Television Network Ltd. 6:17-18, 6:34-36, 6:39

—Maingot, M. Joseph, Bureau du légiste et conseiller parlementaire, Chambre des Communes 5:7-17, 5:25-47

—Ouimet, M. Marcel, Vice-président, programmation, Société Radio-Canada 3:17-18, 3:43

—Packham, M. J. M., CTV Television Network Limited 6:11, 6:18-41

—Phillips, M. Bruce, Chef, Bureau des nouvelles, CTV Television Network Ltd. 6:13-16, 16:20-41

—St-Jacques, M. G., Chef du personnel, Chambre des Communes, 1:29-33

—Small, M. Alex, Deuxième Greffier adjoint, Directeur services législatifs, Chambre des Communes 1:12-33

—Spicer, M. Erik J., Bibliothécaire du Parlement 2:5-12, 2:16-20

Queen's Printer for Canada, Ottawa, 1971

Imprimeur de la Reine pour le Canada, Ottawa, 1971

Société Radio-Canada

émissions des communes

diffusion, diffusion espaces requis 3:53, 4:22

periodique 3:17

radio seulement 3:13

réception judiciaire 3:27-29

système court 3:16-18, 3:16-18, 3:16-18

3:18

Direction des émissions, diffusion, système

3:16-18, 3:16-18, 3:43, 3:41, 3:45

